

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`



Pol. 135 Mercure
Elzev. 511 s. - 1795, 16





Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

LIBERTÉ, ÉGALITÉ.

(Nos. 49 & 50.)

Quintidi 5 & Décadi 10 Prairial. l'an troisième de la République.

(Dimanche 24 & Vendredi 29 Mai 1795. vieux style.)

MERCURE FRANÇAIS,

HISTORIQUE, POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

Le prix de l'Abonnement est de 30 liv. pour les Départemens & pour Paris.

Digitized by Google

CALENDRIER
RÉPUBLICAIN.
FLORÉAL.

La durée du mois à 30 jours. Du premier au 27, les jours croissent de 1 min. & demi par jour, & du 28 au dernier, de 2 min. par jour.

Ere Républicaine.	Ere Vulgaire.		PHASES de la Lune.	Temps vrai. h.	m.
1 primedi 1re Decade.	20	mercr.	1	5	2 8
2 duodi	21	jeudi		5	9 8
3 tridi	22	vendr.		5	10 20
4 quartidi	23	[illegible]		5	12 61
5 quintidi	24	[illegible]		5	9 50
6 sextidi	25	lundi		5	9 42
7 septidi	[illegible]	[illegible]	[illegible]	5	9 29
8 octidi	27	[illegible]	[illegible]	5	9 17
9 nonidi	28	jeudi		5	9 5
10 *Decade.*	[illegible]	[illegible]	[illegible]	5	8 52
11 primedi 11e Décade.	[illegible]	[illegible]	[illegible]	5	8 39
12 duodi	[illegible]	[illegible]	12	5	8 27
13 tridi	[illegible]	[illegible]	[illegible]	5	8 15
14 quartidi	[illegible]	[illegible]	[illegible]	5	8 3
15 quintidi	[illegible]	[illegible]	15	5	7 51
16 sextidi	[illegible]	[illegible]	16	5	7 39
17 septidi	[illegible]	vend.	17	5	7 27
18 octidi	[illegible]	[illegible]	le 22 à 9	5	7 15
19 nonidi	[illegible]	[illegible]	h. 0 m.	5	7 4
20 *Decadi*	[illegible]	lundi	du mat.	5	7 29
21 primedi 111e Décad.	[illegible]	lundi	21	5	7 11
22 duodi	10	merc.	22 ☉ N. L.	5	6 51
23 tridi	11	jeudi	23 le 28 à 1	5	6 41
24 quartidi	12	vend.	h. 17 m.	5	6 32
25 quintidi	13	[illegible]	25 du soir.	5	6 23
26 sextidi	[illegible]	Dim.	26	5	6 14
27 septidi	15	lundi	27	5	6 5
28 octidi	[illegible]	[illegible]	[illegible]	5	5 61
29 nonidi	17	merc.	29	5	5 50
30 *Decadi*	[illegible]	jeudi	30	5	5 29

Digitized by Google

MERCURE FRANÇAIS,

HISTORIQUE, POLITIQUE ET LITTERAIRE,

PAR UNE SOCIÉTÉ DE PATRIOTES.

Du Quintidi 5 et Décadi 10 Prairial, l'an troisieme de la République.

(Dim. 24 et vend. 29 Mai 1795, *vieux style.*)

TOME XVI.

BIBLIOTHEQUE ROYALE



A PARIS,

Au Bureau du Mercure, rue des Poitevins, N°. 18.

Digitized by Google

TABLE des matieres littéraires, depuis le 25 mars jusqu'au 19 mai 1795, *vieux style*.

Stances du citoyen Jauffret sur la naissance de son fils... page 3.
Triomphe de la saine philosophie, etc...... 5.
Lettre sur l'Accusateur public..... 8.

Les charmes de l'enfance, etc. par *L. J. Jauffret*.... 33.
Du jury des arts..... 36.
Du peuple, acceptions de ce mot, etc...... 65.
Annonces de livres nouveaux..... 71.

Vers d'un enfant à son pere..... 97.
Charade, Enigme, Logogriphe..... 98.
Du blanchiment des toiles, etc...... 100.
Annonce de géographie et de musique..... 101.

Supplément aux crimes des anciens comités de gouvernement, etc. par J. A. Dulaure, député..... 129.
De la paix dans ses rapports avec les finances, etc..... 133.

De la médecine opératoire, par P. Lassus..... 161.
Lettre au rédacteur sur le mot Peuple..... 164.
Annonce de livres nouveaux..... 167.

Examen de la constitution de 1793..... 193.
Œuvres de Xénophon, trad. nouvelle par le cit. Gail... 225.
Notice d'un voyage portugais dans les contrées voisines de la riviere des Amazonnes..... 230.

Suite de l'examen de la constitution de 1793..... 259.
Annonces de gravures et de musique..... 265.

L'orphelin adopté par sa nourrice, romance de J. Jauffret. 289.
Charade, Enigme..... 290.
Notice trouvée dans le porte-feuille d'un homme du monde..... 291.
Observations sur le traité des délits et des peines, de Beccaria..... 294.

Suite de l'examen de la constitution de 1793..... 321.
Annonces de livres nouveaux..... 332.
Appel à l'impartiale postérité, par la citoyenne Roland, femme du ministre de l'intérieur..... 353.

Bayerische Staatsbibliothek München

Digitized by Google

(N°s. 49 et 50.)

MERCURE FRANÇAIS.

QUINTIDI 5 *et* DÉCADI 10 PRAIRIAL, *l'an* 3e. *de la République.*
(*Dimanche* 24 *et vendredi* 29 *Mai* 1795, vieux style.)

HISTOIRE POLITIQUE.

APPEL à l'impartiale postérité, par la citoyenne ROLAND, *femme du ministre de l'intérieur*, ou *Recueil des écrits qu'elle a rédigés pendant sa détention aux prisons de l'Abbaye et de Sainte-Pélagie; imprimé au profit de sa fille unique, privée de la fortune de ses pere et mere, dont les biens sont toujours séquestrés. Premiere et seconde partie, avec cette épigraphe :* Que ma derniere lettre à ma fille fixe son attention sur l'objet qui paraît être son devoir essentiel, et que le souvenir de sa mere l'attache aux vertus qui consolent de tout; tirée de l'écrit intitulé : *Mes dernieres pensées. A Paris, chez* LOUVET, *libraire, maison d'Egalité, galerie neuve, derriere le théâtre de la République*, n°. 24.

SECOND EXTRAIT.

CETTE seconde partie contient plusieurs articles relatifs au premier et au second ministere de Roland, à la détention de la citoyenne Roland à Sainte-Pélagie, des observations sur l'acte d'accusation contre les députés, par Amar, ses dernieres pensées et tous ces articles inspirent cet intérêt qu'une femme de sa trempe doit imprimer à tout ce qui la regarde, à tout ce qu'elle touche. Son ame y plane avec majesté et avec grace sur tous les sujets qui viennent s'offrir à elle, et réfléchit les impressions qu'elle en reçoit avec un éclat et une force auxquels le sentiment vient souvent mêler ses charmes. Les deux premiers articles offrent quelques portraits qu'on a déja vus dans la premiere partie. Le jugement qu'elle y porte de certaines personnes ne sera pas peut-être adopté dans toute sa généralité. Il semble tenir à de certains principes exclusifs et à une certaine maniere de voir particuliere, qui ne montrent jamais

Digitized by Google

les choses telles qu'elles sont réellement es sous leurs véritables dimensions. Mais, comme nous l'avons déja dit dans la premiere partie, sa vue est plus juste et plus assurée sur les objets généraux. Voici comme elle envisage l'état de la France à l'époque de la révolution : „ Elle était comme épuisée d'*hommes* ; c'est une chose „ vraiment surprenante que leur disette dans cette révolu- „ tion ; il n'y a gueres eu que des pigmées. Ce n'est pas „ qu'il manquât d'esprit, de lumieres, de savoir, d'a- „ grémens, de philosophie, jamais ces ingrédiens n'a- „ vaient été si communs ; mais cette *force d'ame* que „ J. J. Rousseau a si bien définie, le premier attribut du „ héros, soutenue de la justesse d'esprit qui apprécie „ chaque chose, de cette étendue de vues qui pénetre „ dans l'avenir, dont la réunion constitue le *caractere* „ et compose l'homme supérieur ; on la cherche par- „ tout et on ne la trouve nulle part. „

Ces qualités en effet sont rarement le partage des esprits, même les plus éclairés et les plus familiarisés avec les idées d'un ordre supérieur. Ordinairement emportés dans les régions d'un monde intellectuel qui n'offre pas plus de terme que d'obstacle à leurs combinaisons, ils s'y livrent à la contemplation des rapports abstraits avec un calme que rien ne trouble et n'altere ; c'est ainsi que le Neutonien contemple et apprécie les rapports et les mouvemens des corps célestes dans un espace non résistant qui n'ôte rien à la précision de ses calculs. Mais lorsque la nécessité des choses les ramene vers le monde réel, qui présente par-tout des bornes et des résistances, ils y éprouvent tous les désavantages des esprits qui n'ont point l'habitude de se mesurer avec elles. C'est bien pis, lorsque des circonstances fortuites ou inattendues ont amené un nouvel état de société, qui développe de nouvelles passions, de nouveaux caracteres, de nouvelles mœurs, et dans lequel ils n'ont point le secours d'une expérience qui leur soit propre ; alors, faute d'une profonde connaissance des hommes et des effets qui doivent résulter dans le corps social, de leurs penchans naturels et de leurs vices acquis mais long-tems déguisés par la contrainte des lois, ils restent au-dessous de la position où ils se trouvent. On peut leur appliquer ce que la cit. Roland, dans la premiere partie, dit de Brissot, qu'il connaissait l'homme, et ne connaissait point les hommes. Cette ignorance des hommes est sans doute ce qui a égaré

Digitized by Google

dans de fausses routes ceux qu'elle appelle ses amis, et qui leur suggérant de fausses mesures, a préparé à eux et autres des maux effroyables, et livré la France aux brigands dont ils ont été les victimes.

« La chose qui m'ait le plus surpris depuis que l'élévation de mon mari m'eut donné la faculté de connaître beaucoup de personnes, et particulièrement celles employées dans les grandes affaires, c'est l'universelle médiocrité ; elle passe tout ce que l'imagination peut se représenter, et cela dans tous les degrés, depuis le commis qui n'a besoin que d'un esprit juste pour bien saisir une question, de méthode pour la traiter, d'un peu de style pour rédiger les lettres, jusqu'au ministre chargé du gouvernement, au militaire qui doit commander les armées, et à l'ambassadeur fait pour négocier. Jamais sans cette expérience je n'aurais cru mon espece si pauvre, ce n'est aussi que de cette époque que j'ai pris de l'assurance ; jusques-là j'étais modeste comme une pensionnaire de couvent ; je supposais toujours que les gens plus décidés que moi étaient aussi plus habiles. Vraiment, je ne m'étonne pas que l'on m'aimât beaucoup ; on sentait bien que je valais quelque chose, et cependant je faisais de bonne-foi les honneurs à l'amour-propre d'autrui. »

Dans la constitution des êtres sensibles, il est des qualités et des passions qui se développent ordinairement avec des affections correspondantes, propres à les renforcer ou à les modérer. Telle est dans la femme la pudeur qui naît précisément avec les desirs qu'elle est destinée à réprimer ; tels sont le courage qui accompagne la force, l'orgueil qui suit les talens, qui les enflamme et les soutient. Par une singularité remarquable, la citoyenne Roland paraît avoir été exempte de ce dernier sentiment, qui, par plusieurs raisons, doit avoir plus d'activité dans son sexe. Long-tems renfermée dans l'intérieur de sa maison et se conformant à l'état de son mari, qui était homme de lettres, elle s'occupait à lire, ou écrivait sur la morale, la philosophie et l'économie politique, comme toute autre femme fait de la broderie, sans penser peut-être qu'il y eût pour elle plus de gloire à faire l'un que l'autre. D'après ses principes sur la nécessité d'occuper les femmes, elle y voyait une distraction utile, sur-tout à son sexe, propre à donner le change à sa sensibilité, et lui faire prendre un

Digitized by Google

cours favorable au bonheur, ou du moins à la tranquillité de l'ame ; peut-être aussi, d'après la maxime d'un ancien, pensait-elle que l'honneur essentiel des femmes consiste à être ignorées et à faire peu de bruit. Quoi qu'il en soit, comme c'est l'ordinaire aux personnes qui vivent peu dans le monde, elle croyait aux réputations, et subissait avec docilité le joug des hommes tranchans et décidés, qui sont d'autant plus communs, que les qualités qu'ils voudraient faire supposer en eux sont plus rares. Lorsque son mari fut placé au ministere, sa nouvelle situation la mit dans le cas de faire des comparaisons qui lui apprirent le secret de son mérite. A portée de voir beaucoup de gens dont le caractere et l'état font présumer les lumieres, en prenant leur juste mesure, elle fut aussi à même de connaître exactement la sienne, et en voyant la pauvreté qui regnait autour d'elle, elle se trouva fort riche ; elle laisse entrevoir quelquefois le sentiment qu'elle a de sa supériorité, et met une noble franchise à la place de ces ménagemens de la modestie, dans lesquels on semble ne se dérober aux éloges que pour en mériter un de plus. Elle parle souvent de la *force de son ame*. Elle aurait pu s'en dispenser ; car on la voit évidemment. D'ailleurs, la force ne se prouve que par les actions, les paroles n'ont jamais rien conclu pour en constater l'existence. La citoyenne Roland n'a laissé aucun doute sur la sienne, puisqu'elle a reçu la plus belle couronne que puisse attendre la vertu.

Il est un article plus délicat, sur lequel elle s'explique avec la même liberté ; c'est l'aveu de ses talens. La modestie est une vertu commune, mais nécessaire pour l'usage ordinaire de la vie ; il faut être modeste comme il faut être vêtu. On est convenu que chacun voilerait, autant qu'il le pourrait, son mérite ou l'opinion qu'il en a pour ne pas blesser l'orgueil trop sensible des autres, et qu'on attendrait en silence la place que l'amour-propre d'autrui voudrait bien nous assigner. C'était le moyen de rendre moins dangereuse cette lutte des prétentions réciproques qui tient éveillés tous les membres de la société ; lutte qui exposerait à chaque instant à des froissemens pénibles, sans les précautions qui ont substitué des formes plus polies à l'aspérité naturelle des caracteres. Mais il est des individus qui sortent de l'ordre commun, et des circonstances importantes devant lesquels les regles s'abaissent, pour

Digitized by Google

laisser un libre essor à la vérité, que peut-être elles affaibliraient. Plus d'une fois, de grands personnages ont manifesté la haute opinion qu'ils avaient d'eux-mêmes et de leurs talens, sans choquer les convenances. La citoyenne Roland l'a fait d'une maniere très-positive par un motif qui l'honore, et elle l'a fait, à ce que nous croyons, de maniere à laisser en repos la vanité des autres. En s'avouant l'auteur de la fameuse lettre de Roland au roi, elle croit devoir rendre à son mari ce que la malignité lui ôtait pour le donner à elle, et détromper le public sur l'influence qu'on lui supposait dans les affaires. Elle rend compte de leurs travaux communs, et se fait un devoir de dire avec équité la part de gloire qui revenait à chacun.

« Il devint ministre, je ne me mêlai point de l'administration ; mais s'agissait-il d'une circulaire, d'une » instruction, d'un écrit public et important, nous en » conférions suivant la confiance dont nous avions » l'usage, et pénétrée de ses idées, nourrie des » miennes, je prenais la plume que j'avais plus que » lui le tems de conduire. Ayant tous deux les mêmes » principes et le même esprit, nous finissions par nous » accorder sur le mode, et mon mari n'avait rien à perdre » en passant par mes mains. Je ne pouvais rien exprimer » en fait de justice et de raison, qu'il ne fût capable » de réaliser ou de soutenir par son caractere et sa con- » duite, et je peignais mieux qu'il n'aurait dit ce qu'il » avait exécuté ou pouvait promettre de faire. Roland » sans moi n'eût pas été moins bon administrateur ; » son activité, son savoir sont bien à lui, comme sa » probité. Avec moi, il a produit plus de sensation, » parce que je mettais dans ses écrits ce mélange de » force et de douceur, d'autorité de la raison, et de » charmes du sentiment qui n'appartiennent peut-être » qu'à une femme sensible, douée d'une tête saine. » Je faisais avec délices ces morceaux que je jugeais » devoir être utiles, et j'y trouvais plus de plaisir » que si j'en eusse été connue pour l'auteur. Je suis » avide de bonheur, je l'attache au bien que je fais, » et je n'ai pas même besoin de gloire ; je ne vois » dans ce monde de rôle qui me convienne que celui » de la providence ; je permets aux malins de regar- » der cet aveu comme une impertinence, car il doit y » ressembler ; mais ceux qui me connaissent n'y verront » rien que de sincere comme moi-même. » En cher-

Digitized by Google

chant à se rendre un compte exact de l'impression que fait éprouver ce passage, on ne se trouve pas plus choqué qu'on le serait du simple énoncé d'une vérité. D'ailleurs, les ames d'une certaine trempe ont ce privilége qu'on ne peut pas appliquer à leurs procédés les principes avec lesquels on juge les actions ordinaires.

La qualité qui dominait le plus dans la cit. Roland, c'est celle qu'elle a dit, d'après un philosophe célebre, constituer principalement le héros, la force d'ame. Aussi celle de la cit. Roland brille-t-elle du plus grand éclat, dans les momens mêmes où le malheur s'efforce de l'accabler, elle s'éleve alors à une hauteur qui étonne, elle semble quitter la terre pour voir ramper sous ses pieds le crime impuissant qui la poursuit, et ne lui laisser que le désespoir de l'atteindre. Les fers, où les hommes ordinaires ne savent que gémir, où l'innocent même se trouve souvent anéanti, lui donnent un ressort prodigieux; elle y est comme sur un trône, où elle exerce cet empire qui accompagne par-tout la vertu, et qui ne quittait point Diogene, même sur la place où il était vendu avec les autres esclaves. On a vu la citoyenne Roland à la prison de l'Abbaye, et le courage et la philosophie intéressante qu'elle y a développés. Ses ennemis, par un raffinement de cruauté, vont un jour lui rendre la liberté, et la déclarent innocente, pour la replonger un moment après dans une prison plus affreuse, la faisant ainsi passer subitement d'une situation agréable à un état horrible, et cherchant dans ce contraste un nouveau genre de supplice à lui faire subir. Le vol et le brigandage semblaient devoir suffire à de vils scélérats; ceux qui ont ravagé la France et tyrannisé ses habitans ont cela de particulier, qu'en s'emparant des dépouilles de leurs victimes ils s'appliquaient avec une ingénieuse barbarie à multiplier leurs souffrances, espece de jouissance qui n'appartient peut-être qu'aux passions désintéressées, quoiqu'atroces, telles que la vengeance. Un instinct cruel semblait leur apprendre qu'une sensation continuée s'amortit par l'habitude, et que l'agitation rend les douleurs plus vives et plus déchirantes: ils s'attachaient donc à donner toujours de nouvelles secousses aux malheureux objets sur lesquels leur scélératesse s'acharnait. Mais leurs efforts vont se perdre sans effet devant la fermeté stoïque de la citoyenne Roland, comme les vagues de la mer irritée se brisent aux pieds d'un rocher immobile.

Digitized by Google

Enfermée à Sainte-Pélagie, elle semble n'avoir changé de théâtre que pour y présenter sa vertu sous des aspects nouveaux comme les objets qui l'environnent, et y développer son ame sous des traits encore plus touchans. Sa philosophie, quoique forte, a de la souplesse, elle se plie aux choses, et pour s'accommoder à toutes les situations elle ne perd rien de sa dignité ; elle y gagne au contraire de paraître plus naturelle et plus vraie. Cependant les prétextes frivolement atroces qu'on emploie pour la mettre en arrestation l'indignent un moment. Nous ne pouvons point résister au plaisir de rapporter encore un passage où sans doute le lecteur n'admirera pas moins la sublimité de ses principes, que la maniere délicate et brillante dont elle exprime ses affections physiques et morales.

« Je me trouvais dans cette disposition où toutes les » impressions sont plus vives, et leurs effets plus alarmans pour la santé ; je me couchai sans pouvoir dormir ; il fallait bien rêver. Jamais les états violens ne » sont pour moi de longue durée ; j'ai besoin de me » posséder, parce que j'ai l'habitude de me régir. Je » me trouvai bien dupe d'accorder quelque chose à » mes ennemis en me laissant froisser par l'injustice ; » ils se chargeaient d'un nouvel odieux, et changeaient » peu l'état que j'avais su déja si bien supporter ; ici, » comme à l'Abbaye, n'avais-je pas des livres, du tems? » n'étais-je plus moi-même? Véritablement je m'indignai presque d'avoir été troublée, et je ne songeai » plus qu'à user de la vie, à employer mes facultés » avec cette indépendance qu'une ame forte conserve » au milieu des fers, et qui trompe ses plus ardens » ennemis. Mais je sentis qu'il fallait varier mes occupations : je fis achéter des crayons, et je repris le » dessin que j'avais abandonné depuis si long-tems. » La fermeté ne consiste pas seulement à s'élever au-» dessus des circonstances par l'effort de sa volonté, » mais à s'y maintenir par un régime et des soins convenables. La sagesse se compose de tous les actes utiles » à sa conservation et à son exercice. Lorsque des événemens fâcheux ou irritans viennent me surprendre, » je ne me borne pas à rappeller les maximes de la » philosophie pour soutenir mon courage ; je ménage » à mon esprit des distractions agréables, et je ne » néglige point les préceptes de l'Hygiene pour me » conserver dans un juste équilibre. Je distribuai donc

Digitized by Google

» mes journées avec une sorte de régularité. Le matin
» j'étudiais l'anglais dans l'excellent essai de Shaftesbury
» sur la vertu, et j'expliquais des vers de Thomson ; la
» saine métaphysique de l'un, les descriptions enchan-
» tées de l'autre me transportaient tour à tour dans les
» régions intellectuelles et au milieu des scenes les
» plus touchantes de la nature. La raison de Shaftesbury
» fortifiait la mienne, ses pensées favorisaient la médi-
» tation. La sensibilité de Thompson, ses tableaux
» rians ou sublimes pénétraient mon cœur et charmaient
» mon imagination. Je dessinais ensuite jusqu'au dîner. »
Cette philosophie est peut-être la seule qui soit assortie à un être sensible, faible et borné comme l'homme. Il est bien plus sûr d'échapper à ses maux en leur donnant le change, qu'en se roidissant contre eux et se mettant dans une situation violente que la nature ne lui permet pas de soutenir long-tems.

Le point de vue le plus beau sous lequel l'humanité puisse s'offrir à nos yeux, le plus fait pour toucher et ravir notre ame, c'est l'alliage heureux d'une raison courageuse et éclairée, unie à une douce sensibilité. La force d'ame seule peut bien exciter l'admiration ; mais elle nous intéresse moins que cette disposition du cœur qui nous attendrit sur tous les objets que le sort a placés près de nous. La premiere est trop rare, trop accidentelle, a des effets qui se rapportent trop exclusivement à nous, pour ne pas paraître en quelque sorte étrangere à notre être. L'autre tient à notre constitution intime, et nous est bien plus nécessaire, puisqu'elle est le lien qui nous attache à tout ce que nous devons chérir, à tout ce qui environne le fondement de la société et des douces affections qu'elle fait naître, pour notre bonheur réciproque. Le stoïcien qui contemple d'un œil sec ses maux et ceux des autres, semble n'être plus de notre espece. Mais on se retrouve, on se reconnaît avec plaisir dans celui qui, supportant avec fermeté les coups inévitables de la fortune, sait gémir sur les malheurs de ses semblables et même s'immoler, s'il le faut, pour les faire cesser. Les anciens, qui connaissaient la nature et savaient la peindre, nous ont quelquefois présenté le véritable héroïsme sous ces traits intéressans. Ce sont ceux que nous retrace la citoyenne Roland, dans la prison de Sainte-Pélagie ; elle envisage ses maux présens et à venir sans en être troublée ; elle délibere tranquillement sur la maniere de rendre sa vie et sa

Digitized by Google

mort utiles à sa patrie. Mais voyant que ses ennemis ne lui laissent aucun espoir de défense, que toutes les issues sont fermées à la vérité, et que le sort qu'on lui prépare n'aura d'autre effet que de repaître sans fruit l'atroce curiosité d'un peuple avili, elle prend, comme Caton (1), le parti de quitter volontairement un monde où elle n'a plus de bien à faire, et qui n'est plus digne d'elle. Cependant elle tourne avec attendrissement ses derniers regards sur tous les objets qu'elle a aimés; la liberté et la patrie opprimées, l'amitié, la reconnaissance, l'amour filial, viennent tour-à-tour lui faire éprouver des émotions qu'elle rend, dans ses dernieres pensées, avec les expressions les plus tendres. Mere sensible, c'est sur-tout à sa fille qu'elle adresse ses regrets, sa chere *Eudora*, l'objet de sa tendre sollicitude, ce dépôt précieux remis aux mains de l'amitié. En déplorant le sort qui va priver cet enfant de ses soins maternels, d'après l'opinion qu'elle s'est faite des vrais biens, elle ne croit pas lui laisser un héritage indigne d'elle, en lui laissant l'exemple de sa vie.

Le lecteur verra aussi avec intérêt, dans cette seconde partie, les *observations de la* citoyenne Roland *sur l'acte d'accusation contre les députés, par Amar*; les *notes sur son procès et l'interrogatoire qui le commence*; son *projet de défense*. Quoiqu'elle n'eût pas besoin des ressources d'une grande éloquence pour réfuter les calomnies absurdes par lesquelles on s'efforçait de couvrir la violence faite aux députés et l'attentat commis, dans leur personne, contre la souveraineté nationale; quoique la raison, la justice et la vérité fussent inutiles contre des assassins travestis en accusateurs et en juges, on n'en admirera pas moins la promptitude et la justesse de son esprit, sa profonde connaissance des affaires, et sa vive pénétration; on sera peu surpris que quelques négligences de style lui soient échappées, si on songe à sa situation et au tems qu'elle a écrit.

L'estimable éditeur des écrits de la citoyenne Roland rapporte comment cette femme célebre, qui réunissait en elle les talens, la philosophie et la beauté, est tombée sous les coups des cannibales qui n'ont respecté ni vertus, ni sexes, ni les deux âges recommandables par

(1) On ignore pourquoi cette résolution n'a pas eu son effet.

Digitized by Google

leur faiblesse. Elle reçut l'arrêt de sa mort avec joie, et comme un bienfait qui la délivrait de l'aspect odieux de ces monstres, consolant les victimes qu'ils lui avaient associé, et dissipant en elles, par l'ascendant d'une vertu calme et facile, et par l'admiration qu'elle excitait, le sentiment de leurs propres maux, comme la présence et les puissans accords d'Orphée suspendaient, dans le Tartare, les tourmens des ombres étonnées.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

ALLEMAGNE.

De Francfort-sur-le-Mein, le 12 mai.

LA gazette de Berlin continue de peindre l'état de Constantinople, comme également triste pour le présent et affrayant pour l'avenir. Il paraît que les nouvelles que cette capitale reçoit des isles où l'on avait envoyé des vaisseaux pour son approvisionnement sont toujours très fâcheuses. Nombre de vaisseaux chargés ont péri par les tempêtes qui ont regné dans cette mer; ce qui est cause que la disette des vivres s'y fait encore sentir, et il en est de même pour les provinces.

D'ailleurs, l'hydropisie de poitrine du sultan fait des progrès; c'est en vain qu'on a essayé de cacher cette maladie au public; la présence du prince à la Mosquée, où les ministres l'avaient dissuadé de venir, n'a que trop confirmé les craintes. La mort de Selim, dans les circonstances présentes, serait une vraie calamité, puisque les rênes de l'empire ottoman tomberaient entre les mains sans expérience d'un jeune prince de 16 ans.

Les lettres de Constantinople qui sont du 10 mars, ajoutent que M. Descorches étant allé s'établir dans le ci-devant hôtel de France, on forme à ce sujet diverses conjectures. On croit généralement qu'il déploie bientôt le caractère d'ambassadeur de la République Française, que le divan ne sera pas le dernier à reconnaître. M. Descorches se flatte de pouvoir présenter ses lettres de créance après le ramazan ou carême des Turcs. Il aura préparé les voies à M. de Verninac, qui a dû s'embarquer à Venise, pour passer en Dalmatie, et qui ne tardera probablement pas à arriver dans la capitale de l'empire turc, pour s'y charger des affaires de la légation

Digitized by Google

française que son prédécesseur aurait eu la satisfaction et la gloire de mettre sur un bon pied avant de quitter ses fonctions.

On trouve par post-scriptum dans ces mêmes lettres : « L'arrivée du dernier courier apportant la nouvelle de la défaite entiere de l'armée polonaise et de la reddition de Varsovie, sans aucune capitulation, a causé une sensation visible parmi les différens membres et parties du gouvernement. Elle a donné lieu à la tenue d'un conseil secret en présence du grand-seigneur ; mais on en ignore le résultat. Il paraît seulement d'après la disposition des esprits que l'inquiétude du gouvernement sur le partage d'un état qui lui a toujours servi de contre-poids et de barriere à l'égard de ses voisins, aurait déja éclaté, sans la difficulté de maintenir une armée nombreuse dans une année de mauvaise recolte. »

On mande de Varsovie en date du 20 avril, que le duc de Courlande avait prévenu par son abdication l'acte de la diete de Mittau, qui fait passer sous la souveraineté immédiate de la Russie, les duchés de Courlande et de Semigalle. Le duc doit se retirer dans ses riches possessions, à Sagan, dans la Silésie prussienne, où il vivra en particulier. On présume que Catherine lui procurera à l'avenir une indemnité des sacrifices qu'elle a exigés de lui.

Des lettres de Copenhague du 25 du même mois s'expriment ainsi : Nous venons de recevoir de notre consul à Londres l'agréable nouvelle, qu'enfin le tribunal de l'amirauté a levé, depuis le 24 mars jusqu'au 10 avril, le séquestre mis sur les cargaisons de 63 navires danois, et que les propriétaires de ces navires recevront les indemnités qui leur ont été promises, aussi-tôt que les commissaires vérificateurs auront fait les recherches usitées.

Quant aux 73 autres navires danois qui restent encore séquestrés, la décision de cette affaire est différée jusqu'à ce que l'on ait reçu les preuves et documens nécessaires.

Même date. Sur la demande qu'en ont faite quelques-uns de nos négocians, il leur a été permis d'exporter à l'étranger la moitié de l'avoine qu'ils ont en magasins, pourvu qu'ils prouvent par serment, que la quantité qu'ils ont déclarée, a été achetée avant le 1er. du mois d'avril, pour compte étranger, et pour être exportée à l'étranger.

Depuis quelques semaines, nos billets de banque, qui tout l'hiver se sont soutenus à 25 pour cent contre especes, perdent un et demi pour cent. L'on espere toutefois que cette baisse ne sera pas de longue durée.

Par l'effet du changement arrivé aux circonstances de la guerre relativement à l'Allemagne septentrionale, les troupes

Digitized by Google

holsteinoise ne quitteront point leurs quartiers habituels, et les deux bataillons d'infanterie légere qu'on a portés à Elmeshom et dans les environs y resteront seulement pour en détourner les partis volans qui essaieraient d'y faire des incursions.

Les gazettes allemandes donnent un démenti positif à la nouvelle de la mort du marechal Bender, commandant de Luxembourg; mais elles avouent que les troupes de la République Française continuent de resserrer encore de plus près cette place. Un corps de 3000 hommes a formé un camp en face sur le Weissen-Thurm.

Ces mêmes gazettes donnent les détails suivans de l'affaire qui s'est engagée le 30 avril, entre les Français assiégeans Mayence, et la garnison de cette ville; ils portent que les troupes allemandes emporterent un double rang de retranchemens sur Hardenberg, malgré la résistance la plus opiniâtre des Français, qui furent enfin contraints de se réfugier dans le bois de Mombac, abandonnant deux canons et deux chariots de munitions. La fumée qui avait donné lieu de croire que le village était incendié, venait du bois. L'attaque continua près de Mombac, et fut très-vivement secondée par les batteries de l'isle d'Ingolheim, qui portaient sur les retranchemens des Français en avant de ce village. L'objet de la garnison de Mayence, qui était de dégager entierement le Hardenberg pour établir de nouveaux retranchemens pour sa sûreté se trouvant rempli, on ne poussa pas plus loin l'entreprise; mais les Français firent l'après midi une tentative pour regagner le terrein qu'ils avaient perdu: tous leurs efforts furent inutiles; ils perdirent à cette occasion beaucoup de monde par l'effet des décharges à cartouches. On évalue leur perte à 2000 hommes, tant tués que blessés ou prisonniers. Du côté des Allemands, les corps qui ont le plus souffert sont le bataillon de Klebeck, les grenadiers Mayençais et Warasdins qui ont emporté les retranchemens. Un papier assure que les Français ont jetté pendant l'action plusieurs bombes dans Mayence, où quatre ou cinq maisons ont été fort endommagées.

Une autre feuille porte la perte des Allemands à 550 hommes tant tués que blessés. Ils ont eu 4 officiers tués et 28 blessés, dont quatre sont morts le lendemain. Le régiment de Klebeck a eu à lui seul 180 tués ou blessés dont 10 officiers. Il est ajouté dans la même feuille que, pendant l'action, la petite marine allemande a paru aussi sur la scène; qu'elle s'est portée à deux lieues au-dessous de Mayence, pour alarmer et inquiéter les Français. Ces derniers, craignant sur ce point un passage du Rhin, y ont porté beaucoup de force et d'artillerie, ce qui a opéré une diversion avantageuse pour les Allemands.

Digitized by Google

Ces faibles avantages contre les Français ne changeront vraisemblablement pas les dispositions du cabinet de Vienne à la paix, clairement indiquée par des lettres de cette ville du 25 avril.

Comme tout est changé aujourd'hui dans la position des armées, et que celle de l'Empire, avec ce qu'elle renferme de nos troupes, occupe le terrein entre le Mein, la Sieg et le Wipper, tandis que celle de l'empereur s'étend depuis le Mein jusqu'à Bâle; comme, dans un autre côté, le duc de Saxe-Teschen n'a pas pu se résoudre à garder plus long-tems le commandement en chef de l'armée de S. M. I., a pris le parti de donner pour chef aux deux armées, le général d'artillerie, comte de Clairfayt.

Il se pourrait que le commandement de l'armée de l'empire ne lui eût été conféré qu'*ad interim*; mais, quoi qu'il en soit, l'empereur, à cette occasion, a nommé M. de Clairfayt général, feld-maréchal de ses armées, et cette nomination, qui était attendue, n'a certainement étonné personne.

Si la nouvelle de la paix particulière du roi de Prusse a d'abord surpris notre public, et lui a même donné de l'humeur, la réflexion n'a pas tardé à le ramener à d'autres idées, et à lui montrer quelque chose d'agréable dans cet événement. Cette paix en effet est un grand acheminement à la pacification générale, qui est devenue l'objet de tous les vœux.

On dit que l'Espagne a déjà fait comme la Prusse, et a conclu son arrangement particulier; on dit même que la cour de Turin est à la veille de consommer aussi son accommodement. Si cela est, il n'y a plus aucune raison de douter que notre cour, dont les dispositions furent toujours plus pacifiques qu'on ne pense, mettra d'autant plus de chaleur dans ses négociations directes pour la paix, que le corps germanique en général et chacun des princes et états de l'empire en particulier, se montrent de plus en plus las et excédés de la guerre. D'ailleurs, on n'ignore pas que déjà nous avons négocié indirectement, et que ce n'a pas été dans l'intention d'amuser seulement le tapis. L'on présume dans ce moment-ci, que M. le comte de Lehebach va être chargé de se rendre à Bâle, pour y mettre la dernière main au salutaire ouvrage, qui peut-être a été commencé par le ministre Toscan, comte Carletti, et que notre baron Degelmann, qui est en Suisse depuis long-tems, n'est pas censé avoir négligé. Et en tout cas, se persuaderait-on que la médiation de la cour de Berlin peut être regardée ici comme nulle, et ne dût pas être employée? Au surplus, que M. de Lehebach aille à Bâle, ou n'y aille pas; nous voyons avec satisfaction que ce digne ministre ait été fait directeur de la chancellerie de maison, cour et état, ayant comme ministre le département des affaires étrangeres, mais toute fois en sous ordre, aussi long-tems que le baron de Thugut ne se sera pas entierement mis en retraite.

Digitized by Google

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CONVENTION NATIONALE.

Présidence de Vernier.

Séance de septidi, 27 Floréal.

Sur le rapport du comité d'instruction publique, la Convention décrete que les indemnités pour frais de voyages accordés aux éleves de l'école normale, comprendront leur arrivée à Paris, et leur retour dans leurs foyers, et qu'il leur sera accordé cent sous par poste. Ceux des éleves qui occupaient des places de professeurs dans l'instruction publique y rentreront, s'ils n'ont pas été remplacés.

Un membre, par motion d'ordre, fait décreter que le comité de législation rendra compte, toutes les décades, de l'exécution des lois relatives aux émigrés qui oseraient rentrer sur le territoire de la République.

Genissieux, au nom du même comité, fait adopter qu'avant de faire les rapports sur les demandes en radiation des listes des émigrés, il fera imprimer et distribuer une décade d'avance, à tous les membres, une liste à plusieurs colonnes, contenant les noms, prénoms, qualités, profession des réclamans; celui des départemens, districts et municipalités de leur domicile et de la situation de leurs biens et le sommaire de leurs moyens, et que ceux qui n'ont pas réclamé jusqu'à ce jour en sont exclus, avec défense aux corps administratifs, sous peine de forfaiture, de recevoir leur réclamation.

Vernier, au nom du comité des finances, présente un nouveau plan de restauration des finances, arrêté par le comité. Il dit qu'il a profité des vues utiles qui lui ont été communiquées par ceux des membres qui s'y sont rendus, ou qui sont répandues dans les projets imprimés; que ce plan joint à la clarté la plus grande simplicité, que toute démonétisation, sauf celle des assignats à effigie royale, en a été écartée. Vernier propose ce dilemme à ce sujet: ou ces assignats sont disséminés, ou ils sont accaparés; dans le premier cas l'inconvénient de les démonétiser est presque nul; dans le second l'emploi qu'on en pourra faire est presque à regretter. Nous ne voyons pas, comme Vernier, que ce soit un petit inconvénient que de priver le petit rentier déjà si malheureux par la cherté excessive des denrées, ou l'ouvrier dont le travail ne peut atteindre au prix des commestibles, de quelques assignats qu'ils avaient reçus, parce qu'ils ne pouvaient

Digitized by Google

pouvaient pas les refuser, et qui faisaient toute leur ressource dans des momens aussi difficiles.

Ce plan de finances consiste à faire payer toutes les annuités dans deux mois, qui produiraient deux milliards; l'arriéré des impositions qui en vaudra un et demi, et en y ajoutant le résultat de la démonétisation qui sera de la même somme, le total des assignats qui doivent sortir de la circulation sera de cinq milliards; mais pour couvrir les non-valeurs et les recettes qui pourraient ne pas s'effectuer, le rapporteur propose de faire rentrer en même-tems les avances faites aux départemens, districts, communes, entrepreneurs de manufactures, fabriques et usines, lesquelles peuvent être calculées à deux milliards, de mettre en activité la loterie qui donnera un milliard, et d'adopter les cédules d'hypotheques dont les trois pour cent d'intérêt anéantiront l'agiotage. Vernier donne lecture du projet du comité dont voici les principales dispositions :

1°. Les assignats républicains et la monnaie au type de la République sont la seule monnaie nationale.

2°. L'état et la valeur des domaines nationaux servant de gage aux assignats seront imprimés, ainsi que le montant des ventes.

3°. Il sera établi une caisse d'hypotheque spéciale.

4°. Il sera déposé à la trésorerie nationale pour un milliard de cédules d'hypotheques, qui serviront de gage aux indemnités promises aux défenseurs de la patrie.

5°. Les assignats seront successivement retirés de la circulation, jusqu'à ce que la masse soit réduite à 4 millards.

6°. Tous les assignats de cinq livres et au dessus portant empreinte de la royauté, cesseront d'avoir cours de monnaie, à dater de ce jour; ils seront, jusqu'au premier vendémiaire seulement, admissibles en paiement de biens nationaux vendus ou à vendre, en achats de cédules d'hypotheque et de billets de loterie.

7°. Les acquéreurs de domaines nationaux continueront, pendant deux mois, de jouir de la faculté de se libérer par anticipation; passé lequel délai ils ne seront plus admis à payer qu'au terme.

8°. Les contributions arriérées de 1793 et années antérieures seront acquittées dans le délai d'un mois, au chef-lieu de district, et celles de 1794, d'ici au premier vendémiaire prochain, à peine d'une amende du cinquieme en sus du montant de la contribution.

9°. Les prêts et avances faits aux communes, districts, aux négocians ou entrepreneurs, seront remboursés dans le délai d'un mois, à peine d'une amende semblable.

10°. Les loteries décretées seront mises en activité dans trois décades.

Digitized by Google

11°. Pour accélérer le retirement des assignats, les porteurs seront autorisés à les échanger, pendant deux mois, contre des cédules ou promesses de cédules. Cet échange n'aura lieu que jusqu'à la concurrence de deux milliards à repartir entre les départemens.

Plusieurs membres demandent qu'on décrete sur le-champ l'article qui porte démonetisation des assignats à effigie royale; Doulcet s'y oppose. Il pense que ce serait décider une question qui n'a pas été discutée; savoir, si l'on démonétisera ou non; si cette opération violerait ou non la foi publique. Il desire le retrait des assignats, mais moyennant échange. Jean-Bon est de son avis; Laujuinais appuie la démonétisation soudaine. Bourdon pense de même et se fonde sur ce que les agioteurs se jouent du signe républicain, et qu'il faut faire retomber sur eux les maux dont ils sont la cause. Charles Lacroix dit qu'il n'y a pas de tems à perdre, si l'on veut les atteindre et rendre au papier-mounaie le credit qu'ils lui ont fait perdre; un membre observe cependant que les agioteurs trouveront leur compte dans cette mesure, car dans l'hypothese qui est la vraie, que ces assignats soient disséminés, un citoyen qui en aura jusqu'à deux-mille liv. n'ira pas acheter un bien national, mais il les vendra au prix courant, c'est-à-dire, peut-être à un tiers de perte, et l'agioteur qui les aura acquis à vil prix les portera au trésor public où ils seront reçus pour leur valeur nominale en paiement d'un domaine national, et il n'en résultera qu'un nouveau discrédit pour les assignats. Johannot croit qu'une démonétisation soudaine peut avoir les plus grands inconvéniens, et il propose de décréter seulement qu'ils seront démonétisés, et de renvoyer au comité des finances le mode de la démonétisation.

Bourdon fait part d'une réflexion d'un des membres qui est instruit que les assignats à face royale sont presque les seuls qui se trouvent dans la Vendée. Il craint qu'une pareille mesure n'aigrisse les Vendéens.

La discussion se ferme; Vernier remarque qu'il convient de substituer dans l'article aux mots *assignats à face royale*, ceux ci, *assignats portant empreinte de royauté*, parce qu'il y en a sans effigie et qui ont seulement des fleurs-de-lys. Le décret est ainsi amendé et adopté comme il suit :

Les assignats de cinq liv. et au-dessus portant l'empreinte de la royauté cesseront d'avoir cours de monnaies au moment de la publication du décret. Ils continueront néaumoins d'être admis, pendant l'espace de trois mois, en paiement des domaines nationaux à vendre, et d'achats de billets de loterie. Ceux de cinq liv. seront en outre reçus en paiement des contributions arriérées.

Le surplus du projet sera discuté vingt-quatre heures après la distribution.

Digitized by Google

Séance d'octidi, 28 Floréal.

Delcloy, au nom du comité de sûreté générale, propose pour anéantir les espérances des jacobins de rentrer dans leur salle, de la convertir en nu marche qui portera le nom du 9 thermidor. Adopté.

Un membre demande qu'on envoie des courriers dans les départemens pour prévenir l'agiotage des caissiers de la République qui échangeront à leurs amis les assignats à effigie royale. Il déclare que ce commerce s'opere à Paris d'une maniere scandaleuse, et il conclut à ce que les autorités constituées vérifient sur-le-champ les caisses; cette motion est décretée.

Le vérificateur-général des assignats demande si la Convention a entendu démonétiser les assignats républicains qui portent deux fleurs-de-lys dans la pâte du papier. L'Assemblée passe à l'ordre du jour, motivé sur ce que le décret ne démonétise que ceux qui portent des signes extérieurs de royauté.

Thibaut, au nom du comité des finances, fait une autre question relative aux assignats fabriqués en vertu du décret du 16 octobre 1791, qui sont de dix liv., émis par conséquent avant la suppression de la royauté, mais qui n'en portent aucun signe extérieur. Il est décreté qu'ils ne sont pas compris dans la démonétisation.

On reprend la discussion sur les finances : Bourdon renonce à son plan de démonétisation universelle; mais il propose d'y substituer un autre mode qu'il croit infaillible. Il dit que la multiplicité des assignats en fait seul le discrédit, que cette vérité est sentie et reconnue par tous les bons esprits; aujourd'hui ils sont à l'or, comme quinze est à un. En 1790 et 1791, ils étaient au pair. A cette époque, les biens nationaux furent estimés. Eh bien, il n'y a qu'à décréter que tout porteur d'assignats, en offrant trois fois la valeur de cette estimation, deviendra, par ce seul fait, propriétaire du domaine pour lequel il a fait cette offre, sans qu'il soit besoin d'encheres. Bourdon prétend que les ventes faites de cette maniere seront si nombreuses que dans peu de tems il y aura 5,000,000,000 retirés de la circulation.

Charlier combat ce projet, dans lequel il ne voit que l'avantage des acheteurs. Il dit qu'avec cent louis, un particulier pourrait acheter 50,000 liv. d'assignats, en employer trente à l'acquisition d'un domaine national, et en conserver encore vingt dans sa poche.

Balan soutient que la proposition de trois à un est infiniment trop faible, mais qu'on peut dresser un relevé exact des ventes faites depuis six mois, ainsi que des estimations; on prendra la différence, et l'on dira : La vente a été égale

Digitized by Google

à tant de fois l'estimation. Ainsi, tout citoyen qui voudra payer un domaine national à ce taux, entrera sur-le-champ en possession. Cette mesure est assez goûtée par l'Assemblée.

Jean-Bon-Saint-André : On veut donner à l'assignat une valeur effective qui détermine sa valeur nominale ; mais l'on prend pour type la mesure la plus variable, le plus mobile qui existe, les estimations des directoires de district. La vraie mesure des valeurs doit être le prix du travail calculé sur celui du froment.

Le projet de Bonrdon est renvoyé au comité.

La Convention a reçu la nouvelle officielle de la victoire remportée sur les Espagnols. C'est le général Pérignon qui l'a annoncée au comité de salut public, par sa lettre datée du quartier-général de Figueres, le 18 floréal. Le 16, les Espagnols avaient fait un mouvement général en se présentant sur le front de l'armée, et dirigeant leur attaque sur le flanc droit de la ligne ; mais ils ont bientôt fui en perdant beaucoup de monde. On leur a fait 150 prisonniers, tué au moins 1100 hommes. Le nombre de leurs blessés doit être considérable. (*Voyez les* Nouvelles officielles.)

Séance de nonidi, 29 *Floréal.*

Le représentant du peuple Chambon, en mission dans le département des Bouches-du-Rhône, écrit que les arrivages des grains continuent dans les divers ports du Midi, et assure son approvistonnement jusqu'à la récolte. (Applaudissemens.)

Un membre demande la parole pour faire quelques observations sur les lois relatives au divorce et à la majorité qui a été fixée à vingt-un ans ; il pense que les mœurs publiques en souffrent beaucoup. Ce n'est pas le divorce lui-même qu'il attaque, c'est un remede utile, et quelquefois même nécessaire ; mais les hommes immoraux en ont fait un moyen de porter dans les familles l'opprobre et la désolation. A l'égard de la majorité, il demande qu'elle soit rétablie à vingt-cinq ans. Il voudrait aussi que la faculté d'adopter ne fût accordé qu'aux époux qui n'ont pas d'enfans. Ces réflexions n'ont point de suite, et l'Assemblée passe à l'ordre du jour.

La discussion sur le projet de Dubois-Crancé commence : Louvet (du Loiret) prononce un discours qu'il termine en demandant la question préable sur ce projet. Il nie que l'impôt en nature se perçoive dans certaines parties de l'Europe, et prétend que le despote Louis XIV ne crut pas son autorité assez étendue pour l'établir dans son royaume, d'après le plan que lui en avait tracé Vauban.

Bandin dit que Vauban, quoique vivant sous un despote, était homme de bien et éclairé, et que ce n'est point déprecier ce système, que de lui en attribuer l'invention. Il ajoute que les comités en ont voté l'adoption à l'unanimité.

Digitized by Google

Charlier craint de voir renouveller cette foule de procès qui naissaient de la perception des dîmes. Il propose un plan de vente des domaines nationaux qui puisse faire rentrer en peu de tems beaucoup d'assignats.

Bourdon attaque aussi le projet de Dubois-Crancé. Selon lui, rien n'est si mauvais que la perception en nature, et elle ne remplirait pas les vues de la Convention qui sont de la substituer aux requisitions, parce qu'en supposant que le douzieme des blés soit renfermé dans les greniers de la République, cette quantité ne serait pas encore suffisante pour la nourriture des habitans des grandes communes et des armées qui forment plus du douzieme de la population. L'opinant rappelle ensuite les querelles qui s'élevent entre le cultivateur et le percepteur de la dîme pour l'enlevement de la gerbe, et pense qu'il faudrait diviser les terres en neuf classes, et non en trois, et faire des cadastres; d'où il conclut que l'exécution du plan de Dubois-Crancé est impossible.

Merlin (de Douai) prétend que ceux qui ont observé les causes de la révolution, les ont trouvées dans la proposition faite de lever l'impôt en nature par Calonne, dans l'assemblée des notables.

Dubois-Crancé remarque qu'à présent on ne leve pas seulement la douzieme gerbe mais la quatrieme, et qu'il a répondu à toutes les objections qui ont été faites. La discussion est renvoyée au lendemain.

Séance de décadi, 30 *Floréal*.

Le comité d'instruction publique a fait, par l'organe d'un de ses membres, un rapport tendant à la suppression de l'institut des orphelins de la patrie que dirigeait Léouard Bourdon, et l'incorporation de ses éleves à l'école de Liancourt.

L'impression et l'ajournement en sont décrétés.

Charles Lacroix saisit cette occasion pour rappeller à la Convention qu'elle a décreté que le château de Versailles serait consacré à un établissement d'instruction publique. Il dit que tout est prêt; muséum, biblioteque, manege, jardin de botanique, et qu'il importe de fermer la bouche aux royalistes qui disent que l'on garde la cage pour l'oiseau, et il demande pourquoi ce décret n'est pas exécuté.

Renvoyé au comité d'instruction publique.

Bourdon (de l'Oise) demande aussi que le décret qui ordonne la restitution des biens des condamnés à leurs parens, et qui renvoie au comité de législation pour prononcer sur le mode et les exceptions, reçoive son exécution, et que ce comité fasse demain son rapport. Décrété.

Ce jour était consacré aux pétitionnaires. Le premier dénonce le représentant du peuple Laplanche, en mission à St. Lo,

Digitized by Google

qu'il accuse d'avoir dévasté avec le général Scepher la maison d'un particulier détenu comme suspect dans laquelle on les avait logés. Nous croyions, dit le pétitionnaire, mettre la maison de notre concitoyen sous la garde de toutes les vertus en y introduisant un fondateur de la liberté. Mais nous reconnûmes bientôt notre erreur. A peine y furent-ils entrés, que provisions de toute espece, linge, habits, meubles, bijoux, livres, argenterie, voiture, tout disparut; et comme si l'on eût voulu insulter à notre misere, tandis que nous étions forcés de ne distribuer à nos concitoyens que quelques onces de pain noir, le meilleur pain et les vins les plus exquis étaient prodigués dans cette maison, et donnés même aux chevaux.

Le pétitionnaire qui se nomme Vieillard Bois-Martin, et qui était maire de cette commune à cette époque, cite encore d'autres faits à la charge de Laplanche.

Le représentant inculpé monte à la tribune, et se félicite que son dénonciateur lui donne l'occasion de prouver son innocence, et de montrer la pureté de sa conduite. Il dit qu'il a entre les mains les procès-verbaux qui établissent que l'argenterie trouvée chez ce citoyen a été portée à la monnaie, et il ajoute qu'il est bien éloigné de vivre dans l'aisance, puisque ses indemnités ne lui suffisant pas, il a été obligé de vendre une portion de maison qui lui appartenait.

Un membre dit que Vieillard est un intrigant. Lehardy assure qu'il a toujours été le protecteur des infortunés, et que c'est lui qui prouva l'innocence de cette servante dont la cause fit tant de bruit, et qui avait été condamnée au feu. Il pense qu'on doit soumettre à un examen sa dénonciation à cause de la moralité de celui qui l'a faite, et parce qu'il a entendu dire beaucoup de mal de Laplanche, quoiqu'il ne veuille pas en conclure qu'il soit coupable.

Elle est renvoyée au comité de législation.

Laporte, au nom du comité de salut public, annonce que la victoire vient encore de se déclarer pour nos braves défenseurs de l'armée des Pyrénées occidentales. Ils ont enlevé un camp aux Espagnols, avec tous les effets qui s'y trouvaient. L'ennemi en fuyant a laissé 50 prisonniers, 40 morts. Nous n'avons eu que 5 blessés. Il dit aussi que les habitans de Guipuscoa ont appris avec une vive satisfaction le décret qui ordonne la réparation des maux qu'ils ont soufferts, et la punition des coupables, que les états se sont assemblés et ont terminé par les cris de *Vive la République ! vive la Convention !*

Plusieurs membres parlent sur le projet de Dubois-Crancé. Baudin dit que si l'on conserve la contribution fonciere telle qu'elle est, il faudra encore émettre 4,000,000,000 d'assignats, et conserver le mode des requisitions. Que les con-

Digitized by Google

tribunables ne demanderaient sans doute pas mieux que de payer en assignats, mais qu'alors il faudrait les mettre au cours pour proportionner les rentrées aux dépenses. Il croit que le seul moyen est de faire payer l'impôt en nature. La discussion est ajournée.

Séance de primedi, 1er. prairial.

Les événemens affreux qui ont rempli cette séance et les suivantes sont trop liés à ceux qui se sont passés à Paris, pour que nous croyions devoir les séparer. On va en trouver le récit affligeant à l'article Paris.

PARIS. *Nonidi 9 Prairial, l'an 3e. de la République.*

Encore une de ces crises qui se sont reproduites tant de fois durant la révolution. Celle-ci est une des plus terribles qui ait menacé la représentation nationale. On verra par le récit des faits et par les pièces que nous allons rapporter que ce complot, profondément médité, est l'ouvrage de ceux qui veulent le rétablissement du régime de terreur et de sang qui n'a que trop long-tems subsisté, la destruction de la liberté et la ruine de la République. Le pain en a été le prétexte, une partie du peuple égaré lui a servi d'instrument, et les moteurs secrets sont évidemment les députés fugitifs, et peut-être les puissances ennemies qui, à la veille d'être réduites à accepter des conditions de paix par la dissolution de la coalition, tentent les derniers efforts pour l'empêcher.

Cette vaste et horrible conspiration a éclaté presque subitement, sans autres avant-coureurs que des murmures, des plaintes et des menaces dont le foyer le plus ardent était dans les femmes à qui l'on a fait jouer le principal rôle dans ces affreuses journées. Le primidi, dès cinq heures du matin la générale et le tocsin se firent entendre dans les fauxbourgs Antoine et Marceau; les rassemblemens se formerent. On répandit parmi le peuple un acte d'insurrection, et les meneurs firent défendre à toutes les femmes rassemblées autour des boulangers de recevoir la distribution du pain. En même tems, le comité de sûreté générale fit battre le rappel dans les autres sections. Tous les citoyens prirent les armes, et les bataillons se réunirent vers midi autour de la Convention qui tenait sa séance depuis 11 heures.

Digitized by Google

Ysabeau, au nom du comité de sûreté générale, donne lecture d'un placard, affiché et distribué avec profusion, de la teneur suivante.

Insurrection du peuple, pour obtenir du pain et reconquérir ses droits.

Le peuple, considérant que le gouvernement le fait mourir inhumainement de faim; que les promesses qu'il ne cesse de répéter sont trompeuses et mensongères;

Considérant que chaque citoyen se trouve réduit à envier le sort infortuné de ceux que la famine entasse journellement dans les tombeaux;

Considérant que le peuple se rend coupable envers lui-même, envers la génération future, s'il ne se hâte d'assurer sa subsistance et de ressaisir ses droits;

Considérant que le gouvernement est usurpateur, injuste et tyrannique, quand il fait arrêter arbitrairement, transférer de cachots en cachots, de communes en communes, et massacrer dans les prisons ceux qui ont assez de courage et de vertu pour réclamer du pain et les droits communs;

Considérant qu'un gouvernement usurpateur et tyrannique ne fonde ses espérances criminelles et sa force que sur la faiblesse, l'ignorance et la misère du peuple;

Considérant qu'un gouvernement aussi atroce ne peut subsister qu'autant qu'on a la faiblesse de le craindre et de lui obéir;

Considérant que la cavalerie que le gouvernement a tiré de nos armées, pour les affaiblir, n'a pas voulu prêter le serment de fidélité à la tyrannie, mais au peuple qu'elle a juré de défendre;

Considérant que les républicains des départemens et des armées ont les yeux fixés sur Paris, qui deviendrait devant eux responsable de tout retard:

Considérant que l'insurrection est pour tout un peuple et pour chaque portion d'un peuple opprimé, *le plus sacré des droits*, *le plus indispensable des devoirs*, un besoin de première nécessité;

Considérant qu'il appartient à la portion du peuple la plus voisine des oppresseurs, de les rappeler à leurs devoirs, en ce que par sa position elle connaît mieux la source du mal.

Le peuple arrête ce qui suit:

Art. Ier. Aujourd'hui, sans plus tarder, les citoyens et les citoyennes de Paris se porteront en masse à la Convention nationale, pour lui demander:

1°. Du pain;

2°. L'abolition du gouvernement révolutionnaire, dont

Digitized by Google

chaque faction abuse tour-à-tour pour ruiner, pour affamer et pour asservir le peuple;

3°. Pour demander à la Convention nationale la proclamation et l'établissement, sur-le-champ, de la constitution démocratique de 1793;

4°. La destitution du gouvernement actuel, son remplacement instantané par d'autres membres pris dans le sein de la Convention nationale, et l'arrestation de chacun des membres qui composent les comités actuels de gouvernement, comme coupables du crime de leze-nation, et de tyrannie envers le peuple;

5°. La mise en liberté, à l'instant, des citoyens détenus, pour avoir demandé du pain, et émis leur opinion avec franchise;

6°. La convocation des assemblées primaires au 25 prairial prochain, pour le renouvellement de toutes les autorités qui, jusqu'à cette époque, seront tenues de se comporter et d'agir constitutionnellement;

7°. La convocation de l'Assemblée nationale législative, qui remplacera la Convention pour le 25 messidor prochain.

II. Pour l'exécution du précédent article et des suivans, il sera conservé envers la représentation nationale, le respect dû à la majesté du peuple français. Il sera pris les mesures nécessaires pour que la malveillance ne puisse enlever, outrager, ni engager dans de fausses démarches, les représentans du peuple. En conséquence, les barrieres seront à l'instant fermées à cet effet.

Les personnes et les propriétés sont mises sous la sauvegarde du peuple.

III. Ceux des représentans qui se trouveraient entraînés hors de leur poste, soit en costume ou de toute autre maniere, seront sur-le-champ remis au sein de l'Assemblée et mis sous la sauvegarde du peuple.

IV. Le peuple s'emparera des barrieres, de la riviere, du télégraphe, du canon d'alarme, des cloches destinées pour le tocsin, et des tambours de la garde nationale, afin qu'il n'en puisse être fait aucun usage.

Des citoyens chargés de l'approvisionnement de Paris, auront seuls la permission de sortir de Paris et d'y entrer tant que durera l'insurrection. Les certificats leur seront délivrés par un comité formé d'un commissaire nommé par chaque section. Ce comité sera responsable des certificats qu'il expédiera.

Tout approvisionneur externe se fera reconnaître aux barrieres en entrant et en sortant.

Les courriers entreront, mais ils ne sortiront point jusqu'à nouvel ordre.

V. Les canonniers, la gendarmerie, les troupes à pied et

Digitized by Google

à cheval qui sont dans Paris et aux environs, sont invités de se ranger sous les drapeaux du peuple, et à s'unir avec lui par les liens de la fraternité, pour reconquérir les droits communs.

VI. Tout agent du gouvernement, tout fonctionnaire civil ou militaire, tout particulier qui tenteraient de s'opposer aux mesures indiquées dans le présent arrêté, seront regardés comme ennemis du peuple et punis comme tels.

Tout pouvoir non emané du peuple est suspendu. Tout agent ou fonctionnaire du gouvernement qui n'abdiquera pas sur-le champ ses fonctions, sera considéré comme participant à la tyrannie et traité comme tyran.

VII. Quiconque proposerait de marcher contre le peuple, de l'outrager d'une manière quelconque, soit en masse, soit dans un seul de ses membres, sera regardé comme ennemi de la liberté et puni comme tel.

VIII. Les citoyens et les citoyennes de toutes les sections indistinctement, partiront de tout point dans un désordre fraternel, et sans attendre le mouvement des sections voisines, qu'elles feront marcher avec elles, afin que le gouvernement astucieux et perfide ne puisse plus emmuseler le peuple comme à son ordinaire, et le faire conduire comme un troupeau, par des chefs qui lui sont vendus et qui nous trompent.

IX. Le peuple ne se rassoira point qu'il n'ait assuré la subsistance, le bonheur, le repos et la liberté de tous les Français.

X. Le mot de ralliement du peuple est : *du pain* et *la constitution démocratique de* 1793.

Quiconque, durant l'insurrection, ne portera point ce mot de ralliement écrit à la *craie* sur son chapeau, sera regardé comme ennemi public et comme ennemi de la liberté.

Tout drapeau, guidon ou enseigne qui paraîtra, devra porter également le même mot de ralliement.

Tout autre signe ou point de ralliement est absolument défendu et proscrit.

XI. Il sera fait une adresse à nos frères des départemens et des armées, pour les instruire des motifs et du succès de la révolution, ainsi que des moyens pris pour assurer le bonheur national.

Nota. On ne doute point que le gouvernement n'essaie d'empêcher l'effet des mesures ci dessus. Mais il ne le pourra pas. Il ne viendra point à bout d'arrêter l'indignation du peuple et son juste châtiment, quand même il ferait sortir de ses magasins les subsistances qu'il y tient renfermées, et qu'il réserve pour ses infâmes projets.

Cet acte trouve des applaudissemens dans plusieurs

Digitized by Google

parties des tribunes. Ysabeau observe au peuple qu'il sera bientôt détrompé, et qu'on le précipite à son insu vers sa ruine. Clauzel découvre sa poitrine aux citoyens des tribunes, et s'écrie : « Ceux qui nous remplaceront en marchant sur nos cadavres, ne travailleront pas avec plus de zele au salut du peuple. Citoyens, songez-y bien; les chefs du mouvement seront punis, et le soleil ne se couchera pas sur leurs forfaits. »

Plusieurs membres font observer que le cri de ralliement est le même que celui du 12 germinal. *Du pain, la constitution de* 1793 *et la liberté des patriotes !*

Dans cette conjoncture critique, les comités réunis présentent et l'Assemblée adopte le décret suivant.

La Convention nationale décrete :

« Art. 1er. La commune de Paris est responsable envers la République entiere de toute atteinte qui pourrait être portée à la représentation nationale.

» II. Tous les citoyens sont collectivement et individuellement requis de se porter, à l'instant et avec leurs armes, chacun au chef-lieu de la section, pour y recevoir, par l'organe de ses chefs, les ordres de la Convention nationale.

» III. Ceux qui, une heure après la publication du présent décret, ne seront pas rendus à leurs sections, sont particulierement responsables des événemens; chaque capitaine sera tenu, à l'instant même, de constater leur présence ou leur absence, par appel nominal, et d'en adresser le résultat à l'administration de police, qui en rendra compte dans le jour au comité de sûreté générale.

» IV. Sont exceptés les citoyens qui auront reçu des ordres contraires de la part des comités de gouvernement.

» V. Les chefs d'attroupement sont mis hors la loi; il est enjoint aux bons citoyens de les arrêter, et en cas de résistance de leur courir sus.

» VI. Sont réputés chefs d'attroupemens les vingt premiers individus qui seront arrêtés marchant à la tête d'un attroupement.

» VII. La Convention nationale déclare qu'elle n'entend porter aucune atteinte aux droits qu'ont les citoyens de lui présenter des pétitions, lorsque ces pétitions lui seront présentées en nombre et dans les formes prescrites par les lois.

» VIII. Les autorités civiles et militaires sont tenues, à peine de forfaiture, de se conformer ponctuellement à la loi du 1er. germinal dernier.

» IX. La Convention nationale se déclare en permanence, jusqu'à ce que la tranquillité publique soit rétablie dans Paris.

Digitized by Google

» X. Les comités de gouvernement sont tenus de lui rendre compte, d'heure en heure, de la situation de cette commune.

» XI. Le présent décret sera à l'instant publié et affiché dans Paris, et solemnellement proclamé dans toutes les sections, et à son de caisse, par les autorités chargées de son exécution. »

A ce décret succede une proclamation aux citoyens de Paris, conçue en ces termes :

Proclamations aux citoyens de Paris.

CITOYENS

« La Convention nationale, dont le vœu le plus ardent, celui de pourvoir aux besoins du peuple, serait depuis longtems accompli, si l'action du gouvernement n'eût été entravée par les ennemis de la chose publique, croit devoir, dans ce moment de troubles et d'agitation, tracer aux bons citoyens la route qu'ils ont à suivre, et les devoirs qu'ils ont à remplir.

» Des hommes trop connus par le rôle infâme qu'ils ont joué sous le regne affreux de la derniere anarchie, ont organisé la révolte sous le nom d'insurrection ; toutes les demandes accessoires qu'ils joignent aux demandes de subsistances donnent lieu de douter si leur objet est de se plaindre de notre malheureuse position à cet égard, ou d'en profiter. Disposés à armer les besoins qu'ils irritent et qu'ils ont le secret de frustrer par les craintes qu'ils entretiennent et par l'éloignement de la confiance, ils affectent de s'étonner que les circulations soient si peu productives.

» Voilà, citoyens, les hommes auxquels vous devez opposer la méfiance, dont vous devez repousser les insinuations perfides ou les séditieuses provocations : ils vous offrent l'enseigne déshonorante et sinistre de la révolte qui mène à la servitude. Votre courage et votre amour pour la République, votre zele actif pour la sûreté des personnes et des propriétés, garantissent à la représentation nationale que vous ne connaîtrez de drapeaux que celui qui tant de fois fut honoré par la victoire, que vos enfans, vos freres et amis aiment à voir à la tête des phalanges ; le drapeau tricolor qui dans ces contrées lointaines, conquises par leur intrépidité, présente à leurs regards enflammés la précieuse et encourageante image de la patrie.

» Citoyens, les provocateurs des troubles se gardent bien de vous dire leurs secrets : ils abhorrent la paix qui pourrait ramener l'abondance et vivifier l'industrie. Un traité de paix devait être et fut signé à Bâle, le 16 germinal dernier ; le 12 du même mois, ils exciterent une révolte. Des négociations

Digitized by Google

suivies avec activité et prudence ouvrent au gouvernement une perspective heureuse, et lui promettent des résultats satisfaisans; ces mêmes provocateurs s'efforcent d'étouffer à sa naissance le germe de votre bonheur, et de rompre le fil des opérations politiques de ceux qui gouvernent.

» Citoyens, c'est au moment où vous allez recueillir le fruit de tant de pénibles sacrifices, c'est au moment où un gouvernement définitif, seul remede aux maux présens, va être donné à la France, sur les bases de la liberté et de l'égalité; c'est au moment enfin où vous touchez au port que vos ennemis du dedans et du dehors s'agitent pour exciter des orages, et précipiter cette ville et la France contre les écueils encore ensanglantés par l'anarchie.

» Quoi que tente la perfidie, quoi qu'entreprenne l'audace, la Convention nationale, qui, par son courage, sera toujours digne de son poste, ne rouvrira ni les jacobins, ni le temple. Le génie de la liberté l'enflamme : forte de la confiance de tous les bons citoyens, elle saura remplir ses destinées et achever honorablement sa carriere.

» Il nous est pénible, citoyens, de vous entretenir dans cet instant de tout autre objet que des subsistances. Vos besoins multipliés et pressans affectent notre sensibilité et occupent depuis long-tems notre zele; mais peut-on songer aux malheurs d'une disette, sans se reporter sur une désorganisation qui en fut la cause? peut-on songer au mal sans fixer son attention sur ceux qui voudraient l'aigrir?

» La Convention, de son côté, en redoublant autant qu'il est possible d'ardeur et de soins, pour pourvoir à vos besoins, se livre à la confiance d'être secondée par le patriotisme actif de tous les bons citoyens, amis des lois, de la liberté et de la paix, attachés par principes au maintien des propriétés. Ce légitime espoir double sa force, prépare les succès des nouvelles mesures du gouvernement en subsistances, et donnera pour résultat dans la crise actuelle, au besoin, des ressources abondantes; à vos ennemis, l'opprobre d'une défaite; à la République, l'éclat et l'utilité d'un triomphe.

Cette proclamation est à peine adoptée que des cris se font entendre de quelques tribunes. *Du pain! du pain!* Le président (c'était Vernier) répond avec fermeté que des violences ne favorisent pas les arrivages. Il se fait un grand tumulte; le président se couvre. Plusieurs représentans sont nommés pour aller éclairer et prémunir le peuple contre les insinuations de la malveillance. Le tumulte continue dans la tribune gauche. André Dumont qui occupe le fauteuil donne ordre de faire évacuer cette tribune occupée par des femmes en fureur; la tribune est évacuée, Fox est nommé com-

Digitized by Google

mandant général de la force armée, et Delmas pour la diriger.

Cependant vers les quatre heures une foule immense de femmes enfoncent l'une des portes, et se précipitent dans la salle; elles sont bientôt suivies par des hommes armés; tous répetent le même cri : *Du pain ! du pain !* Ce mot était écrit sur les chapeaux avec de la craie, ainsi que ceux-ci : *La constitution de* 1793 !

L'envoyé de Toscane, l'ambassadeur de Suede et leur cortege étaient dans la loge des ambassadeurs; Dusaulx prend la parole, et dit : « Je vous conjure au milieu de cet horrible tumulte de considérer la contenance fiere et calme des ministres des puissances étrangeres et de ceux qui les accompagnent. J'entends dire, et je n'en doute pas, qu'ils veulent tous mourir avec nous. Généreux amis de notre République vainement assaillie, vous vivrez et nous triompherons du crime; la mémoire de votre généreux dévouement ne sera point oubliée; non, jamais. » Il demande qu'il soit fait mention au procès-verbal et au bulletin de la conduite des ministres et des hommes braves qui les accompagnent. Cette proposition est décrétée au milieu des applaudissement qui en imposent un moment à cette multitude effrénée.

Mais bientôt les plus horribles vociférations recommencent. Il n'y a plus de délibération, plus de liberté, plus d'assemblée. Les factieux sont maîtres de la salle. Des coups de fusil sont tirés. Un citoyen vêtu de bleu est poursuivi à coups de sabre; le représentant Feraud tient ce citoyen embrassé, et le monte à la tribune pour le préserver. Feraud veut parler; un coup de fusil ou de pistolet part sur lui; Feraud descend pour saisir l'assassin; il est frappé, blessé; il se débat avec vigueur. Plusieurs députés se précipitent pour le secourir, il n'était plus tems; il est traîné hors de la salle, et son cadavre est livré à une troupe furieuse qui lui coupe la tête, la promene au bout d'une pique sur la place du Carrousel et dans les rues voisines de la Convention, et par un excès de férocité digne des cannibales, on vient la porter dans le sein même de l'Assemblée et sous les yeux du président. Boissy-d'Anglas qui présidait est exposé aux menaces, aux outrages, et court les plus grands dangers; il reste ferme et impassible à son poste.

Cependant un homme de la foule monte à la tribune

Digitized by Google

et fait lecture de l'acte d'insurrection que l'on vient de rapporter. Beaucoup de députés voyant l'asyle de la représentation nationale indignement violé s'étaient retirés ; il ne restait plus qu'une quarantaine de membres, et c'est alors que sont rendus une foule de décrets, tous dans le sens de l'insurrection.

Romme monte à la tribune : Je demande, dit-il, la mise en liberté de ceux qui ont été incarcérés depuis le 9 thermidor. Ce sont les meilleurs patriotes qu'on a depuis ce jour jetté dans les prisons. Je demande aussi la mise en liberté de Duhem, Lecointre et autres députés mis en arrestation le 12 germinal ; qu'il soit fait en outre des visites domiciliaires, à l'effet de constater ce qui se trouve de subsistances chez les particuliers.

Duroi : Je demande le rapport de la loi du 5 ventôse, qui frappe les patriotes, sous le nom de terroristes, et celui de la loi du 21 germinal, qui ordonne leur désarmement.

Goujeon : Je demande le rappel des représentans en mission, leur remplacement et l'envoi de couriers extraordinaires dans les départemens et les armées.

Duquesnoi : Je demande la destitution du comité de sûreté générale, son renouvellement et l'arrestation des membres qui le composent. Je demande aussi le renouvellement des comités civils dans Paris.

Bourbotte : Je demande l'arrestation des folliculaires qui empoisonnent l'esprit public, et qui avilissent et déchirent chaque jour les plus énergiques représentans du peuple ; que Thuriot, Cambon et les autres députés qui se sont soustraits au décret d'arrestation, soient aussi rendus à la liberté, et que tous les fonctionnaires publics nommés depuis le 9 thermidor soient destitués.

(Il est inutile de dire que chacune de ces propositions était accueillie avec enthousiasme par toute l'assistance, et que le petit nombre de députés restés dans la salle levait ses chapeaux en signe d'adhésion.)

Legendre et Delcloi se présentent à la tribune, au nom du comité de sûreté. On prévoit qu'ils vont tenir un autre langage. Aussi sont-ils couverts d'injures et de huées, et obligés de se retirer, sans pouvoir obtenir la parole.

Plusieurs voix demandent que Bourbotte, Prieur (de la Marne), Duroi, Duquesnoy, et quelques autres qu'elles désignent, soient nommés pour composer à l'instant une commission extraordinaire, chargée de faire exécuter les mesures qui viennent d'être adoptées, et de prendre les autres mesures qu'ils jugeront convenables en ce moment. Adopté.

Soubrany : J'invite mes collegues nommés pour composer cette commission à s'assembler, et à prendre des mesures

Digitized by Google

pour empêcher que les tyrans ne fassent un nouveau 12 germinal contre les patriotes. (Applaudi par les tribunes et les gens armés.)

Duroi et ses collegues se levent : Nous remplirons nos fonctions, dit le premier, au nom de tous, avec le plus pur sans-culotisme.

Ils partent. Mais, rencontrés par un détachement à la tête duquel étaient Legendre et Kervélégan, ils s'arrêtent : un combat s'engage : leurs partisans prennent d'abord la fuite ; ils reviennent ensuite à la charge et obtiennent un succès momentané. Bourbotte et Peyssard s'élancent à la tribune : *Victoire ! victoire !* s'écrient-ils.

Cependant le pas de charge se fait entendre. Bientôt une foule de citoyens, parmi lesquels on remarque beaucoup de militaires, entre dans la salle, en criant : *Vive la Convention ! dehors les factieux ! à bas les jacobins !*

Ils déclarent que, si ceux qui depuis plusieurs heures encombrent la salle de la Convention, et empêchent toute délibération légale, ne se retirent enfin pour rendre à la Convention sa liberté, ils vont employer contre eux les moyens de force nécessaires.

Aussi-tôt la multitude qui emplissait la salle, effrayée de cette menace, se retire en désordre par les fenêtres.

Legendre monte le premier à la tribune : Je ne ferai pas, dit-il, à la Convention nationale l'injure de demander le rapport des prétendus décrets rendus dans la soirée ; elle n'existait plus ; elle était anéantie. Je demande que nous nous occupions des mesures à prendre contre les factieux.

Thibaudeau : Il faut enfin se prononcer contre une minorité factieuse avec laquelle il n'y a plus d'espoir de conciliation.

Ce sont ceux qui, à l'instant où vous étiez sous le joug des révoltés, ont feint de faire décréter une foule de propositions atroces qui ne tendraient à rien moins qu'à nous rendre le despotisme de Robespierre et à exciter par-tout la guerre civile. Ils se sont eux-mêmes par-là déclarés les complices du tyran que vous avez abattu, et les fauteurs des révoltés qui ont osé vous assiéger aujourd'hui jusques dans votre propre sein. Je demande l'arrestation de Romme, Duquesnoy, Duroi et Bourbotte. Décrété.

Prieur (de la Marne), Soubrany, Gougeon, Peissard, Albite aîné, Borie, Lecarpentier, Pinet, Rhull et Fayau sont successivement aussi décrétés d'arrestation.

On avait demandé l'arrestation de Chatlier et de Robert

Digitized by Google

Robert Lindet ; mais la Convention a passé à l'ordre du jour.

Tallien : Je demande le prompt jugement de Pache, Bouchotte et des chefs des révoltés. Il faut venger la mort du brave Feraud, dont ont a osé apporter la tête ensanglantée jusques dans cette enceinte et devant votre président. Il revenait de l'armée ; il avait accepté une mission très-pénible. Depuis une décade, il travaillait jour et nuit à assurer l'approvisionnement de Paris. Sans lui, nous aurions absolument manqué de pain, et les scélérats l'ont assassiné.

Legendre : Je demande que dorénavant nous délibérions en costume. Si nous l'avions fait aujourd'hui, nous aurions été délivrés deux heures plutôt, parce que les bons citoyens auraient au premier coup-d'œil, distingué le représentant d'avec le révolté. Décrété.

Sur la motion de Bourdon (de l'Oise) il est décrété que provisoirement, et jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné, il ne sera fabriqué dans la commune de Paris qu'une seule espece de pain ; qu'on ne pourra employer de farine qu'à faire du pain, de la bouillie, ou des alimens simples et sans apprêt ; et que les traiteurs, restaurateurs et pâtissiers verseront la farine qu'ils ont, dans les magasins et l'agence des subsistances qui les payera au prix qu'elle leur aura coûté.

Sur celle d'André Dumont, il est décrété, 1°. que quintidi prochain les sections s'assembleront et procéderont au désarmement et même à l'arrestation des terroristes ; que les individus arrêtés seront envoyés au comité de sûreté générale.

2°. Que les femmes ne pourront entrer dans les tribunes de l'Assemblée jusqu'à ce que le calme soit rétabli, et que dorénavant, lorsqu'elles y viendront, elles devront être accompagnées d'un citoyen qui justifiera de sa carte de sûreté.

Anguis invite l'Assemblée à suspendre la séance jusqu'à sept heures du matin ; il en est quatre de la nuit. Il annonce que le calme paraît en ce moment rétabli dans Paris. Décrété.

Ainsi se termina à quatre heures du matin du duodi cette séance qui a vu éclore un si grand nombre d'attentats à la représentation nationale et à toute espece de liberté civile et politique. Si les hommes de sang l'eussent emporté, cent guillotines eussent été dressées

Digitized by Google

le lendemain, et les massacres auraient recommencé par milliers.

Quelques heures après, tous les députés arrêtés furent emmenés hors de Paris sous une forte escorte.

A peine les hommes de la veille furent-ils instruits de ce qui s'était passé dans la Convention depuis leur retraite, que la fermentation devint extrême. Le tocsin sonna de nouveau dans le fauxbourg Antoine, et bientôt à la commune où des femmes s'étaient emparées du timbre. La générale et le rappel battirent dans toutes les sections. Une force armée, plus formidable que la veille, se rangea autour de la Convention. Les fauxbourgs arrivèrent avec des dispositions très-animées. Cependant on resta en présence toute la journée. La grande majorité des sections, pleine de dévouement pour la représentation nationale, étaient résolues à lui faire un rempart de leur corps. Les autres et sur-tout les fauxbourgs étaient dans une grande effervescence.

Dans l'Assemblée, la Convention délibérait librement et avec calme. Les résolutions suivantes sont prises.

1°. Il est enjoint aux municipalités de faire battre sur le champ les grains en gerbes qui se trouvent dans leurs communes respectives. Il sera fait dans toute la République un recensement des grains, ce qu'on en soustrairait sera confisqué. Le citoyen qui découvrira des grains cachés ou enfouis, en recevra le quart en nature. La loi qui déclarait l'argent marchandise est rapportée. — Ce décret est rendu sur la motion de Bourdon.

2°. Sur le rapport fait par Aubry, au nom des comités de salut public, de sûreté générale et de la guerre, la Convention nomme le général Dubois, commandant en chef des corps de cavalerie qui se trouvent à Paris.

3°. Sur la proposition de Gouly, la Convention décrète que ceux qui ont assassiné Féraud, et ceux qui ont porté sa tête au bout d'une pique dans la salle de la représentation nationale, seront traduits au tribunal, qui constatera l'identité, et les fera exécuter dans le jour.

4°. Boissy-d'Anglas donne des détails intéressans sur le caractère, l'ardeur, le patriotisme, la vie politique et privée du représentant Féraud. — La Convention charge le président d'adresser à la famille de ce représentant une lettre de consolation.

5°. Génissieux propose de décréter qu'aucun membre, sous peine d'être mis hors de la loi, ne pourra faire de motions dans un moment où la salle serait occupée par des factieux, et où la représentation nationale serait avilie. — Ce projet

Digitized by Google

est décrété en principe, mais renvoyé aux comités pour la rédaction.

6°. Un membre demande que Romme soit mis hors de la loi, attendu qu'il a été pris au moment où il trahissait le peuple. — Cette motion est écartée; mais la Convention décrete d'accusation les membres arrêtés hier, et ceux qui ont été mis en arrestation les 12 et 16 germinal dernier.

Bourdon (de l'Oise) demande qu'on en excepte Rhul, qui est âgé de 70 ans, qui est hydropique, et contre lequel il n'a rien été allégué de très-grave pour sa conduite dans la journée d'hier. — Rhul est excepté.

Un membre demande aussi une exception en faveur de Prieur (de la Marne), mais Bourdon (de l'Oise) et plusieurs autres membres attestent que la nuit derniere au moment où l'on délivrait la Convention, Prieur excita les rebelles à faire résistance, en leur criant du haut de la tribune : *Courage, braves sans-culottes, à bas la force armée !* — Prieur reste compris dans le décret.

7°. Sur la proposition de Laporte, au nom du comité de salut public, la Convention nationale décrete : 1°. Toutes les cloches qui existent dans la commune de Paris seront brisées et fondues en canons; 2°. la plus volumineuse de ces cloches sera placée au Palais National, pour servir de tocsin, d'après la loi du 1er. germinal; 3°. la cocarde nationale est le seul signe de ralliement : tout autre signe écrit sur des chapeaux ou sur des bannieres, est expressément défendu; 4°. quiconque, après la publication de cette loi, sera muni d'un signe ou d'une devise particuliere, sera désarmé, et s'il résiste, traité comme rebelle à la loi.

Dans l'intervalle de ces décrets Merlin (de Douai) annonce que ce qu'il a dit la veille au moment de l'explosion de la révolte, que les factieux voulaient empêcher la conclusion de la paix avec les puissances, venait de se réaliser. Les représentans du peuple en Hollande écrivent de la Haye, en date du 27 floréal, que la nuit précédente le traité de paix et d'alliance a été conclu entre la République Française et les Provinces-Unies. Il ajoute que sous peu de jours on apprendra qu'il a été signé à Bâle un traité qui aura une grande influence sur la pacification générale.

La Convention décrete que ces nouvelles officielles seront à l'instant proclamées dans Paris par des représentans du peuple à la tête de la force armée.

On avait d'abord annoncé que les révoltés s'étaient rassemblés à la maison commune, et s'y étaient constitués *en assemblée nationale du peuple souverain*, qu'ils avaient

Digitized by Google

mis la Convention hors de la loi, ainsi que sept sections qui avaient entouré la Convention la nuit précédente pour la défendre. Mais après des éclaircissemens, ce fait ne s'est point vérifié.

Plusieurs membres rendant compte des dangers qu'ils venaient de courir, Legendre a dit :

La Convention doit des éloges à tous les citoyens qui lui ont fait un rempart de leurs corps. Ce n'est pas tel ou tel représentant qui a couru des dangers, c'est la représentation nationale. Rentrons dans la foule, et laissons le reste à la postérité. Quand il s'est agi de défendre la Convention, de la délivrer, les citoyens de toutes les sections se sont offerts ; quand on a demandé qui voulait marcher des premiers au péril, c'*est nous*, *c'est nous*, criait on de tous côtés ; tout le monde voulait marcher. Puisque la Convention nationale a été sauvée, il faut bien qu'il se soit trouvé un grand nombre de bons républicains, car elle était attaquée par un grand nombre de gens pervers. Nous n'avons rien fait les uns sans les autres ; c'est la Convention, c'est le peuple qui a tout fait ; trop heureux celui qui a eu occasion d'être chef-de-file. Occupons-nous des moyens de donner du pain au peuple, d'assurer ses subsistances, de le rendre heureux, et laissons à l'opinion publique le soin de juger. Quand un homme a fait son devoir, il n'a fait que son devoir.

La séance a été suspendue quelque tems. Elle l'a reprise à sept heures du soir.

On entend un roulement de tambours. — Legendre préside. Il invite ses collegues à rester en place et à garder le calme le plus profond. Le silence regne dans l'Assemblée.

A huit heures, Rabaud-Pommier, après avoir annoncé à la Convention, au nom des comités, que les citoyens en armes autour de la Convention paraissent disposés à prévenir toute effusion de sang, et à fraterniser, propose de nommer six représentans du peuple pour porter au milieu d'eux des paroles de paix propres à concilier tous les esprits.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité, et la Convention nomme les représentans Lajoi, Tavau, Mathieu, Porcher, Boudin, Charles Delacroix, pour remplir cette mission. Ils partent.

Legendre : Si la mesure que vous venez de prendre réussit, Pitt et le gouvernement anglais sont perdus. Le mouvement qui agite Paris vient de l'étranger ; on veut allumer parmi nous la guerre civile. Si cette mesure ne réussit pas, vous aurez fait ce que vous deviez faire, et le destin décidera du reste.

Laporte, au nom des comités réunis : Les sentimens de

Digitized by Google

fraternité se rétablissent dans tous les rangs ; dans tous les bataillons on a juré respect à la représentation nationale. Les comités, pour mettre le sceau à cette fraternité, vous proposent le décret suivant :

La Convention nationale, en déclarant qu'elle continuera sans relâche à s'occuper des subsistances des citoyens de Paris, décrete que sa commission des onze proposera les lois organiques de la constitution de 1793, le quintidi, 25 du présent mois. Le présent décret sera proclamé à tous les citoyens qui environnent la Convention, publié et affiché dans Paris, et envoyé dans les départemens par des couriers extraordinaires. (Adopté.

Charles Delacroix vient annoncer qu'une députation des bataillons du Carouzel demande à présenter une adresse. Elle est admise.

L'orateur : Le peuple demande du pain ; le peuple demande la constitution de 1793 ; le peuple demande l'élargissement des patriotes mis en arrestation depuis le 9 thermidor. (Murmures.) — Il n'y en a point s'écrie-t-on. — Le peuple demande la punition des scélérats qui font un infâme trafic de l'argent et des denrées, qui nous ruine et nous assassine ; le peuple demande l'exercice de ses droits contenus dans la déclaration des droits de l'homme et la constitution de 93 ; le peuple, ami de la Convention, ami de l'humanité et de la justice, ami de tous les principes de liberté et d'égalité, est prêt à se retirer au sein de ses familles pour leur porter l'assurance de vos sentimens. Mais nous sommes décidés à mourir au poste que nous occupons, plutôt que de rien relâcher de nos demandes. Je ne crains rien, je suis connu dans ma section, je me nomme Saint-Gier. *Vive la République ! vive la Convention nationale !* si elle est amie des principes comme je le crois. (Murmures de tous les spectateurs.)

Sur la motion de Gossuin, le pétitionnaire reçoit du président l'accolade fraternelle. (Applaudissemens et murmures.)

Laporte : Le calme est rétabli sur la place du Carouzel ; les bataillons des diverses sections se sont expliqués et réunis fraternellement, et tel est l'état des choses, que la Convention peut suspendre ses séances, sans appréhension pour la tranquillité publique.

La séance est suspendue à onze heures du soir jusqu'au lendemain huit heures.

Le lendemain 3 a été plus calme ; c'est l'effet ordinaire des grands mouvemens qui laissent reposer un instant la fureur des factieux.

Ce jour, la Convention a rendu les décrets suivans :

« Art. Ier. Tous citoyens qui battra de la caisse sans un ordre par écrit de l'un des inspecteurs de la salle, ou des commandans de bataillons, sera puni de mort.

Digitized by Google

en du comité civil de la section pour les objets civils, sera mis à l'instant en état d'arrestation pour six mois.

» II. Tout citoyen qui battra la générale sans les formalités prescrites par l'article ci-dessus sera puni de mort.

» III. Tout officier de l'état-major-général qui donnera l'ordre de battre la caisse, sans y être autorisé par la loi ou par les représentans du peuple ayant la direction de la force armée, sera destitué et puni de six mois de prison.

» IV. Tout officier civil qui donnera l'ordre de battre la caisse pour un autre objet que celui d'une publication autorisée par la loi, sera destitué et mis en état d'arrestation.

» V. Tout officier de l'état-major-général ou tout officier civil qui donnera l'ordre de battre la générale sans y être autorisé par les représentans du peuple, chargés de la direction de la force armée, sera puni de mort.

» VI. La Convention nationale charge la commission de l'agence des lois de faire, sur-le-champ, publier et afficher le présent décret dans toutes les rues de Paris. »

Delmas, Gillet et Aubri sont chargés de la direction de la force armée de Paris et de la dix-septime division. Ils emploieront les officiers qu'ils jugeront les plus propres au service, et prendront toutes les mesures nécessaires pour faire respecter les personnes et les propriétés. Treilhard donne lecture du nouveau traité conclu avec la Prusse en exécution d'un article contenu dans celui qui a été rapporté dans ce journal, et annonçe en même tems que l'électeur de Saxe, le landgrave de Hesse-Cassel et celui de Hesse-d'Armstadt y avaient accepté et retiraient leur contingent fourni à la coalition.

Un événement bien remarquable signala cette journée. Au moment où l'on conduisait au supplice sur la place de Grêve, le scélérat qui avait mis au bout de sa pique la tête du représentant Feraud, et l'avait promené dans la salle même de la Convention, une foule d'hommes et de femmes se précipitent et l'enlevent des mains de l'exécuteur. Il faut dire que les précautions avaient été bien négligées pour assurer l'exécution de la loi, car il n'y avait pas vingt gendarmes pour escorte. S'il y avait une circonstance où il fût nécessaire de déployer un grand appareil pour l'exemple, c'était celle-là.

Ce criminel fut emmené en triomphe au fauxbourg Antoine, et mis sous la sauve-garde des rebelles. Cet événement se passa au déclin du jour, et la Convention avait depuis plusieurs heures levé sa séance.

Digitized by Google

Le 4, la Convention instruite de ce qui s'était passé la veille, considérant que les factieux du fauxbourg Antoine ont, le 1.er et le 2 de ce mois, marché contre la Convention et braqué contre elle les canons, pour arracher des décrets qui ne peuvent être que l'ouvrage de la majorité libre; considérant que tous ces moyens ne peuvent servir qu'à éterniser l'anarchie et dissoudre l'ordre social; que des représentant ont été assassinés, et que leurs assassins ont été délivrés par les révoltés, rendit le décret suivant:

« Art. I.er Les habitans du fauxbourg Antoine seront sommés, au nom de la loi, de remettre sur l'heure, sous la main de la justice, les assassins du représentant du peuple Feraud, et nommément celui qu'ils ont soustrait à l'exécution du jugement rendu contre lui.

» II. Ils seront également sommés de remettre au général-commandant tous les canons des trois sections composant le fauxbourg.

» III. En cas de refus d'obéir aux sommations qui seront faites, le fauxbourg Antoine est, par le refus même, déclaré en état de rébellion: en conséquence, il est ordonné à toutes les sections de Paris de marcher sous les ordres des généraux pour réduire les rebelles par la force, et dès lors toute distribution de subsistances dans les trois sections révoltées, cessera d'avoir lieu.

» IV. Le présent décret sera sur-le-champ imprimé, publié, affiché et proclamé dans Paris, et envoyé par des courriers extraordinaires aux départemens et aux armées.

Sur la proposition de Genissieux, il fut décrété que les femmes seraient tenues de se retirer dans leur domicile, et que celles qui, demi-heure après la publication du décret, seraient attroupées dans les rues au nombre de plus de cinq, seraient arrêtées et détenues jusqu'au rétablissement de l'ordre dans Paris.

D'autres mesures furent également prises. Il fut décrété, 1°. que tous individus surpris faisant de fausses patrouilles, cherchant à suborner les troupes et la garde nationale, ou portant sur les chapeaux ou vêtemens des signes séditieux proscrits par la loi du 2 de ce mois, sera de suite livré à la commission militaire pour être jugé et fusillé sur-le-champ. Les comités de salut public, de sûreté générale et militaire réunis organiseront, sur l'heure, cette commission qui sera composée de cinq membres.

2°. Que pour éviter toute confusion dans les rues de

Digitized by Google

Paris, les citoyens qui n'ont pas été appellés dans leurs bataillons se retireront dans leur domicile.

Sieyes, de retour de sa mission dans la Hollande, a donné lecture du traité d'alliance conclu avec les Provinces-Unies, dont les conditions sont très-avantageuses. On le trouvera ci-après à l'article des Nouvelles officielles.

Déja dans la nuit une cavalerie nombreuse avait investi toutes les issues du fauxbourg Antoine. Le matin, la force armée des sections s'y était réunie; les habitans du fauxbourg avaient fait quelques préparatifs de défense, et avaient fait des barricades avec des charrettes et des tonneaux, pour arrêter la cavalerie; elles furent bientôt renversées.

Cependant vers six heures du soir, une députation de la section des Quinze-vingts se présenta pour être admise à la Convention. Elle fut rejettée, avec assurance que si les révoltés n'exécutaient pas le décret, le fauxbourg serait bombardé le lendemain.

Il y a dans ce fauxbourg de bons citoyens qui n'ayant pas partagé la révolte, ne voulaient pas en partager le châtiment; l'esprit de soumission et d'obéissance à la loi l'emporta; la section de Popincourt fut la premiere à remettre ses canons, et sur les huit heures du soir tous les autres furent remis à la force armée qui était de plus de 30 mille hommes. Plusieurs chefs des séditieux ont été signalés et pris, parmi lesquels se trouvent vingt-six gendarmes, dont neuf à cheval, et un mulâtre capitaine des canonniers de Popincourt, qui avait braqué le canon contre la Convention. Une commission militaire a été chargée de les juger et de les faire fusiller.

On avait dit d'abord que Cambon, Thuriot, Santerre et Laïs étaient du nombre des prisonniers arrêtés; mais le fait n'était pas. Santerre depuis trois jours était à Chaillot. On était à la recherche de celui qui avait été enlevé à la justice, et d'autres chefs des rebelles.

A neuf heures tous les canons ont été ramenés par l'armée aux Tuileries, et la Convention a nommé une députation de plusieurs de ses membres pour témoigner à la force armée toute sa satisfaction. Cette journée s'est terminée par des cris de *vive la liberté! vive la république! vive la Convention!*

Durant la nuit, la force armée a continué d'occuper

Digitized by Google

le fauxbourg Antoine ; on a fait des perquisitions des chefs des séditieux que les bons citoyens de ce fauxbourg et les autorités constituées ont désigné eux-mêmes. Une trentaine ont été arrêtés et conduits au comité de sûreté générale.

La journée du 5 a été employée dans les différentes sections au désarmement et à l'arrestation de tous ceux qui ont été désignés et reconnus pour terroristes; les septembriseurs n'ont pas été oubliés. Cette mesure trop long-tems retardée contribuera à ramener l'ordre et la tranquillité publique dans Paris. Les bons citoyens que les journées des 1 et 2 prairial avaient jetté dans la consternation, ont repris toute leur énergie; de toutes parts, la joie éclatait sur les visages, et chacun se félicitait de voir enfin la Convention à la hauteur de sa dignité et de sa force, seconder par ses mesures de vigueur les bonnes intentions des citoyens.

En vertu d'un arrêté du comité de salut public, les sections de la Cité, des Gravilliers et du Panthéon, ont été sommées de livrer leurs canons.

La commission militaire, créée par le décret de la veille, a envoyé à la Convention le jugement qu'elle a rendu contre un des chefs de la révolte ; en voici le contenu :

Au nom de la République Française.

« La commission militaire établie en vertu de la loi du 4 de ce mois, a condamné Guillaume Delorme, capitaine des canonniers de la section de Popincourt, demeurant rue et cul-de-sac Sébastien, n°. 7, faubourg Antoine, à la peine de mort, comme convaincu d'être auteur et complice de la conspiration qui a eu lieu les 1, 2 et 4 de ce mois, et de la révolte qui en a été la suite, à l'effet de dissoudre la Convention nationale, et d'assassiner les représentans du peuple, et d'avoir suborné la garde nationale de sa section.

» Ordonne que le présent jugement sera exécuté aujourd'hui, 9 heures du matin, sur la place de la Révolution, et qu'il sera imprimé et affiché par tout où besoin sera.

Paris, 5 prairial, l'an III de la République Française, une et indivisible.

Signés les membres de la commission, ROMANET, *président*; J. M. CAPITAIN, TALMET, LECLERC et ROUHIÈRE, *secrétaires*.

Le tribunal de cassation et plusieurs sections sont allées féliciter la Convention de son nouveau triomphe. Celle des *Piques*, qui a repris son nom de *Place-Vendôme*,

Digitized by Google

» demandé qu'il soit établi un gouvernement tel que jamais la révolte ne puisse s'organiser par une petite fraction du peuple, sous le titre du *plus saint des devoirs*, et de manière cependant que les citoyens ne soient pas privés du droit de surveillance collective et individuelle sur les fonctionnaires et magistrats; elle desire un gouvernement qui appelle aux fonctions publiques les citoyens probes, éclairés et laborieux, et non l'homme qui ne fait rien, et qui se trouve intéressé au désordre et au bouleversement.

» Celle des Tuileries a invité la Convention à s'appliquer à elle-même la mesure épuratoire qu'elle a décrétée pour les sections; elle a demandé que ceux qui ayant été désarmés seront trouvés en armes dans un rassemblement quelconque, soient considérés comme séditieux, et que l'on mette sur leur carte *désarmé*, afin que l'on puisse les reconnaître. Après avoir exprimé à ces sections toute sa satisfaction, la Convention a renvoyé ces pétitions aux comités.

Sur la proposition de Clausel, amendée par plusieurs membres, et renvoyée aux comités pour être rédigée, le décret suivant a été rendu.

La Convention nationale après avoir entendu ses trois comités, de salut public, de sûreté générale et de législation, décrète :

« Art. Ier. Le décret du 12 germinal qui, par mesure de sûreté générale, ordonne la déportation de Collot, Billaud, Barrere et Vadier est rapporté.

» II. La Convention nationale décrete d'accusation, Barrere, Collot, Billaud et Vadier, et ordonne qu'ils seront traduits sans délai au tribunal du département de la Charente inférieure, pour y être jugés.

» III. Le comité de législation présentera demain la rédaction de l'acte d'accusation.

» IV. Pache, Audouin son gendre; Bouchotte, ex-ministre; Dubigny, son adjoint; Cloenece, ci-devant employé au comité de salut public; Marchand, idem; Hebert, ci-devant employé au comité de sûreté générale; Hassenfratz, et le général Rossignol seront traduits au tribunal criminel du département d'Eure et Loir, pour y être incessamment jugés. »

L'article relatif à la peine à décerner contre ceux qui donneraient asyle aux conspirateurs, après quelques discussions, a été rejeté.

Comme beaucoup de coupables chercheront sans doute à se soustraire à la justice nationale, le comité de sûr-

Digitized by Google

veillance du troisième arrondissement a engagé, par une circulaire, les comités civils des sections à n'accorder de passe-port qu'à ceux qui apporteront, de leurs officiers, l'attestation qu'ils se sont bien montrés dans les journées des 1, 2, 3 et 4 prairial.

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de sûreté générale, approuve la lettre circulaire envoyée à tous les comités civils des sections de Paris, par le comité de surveillance du troisième arrondissement; décrète que la mesure qui y est proposée, relativement aux passe-ports, sera exécutée par tous lesdits comités civils; et ordonne la mention honorable de la conduite du comité de surveillance du troisième arrondissement.

Plusieurs membres dénoncent Forestier et Lavallée, pour avoir pris part à la conspiration des factieux. Ils ont été décrétés d'arrestation.

Le 6, la plupart des sections sont venues féliciter la Convention.

André Dumont dénonce Massieu et Bassal; le premier défie la calomnie et demande que sa conduite soit examinée. Décrété.

Un jeune adjudant, nommé Liébaud, qui avait contribué à préserver Boissy-d'Anglas de la fureur des factieux, est présenté à la Convention, et recueille les applaudissemens dus à son courage.

La section des Gravilliers vient déclarer qu'elle s'est désarmée elle-même. Celle des Quinze-Vingts, où était le foyer de la révolte, déclare que les bons citoyens étaient opprimés depuis le 9 thermidor; que le parti des factieux les avaient réduits au silence, en les menaçant du pillage et de la mort : elle a déposé ses armes aux termes du décret. Elle a remis au commandant de la force armée stationnée dans son arrondissement, les meneurs et les instigateurs de la révolte. Elle présente un jeune canonnier que les brigands voulaient déterminer à mettre le feu à sa pièce, pour établir l'hostilité, et qu'ils n'ont pu porter à ce crime, ni par promesses, ni par menaces.

Pierret, au nom du comité de sûreté générale : La conspiration avait des ramifications très-vastes. Elle en avait dans le sein de la Convention nationale; le comité veille jour et nuit pour les rechercher. Le général Morgan a déclaré que, le 1er. prairial, vers 4 heures de l'après-midi, sortant de l'Assemblée pour se rendre

Digitized by Google

au comité, il fut rencontré par le représentant du peuple Pautrizel, qui lui dit : Je suis réellement fâché de voir un aussi brave homme que vous se mettre en avant pour un parti qui va périr. Le plan est profondément combiné ; Cambon et Thuriot sont à la tête. Il est prudent de laisser la Convention et le peuple se démêler entr'eux ; les intermédiaires seront anéantis : je suis fâché que votre zele ait pu vous faire désigner. — Le général Morgan rendit successivement cette conversation à Delmas, à Sevestre et à Gillet, et vint faire sa déclaration au comité. Le domestique de Pautrizel a déclaré aussi que, depuis quelque tems, il venait chez ce représentant, dans la journée, 30 à 40 individus du fauxbourg Antoine. Je propose, au nom du comité, l'arrestation de Pautrizel.

Pautrizel cherche à se justifier, et convient des faits qui lui sont imputés qu'il essaie d'interpréter moins défavorablement. Il est décrété d'arrestation. Avant d'être emmené, Clausel l'accuse en face d'avoir dit que la République Française était une dérision, et qu'il fallait un roi.

Bourdon (de l'Oise) déclare qu'il a des raisons de croire que Pautrizel n'est pas plus député de la Guadeloupe que Pitt lui-même.

La commune d'Uzès dénonce Vouland comme ayant porté la terreur et la mort dans ses contrées, et d'avoir contribué aux exécrables boucheries d'Orange. La pétition est renvoyée au comité de législation.

Sur la motion de Rovere, les membres composant la commission dite populaire, établie à Orange, seront traduits au tribunal criminel du département de Vaucluse pour y être jugés.

Depuis les derniers événemens on n'entre plus ni aux Tuileries, ni au Carrouzel. Un camp de 3 mille hommes de troupes de ligne, dont la majeure partie est en cavalerie, a été formé dans l'intérieur du jardin ; ce camp est destiné à protéger les travaux de la Convention. Un autre sera établi dans la plaine des Sablons.

Par une suite de ces mesures, il n'y aura dans l'enceinte du Palais-national aucune échoppe ni étalage, aucun établissement de traiteur, limonadier ou marchand de vin. Ceux dont les maisons ont des issues sur le jardin ou sur la cour seront tenus de les fermer.

Kervélégan, qui s'était mis avec Legendre à la tête

Digitized by Google

de la colonne qui avait chassé les factieux du sanctuaire de la représentation, avait été blessé d'un coup de sabre. La Convention a appris avec satisfaction que sa blessure, quoique profonde, n'est pas dangereuse.

Chenier, au nom des comités de gouvernement, fait un rapport sur les honneurs à rendre à la mémoire du représentant Feraud.

Chenier trace d'abord l'épouvantable tableau que présentait la Convention au 1er. prairial, quand des forcenés violerent tout ce qu'il y a de sacré, insulterent à la loi et à ses organes, et mirent le comble à leurs forfaits, en égorgeant à la tribune un représentant du peuple dont ils porterent la tête jusques sous les yeux du président.

A l'instant où Chenier a parlé du courage que deux présidens ont déployé dans cette journée, la salle a retenti d'applaudissemens à trois reprises. Il propose le projet de décret suivant :

« Art. Ier. Le 14 prairial, à 11 heures du matin, il sera célébré dans le lieu des séances de la Convention, une fête en l'honneur du représentant Feraud, martyr de la liberté.

» II. La Convention et les autorités constituées de Paris assisteront à cette cérémonie funebre. Les représentans seront en costume avec un crêpe au bras gauche.

» III. Les ambassadeurs qui se trouvent à Paris seront invités d'y assister.

» IV. Chaque section y enverra quatre citoyens choisis par elle.

» V. Un représentant prononcera un discours relatif à la cérémonie.

» VI. Quand elle sera finie, 24 députés se rendront dans le lieu de la section des Tuileries où le corps du représentant Feraud est inhumé, et ils graveront sur sa tombe l'inscription suivante : Ici repose le corps du représentant Feraud, assassiné par les révoltés au sein de la représentation nationale, en invoquant le respect dû aux lois.

» VII. Le comité de salut public se concertera avec celui des inspecteurs, pour l'exécution du présent décret. »

Legendre demande que les troupes de ligne qui ont si bien défendu la Convention et la liberté, aient aussi des députés à cette fête ; qu'il y assiste un officier, un sous-officier et un soldat de chaque corps. — Cette proposition est décrétée au milieu des applaudissemens.

Louvet est chargé du discours à prononcer à cette cérémonie.

Le nommé Boucher, qui avait coupé la tête au représentant Feraud, a été arrêté et exécuté sur la place de

Digitized by Google

la Révolution, ainsi que Jean Quinet qui avait promené sa tête, et avait été soustrait par le peuple. Il a été retrouvé au fauxbourg Antoine, rue de Charenton, caché chez sa sœur. Il a voulu d'abord se tuer d'un coup de rasoir, puis il s'est précipité du haut de la maison. Il a été transporté à la Conciergerie et de-là au lieu de son supplice.

Aucune femme désormais ne pourra assister aux assemblées politiques. Il était bien étrange que celles qui ne peuvent exercer aucun droit, exerçassent cependant une influence de trouble et d'anarchie par-tout où la fureur des partis les envoyait, ou comme auxiliaires, ou comme agens principaux.

Depuis long-tems les bons citoyens se plaignaient de la désobéissance et du brigandage d'une partie de la gendarmerie, toujours prête à se ranger sous les drapeaux des assassins, des terroristes, ou des voleurs dont ils partageaient les rapines. La Convention a cru devoir prendre les mesures suivantes :

« Art. Ier. Les gendarmes à cheval et ceux de service auprès des tribunaux, sont cassés et déclarés incapables de servir dans aucun autre corps.

» II. A compter de ce jour, ils cesseront de recevoir aucune solde.

» III. Ils seront provisoirement remplacés par les citoyens et les troupes de ligne.

» IV. L'innocence des individus sera constatée, alors seulement ils pourront être replacés dans d'autres corps.

» V. Les gendarmes destitués seront désarmés et obligés de se rendre dans leurs communes respectives pour rester sous leur surveillance. »

Le licenciement et le désarmement se sont effectués le 6.

Dans la séance du 7, le comité de sûreté générale, instruit que des femmes, enhardies par l'impunité et l'indulgence dont on a trop long-tems usé envers elles, cherchaient encore à aigrir les esprits et troubler la tranquillité publique, en se permettant d'arracher la cocarde nationale; signe de ralliement des amis de la patrie et de la liberté, le comité a proposé et l'Assemblée a décrété que tout individu de l'un et de l'autre sexe qui sera prévenu d'avoir fait mettre bas, ou arraché ou essayé d'arracher de force la cocarde tricolore, aux ci-

Digitized by Google

toyens ou citoyennes, sera traduit sur-le-champ devant la commission militaire, pour y être jugé comme ennemi de la liberté.

Le représentant du peuple Cadroy, en mission près les armées des Alpes et d'Italie, écrit de Lyon, que ses collègues qui sont à Marseille lui ont expédié, par un courier extraordinaire, une dépêche portant que, dans la nuit du 30 floréal au 1.er prairial, les scélérats réfugiés à Toulon se sont emparés de l'arsenal de cette place, et que de-là ils menacent d'exterminer tout ce qui n'est pas montagnard. On prend des mesures pour mettre Toulon à l'abri des entreprises de ces factieux. Les citoyens de Marseille se lèvent pour les punir, et ceux de Lyon, en apprenant cette nouvelle, ont offert au représentant du peuple de marcher sur Toulon, et d'exterminer ces brigands, qui veulent toujours opprimer, toujours massacrer, toujours trahir, et qui ne deviendront jamais citoyens. — La lettre de Cadroy est renvoyée au comité de salut public.

Les représentans du peuple près l'armée des Alpes et d'Italie écrivent, du quartier-général de Chambery, en date du 29 floréal, que cette armée vient de s'honorer par de nouveaux succès. Elle s'est emparée du Col-du-Mont, poste de la plus grande importance, situé sur un sommet plus élevé que le mont Saint-Bernard. Nos troupes ont surmonté toutes les difficultés du terrein; elles ont bravé dix-huit bouches à feu. Le nombre des prisonniers ennemis est de 206, dont 9 officiers parmi lesquels se trouve le major du régiment de Verceil. Nous avons enlevé les magasins de l'ennemi. Cette action s'est passée dans la nuit du 22 au 23. Le 24, le général piémontais a voulu prendre sa revanche, en attaquant le mont Saint-Bernard. Il a été reçu d'une manière républicaine. Après quatre heures de combat, il a été forcé de se retirer avec perte de 24 hommes. Nous n'avons eu que 8 blessés et 2 volontaires faits prisonniers. — Cette dépêche qui contient le récit de plusieurs traits de bravoure, sera insérée au bulletin.

Rouhier, qui arrive d'une mission pour les subsistances de Paris, donne connaissance d'une espèce de soulèvement qui a eu lieu à Franciade de la part de plusieurs femmes, appuyées de quelques hommes. Un adjudant nommé Macé, qui était de l'état-major d'Henriot, l'un des principaux auteurs de ce désordre, a été arrêté, ainsi que neuf femmes, que Rouhier a fait conduire au comité de sûreté générale. Rouhier fait l'éloge d'un gendarme qui est mort de fatigue en exécutant ses ordres. Il a fait donner des secours à sa veuve. La Convention approuve la conduite du représentant, et charge

Digitized by Google

son comité des secours de lui faire un rapport sur la pension à accorder à cette veuve.

Boudin raconte un trait de fraternité de la part d'un corps de troupes de ligne qui est à Paris. Ces Républicains n'ont pas voulu toucher à leurs rations avant que leurs frères de Paris, avec lesquels ils étaient stationnés au fauxbourg Antoine, n'eussent reçu les leurs, parce qu'ils auraient partagé avec eux, si ces rations n'eussent pas été distribuées. Mention honorable, insertion au bulletin.

Une députation d'un corps de canonniers de l'armée de Sambre et Meuse vient féliciter l'Assemblée. Nous ne connaissons, disent ces braves volontaires, que la République et la Convention ; nous sacrifierons tout pour elles. Le président donne, au nom de la nation, l'accolade à l'un de ces canonniers, qui la reçoit au nom de l'armée de Sambre et Meuse. — Le président donne aussi l'accolade à un respectable vieillard, général de division, qui a montré la plus grande ardeur dans ces derniers jours de crise.

NOUVELLES OFFICIELLES.

Traité d'alliance conclu entre la République Française et la République des Provinces-Unies de Hollande.

Art. Ier. La République Française reconnaît la République des Provinces-Unies pour une puissance libre et indépendante, ainsi que l'abolition du stadthoudérat ; décrété tant par les états-généraux que par les états particuliers de chaque province.

II. Il y aura à jamais entre les Républiques Française et Batave, paix, amitié et bonne intelligence.

III. Il y aura une alliance offensive et défensive jusqu'à la fin de la guerre, entre les deux républiques, contre tous leurs ennemis sans exception.

IV. Cette alliance offensive et défensive aura toujours son effet, toutes les fois qu'une des deux républiques sera en guerre avec l'Angleterre.

V. Aucune des deux républiques ne pourra faire la paix avec l'Angleterre ou traiter avec cette puissance, sans le concours et le consentement de l'autre république.

VI. La République Française ne pourra faire la paix avec aucune des puissances coalisées, sans y comprendre la République des Provinces-Unies.

VII. La République des Provinces-Unies fournira pour son contingent,

Digitized by Google

contingent, pendant la campagne actuelle, 12 vaisseaux de ligne et 18 frégates, pour être employés principalement dans les mers du Nord et de l'Est. Cette force sera augmentée pour la campagne prochaine si elle a lieu.

VIII. En outre, la République des Provinces-Unies, si elle est requise, fournira au moins la moitié des troupes de terre qu'elle a sur pied.

IX. Les armées et flottes combinées seront commandées par un général Français.

X. Pour mieux concerter les opérations, un membre de l'assemblée des états-généraux aura voix délibérative dans le comité de marine à Paris.

XI. La République des Provinces-Unies rentre dès ce moment en possession de sa marine et de ses magasins pour ses forces de terre et de mer, et de cette partie de son artillerie, dont la République Française n'a pas disposé.

XII. La République Française rend également, dès ce moment, à la République des Provinces-Unies, tout le territoire, les pays faisant partie ou dépendans de cette république, sauf les exceptions contenues dans les articles suivans.

XIII. La République Française garde comme une juste indemnité, pour les pays conquis, et conformement à l'article précédent, les villes et pays ci-après :

1°. La Flandre hollandaise, y compris tout le territoire situé sur la rive gauche du Hond ou Escaut occidental.

2°. Maëstricht, Venloo et leurs dépendances, comme aussi les autres pays et possessions des Provinces-Unies, situés au sud de Venloo, sur les deux rives de la Meuse.

XIV. Il y aura dans la ville et le port de Flessingue, exclusivement, garnison française, tant pendant la guerre qu'en tems de paix, jusqu'à ce qu'on en convienne différemment entre les deux nations.

XV. Le port de Flessingue sera commun, avec pleine liberté, aux deux nations. On se conformera à cet égard au réglement convenu entre les parties contractantes, qui sera annexé au présent traité en forme de supplément.

XVI. Au cas de quelques hostilités de la part de quelque puissance qui attaquerait, soit la République des Provinces-Unies, soit la République Française, du côté du Rhin ou de celui de la Zélande, le gouvernement français pourra placer garnison française dans les villes fortes de Bois-le-Duc, Grave et Berg-op-Zoom.

XVII. A la paix générale, la République Française cédera à celle des Provinces-Unies, telle portion des pays conquis et cédés à la France, qui égalera en étendue le territoire réservé dans l'art. X; cette portion de territoire sera choisie dans la situation la plus convenable pour déterminer la séparation des limites réciproques.

Digitized by Google

XVIII. La République Française continuera, seulement pendant la guerre actuelle, à occuper, avec un nombre déterminé et convenu entre les deux nations, les forteresses et positions qu'elle jugera utiles pour la défense du pays.

XIX. La navigation sur le Rhin, la Meuse, l'Escaut, le Houd et tous ses bras jusqu'à la mer, sera libre aux deux nations française et batave. Les bâtimens français et ceux des Provinces Unies y seront reçus sans distinction et aux mêmes conditions.

XX. La République Française laisse à celle des Provinces-Unies tous les biens immeubles de la maison d'Orange, comme aussi tous les meubles dont la République Française ne trouvera pas à propos de disposer.

XXI. La République des Provinces-Unies paiera à la République Française, pour l'indemniser des frais de la guerre, cent millions de florins courans de Hollande, soit en especes, soit en bonnes lettres-de-change sur l'étranger, conformément au mode de paiement convenu entre les deux républiques.

XXII. La République Française interposera ses bons offices près des puissances avec lesquelles elle sera à même de traiter, pour faire payer aux habitans de la République Batave les sommes qu'elles leur doivent pour des négociations directes, faites avant la guerre actuelle avec ces deux gouvernemens.

XXIII. La République des Provinces-Unies s'engage à n'accorder à aucun émigré français un asyle sur son territoire. Pareillement la République Française ne souffrira pas sur son territoire aucun émigré du parti d'Orange.

XXIV. Le traité actuel n'aura de force qu'après avoir été ratifié par les parties contractantes; et les ratifications seront échangées à Paris en dedans de deux décades, à dater d'aujourd'hui, ou plutôt si cela se peut.

Réglement pour déterminer l'usage du port de Flessingue, en conséquence de l'art. XIV du traité de paix et d'alliance conclu entre la République Française et celle des Provinces-Unies.

Art. Ier. Les deux nations Française et Batave se serviront également du port et du bassin de Flessingue pour la construction, la réparation et l'equipement de leurs vaisseaux.

II. Chaque nation y aura séparément et sans mélange ses propres arsenaux, magasins, chantiers et ouvriers.

III. Pour faire entrer, dès-à-présent, la nation française en communauté d'avantages du port de Flessingue, la République des Provinces-Unies lui cédera sur le bassin le bâtiment qui sert de magasin à la compagnie des Indes occidentales; en outre, il lui sera assigné le terrein nécessaire pour y établir des chantiers et des arsenaux; et jusqu'à ce qu'elle puisse en jouir, elle aura l'usage des chantiers actuellement existans.

Digitized by Google

IV. Quant aux acquisitions de nouveaux terreins et constructions de bâtimens que chaque nation voudrait faire dans les ports et bassins de Flessingue, pour agrandir ses propres magasins, arsenaux et chantiers, ou en créer de nouveaux, les frais de renouvellement ou de réparation desdits arsenaux, magasins ou chantiers, et les frais qui regardent les constructions, réparations et équipemens des vaisseaux respectifs, avec tout ce qui en dépend, resteront à la charge de chaque nation respective.

V. Les frais de réparations nécessaires aux ports, aux bassins et aux quais, étant pour l'avantage commun des deux nations, seront à la charge des deux gouvernemens.

Ces réparations seront arrêtées, ordonnées et conduites par la direction des Provinces-Unies.

La direction de la République Française est seulement prévenue des réparations à faire, et se bornera, quand elles seront achevées, à en constater la confection, et à en passer le procès-verbal à son gouvernement, y joint l'état des frais, afin qu'il soit de suite pourvu au remboursement de la moitié desdits frais.

VI. Il est convenu qu'aucune des deux nations ne mettra, dans le port, ni vaisseau amiral, ni vaisseau de garde.

VII. Dans tous les cas où il s'éleverait des contestations qui ne pourraient être terminées à l'amiable sur l'exécution du présent réglement, ces contestations seront décidées par cinq arbitres qui seront nommés, savoir, deux par la direction française, deux par la direction batave; pour le cinquieme, chaque direction nommera un neutre, et le sort déterminera, entre les deux neutres nommés, celui qui remplira les fonctions de cinquieme arbitre.

VIII. Le présent réglement sera exécuté suivant sa forme et teneur, comme faisant partie de l'art. XIV du traité de paix et d'alliance de ce jour entre la République Française et celle des Provinces-Unies.

Fait à la Haye, le 27 floréal, l'an 3e. de la République Française, une et indivisible.

Signés, REWBELL, SIEYES, P. PAULUS, H. LESTEVENON, B. MATHIAS, PONS, HUBERT.

Nouveau traité conclu à Basle entre la Prusse et la République Française.

La République Française et sa majesté le roi de Prusse, ayant stipulé dans le traité de paix et d'amitié conclu entre elles le 16 germinal dernier (5 avril 1795), des clauses secrettes qui se rapportent à l'art. VII dudit traité, et qui établissent une ligne de démarcation et de neutralisation dont le but est d'éloigner le théâtre de la guerre de tout le nord

Digitized by Google

de l'Allemagne, ont jugé convenable d'en expliquer et d'en arrêter définitivement les conditions par une convention particuliere.

A cet effet, les plénipotentiaires respectifs des deux hautes puissances contractantes, savoir :

De la part de la République Française, le citoyen François Barthélemy, son ambassadeur en Suisse; et de la part du roi de Prusse, son ministre d'état, de guerre et du cabinet, Charles Auguste, baron de Herdenberg, chevalier de l'Aigle-rouge, de l'Aigle blanc et de Saint-Stanislas, *etc.*, ont arrêté les articles suivans :

Art. Ier. Afin d'éloigner le théâtre de la guerre des frontieres des états de sa majesté le roi de Prusse, de conserver le repos du nord de l'Allemagne, et de rétablir la liberté entiere du commerce entre cette partie de l'Empire et la France, comme avant la guerre, la République Française consent à ne pas pousser les opérations de la guerre, ni faire entrer ses troupes, soit par terre, soit par mer, dans les pays et états situés au-delà de la ligne de démarcation suivante :

Cette ligne comprendra l'Ostfrise et descendra le long de l'Ems et de l'Aa ou l'Alpha, jusqu'à Munster, prenant ensuite sa direction sur Coesfeld, Borken, Bockhol jusqu'à la frontiere du duché de Cleves près de Isselbourg; suivant cette frontiere, à Mageuporst sur la nouvelle Issel, et remontant le Rhin jusqu'à Duysbourg; de-là, longeant la frontiere du côté de la Marck, sur Werden, Gemark et le long de la Wipper, à Hombourg, Altenkirchen, Limbourg sur la Lahn; le long de cette riviere et de celle qui vient de Idstein, sur cette ville, Epstein et Hochst sur le Mein; de-là sur Rauenheim, le long du Landgraben, sur Dornheim, puis, en suivant le ruisseau qui traverse cet endroit, jusqu'à la frontiere du Palatinat; de-là, celle du pays de d'Armstadt et du cercle de Franconie, que la ligne enclavera en entier, à Eberbac sur le Necker; continuant le cours de ce fleuve jusqu'à Wimpfen, ville libre de l'Empire, et prenant de là sur Lœwenstein, Murhard, Hoenstadt, Nœrdlingen, ville libre de l'Empire, et Holzkirch sur Wermtz; renfermant le comté de Pappenheim et tout le cercle de Franconie et de la haute Saxe; le long de la Baviere, du Haut-Palatinat et de la Bohême, jusqu'aux frontieres de la Silésie.

II. La République Française regarde comme pays et états neutres tous ceux qui sont situés derriere cette ligne, à condition qu'ils observent de leur côté, une stricte neutralité, dont le premier point sera de rappeller leurs contingens, et de ne contracter aucun nouvel engagement qui pût les autoriser à fournir des troupes aux puissances en guerre avec la France.

Digitized by Google

Ceux qui ne rempliront pas cette condition, seront exclus du bénéfice de la neutralité.

III. Sa majesté le roi de Prusse s'engage à faire observer cette neutralité à tous les états qui sont situés sur la rive droite du Mein, et compris dans la ligne de démarcation sus-mentionnée.

Le roi se charge de la garantie qu'aucunes troupes ennemies de la France ne passent cette partie de la ligne ou ne sortent des pays qui y sont compris, pour combattre les armées françaises; et à cet effet, les deux parties contractantes entretiendront sur des points essentiels, après s'être concertées entre elles, des corps d'observation suffisans pour faire respecter cette neutralité.

IV. Le passage des troupes, soit de la République Française, soit de l'Empire, ou autrichiennes, restera toutefois libre par les routes conduisant sur la rive droite du Mein, par Francfort.

1°. Sur Kœnigstein et Limbourg, vers Cologne;

2°. Sur Friedberg, Wetzlar et Siegen, vers Cologne;

3°. Sur Hadersheim, Wisbaden et Nassau, à Coblentz;

4°. Enfin, sur Hadersheim à Mayence, et *vice versâ*;

De même que dans tous les pays situés sur la rive gauche de cette riviere et dans tout le cercle de Franconie, sans toutefois porter le moindre préjudice à la neutralité de tous les états et pays renfermés dans la ligne de démarcation.

V. Le comté de Sayn Alterkirchen sur le Westerwald, y compris le petit district de Bondorff au-dessous de Coblentz, étant dans la possession de S. M. le roi de Prusse, jouira des mêmes sûretés et avantages que ses autres états situés sur la rive droite du Rhin.

VI. La présente convention devra être ratifiée par les parties contractantes, et les ratifications seront échangées en cette ville de Bâle dans le terme d'un mois, ou plutôt, s'il est possible, à compter de ce jour.

En foi de quoi nous soussignés plénipotentiaires de la République Française et de sa majesté le roi de Prusse, en vertu de nos pleins pouvoirs, avons signés la présente convention particuliere, et y avons fait apposer nos sceaux respectifs.

Fait à Bâle, le 28 floréal, l'an 3e. de la République Française, (17 mai 1795).

(L. S.) *Signé*, FRANÇOIS BARTHÉLEMY.

(L. S.) *Signé*, CHARLES AUGUSTE, *baron de Hardenberh.*

Digitized by Google

Armée des Pyrénées orientales.

Au quartier-général de Fighieres, le 18 floréal, l'an 3e. de la République Française.

« Citoyens représentans, le 16 de ce mois, l'ennemi a fait un mouvement général, et s'est présenté en force sur le front de l'armée que je commande. Il a sur-tout dirigé son attaque sur la brigade commandée par le général Guillaume, qui couvre le flanc droit de la ligne.

» Quatre colonnes, fortes ensemble d'environ 8000 hommes, se sont portées du côté de Sistellia, et ont cherché à cerner les troupes qui défendaient cette partie. Le général Guillaume, secondé par la valeur des troupes, a fait les meilleures dispositions pour faire repentir l'Espagnol de son entreprise. Il nous rend compte qu'avec 1500 hommes qui sont sous ses ordres, il a non-seulement repoussé les ennemis, mais qu'il les a battus et poursuivis pendant deux lieues.

» Il a jugé habilement le mouvement imprudent de l'ennemi qui s'est placé entre des ravins, où il ne lui restait plus de moyens de communiquer avec les colonnes qui attaquaient le devant et le derriere de la ligne ; il s'est alors décidé à charger cette colonne, et a battu lui-même la charge au charge au moyen d'une caisse qu'il a ôtée à un tambour trop jeune pour suivre la célérité de la marche, et s'est trouvé, par le succès de cette opération, avoir coupé l'ennemi sur le centre. Les deux bataillons auxquels le général de division Angerau avait donné ordre de se rendre sur ce point, ont attaqué la colonne ennemie qui cherchait à prendre le camp de revers, et elle s'est trouvée elle-même coupée, et a été obligée de s'enfuir par un chemin long et pénible, par lequel ces troupes auront au moins deux jours de marche pour revenir au point d'où elles sont parties.

» La fuite de l'ennemi s'est effectuée sur trois points ; ils ont été poursuivis sur la droite jusqu'à Terrade ; sur le centre, jusques sur la hauteur d'Estella, et sur la gauche, jusqu'à Cavendilla ; tous ces points sont au moins à deux lieues de distance de celui de l'attaque.

» La perte de l'ennemi a été considérable. Le général Guillaume estime qu'elle va, sans exagération, à 800 hommes : on en a tué sur des arbres où ils croyaient plus aisément échapper à la bayonnette française.

» Nous avons fait 80 prisonniers, parmi lesquels se trouvent trois officiers et le colonel Francisco Blanco, commandant les Miquelets. Le maréchal-de-camp Romana, qui com-

Digitized by Google

mandait en deuxieme cette expédition, a été grievement blessé. De notre côté, nous avons eu 15 hommes tués et 32 blessés.

» Le général Guillaume me rend compte que les troupes ont montré leur valeur ordinaire, que les chefs qui les conduisaient méritent, par leur courage et leur intelligence, les plus grands éloges.

» Le lendemain 17, j'ordonnai une reconnaissance générale.

» C'est avec peine que j'ai vu l'ennemi faire une retraite aussi précipitée; j'avais fait des dispositions qui lui auraient prouvé qu'on ne nous attaquait pas impunément sur aucun point.

» L'armée espagnole n'a pas été plus heureuse dans l'attaque que dans la défense; on lui a fait dans les deux journées 150 prisonniers, tué au moins 1100, et le nombre de leurs blessés doit être considérable.

Salut et fraternité,

Signé, PÉRIGNON, *général en chef.*

ARMÉE DES PYRÉNÉES OCCIDENTALES.

Saint-Sébastien, pays conquis, le 22 floréal, l'an 3e. de la République Française.

« Aussi-tôt que la proclamation du comité aux habitans de la province de Guipuscoa et votre arrêté du 6 floréal présent mois, m'ont été connus par la voie du bulletin de la Convention nationale, je n'ai pas cru devoir attendre qu'ils me fussent portés par un courier extraordinaire pour les mettre à exécution. Je me suis rendu le 20 à Saint-Sébastien; j'ai convoqué le 21 toutes les autorités du pays conquis, ainsi que tous les membres composant la députation des États, et tous ceux qui, aux termes de leur constitution, avaient droit de voter dans les assemblées. Réunis tous à la maison-commune, je leur ai fait donner lecture, en espagnol, du décret du 17 germinal dernier et du rapport qui l'a précédé, de la proclamation et de votre arrêté du 6 floréal, qui rend à la province du Guipuscoa tous ses droits politiques et civils.

» Je leur ai déclaré, au nom de la Convention, que tout ce qui avait été établi jusqu'alors était annullé, et que je les invitais à reprendre chacun leurs fonctions; ce qui a été fait sur-le-champ. Aussi-tôt je les ai requis de dresser procès-verbal de la séance que je vous envoie ci-joint, dans lequel sont inserits le décret du 27 germinal dernier, le rapport qui l'a précédé, la proclamation du 3, et votre arrêté du 6 floréal,

Digitized by Google

afin qu'ils soient imprimés, publiés, affichés et envoyés à toutes les communes de la Biscaye et du Guipuscoa ; ce qui a été délibéré et arrêté sur-le-champ ; et l'assemblée se levant spontanément, cria plusieurs fois : *Vive la République Française !*

» La joie la plus vive était répandue sur tous les visages ; cet acte de justice de la Convention nationale et l'arrestation de tous les voleurs, auteurs des vexations, que j'ai fait conduire sous bonne et sûre garde à la citadelle de Bayonne, ont ramené la confiance dans tout le pays, et nous assurent de nombreux secours pour notre armée, et l'exécution ultérieure de nos projets. Quoique la province de Biscaye se soit levée en masse contre nous, et qu'on ne puisse communiquer avec ses habitans que très-difficilement, elle ne tardera pas, par les mesures que nous avons prises, le général en chef, le syndic général des états et moi, à connaître ces décrets, la proclamation et votre arrêté.

» J'ai nommé quatre citoyens, pour, avec le syndic général des états, faire constater, conformément à l'article III de votre arrêté, l'état des dommages causés aux habitans de Guipuscoa, depuis la capitulation du pays.

» J'aurai soin de vous instruire, citoyens collègues, de l'effet que produira cet événement dans la Biscaye. »

Salut et fraternité,

Signé, CHAUDRON ROUSSEAU, *représentant du peuple.*

Nota. Depuis l'entrée des Français dans le pays, les Guipuscoens se servent de l'ère républicaine.

P. S. Dans la séance du 8, la Convention a ratifié les deux traités passés ; l'un avec la République Batave, et l'autre avec le roi de Prusse.

Les lettres des représentans du peuple à Marseille ont confirmé la nouvelle que les terroristes se sont emparés de l'arsenal de Toulon à la suite d'une révolte, dans laquelle le représentant du peuple Brunel a perdu la vie.

La Convention a chargé le comité de salut public de prendre toutes les mesures pour réduire les rebelles.

Elle a décrété que les députés décrétés d'arrestation dans la nuit du 1er. prairial, seraient traduits à Paris devant la commission militaire pour y être jugés.

Elle a porté le décret d'arrestation contre les députés Ricord, Salicetti, Escudier, Laignelot, Panis et Thirion, et celui d'accusation contre Charbonnier ; prévenu d'avoir excité la révolte de Toulon.

Elle a décrété que les femmes des députés décrétés d'arrestation, dont le domicile habituel ne serait point à Paris, seraient tenues d'en sortir dans 24 heures, et de se retirer dans leurs départemens sous la surveillance du comité de sureté générale.

Digitized by Google

MERCURE FRANÇAIS

QUINTIDI 15. PRAIRIAL, *l'an troisieme de la République.*
(*Mercredi* 3 *Juin* 1795, vieux style.)

HISTOIRE NATURELLE.

Supplément à l'histoire du Lion de la Ménagerie et de son Chien; par G. TOSCAN.

NOUS avons fait connaître dans le N°. de ce journal du 15 nivôse, l'*histoire du Lion de la ménagerie du Muséum national et de son Chien.* L'auteur de cette petite brochure (1), où le charme du style ajoute un plus grand degré d'intérêt aux recherches et aux observations du naturaliste, a recueilli de nouveaux renseignemens sur la partie la moins connue de cette histoire, et que lui-même ne pouvait apprendre que de celui qui en a été témoin. Nos lecteurs nous sauront gré de ne rien retrancher des détails de ce récit précieux.

« Quand nous tracions, dit l'auteur, l'histoire du Lion et de son Chien, depuis l'époque de leur arrivée en France, nous sentions bien qu'il y manquait la partie la plus intéressante, le tableau de leur enfance; mais nous en ignorions alors les détails. Nous savions seulement que la liberté et les bienfaits avaient pu seuls changer leurs inclinations naturelles, les rapprocher, les unir, et soumettre le plus fort au plus faible. Ce fut en effet le seul art qu'employa le citoyen Pelletan, alors directeur de la compagnie d'Afrique au Sénégal, chez qui le Lion de la ménagerie et son Chien furent élevés. Voici ce qu'il nous a raconté lui-même de leurs premieres habitudes, et de l'origine de cette association qui lia par un sort commun deux êtres d'une nature si opposée, et leur donna mêmes penchans, mêmes plaisirs, mêmes infortunes.

» Ce Lion, pris dans les forêts du Sénégal, me fut

(1) Elle se trouve chez *Cuchet*, rue et maison Serpente, et au Muséum d'histoire naturelle.

Digitized by Google

apporté vers la fin de l'année 1787 : il pouvait avoir trois ou quatre mois ; ce qui fait remonter l'époque de sa naissance au mois d'avril ou mai de la même année.

» Sa physionomie annonçait de la douceur et de la bonté. Je lui laissai la plus entiere liberté : je le caressais, je le flattais ; il devint à son tour caressant et flatteur. Il aimait beaucoup et connaissait parfaitement toutes les personnes de ma maison, dont il ne recevait que de bons traitemens.

» Il avait un nom du pays ; on le nommait *Waira*. Il entendait ce nom à merveille, venait quand on l'appelait, et suivait tout aussi fidelement qu'un chien. Libre dans ses mouvemens et dans ses volontés, il n'obéissait pas avec la même souplesse ; mais il ne montra jamais la plus légere marque d'humeur, soit qu'on l'empêchât de faire quelque chose qu'il desirait, soit qu'on le contraignît d'abandonner quelque projet, ou de sortir de quelque lieu où il ne devait pas rester.

» Sans contrarier inutilement ses desirs, je le laissais allant et venant par-tout en liberté. Il entrait dans mes bureaux, se couchait à mes pieds quand je travaillais, et à l'heure du dîner, me suivait à la table. Je remarquais sur-tout qu'il aimait la société : il allait de préférence dans les lieux où il trouvait le plus de monde ; quand on le chassait des bureaux, il allait dans les cuisines.

» Ma maison était remplie d'animaux de toute espece, et tous étaient libres. Moutons, chiens, chats, singes, autruches, oies, canards, dindons, poules, chevaux, perruches, tout cela vivait de bonne intelligence avec le Lion ; aucun n'en avait peur, aucun n'en recevait de mal. Leur bonne intelligence et leur confiance mutuelle était si bien établie, que dans les nuits d'hiver qui sont très-fraîches au Sénégal, ils couchaient tous pêle-mêle et les uns sur les autres dans les écuries avec les chevaux ; le Lion dormait au milieu, et les negres qui me servaient allaient également se coucher parmi eux, pour chercher la chaleur. C'était vraiment un assemblage curieux que ce monceau d'animaux d'especes si différentes, reposant paisiblement ensemble. Jamais aucun accident, aucune rixe, aucune violence n'a troublé cette singuliere et touchante harmonie.

» A l'âge de huit mois, le Lion, qui jusqu'alors avait vécu avec tous les êtres qui l'entouraient, en

Digitized by Google

bon et paisible commensal, éprouva un nouveau sentiment, plus vif et presque exclusif. Ma chienne mit bas deux petits, tout a côté du lieu où il se couchait d'ordinaire : il prit sur le-champ un intérêt très-marqué à cette nouvelle famille; il n'en bougeait pas. Dans les courts intervalles où la chienne s'écartait, il prenait sa place; et c'était une chose très-curieuse à observer, que l'attention qu'avait ce gros animal un peu lourd, et dont les mouvemens étaient très-pesants, de ménager les petits chiens, en les caressant, pour ne pas les blesser.

» La chienne n'était point inquiete de voir ses petits dans les larges pattes du Lion, mais quand elle revenait, elle le chassait sans façon, quelquefois en montrant les dents; et lui, qui reconnaissait ses droits, cédait toujours sans obstination et sans humeur.

» Un des petits chiens mourut : le Lion le tint longtems embrassé, et semblait le regretter. Depuis lors, son attachement redoubla pour celui qui restait; il en prit un soin plus particulier, il ne le quittait plus; et moi, qu'un spectacle si aimable captivait aussi, je puis dire qu'il concourut autant que sa mere à son éducation.

» Il était d'une si grande complaisance pour son petit ami, qu'il se prêtait à tous ses caprices, se laissant mordre quelquefois jusqu au sang, et ne songeant jamais à se venger. Tout ce qui tenait au chien, avait de l'empire sur lui : sa mere, qui était un peu âgée et n'aimait pas à jouer, s'ennuyait souvent d'avoir ces deux animaux à ses trousses; alors elle grondait et les chassait brusquement : le Lion docile se retirait.

» Le Chien grandit ainsi, et se fortifia, en partageant les jeux robustes du Lion : leur attachement devint mutuel; ils ne pouvaient vivre l'un sans l'autre. La nuit, sur-tout, ils couchaient toujours ensemble, le Chien dans les pattes du Lion, et appuyé sur son ventre. Lorsque quelqu'événement les séparait, on s'en apercevait bientôt aux rugissemens de l'un et à la voix plaintive de l'autre : on les réunissait, et ils étaient contens.

» Voici ce qui me décida à me séparer de ces deux animaux. Un jour j'entends des cris perçans au-devant de ma maison; j'accours, je vois mon lion et un jeune enfant qui se roulaient ensemble sur le sable; ce n'était qu'un jeu. Je prends l'enfant dans mes bras, et je lui dis : As-tu du mal? — Non. — Tu criais. — J'avais peur.

Digitized by Google

La bonté reconnue du Lion ne put empêcher qu'un sentiment de frayeur ne s'emparât des enfans et des femmes de mon voisinage. Je résolus donc de l'envoyer en France. Il avait quatorze mois, le Chien en avait six; ils furent embarqués ensemble. Je pensai qu'il eût été barbare de les séparer, peut-être difficile et dangereux d'embarquer le Lion seul. On lui avait fait à bord une loge, et on avait pris la précaution de lui faire un fort collier et une chaîne de fer pour l'attacher dans la traversée. Tout cela fut inutile : le nouvel élément sur lequel il se trouva ne changea point ses mœurs; il fut aussi familier, aussi doux sur le vaisseau qu'à terre; on le laissa libre, il couchait et mangeait avec les matelots.

» Il débarqua au Havre vers la fin de septembre 1788. Sa réputation de douceur était si bien acquise, qu'un homme se chargea de le mener à Versailles en le tenant en laisse avec une corde attachée à son collier. Il y arriva sans accident, et toujours suivi de son fidele chien. » Tel est le récit que nous a fait leur bon et ancien maître. Nous n'y avons rien retranché, rien ajouté; nous avons laissé à la vérité toute sa simplicité, pour en conserver tout l'intérêt. G. T.

GRAVURES.

L. J. Brutus, vu de face, estampe ovale de 9 pouces de haut sur 7 pouces trois quarts, dessiné par Molenchou d'après l'antique, et gravé au burin par P. Audouin. Prix, 10 liv. A Paris, chez l'auteur, rue de la Michaudiere, n°. 814, section Lepelletier.

Les talens de ce jeune auteur, déja connu par différens ouvrages, se sont sur-tout déployés dans celui-ci; un burin précieux et mâle, un ton vrai et un dessin très-correct doivent lui attirer l'approbation du public, amateur des arts.

Jeu de l'amour et de l'hymenée, gravure de 17 pouces sur 13, ornée de vingt-deux vignettes à allégories. Prix, 4 liv.; coloriée, 6 liv. 10 sous, et 5 sous de plus franche de port par la poste. (Il faut affranchir les lettres et l'argent.) A Paris, chez Drouhin, éditeur et imprimeur-libraire, rue Christine, n°. 2; et chez l'auteur, rue Mazarine, n°. 35.

Digitized by Google

NOUVELLES ÉTRANGERES.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 5 mai 1795.

TOUT annonce que la paix conclue entre le roi de Prusse et la République Française entraînera bientôt celle des cercles et co-états de l'Empire germanique : on est même persuadé que l'Espagne et les petites puissances de l'Italie ne manqueront pas de profiter de cette occasion pour rentrer dans l'état de calme dont leur faiblesse leur fait un besoin. Il est un peu plus difficile de deviner si l'Autriche et les états d'Italie, qui en dépendent immédiatement, continueront la guerre à l'aide des forces maritimes et de l'argent de la Grande Bretagne. Cependant il est probable que la tendance générale de l'Allemagne à la pacification et les paix particulieres déja faites ameneront également à ce but desiré les cabinets de Vienne et de S. James, puisque la derniere de ces puissances manque d'hommes et l'autre d'argent, et que réunies elles n'en feraient qu'une seule, considérable il est vrai, mais contre laquelle la République Française, quoique fatiguée, aurait trop d'avantage ; elle qui a soutenu avec succès et lassé les efforts de la coalition, au point d'en détacher la pierre angulaire.

D'ailleurs, on a des indices de ces dispositions du cabinet de Vienne dans la lettre suivante de Ratisbonne, en date du 6 mai.

Les ambassadeurs de S. M. I. à la diete, ont reçu ordre de déclarer aux ministres résidans ici, que S. M. était prête d'entrer en négociations de paix avec la République Française ; que son intention était de préférer, s'il le fallait, le bien-être de l'Empire au sien propre, et qu'elle aurait uniquement en vue de lui procurer une paix durable à des conditions judicieuses : mais que d'un autre côté S. M. devait exhorter tous ses co-membres de contribuer autant qu'il serait en leur pouvoir, à ce salutaire ouvrage, et qu'aucuns d'eux ne s'engageraient dans des négociations partielles avec la République ; qu'à cet égard, S. M. attendait de la part de ses

Digitized by Google

co-membres, des déclarations solemnelles, comme elle-même ferait présenter par le commissaire impérial une déclaration par laquelle elle mettrait ses vues au grand jour ; qu'au reste, S. M. prussienne, non-seulement comme roi, mais aussi comme co-membre de l'Empire, l'avait extrêmement étonné.

En outre, il faut compter pour beaucoup dans les motifs déterminans l'impérieuse loi de la nécessité, qui, si elle existe pour la République Française, existe aussi pour les puissances belligérantes, et sur-tout pour l'Autriche que regarde la majeure partie du calcul de la note ci-jointe.

Quelques politiques allemands ont présenté le tableau suivant des pertes que l'Allemagne a souffertes dans les trois années de la guerre. Suivant leurs calculs, il y a eu 172 mille hommes qui ont péri. Les dépenses nationales se sont élevées à 346 millions neuf cents mille florins. Les revenus des pays conquis sont de 19 millions, deux cents trente mille florins. Il y a eu 277 millions 87,977 florins de contributions, et pour frais de guerre 243 millions 805.375 florins. Il suit de ces apperçus que l'Allemagne a perdu par la guerre, en outre de sa population, une somme de 887 millions 807,352 florins.

Mais tandis que l'Europe se pacifierait d'un côté, le feu de la guerre pourrait se rallumer d'un autre. On peut conjecturer, du moins avec assez de raisons ou de probabilités, qu'en effet la guerre aura lieu si la Russie et la Grande-Bretagne n'en reviennent pas à des sentimens de modération qui ne menacent plus la Porte Ottomane et le commerce des puissances du Nord, y compris la Prusse, justement effrayées de l'aggrandissement de la Russie aux dépens de la Pologne et de l'accaparement du commerce par l'Angleterre.

De Constantinople, le 24 mars.

On a vu arriver ici ces jours derniers un courier extraordinaire de Stockholm, avec des dépêches adressées à l'envoyé de Suede. Les divers ministres des puissances étrangeres ont reçu également des couriers. Il circule un bruit dont le tems seul peut mettre à portée d'apprécier la valeur, c'est que le traité de subside entre la Porte et la Suede vient d'être rétabli sur le même pied qu'avant la mort de Gustave III. On ajoute qu'il y a sur le tapis un traité d'alliance offensive et défensive entre la Porte, la Suede, le Danemarck, la Prusse et la République Française et la Hollande. En supposant ce traité véritable, l'objet précis d'une alliance aussi formidable est encore un mystere. On remarque que le citoyen Descorches,

Digitized by Google

ministre de la République Française, a de fréquens entretiens avec le réis-effendi.

Le célebre Mahmoud, pacha de Scutari, est enfin rentré en grace avec la Porte, par la médiation du chargé d'affaire du cabinet de Madrid. Le grand-seigneur lui a accordé un ample pardon. La condition est de payer tous les tributs arriérés et les tributs courans; ce qui doit monter à une somme considérable, puisque ce pacha était imposé à un demi-million par année. Les collecteurs publics du sultan se disposent à passer en Albanie, où ils recevront ces tributs. Un autre pardon a été également accordé au pacha Alup, qui lors de l'expédition faite contre les malveillans qui infestaient les environs d'Andrinople, au lieu de les combattre, se joignit à eux avec un corps de quatre mille Albanois. Alup non-seulement est rentré en grace, mais il a passé au poste de Beglierbey d'Asie, et s'est engagé à payer des sommes considérables et à fournir de gros corps de troupes. On conclut de ces divers arrangemens que la Porte a des vues ultérieures pour chercher à se débarrasser de ses ennemis intérieurs et augmenter son trésor.

A l'appui de toutes ces conjectures viennent encore les nouvelles suivantes de Stockholm et de Copenhague : des avis de cette premiere ville disent qu'on s'y occupe avec beaucoup d'ardeur d'un armement maritime, et que tous les chantiers travaillent à l'equipement de galeres et de chaloupes canonnieres. L'attention publique est encore plus éveillée par la promotion militaire faite le 8 avril dernier ; le gouvernement a élevé au grade de généraux majors le colonel baron Wreede, le comte de Horn, le baron de Essen et monsieur Griepenborg ; on a fait partir le premier en toute diligence pour la Finlande, et ordonné à plusieurs officiers de marque d'aller en toute diligence rejoindre leurs corps respectifs.

Le secrétaire d'ambassade de France, M. Frameries, est enfin arrivé, ainsi que M. Delille, consul général à Gothembourg, qui s'est transporté dans la capitale.

Des lettres de Copenhague du 9 mai, assurent que non-seulement la flotte légere de Stockholm doit se mettre en activité de service, mais même que le gouvernement a fait passer à Carlscrone l'ordre d'armer huit vaisseaux de ligne et un nombre proportionné de frégates. Ces lettres ajoutent : Nous ne savons pas encore si cette année quelques vaisseaux suédois se joindront à ceux que nous armons et pour lesquels il est arrivé de Norwege et d'autres provinces, la majeure partie des équipages dont ils ont besoin, mais il est probable que cette jonction aura lieu. — On sait aussi par des lettres de Berlin, que jamais le départ et l'arrivée des courriers concernant les affaires du Nord, n'ont été si fréquens : les conférences entre le

Digitized by Google

ministre prussien et les envoyés de Suede, de Danemarck et de Russie, se succedent rapidement. D'ailleurs, tout reste en Prusse sur le pied de guerre; on fait plus, on presse, avec beaucoup d'activité, la levée de nouvelles recrues. Nos politiques concluent de tous ces mouvemens qu'une nouvelle guerre se prépare dans le nord.

De Francfort-sur-le-Mein, le 16 mai.

Déclaration de S. M. le roi de Prusse à ses très-hauts et hauts co-états de l'Empire, relativement au traité de paix conclu le 5 avril 1795 avec la République Française. (Remise à la diete de Ratisbonne).

« Sa majesté le roi de Prusse se voit maintenant dans la situation agréable d'annoncer à ses très-hauts et hauts co-états de l'Empire, un événement dont les suites heureuses intéressent de très-près tout l'empire d'Allemagne. La guerre si remplie d'événemens, qui trop long-tems pour l'humanité souffrante a répandu la mort et la dévastation sur une si vaste étendue de pays, vient enfin d'atteindre son terme pour S. M. Un heureux traité de paix a été signé entre S. M. et la République Française, le 5 avril 1795, et a été ensuite ratifié. Cette paix procure aux états prussiens le repos et un bien-être stable; elle offre en même tems à tous les états de l'Empire un chemin frayé pour obtenir le même avantage, et assure deja à une grande partie de l'Allemagne protection et sûreté contre les ravages et les calamités de la guerre. S. M., animée d'une juste confiance que tout l'empire d'Allemagne applaudira à sa conduite et approuvera ses démarches, ne veut pas différer d'expliquer ouvertement les motifs, les intentions et les souhaits qui l'ont dirigé dans cet œuvre de paix.

» S. M., animée du sentiment le plus pur, espere qu'on reconnaitra que ses motifs ont été dirigés par la nécessité impérieuse des circonstances, et non par aucunes vues personnelles et d'intérêt, et que la même sincérité se manifeste dans la part qu'elle prend à la grande affaire qui agite aujourd'hui l'Europe. Elle demande aux contemporains, et elle laisse à la postérité de décider si sa conduite est susceptible de reproche, lorsque son intérêt dans cette guerre n'était point immediat ni personnel, lorsqu'elle y a pris part, sans consulter son avantage particulier, mais seulement pour justifier de son zele pour le bien des affaires generales, seulement par un effet du patriotisme qui l'anime, toutes les fois que la patrie allemande a à souffrir toutes les fois qu'il s'agit de sa défense et de sa sûreté.

» Pour atteindre ce but si généreux et si universellement utile, S. M. a non-seulement très-fidelement et très-completement rempli ses engagemens comme allié et état d'Empire,

Digitized by Google

mais elle les a surpassés avec une constance sans exemple, et elle a fait à cet égard tous les sacrifices que les forces des états prussiens pouvaient comporter. Elle a soutenu pendant trois années des combats sanglans avec une armée formidable, composée de troupes d'élite. Elle a entretenu cette armée à une grande distance de ses états, dans un pays étranger dépourvu de vivres, et obligée de s'en procurer à un prix excessif. Indépendamment des entraves et des difficultés sans cesse renaissantes qu'elle a eues à souffrir, elle a transporté hors de ses états des trésors qui y sont demeurés, et tout cela pour arrêter les progrès d'un ennemi aussi redoutable par sa force que par son bonheur dans la guerre. Pour garantir le territoire de l'Allemagne de la rapidité de ce torrent, elle a épuisé tout ce qu'elle avait de moyens, et elle a employé toute sa force pour acquérir le difficile mérite d'être, dans les crises les plus dangereuses, le défenseur et le sauveur de l'Allemagne.

» La postérité s'entretiendra avec les expressions de la gratitude des efforts des armées prussiennes. Elle racontera que ce furent les armées prussiennes qui sauverent avec courage et célérité l'Empire de la premiere incursion du général Custines, faite à l'improviste, avant que l'on pût s'y attendre, avant la déclaration de la guerre; que ce furent elles qui repousserent l'ennemi des territoires qu'il avait envahis; qui reconquirent Francfort et Mayence, qui réunirent et rassurerent l'Allemagne déja déchirée et alarmée.

» Elle racontera comment les armées prussiennes, pendant toute la durée des trois campagnes, défendirent la plus grande partie du Rhin; comment lorsqu'à droite et à gauche, malheur sur malheur tombait sur les armes alliés, couvrirent toujours le Rhin, et présenterent à l'ennemi un rempart inexpugnable contre le cœur de l'Allemagne; comment elles se hâterent de se rendre là où le danger était imminent, lorsque par un destin toujours contraire les Pays-Bas furent enlevés aux alliés, lorsque le nord de l'Empire sans défense était ouvert aux vainqueurs.

» Enfin, elle racontera comment les armées prussiennes sauverent et garderent, avec les troupes westphaliennes du roi, toutes les contrées de ce cercle et tous les pays situés en arriere.

» La postérité n'oubliera pas que pour rendre de si importans services à la patrie germanique, le sang prussien a été répandu, a inondé ses frontieres; que des trésors immenses ont été prodigués par l'état prussien, et cela dans un tems où le roi étant engagé dans une multitude d'embarras guerriers, était obligé de défendre, avec le reste de son armée, les provinces opposées de sa monarchie contre les insurrections et les brigandages des Polonais limitrophes.

» Il était évident pour tout observateur qui avait calculé

Digitized by Google

la mesure des forces et des moyens des états, que cette guerre, faite de part et d'autre avec une bravoure si soutenue, si dépeuplante, si dévastatrice, et en tout point si ruineuse, devenait un grand objet de sollicitude pour le roi, en raison du trop grand éloignement de son royaume, mais sur-tout en raison de ce que la durée d'une guerre de cette espece minerait insensiblement ses forces, et le mettrait dans l'impossibilité de la continuer.

» S. M. s'est ouverte sans détour à différentes fois sur ce point, à ses hauts alliés et co-états de l'Empire. Cette ouverture eut lieu particulierement au commencement de l'année derniere, où elle fut forcée de déclarer à l'Empire qu'il lui était absolument impossible de porter plus long-tems, sans secours et assistance, le fardeau d'une guerre qu'elle avait soutenue jusqu'à ce moment uniquement de ses propres moyens, et que si l'Empire ne voulait pas se voir abandonné à son sort et à sa propre défense par la retraite de la plus grande partie des troupes prussiennes, il devait se charger de l'entretien de ces troupes. Mais les propositions tendantes à cet objet furent reçues presque par-tout dans l'Empire avec une indifférence qui annonçait des dispositions contraires : réception qui réellement ne répondait guères aux bonnes intentions du roi et à sa protection si importante pour l'Empire, et qui devait conséquemment faire prendre à S. M. la résolution de donner dès-lors une suite à cette déclaration.

» Cependant, à la même époque, S. M. le roi de la Grande-Bretagne fit des propositions de subsides qui devaient faire cesser la cause de cette révolution, et fournir à S. M. les moyens de continuer la guerre. La part qu'elle y avait prise jusqu'à ce moment était trop le résultat de désintéressé de ses soins à remplir fidelement toutes ses alliances et ses engagemens, de son zele loyal à s'opposer autant qu'il serait possible aux dévastations toujours croissantes des factions qui désolaient alors la France, et aux horreurs de toute espece auxquelles elles se livraient; c'était trop l'ouvrage pur d'un attachement patriotique à l'Empire d'Allemagne et d'un desir profond et brûlant de soutenir de toutes ses forces sa constitution ébranlée et son bien-être altéré. — S. M. prêta l'oreille aux propositions de l'Angleterre, et l'Empire menacé continua de jouir de la protection de l'armée prussienne.

» Les subsides, qui ne pouvaient cependant être regardés que comme une assistance très bornée, ne durerent pas longtems, et bientôt il cesserent d'être fournis, et tout le fardeau de la guerre retomba de nouveau sur les propres moyens seuls du roi.

» Si, à cette époque, S. M. en conséquence de ses dé-

Digitized by Google

clarations précédentes, eût voulu abandonner l'Empire à lui-même et à ses faibles moyens de défense, son sort eût peut être été déjà décidé d'une manière déplorable, dans un moment où l'aurore de la paix ne brillait point encore, où le malheur se répandait de tous côtés sur les frontières de l'Allemagne et dans les pays situés en avant, où par-tout de tristes présages et l'exemple des provinces de l'Empire situées de l'autre côté du Rhin, devaient faire craindre que la plus grande partie de l'Allemagne, qui se trouvait sans défense, n'éprouvât le même sort que les Pays-Bas autrichiens, défendus avec tant d'énergie et cependant envahis, et les Provinces-Unies menacées de jour en jour du plus imminent danger.

» Cependant le roi demeura encore, dans cette crise extrême, le défenseur de l'Empire germanique. Bientôt son armée se porta vers la partie la plus menacée, vers le nord de l'Allemagne, qui était ouvert, et elle parvint encore à le sauver contre l'ennemi de l'Empire qui s'avançait avec des forces supérieures et l'audace que donne la fortune et l'habitude du succès.

» Mais cette continuation de sacrifices, cette marche d'une armée nombreuse en Westphalie, les soins si pénibles et si dispendieux de son approvisionnement dans un pays si peu fertile et déjà si épuisé; ce fut là le dernier effort possible de la Prusse pour cette guerre. Après trois années d'émissions continuelles et presque incalculables d'argent des états prussiens, après une guerre soutenue sans relâche pendant trois années consécutives, l'épuisement et la diminution des troupes, après l'envahissement par l'ennemi des provinces prussiennes situées au-delà du Rhin, et après l'influence sensible de ces circonstances sur la population, l'entretien et le bien-être des autres provinces, la continuation de la guerre par ses propres moyens était une chose absolument impossible.

» Et de quel autre côté S. M. pouvait-elle encore se promettre de recevoir de l'assistance et de l'allégement, puisque l'Empire même n'avait pas voulu prendre sur lui l'approvisionnement des troupes prussiennes qui combattaient pour sa défense? Maintenant encore que ces troupes se trouvaient exposées, dans la Wesphalie épuisée, au danger de devoir lutter contre l'ennemi le plus redoutable, la discussion même que tous les états voisins et situés derrière elles, et dont une partie sont fort considérables, desiraient ardemment leur protection; ses états n'ont pu en aucune façon s'entendre entr'eux; nous ne disons pas pour l'établissement de magasin, mais même seulement pour la concession d'une exportation sans obstacle pour l'armée. L'on n'a pas même encore remboursé les frais énormes que le

Digitized by Google

roi a faits lors de la reprise de Mayence (1), et dans d'autres expéditions particulieres de cette nature, où l'armée prussienne a exécuté avec énergie et succès ce qu'une armée d'Empire seule pouvait avoir l'obligation de faire ; quoique la caisse militaire d'Empire existe uniquement pour semblables dépenses, et que les états de l'Empire aient accordé des contributions en mois romains si considérables et si réitérées ; quoique S. M. ait déja présenté si souvent ses prétentions incontestables, dont elle voulait faire déduire les mois romains qui tombent sur ces états de l'Empire.

» Et sur quelle coopération pour la continuation de la guerre, S. M. pouvait-elle compter pour l'avenir, sur tout lorsque la masse des forces opposées à l'ennemi de l'Empire se trouvait si considérablement diminuée par la défection des Provinces-Unies, et que par-là le côté le plus faible de l'Allemagne se trouvait ouvert à l'ennemi qui pouvait pénétrer dans le cœur. De tous côtés, s'offraient les tristes vestiges du malheur constant des armes alliées, et l'on ne pouvait gueres espérer un meilleur succès pour l'avenir. S. M. I. elle-même, qui ayant un intérêt multiplié, pressant et immédiat, et pouvant plus facilement employer de grandes forces, était le directeur suprême de la guerre ; avait déja témoigné, dans le milieu de l'année précédente à l'empire d'Allemagne, qu'il n'était plus en son pouvoir de le sauver sans un secours prompt et convenable en hommes et en argent. Et que restait-il alors à attendre de l'Empire même, qui ensuite, lorsque la crise augmenta, se trouva de plus en plus abandonné à lui-même et à la faiblesse progressive de ses moyens de défense ; qui arrêta à la vérité de porter ces moyens jusqu'au quintuple de l'armement de l'Empire, mais sans pouvoir s'en promettre plus d'effet que l'armement au triple existant jusqu'alors, attendu que tant de pays de l'Empire envahis par les Français ne pouvaient coopérer en aucune maniere, que la plupart des états de l'Empire étaient les uns épuisés par des malheurs et les frais de la guerre, les autres trop faibles par eux-mêmes et nullement armés ; et en général parce que cette guerre, comme toutes celles que l'Allemagne a soutenues autrefois, a confirmé l'expérience toujours renaissante, que la constitution guerriere de l'Empire offre maintes defectuosités qui résultent d'un tout composé de plusieurs parties différentes, et ne peut opérer efficacement par-tout sans l'assistance d'autres puissances.

---

(1) Ces frais, d'après un compte fait sur les données les plus modérées, et déja remis à tous ceux à qui il appartient, se montent à une somme de 2 millions 89 mille 961 reichsthalers 11 gros 2 pfenn.

Digitized by Google

» Certainement toutes les considérations que font naître ces rapports ainsi que d'autres, devinrent plus fortes et plus imposantes, lorsqu'à l'issue de la derniere campagne, d'un côté la crise menaçait d'atteindre le degré le plus dangereux, et que de l'autre il commença à s'élever en France, des ruines du système de terreur abattu, un régime plus solide de modération et de douceur, et un sentiment sage du besoin où la France était elle-même de la paix. Alors, l'Allemagne de son côté ne pouvait plus former qu'un vœu, qu'un desir.

» Si, après trois années marquées par la mort et la dévastation, les ressources de la guerre se trouvent entierement épuisées, que tout espoir d'un meilleur succès pour l'avenir est évanoui; s'il est de la plus grande évidence que la main puissante de la Providence a donné une direction si tranchante au torrent rapide des armées ennemies, et que toute tentative pour y opposer une digue soit reconnue inutile; si l'ennemi lui-même ne paraît pas éloigné de donner les mains à une paix, et qu'il y ait tout espoir d'obtenir davantage par-là, que par l'opiniâtreté à continuer la guerre..... Pouvait-il encore rester un choix à faire? un souverain sage et humain eût-il voulu voir encore les désastres de la guerre s'étendre de plus en plus sans mesure et sans but? Les provinces déja remplies de désolation n'étaient-elles point encore assez épuisées? L'humanité souffrante n'était-elle point assez abattue?

» Sa majesté le roi témoigna en conséquence le vœu si juste de son cœur, de voir bientôt la tranquillité et la paix rendue aux états prussiens, et s'il était possible aussi à l'empire de l'Allemagne. L'Empire sentit aussi lui-même, et témoigna presqu'universellement ce desir, et il commença à entamer une délibération formelle à la diete, sur les moyens d'atteindre un but aussi important. Des cercles entiers d'Empire et plusieurs des premiers princes de l'Allemagne s'adressèrent aussitôt à sa majesté en la priant d'aider de concert avec sa majesté l'Empereur à procurer à l'Empire une trêve et ensuite la paix. Par un effet de zele patriotique de plusieurs états pour leur bien-être et celui de l'Empire, on vit bientôt paraître la *conclusum* connu de la diete, dans lequel l'Empire témoignait avec dignité et de la maniere convenable son vœu pour la paix, et priait le chef suprême de l'Empire d'ouvrir les voies pour une tentative tendante à la paix, et de daigner s'entendre avec le roi, au sujet de la coopération de sa majesté.

» Cette ouverture de sa majesté impériale, comme premiere et suprême coopération, à laquelle celle du roi ne pouvait que se réunir, n'a point eu lieu, non plus qu'une intelligence spéciale avec sa majesté prussienne; au contraire, toutes les démarches ont eu lieu pour que tous les hauts états fournissent seulement pour la campagne de cette année

Digitized by Google

leur contribution à l'armement de l'Empire, quelque faible et quelque peu fructueuse qu'elle puisse être à l'avenir ; et il y a malheureusement de plus en plus d'apparence que l'Empire, malgré son inclination si solemnellement témoignée pour la paix, continuera de rester impliqué dans cette guerre malheureuse.

» Mais sa majesté qui dans une lutte de trois ans a déjà fait pour l'Empire les efforts les plus grands, les sacrifices les plus inappréciables, ne peut y joindre des impossibilités ; elle ne peut se sacrifier entierement et livrer à la destruction ses propres états pour prendre ultérieurement part à une guerre, dont l'issue la plus favorable possible aurait toujours pour résultat une négociation pour la paix telle qu'à présent. Toutes les considérations relatives aux relations extérieures et intérieures, tous les engagemens sacrés qui lient sa majesté au bien-être de ses provinces et de ses sujets qui soupirent après le repos et la paix ; tout ce que sa majesté doit au bonheur de son propre cœur, exigent impérieusement d'elle, qu'elle renonce à une guerre dont l'issue ne pourrait être qu'une perte irréparable.

» Sa majesté en conséquence n'a pas laissé échapper l'occasion que lui présentait la possibilité d'ouvrir et de pousser des négociations dans la ville de Bâle entre son plénipotentiaire et un plénipotentiaire Français. Ses bonnes intentions ont été couronnées d'un heureux succès, et sa majesté peut maintenant jouir de la douce satisfaction d'avoir donné le repos et un nouveau bien-être sans troubles à ses états.

» Mais sa majesté dans cet important événement, a aussi dirigé sur l'Empire son attention patriotique et sa prévoyance, autant qu'elle pouvait s'étendre. Elle n'était à la vérité nullement dans le cas de négocier pour lui, et de lui procurer aussi-tôt une paix formelle ; car, la premiere ouverture des voies et intelligence concertées du chef suprême de l'Empire n'ayant point eu lieu, il manquait à sa majesté une autorisation directe et déterminée de l'Empire, une légitimation suffisante envers le gouvernement français, ainsi qu'une connaissance plus précise des conditions de paix spéciales désirées par-tout et applicables par-tout. Cependant, sa majesté dans le sentiment intime de l'état déplorable de l'Empire et d'après les requisitions qui lui ont été faites à cette époque par plusieurs hauts états, a fait tout ce qui pouvait dépendre d'elle pour frayer le chemin par lequel tout l'Empire et tous les états en particulier pourraient arriver au but d'un si juste desir.

» A cet effet, il a été aussi stipulé formellement dans son traité de paix avec la République Française, une clause favorable pour tous les états de l'Empire qui, dans le terme de trois mois, feront des propositions de paix à la Répu-

Digitized by Google

blique Française, et en faveur desquels sa majesté interviendra à ce sujet. En même-tems, d'après une disposition particuliere, il a été arrêté pour tout le nord de l'Allemagne une certaine ligne de neutralité, qui formera une barriere contre toutes les entreprises hostiles de quel côté que ce soit, et assurera une sûreté et tranquillité entiere, tant aux provinces prussiennes qu'aux autres de l'Empire situées derriere cette ligne, sous la condition qu'ils s'abstiendront de toutes hostilités directes ou indirectes. Il a été également convenu que les Français rendraient tous les prisonniers qu'ils ont faits sur différentes troupes de l'Empire qui étaient en campagne avec l'armée prussienne.

» Tels sont les avantages que S. M. peut maintenant offrir à ses co-états de l'Empire. Elle se flatte que l'importance générale, du premier point sur-tout, ne manquera pas de faire sur eux l'impression qu'elle doit produire. On leur ouvre les voies pour la paix et une réconciliation. Voudront-ils rejetter cette offre sans faire aucune tentative ?

» Le roi donne ici l'assurance solemnelle d'étayer de tout son pouvoir et avec la bonne volonté la plus sincere et la plus cordiale tous ceux qui animés du desir de la paix, voudront s'adresser directement à la France, et qui demanderont l'appui de S. M. Elle remplira avec zele l'œuvre patriotique de fortifier dans toutes les occasions la République Française dans ses intentions pacifiques.

» S. M. se croira trop heureuse, ses vœux les plus ardens seront remplis, et ce sera pour elle la plus belle récompense des sacrifices multipliés qu'elle fait jusqu'à présent, si ces peines et cet évenement parviennent à répandre plus au loin les bénédictions de la paix, si les horreurs et les désastres d'une guerre si terrible sont entierement éloignés du territoire de la patrie et que le brave citoyen d'Allemagne, recouvrant le repos et la tranquillité, puisse exercer au sein du bonheur ses devoirs sociaux; si même aussi les autres nations de l'Europe, après des divisions si sanglantes, se reconcilient bientôt entr'elles pour pouvoir atteindre entierement, au milieu de la tranquillité et de la prospérité de leurs habitans, le seul but que tous les états doivent se proposer.

» Mais quelque tournure que ces grands objets prennent, et si même un sort malheureux réservait encore ultérieurement la guerre à l'Empire, S. M. ne peut que déclarer ici, uniquement et d'une maniere précise et formelle, qu'elle se voit obligée par son traité de paix de renoncer à prendre à l'avenir aucune part à la guerre, ainsi qu'à toute coopération par la fourniture d'un contingent ou la remise des mois romains, et de tenir dans les bornes de la plus exacte neutralité. S. M. a certainement rempli dans toute leur mesure et par des sacrifices inappréciables, pendant les trois campagnes qui ont eu

Digitized by Google

troubles une partie du commandement, vient le déposer entre les mains de la Convention; il déclare que son poste est à l'armée, et sollicite l'ordre de retourner aux frontieres. Il consacre à la Convention ainsi qu'à la patrie, son existence et son bras. Renvoi au comité militaire.

Séance d'octidi, 8 Prairial.

Les cavaliers et hussards de service auprès de la Convention, continuent de passer la nuit au bivac. Ce matin à dix heures, on les voyait enveloppés dans leur manteaux, dormant au milieu de leurs chevaux dont les longes étaient passées dans leurs bras. Les entours de la salle de la Convention sont toujours séverement gardés. Ces mesures ne paraissent point excessives à ceux qui savent que l'on n'en impose aux séditieux que par la vigilance et la vigueur des moyens.

Monnot donne lecture d'une lettre du représentant Masuyer, trouvée dans les papiers de Fouquier-Thinville, et qui arrache des larmes à tous les auditeurs; elle est adressée à ses amis, il leur recommande sa mémoire, sa famille et de payer ses dettes.

J'ai consacré tous mes jours à la patrie, dit-il; depuis 8 mois la mort est suspendue sur ma tête. Je l'attends sans la braver et sans la craindre. Je recommande ma mémoire à mes amis. Les juges m'ont mis hors la loi, je ne murmure pas et je leur pardonne; mais ils devaient savoir que je ne me suis point enfui. Comment puis je donc être mis hors la loi? il faut périr, je ne regrette pas la vie, je ne cesse de faire des vœux pour la République. Ne désespérons jamais de son salut. Le tems viendra où vous pourrez relever le temple de la justice que les brigands ont abattu.

La Convention voulant jetter quelques fleurs sur la tombe d'un de ses membres assassiné par la tyrannie, essuyer les larmes de son épouse et de son pere, ordonne le paiement de ses indemnités et de ses dettes.

Coren-Fustier, au nom du comité des finances, fait décréter que l'admission des assignats portant l'empreinte de la royauté, de cinq livres et au-dessus, démonétisés par le décret du 24 floréal dernier, aura lieu pour le paiement des biens nationaux vendus, comme de ceux à vendre.

Thibaut annonce que le plan de finances sera présenté le lendemain.

Sieyes soumet à la discussion le traité de paix d'amitié et d'alliance entre la République Française et celle des Provinces-Unies, conclu à la Haye le 27 floréal dernier, ainsi que le réglement pour l'usage du port de Flessingue. Nous avons rapporté l'un et l'autre dans le numéro précédent, à l'article Nouvelles officielles.

Treilhard présente à son tour le nouveau traité conclu à

Digitized by Google

Basle le 28 du même mois avec le roi de Prusse sur l'établissement d'une ligne de démarcation entre les états respectifs et de neutralisation pour les princes d'Allemagne qui y sont compris.

Tous ces traités sont confirmés et ratifiés par l'Assemblée.

Thibaut, au nom du comité des finances, fait décréter que les loteries pour le retirement des assignats seront composées moitié en meubles et immeubles, et moitié en bons au porteur admissibles en paiement des biens nationaux à vendre. Il annonce que le prospectus de la première loterie paraîtra dans la décade. Il y aura cinquante lots de maisons, cent cinquante de meubles et trente-neuf mille huit cent de bons au porteur. Le nombre des billets sera d'un million à cinquante livres chacun. Il y aura un billet gagnant sur vingt cinq; ce qui fait quarante mille lots.

Doulcet, au nom des comités de salut public et de sûreté générale, donne lecture de plusieurs dépêches qui confirment la malheureuse nouvelle de Toulon. Chambon écrit de Marseille le 1er. prairial que le représentant Brunel a perdu la vie, après s'être exposé mille fois pour empêcher le pillage et l'assassinat à Toulon; que la flotte n'attendait qu'un vent favorable pour sortir du port, que les rebelles veulent s'en emparer pour la livrer aux Anglais, qu'ils ont pris le fort Lamalgue et délivré les détenus. Ces mouvemens ont eu lieu le 28 floréal.

Chiappe qui s'est échappé de Toulon le 1er. prairial, envoie le récit de ce qui s'est passé dans cette commune les 28, 29 et 30 du mois précédent, les rebelles manifestaient le dessein de s'opposer à la sortie de l'escadre. Le représentant Nion ne savait quel parti prendre, il paraissait abattu par la crainte. Chiappe le détermina à se rendre sur son bord pour faire sortir l'escadre; mais le vent était contraire, la sortie ne put s'effectuer le 30. A sept heures, les révoltés font battre la générale; les bons citoyens sont frappés d'épouvante. On députe vers Chiappe, pour lui demander l'ordre de faire entrer l'escadre dans le port. Donner un pareil ordre c'était tout perdre; car plusieurs équipages étaient dans les mêmes dispositions que les révoltés. Chiappe résiste aux sollicitations, aux menaces. Il reste exposé, pendant huit heures, aux plus horribles vociférations, dans la salle même où était le corps du représentant Brunel. A une heure du matin, des officiers municipaux viennent, au nom de la commune, demander la rentrée des équipages. On déclare à Chiappe que les Toulonnais formeront le noyau d'une armée qui doit marcher sur Paris; que la troupe se rendra d'abord à Marseille, où elle se grossira de ses nombreux partisans; et qu'avant de sortir du Midi, elle sera forte au moins

Digitized by Google

de vingt-cinq mille hommes ; que celui qui se mettra à la tête de l'expédition, aura des droits à la reconnaissance de la patrie, puisqu'il l'aura sauvée, et que son nom sera immortalisé. Chiappe, voyant que la raison et la loi n'ont plus d'empire, songe aux moyens de quitter la ville rebelle. A quatre heures du matin, il se rend seul et *incognito* aux barrieres. On s'oppose à sa sortie. Il retourne chez lui, et declare, comme représentant du peuple, qu'il veut quitter Toulon pour se rendre à son poste. Après beaucoup d'instances, on lui donne un bataillon pour proteger sa sortie ; mais ce bataillon l'abandonne en chemin, et vers la barriere il se présente une force armée pour lui fermer le passage. Il tire son sabre ; ses quatre compagnons en font autant ; on les couche en joue, on leur oppose les bayonnettes ; ils écartent les obstacles, piquent des deux et francnissent la barriere : un seul est blessé legerement. Chiappe donne des éloges aux quatre républicains qui ont partagé ses dangers. Il termine sa dépêche en observant qu'il y a assez de bons citoyens dans le midi pour contenir les factieux. Il ajoute que les rebelles tenaient leurs conciliabules chez Charbonnier, et disaient hautement qu'il fallait agir pour la *montagne persécutée*.

Après la lecture de ces pieces, Doulcet allait proposer les mesures arrêtées par les comités, lorsqu'on lui apporta une autre dépêche de Chambon, datée de Marseille, le 3 prairial. Une force imposante est en marche sur Toulon, écrit ce représentant. Mouret est nommé général en chef. L'escadre est encore dans la grande rade, ce qui est très-important. Notre collegue Charbonnier, sa famille et celle d'Escudier paraissent jouer leur rôle parmi les révoltés. — (Ici la lecture est interrompue.) Boursault s'écrie qu'Escudier vient de sortir : il demande qu'on mette les scellés sur ses papiers. Décrété. — Legendre : J'ai vu Laignelot qui a appellé Escudier et Ricord, et ils sont sortis ensemble. — Blad : Laignelot a assassiné à Brest. — Un autre membre : Salicetti a des liaisons secrettes dans le Midi ; il confere habituellement avec Escudier. (Bruit.) — La Convention décrete d'arrestation Escudier, Rivord, Laignelot et Salicetti : les scellés seront apposés sur leurs papiers.

Doulcet présente un projet qui est décrété, et dont voici les dispositions. 1°. Le comité de salut public est chargé de prendre toutes les mesures militaires propres à faire rentrer la ville de Toulon dans l'obéissance. 2°. la Convention approuve la conduite des représentans à Marseille, et les investit des mêmes pouvoirs que ceux près les armées. Ils établiront une commission militaire pour juger les conspirateurs de Toulon. 3°. Rouhier se rendra près l'armée navale. 4°. le procureur-général-syndic du département du Var, rendra compte de l'exécution des lois relatives aux émigrés.

Digitized by Google

Bourdon demande la mise hors de la loi de Charbonnier. Clausel s'y oppose, mais il observe qu'en ne frappant pas les conspirateurs du 12 germinal, l'on a fait naître les mouvemens du 1er. prairial, que l'on a puni quelques gendarmes et canonniers égarés, et qu'il faut enfin se prononcer contre les instigateurs. Il demande que Rhul, Romme, Duroy, Goujon, Forestier, Albitte, Bourbotte, Duquesnoy, Prieur (de la Marne,) Soubrany et Peyssard, décrétés d'accusation, soient renvoyés devant la commission militaire. Cette proposition est décrétée.

Il s'élève une discussion sur Thirion et Panis; le premier est prévenu d'avoir servi de secrétaire pendant que les révoltés étaient maîtres de la Convention; et le second, d'avoir contribué aux massacres des 1er. et 2 septembre. Ils sont décrétés d'arrestation, et Charbonnier d'accusation. Ce dernier sera jugé par la commission militaire de Toulon.

Séance de nonidi, 9 Prairial.

L'on remarque parmi les nombreuses adresses qui sont lues au commencement de la séance, celle des Lyonnais qui est énergique, et dans laquelle ils annoncent qu'ils sont disposés à descendre jusqu'au dernier au tombeau, avant que la Convention reste sans défenseurs. (Applaudi.)

Merlin (de Douay) dit que beaucoup de prisonniers de guerre se sont évadés du lieu de leur détention et se sont rendus à Paris, sans doute pour favoriser les projets des conspirateurs, et il fait décréter :

« Art. 1er. Tout individu fait prisonnier de guerre par les armées de la République, et retenu en France comme tel, qui, sans permission du gouvernement, sortira du lieu fixé pour sa détention ou sa résidence, sera puni de six années de fers : s'il est trouvé dans le département de Paris, il sera puni de mort.

» II. Tout prisonnier de guerre, même échangé, qui se trouve actuellement dans le département de Paris, sans ordre exprès du gouvernement, est tenu d'en sortir dans les vingt-quatre heures de la publication du présent décret. Passé ce délai, tout contrevenant sera puni de mort.

» III. Les peines portées par le présent décret seront appliquées par une commission militaire de cinq membres, qui sera établie dans le chef lieu du district de l'arrestation du contrevenant. Cette commission sera nommée par le général commandant la division dans l'arrondissement duquel elle devra tenir ses séances. »

Les trois membres chargés de la direction de la force armée de Paris, jugeant que les circonstances n'exigent plus qu'ils restent investis de leurs pouvoirs, viennent les remettre à la Convention, et demandent la mention honorable de la con-

Digitized by Google

duite des autorités constituées de Paris, des citoyens de la garde nationale, des troupes de ligne, cavalerie et infanterie, du général Menou et de son état-major, des chefs des différens corps, des commissaires-ordonnateurs et des commissions exécutives, qui chacun dans sa partie, ont concouru au rétablissement de l'ordre.

La mention honorable est adoptée, mais les pouvoirs des trois membres sont continués.

Guyomard, au nom du comité de sûreté générale, fait décréter que les sections de Paris termineront dans la séance de décadi les opérations de désarmement et d'arrestation dont elles avaient été chargées par un précédent décret.

Henri Lariviere dit que le sang innocent crie vengeance contre les membres des anciens comités de gouvernement, que la Convention doit être comme la femme de César, même à l'abri du soupçon, et il demande l'arrestation provisoire de Carnot et de Lindet.

Carnot rappelle qu'il était en guerre perpétuelle avec Robespierre, qu'il ne s'occupait au comité de salut public que de la partie militaire, que tout autre objet lui était étranger. Il convient d'avoir déclaré à la Convention qu'il ne séparerait pas sa cause de celle des trois grands coupables, mais il pense que l'Assemblée a droit de la séparer.

Gouly croit qu'il faut étendre la mesure de l'arrestation sur tous les membres des comités de l'ancien gouvernement. Plusieurs membres proposent des exceptions en faveur de quelques-uns. Les inculpés font la plupart leur apologie.

Henri Lariviere leur réplique qu'il n'y a point de scélérat qui n'ait quelque vertu à publier. On met aux voix successivement les arrestations de ces membres; Robert Lindet, Vouland, Jean-Bon-Saint-André, Jagot, Elie Lacoste, Lavicomterie, David, Dubarran et Bernard (de Saintes) sont décrétés d'arrestation. Carnot, Prieur (de la Côte-d'or) et Louis (du Bas-Rhin) sont exceptés.

Les représentans du peuple Dumas et Réal, près les armées d'Italie et des Alpes, écrivent qu'il y a eu trois actions entre l'ennemi et nous, et que nos freres d'armes ont eu chaque fois l'avantage. Les Piémontais ont été forcés dans le village de Tricle. Dans la premiere affaire, nous nous sommes emparés du poste important du col du Mont; dans la seconde, nous avons repoussé du mont Saint-Bernard l'ennemi qui voulait s'y loger: dans la troisieme, sa perte est de plus de cinq cents hommes tués, blessés ou faits prisonniers, et la nôtre n'excede pas 60 hommes. (*Voyez les* Nouvelles officielles.)

Séance de décadi, 10 *Prairial*.

Merlin (de Thionville) écrit de Strasbourg que l'armée du Rhin toute entiere est indignée de l'attentat commis le 1^er^. prai-

Digitized by Google

rial sur la représentation nationale, et qu'il n'attend que les ordres pour la faire marcher contre les révoltés. Applaudi.

André Dumont, en mission dans les départemens environnans Paris, fait part d'un arrêté qu'il a pris, et dont il demande la confirmation. Il porte que tout individu des armées, qui aura soustrait ses armes, ou en sera trouvé saisi, sera conduit à la maison d'arrêt. Il demande que si on trouve la peine de la déportation trop forte pour ce délit, on inflige du moins celle de la détention, parce qu'il ne suffit pas de faire des lois, et qu'il faut encore par des peines justes et sévères les faire respecter et observer. Renvoi au comité de sûreté générale.

Balan, au nom du comité des finances, présente un plan de vente des biens nationaux, qui par les avantages qu'il présente aux acheteurs doit favoriser la rentrée des assignats, et par conséquent faire baisser le prix des denrées. Plus les biens nationaux se vendent cher, moins les assignats ont de valeur. En 1790, ils se vendaient au plus au denier cinquante, c'est-à-dire à cinquante fois leur revenu; aujourd'hui, ils se vendent jusqu'à cent cinquante fois leur produit annuel. Balan propose de prendre un terme moyen, et d'en fixer le prix à soixante et quinze. Son projet est adopté en ces termes :

" Art. Ier. Chaque citoyen pourra se faire adjuger, sans enchere, tel bien national à vendre qu'il desirera, par le directoire du district où il est situé, si alors la vente n'en est pas commencée, en se soumettant par écrit sur un régistre à ce destiné, à payer le denier 75 du revenu annuel de 1790 (vieux style) pris sur les beaux alors existans, c'est-à-dire 75 fois ce même revenu certifié véritable par le fermier.

" II. L'adjudication sera faite le même jour que la soumission, ou au plus tard dans les deux jours suivans, à la charge de solder le prix de la vente en trois paiemens égaux dont le premier sera effectué dans le mois du jour de l'adjudication, le second un mois après, et le troisieme dans le cours du troisieme, mais avec les intérêts depuis la jouissance de l'acquéreur, qui ne pourra entrer en possession qu'après avoir effectué les deux premiers paiemens.

" III. A défaut de paiement à chaque terme indiqué, il sera déchu de son adjudication, et remboursé de ce qu'il aura déja donné, déduction faite des frais en *bons* au porteur, délivrés par la trésorerie nationale, et admissibles en paiement d'autres biens nationaux à vendre.

" IV. Dans le cas où le fermier serait obligé par son bail au payement de la contribution fonciere, en tout ou en partie, ou assujetti à quelques autres charges, le montant ou l'évaluation de son obligation à cet égard sera ajouté au loyer en fermage, pour fixer le prix de la vente au denier 75.

Digitized by Google

» V. Quant aux biens nationaux qui n'étaient pas loués pour une somme fixée en 1790, leur revenu sera présumé être cinq fois le montant du principal de la contribution fonciere de l'année 1792, lequel revenu présumé servira de base pour leur vente au denier 75.

» VI. En cas de concurrence, le bien sera adjugé à celui qui l'aura demandé, et soumissionné le premier aux conditions ci-dessus; mais si plusieurs personnes se présentent en même-tems pour cet objet, le sort décidera entr'elles de la priorité.

» VII. Les ventes continueront néanmoins d'avoir lieu suivant les lois précédentes pour ceux des biens nationaux qui ne se trouveront pas vendus par ce nouveau mode.

» VIII. Les ventes seront publiées et affichées tous les deux mois dans le bulletin de correspondance.

» IX. Tous les assignats provenans des ventes dont il s'agit seront annullés et brûlés en la forme ordinaire. »

Baudin, au nom du comité militaire, appelle l'attention de la Convention sur la classe des ouvriers et des indigens, qu'un travail pénible et assidu dans les circonstances difficiles où nous sommes peut à peine faire atteindre au prix des denrées, et qui se voient obligés de faire le sacrifice de plusieurs journées pour monter la garde. Il propose, et la Convention decrete que ces citoyens pourront se dispenser du service de la garde nationale, en prévenant l'état-major de leur bataillon ou section.

Lesage (d'Eure et Loir) demande la suppression de la commission militaire etablie pour juger les conspirateurs du 1^er. prairial et jours suivans. Il dit que cette institution, nécessaire dans un tems de révolte, serait dangereuse pour la liberté lorsque la tranquillité est rétablie. Il veut que ceux qui n'ont pas encore été jugés soient renvoyés aux tribunaux ordinaires. Il est appuyé par Lanjuinais, Louvet, Legendre et Freron; mais Lariviere s'y oppose. Il craint que ce calme soit trompeur, et qu'on ne dise que la Convention a supprimé la commission lorsqu'elle allait juger ses membres. Bourdon est du même avis. La motion de Lesage est écartée par la question préalable.

Séance de primedi, 11 *Prairial*.

Les représentans du peuple, en mission dans les départemens du Midi, font part des préparatifs dirigés contre les rebelles de Toulon, ils sont tels qu'ils assurent un plein succès, et que la derniere heure des terroristes sonne dans le Midi. (Applaudi).

Douze sections de Paris viennent féliciter la Convention, quelques-unes demandent la révision de la constitution de 1793 qui leur est suspecte sur-tout depuis qu'elle a servi de point de ralliement aux rebelles de Paris et de Toulon.

Digitized by Google

La section de Bon-Conseil dénonce le député Sergent, comme ayant participé aux massacres du 2 septembre.

Corenfustier, au nom du comité des finances, propose la suppression du tribunal révolutionnaire, et le renvoi pardevant les tribunaux criminels compétens des accusations portées devant le premier, et des procédures commencées pour faire juger les prévenus conformément au code pénal.

Denzel observe qu'un pareil projet n'est pas de la compétence du comité des finances, et que le comité de législation peut lui seul le présenter, comme faisant partie de ses attributions. Il en demande le renvoi à ce comité. Décrété.

Laujuinais, au nom des comités de législation, de salut public et de sûreté générale, fait un rapport sur les difficultés que l'exécution de la loi du 3 ventôse, concernant l'exercice des cultes, a éprouvées. Il dit que plusieurs autorités constituées continuent le système persécuteur des Chaumette et des Hébert; que dans les départemens de l'Ouest, le foyer de la révolte s'est trouvé là où l'athéisme exerçait ses ravages; que la justice, la raison et le vœu public sollicitent l'ouverture des églises, que la politique est d'accord avec eux, et que ces édifices ne cesseront pas d'être des propriétés nationales, de même que les maisons communes, en conservant leur ancienne destination. Il annonce un reglement de police sur l'exercice des cultes. Son projet de décret est adopté en ces termes :

1°. Les citoyens des communes et sections de communes de la République, auront provisoirement le libre usage des édifices maintenant appartenans à la nation et non aliénés, destinés originairement à l'exercice de plusieurs cultes et dont ils étaient en possession au 1er. vendémiaire, an II.

2°. Ils s'en serviront sous la surveillance des autorités constituées, tant pour l'exercice de leur culte, que pour les assemblées ordonnées par la loi.

3°. Ces édifices leur seront remis dans l'état où ils se trouvent, à la charge de les entretenir et réparer sans contribution forcée.

4°. Il ne sera donné qu'un seul édifice pour chacun des douze arrondissemens de Paris. Le directoire du département donnera de préférence, ceux qui sont les plus convenables quant à la centralité ou à l'étendue, et qui sont dans le meilleur état de conservation.

5°. Lorsque les citoyens réclameront concurremment l'usage d'un édifice pour l'exercice d'un culte différent, ou prétendu tel, il leur sera commun : les municipalités fixeront, pour l'exercice de chaque culte, les jours et heures convenables.

6°. Nul ne pourra remplir de ministère dans lesdits édi-

Digitized by Google

ices, à moins qu'il ne se soit fait délivrer un acte de soumission aux lois de la République.

7°. Les ministres qui contreviendront au présent article, et les citoyens qui les auront appelés ou admis, seront punis chacun de mille livres d'amende, par forme de police correctionnelle.

8°. Les municipalités et corps administratifs sont chargés de l'exécution de la présente loi, dont l'insertion au bulletin servira de promulgation.

Rewbell, qui est resté à la Haye, écrit que les états-généraux ont ratifié le traité d'alliance et d'amitié conclu avec la République Française.

Doucet donne les nouvelles qui viennent d'arriver de Toulon. Les rebelles ont attiré par une perfidie les représentans Guerin et Poultier dans leurs murs et les y retiennent comme des ôtages. Ils ont ensuite voulu marcher sur Marseille, mais ils ont été complettement battus, et s'ils ne posent les armes, et ne rendent les représentans, ils seront bientôt exterminés. Déja plusieurs de leurs chefs sont arrêtés. La garnison ne prend aucune part à la révolte. L'escadre est dans la grande rade et hors de leur portée. La division de Brest est dans les meilleurs principes. Celle de Toulon donne quelques inquiétudes, cependant il y a lieu de croire que tout est en ordre sur les vaisseaux.

Doucet propose de retirer aux représentans détenus les pouvoirs dont ils sont investis, pour se précautionner contre l'abus qu'on pourrait faire de leur captivité. Cette proposition est décrétée.

PARIS. *Quartidi*, 14 *Prairial*, 3e. *année de la République.*

Les événemens qui viennent de se passer, et qui ont menacé de si près la chose publique, ont enfin ramené l'esprit public et la Convention au sentiment de leur véritable intérêt. Chacun de ceux qui ont quelque chose à perdre s'est convaincu de la nécessité de se rallier à la représentation nationale, et de défendre leurs propriétés, leurs foyers, leur famille, des fureurs d'une populace égarée que des scélérats ont trop long-tems nourrie de l'espoir du pillage et des idées de meurtre, de sang et de massacre. Le désarmement de ces hommes qui n'ont dans le cœur aucun sentiment de patrie, d'ordre public et de respect pour les lois, s'est effectué dans toutes les sections; les plus connus d'entre eux par leurs principes de terrorisme, ou pour avoir pris part

Digitized by Google

aux affreuses journées de septembre, ont été mis en arrestation. On en porte le nombre à plus de dix mille. Il serait extraordinaire qu'il ne se fût pas mêlé dans cette mesure de sûreté publique, des soupçons trop légers, ou des actes de ressentiment particulier; mais ces erreurs ou ces injustices seront bientôt réparées, et il ne restera dans l'impuissance de nuire que ceux qui doivent véritablement y rester.

La Convention, en continuant de s'épurer, acquiert de nouveaux droits à la confiance. C'est une nécessité cruelle que celle de porter atteinte à un principe; mais cette révolution a fait voir tant d'oubli de principes de la part de ceux qui devaient les respecter pour eux-mêmes, que l'on est entraîné à n'en reconnaître plus qu'un seul, celui qui peut mettre promptement un terme à la révolution. Pendant plusieurs jours, le Carrouzel et les Tuileries ont été fermés et gardés par des corps de cavalerie. Nul n'assistait aux séances de la Convention que les journalistes et les citoyens qui en forment la garde. Cette mesure n'a fait naître aucun mécontentement, parce que chacun sent qu'elle est nécessaire; si elle eût été prise dans toutes les circonstances orageuses, elle aurait prévenu bien des événemens désastreux; mais telle est la nature des choses que l'on ne songe au remede qu'après l'épreuve de l'expérience. On s'attend que la réaction des derniers événemens aura quelqu'influence sur les lois organiques que prépare la commission des onze, et que les bases de l'ordre social seront posées sur des principes plus sûrs et plus conformes à l'intérêt public. On présume que le travail de la commission paraîtra avant la fin du mois. Faire vîte est très-bon, mais faire bien est encore mieux.

Le camp qui avait été placé dans les Tuileries vient d'être transporté dans la plaine des sablons; il paraît qu'il n'y aura plus de service auprès de la Convention qu'un détachement tiré du camp, et qui chaque jour sera renouvellé.

Le tribunal révolutionnaire vient d'être supprimé; les délits dont la connaissance lui était attribuée seront jugés par les tribunaux criminels ordinaires. Cependant la commission militaire est toujours en activité, et a condamné plusieurs auteurs ou complices de la derniere révolte.

Des convois de farine arrivent journellement à Paris, et tous les moulins des environs de cette commune sont en requisition pour moudre les grains. Cependant la distribution du

Digitized by Google

pain est toujours à peu près aussi modique. On assure qu'elle ne sera augmentée que lorsque les subsistances seront assurées pour un mois.

Les dernieres lettres de Marseille confirment que les rebelles de Toulon, qui étaient sortis pour se porter sur cette commune, ont été repoussés et défaits par les Marseillais. Les principaux chefs ont été arrêtés; ce sont des hommes inconnus, qui paraissent avoir été vomis par l'Angleterre. Tout le Midi se leve contre eux, et une armée de 30 mille hommes marche pour les réduire. On est assuré que l'escadre est dans la grande rade hors de toute atteinte. L'équipage de la division de Brest est dans les meilleurs principes, et les mouvemens qui se sont manifestés dans une partie de la division de Toulon ne tarderont pas à être réprimés. La presque totalité de la garnison n'a pris aucune part à la révolte.

Des lettres du midi annoncent qu'il vient d'arriver à Livourne un vaisseau d'Alexandrie, en Egypte, qui a rapporté que la premiere récolte était déja faite sur les côtes de Barbarie; qu'elle a été fort abondante, et que déja plus de 300 bâtimens, chargés d'orge et de froment, étaient partis pour divers ports de l'Europe.

Il venait aussi d'arriver à Livourne plusieurs navires chargés de grains, venant de Naples et de Sicile. Les lettres qui nous apprennent ces détails ajoutent que les Français venaient de prendre un paquebot anglais, allant à Londres, chargé d'argent. Cinq valises remplies de lettres ont été jettées à la mer par les Anglais.

L'extrait d'une lettre de Nantes, du 3 prairial, porte: « On vous trompe, quand on vous dit que les chouans continuent leurs ravages dans nos cantons. La paix est très-solidement faite avec eux, aux mêmes conditions qu'avec les vendéens. Ils formeront comme avant une garde territoriale de deux mille hommes, soldée par la République. En attendant, ils exercent la police la plus sévere contre ceux qui, sous le nom de chouans, se permettent quelque violence sur les grandes routes ou dans les petites communes. On en avait déja fusillé plus de 50 qui avaient volé ou assassiné des voyageurs.

» Les vrais chouans vivent en très-bonne intelligence avec les gardes nationales des départemens voisins, et ils se donnent réciproquement des dîners. En venant ici, j'ai rencontré à Aucenis le bataillon d'Arras qui venait d'installer à Varade un bataillon de chouans, lequel avait demandé à y remplacer celui d'Arras pour la garde des mines. »

Les émigrés s'agitent beaucoup en Suisse pour tâcher de faire tourner les événemens au profit du rétablissement de la

Digitized by Google

royauté constitutionnelle. Voici l'extrait d'une lettre insérée dans tous les papiers publics, afin que les bons citoyens, à l'exemple du gouvernement, se tiennent en garde contre de pareilles manœuvres.

« Madame de Staël est partie de Lausanne le 26 floréal ; elle fut le même soir à Yverdun, où elle a logé à l'auberge jusqu'au 28, qu'elle a pris par Orbe, la route de Paris. Je sais que le 16 au soir elle avait auprès d'elle Narbonne, Mathieu Montmorency et Jaucourt ; madame de Lachâtre était aussi venue pour cette conférence.

» Madame de Staël, à son départ pour la France, a encore à Yverdun un rendez-vous avec plusieurs émigrés tels que Narbonne et autres. On assure que peu-à-peu tous les émigrés de cette classe, dispersés dans plusieurs pays, se réuniront au système d'un roi constitutionnel. »

On apprend de Bruxelles, en date du 30 floréal, que la jonction des armées du Rhin, de la Moselle et de Sambre-et-Meuse forme une masse tellement imposante et si bien distribuée, que tous les projets des généraux autrichiens doivent être déconcertés.

Le général Jourdan a établi un point de contact entre son armée et celle qui fait le siège de Luxembourg. On regarde la disposition actuelle de ce cordon comme une nouvelle preuve de l'habileté de ce général.

Les représentans du peuple ont arrêté que les déserteurs autrichiens qui se trouvent en grand nombre dans la Belgique et dans les Pays-Bas, seraient tenus de se présenter, sans délai, devant les autorités pour y faire constater leur nom, sous peine d'être arrêtés.

Le gouvernement français vient de donner l'ordre de rétablir le port de Nieuport, en Flandres, et d'en relever sur-le-champ les fortifications. On a mis en réquisition à cet effet un grand nombre de pionniers, de charpentiers et de maçons.

La corvette la *Muiette* est entrée au port de l'Orient ; elle revient de Saint-Domingue où elle était arrivée le 26 ventôse, après avoir fait en route deux prises richement chargées, l'une anglaise, l'autre espagnole. Le capitaine rend compte dans sa dépêche de plusieurs traités qu'il a reçu au Port-de-Paix et au Cap ; dont le maire est un nègre nommé Fleury. Malgré les insinuations perfides de quelques factieux, l'amitié et la concorde règnent entre les citoyens de toutes couleurs qui sont inviolablement attachés à la République Française, quoique depuis deux ans qu'ils soutiennent une guerre cruelle et qu'ils supportent la famine, ils n'aient reçu de France aucune nouvelle positive, aucun secours. Laveaux, (blanc), général en chef dans cette colonie, défend la partie qui est entre le Môle et la rivière Salée, dans la dépen-

dance de laquelle se trouve le Port-de-Paix. Le commandant, Villate, (mulâtre), défend la partie située entre cette rivière et le cordon de l'Est, dans la dépendance du Cap : cette partie de la colonie doit son salut à Villate. La partie de l'Ouest comprise depuis le Môle jusqu'aux portes de Saint-Marc est occupée et défendue par l'armée sous les ordres du commandant Toussaint Louverture, (noir africain). Ce commandant se disposait à faire le siege de Saint-Marc.

La partie du Sud est aussi vigoureusement défendue par les républicains, sous les ordres du commandant Rigaud, (mulâtre). Ce général, qui a repris le Cap Tiburon et Léogane, faisait le 12 germinal le siege du Port-au-Prince. Lors du départ de la *Muette*, les Anglais se trouvaient circonscrits dans la possession des villes de Môle, Jérémie, Saint-Marc et Port-au-Prince, qu'ils ne paraissent pas devoir posséder long-tems. Le fort Dauphin est au pouvoir des Espagnols. Les corsaires de Saint-Domingue ont fait des prodiges de valeur : leurs riches captures en tout genre ont contribué à sauver la colonie qui a manqué pendant quelque tems de munitions de guerre et des choses de premiere nécessité pour la vie. Dernierement, quatre chaloupes ont pris à l'abordage, dans les parages du cap Tiburon, une corvette anglaise de 84 canons de 9, et de 200 hommes d'équipage. On voit sur la rade du Cap plusieurs bâtimens anglais et espagnols, armés de 16 à 18 canons, pris à l'abordage par de très-petits corsaires français.

Si on croit les gazettes allemandes, le fameux Luchesini, actuellement ambassadeur de Prusse à la cour de Vienne, doit se rendre sous peu, avec le même titre, auprès de la République française.

Les mêmes gazettes prétendent que les ministres de Saxe et de Baviere ont déclaré à la diete de Ratisbonne, de la part de leurs princes qu'ils ne souscriraient aucun acte en qualité de co-états de l'Empire que de concert avec l'empereur.

Une pareille déclaration serait sur-tout surprenante de la part de l'électeur de Saxe, qui a toujours été dévoué à la Prusse, et qui par conséquent ne doit pas separer long-tems ses intérêts des siens.

On mande de Livourne, que l'escadre de l'amiral Hotham, forte de 17 vaisseaux de ligne et de 7 frégates, a mis à la voile le 9 mai, pour croiser sur les côtes de France.

Cette nouvelle mérite attention, au moment où les révoltés ont encore quelques succès dans Toulon; mais ce qui rassure, c'est la faiblesse de cette escadre à laquelle ne s'est pas jointe, comme on l'avait dit, celle de Hood, puisqu'il n'est pas encore sorti des ports anglais.

Voici une anecdote qu'on peut regarder comme certaine.

Un général polonais, arrivant à Paris, se rend le même jour

Digitized by Google

au théâtre de la rue Feydeau : n'étant pas encore instruit des mesures de sûreté que la prudence conseille ici lorsqu'on se trouve au milieu de la foule. Il veut payer son billet, il ouvre et sur-tout laisse voir un large porte-feuille : bientôt ce porte-feuille, dans lequel était une somme de vingt mille livres, n'est plus dans sa poche. Le Polonais se plaint du vol qui lui est fait : l'œil perçant de quelques spectateurs distingue le voleur. Celui-ci veut s'échapper, on court, on l'arrête, il est reconnu par une personne pour avoir déjà exercé ce métier dans un département : il veut nier en vain, il est confondu, mais déjà le porte-feuille a passé dans une autre main. Tous les spectateurs s'empressent de consoler l'étranger ; l'un d'eux s'approche, et lui serrant la main : Il ne faut pas, dit-il, que vous ne trouviez que le vice dans notre pays. Vous êtes étranger, je sens la situation dans laquelle vous pouvez être. Je vous offre la somme que vous avez perdue et tous les secours qu'il est en mon pouvoir de donner à un homme malheureux que dès-lors je considère comme mon ami, comme mon concitoyen. Voici mon adresse, acceptez-le, et faites-moi goûter le plaisir de pouvoir vous être utile. Le Polonais refuse avec attendrissement ; le lendemain il va voir celui qui s'est si généreusement conduit à son égard, un déjeûner était préparé pour le recevoir. On lui fait les mêmes instances que la veille, dans le tête-à-tête comme en public ; ce n'est qu'avec beaucoup de peine, et en donnant connaissance de ses ressources, qu'il parvient à faire consentir qu'il n'acceptera pas les offres qui lui sont faites.

NOUVELLES OFFICIELLES.

ARMÉE D'ITALIE ET DES ALPES.

Nice, le 1er. prairial, l'an 3e. de la République Française.

« Citoyens collègues, vous annoncer qu'il y a eu trois actions entre les troupes de la République, formant la division de l'armée des Alpes, et les ennemis, c'est vous instruire qu'elles ont été trois fois victorieuses.

» Voici le résultat des dépêches du général Moulin au général d'armée, Kellermann, qui en ce moment visite les avant-postes de la droite avec notre collègue Beffroi.

Premiere affaire. » Le 17 floréal, un corps d'environ 300 Piémontais vint faire une reconnaissance devant le Mont-Bernard et le fort Mont-Valaisan ; cette disposition annonçant une attaque prochaine, le général Voillot chargea l'adjudant-général Chambaud de reconnaître, le lendemain 18, les avant-postes de l'ennemi et de se porter sur le village de la Thuile.

» L'ennemi, après une vigoureuse résistance, a été forcé dans le village de la Thuile. Il a perdu 300 hommes dans cette action, et nous lui avons fait trente prisonniers.

Deuxieme affaire. » A notre passage à Chamberi, le général

Kellermann ayant senti l'importance du col du Mont, avait donné ordre de s'en emparer aussi tôt que les neiges le permettraient. Le général de brigade Voillot, chargé de l'expédition, partit la nuit du 22 au 23 floréal avec environ deux cents hommes disposés sur trois colonnes. Ce poste important fut attaqué et enlevé avec une bravoure inconcevable, malgré qu'il fût défendu par trois étages de retranchemens, dix-huit bouches à feu et une forte garnison.

„ Tous les magasins ont été pris intacts; on y a fait deux cents six prisonniers, parmi lesquels se trouvent neuf officiers et le major du régiment de Verceil, qui commandait ce poste. „

Troisième affaire. „ Le général Piémontais, que la perte du col du Mont inquiétait, voulut faire une diversion sur le Mont-Saint Bernard, et rendre par sa prise notre conquête de la veille infructueuse.

„ Le 24 floréal, il s'y porta avec 2500 hommes, divisés en plusieurs colonnes. Nos troupes républicaines les repoussèrent avec vigueur, et les poursuivirent au pas de charge, jusqu'à leurs retranchemens, avec perte pour eux de 30 hommes et de 14 prisonniers.

„ Nous avons à regretter dans ces trois actions la perte d'environ 60 républicains.

„ La conduite de nos braves soldats est au dessus de tout éloge; les bataillons qui ont pris part à ces trois affaires sont, le premier bataillon franc, le premier bataillon de la Côte d'or, le cinquième de Rhône et Loire, le quatrième et sixième de l'Ain. : tous ont montré la plus grande bravoure; ils ont gravi les rochers malgré les neiges et les glaces, et ont vaincu au milieu des cris de *vive la République! vive la Convention nationale!* „

„ Les généraux et les officiers le sont aussi parfaitement bien conduits. Nous transcrivons ci-après les noms de ceux qui se sont plus particulièrement distingués, et qui nous sont transmis par les généraux. Nous recommandons leur avancement au comité de salut public. Vous remarquerez dans cette liste des traits de bravoure et d'humanité.

„ Depuis que nous sommes partis de la Convention, citoyens collègues, nous avons visité, avec le général Kellermann, toute la ligne de l'armée des Alpes et d'Italie, depuis Chambéry jusqu'à Savone. Nous avons vu toutes les garnisons, les postes principaux, les hôpitaux, les magasins. Nous avons activé toutes les parties du service; les munitions de bouche et de guerre sont assurées; le soldat est bien armé, bien nourri, bien vêtu; une bonne discipline est observée dans les camps. L'armée est animée du meilleur esprit, pleine de respect et de la plus grande confiance en la Convention nationale; son vœu le plus vif est de sceller de son sang le triomphe de la liberté et de la République. „

Salut et fraternité. *Signés*, DUMAS, RÉAL, *représentans du peuple.*

Digitized by Google

Jer. 135

(N°. 52.)

MERCURE FRANÇAIS.

DÉCADI 20 PRAIRIAL, *l'an troisieme de la République.*
(*Lundi 8 Juin 1795*, vieux style.)

VOYAGES. NAVIGATION.

NOTICE sur le voyage d'Entrecasteaux envoyé à la recherche de la Peyrouse, par Jérôme Lalande.

LE capitaine d'Entrecasteaux partit de Brest le 28 septembre 1791, pour aller à la recherche du capitaine Lapeyrouse, et faire le tour de la nouvelle Hollande, isle de 5000 lieues de tour, que Cook et Lapeyrouve n'avaient pu détailler, et qui manquait essentiellement à la géographie; il avait les deux gabares, la *Recherche* et l'*Espérance*, de 16 canons et 110 hommes d'équipage chacune; des astronomes, des naturalistes, un jardinier, un peintre, des instrumens d'astronomie, des horloges marines, et tout ce qui pouvait rendre ce voyage utile aux sciences.

Ils firent une relâche à Ténériffe, d'où ils écrivirent le 13 octobre 1791, et une au Cap de Bonne-Espérance, où l'astronome Bertrand mourut d'une chûte, comme on l'a vu dans l'histoire de l'astronomie pour 1792, que j'ai donnée dans le journal des savans de la même année.

On partit du Cap le 16 février 1792, et l'on visita la nouvelle Guinée, la terre des Arsacides (le 9 juillet), la nouvelle Irlande le 17, et l'on revint à Amboine dans les Philippines le 6 septembre. On peut voir une lettre détaillée à ce sujet, du citoyen Fitz, fils du professeur de mathématiques; elle est dans l'Abréviateur du 28 juillet 1792 et jours suivans.

Après une relâche d'un mois à l'isle d'Amboine, le capitaine d'Entrecasteaux en repartit le 11 octobre 1792 pour aller faire le tour de la nouvelle Hollande, en commençant par la partie ouest qui était la moins connue, et aller ensuite à la partie du sud. Mais les vents d'est

Digitized by Google

et de sud-est l'en écarterent toujours, et firent manquer cette partie de l'entreprise.

Le 3 décembre 1792, il parvint au Cap qui est à l'extrémité sud-ouest de la nouvelle Hollande, et l'on suivit la côté méridionale jusqu'au 3 janvier; on reconnut environ les deux tiers de cette côte.

Les vents de sud-est et le besoin d'eau l'obligerent de relâcher, vers le 20 février, au Cap de Diernes, extrémité sud-est de cette grande isle; on reconnut de beaux ports dans cette partie de la côte méridionale. Au bout de trois semaines on prit le chemin de la nouvelle Zélande, on visita les isles des Amis, la nouvelle Calédonie, les isles Salomon ou la terre des Arsacides, le côté de la Louisiane que Bougainville n'avait pas vu, la nouvelle Bretagne, les isles de l'Amirauté.

Toute cette navigation est extrêmement dangereuse; il y a 1200 lieues de récifs ou rochers presqu'à fleur d'eau, et il est vraisemblable que Lapeyrouse y a péri, à moins que ce n'ait été dans la tempête du 31 décembre 1788 qu'il y eut dans la mer des Indes, comme on l'a cru dans le tems. Les mémoires de cette navigation seront très-importans pour la géographie.

D'Entrecasteaux mourut au mois de juillet 1793, et le capitaine Huon qui commandait l'*Espérance*, était mort dès le mois de mai. Le capitaine en second de la *Recherche*, d'Hesminy d'Auribeau, du département de Toulon, prit le commandement de l'expédition, et au mois d'août 1793 il revint à Végio l'une des isles Molucques; en septembre, à Bouro près d'Amboine; et le 23 octobre, dans l'isle de Java, à Sourabaya, le plus petit des trois établissemens hollandais de cette isle.

Les nouvelles qu'on y reçut de la révolution française exciterent des divisions parmi les Français: d'Auribeau arbora le pavillon blanc le 19 février 1794, il livra les deux bâtimens aux Hollandais en se mettant sous leur protection; il s'empara de tous les journaux, cartes, mémoires et papiers de l'expédition; il fit arrêter les personnes de l'equipage qui n'étaient pas du même parti que lui; mais ceux ci obtinrent ensuite du gouverneur de Batavia la permission de passer à l'Isle-de-France, d'où le capitaine Villaumez, alors lieutenant de la marine marchande, partit avec 28 personnes et les a ramenées en 74 jours sur la corvette le *Léger*. Il a un journal qu'il est parvenu à sauver en distribuant les feuilles dans des boëtes de thé, et il l'a remis à la commission de la

Digitized by Google

marine. Le gouvernement de l'Isle-de-France a envoyé à Java pour réclamer les bâtimens français, les effets et les mémoires de cet important voyage, et nous avons lieu d'espérer qu'on les aura obtenus, et que nous en jouirons.

Ce pénible et utile voyage a coûté la vie à 36 hommes sur 215; Ventenat est mort à l'Isle-de-France; l'astronome Pierson était mort à Java.

Le naturaliste Riche (1), frere du citoyen Prony, célebre ingénieur, est resté à Java, de même que la Billardiere, qui est avec le gouverneur hollandais de Samarang. Le jardinier Lahaye est resté pour veiller sur les arbres à Pain, apportés des isles des Amis pour l'Isle-de-France. Le peintre Piron est allé avec le gouverneur de Sourabaya. Deschamps est le seul naturaliste qui soit resté avec d'Auribeau.

Je tiens ces notes du capitaine Villaumez qui est actuellement à Brest, par l'entremise du citoyen Gouly de Bourg en Bresse, député de l'Isle-de-France à la Convention nationale.

ÉCONOMIE DOMESTIQUE.

Panification du riz.

L'on avait prétendu qu'une livre de riz crevé et cinq livres de farine, pétries ensemble, produisaient, après la cuisson, douze livres de pain. Le comité de salut public, frappé du résultat de cette combinaison, chargea la commission d'agriculture et des arts de faire faire des expériences comparatives, sur l'exactitude desquelles on pût compter. Cinq expériences ont été faites avec soin, sous la surveillance de la commission, et deux ont été communiquées par les administrateurs du district de Pontoise.

Voici le résultat des expériences faites par la commission :

100 livres de farine de blé, dont on avait extrait

(1) Des lettres venues de l'Isle-de-France, et lues à la société d'histoire naturelle, apprennent que Riche est actuellement dans cette colonie.

Digitized by Google

13 livres de son, et sans aucun mélange de riz, ont donné 136 livres 2 onzes de pain.

100 livres d'un mélange de la même farine et de riz ont donné, suivant les proportions, 132 livres 11 onces; 129 livres 10 onces; 135 livres 9 onces; 132 livres 2 onces de pain.

Les deux expériences faites à Pontoise, ont donné, pour 100 livres de mélanges, 138 livres 14 onces, et 140 livres de pain.

Ainsi, dans les expériences faites par la commission, la premiere, faite avec la seule farine de blé, a l'avantage du produit, puisqu'elle a donné 136 livres 2 onces de pain.

Les administrateurs du district de Pontoise ont obtenu un résultat un peu supérieur; mais cette différence peut venir de la manipulation ou de la nature de la farine que les administrateurs n'ont pas éprouvée seule. D'ailleurs, lors même que cet avantage existerait en faveur du riz mêlé à la farine, il serait plus que compensé par les frais de la cuisson du riz, et la longueur de la manipulation.

Les expériences de la commission ont d'ailleurs fourni quelques observations dignes d'être recueillies. Elles prouvent que la farine, en se mettant en pâte, absorbe près des neuf vingtiemes de son poids d'eau, et que l'eau qui reste dans le pain après la cuisson, et qui y est combinée, de maniere à devenir un aliment solide, forme les neuf vingt-cinquiemes du poids de la farine, c'est-à-dire un peu plus du tiers. Le riz conserve moins d'eau.

Il reste donc démontré qu'il est plus avantageux de manger le riz en bouillie : sous cette forme, l'eau concourt à en augmenter le volume, et à satisfaire la faim. La qualité nutritive de cet aliment est telle que deux onces par jour suffiraient long-tems pour nourrir un homme et le maintenir en santé. Mais nous ne savons pas le préparer; et ce mets devient coûteux et peu commode, à cause de la cherté du bois et de la longueur de la préparation. En Egypte et en Arabie, où les combustibles sont de la paille de riz et de la fiente d'animaux, on ne laisse pas le riz quatre ou cinq heures sur un fourneau pour qu'il creve. L'on prend une quantité d'eau double du volume de riz que l'on veut préparer, c'est-à-dire deux livres d'eau pour une de riz : on la fait bouillir, et l'on y plonge le riz : il est crevé en

Digitized by Google

moins de dix minutes ; j'en ai fait l'expérience. L'aliment semble y gagner en qualité, et en résultat économique il devient infiniment plus utile au peuple.

Dans l'expérience que je cite, le riz a été lavé deux fois pour le nétoyer, avant d'être mis dans l'eau bouillante, et l'on a laissé l'eau jetter un bouillon, après que le riz y a été déposé, avant de la retirer du feu.

Voici une maniere d'apprêter le riz, usitée en Asie, et donnée par le citoyen Volney ; nous la trouvons dans le journal de Paris ; elle coïncide avec ce que nous venons de dire.

« Prenez une mesure quelconque de riz et deux fois autant d'eau, par exemple, un litron de riz et deux litrons d'eau ; mettez l'eau dans une casserole sur un feu très-vif ; faites-la bouillir promptement ; si-tôt qu'elle bout, jettez-y le riz, mêlez-le avec une cuilliere jusqu'à ce que l'eau soit épuisée, en la faisant toujours bouillir ; si-tôt qu'elle est épuisée, jettez dans le fond du riz, de peur qu'il ne brûle, un peu de beurre ou de graisse ; assaisonnez de poivre ou de sel, et servez bouillant. Tout cela doit se faire en un quart-d'heure.

Quelques riz boivent plus, d'autres boivent moins, ce sont les meilleurs. Jamais, en Asie, un pauvre ne mange de riz refroidi ; il estime que c'est un poison.

Tous nos riz délayés et trop cuits ne nourrissent point ; il faut que le riz soit un peu sec et en grain, pour être nourrissant.

VARIÉTÉ.

CONVERSATION entre le Dimanche et le Décadi.

Le Dimanche. Salut au citoyen Décadi.

Décadi. Soyez-le bien ressuscité, monsieur Dimanche.

Dim. Vous m'avez donc cru mort ?

Déc. A peu près.

Dim. De bons médecins avaient cependant fort bien jugé que mon accident n'était qu'une léthargie.

Déc. Vous aviez eu un assez long regne pour qu'on pût croire qu'il touchait à sa fin.

Dim. Il n'en est pas de toutes les choses humaines comme des hommes. Ceux-ci cessent de vivre parce

Digitized by Google

qu'ils ont long-tems vécu; beaucoup de choses durent, au contraire, par cela même qu'elles ont beaucoup duré.

Déc. En ce cas, vous vivrez long-tems; car je crois que vous datez du déluge.

Dim. De bien plus loin encore; je suis né presque avec la société humaine. La nature, en faisant à l'homme un besoin du travail, lui a fait un plaisir du repos. Le premier législateur a destiné six jours à l'un, et le septieme à l'autre. La religion a consacré ce septieme jour. Tous les peuples s'en sont fort bien accommodés; et au milieu des ruines de tant d'institutions politiques et religieuses de toutes les couleurs, j'étais arrivé sain et sauf jusqu'à la fin du dix-huitieme siecle, lorsque des novateurs, audacieux par ignorance, ridiculement pressés de changer non-seulement toutes les bâses des lois, mais encore toutes les mesures du tems, sont venus renverser mes antiques autels pour vous élever un trône sur leurs débris.

Déc. Si mes plus ardens défenseurs n'avaient pas péri, ce trône serait bien affermi.

Dim. Oui, dans un désert, et sur des hommes redevenus sauvages.

Déc. Croyez-vous donc que ceux qui vous ont destitué pour me mettre à votre place n'ont pas eu de bonnes raisons pour cela? Une saine politique pouvait-elle s'accommoder de ce septieme jour qui vous était consacré? N'étaient-ce pas cinquante-deux jours dans l'année dérobés au travail et à l'industrie, tandis que l'institution décadaire réduit ces cinquante-deux jours à trente-six?

Dim. Ne parlons pas de politique; ce n'est pas là notre fort, ni celui de nos maîtres; mais transportez dans les champs un de nos raisonneurs en économie, qu'il se leve et se couche six jours de suite avec le soleil, que pendant 13 à 14 heures, chaque jour, il supporte six mois les ardeurs brûlantes du soleil et six autres mois le vent, la neige, la pluie et les frimats; et qu'il me dise si le jour du repos arrive trop tôt pour lui. Croyez-moi, il n'y avait rien de trop dans mes cinquante-deux jours; car l'homme le plus laborieux ne s'en contentait pas, et en voulant gagner seize jours par le travail et l'industrie, vous en perdez au contraire trente-six; car la plupart des hommes chôment vos trente-six jours et les cinquante-deux miens.

Déc. Sans doute c'est un grand mal; car voyez l'usage

Digitized by Google

que tant d'hommes font de ces jours de relâche. L'ivrognerie, la débauche, le jeu, leur font perdre leurs mœurs, leur santé et les fruits de leur travail.

Dim. Cela n'est que trop fréquent; mais heureusement ce n'est pas le plus grand nombre. La plupart passent les jours de repos dans des délassemens innocens; les familles et les amis se réunissent, et ces réunions favorisent les affections sociales; la jeunesse, sur-tout dans les campagnes, se livre à des exercices qui fortifient le corps en distraisant des passions. Quelques heures de la journée sont consacrées aux cérémonies du culte; je sais que la plupart de ceux que j'attire dans les églises n'y apportent pas des idées de religion bien saines, ni des sentimens bien profonds; mais ils y apportent du recueillement, et ce recueillement les ramene sur eux-mêmes, leur apprend à sentir leur conscience, les accoutume à porter sur leurs actions, leurs habitudes, leurs devoirs, un examen dont la multitude, distraite par de continuels travaux, ne s'aviserait jamais sans la religion. Elle adoucit les vices, si elle ne les corrige pas; elle porte à des actes de charité et de bienfaisance qui, s'ils ne sont pas de la vertu, en ont du moins les effets pour les malheureux qui en sont l'objet. Enfin, malgré les lieux communs d'impiété qu'ont accumulés vos philosophes d'hier, vos politiques de hasard, le vrai philosophe et le vrai politique regarderont toujours la religion comme la seule bâse solide de la morale du peuple, et s'occuperont à épurer non à détruire son influence.

Déc. L'institution décadaire n'est-elle pas aussi une institution religieuse et morale, qui remplissait en partie ces objets? Ses créateurs n'ont-ils pas reconnu l'existence de l'Etre-Suprême et l'immortalité de l'ame?

Dim. Cela est assurément bien honorable pour Dieu, s'il existe, et cela serait bien honorable pour la République, s'il n'existait pas! Quant à l'immortalité de l'ame, certe idée salutaire qui établit un commerce entre les vivans et les morts, et qui aggrandit les pensées de l'homme en écartant de son imagination l'horreur du néant, n'est qu'une hypothese stérile, ainsi que l'existence d'un être suprême, si elle n'est unie à la doctrine d'un Dieu rémunérateur et vengeur. Un Dieu sans culte, une morale sans religion, des fêtes sans les sentimens qui les rendent touchantes et vénérables, sont des visions puériles et désastreuses, dignes des têtes aussi immorales qu'ignorantes où elles ont été conçues.

Digitized by Google

Déc. Je vois que vous n'avez pas mal profité des nombreux sermons que vous avez fait faire ; vous êtes trop fort en controverse pour moi. Serviteur, monsieur Dimanche.

Dim. Je vois que les rapports de Marie-Joseph Chenier ne vous ont pas rendu bien puissant en logique, mais ce n'est pas votre faute. Au revoir, citoyen Décadi.

NOUVELLES ÉTRANGERES.

ALLEMAGNE.

De Francfort-sur-le-Mein, le 22 mai.

Les voiles les plus épais du mystere enveloppent les opérations du cabinet de Vienne, dont ils couvrent l'embarras et l'incertitud. Rien ne transpire au-dehors, et les gens les plus habitués à conjecturer sont obligés d'y renoncer, ou réduits à se perdre dans des augurations vagues, insignifiantes et sans probabilité, faute des données ordinaires pour asseoir leurs raisonnemens. Des bruits parfaitement contradictoires se succedent, se croisent sans cesse : la nouvelle, consignée dans quelques feuilles allemandes, de l'arrivée d'un courier expédié de Paris par le comte Carletti, ministre de la Toscane auprès de la République Française, se trouve formellement démentie dans la Gazette de la Cour du 6 mai. De plus, on a changé l'ordre de distribution des dépêches aux couriers apportant des renseignemens des différens corps d'armée ; au lieu de leur donner les réponses au bureau de la guerre, comme cela se pratiquait, on les leur remet aujourd'hui, par ordre exprès de l'empereur, dans la chancellerie intime de son cabinet.

Cependant l'embarras de ce cabinet est au moins une chose constatée, et les nuages dont il se couvre servent à le faire remarquer davantage. D'ailleurs, ce qu'on n'apprend pas à Vienne perce dans d'autres endroits. On sait, par exemple, que les mémoires présentés par les cabinets de Stockholm et de Copenhague, tendent à faire rétablir Stanislas sur le trône de la Pologne, et réclament pour cette malheureuse contrée la constitution du 3 mai 1791. Le bruit court aussi que le roi de Prusse partage ces sentimens, et quelqu'étonnant que soit ce bruit, on l'explique en disant que Frédéric-Guillaume préfere de sacrifier une

Digitized by Google

partie de son aggrandissement pour empêcher la Russie et l'Autriche d'ajouter à leurs possessions un lot qui les rendrait encore plus redoutables, et dont la proportion serait désavantageuse à la Prusse, qui se trouve d'ailleurs à la veille de jouer un grand rôle en Europe, et d'y balancer la prépondérance de la maison d'Autriche. Quant à la Perte, on doit se rappeller qu'elle a déja manifesté des intentions absolument semblables.

Le rapprochement plus étroit que jamais entre la Russie et l'Autriche, auquel le dernier partage de la Pologne vient de donner lieu, ne peut qu'avoir inspiré beaucoup de jalousie à toutes ces diverses puissances, et si l'on considere que l'Autriche est encore incertaine si la paix avec la République Française se pourra se conclure promptement, il est assez naturel d'imaginer que la cour de Vienne engagera celle de Petersbourg à circonscrire ses prétentions sur la Pologne; parti d'autant plus raisonnable que les Polonais souffrent en général avec beaucoup d'impatience le joug à ranger, et en particulier celui de la Russie. Il ne serait donc pas impossible de voir la Pologne, déja effacée de la liste des puissances de l'Europe, y reprendre une place.

Une autre réflexion se présente encore. Si l'Autriche, pressée par sa position actuelle vis à-vis de la France, doit s'empresser de satisfaire les cabinets du Nord, celui de la Prusse et le divan, les craintes qu'elle a dû concevoir de ces mêmes puissances ne doivent elles pas lui présenter un motif déterminant de s'accommoder le plutôt qu'il sera possible avec la République Française?

Il se trouve encore des indices de paix dans plusieurs articles de nouvelles venant de Hambourg et de Ratisbonne, que nous allons joindre ici. Le fait suivant, à la date du 8 mai, écrit d'Erlang, doit faire sentir combien les peuples doivent la desirer, pour être délivrés de ces nombreux émigrés qui traînent en Allemagne leur misere et leurs vices, et qui, aigris par le malheur qu'ils se sont attiré, se conduisent avec ceux qui leur donnent une hospitalité volontaire ou forcée comme de véritables ennemis, pour ne pas dire des brigands.

Le cercle de Franconie avait cherché à décliner la charge de recevoir un corps d'émigrés français, qui se dit représenter le contingent de Holstein. Le cercle alléguait que ces troupes pourraient être beaucoup mieux employées à l'armée. Malgré ces protestations, le corps tâcha d'entrer dans la petite ville de Sinderingen, pour y prendre ses quartiers de rafraîchissement. La ville s'y refusa et ferma ses portes; les émigrés alors se déterminerent à employer la force, ils mirent le feu aux portes, et comme elles n'ouvraient point assez vîte à leur gré, ils les enfoncerent à coups de hache. Les habitans se virent ainsi obligés de se rendre à discrétion. Les vainqueurs userent lâchement de leur victoire; ils chargerent les habitans

Digitized by Google

de coups, pillerent un grand nombre de maisons, et menacerent de brûler l'église, parce qu'on avait sonné le tocsin; à la fin, ils se logerent à discrétion.

Un autre paragraphe d'Hambourg, 19 mai, annonce que la puissance la plus en état de les payer renonce à s'en servir.

Les émigrés français, à la solde de l'Angleterre, qui devaient s'embarquer à Stade, reçurent d'abord l'ordre de rester dans l'électorat de Hanovre; depuis ils ont été licenciés, avec la liberté de se rendre où ils jugeront à propos.

Les autres choses relatives à la paix faite et à la paix à faire se trouvent à la date des 12 et 14 mai de Ratisbonne.

A la suite de la déclaration du roi de Prusse concernant la paix avec la France, le ministre électoral et dictatorial de Mayence a fait les ouvertures suivantes: Que le moment était arrivé où l'Empire, pour répondre à l'invitation de S. M. Prussienne, doit se déclarer avec précision sur les mesures ultérieures à prendre relativement au mode à suivre pour les négociations, et au moyen d'espérer, à cet effet, un accord constitutionnel; que S. E. avait, en vertu des ordres de sa cour, provoqué un décret de commission impériale sur cet objet; mais que, vu l'incertitude du succès de cette démarche, et le besoin pressant d'empêcher des démarches hostiles ultérieures entre les parties belligérantes, le directoire, quand même le décret de la commission ne serait pas arrivé le 18, proposerait le même jour cette matiere, en fixant à huit jours l'ouverture des délibérations, ainsi que cela a eu lieu en 1763.

Des nouvelles postérieures de Ratisbonne portent que le commissaire impérial a déja annoncé la prochaine arrivée du décret impérial, et qu'en conséquence le ministre électoral de Mayence a remis sa proposition au 20 de ce mois.

Les ministres de l'empereur à Ratisbonne ont sommé les états des deux hauts colléges de la diete de déclarer, d'une maniere formelle, s'ils voulaient rester dans la voie directe et constitutionnelle, relativement à l'objet de la paix, et conséquemment se réunir, d'après la constitution germanique, au chef de l'Empire, dans cette affaire. Ils leur ont représenté que s'ils se séparaient de l'Empire germanique, ils s'exposeraient à de grands dangers. Dans le cas où les états de l'Empire promettraient de faire cause commune avec l'empereur, les ministres les assurent qu'ils concourront à l'objet de la paix sans éprouver le moindre désagrément. Il paraît qu'en général le cabinet de Vienne a conçu un vif sentiment de jalousie de la prépondérance que le roi de Prusse a acquise dans l'Empire, dans la conjoncture actuelle.

Enfin, des lettres de Vienne du 18 mai présentent le cabinet autrichien comme décidé à suivre l'impulsion qu'il a reçue, tant du traité de la Prusse, que des déclarations nombreuses d'états

Digitized by Google

considérables de l'Allemagne. Il est possible que les conditions onéreuses mises par l'Angleterre à l'emprunt impérial en aient dégoûtés l'empereur. Elles semblent en outre indiquer que le cabinet de Saint-James n'attache pas la même importance à la guerre continentale, et que, si l'on n'a pas d'autres secours à lui offrir, il pourrait bien lui-même finir par se rapprocher de la France. Quoi qu'il en soit de ces conjectures, François II vient de nommer le vice-président du conseil aulique de l'empire, Barteinstein, et le directeur général du département des affaires étrangeres, comte de Lehrbach, pour assister aux négociations qui vont s'ouvrir à Basle. Le premier y sera de la part de l'empereur comme chef de l'empire, et l'autre pour veiller aux interêts particuliers de la maison d'Autriche.

Au reste, les choses en sont toujours à peu près dans le même état pour Mayence, dont le siége n'avance pas. Les troupes de la République ont un peu plus de probabilité de réussir devant Luxembourg.

Toute l'Europe connaît l'importante découverte faite par M. Wenceslas Herger, qui a trouvé le secret de faire servir les cocons d'une chenille fort connue dans ce pays à la fabrication d'une étoffe soyeuse et de different usage. Cette invention lui a valu un privilége exclusif qu'il exploite à Berchtoisdorf, où est établie la fabrique.

Les recherches non interrompues de l'entrepreneur ont porté cette fabrique à un tel point de perfection, que nous en voyons sortir trois productions différentes; l'une, laineuse, qui promet de remplacer, en bien des cas, le coton étranger; la seconde, soyeuse, qui déja ne le cede plus de beaucoup à la vraie soie, et se laisse filer et ouvrer comme elle; enfin, la troisieme, une matiere ou étoffe préparée, au moyen d'un procédé particulier, de la substance même de la chenille; et qui, prenant fort bien toutes les couleurs, peut être employée de différentes manieres.

Comme cette invention présente une utilité sensible, l'inventeur et l'entrepreneur de la fabrique ont présenté de leur côté aux amis de l'industrie nationale, un plan d'association à des secours lucratifs. Les fonds que demande l'entreprise pour s'élever à la hauteur dont elle est digne, seront formés par des actions, dont chacune restera bornée à la somme de 50 florins.

Extrait de la gazette officielle de Berlin du 1er. mai.

Dimanche, 3 de ce mois, on a publié dans toutes les églises de cette ville, du haut des chaires, la proclamation suivante, par ordre exprès du roi.

« La paix ayant été signée, le 5 du mois d'avril, dans la

Digitized by Google

ville de Basle, entre S. M. le roi de Prusse, d'une part, et la République Française de l'autre, et ratifiée par ces deux puissances, de maniere que la guerre est en ce moment heureusement terminée, on annonce cette nouvelle à tous les sujets de S. M., de quelque rang, état ou condition qu'ils puissent être, pour qu'ils se reglent et prennent leurs mesures en conséquence; car telle est la volonté suprême et l'ordre exprès du roi, notre auguste maître. Que le tout-puissant conserve les jours de S. M., ce pere chéri de la patrie, ainsi que ceux de son auguste maison royale; qu'il affermisse de plus en plus le trône de S. M., en l'environnant de sa gloire, et qu'il nous fasse jouir, sous son gouvernement sage et bienfaisant, d'une tranquillité non interrompue et d'un bien-être constant.

HOLLANDE. *De la Haye, le 22 mai.*

Dans la vue de rétablir dans l'armée hollandaise la discipline qui depuis quelque tems en a été bannie, le comité de confédération a publié le 8 de ce mois, une proclamation qui prononce les peines qui seront infligées à ceux qui se rendront coupables des délits militaires contre lesquels elle sevit.

En vertu de cette publication, tout soldat qui péchera contre la subordination, n'exécutera pas les ordres qui lui seront donnés, et négligera de monter ses gardes, sera mis en arrestation, sans autre nourriture que du pain et de l'eau; celui qui tiendra à son officier des propos injurieux sera banni; celui qui le menacera sera chassé avec infamie, et celui qui aura la témérité d'user contre lui de violence sera fusillé.

Le 9, une députation des états-généraux, composée de huit membres, fut complimenter solemnellement les députés Sieyes et Rewbell. Cette députation, dont était aussi le greffier Quarler, se fit précéder par le maître des cérémonies, par huit messagers d'état, par le huissier de la chambre des états-généraux, et par les trompettes de l'état.

Par-tout où elle passa, la garnison française et la garnison hollandaise lui rendirent les honneurs militaires. Les états-généraux tinrent ce jour-là une séance extraordinaire.

Quelques citoyens d'Amsterdam ont représenté de nouveau à la municipalité, qu'il était nécessaire, 1°. de former une convention nationale;

2°. De faire connaître la situation politique et les rapports de la nation avec la République Française;

3°. De notifier les termes auxquels en est le traité d'alliance avec la République Française, et ce qui manque encore pour le conduire à bonne fin;

4°. De donner également à connaître les autres traités et

Digitized by Google

liaisons de la République avec les autres puissances de l'Europe ;

5°. De mettre à prompte exécution les résolutions des comités de l'armée de terre et de l'armée navale ;

6°. D'atteindre les habitans des autres provinces, à livrer, comme ceux de la province de Hollande, leur or et leur argent non monnoyé.

Par ordonnance du comité de marine, il ne sera plus délivré de passe-ports aux navigateurs, pour mettre en mer.

La province de Frise a insisté auprès des états-généraux, pour que les biens du greffier Fagel fussent mis en séquestre, jusqu'à ce qu'il se soit presenté en personne pour repondre de sa conduite.

Les députés des représentans de Hollande ont fait rapport à leurs commettans, qu'en conséquence des bruits qui se répandaient au sujet de négociations de paix entre l'Angleterre et la France, nos ministres à Paris avaient reçu l'ordre d'obtenir du gouvernement français qu'il stipulât dans les conditions de la paix, la mise en liberté des vaisseaux hollandais détenus dans les ports d'Angleterre.

ANGLETERRE. *De Londres, le 5 mai.*

Il s'est tenu successivement divers conseils où l'on s'est occupé du haut prix des denrées.

Le renchérissement extraordinaire de ces objets continue à exciter des troubles dans divers lieux.

Une lettre de Blackawton près de Darmouth contient les détails suivans :

A Rotner et à Darmouth, le peuple commence à être plus tranquille, mais il n'en est pas de même à Kingsbridge. Les denrées sont toujours chères, et nous craignons de voir manquer au marché le blé, la volaille, le beurre et autres choses analogues. On annonce que les habitans de Rotner, de Darmouth, Medbury et Plymton sont resolus, en cas que leurs marchés soient vides la semaine prochain, à venir visiter nos fermes, et à s'emparer de ce dont ils ont besoin pour les garnir. Nous sommes effrayés de l'avenir, car nous ignorons combien cet ordre de choses doit durer, et nous craignons sur-tout que les soldats ne se joignent aux habitans. Jusqu'à présent, nous n'avons reçu aucune visite; mais nous attendons, avec la plus vive impatience, le jour du prochain marché. Nous sommes déterminés à porter d'ici à Darmouth tout ce que nous pourrons pour prévenir s'il est possible toute espece de mouvement.

Les cercles politiques s'occupent beaucoup de la demande faite par lord Fitz-William de l'examen de sa conduite. Chaque

Digitized by Google

parti parle avec beaucoup de chaleur de cette démarche pour l'appuyer ou la blâmer. Les papiers ministériels depuis quelques jours ne sont remplis que de longs paragraphes, où l'on soutient qu'elle est une atteinte à la prerogative de la couronne.

On doit ajouter vingt compagnies et six officiers-généraux au corps de la marine.

Plusieurs bâtimens partis en février sont arrivés à la Barbade avant le 29 mars, la flotte qui les suit porte 4700 hommes.

Ces jours derniers, le bruit d'une paix générale a fait hausser les fonds de trois pour cent, mais ces bruits ont bientôt paru sans consistance.

IRLANDE.

Dublin, 27 *avril*. L'ordre donné mardi dernier par la chambre des communes, de faire sortir les assistans de la galerie, a été renouvellé vendredi. Le colonel Blanquine fit la motion le mercredi et le jeudi, que la galerie fût ouverte comme de coutume. Il renouvella cette demande le vendredi, mais il s'ensuivit un léger debat, qui fut terminé par la permission donnée à chaque membre d'amener deux personnes dont il donnerait les noms par écrit et signés de lui.

Un exprès arrivé ici samedi dernier du comté de Leitrim, rapporte que l'officier du revenu des deniers publics, accompagné du magistrat et de onze hommes de la police, vint de Drumsna dans ce lieu, pour faire une saisie chez un distillateur. Après que cette opération fut terminée, l'officier du revenu, dont le nom est Burke, ordonna à ces hommes de la police de détruire quelques pots à aile. Une personne lui représenta les conséquences de ce qu'il ordonnait, et lui conseilla de se retirer; l'officier saisit un pistolet, et répondit à cette personne en la blessant à mort. La multitude exaspérée mit le feu à la maison où se trouvaient les hommes de la police, et les tuerent à mesure qu'ils se précipitaient pour sortir. Burke parvint à s'échapper, mais il fut poursuivi et découvert dans des lieux d'aisance, où il était à genoux et en priere. On lui donna le tems de les achever, après quoi il fut mis à mort. La multitude se porta alors à Drumsna; elle environna une maison dans laquelle logeait un magistrat, qui se trouvait fermier de la dime: ce dernier fut bientôt également tué.

Digitized by Google

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CONVENTION NATIONALE.

Présidence de Mathieu.

Séance de duodi, 12 *Prairial.*

Balland, au nom du comité des finances, soumet à la discussion les différens amendemens qui avaient été proposés lors de l'adoption du décret sur la vente des biens nationaux à prix fixe, et renvoyés à ce comité. L'un de ces amendemens consistait à mettre d'abord en vente les biens des émigrés; mais plusieurs membres ont fait sentir qu'il était essentiel et politique de ne mettre aucune distinction entre les biens nationaux, puisque la fortune publique repose également sur tous, et qu'ils sont indistinctement le gage des assignats, et il a été rejetté. D'autres ont obtenu plus de faveur, et feront la matiere de quelques articles additionnels que nous ferons connaître avec la redaction définitive.

Bourdon (de l'Oise) annonce que cette nouvelle mesure produit les effets les plus heureux, et qu'on court aujourd'hui les biens nationaux comme autrefois on courait les bénéfices.

Delcloy, au nom du comité de sûreté générale, est venu faire part du grand secret du patriotisme des jacobins. Il dit qu'en levant les scellés apposés sur leurs papiers l'on y a trouvé deux pieces importantes qui donnent la mesure de leur dévouement pour la patrie. La premiere est un extrait de ses registres du 25 brumaire an II; l'on y lit : Le comité de salut public considérant que les sociétés populaires sont nécessaires à la propagation des bons principes, qu'elles ont purifié l'opinion publique corrompue par les aristocrates; considérant qu'elles ont bien mérité de la patrie, arrête qu'il leur sera donné une somme de cent mille livres prise sur les cinquante millions assignés au comité de salut public. Signé, Billand-Varenne, Robespierre, Carnot, Barrere, Robert Lindet.

La seconde est un projet que la société jacobine de Sedan, proposait au comité de salut public de faire convertir en loi. *Voici le préambule :* La Convention nationale considérant que les riches ne valent pas mieux que les nobles, que ceux qui ont de l'argent ont succédé à ceux qui avaient des parchemins, et que les uns et les autres veulent également la contre-révolution. *Suit la teneur du décret :* Décrete que lorsque les

Digitized by Google

riches refuseront de recevoir quelque loi de la Convention, les pauvres s'insurgeront contr'eux, et que pour récompense, la moitié de leurs biens, meubles et immeubles leur sera accordée, et l'autre confisquée au profit de la République.

Delcloy ajoute que les signataires de ce projet sont précisément ces patriotes par excellence de Sedan dont on demandait l'élargissement dans les premiers jours de prairial. L'insertion de ces pieces au bulletin est décrétée.

Porcher, organe du comité de législation, fait un rapport sur le tribunal révolutionneire. Il propose sa suppression; que les délits dont la connaissance lui était attribuée soient jugés par les tribunaux criminels des départemens où ils auront été commis, et que les individus renvoyés devant lui soient jugés sans recours au tribunal de cassation. Ce projet est adopté.

Fermond, au nom du comité de salut public, donne des nouvelles de notre situation à Saint-Domingue. C'est par la corvette la *Musette* qu'elles ont été reçues : il en résulte que les Anglais ne restent maîtres que du Môle Jérémie et St. Marc. Les Espagnols tiennent encore le fort Dauphin; mais ils ne tarderont pas d'en être chassés, et la colonie est sauvée.

Merlin (de Douai) annonce la ratification par les états-généraux des Provinces-Unies des traités de paix et d'alliance entr'eux et nous, et qu'une partie des armées du Nord et de Sambre et Meuse se disposait à marcher sur Paris au premier bruit des dangers que courait la Convention, pour la délivrer, s'il en était encore tems, ou la venger, si elle avait succombé sous les efforts des rebelles.

Merlin (de Thionville), en mission près l'armée du Rhin et de la Moselle, écrit la même chose, et assure que les braves qui composent cette armée ne veulent pas de la vie sans République.

Séance de tridi, 13 *Prairial*.

Un membre annonce, de la part du comité de sûreté générale, qu'on vient d'arrêter l'assassin du représentant du peuple Féraud; on n'avait encore saisi que celui qui avait coupé la tête, et celui qui l'avait portée. On tient à présent le monstre qui a tiré le coup de pistolet qui a tué ce représentant.

Vernier a reproduit le projet du comité des finances sur les cédules hypothécaires. Il propose de retirer par ce moyen de la circulation jusqu'à quatre milliards d'assignats. Bourdon attaque le système hypothécaire comme devant nuire à la vente des biens nationaux, suivant le mode qui vient d'être décrété. Il dit que bientôt il n'y aura plus en France que deux états, le commerce et l'agriculture, que tous nos soins doivent se porter sur ces deux sources de prospérité; qu'à la

Digitized by Google

la vérité, le cultivateur est assuré de trouver des fonds pour l'amélioration de ses domaines à un taux raisonnable à la faveur des cédules; mais que le capitaliste retirant par leur moyen trois pour cent, n'achetera pas des biens nationaux parce qu'il préférera cet intérêt à celui d'un et demi que lui porteront ces biens. Il ajoute que ce serait toujours échanger du papier contre du papier. Nous ignorons si ces raisons ont fait une impression forte sur l'Assemblée, la discussion ayant été interrompue par Durand-Maillanne; mais Bourdon paraît avoir oublié que le revenu de 1790 de beaucoup de biens nationaux est fort au-dessous de leur valeur, et qu'ainsi le mode de ces ventes présente de grands avantages. L'empressement des acquereurs en est la preuve. Il y a donc lieu de croire que l'adoption du système des cedules ne ralentirait pas les ventes. Ce serait à la vérité toujours du papier; mais il y a une grande différence entre un papier-monnaie et celui qui ne l'est pas.

Durand-Maillanne, au nom du comité de législation, se présente pour faire le rapport attendu sur les députés contre lesquels il a été fait des dénonciations, et dont l'examen a été renvoyé à ce comité. Il expose les principes qui l'ont dirigé dans ce travail pénible. Il a pensé qu'il ne devait rien prononcer, mais se borner à rapporter les faits, pour mettre la Convention à même d'asseoir son jugement. Puissions-nous, dit-il, profiter des fautes de nos collègues en les réparant! Puisse, le peuple français, devenir plus éclairé et plus judicieux dans le choix de ses représentans! Ceux-là seuls sont dignes de représenter le peuple français qui ont les vertus et les talens nécessaires pour soutenir ce grand et honorable caractère. C'est en vain que nous voudrions établir le regne de la justice et de la saine morale; si nous laissions impunis les excès révoltans de la débauche, les vols et les assassinats qui ont pu être commis par une partie de nos indignes collègues. Votre comité n'a pas seulement regardé comme innocens les infortunés qui ont été victimes des passions particulières, mais encore les coupables jugés contre les formes ou égorgés sans aucune apparence de jugement. Le nombre des représentans dénoncés eût été encore plus considérable, si les pièces que l'on attend fussent arrivées; dès qu'elles nous seront parvenues, nous vous présenterons le complément du rapport que vous nous avez ordonné de faire.

Le rapporteur nomme ensuite les députés dénoncés, et lit les pièces à leur charge. Le premier est d'Artigoyte; effusion de sang, dilapidation et dépravation de mœurs; telles sont les bases de la dénonciation dirigée contre lui. Nous ne saurons pas notre journal du récit de toutes les obscénités reprochées à ce député. Il est accusé de s'être servi constamment avec les femmes des expressions les plus sales, d'avoir forcé les mères de conduire

Digitized by Google

leurs filles à la société populaire pour leur faire entendre une doctrine abominable sur la prostitution, de s'être montré à nud devant tout le monde dans un bal où il avait réuni, par requisition, un grand nombre de femmes et de filles des citoyens les plus respectables, d'avoir fait garotter et attacher à une crêche des citoyens qui furent forcés de prendre avec la bouche les alimens qui y furent placés, d'avoir mis en requisition pour sa table le beurre, les œufs, la volaille, le gibier, d'avoir fait voter par la société populaire d'Auch, une adresse dans laquelle on demandait la mort de tous les membres du côté droit, et l'on mettait à l'ordre du jour pour le lendemain ces quatre choses : la *guillotine*, la *déportation*, la *réclusion* et la *confiscation*.

On demande son arrestation; elle est décrétée. Cavaignac est accusé de complicité. Il était président de la société populaire d'Auch, lorsque se passaient ces scenes d'infamie. Clausel parle en sa faveur. Il assure qu'il n'a pas dévié de la ligne des principes depuis le 9 thermidor, et qu'il a des mœurs. Delmar ajoute que dans les premiers jours de prairial il ne l'a pas quitté, et a partagé tous ses dangers. La Convention passe à l'ordre du jour sur son arrestation.

Le rapporteur donne lecture des charges contre Sergent. Il en résulte qu'il est signataire de la circulaire expédiée au nom de la commune de Paris, qui invitait les départemens à imiter l'exemple de Paris dans les massacres des 2 et 3 septembre. Cette pièce est signée de Sergent, Panis, Marat, Desforgues et autres administrateurs de la police de Paris; que le 1er. prairial, il ne se lassait pas de battre des mains et de crier, voilà le peuple que j'aime, et non pas les muscadins. Plusieurs sections de Paris l'inculpent encore d'avoir brisé les scelles et soustrait des effets précieux pendant qu'il était à la commune. Son arrestation est prononcée.

Le district de Besançon accuse Lejeune d'avoir fait périr sur l'échafaud un grand nombre de victimes, et construire une petite guillotine avec laquelle il coupait le cou à toutes les volailles qu'on servait sur sa table. Cet instrument de mort est déposé au comité de législation. Il est décrété d'arrestation.

Un représentant du peuple déclare que Maure disait, le premier prairial dans la salle de la Convention, bon, la patrie est sauvée! la bonne journée! les patriotes triomphent; mais comme c'est une pièce isolée, elle est renvoyée au comité.

Javoques est inculpé d'avoir fait périr beaucoup de patriotes à Montbrison, d'avoir dit qu'il ne reconnaissait pour vrais patriotes que ceux qui se sentaient le courage de boire un verre de sang, et d'avoir poussé à un point extrême la dépravation des mœurs et l'obscénité. Mallarmé est aussi d'avoir fait verser le sang innocent. Il disait que la majorité du peuple

Digitized by Google

français était mauvaise. Il faisait beaucoup de dépenses, et ne payait point, pas même ses chevaux de poste. Il permettait à son fils d'arracher aux femmes et filles leurs croix d'or, sous prétexte que c'étaient des signes de fanatisme. Ils sont décrétés d'accusation.

Le rapporteur rend ensuite compte des dénonciations faites contre Jean Baptiste Lacoste et Beaudot. Ils ont créé à Strasbourg une commission militaire qui a assassiné les meilleurs patriotes et prodigué les trésors de la nation. Lacoste dit que Saure et Dentzel sont ses ennemis les plus acharnés, qu'ils sont eux mêmes coupables des abus de pouvoirs les plus révoltans. Il rappelle ce qu'il a fait à l'armée du Rhin et invoque le témoignage de la garnison de Landau. Dentzel répond que Lacoste est un scélérat qui prétendait que tous les Alsaciens étaient des coquins et qu'il en ferait une fricassée. Le président met aux voix leur arrestation. Elle est adoptée.

Monestier (du Puy-de Dôme) inculpé de dilapidation et d'effusion de sang innocent, et Allard à qui l'on fait les mêmes reproches et auxquels on ajoute la protection qu'il accordait à certains émigrés, sont aussi arrêtés par ordre de la Convention.

Séance de quartidi, 14 Prairial.

Cette séance était consacrée à célébrer la mémoire de l'infortuné Féraud et à jetter quelques fleurs sur son tombeau. La salle était ornée de guirlandes de feuilles de chêne. Au pied du bureau un sarcophage portait le panache, la ceinture et les armes de ce représentant. Sur les tables des secrétaires étaient deux urnes couvertes de crepes, couronnées de chêne et de lauriers et chargées d'inscriptions de trophées et d'attributs de la paix. Les députés avaient leur costume. Les ministres étrangers étaient placés vis-à-vis le président et les autorités constituées dans les tribunes; le tout présentait un coup d'œil imposant. Un grand silence régnait dans l'Assemblée, et les différens costumes donnaient à cette réunion de l'éclat et de la majesté.

Blutel en mission dans les ports de l'Ouest, écrit de Rochefort, qu'en exécution du décret qui ordonne la déportation de Collot, Billaud et Barrere, les deux premiers ont été conduits en rade, et qu'une heure après, le navire qui les portait a fait voile. Fermont annonce que le courrier que le comité avait envoyé pour contre-mander leur départ et les traduire devant le tribunal criminel de la Charente-inférieure, n'est arrivé que le lendemain. On demande pourquoi Barrere n'est pas parti. Boursault répond que c'est pour la première fois qu'il a oublié de suivre le vent. (On rit et on applaudit.) La lettre de Blutel est renvoyée au comité de sûreté générale.

La cérémonie commence. L'institut national de musique fait

Digitized by Google

retentir la salle d'airs lugubres et analogues. Louvet, chargé de prononcer le discours en l'honneur de Féraud, paraît à la tribune. Après son exorde, la musique fait entendre de nouveaux accens funebres. L'orateur décrit les scenes terribles de la journée du 1er. prairial. Il peint Féraud succombant sous le fer assassin. Il rappelle ses dernieres paroles : Plus d'une fois mon sein a été souillé du sang ennemi; il est couvert de cicatrices; je vous abandonne ma vie, frappez, mais respectez le sanctuaire des lois. Féraud avait coutume de dire souvent qu'il n'y avait que la vertu qui pouvait fonder la République L'orateur peint son héros chassant les Espagnols du département des Pyrénées, son pays natal; il le suit sur les bords du Rhin où il prend Worms, le fort du Rhin, Manheim et Coblentz. Se rappellant que ce jour est l'anniversaire du 2 juin, Louvet retrace les crimes de Marat, de Robespierre, de la montagne. Que sont devenus ces hommes atroces, dit-il ! ils sont dans l'abyme du néant, sous l'exécration des contemporains et des siecles. Terrible exemple pour quiconque serait tenté de les imiter.

Après avoir donné lecture du dernier discours prononcé par Féraud à la tribune, à son retour de l'armée du Rhin, l'orateur s'adressant à Féraud lui-même : Tu ne verras plus ton vieux pere, ni les rives fortunées de la Nies et de l'Adour, ni la vallée d'Aure, ni l'amante qu'on t'avait promise ! Tu ne les verras plus ! jamais ! jamais ! — La musique exécute un air funebre.

Féraud vint à la fédération de 1790 : cette fédération rappelle à l'orateur les sentimens de fraternité qui liaient les Français au commencement de la révolution : nous qui savions tant aimer, nous ne savons plus que haïr. Des juges et la mort pour les scélérats. Indulgence, amitié pour les hommes égarés.... Que j'aimerais à voir, au Champ-de-Mars, le Peuple Français célébrer *la fête de la réconciliation !* (Applaudissemens.)

Louvet parle avec éloge du courage de ses collegues, Legendre, Boissy d'Anglas, Delcloy, Auguis, Mathieu, Kervélégan, Bergoin et Chenier dans la journée du premier prairial. Il adresse des complimens aux ambassadeurs des puissances qui voulurent partager les dangers de la Convention. Quand les états ennemis, dit-il, voudront établir avec nous quelques communications, nous ne leur dirons pas que nous sommes un peuple invincible, nous leur dirons qu'il peut y avoir quelque péril à combatre un tel peuple, mais qu'il n'y en a plus à chercher son alliance. (Applaudissemens.)

Honneur soit rendu à notre président qui, sommé par les révoltés de signer leurs pretendus décrets, sous peine d'avoir la tête coupée, répondit : Je suis representant du

Digitized by Google

peuple et président de la Convention ; et quoiqu'il fût entouré d'assassins et de poignards, il ne mit aucun projet à la délibération, et il ne signa rien. Boissy d'Anglas : Je te voue, au nom de la patrie, des remercîmens qu'elle ne désavouera pas ! tu l'as servie ; et tu l'as honorée.

Honneur aussi à Vernier, qui a également présidé dans cette journée, et qui a montré le même courage au milieu des mêmes dangers.

L'orateur termine en déclarant que la Convention veut substituer la justice à l'arbitraire, la force des lois à l'anarchie ; qu'elle veut mettre dans sa constitution, bientôt prête, la garantie de tous contre l'insurrection partielle de quelques-uns qui ne sont que des séditieux ; la sagesse des institutions et celle des lois, la démocratie et non la démagogie, la liberté et non la licence, le gouvernement républicain et non la tyrannie populaire. Applaudi.

Lanjuinais demande l'impression du discours, la traduction dans toutes les langues et l'envoi aux départemens et aux armées. Décreté.

Thibaudeau propose que le 3 octobre, jour où le fer a été porté dans les entrailles de la Convention, il soit célébré une fête en l'honneur des victimes de la tyrannie. Décreté. Une députation de 24 membres se rend au tombeau de Féraud pour y graver une inscription.

Séance de quintidi, 15 *Prairial*.

Dussaux, l'un des vingt-quatre membres chargés de graver sur le tombeau de Féraud l'inscription décretée, rend compte de l'exécution de leur mission, et prononce un discours à ce sujet. Il sera inséré au bulletin.

Un membre, au nom du comité des finances, propose la rédaction définitive du décret sur la vente des domaines nationaux, à prix fixe, rendu le 10 de ce mois, et il soumet en même tems une difficulté qu'a fait naître le premier article, et qui porte que chaque citoyen pourra, au moyen de sa soumission, se faire adjuger sans enchère le bien qu'il désirera, si la vente n'en est pas commencée. On demande quelle est la formalité qui rend une vente commencée ; est-ce la simple soumission d'acquérir moyennant une somme, ou faut-il y joindre l'affiche ? et dans le cas auquel il n'y aurait pas de soumission, une enchère est-elle nécessaire pour établir un commencement de vente ? L'Assemblée se partage sur cette question ; parmi les membres, les uns sont pour l'affirmative, les autres pour la négative. Après quelques débats, il est décrété qu'une vente est réputée commencée lorsqu'il y a eu soumission et affiche, et à défaut de soumission lorsqu'il y a eu enchère.

Le comité des finances demande encore si les cheptels seront

Digitized by Google

compris dans les ventes des biens nationaux, à prix fixe. Il est décrété que la loi du 10 ne parlant que d'immeubles, les cheptels, en qualité de meubles, seront vendus séparément et à l'encan.

Enfin, l'art. 10 de cette loi porte qu'en cas de concurrence de la part des soumissionnaires, le sort décidera de celui qui aura la préférence. Le comité des finances pense que dans ce cas il serait avantageux pour la nation d'ouvrir des encheres. Plusieurs membres annoncent que des accapareurs de biens nationaux se rendent dans les départemens, et feront en peu de jours des profits immenses. D'autres disent, et Bourdon en particulier, qu'il y a des membres dans le comité qui cherchent à faire échouer ce projet, parce qu'il réussit, et qu'il a passé contre leur avis. Qu'il n'y a pas d'accaparemens lorsqu'on achete à prix fixe, et que ceux qui ont des assignats peuvent seuls acquerir. Après quelques débats l'article est maintenu.

On procede à l'appel nominal pour le renouvellement des quatre membres qui doivent sortir du comité de salut public; les sortans sont : Merlin (de Douai), Fourcroy, Lacombe et Laporte. Ceux qui les remplacent sont : Henri Lariviere, Gamond, Marec et Blad.

Séance de sextidi, 16 *Prairial.*

Il y a eu hier soir une séance extraordinaire destinée à renouveller, par quart, le comité de sûreté générale. Les nouveaux membres sont : Lhomond, Genevois, Rovere et Boudin.

Sieyes, au nom du comité de salut public, annonce que les états-généraux des Provinces-Unies ont nommé pour ambassadeurs extraordinaires auprès de la République deux de leurs membres qui sont à Paris, et que ce choix confirme de plus en plus la bonne intelligence qui ne cessera d'exister entre elles et nous. Il demande qu'ils soient admis demain à 2 heures. Décrété.

Les représentans du peuple, près l'armée des Pyrénées occidentales, écrivent de Bayonne que cette armée a applaudi à la victoire que la Convention a remportée sur les rebelles le 1er. prairial. Bourdon dit qu'on ne craint plus d'annoncer qu'un mouvement combiné avec celui du 1er. prairial était organisé dans cette armée, mais qu'il a été déjoué et qu'une épuration y devient par conséquent nécessaire.

Les administrateurs du district de Château-Thierry, écrivent qu'à la nouvelle du décret du 10 de ce mois concernant la vente des biens nationaux à prix fixe, tous ceux de leur arrondissement ont été soumissionnés et vendus en moins de trois jours, et que la vente s'éleve à 15 ou 16 millions.

Génissieux demande que la discussion sur le mode de restitution des biens des condamnés à leur famille, soit ouverte demain. Décrété.

Digitized by Google

Vernier, au nom du comité des finances, soumet de nouveau le projet de décret relatif à l'établissement d'une caisse hypothécaire ; après quelques débats il est décrété que le régime hypothécaire ne sera appliqué qu'aux propriétés des particuliers, et qu'à cet effet les conservateurs des hypotheques inscriront sur un registre la valeur de chaque immeuble et les hypotheques dont il est grevé, et qu'ils délivreront aux particuliers qui voudront ouvrir un crédit sur eux-mêmes des cédules ou déclarations d'hypotheques dont la somme ne pourra excéder la valeur des trois quarts des biens hypothéqués.

PARIS. *Nonidi* 19 *Prairial*, *l'an* 3e. *de la République.*

Le rapport sur la nouvelle constitution était assez généralement attendu pour le 25. Cette opinion avait pris sa source dans le décret du 2 de mois, et l'on sait par quels moyens et dans quelles circonstances ce décret fut arraché par une horde de factieux. On a très-justement remarqué dans un de nos papiers publics, que quand même ce rapport serait prêt pour l'époque annoncée, il conviendrait à la dignité de la Convention de le renvoyer à une autre ; mais il convient bien davantage à l'intérêt général que ce plan de gouvernement, qui doit être fondé sur des bases plus solides que celles adoptées jusqu'à présent, soit préparé et mûri avec la plus grande méditation ; car si après deux constitutions défectueuses, la troisieme trompait encore l'espérance de la nation, on aurait quelque raison de désespérer d'en avoir jamais une. Il faut donc ne rien précipiter, et laisser à l'opinion des écrivains qui s'exercent déja d'une maniere si utile, le soin de rassembler le plus de lumiere possible sur un sujet d'un intérêt si majeur. On assure que Boissy-d'Anglas est chargé de ce rapport important, et l'on croit que l'époque en est fixée au 8 du mois prochain.

Il n'est plus douteux que les derniers événemens n'aient été dirigés par les agens des débris de la coalition expirante. On les annonçait chez l'étranger, on en attendait l'issue avant même qu'ils fussent arrivés. Voici l'extrait d'une lettre de Soleure du 28 mai, rapportée dans un de nos papiers les plus accrédités, et dont les rédacteurs garantissent l'authenticité.

« .... J'ai rencontré ici l'ambassadeur anglais. Il revient d'une conférence qu'il a eue à Basle avec l'ambassadeur d'Au-

Digitized by Google

triche et différens autres agens secrets qui attendaient l'événement *arrivé le 1er. prairial.* Il a été joint par un courier qui lui a apporté la nouvelle que *Toulon est aux Anglais.*

» Je me suis trouvé à Basle dans la même auberge avec des gens ouvertement attachés au gouvernement britannique. Ce sont les intrigans les plus déliés, les plus actifs, les plus infatigables. Le personnage le plus marquant parmi eux est la comtesse de Rochechouart-Mortemart. Tous attendent *la suite des événemens.*

» Il doit y avoir en ce moment à Paris des *Anglais importans....* entr'autre le fils d'un lord, qui a, ou doit avoir, la direction d'une troupe de *sans-culottes.* »

Les *événemens* n'ont pas eu *les suites* qu'on *attendait ; Toulon n'est point aux Anglais*, et la révolte qu'on y avait suscitée est déja étouffée. L'agent maritime à Marseille vient d'écrire à la Convention la note suivante sous la date du 10 prairial :

« Les troupes de la République sont entrées hier à Toulon ; les révoltés ont posé les armes ; tout est rentré dans le devoir. Les matelots animés du bien public se préparent à monter l'escadre pour déclarer une guerre à mort aux perfides Anglais. »

La France et l'humanité entiere vient de perdre, dans la personne de Dessault, l'un des plus-habiles chirurgiens de l'Europe.

Nous avions rapporté dans notre dernier numéro un article *communiqué*, où il était question de conférences en Suisse entre madame de Staël et plusieurs émigrés. A son arrivée à Paris, elle y a fait la réponse suivante.

Lettre de madame de Staël aux journalistes.

Je vous remercie, messieurs, d'avoir ajouté le mot *article communiqué* à l'astucieuse inculpation que l'on vous a demandé d'insérer dans votre journal ; il contient si souvent des vérités utiles et courageuses, que j'aurais éprouvé de la peur en y voyant ma conduite aussi soigneusement dénaturée. Je vais, pour la premiere fois, répondre à une attaque anonyme : c'est un hommage que je crois dû à l'opinion du pays dans lequel je reviens habiter après trois ans d'absence. Dans l'article qu'on vous a envoyé, on a perfidement uni le mensonge à la vérité, espérant de me rendre un désaveu tout-à-fait impossible ; mais je crois difficile d'embarrasser une personne qui

Digitized by Google

s'est toujours confiée à l'effet tardif, mais sûr, de la parfaite sincérité. Dans la liste infidelle que l'on vous a donnée des personnes que l'on supposait en Suisse, il en est avec lesquelles je suis liée depuis que je vis dans le monde, et je ne pense pas qu'on osât me faire un crime de n'avoir pas cessé de voir et d'aimer quelques amis proscrits par la tyrannie de Robespierre, qui, dans l'asyle auquel ils ont été forcés de recourir, n'ont jamais pris la moindre part à aucun projet hostile contre la République Française; mais il est de la plus odieuse, comme de la plus ridicule fausseté, que j'aie jamais eu de *conférences politiques*, ni un rapport quelconque avec les affaires publiques, depuis que je demeure en Suisse. La singuliere célébrité que l'on s'acharne à me donner, le puéril effroi qu'on veut inspirer pour une femme de 26 ans, qui en venant rejoindre son mari, est tout simplement à sa place, me forcent à professer mes opinions politiques; je m'en excuse d'avance auprès de ceux qui trouveront comme moi qu'il est bien ridicule que cette profession de foi soit nécessaire. Je déclare donc que je ne partage point le préjugé qui ferait tenir à telle forme de constitution par des considérations étrangeres au bonheur et à la volonté de la nation qui l'adopte; que je souhaite sincérement l'établissement de la République Française sur les bâses sacrées de la justice et de l'humanité, parce qu'il m'est démontré que dans les circonstances actuelles le gouvernement républicain peut seul donner du repos et de la liberté à la France; et s'il faut s'abaisser, dans un tems de trouble, jusqu'à garantir son opinion par son intérêt, je demanderai si la femme d'un ambassadeur qui, au nom du roi de Suede, a reconnu la République Française, si la femme d'un ambassadeur qui s'est montré si fortement attachée à la destinée de la France, peut former un desir contraire à la prospérité de la République; je demanderai si c'est avec des intentions bien favorables à la paix si généralement desirée, qu'on entoure de soupçons les agens des puissances étrangeres qui donnent les premiers l'exemple de l'union avec la France; si ce fantôme de royalistes, constitutionnels, aristocrates, qu'on évoque du sein des morts, n'est pas destiné à détourner l'attention des véritables ennemis de la chose publique; si le 1^er^. prairial ce sont les royalistes qui ont attaqué la Convention, si ceux qui l'ont défendue ont manifesté des intentions royalistes, s'il n'est pas enfin prouvé à tous les hommes qui ne vivent pas de soupçons nouveaux et de vieilles haines, qu'il n'y a plus en France, depuis la revolution du 9 thermidor que deux partis dont on puisse compter l'influence; les amis d'une république juste et libre, auxquels tous les Français éclairés et patriotes veulent se rallier; et les fauteurs d'une anarchie sanguinaire que tous les hommes doivent repousser.

Signés, NECKER, BARONNE STAEL DE HOLSTEIN.

Digitized by Google

La pacification avec les chouans avait été suivie de circonstances si équivoques, qu'on en avait conçu des soupçons de perfidie. Ces soupçons ne se sont que trop réalisés; on a saisi sur un des agens de leurs chefs des pieces qui prouvent leur insigne trahison. Cette découverte a déterminé les représentans du peuple à faire arrêter Cormatin, général en chef; Boishardi, son adjudant; Jarry, Cœur-de-roi, Cœur-de-lion, Piccolin et deux autres. On les amene à Paris sous une forte escorte. Voici le recueil des pieces.

Proclamation des représentans du peuple près les armées des côtes de Brest et de Cherbourg, et dans les départemens de leurs arrondissemens.

Français républicains, lisez! lisez! voyez la bonne foi trompée, trahie, les sermens violés, et la plus épouvantable hypocrisie, à l'ombre des douces paroles de la paix, méditant la révolte et le massacre.

Hommes sinceres, qui avez posé les armes, par le desir de voir cesser les maux qui dévorent ces contrées, lisez!

Vous qui, naguères enfermés dans les cachots, que l'échafaud du terrorisme attendait, qui n'en avez été retirés que par le courage de la représentation nationale, et qui avez profité des premiers momens de votre liberté pour sourire, peut-être pour donner la main aux projets atroces qui vont être révélés à la face de la France, ingrats, lisez!

Malheureux habitans des campagnes, hommes séduits par des scélérats qui ne connaissent de dieu que leur ambition; qui ne flattent vos pensées, que pour faire de vous plus sûrement les instrumens de leurs crimes; qui, sans foi, sans loi, sans religion, portaient à leurs boutonnieres les marques de celle que vous professez, afin de mieux vous enchaîner à leurs projets: lisez!

Amis de votre pays, zélés partisans de la liberté, guerriers magnanimes, vous qui souffrez tant pour assurer enfin le bonheur du peuple français; vous qui ateniez votre courage; vous qui croyiez que bientôt vous n'auriez plus que des freres à embrasser, lisez!

Français républicains, chargés de rétablir l'ordre dans ces contrées, d'y ramener la prospérité, enivrés de l'espoir si flatteur de leur avoir rendu un service signalé en leur donnant la paix; voyez quel est le prix de nos efforts, et jugez

Digitized by Google

si notre devoir nous impose la loi de prendre des mesures sévères.

Nous tiendrons à la pacification ; nous l'exécuterons avec la loyauté qui nous l'avait dictée ; les conditions en seront fidellement exécutées, la propriété, la sûreté des personnes, la liberté du culte seront protégées avec la même vigilance et une égale force.

Tous les hommes amis de la paix, de l'ordre, de l'union, sont nos frères. Les traîtres, les parjures, ceux qui veulent verser le sang des hommes sont seuls nos ennemis.

A Rennes, le 6 prairial, l'an 3e. de la République une et indivisible.

Signés, GRENOT, BOLLET.

Nota. Les lettres suivantes ont été saisies sur un nommé Ballé, courier de Cormatin, qui allait à un rassemblement de Grand-Champ. Il a été arrêté à Ploërmel, comme prévenu d'embauchage.

Premiere lettre de Cormatin, au soi-disant comte de Sils ; Rennes, 21 mai 1795.

J'ai dans ce département des moyens de toucher de l'argent ; il faut donc que monsieur Guillot revienne le plus tôt possible, pour que nous puissions vous faire passer des secours. Envoyez-moi votre signature en blanc, *pour former un emprunt* que j'autorise. Il y a quatre signatures, *Boishardy, vous, Chantreau* et *moi*. Fiez-vous à nous pour votre blanc. L'on m'offre des sommes sur ma signature ; mais je ne veux jamais m'isoler pour de telles affaires. Cependant *nous avons besoin de fonds*. Je vous embrasse mille fois. Renvoyez-nous monsieur Guillot bien vite.

Signé, CORMATIN.

La souscription est :

A Monsieur, Monsieur le comte de Sils, dans le Morbihan.

Pour copie conforme,

Signés, GUERMEUR, GUEZNO, BRUE.

Pour ampliation,

Signés, GRENOT, BOLLET.

Seconde lettre de Rosiere et Frotté, aux membres du conseil du Morbihan, sans date. — Armée catholique et royale, division de Normandie.

Messieurs, notre intérêt commun, la même façon de penser et d'agir, et notre confiance en vous, nous engagent à vous prier de vouloir bien lier entre nous *une correspondance suivie, qui ne nous laisse rien ignorer de nos positions respectives.*

Digitized by Google

En conséquence, nous vous envoyons un de nos capitaines auquel vous pourrez accorder votre confiance, comme il a entierement la nôtre. C'est un ancien Vendéen, qui, depuis dix huit mois, combat dans son pays avec honneur et intelligence. Il sera près de vous, messieurs, l'interprète fidelle de nos sentimens ; *et nous vous prions, au nom du roi et du bien général*, de vouloir bien lui communiquer les instructions que vous croirez nécessaires de nous faire parvenir pour que nous puissions employer tous nos moyens pour seconder *le noble dévouement dont nous vous savons pénétrés.*

Nous sommes avec le plus vif attachement et la plus sincere estime, messieurs, vos très-humbles et très-dévoués compagnons d'armes et amis.

Signés, LOUIS DE LA ROSIERE, le chevalier de MARGUERYE, HENRY DE MARGUERYE, *chef du canton d'Avranches*, LOUIS DE FROTTÉ, *chargé de pouvoirs et d'ordres pour la Normandie.*

La suscription de l'enveloppe :

A messieurs les membres du conseil de Morbihan.

Pour copie conforme,

Signés, GUEZNO, GUERMEUR, BRUE.

Pour ampliation,

Signés, GRENOT, BOLLET.

Troisieme lettre de Cormatin aux membres du conseil de Morbihan.

Messieurs, nous connaissons la proclamation dont vous nous parlez. Nous en avons redouté les effets, et nos craintes n'ont malheureusement pas été mal fondées.

Toutes les causes des événemens qui nous affligent, ne proviennent sûrement que de ceux qui nous ont juré une haine eternelle. Nous ne devons pas être surpris de leur conduite ; il y a long-tems qu'ils nous ont appris à les connaître : mais quels que soient nos sujets de plaintes, quelques torts qu'ils aient envers nous, que devons-nous faire dans des circonstances aussi délicates ?

Songez-vous que nous ne sommes plus un parti isolé ; *que nous tenons à tous les royalistes de la France* ; que nos démarches dépendent d'une décision générale.

Où nous meneront les moyens que vous semblez adopter ? à une déclaration formelle de guerre qui, ou nécessiterait nos amis à se battre, *et qui le faisant dans ce moment*, n'auront pas *les ressources suffisantes*, ou qui, s'ils ne le peuvent absolument, laisseront tomber *sur nous tout le poids des forces qu'avec le tems nous pouvons nous partager* : alors quelle terrible conséquence ! mais, me direz-vous, le remede ? j'avoue que c'est une réponse épineuse ; mais je vais vous ouvrir mon cœur.

Digitized by Google

Est-il donc absolument impossible de contenir le peuple et de le détourner de ces rassemblemens qui effraient les Républicains ? Je vois que dans bien des cantons on y réussit ; pourquoi chez vous n'y parviendrait-on pas ? Que s'ensuivrait-il si l'on prenait cette mesure ? *Que l'on ôterait d'abord tout prétexte d'excuse aux Républicains, et que leur méfiance étant moindre, nos affaires n'éprouveraient pas les entraves qui nous gênent, et qui finiront peut-être par nous être funestes.*

Vous direz qu'il n'y aurait plus d'inconvéniens. Je ne me permettrais pas cette assertion ; mais s'ils ne pouvaient être que ceux que l'on peut tolérer ; *les choses n'en iraient pas moins leur train.*

En politique, les extrêmes sont les points de vue où l'on se fixe. Les détails ne sont rien. Ils n'affectent que ceux qui voient momentanément les choses. Quelque malheureuse que soit la mort de quelques hommes, que sont quelques particuliers contre la France entière ?

Voilà quelle doit être notre maniere de voir. *Quelque douloureux qu'il soit pour nos cœurs de dissimuler.... nous y sommes contraints, et la nécessité par-tout est une loi irrévocable.*

MM. de Boishardy et de Chantreau sont dans les mêmes sentimens, et nous invitent *à ne pas nous écarter de nos projets et de nos plans de pacification.*

Nous sommes avec l'estime et l'union la plus sacrée.

Signés, CORMATIN, BOISHARDY, DE CHANTREAU, JARRY.

Pour copie conforme.

Signés, GUERMEUR, GUEZNO, BRUE.

La souscription de l'enveloppe est :

A messieurs les membres du conseil de Morbihan.

Pour ampliation.

Signés, GRENOT, BOLLET.

Rapport fait par le général de brigade Humbert, aux représentans du peuple Grenot et Bollet. — A Rennes, ce 6 prairial, l'an 3e. de la République Française, une et indivisible.

Citoyens représentans, depuis que j'ai été chargé de la mission d'accompagner les chefs des chouans dans les départemens insurgés, il a été de mon devoir de vous rendre compte de la situation et de la disposition des habitans de ces pays, ainsi que de la conduite des chefs, et je crois avoir rempli cette tâche.

Je dois également vous instruire qu'au mépris de la pacification qui aurait dû faire rentrer tous les insurgés dans le devoir, (puisque les chefs ont reconnu la République et promis de ne jamais prendre les armes contre elle) *le désarmement a redoublé plus que jamais, et ceux-ci ne m'ont jamais parus y porter remède*, non plus qu'aux *mauvais traitemens* que l'on

Digitized by Google

a fait essuyer, tant aux officiers municipaux des campagnes et autres membres et soutiens de la République, ou en général à tout ce qui a été reconnu pour patriote. Cormatin entr'autres me dit, il y a quelques jours, que, *s'il recommençait la guerre, il couperait toutes les communications, empêcherait les provisions d'arriver en ville, et qu'en levant le doigt la Bretagne était à lui.*

Ces propos, ainsi que la conduite qu'il a tenue depuis la paix, m'ont tellement inspiré de méfiance sur le compte de Cormatin et des différens accolytes qu'il s'est choisis, qu'en parcourant depuis les mêmes départemens, j'ai prévenu les différens chefs que j'ai rencontrés, ainsi que les paysans et principalement la jeunesse de Rennes et d'autres lieux, que les étrangers qui se trouvaient dans les chouans et qui s'en étaient proclamés les chefs, ne pouvaient avoir d'autres desseins que de satisfaire leur cupidité ou ambition particulière, et de sacrifier leur pays pour y parvenir, qu'ils aient à s'en méfier, que le spectacle de la Vendée devait leur servir d'exemple, ainsi que la scélératesse des Anglais, qui n'ont jamais eu d'autre but que d'allumer parmi nous le flambeau de la guerre civile.

Salut et fraternité.

Signé, HUMBERT, *général de brigade.*

Notes sur M. le baron de Cormatin, major-général de l'armée catholique et royale de Bretagne, données par un ci devant chouan.

Monsieur le baron de Cormatin, qui fait aujourd'hui tant de bruit par le monde, et s'érige en protecteur de la Bretagne, s'appelle *Desotteux*, fils de monsieur Désotteux, *seigneur* d'un petit village de la province de Bourgogne, c'est-à-dire chirurgien de campagne, faisant la barbe et coupant les cheveux proprement. Son oncle, chirurgien-major au régiment du roi, homme à talent, prit soin de son éducation, lui ôta des mains la lancette et les razoirs, lui ceignit l'epée au côté, et conçut l'idée d'en faire un militaire :

Rose et Fabert ont ainsi commencé.

Une occasion favorable se présente; l'oncle, chirurgien, venait de retirer d'une maladie dangereuse le baron et la baronne de Viomesnil. Pour prix de ses soins, il demande au baron, qui allait partir pour l'Amérique, une place d'aide-de-camp-sous-lieutenant en faveur de son neveu.

Viomesnil accorde par sentiment de reconnaissance, et fait expédier le brevet au jeune Désotteux, quoique ce fût contre les ordonnances d'alors.

Digitized by Google

Arrivé en Amérique, Désotteux se glisse chez les Lameth, s'étudie à gagner leur confiance, devient leur bas valet; ceux-ci étaient en faveur, et le jeune homme voulait percer.

La paix faite, Désotteux repasse en France à la suite des Lameth. Lié à leurs opinions, à leurs projets, à leur fortune, il dut nécessairement marcher sur leurs traces, aussi les acompagnait-il d'une maniere servile dans tout les sentiers de l'intrigue, tenant toujours dans ses mains le pan de leur habit, comme un fidelle caudataire.

A la revolution, les Lameth prennent parti contre la cour qui les avait accablés de bienfaits, et gorgés de pensions; Désotteux déclame contre la cour. Les Lameth se font démagogues furieux, Désotteux se fait démagogue forcené. Les Lameth unis aux orléanistes font marcher à Versailles les 5 et 6 octobre une partie de la garde nationale parisienne, précédée d'une troupe de femmes des halles; Désotteux, placé à l'avantgarde sous un habit de femme, se distingue dans cette journée, et mérite des éloges des meneurs qui l'avaient préparée. Il avait, dit-on, au retour cet air triomphant qu'on lui a vu depuis, en rentrant à Rennes, après la signature du traité conclu à la Mabilais.

Enfin, à force de tours de souplesse et de menées assez bizarres, qu'il serait trop long de détailler, les Lameth voulant récompenser ses bons et loyaux services l'envoyerent dans la division de Metz, où il fut employé sous la qualité d'aide-maréchal-général des-logis, auprès du marquis de Bouillé. Cette mission secrete etait celle d'un honnête agent à qui on avait confié un titre militaire propre à en cacher le véritable objet.

Habitué à plier son caractere à tous les changemens de circonstances qui pouvaient flatter son ambition, et ses opinions à celles des hommes dont dépendait son sort, Désotteux, croyant que la cour allait prendre le dessus, met bas le bonnet rouge, et se métamorphose subitement en royaliste avec le marquis de Bouillé. Lors du mauvais succès de la fuite du roi à Varennes, se voyant compromis, il prend le parti d'émigrer.

A Coblentz, il se brouille avec les émigrés qui le reconnaissent pour un transfuge du parti démagogue, et auprès desquels il ne réussit pas à faire l'avantageux; il revient en France, et obtient une place de sous-lieutenant dans la maison constitutionnelle du roi. Au 10 août, il émigre pour la seconde fois.

La rage d'intriguer et de jouer un rôle, le porte à aller offrir ses services aux généraux anglais. Ces derniers, au travers de son bavardage, ne trouvent en lui qu'un petit brouillon, un énergumène sans moyens, un charlatan; ils l'éconduisent.

Digitized by Google

Rebuté des émigrés, Désotteux tente encore de rentrer en France, et aborde dans la province de Bretagne.

N'y connaissant personne, il s'introduit chez Boishardy, à l'aide de quelques renseignemens qu'il avait obtenus de M. de Puisaye.

Boishardy, sur cette recommandation, consent à le prendre pour son aide-decamp. Survient la trêve avec les républicains et les royalistes, Désotteux s'offre avec ardeur au parti pour aller traiter avec les représentans; et quoique Boishardy eût déjà été nommé, il parvient à retourner les esprits, et à se faire charger de la négociation.

C'est depuis cette époque, et à cause de l'intérêt qu'a présenté la pacification de la Bretagne, que Désotteux, connu sous le nom de Cormatin, est sorti de son obscurité.

Dès lors il a tranché du petit général, s'est mis lui même sans l'aveu de personne, et par le seul mérite de son impudence, à la tête du parti royaliste, s'efforçant de persuader aux uns comme aux autres qu'il exerçait une grande influence, et était doué d'une rare capacité.

Il faut demander à MM. de Boishardy et Dézils ce qu'ils pensent de ce saltimbanque, comment ils apprécient ses prétentions, et sur-tout son caractere.

Il reste à parler de la baronnie de Cormatin. La création de cette baronnie est de même date que le généralat. Depuis sa rentrée en France, Désotteux abdiqua prudemment le nom de ses pères, qui pouvait rappeller le souvenir de ses anciennes liaisons jacobinistes, et prit le nom de sa femme, en y ajoutant la qualité de baron, pour se donner plus de relief et les airs d'un gentilhomme.

Pendant le tems des conférences tenues à Rennes pour la paix entre les représentans et les royalistes, un courier fut dépêché par lui en Bourgogne à madame la baronne de Cormatin qu'il exhortait vivement à venir le joindre. Cette femme, qui est séparée du baron depuis long-tems, rejetta la proposition avec le dédain le mieux prononcé; le courier a même rapporté que Désotteux était tellement exécré dans son pays qu'il ne pourrait y remettre les pieds, sans courir les risques d'y périr sous le bâton.

Tel est, en peu de mots, *monsieur le général baron de Cormatin*, qui a su, tour à tour, capter et trahir la confiance des royalites et des républicains, et qui vraisemblablement ne trompera plus personne, les représentans du peuple venant de le faire mettre en état d'arrestation.

Digitized by Google

Ger. 135

(N°. 53.)

MERCURE FRANÇAIS

QUINTIDI 25 PRAIRIAL, *l'an troisieme de la République.*
(*Samedi* 13 *Juin* 1795, vieux style.)

BELLES-LETTRES. ÉLOQUENCE.

De l'Art oratoire dans les Républiques.

QUELQUE soin que l'on ait pris de réduire l'*art oratoire* à des principes fixes et à des regles communes, c'est un secret qu'ont toujours gardé ceux qui l'ont possédé, lors même qu'ils ont eu l'intention de le révéler. Cicéron a beaucoup écrit sur la *rhétorique*, et Cicéron a laissé peu d'imitateurs chez les Romains. Rien n'a été plus nuisible aux progrès des beaux arts que l'*esprit d'imitation*. C'est de lui que sont nées les différentes *écoles*; et l'on a remarqué que les *éleves* étaient presque toujours inférieurs au *maître*. Le génie ne veut point de modele, et s'il aspire à le devenir, il préfere l'amour-propre de l'artiste à la perfection de l'art.

Les impressions profondes que produisaient de grands orateurs sur la multitude, ont fait naître l'idée de rechercher par quels moyens ils avaient pu opérer d'aussi étonnans prodiges. On a cru, en suivant leur marche et en décomposant leurs idées, découvrir les ressorts secrets de leur art, et on a érigé cette analyse en méthode. On ne s'est pas apperçu que les moyens varient avec les sujets, les tems, les lieux et les personnes, et que lors même qu'on est appellé à discuter les mêmes intérêts, chaque orateur y apporte son caractere, ses mœurs, ses connaissances, la maniere dont il est affecté; en un mot, tous les traits qui marquent son style et son talent d'un coin particulier.

Nous sommes loin d'en conclure que l'art oratoire n'ait pas, comme tous les autres arts, ses principes, sa méthode et son méchanisme, s'il est permis de s'exprimer ainsi. Nous disons seulement qu'il est dangereux de se trop asservir à des regles, et que seules elles sont insuffisantes. Les anciens ont dit : *L'on naît poëte, et l'on*

Digitized by Google

devient orateur. L'un n'est pas plus vrai que l'autre. La nature fournit les élémens, et l'étude les combine et les perfectionne.

Rien n'a été plus soumis à l'influence des gouvernemens que l'art oratoire. Quand la parole n'est pas libre comme la pensée, à quoi bon la cultiver? Elle est un instrument de terreur pour le tyran, ou de lâcheté pour l'esclave. Elle a été long-tems bornée parmi nous à des harangues académiques, à d'insipides plaidoyers de barreau, et à des déclamations religieuses. Si la voix des Bossuet et des Massillon tonnait quelquefois contre les abus du pouvoir et les vices des cours, on sait que ce n'était souvent pour leurs pareils qu'un moyen de faire acheter leur silence. Il y avait toujours dans ces sorties véhémentes une vanité sacerdotale que les ministres de la religion faisaient tourner au profit de leur puissance. Le philosophe, plus courageux et moins déclamateur, était obligé de ne montrer de sa pensée que ce qu'il en fallait pour être deviné; et cette gêne, en donnant si l'on veut plus d'activité et de finesse à l'esprit, étouffait le véritable talent, et attestait la honte de la servitude.

Les grands orateurs ne se montrent que dans les républiques. L'éloquence est une plante vigoureuse qui ne croît que sur le sol de la liberté. C'est là que la patrie étant une propriété commune, chacun trouve à la servir son intérêt et sa récompense. Là, le champ de l'émulation est sans bornes, comme il est sans obstacle. Politique, morale, législation, administration, organisation sociale, commerce, guerre, paix, négociations, traités, tout ce qui peut intéresser l'homme et le citoyen s'offre à l'ambition et à la carrière du génie. Là, l'éloquence, comme la foudre, se forme au milieu des orages, se nourrit du feu des passions, et n'est jamais plus terrible que lorsqu'elle éclate du sein des tempêtes.

On n'est point orateur, parce qu'on écrit avec éloquence. Qui a mis dans son style plus de chaleur, plus de mouvement, plus de sensibilité, plus de magie que Rousseau? où trouve-t-on plus de magnificence, plus de grandeur, plus de richesses, plus de coloris que dans celui de Buffon? On dira d'eux que c'étaient de grands écrivains, mais non de grands orateurs. Ce mot, assez caractérisé par son étymologie, *orator ab oratione*, emporte toujours l'idée de l'action de la parole sur une grande assemblée, dans l'objet de déterminer prompte-

Digitized by Google

ment sa volonté et de l'amener par la force du raisonnement, de la persuasion et de la conviction, au but que se propose l'orateur.

Il ne suffit pas de parler au peuple pour mériter le titre d'orateur. Ce titre suppose une réunion de qualités si difficiles et si étendues, qu'on doit être peu étonné que le nombre en ait été si petit chez les anciens.

Le talent de la tribune exige d'abord un organe sonore, une articulation facile, une perception prompte, une contenance assurée, la déclamation et le geste appropriés à la nature du sujet. Quelques-unes de ces qualités se fortifient et se perfectionnent par l'habitude ; aucune ne se donne entierement. Tous ceux que la nature n'a pas doués de moyens physiques propres à commander l'attention, que la vue d'une grande assemblée intimide et déconcerte, dont les idées ont besoin pour s'ordonner de la méditation du cabinet, et qui, comme le disait Rousseau de lui-même, n'ont de l'esprit qu'un quart-d'eure après les autres; ceux-là, quelle que soit d'ailleurs la profondeur de leurs connaissances et la pureté de leur diction, doivent renoncer aux succès de la tribune. C'est une arêne qui ne soufffe que des athletes vigoureux et exercés. Ce n'est pas qu'une sorte d'embarras et de timidité soit déplacée dans un orateur; Cicéron ne s'en défendit pas toujours; mais ce voile léger, dont la modestie s'enveloppe, et qui n'inspire que plus d'intérêt, ne doit jamais étouffer les moyens de l'orateur et nuire au développement de son sujet.

Dans une république où l'orateur est appellé à discuter toutes sortes de matieres, il n'est pas besoin de dire qu'il doit avoir des connaissances vastes et approfondies. Celui qui embrasse et possede tous les rapports d'un sujet, sera toujours celui qui en parlera le mieux. Combien de questions restent encore neuves, même après avoir été long-tems débattues! Mettez un orateur instruit et habile aux psises avec ces discoureurs superficiels qui prennent la facilité pour le talent, qui ne procedent que par tableaux et par apperçus, qui parlent bien plus qu'ils ne discutent, et comme les peintres-décorateurs ne cherchent qu'à produire de l'effet, et vous verrez avec quelle supériorité de talens, quelle force de raisonnement, quelle étendue de lumieres, l'orateur éclairé et profond envisagera la même question! comme il découvrira de nouvelles vues,

Digitized by Google

saisira de nouveaux rapprochemens et aggrandira la carriere que l'autre avait à peine apperçue.

Quelles connaissances doit donc réunir l'orateur? Nous répondrons sans hésiter, toutes; depuis les élémens de la grammaire, jusqu'aux spéculations philosophiques les plus élevées. Il faut qu'il ait, pour ainsi dire, sous les yeux le tableau des progrès et des combinaisons de l'esprit humain, et qu'il possede la science des hommes et des choses.

Qu'on ne se laisse pas effrayer par cette immensité de connaissances! Nous ne demandons pas qu'il soit aussi profond géometre qu'Euler, ni aussi savant que Bacon; mais nous disons que rien ne doit lui être étranger, et qu'il est des choses qu'il doit savoir profondément. Obligé de parler souvent sans préparation sur des sujets inopinés, il ne faut pas que la tribune le prenne au dépourvu. Ces provisions ne s'amassent pas en un jour, en une année; aussi les anciens pensaient-ils que l'homme doit apprendre toute sa vie. Mais si un jeune homme, avec des dispositions heureuses, préparé d'ailleurs par des enseignemens préliminaires, consacre dix ans de sa jeunesse à l'étude, ce tems, bien employé, pourra suffire pour lui faire acquérir les connaissances dont il a besoin.

La maniere d'économiser le tems dépend beaucoup de la maniere d'étudier. Si l'on transporte tout-à-coup un jeune homme sur un point élevé d'où on lui fasse appercevoir l'étendue immense de la carriere qu'on veut lui faire parcourir, il est à craindre que le premier sentiment qu'il éprouve ne soit celui du découragement. Le secret est de le mener au but, en lui dérobant les routes qui y conduisent, en lui ménageant des repos, et en disposant tellement toutes les issues que celle qu'il quitte le mene à celle qui le touche, sans l'éloigner du terme auquel il doit arriver. Souvent dans l'impatience de tout connaître et de tout savoir, un jeune homme passe rapidement d'une science à une autre, les effleure toutes sans en étudier aucune, et ne laisse dans sa mémoire qu'un souvenir confus de demi-connaissances mal digérées, sans suite, sans liaison, sans rapport entre elles. Cette intempérance est le plus grand défaut dont l'esprit doive se garantir; elle use ses forces en divagations stériles, et quand l'âge d'amasser des connaissances solides et fructueuses est passé, il n'est plus tems d'y revenir; on n'apprend bien que dans sa

Digitized by Google

jeunesse un bon ouvrage sur la méthode d'étudier et d'ordonner ses connaissances, serait un service important à rendre à l'esprit humain.

Il est encore un autre écueil qui nuit aux progrès de l'art oratoire, c'est l'empressement de paraître trop tôt sur le théâtre des affaires publiques. L'amour-propre sacrifie à un succès précoce la maturité du talent, et étouffe ainsi le fruit dans sa fleur. Du moment qu'on est jetté dans la lice, il n'est plus tems de préparer les armes, il faut y descendre revêtu de toutes pieces, et prêt à soutenir les plus rudes combats. On sait que Cicéron ne parut au barreau qu'à 26 ans, et quoiqu'il eût déja acquis de vastes connaissances, sachant seul ce qui lui manquait, il eut le courage de se dérober aux applaudissemens, et retourna à Athenes perfectionner par de nouvelles études ce beau talent qui le rendit dans la suite l'orateur le plus parfait et le plus instruit de son siecle.

Quand celui qui se destine à la parole a fait ses provisions de connaissances, que nous appellerions volontiers les matieres premieres de l orateur, il s'agit de les employer, et ce n'est pas la partie la moins difficile de l'art oratoire. De même qu'un homme qui sait beaucoup n'est pas toujours capable de faire un livre, ainsi les connaissances ne suffisent pas pour être en état de parler au peuple, il faut y joindre l'esprit de conception qui saisit les rapports d'un sujet, l'esprit de méthode et d'analyse qui les lie, le style qui les embellit, et le revêt des couleurs qui leurs sont propres, l'exercice et l'action qui fait valoir toutes les autres qualités.

Nous n'avons tant insisté sur l'instruction dans l'orateur, que parce qu'elle seule lui découvre, par une méditation rapide, toute l'étendue du sujet et les ressources pour le traiter. Sans l'esprit de méthode et d'analyse, qui n'est autre que la véritable logique, l'instruction n offrirait qu'un vaste champ couvert de matériaux épars et sans ordre. Sans les matériaux que fournit l'instruction, l'esprit de méthode n'éleverait qu'un édifice incomplet et mesquin. C'est avec la réunion de ces deux instrumens que l'orateur forme son plan, lie ses idées, distribue et combine ses moyens, établit ses raisonnemens, et produit la conviction ou la persuasion selon le but qu'il se propose.

Comment s'acquiert l'esprit d'analyse et de méthode ? En suivant attentivement les leçons de la nature, en fondant nos idées sur nos sensations, en allant des idées

Digitized by Google

simples aux idées composées, des idées physiques aux idées abstraites, en les comparant entre elles, en marquant les intervalles dans leurs rapports, les ressemblances et les dissemblances, en les généralisant après les avoir particularisés, en ne jugeant des causes que par les effets, en rectifiant notre jugement par l'expérience, en ne prenant jamais pour principes des notions vagues et des mots que l'on n'entend pas, en s'accoutumant à ne voir dans les choses que ce que nous voyons réellement, et en distinguant avec soin la certitude de la probabilité et la probabilité de la simple conjecture, afin de ne jamais substituer l'une à l'autre, ni prendre une erreur pour une vérité.

C'est par cette seule méthode que l'on peut faire des progrès assurés dans l'étude du monde physique et du monde moral ; seulement il importe d'être plus attentif et plus réservé dans ses jugemens, à mesure que l'on fait l'application de l'un à l'autre, et que l'on s'élève par l'analogie du connu à l'inconnu. Il n'y a que la méthode analytique qui distingue l'esprit juste de l'esprit faux. L'un, sous la direction constante de la nature, s'est fait une habitude de se rendre compte de ses sensations et de ses idées, de les comparer, de les analyser, et de remplir son entendement de perceptions claires et de jugemens vrais ; l'autre fermant l'oreille aux instructions du maître commun, ne connaissant ni doute, ni examen, ne considere les objets que sous un seul côté, au lieu d'observer les choses, les imagine, et marchant de suppositions fausses en suppositions fausses, s'égare d'autant plus que chaque préjugé qu'il se forme il l'érige en principe ; pour lui, l'art d'abuser des mots est l'art de raisonner. Aussi est-il plus difficile de ramener les esprits faux dans la route de la vérité, que d'y conduire le peuple qui, plus rapproché de la nature par ses besoins, s'est moins écarté de ses leçons. Son entendement ne s'étant exercé que sur ce qu'il lui importe de savoir et de connaître pour sa conservation et son bonheur, ses idées sont moins étendues, mais elles sont plus justes. Ses erreurs viennent plus de ce qu'il ignore que de ce qu'il sait. Cela s'est toujours vérifié dans les grandes révolutions, où le peuple abandonné à sa propre logique, qui est celle de la nature, raisonne mieux sur ses intérêts que ceux qui ont eu à se dépouiller de leurs préjugés, de leurs habitudes, et de ce qu'ils appellaient leurs principes. L'obstination de l'amour-propre leur a

Digitized by Google

été plus nuisible encore que l'influence de leurs passions.

Si l'orateur veut perfectionner par la pratique l'instrument de l'analyse, il doit, en se rendant compte de ses lectures, se demander, qu'a voulu l'auteur de ce livre? quel but s'est-il proposé? Puis, décomposant son discours et le dépouillant de toutes les idées accessoires pour le réduire aux idées fondamentales et aux bases de ses raisonnemens, il verra s'il a rempli son sujet, et comment il l'a rempli. Que de fois il sera étonné, après avoir fait subir à un ouvrage cette épreuve rigoureuse, de ne trouver pour résultat que des idées vagues et un remplissage insignifiant! que de livres au bas desquels il écrira, pour tout jugement; *à refaire.*

L'art de bien concevoir son sujet et de le traiter sous ses véritables points de vue, est donc ce qui caractérise, dans l'orateur, l'invention et la disposition. Il est le fruit de l'analyse.

A l'égard du style oratoire, deux choses sont à considérer: d'abord la langue envisagée comme instrument et signe représentatif des idées, ensuite comme appropriée dans ses ornemens et dans ses ressources au genre de l'éloquence.

L'influence des mots sur les idées a fait regretter que les langues n'aient pas été l'ouvrage des philosophes. Elles ont eu un maître bien plus sûr, c'est le besoin qu'ont eu les hommes d'exprimer ce qu'ils sentaient; c'est le langage d'action qui a précédé toutes les langues, et dont la nature a placé les élémens dans notre propre organisation. Tant que les hommes ont borné leurs langues à l'expression de leurs premiers besoins et des impressions dont ils étaient affectés, les signes de leurs idées ont été simples: il était facile de se faire entendre, parce qu'on s'entendait bien soi-même. Mais à mesure que les rapports entre les idées et les choses se sont multipliés, que les idées abstraites se sont jointes aux idées simples, et que les progrès qu'on a faits dans les arts et dans les sciences ont forcé de recourir à de nouvelles nomenclatures, alors les langues sont devenues plus compliquées et plus obscures. Cette obscurité et cette complication s'est accrue par les relations commerciales, par les invasions et les conquêtes qui, mêlant les peuples entre eux, ont confondu leur langage, leurs mœurs et leurs idées. L'art de raisonner et de s'entendre devenant plus difficile, on a voulu y remédier

Digitized by Google

par des définitions, et les définitions faites par des hommes qui ne s'entendaient déja plus, n'ont fait qu'épaissir les ténebres au lieu de les dissiper. C'est ainsi que pendant tant de siecles, ceux qui se disaient philosophes ont corrompu les langues par un jargon inintelligible, et par des disputes éternelles sur les mots ont propagé l'erreur sur les choses, jusqu'à ce que les vrais philosophes, se resaisissant de la vérité par l'analyse, remettent les hommes dans le sentier de la nature, accordent les mots avec les idées, et réparent les atteintes que les langues ont reçu de l'orgueilleuse ignorance. Cette révolution commencée par la philosophie analytique, sera toujours plus facile chez un peuple qui a secoué la chaîne des préjugés politiques et religieux, et a replacé son gouvernement sous les lois immédiates de la nature.

Ainsi, le premier mérite du style oratoire sera la clarté dans l'expression qui découle de l'ordre et de la clarté dans les idées.

Considéré sous son rapport constitutif de l'éloquence, le style oratoire prend naturellement sa forme de la nécessité des choses. Celui qui a à parler durant un certain espace de tems, dans une grande assemblée, est obligé par le besoin de soutenir l'attention et de ménager ses forces, de mettre du repos dans ses phrases, de les arrondir et de les enchaîner les unes aux autres. Le style coupé ne saurait convenir au genre oratoire; outre qu'il fatigue l'auditeur par une succession trop rapide d'idées, de raisonnemens et de tableaux, il ôte à l'orateur le tems de les bien ordonner, et les moyens de produire des impressions profondes et durables. En rendant sa marche plus brusque, plus précipitée, il en circonscrit les limites, et pour arriver plutôt au but il le manque. Le style périodique est donc le caractere distinctif du genre oratoire.

Il n'y a point de style périodique, sans nombre et sans harmonie. L'harmonie tient beaucoup de la nature des langues. En est-il qui aient réuni ces avantages à un plus haut degré que celles de la Grece et de Rome? C'est là que par un heureux mélange des voyelles et des consonnes, par la terminaison sonore et toujours variée des noms qui se déclinaient et des différens tems des verbes, par la suppression ou l'emploi des articles, des auxiliaires, des adverbes, des pronoms et des particules, selon que la délicatesse

Digitized by Google

du discours l'exigeait, par la diversité des conjonctions, la fécondité dans les tours, et la hardiesse des constructions, les orateurs déployaient devant les deux peuples, dont le goût était le plus difficile et le plus exercé, toutes les richesses de l'éloquence que fournissaient les deux langues les plus abondantes et les plus harmonieuses qui aient jamais existé. Si celle des Romains nous paraît plus pénible à débrouiller par la prodigieuse combinaison des membres et des inversions de phrases, il est probable que ces difficultés disparaissaient pour le peuple habitué à la parler dès l'enfance, et à y trouver le signe et l'expression de ses idées. Ces verbes principaux, relegués si souvent à la fin de la phrase, produisaient une suspension qui aiguisait l'imagination active des auditeurs, et leur causait une sensation d'autant plus agréable, que dans le nombre de ceux qu'ils s'étaient empressés de deviner, l'orateur avait choisi le plus propre et le plus élégant. Il n'est point encore démontré si cette inversion que nous reprochons à la langue des Romains, n'était pas plutôt l'ordre naturel de la génération des idées et de l'expression des sentimens (1). Non, quand les langues grecque et latine n'auraient pas influé si puissamment sur la formation de la langue française, il faudrait encore les apprendre pour rechercher dans leurs grands orateurs, les secrets d'un art dont ils ont possédé toute la perfection.

Ne soyons ni enthousiastes, ni détracteurs de la langue française. On ne peut se dissimuler que si elle ne réunit pas au même degré cette harmonie et cet accent prosodique et musical qu'on remarque dans les langues grecque et latine, elle a par sa clarté et son abondance l'avantage d'être la langue de la raison, de la philosophie, et la plus convenable peut-être à un peuple libre qui s'est débarrassé de toute espece de préjugé. Que ceux qui ont lu avec quelque soin nos grands écrivains disent si elle manque de force et de hardiesse dans Corneille et Bossuet, d'harmonie, de souplesse et de douceur dans Racine et Fénélon, de grace et de naïveté dans Lafontaine, de profondeur et de précision dans Montesquieu, de finesse et d'atticisme dans Voltaire, d'exactitude et de sévérité dans Boileau, de majesté

(1) Voyez *de la Construction oratoire*, par Batteux.

Digitized by Google

dans Buffon, et si l'éloquence n'a pas trouvé dans Rousseau seul son plus digne et son plus touchant interprète? Il n'est aucun genre où l'on ne puisse citer, dans la langue française, des modeles de goût et de perfection. Mais c'est aussi la langue la plus difficile à bien parler et à bien écrire. Elle a des nuances si imperceptibles, et pourtant si distinctes dans ses synonymes, une si grande délicatesse pour ne point descendre du simple au trivial, une exactitude si exigeante dans le choix de l'expression propre, que ce n'est pas même un mérite médiocre que de la savoir médiocrement.

Puisqu'elle se plie à tous les tons, elle convient au style oratoire qui les embrasse tous. On conçoit que sa poétique est très-étendue; nous ne répéterons point ce que les livres élémentaires en ont dit. Mais il est une propriété dans l'expression, une clarté dans le style, un enchaînement dans le discours, un art dans les transitions, une distribution dans les parties, une variété dans les tours, une élévation dans les idées, une marche constante et toujours accélérée vers le but, que l'on ne saurait trop recommander à ceux qui veulent obtenir quelque succès dans la carriere oratoire.

Toutes ces qualités pourraient se confondre en une seule, la convenance. C'est elle qui, assortissant les couleurs au sujet, aux circonstances, aux personnes, rend le style oratoire tour-à-tour simple ou élevé, calme ou véhément, pathétique ou sévere, indique à l'orateur ce qu'il doit taire, et ce qu'il doit dire, et la maniere dont il le doit, et lui commande les bienséances sur lesquelles les grandes assemblées se montrent si délicates et si jalouses. Sans cette adresse, dont l'orateur doit avoir le sentiment et le tact, il s'expose à manquer le but qu'il s'était proposé, et à recueillir des marques d'improbation qui l'avertissent trop tard de la faute qu'il a commise.

(*La suite dans un prochain numéro.*)

ANNONCE.

Mémoires sur la révolution, ou exposé de ma conduite dans les affaires et dans les fonctions publiques; par D. J. Garat. Un volume in 8°. Prix, 10 liv. 10 sous; et, franc de port pour les départemens, 11 liv. 15 sous. A Paris, chez J. J. Smits, rue des Marais, n°. 8, F. S. G., et chez tous les libraires.

Nous reviendrons plus particulierement sur ces mémoires qui contiennent des détails et des caracteres très-précieux pour l'histoire.

Digitized by Google

NOUVELLES ÉTRANGERES.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 15 mai 1795.

La Porte Ottomane sent enfin l'indispensable nécessité de se tenir en garde contre l'esprit d'envahissement du cabinet de Pétersbourg, et pour se mettre en état d'y résister avec succès, elle fortifie sa partie faible, c'est-à-dire sa marine destinée à agir, s'il le faut, dans d'autres mers que la Méditerranée, et qu'elle monte en conséquence sur le pied du reste de la marine européanne, comme on va le voir par les nouvelles suivantes de la capitale.

Constantinople, 2 avril. On a lancé heureusement à l'eau un vaisseau de 74 canons construit ici sous la direction de l'ingénieur français Brun. Le grand-seigneur, accompagné du grand-visir et de plusieurs des principaux personnages du divan, était présent. Il témoigna à l'agent de la République Française son contentement sur l'ouvrage de l'ingénieur Brun. Le lendemain, ce dernier fut mandé chez le grand-visir, qui le remercia affectueusement en le décorant d'une superbe pelisse.

On continue toujours à dire que le traité de subside entre la Porte et la Suede a été renouvellé sur le même pied que du tems de Gustave III. Il est aussi question toujours d'un nouveau traité d'alliance entre la France, la Turquie et plusieurs autres puissances de l'Europe : le tems seul peut mettre à portée de juger de ces bruits, mais ce qui est certain, dès-à-présent, c'est que le ministre de France a de fréquentes conférences avec le Reis-Effendi.

On assure que ces préparatifs sont d'accord avec ceux de la Suede, de Danemarck, et même de la Prusse, cette dernière puissance ouvrant aussi les yeux sur les dangers qui la menacent de la part de la Russie et de l'Autriche conlisées, dont les liens paraissent se resserrer de jour en jour. Ce qu'il y a de certain, c'est que le cabinet de Berlin, attentif à toutes les opérations et les démarches de ceux de Pétersbourg et de Vienne, qui ont des rapports plus fréquens que jamais, se prépare à envoyer un ministre auprès de la Porte Ottomane qui va elle-même adopter la méthode inusitée pour elle, mais utile et peut-être indispensable d'avoir aussi des

Digitized by Google

ambassadeurs, ou pour mieux dire de surveillans auprès des différentes cours de l'Europe, avec lesquelles l'empire turc peut avoir des liaisons ou seulement des rapports de quelque nature que ce soit.

Les deux articles suivans, de la même date, de Stockholm et de Copenhague, confirment ce que nous venons de dire de l'intelligence des cours du nord contre la Russie.

Stockholm, 12 *mai*. Les armemens maritimes doivent avoir lieu cette année sur le même pied où ils étaient l'an passé. L'escadre qui se réunira de nouveau à celle de Danemarck, sera composée, ainsi qu'elle le fut, de huit vaisseaux de ligne et de cinq frégates. C'est le vice-amiral Wachtmeister ou le contre-amiral Puke qui en aura le commandement.

Le voyage du jeune roi pour la Scanie, est enfin décidé. Il aura lieu ce printems. Déja le général en chef de l'artillerie, Cœderstrom, a pris les devants. Pendant ce voyage qui sera de six semaines, il sera formé un camp dans la même province. Le corps de troupes qui l'occupera sera commandé par le général Plateu.

Le régent fait assister journellement le jeune roi aux séances des divers départemens. Déja depuis quelque tems il s'est trouvé à celle du collége de la guerre. Avant-hier, il a assisté, pour la premiere fois, à l'assemblée du collége de la chancellerie. Il doit continuer cette espèce de travail pendant trois mois, pour se mettre au fait de ce qui concerne l'administration de la justice et de la police du royaume.

De Copenhague, *le* 12 *mai*. Il est aujourd'hui très-décidé que notre armement maritime de cette année, ainsi qu'on l'a déja annoncé, n'en restera pas aux quatre vaisseaux de ligne et aux frégates dont on soignait l'équipement. Le collége de l'amirauté a effectivement ordre d'armer encore avec toute la célérité possible quatre autres vaisseaux de ligne. Ces vaisseaux sont : *les Trois-Couronnes*, de 74 canons ; l'*Etoile-Polaire*, de 74 ; le *Séeland*, de 74 ; et l'*Infoedsreten*, de 64. Les commandeurs n'en sont point encore nommés, non plus que le commandant en chef de l'escadre ; mais on présume, au sujet du commandement en chef, qu'il sera donné au vice-amiral Kaas.

Outre ceci, huit vaisseaux de ligne destinés à faire campagne, six autres non encore nommés, seront tenus prêts à mettre aussi en mer sans aucun délai, en cas que le besoin vienne à l'exiger ; et afin que l'on ne se trouve point en peine pour avoir d'abord les hommes nécessaires à ces équipages, il a été enjoint à tous les bureaux de péage, de retenir, sans exception, tous les matelots enrôlés.

On voit par tous les avis précédens, que la France a l'influence qu'elle doit avoir auprès de la Porte Ottomane. Point

Digitized by Google

de doute qu'elle n'en ait non plus une très-marquée sur le cabinet de Berlin son nouvel allié, puisqu'il s'entend aujourd'hui avec la Suede et le Danemarck, qui n'ont pas cessé d'être en bonne intelligence avec la République Française.

Les liaisons récentes de la Prusse avec la Porte ont déja leur effet très-sensible, puisque, d'après une nouvelle convention relative aux droits de douane, qui vient d'être arrêtée entre ces deux puissances, les négocians prussiens seront traités désormais dans les ports de la Turquie à l'instar des négocians français ou anglais.

De son côté, la Porte Ottomane cherche à multiplier ses amis : ayant appris qu'un grand nombre de Polonais mécontens se transportaient sur le territoire de la Moldavie, et que beaucoup d'autres devaient s'y rendre à leur suite, le divan a fait passer au hospodar des ordres de les accueillir et de les bien traiter ; mais en même tems il a suivi les regles de la prudence, en insinuant à ces nouveaux hôtes qu'il fallait qu'ils se tinssent dans la plus grande réserve jusqu'à ce que les circonstances eussent changé.

Des lettres de Varsovie du 14 mai disent qu'un grand nombre d'officiers polonais sont passés au service de la France où ils seront placés dans la cavalerie légere, arme dans laquelle ils servent avec le plus d'avantage. Elles ajoutent que l'abbé Lunchowski, ci-devant membre du conseil suprême, se trouve en ce moment à Paris ; mais ces deux assertions ne sont que des bruits qui ont besoin d'être confirmés.

Ce qui est plus certain, c'est que les couriers sont très-fréquens entre Varsovie et Pétersbourg, et même entre cette derniere ville, Berlin et Vienne : on ne sait pas encore pourquoi ; mais en attendant qu'on l'apprenne, tous les régimens prussiens sont portés au complet dans la Prusse méridionale. Le roi tirera un très-bon parti de cette province ; car, d'après un édit du 24 avril, les fiefs et domaines nobles payeront, à dater du 1er. juin prochain, 24 pour 100 de ce qu'ils ont payé jusqu'à présent. Le clergé catholique payera 50 pour 100 du produit de ses domaines, et 20 pour 100 des autres revenus. Cependant les corps ecclésiastiques, et même les individus qui n'ont pas plus de 500 florins polonais de rente, sont déchargés de toute imposition. Le sort des habitans de la campagne sera en général très-amélioré ; ils ne payeront plus l'impôt sur les peaux de bétail tué, et on réglera leurs relations avec les seigneurs terriens tout à l'avantage des cultivateurs, cette portion précieuse des membres de la société.

De Francfort-sur-le-Mein, le 26 mai.

Des lettres de la capitale de l'Autriche, en date du 19 mai, veulent que les bruits de paix soient entierement tombés,

Digitized by Google

et qu'on regarde la campagne comme ouverte, à cela près qu'on ne pourra porter les grands coups que quand l'approche de la récolte aura donné des moyens de pourvoir plus sûrement à la subsistance des troupes.

Cependant, cela ne s'accorde guères avec la note suivante de Ratisbonne, sous la date du 24 mai, qui dit formellement: Hier a eu lieu la présentation à la dictature du décret impérial de cour, daté de Vienne le 19 de ce mois; le chef de l'Empire s'adresse en ces termes à l'assemblée générale des co-états en leur présentant les moyens de faire une paix convenable.

« S. M. I. avait d'abord manifesté son intention de tourner les regards de l'Empire vers la paix si desirée. Elle avait, à cet effet, fait remettre, le 14 février, par son ambassadeur à Berlin, une note au ministère prussien, dans laquelle on voit évidemment qu'elle a pour fondement l'ouverture de concert, consentie dans la décision de la diète, et la base de pacification ratifiée.

» Dans la réponse reçue le 14 mars, S. M. I. ne s'était point apperçue de cet allégement et de cette tranquillité qu'elle avait tant desirée pour l'avancement de la paix.

» Dans la situation très différente à plusieurs égards où sont aujourd'hui les choses, au moyen de la paix séparée du roi de Prusse, S. M. I. pense qu'il est à présent nécessaire que les électeurs, princes et états d'Empire, entament les conférences de la diète de l'Empire sans délai, pour accélérer l'œuvre de paix si desirée par l'Empire, et pour déterminer les formes à adopter;

» 1°. Sur une députation d'Empire aussi peu nombreuse qu'il sera possible.

» 2°. Sur le plein pouvoir général de l'Empire à donner aux députés qui seront nommés;

» 3°. Sur le plein pouvoir spécial pour leurs subdélégués;

» 4°. Enfin, sur l'instruction à donner aux députés de l'Empire pour leur conduite dans les négociations, en sorte qu'on y trouve l'union patriotique et aucunes marques de discordance. »

S. M. ajoute qu'elle attend avec un vif desir le résultat de toutes ses opérations.

Cependant, S. M. I. annonce qu'il peut être permis aux états, en vertu d'une clause ajoutée à la capitulation d'élection de l'empereur Léopold en 1790, d'envoyer leurs propres ministres, et de nommer leurs députés, par rapport à l'influence particulière qu'ils peuvent avoir dans les négociations, mais qu'on devait les exhorter de la part de S. M. I. et de l'Empire, d'arranger les pleins pouvoirs qu'ils donneraient, de manière qu'on y reconnût la chaîne qui les lie à S. M. et à l'Empire, chaîne sur laquelle repose leur grandeur et leur sûreté.

Digitized by Google

S. M. I. observe ensuite que le poids de l'Allemagne dans la politique, étant fondé sur une heureuse unanimité de la volonté générale de l'Empire, et sur le concert qui existe entre tous les états et leur chef, elle a la confiance que les états ne traiteront pas séparément des affaires relatives à la paix de l'Empire, en opposition au contenu en l'art. 8 du traité de paix de Westphalie, et qu'ils exécuteront le *conclusum* de l'Empire du 30 avril 1793, principalement l'art. 8 de ce *conclusum*, par lequel ils sont engagés, en cas de continuation de la guerre, de remplir tous les devoirs que leur impose leur qualité de membres d'Empire, jusqu'à ce qu'une paix juste, convenable et acceptable soit faite d'une manière constitutionnelle.

La lettre de S. M. I. au ministere de Berlin, du 14 février, contient en substance, que S. M. était disposée à entreprendre des ouvrages de paix, comme chef de l'Empire, mais que rencontrant plusieurs difficultés, elle souhaiterait de se concerter avec S. M. le roi de Prusse sur les moyens à adopter, surtout depuis que le bruit était général que S. M. le roi devait faire quelques ouvertures pour la paix. S. M. I. espérait qu'une connaissance plus précise de la marche de S. M. le roi, pourrait peut-être alléger ses travaux comme chef de l'Empire, au sujet de la paix.

Le ministre de Berlin répondit que S. M. le roi voyait avec plaisir que S. M. I. se déclarait prête à employer ses soins patriotiques, en sa qualité de chef de l'Empire, pour réaliser une expression à elle adressée du desir général d'une trêve et ensuite d'une paix.

Que S. M. avait envoyé, depuis peu, à Basle, le général-major comte de Goltz, et l'avait chargé de sonder les intentions de la nation française, touchant la paix et les moyens de la faire; mais que sa maladie et sa mort avaient suspendu les négociations.

Quant à ce qui a rapport à l'Empire, le ministere déclara qu'il n'avait été rien fait, et qu'on n'avait pu rien faire, attendu que S. M. le roi avait attendu la ratification impériale touchant le parere d'Empire et les déclarations de S. M. I.

Au reste, une circonstance qui n'avait pas peu servi à déranger les idées que le public s'était faites au sujet de la paix, c'est qu'au départ du comte de Lehrbach de Vienne, on a dit par-tout qu'il allait à Munich et non à Bâle, comme on l'avait d'abord assuré. Il y a néanmoins encore beaucoup de personnes qui soutiennent que de Munich ce ministre se rendra en Suisse, ce point central des négociations avec la République Française.

D'ailleurs, des lettres de Vienne, plus récentes de quelques jours, présentent le baron de Bartenstein, collegue du comte de Lehrbach, pour les négociations, comme n'attendant plus

Digitized by Google

pour partir que les écrits de la chancellerie d'état que le ministre des affaires étrangeres rédige de sa propre main. Ce dernier travaille avec une assiduité sans exemple, au point de ne prendre que quatre heures de sommeil.

HOLLANDE. *De la Haye, le 1er. juin.*

Il a été saisis par les représentans François Cochon et Ramel, à la vente des marchandises et effets contenus dans les cargaisons des vaisseaux russes et portugais, sur lesquels il avait été mis embargo dans les ports des Provinces-Unies.

On a mis en commission une escadre de 35 bâtimens, pour pouvoir mettre à la voile à la mi-juin. Deux de ces vaisseaux sont de 74, quatre de 64, un de 60, cinq de 54, un de 44, quatre de 40, quatre de 36, et le reste de 24 à 8 canons.

Le 29 du mois dernier, les citoyens Grasveld et de Sister, nommés ambassadeurs extraordinaires près la République Française, ont prêté serment. En prenant congé, le citoyen Grasveld a prononcé un discours relatif à cette mission. Le président Hahn a répondu par un autre, où il a dit que la conséquence du traité passé entre les deux républiques ne devait pas moins faire changer la face de l'Europe, qu'il ne le fit dans le siecle passé de la paix de Westphalie.

ITALIE.

Le général Acton, Irlandais d'origine, qui gouverne depuis plusieurs années le royaume de Naples, sous le nom du prince régnant, a donné sa démission il y a quelque tems; mais cette retraite ne ressemble en rien à celle des ministres disgraciés. L'ex favori, qui l'est peut-être encore, conserve la dignité de conseiller-d'état, la grande croix de Saint-Janvier, et par dessus le marché ses très-gros appointemens: on ne connaît pas bien les causes de cette démission. Les uns assignent des négociations commencées entre la France et le cabinet de Naples; les autres l'attribuent au différend survenu entre ce même cabinet et celui de Stockholm, par rapport au baron d'Armfeld, qui s'applanira, disent-ils, moyennant cette satisfaction exigée par la Suede, pour la protection accordée par un ministre imprudent à un conspirateur. Ce n'est pas le marquis de Gallo qui le remplacera comme on l'avait annoncé d'abord, mais le prince de Castel Cicalo. Le marquis de Gallo retournera à son ambassade de Vienne.

Les lettres de Turin portent que le prince de Piémont a pressé son pere de négocier avec la France, et que le roi de Sardaigne, déterminé par les instances de son fils, par celles de l'archevêque de Turin, et plus encore par le sentiment du danger qu'il court en s'opiniâtrant à continuer la guerre, a en effet entamé des ouvertures de paix.

RÉPUBLIQUE

Digitized by Google

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CONVENTION NATIONALE.

PRÉSIDENCE DE LANJUINAIS.

Séance du septidi, 17 *Prairial.*

Il y a eu hier soir une séance extraordinaire pour le renouvellement du bureau. Lanjuinais a été nommé président; les secrétaires sont: Maragon, Saint-Martin et Bailly.

Le district de Dinan, département des Côtes du Nord, annonce que Duroi, Lecarpentier, Goujon, Soubrany, Bourbotte, Peyssard, Romme et Duquesnoi sont arrivés dans cette commune, d'où ils sont partis sous une forte escorte pour se rendre à leur destination. Le peuple de Dinan qui ne pouvait voir dans Lecarpentier que son plus cruel ennemi, a cependant conservé sa dignité. Son attitude a été tranquille et ferme, et il s'est borné à exprimer son vœu pour la Convention et à se féliciter de la chûte des montagnards qui ont fait son malheur. L'administration offre l'assurance d'un dévouement sans bornes, et invite la Convention à marcher d'un pas ferme dans la route que lui a tracée son énergie, en frappant sans pitié tous les factieux. Insertion au bulletin.

Jean de-Brie dit qu'il n'y a dans tout le Midi qu'un cri contre les révoltés de Toulon, et que selon toute apparence, dans ce moment la ville est rendue, que l'abondance regne dans les ports, et que les seigles sont déja coupés. Applaudi.

Des citoyens de la commune de Lyon viennent à la barre retracer le tableau des forfaits reprochés à Javogues, Amar et Albitte. Ces tigres disaient publiquement à ceux qui leur demandaient des places, il faut les mériter en dénonçant votre pere, votre mere, ou du moins les riches que vous connaissez. Il faut, disait Albitte, deux cents mille têtes de fédéralistes. Leurs liaisons répondaient à leurs principes, c'était avec des courtisanes qu'ils passaient leurs moments de loisir. Si Collot mitraillait, Albitte guillotinait.

Genissieux, au nom des comités réunis, présente le projet de décret sur le mode de restitution des biens des condamnés, et les exceptions à faire à la loi qui ordonne cette restitution. Il expose que la Convention, par son décret du 14 floréal dernier, a maintenu le principe de la confiscation à l'égard des conspirateurs, des émigrés, des fabricateurs ou distributeurs de faux assignats et de fausse monnaie, et des dilapidateurs de la fortune publique; mais que l'abus

Digitized by Google

que l'on a fait des lois révolutionnaires rend impossible de distinguer par des revisions les innocens des coupables, et qu'il y a moins d'inconvéniens et plus de justice et de loyauté à rendre les biens aux familles de quelques conspirateurs, que de se mettre dans le cas de retenir ceux des innocens; qu'en conséquence, elle a décrété que les biens des condamnés depuis le 10 mars 1793 seraient rendus à leurs familles sauf les exceptions, et sans qu'il soit besoin de revision de procédures, et qu'elle a ordonné qu'il lui serait présenté un projet sur la série de ces exceptions et le mode de restitution. Le rapporteur lit ensuite les différens articles qui le composent, dont trois sont décrétés après une légère discussion. Ils sont conçus en ces termes :

« Art. 1er. Toutes confiscations de biens, autres que celles ci-après maintenues, prononcées depuis le 10 mars 1793, vieux style, par les tribunaux ou commissions révolutionnaires, populaires et militaires, et même par les tribunaux ordinaires jugeant révolutionnairement, jusqu'au jour de l'installation du tribunal révolutionnaire réorganisé en exécution de la loi du 8 nivôse de l'an III, sont considérées comme non-avenues : les séquestres sont levés; les époux survivans et héritiers jouiront conformément aux lois.

» II. Sont néanmoins maintenues les confiscations de biens, droits et actions de Louis Capet, de sa veuve, de sa sœur, de Philippe d'Orléans et de la Dubarry.

» III. Sont aussi maintenues les confiscations des biens de ceux qui ont été mis hors de la loi, à raison de la conspiration et de la révolte qui ont éclaté le 9 thermidor.

La discussion allait continuer sur les articles suivans lorsque Doucet demande la parole au nom du comité de salut public. Il fait part des nouvelles qui viennent d'arriver de Toulon, et qui ne laissait plus de doute sur nos succès et la réduction des rebelles. Les troupes de la République sont entrées hier 26 à Toulon, les révoltés ont déposé les armes. Tout est rentré dans l'ordre; les représentans s'y rendent aujourd'hui pour l'y maintenir, et prendre toutes les mesures qu'exigent les circonstances. Les ouvriers égarés sont revenus à leurs ateliers, les matelots à leurs bords, et l'escadre ne tardera pas de sortir.

A deux heures et demie, les ambassadeurs de Hollande entraient dans la salle au milieu des plus vifs applaudissemens, et entourés des membres du comité de salut public. Sieyes donne lecture de leurs pouvoirs qui renferment en même tems la ratification du traité de paix, d'amitié et d'alliance. L'un des ambassadeurs prononce un discours. Il dit que c'est aux Français que les Bataves doivent leur retour à la liberté, et que les deux nations fraternisant ensemble et unies par des liens sacrés et indissolubles, ne tarderont pas de pré-

Digitized by Google

senter à l'univers étonné le tableau de l'âge d'or qui n'avait existé jusqu'à présent que dans les fables de l'antiquité.

Le président, en leur exprimant la satisfaction de l'Assemblée de les voir dans son sein, y ajoute le vœu que l'alliance que les deux nations viennent de contracter soit éternelle, qu'elles se confondent, et que celle qui a reçu la liberté de l'autre ne s'en souvienne que pour la cimenter sans cesse par les doux liens de la fraternité. Il leur donne l'accolade. Les discours seront insérés au bulletin, imprimés dans toutes les langues, envoyés aux armées, aux départemens et à tous les agens des puissances étrangeres.

Laporte, au nom du comité de sûreté générale, fait décréter qu'on lui rend a compte de l'esprit public des armées sur les événemens du 1er. prairial et jours suivans, et de la conduite des représentans en mission auprès d'elles, et qu'il proposera le rappel de ceux qui n'auront pas pris les mesures convenables pour exécuter la loi de grande police du 1er. germinal.

Séance d'octidi, 18 *Prairial.*

Laporte, au nom des comités de salut public et de législation, propose un article additionnel au décret rendu il y a deux jours contre ceux qui se permettent d'arrêter ou de piller les grains, farines, et en général les subsistances. Il manquait à ce décret une peine proportionnée à la nature de ce délit, qui ne tend à rien moins qu'à faire périr les habitans des pays auxquels elles sont destinées. Des restitutions, des amendes, la solidarité entre les officiers municipaux qui les autorisent ou les tolerent, la responsabilité des habitans aisés de ces communes sont sans doute des moyens de répression de ces abus; mais il faut aussi que celui qui n'a rien et qui est intéressé au pillage soit puni, sans quoi les gens aisés pourraient devenir souvent la dupe des pauvres. C'est ce cas qui a été prévu par l'article proposé. Il porte qu'outre les condamnations et contraintes civiles, les auteurs, fauteurs et complices des pillages commis seront punis; s'il y a eu attroupement non armé, d'une année de détention, et de mort si l'attroupement était armé.

Un membre, au nom du comité des finances, demande que sur les assignats fabriqués en vertu du décret du 18 nivôse dernier, il soit ouvert un crédit de 3 millions au comité des inspecteurs de la salle, de 5 à celui de salut public, de 500 mille liv. à celui de sûreté générale, de quinze cent mille liv. à la trésorerie nationale, de cinq millions à la commission des administrations civiles, police et tribunaux, de 12 cent mille liv. à celle d'instruction publique, de 18 cent mille liv. à celle d'agriculture et des arts, de 900 millions à celle des approvisionnemens, de 12 millions

Digitized by Google

à celle des travaux publics, de 50 millions à celle des secours publics, de 108 millions à celle des revenus nationaux, de 6 millions à celle de l'organisation et du mouvement des armées de terre et de mer, de 30 millions à celle de la marine et des colonies, de pareille somme à celle des armes et poudres; enfin, d'un million à celle des relations extérieures. Cette proposition est décrétée.

La discussion sur les exceptions à faire au décret qui ordonne la restitution des biens des condamnés à repris, les articles suivans ont été adoptés.

„ Art. IV. Sont pareillement maintenues les confiscations prononcées par les jugemens rendus dans les formes prescrites par la loi du 5 nivôse de l'an 3, relative à la nouvelle réorganisation du tribunal révolutionnaire supprimé récemment.

„ V. Néanmoins toutes les confiscations prononcées jusqu'à ce jour, et à quelqu'époque que ce soit, pour prétendu fédéralisme, ou pour recellement d'individus, sont déclarées non-avenues.

„ VI. Les confiscations de biens prononcées contre les faux-monnayeurs, fabricateurs et distributeurs de faux assignats, par des jugemens rendus par les tribunaux ordinaires, dans les formes prescrites par la loi du 16 septembre 1791, et autres interprétatives ou additionnelles, sont maintenues.

„ VII. Il n'est point dérogé par l'article premier aux lois précédentes qui ont décreté la confiscation des biens des émigrés: en conséquence, nonobstant la disposition dudit article premier, sont maintenues les confiscations de biens de ceux dont les noms étaient inscrits sur la liste des émigrés, et qui ont été condamnés ou exécutés comme tels, même par des tribunaux révolutionnaires, commission militaire, ou par les tribunaux ordinaires ou autre jugeant révolutionnairement.

„ VIII. Les parens de ceux qui ont été condamnés ou exécutés pour fait d'émigration, et qui prétendent que leurs noms ont été inscrits mal-à-propos sur la liste, pourront se pourvoir en radiation dans la forme ordinaire; et si cette radiation est prononcée, la confiscation sera sans effet.

„ IX. Les héritiers qui voudront ainsi administrer la preuve de la non-émigration, seront tenus de présenter leur réclamation et les certificats de résidence dans le délai de deux mois, à peine de déchéance.

„ X. Les parens de ceux qui ont été pris ou arrêtés les armes à la main, combattant contre les Français, ne pourront pas user de la faveur accordée par les articles précédens, dans le cas même où le nom de l'individu ne serait pas inscrit sur la liste des émigrés.

„ XI. Les comités de législation et des finances feront

Digitized by Google

incessamment un rapport sur les secours que la loi du 10 mars 1793, accorde aux veuves et enfans indigens des condamnés, et dont les biens demeureront confisqués aux termes du présent décret.

» XII. La disposition de l'art. Ier. en ce qu'elle ordonne la restitution des biens confisqués par des jugemens rendus révolutionnairement, ne préjudicie point aux droits, créances, actions et indemnités de la République sur les biens des régisseurs, fournisseurs, comptables ou dilapidateurs qui auront été condamnés révolutionnairement. Lesdits droits, créances, actions et indemnités seront réservés pour être exercés civilement; à cet effet, les hypothèques et séquestres établis avant la condamnation à mort, tiennent et subsistent. Il en sera de même pour les biens des fermiers-généraux; dans tous les cas où le comité des finances n'aurait pas converti, on ne convertirait pas le séquestre en opposition conformément à la loi du 23 frimaire. »

Doucet, au nom du comité de salut public, confirme les nouvelles heureuses de Toulon. Il a fallu livrer un combat aux terroristes; il a duré cinq heures, leur artillerie est tombée en notre pouvoir. Ils ont perdu 350 hommes dont 50 tués et le reste fait prisonnier. Les gardes nationales, les troupes, les représentans se sont bien conduits. Doucet propose d'approuver la conduite de ces derniers et les mesures qu'ils ont prises pour la réduction de Toulon, et de décréter que les troupes de ligne et les gardes nationales ont bien mérité de la patrie. Décrété.

Letourneur propose le décret d'accusation contre Escudier; il est adopté. Biad, au nom du même comité, fait part d'un avantage remporté par l'armée des Pyrénées occidentales sur les Espagnols. Nous leur avons enlevé un camp, leurs tentes et effets, tué ou fait prisonniers 100 hommes. Insertion au bulletin.

Séance de nonidi, 19 Prairial.

Un secrétaire fait lecture d'une lettre du vérificateur en chef des assignats qui écrit qu'il sera brûlé aujourd'hui pour seize millions de cette monnaie, lesquels réunis à ceux déjà brûlés forment un total de deux milliards six cents-vingt-huit millions retirés de la circulation.

Balan, au nom du comité des finances, expose que la loi des 10, 12 et 15 prairial, concernant la vente des biens nationaux à prix fixe, c'est-à-dire pour soixante-quinze fois la valeur du revenu de 1790, produit les effets les plus heureux. Le nombre des soumissionnaires est si grand que les administrations de district n'y peuvent pas suffire, ce qui facilite à la nation le moyen d'en tirer un parti encore plus avantageux. La Convention a décrété que dans le cas de concur-

Digitized by Google

rence entre plusieurs soumissionnaires, le sort décidera entr'eux de la préférence ; ne serait-ce pas le cas d'ouvrir des encheres entr'eux ? ils le desirent pour la plupart, plutôt que d'être livrés à la chance aveugle du sort. Il en résulte même un abus. Tel soumissionnaire pour avoir plus de chances au tirage de priorité lorsqu'il y a concurrence, fait inscrire, par le moyen de prête-noms, six ou huit fois sa soumission pour le même bien. Il faut donc décréter qu'il y aura enchere entre les concurrens. Elle produira une rentrée de deux milliards de plus. Le rapporteur annonce que cet empressement d'acheter a fait aussi connaître beaucoup de biens nationaux qui n'avaient pas été déclarés. Voici les bases du projet de décret :

1°. Les soumissions qui seront faites d'après la loi du 12 prairial, désigneront spécialement les terres, maisons et domaines sur lesquels elles porteront. Les soumissions en termes vagues devront être recommencées, sous peine de nullité.

2°. Si, dans les trois jours de la publication, il ne se présente qu'un soumissionnaire, le domaine qu'il aura soumissionné lui sera adjugé ; s'il y a plusieurs soumissionnaires, le domaine sera adjugé au plus offrant, le troisieme jour, à six heures du soir.

3°. Les soumissions seront reçues, tous les jours, depuis huit heures du matin jusqu'à midi, et depuis deux heures jusqu'à six.

4°. Le directoire du district annoncera et désignera par affiches, les biens qui auront été soumissionnés.

5°. Les reventes seront sujettes au droit d'enregistrement.

6°. Les châteaux, hôtels et maisons de plaisance, non loués en 1790, seront vendus dans la forme prescrite pour les objets non loués dans la loi des 17 et 15 prairial.

7°. Toutes connivences, collusions ou fraudes de la part des commissaires ou des administrateurs et agens chargés de faire les adjudications, seront punis, d'après la rigueur des lois : toute soumission sera nulle, si le soumissionnaire est dénoncé directement ou indirectement, etc.

Rewbel dit que la loi du 12 prairial peut opérer la ruine de la République : elle présente un système désastreux de finances, car vendre à six cent pour cent de perte c'est vendre pour rien. Le prix d'acquisition étant de 75 fois le revenu de 1790, un bien affermé ostensiblement mille livres, sera payé soixante-quinze mille livres. Or, cette derniere somme n'équivaut qu'à quatre mille livres de 1790. Il faut ajouter à ces considérations, continue Rewbel, que la plupart des biens du clergé, des émigrés et de l'ordre de Malthe, étaient loués à bas prix, le fermier payant de forts pots-de-vin ; ainsi, l'acquéreur d'un de ces domaines par la revente d'un sixieme,

Digitized by Google

en payera la totalité. Le comité de salut public, frappé de ces inconvéniens, a appellé deux commissaires des autres comités de gouvernement et de celui des finances ; ils travaillent à perfectionner le système des finances, et sont décidés à attaquer de front les erreurs accréditées et à déjouer les cupidités particulieres. Rewbel demande le rapport de cette loi.

Dubois-Crancé l'appuie, de même que Clausel qui observe que le nouveau mode de vente qui devait faire baisser le prix des denrées en rendant du crédit aux assignats ne remplit pas son objet, puisqu'ils continuent de perdre. Mathieu s'éleve contre les préopinans. Il trouve la principale cause du discrédit dans la versatilité des décisions de l'Assemblée. Il assure que si la nation perd à présent dans le prix des ventes, elle gagnera à mesure que les assignats seront absorbés. Plusieurs autres membres parlent pour ou contre cette loi.

Cambacérès déclare qu'on nous a abusés long tems sur l'état des finances, qu'il faut enfin déchirer le voile, et sur sa motion, la Convention décrete la suspension de la loi dont il s'agit, celle des adjudications faites, et le renvoi aux comités réunis pour présenter un plan de finances.

Boissy-d'Anglas annonce que la Commission des onze fera son rapport le 8 messidor.

Séance de décadi, 20 *Prairial*.

Un membre, au nom des comités d'instruction publique et des domaines, présente un projet de décret tendant à ne pas destiner le ci devant château de Versailles à l'institut d'un muséum et d'une école nationale, et à transférer à Liancourt les éleves de la patrie, enfans des défenseurs morts à son service, confiés aux soins de Léonard Bourdon. Le rapporteur annonce qu'il propose une économie de six cents mille liv.

Charles Delacroix s'éleve contre ce projet, et il prétend que cette dépense est peu de chose pour un état aussi riche que la France, et réclame l'exécution d'une grande idée républicaine, dont le but est de convertir en un monument utile à l'éducation publique, le palais d'une ancienne cour. Il ajoute que rien n'est plus propre à déjouer les vues des royalistes, et à allumer le feu sacré du patriotisme, que d'installer dans ce palais de jeunes républicains.

Boursault l'appuie, et s'écrie qu'il semble qu'on attend le retour de Bourbon et de Lambese, et qu'on veuille leur réserver un brillant asyle.

Philippe Delville : Ne vous paraît-il pas miraculeux de former des républicains dans le palais des rois ? Si quelque chose peut leur imprimer de l'orgueil et du mépris pour la liberté, n'est-ce pas le brillant du palais de Versailles ? L'école des sybarites, des courtisans et des flatteurs conserve encore la

Digitized by Google

teinte du luxe et de la mollesse. Quels contrastes avec la simplicité et la frugalité qui sont les élémens des républicains ?

Après quelques autres débats, la Convention décrète le rapport du décret portant qu'il serait fait dans le château de Versailles un établissement d'éducation publique, et ordonne la translation des instituts du Prieuré-Martin et de Popincourt à Liancourt.

Un membre du comité de législation observe que les travaux de ce comité sont entravés par le décret du 5 floréal dernier, qui porte qu'il ne sera prononcé aucune radiation définitive sur la liste des émigrés que par la Convention, et il en demande le rapport. Adopté.

Les pétitionnaires sont admis, et occupent l'Assemblée de leurs intérêts particuliers. L'on en distingue cependant un qui dit que la nation n'a point assez fait pour Voltaire, cet homme universel. Il sollicite pour lui une statue et l'impression de ses œuvres aux frais de la nation. Cette proposition est renvoyée au comité d'instruction publique.

Séance de primedi, 21. Prairial.

Les exécuteurs testamentaires du célèbre abbé Mably se présentent à la barre, et en faisant hommage à la Convention d'un exemplaire de la dernière édition des œuvres de ce philosophe, ils demandent pour lui une place au Panthéon, en considération des services qu'il a rendus à l'humanité et à la liberté, et comme un gage de la reconnaissance nationale.

Le président leur répond que les écrits de Mably ont rendu ce philosophe cher à tous les sages et à tous les amis de l'humanité et de la liberté, et que déja il a un temple dans le cœur de tous les vrais républicains.

Dussaux, littérateur lui-même, qui a connu Mably, et qui peut être était lié avec lui, devait appuyer cette motion. C'est ce qu'il a fait avec chaleur. Elle a été renvoyée au comité d'instruction publique.

Sevestre, au nom du comité de sûreté générale : Depuis quelque tems, le fils de Capet était incommodé par une enflure au genou droit et au poignet gauche. Le 1^er^. floréal, ces douleurs ayant augmenté, le malade perdit l'appétit, et la fièvre survint. Desaut, officier de santé, et l'un des premiers chirurgiens de l'Europe, que la nation vient de perdre, fut chargé de le voir et de le soigner. Sa probité et ses talens répondent des soins qu'il en a pris ; mais la maladie devint plus grave, et le chirurgien mourut alors. Le comité nomma le citoyen Pelletau, officier de santé très-connu, et le citoyen Dumangin, premier médecin de l'hospice de santé, pour le remplacer ; mais le malade a succombé hier à deux heures après-midi. L'on a dressé des procès verbaux que le comité

Digitized by Google

m'a chargé de déposer sur le bureau. La Convention décrète l'insertion de ce rapport au bulletin.

Sévestre lit ensuite une lettre des représentans du peuple près les armées des Alpes et d'Italie, qui annonce que les terroristes avaient essayé de les soulever, mais que leurs projets ont échoué, et que des émigrés qui s'étaient embarqués à Livourne pour se rendre à Marseille, ont été pris dans la traversée. On les a conduits à Grasse où ils seront jugés par le tribunal criminel.

Cambacerès, au nom du comité de salut public, entre dans la salle, précédé et suivi d'un grand nombre de membres inscrits des nouvelles qu'il allait annoncer. Il est accueilli par les plus vifs applaudissemens. Il dit que le comité s'empresse d'apprendre à la Convention que Luxembourg est rendu. Il lit en même tems la lettre du général Hatry qui a commandé le siege. C'est le 19 que la capitulation a été signée par le général Bender et lui. Elle porte que la garnison, composée d'environ dix mille hommes, sortira avec les honneurs de la guerre, qu'elle déposera sur le glacis, ses armes, canons, caissons et drapeaux, et qu'elle prêtera serment de ne pas servir contre la République Française ni ses alliés avant d'avoir été échangée individuellement. Le général Bender demandait huit charriots couverts, mais ils ont été refusés. Les émigrés Français seront tous remis sans exception au pouvoir de l'armée Française, et les habitans qui voudront suivre la garnison seront les maîtres d'emporter leurs meubles et effets. (*Voyez les* Nouvelles officielles.)

La Convention décrète que les troupes qui ont fait le siege de Luxembourg et l'armée de la Moselle qui l'a préparé n'ont pas cessé de bien mériter de la patrie. L'adjudant général Alix, qui a dirigé l'artillerie, qui a foudroyé la place, et qui a apporté la nouvelle de sa reddition, a reçu l'accolade fraternelle du président.

Plusieurs sections de Paris sont venues annoncer à la Convention qu'elles allaient remettre leurs canons au dépôt indiqué par le comité militaire.

Génissieux a fait adopter la rédaction définitive du décret concernant la restitution des biens aux parens des condamnés.

PARIS. *Quartidi*, 24 *Prairial*, 3e. *année de la République.*

Il vient de se commettre, dans cette commune, un crime atroce ou plutôt une accumulation de crimes que l'imagination a peine à croire, et qui ajoute un nouveau trait à l'histoire des grands forfaits.

Benelle, de la section de Popincourt, et membre de

Digitized by Google

l'ancien comité révolutionnaire, avait été incarcéré au moment de la mort de Robespierre. Quelque tems après, il surprit au comité de sûreté générale l'ordre de sa sortie.

Devenu libre, ce scélérat conserve le projet de se venger. Le 2 prairial lui semble une occasion favorable pour le faire; mais il était déja désarmé. Son inaction le fait frémir; il redemande ses armes, on les lui refuse; alors, masquant de l'hypocrisie ses desirs et ses desseins, il se tient près des autorités constituées pour être à l'abri de toute inculpation, disait-il; mais plutôt pour les immoler, si la Convention eût succombé; la victoire le trompe; c'est la Convention qui triomphe.

Une épuration est autorisée dans toutes les sections. Ce monstre est accusé d'avoir coopéré au massacre du 2 septembre, son arrestation est prononcée; sa bouche avait promis le matin de venir se défendre de ces inculpations, son cœur lui conseilla de fuir, il fuit; mais avant de se soustraire à la justice, il veut consommer tous ses crimes. *Il empoisonne sa femme et quatre de ses enfans*; le cinquieme était absent, dirai-je de la maison paternelle? *Le poison est trop lent à son gré, il a recours à un marteau; de vingt coups il frappe la tête de sa femme, il en frappe aussi celle de ses enfans*, et l'on vient à l'instant de les trouver tous morts.

La mere, étendue sur son lit près d'un de ses enfans, avait la tête penchée sur celui qu'elle allaitait et qui n'avait que sept mois, dernier mouvement de la tendresse maternelle qui n'avait pu désarmer le barbare.

Les cinq cadavres ont offert aux yeux de l'officier de santé les symptômes du poison qui avait commencé le meurtre, et de l'instrument qui l'avait consommé, et qu'on trouva sous le berceau.

L'assassin n'est point encore arrêté. Il ne paraît pas qu'il soit allé se tuer. Il a emporté en fuyant l'argent que la nation lui avait confié pour solde des ouvriers qu'elle emploie, car ce scélérat avait une place.

Le camp des Sablons, et qu'on dit composé d'environ 12,000 hommes, a été levé hier pour être transféré au Trou-d'Enfer.

On écrit de Saintes que le 14 de ce mois, Barrere est arrivé dans cette ville, pour être traduit devant le tribunal criminel de la Charente inférieure, qui doit le juger.

Suivant une lettre d'Arles, les révoltés de Toulon avaient

Digitized by Google

des complices dans la commune d'Arles, qu'ils menaçaient journellement du pillage. Ils criaient : *Vivent la montagne ! les jacobins ! la constitution de* 1793 ! Ils crachaient au visage des bons citoyens, en leur disant : Sous trois jours tu verras beau jeu. A Tarascon, c'étaient les mêmes propos ; à Avignon, les terroristes se mettaient en train d'élargir les fureurs de sang. Trois scélérats d'Arles, traduits de Paris, en vertu d'un décret de la Convention, au tribunal criminel du département du Gard, furent relâchés par les terroristes avignonais, et ils prirent la route de Toulon.

Onze chaloupes canonnières et plusieurs bâtimens de transport étaient partis de Toulon pour s'emparer, par le Rhône des communes d'Arles, de Tarascon et d'Avignon. Déjà ils étaient entrés dans le Rhône ; mais la brave garnison de Tour-Saint-Louis, avec une bonne artillerie, s'opposa à leur passage.

Les bons citoyens d'Arles, en apprenant cette nouvelle, se soulevèrent d'indignation. Ils emprisonnèrent environ cinquante provocateurs ; mais les plus scélérats, premiers instruits de la non-réussite des Toulonnais, avaient déjà pris la fuite pour aller rejoindre les bâtimens des Toulonnais, qui étaient amarés à l'embouchure du Rhône.

NOUVELLES OFFICIELLES.

Armée des Pyrénées.

Le général de division Marbot, au comité de salut public.

« Citoyens représentans, dans ma tournée dans la première division, j'ai ordonné d'enlever un camp que l'ennemi avait placé entre Glossua et Elgoibar ; le mouvement a été exécuté avec succès.

Persuadé que mes camarades en entendront les détails avec plaisir, je joins ici le rapport du général Marbot. »

Rapport de l'expédition du 20 floréal, an 3e. de la République Française.

« Le camp que l'ennemi avait établi depuis quatre jours, sur la haute montagne qui se trouve entre Glossua et Elgoibar, a été attaqué aujourd'hui, à 5 heures du matin, par les troupes de la première division, marchant sur deux colonnes : le général Schilt commandait celle de droite, je commandais celle de gauche.

Parvenus avec des peines extrêmes au haut de la montagne, nous avons été pris par un brouillard si épais, qu'on ne voyait pas à quatre pas devant soi. L'ardeur des troupes n'a pas été ralentie par ce fâcheux contre-tems ; il a fallu chercher à tâtons le camp ennemi. Elles l'ont trouvé ; elles s'y sont élancé avec cette vivacité et cette valeur qui les a si souvent conduites à la victoire ; l'ennemi a fui de toutes parts, et

Digitized by Google

nous a abandonné tous les effets de campement; il avait déjà construit de vastes baraques, nous les avons brûlées, et nous avons enlevé tout ce qui s'est trouvé dans le camp.

Le général Raoul, qui avait ordre d'inquiéter l'ennemi, l'a fait avec succès.

Le résultat de cette journée a fait perdre à l'ennemi un camp, sur lequel il avait fondé l'espoir de nous causer beaucoup d'inquiétude; nous lui avons tué environ 40 hommes, fait 50 prisonniers, enlevé toutes ses tentes et tous ses effets; et nous n'avons eu que 5 blessés, dont 4 très-légèrement. Ce résultat eût été plus satisfaisant, si le brouillard n'eût favorisé la retraite de l'ennemi, qui a été mis dans le plus grand désordre. Le brouillard était si épais que le général Schilt, qui s'était égaré avec une partie de sa colonne, est allé jusques sur Elgoibar, croyant entrer dans Ascoytia; il a été vigoureusement assailli par l'ennemi; mais il l'a chassé au pas de charge, et l'a poussé de position en position, après quoi il a fait sa retraite dans le plus grand ordre et sans être inquiété.

Les troupes employées à cette expédition se sont conduites avec valeur; et ont marché avec beaucoup d'ordre, sur-tout si l'on fait attention au brouillard obscur dans lequel nous avions été enveloppés. Les chasseurs de la demi-brigade des montagnes ont déployé les qualités guerrières qui les ont si souvent distingués dans la campagne dernière. Les grenadiers ont présenté cette masse terrible qui renverse tout; mais l'ennemi a trompé leur ardeur en prenant la fuite.

Signé, MARBOT, *général de division*; MONCEY, *général en chef*.

Pour copie conforme. *Signé*, MORAND, *général de brigade, chef de l'état-major de l'armée.*

Certifié conforme. *Signé*, PAGANEL.

Le général de division Hatry, commandant les troupes de la République française devant Luxembourg, aux représentans du peuple composant le comité de salut public.

« Citoyens représentans, je m'empresse de vous annoncer que la place de Luxembourg est à la République; la capitulation vient d'être signée de part et d'autre; et aujourd'hui, à trois heures, les troupes françaises prendront possession du fort Saint-Charles, de tout le front extérieur de Sainte-Marie, ainsi que de l'avancée et de la Porte-Neuve. Un tiers de la garnison sortira de la place le 22; le lendemain, un autre tiers; le 24, elle sera entièrement évacuée par les Autrichiens. Je vous fais passer copie de la capitulation.

» Le général Jourdan et le représentant du peuple Tafor se sont rendus ici, du moment que je leur ai fait part des propositions du général Bender. Aussi-tôt à leur arrivée, les

Digitized by Google

articles ont été rédigés et envoyés au commandant de la place, et nous avons la satisfaction de voir que nous sommes absolument entrés dans vos vues, et que les réponses faites aux différens articles proposés sont absolument les mêmes que vous m'aviez envoyées par le retour du courier que je vous ai expédié.

» Sous peu de jours, je vous enverrai les drapeaux que la garnison aura remis, ainsi que l'état des différens objets que nous aurons trouvés dans la place; les munitions de guerre, et l'artillerie sur-tout, doivent y être immenses, à en juger par le feu qu'elle a développé pendant 13 jours.

» Je ne puis assez vous faire l'éloge de la maniere dont ont servi les troupes dont le commandement m'est confié; officiers et soldats, tous y ont mis la plus grande activité jour et nuit, et malgré le feu continuel, des plus vifs et de toute espece que la place faisait, soit sur les travailleurs, soit sur les différens camps, jamais les travaux n'ont été ralentis un instant; chacun a fait son devoir.

» Le citoyen Allis, qui vous remettra ces dépêches, a fait depuis le commencement du blocus les fonctions d'adjudant-général chef de l'état-major de l'artillerie: c'est un officier de mérite. » Salut et fraternité. *Signé*, HATRY.

P. S. J'invite mes collegues du comité de salut public à vouloir bien continuer dans son grade ce brave officier, c'est un acte de justice qu'il mérite à tous égards. *Signé*, TALOT.

Articles de la capitulation proposée par M. le général de Bender, gouverneur de Luxembourg, pour remettre cette place au pouvoir des troupes de la République commandées par le général de division Hatry.

« Art. Ier. La garnison sortira avec les honneurs de la guerre, ainsi que tout ce qui tient au militaire. Accordé.

» II. La garnison sortira de la place le sixieme jour après la signature de la capitulation, avec armes et bagages, caisses, chevaux, tambours battans, mêches allumées, drapeaux déployés, et avec deux pieces d'artillerie de campagne et autant de caissons de munitions par chaque bataillon.

Réponse. La garnison sortira de la place le troisieme jour après la signature de la capitulation, avec armes et bagages, caisses, chevaux, tambours battans, mêches allumées, drapeaux déployés, et deux pieces d'artillerie de campagne et autant de caissons de munitions par bataillon. Lorsqu'elle sera rendue sur les glacis de la place, elle déposera ses armes, drapeaux, pieces d'artillerie, caissons, chevaux d'artillerie et de cavalerie, prêtera le serment de ne point servir contre la République Française ou ses alliés, avant d'avoir été échangée individuellement et grade pour grade; elle sera ensuite conduite sur l'aile droite du Rhin, comme il sera dit dans les articles VII et VIII.

» III. Les voitures et chevaux qui, outre ceux dont la gar-

Digitized by Google

nison est pourvue, pourraient encore être nécessaires pour le transport des bagages, et pour monter les officiers qui n'ont point leurs chevaux ici, seront fournis, ainsi que les bâteaux, pour passer le Rhin.

Réponse. Les officiers emmeneront les chevaux et équipages à eux appartenans, et il sera fourni à la garnison tout ce qui sera nécessaire pour le transport de ses bagages, soit par terre, soit par eau, jusqu'à l'endroit pratiqué pour le passage du Rhin.

„ IV. On accordera également huit charriots couverts, c'est-à-dire qu'il ne seront pas visités. — *Réponse.* Refusé.

„ V. Les officiers et soldats blessés ou malades, en état d'être transportés, seront amenés avec la garnison, et les voitures nécessaires à ce transport, fournies *Accordé.*

„ VI. Les malades qui ne sont pas en état d'être transportés, resteront dans l'hôpital où ils sont, et où ils seront soignés par les officiers de santé y attachés. Dès qu'ils pourront être transportés, ils suivront la garnison, et les voitures et bâteaux nécessaires leur seront fournis. *Accordé :* mais ils suivront le même sort que la garnison.

„ VII. La garnison marchera en trois colonnes sans faire aucun séjour, raison pour laquelle les marches ne pourront pas être plus longues que les marches ordinaires, et il y aura entre le départ des colonnes un jour d'intervalle. *Accordé.*

„ VIII. La garnison sera conduite au lieu du passage du Rhin, par la route la plus courte, pendant laquelle il lui sera fourni le pain et la subsistance nécessaire, ainsi que le fourage pour les chevaux, et il sera permis d'envoyer d'avance un officier au-delà de cette rivière pour y faire préalablement les dispositions relatives à sa marche et subsistance ultérieure. — Accordé, mais le passage du Rhin s'effectuera à Coblentz.

„ IX. Les chefs ou employés des différens corps ou départemens militaires, qui, ayant des provisions, papiers et autres effets à remettre, ne pourront pas partir avec la garnison, ne seront arrêtés ici qu'autant que leur commission l'exigera, et il leur sera permis de prendre avec eux, outre leur bagage et propriété, les papiers nécessaires pour rendre compte de l'objet de leur administration. — Accordé.

„ X. Les prisonniers de guerre pourront être échangés ou reçus à compte de l'échange général des prisonniers.

Répondu. Les prisonniers de guerre seront rendus sans échange.

„ XI. Le culte et l'exercice de la religion seront maintenus sur le pied qu'ils existent dans la ville et le pays duché de Luxembourg et comté de Chiny.

Réponse. Les habitans de Luxembourg seront, comme les habitans des autres pays conquis, libres d'exercer leur culte en se conformant aux lois de la République à ce sujet.

„ XII. Pour le maintien de la police, de la sûreté des

Digitized by Google

personnes et la conservation des propriétés ; les contributions, lois et coutumes du pays seront conservées, et en conséquence, les tribunaux et corps administratifs et judiciaires, et autres autorités constituées, seront maintenus, de même que les personnes qui les composent, dans le même traitement et sur le pied qu'ils existent.

Réponse. Les habitans de Luxembourg doivent s'en rapporter à la loyauté française pour leur sûreté personnelle et celle de leurs propriétés ; mais ils seront gouvernés comme les autres pays conquis.

„ XIII. Les abbayes, convens, maisons religieuses, hôpitaux, écoles et autres établissemens pieux, seront conservés et resteront en possession de leurs biens, rentes et pensions.

Renvoyé à la réponse de l'article précédent.

„ XIV. Les individus des couvens et colléges supprimés continueront à tirer les pensions qui leur ont été assignées sur les caisses affectées à leur paiement.

Renvoyé aussi à la réponse de l'article XII.

„ XV. Les capitaux affectés sur les domaines du souverain, les états, communautés des villes, bourgs et villages et autres corporations seront reconnus, et les rentes acquittées conformément aux contrats jusqu'au remboursement des capitaux, qui, non plus que ceux constitués et intérêts à charge des particuliers, ne pourront se faire en assignats ni autre papier-monnaie, mais en argent sonnant.

Réponse. Attendu que par l'art. XII les propriétés sont assurées, et qu'il ne peut pas être fait de lois particulieres pour les habitans de Luxembourg, ils suivront celles qui sont établies pour tous les pays conquis.

„ XVI. Les dettes contractées, les intérêts et les rentes échues avant la présente capitulation, ne pourront être acquittés en assignats ou autre papier-monnaie, mais devront l'être en especes sonnantes. — Renvoyé à l'article précédent.

„ XVII. Les habitans de toute espece actuellement en cette ville ou y réfugiés, seront, ainsi que ceux de la province, protégés contre toute insulte dans leur personne et conservés dans leurs propriétés, droits, possessions et états, et personne ne pourra être inquiété ni pour les opinions ou actions qui n'étaient pas défendues par les lois de ces pays, ni pour ce qu'il aura dit ou fait d'une maniere non contraire auxdites lois.

Réponse. La loyauté et la générosité françaises répondent suffisamment à cet article, mais les émigrés français, sans exception et de quelque corps qu'ils puissent se trouver, seront remis au pouvoir de l'armée française lors de la reddition de la place.

„ XVIII. Les chasseurs et volontaires qui se sont armés pour la défense de la ville, seront compris dans l'article précédent de cette capitulation, à laquelle ils participeront comme les bourgeois et habitans.

Digitized by Google

Réponse. Ils suivront le sort de la garnison, excepté les bourgeois et habitans de la ville et pays de Luxembourg, qui rentreront chez eux après avoir remis leurs armes.

» XIX. Les habitans seront, pour autant que les bâtimens militaires et royaux pourront y suffire, dispensés du logement des troupes, ainsi que des services et corvées militaires.

Réponse. Les habitans de Luxembourg suivront les lois et usages établis dans la République Française.

» XX. Les habitans de cette province qui s'en sont retirés pourront y rentrer, sans qu'à cause de leur retraite ils puissent être recherchés ni dans leurs personnes ni dans leurs propriétés. — Accordé.

» XXI. Il sera permis à ceux des habitans qui voudront aller habiter ailleurs, de sortir de la ville et de la province, avec leurs meubles et effets, ou d'en disposer, et de leurs autres propriétés, comme bon leur semblera, et il leur sera à cette fin délivré le passeport nécessaire, de même qu'aux officiers et autres personnes pensionnées, attachées à l'état militaire ou civil. — Accordé.

» XXII. L'équité suppléera enfin à tout ce qu'on aurait pu oublier dans cette capitulation pour l'avantage de la garnison et des habitans, et les difficultés qui pourraient survenir dans les termes de ces articles, ne seront entendues et interprétées qu'en leur faveur.

» *Réponse.* Les articles de la capitulation étant très-clairs, celui-ci devient inutile : au surplus la garnison et les habitans peuvent s'en rapporter à la loyauté française.

Articles additionnels. « Art. Ier. Aussi tôt après la signature de la présente capitulation, la porte neuve, dite Notre-Dame, et le fort Saint-Charles, seront remis à la garde des troupes Françaises, et il sera envoyé de part et d'autre deux officiers supérieurs en ôtages.

» II. Tous les plans, cartes et mémoires sur la place seront remis à un officier de génie qui entrera dans la place aussi-tôt après la signature de la capitulation. Il y entrera pareillement un officier d'artillerie et un commissaire des guerres, afin de prendre une connaissance exacte de toutes les munitions de guerre et de bouche qui existent, et il en sera fait un inventaire.

» III. Le commissaire des guerres prendra connaissance de l'état des caisses publiques et militaires, et de celles de tous les corps qui composent la garnison. Il en constatera la situation, et elles seront remises fidellement au pouvoir de la République Française.

» IV. Il sera fourni au commissaire des guerres français un état nominatif de tous les individus qui composent la garnison. » Luxembourg, ce 7 juin 1795.

Signés, BENDER, *gouverneur*, et HATRY, *général de division.*

Digitized by Google

Jeu. 135.

MERCURE FRANÇAIS.

DÉCADI 30 PRAIRIAL, *l'an troisieme de la République.*
(*Jeudi* 18 *Juin* 1795, vieux style.)

BELLES-LETTRES. ÉLOQUENCE.

Fin de l'Art oratoire dans les Républiques.

QU'ON se garde de prendre le style poétique pour le style oratoire. S'ils ont quelque chose de commun dans la grandeur des idées, et l'emploi des figures, ils different essentiellement en ce que le premier ne vit que d'images et de fictions, admet plus de hardiesse dans l'expression, plus de richesse dans les détails, plus d'accent dans l'harmonie, et frappe plus l'imagination qu'il n'intéresse la raison; tandis que le second plus réservé dans sa marche, plus austere dans ses moyens, adoucit les nuances lors même qu'il emploie les mêmes couleurs, et subordonne tout à l'objet principal, le raisonnement ou la persuasion. Le poëte et l'orateur touchent le même instrument, mais sur un ton et un mode différens.

Le sentiment est l'une des cordes de cet instrument qui ne raisonne jamais en vain, lorsque l'orateur sait la manier avec discernement. Lui seul communique la vie au style, soutient l'intérêt du sujet, et va chercher au fond de l'ame les mouvemens les plus secrets de la nature, et les plus touchantes émotions du cœur humain. C'est le flambeau que Prométhée dérobe au ciel pour animer sa statue. Ici, le précepte est inutile; la théorie peut appercevoir et révéler tous les autres secrets de l'orateur; elle n'a point de prise sur le sentiment; il échappe à l'analyse; il est tout dans lui-même et par lui-même. C'est le résultat d'une organisation sensible et délicate, d'un instinct moral qui a bien sa méthode de perfectionnement, comme toutes les autres facultés de l'homme, mais que l'art défigure lorsqu'il veut s'en servir sans en avoir les élémens. C'est l'organe musical de l'ame qu'il n'est pas plus au pouvoir de

Digitized by Google

l'homme de se donner, que l'organe musical des sons dont tant de personnes sont privées. On devient philantrope par principe, par raisonnement, par réflexion; il suffit d'avoir considéré la longue chaîne des malheurs de l'espece humaine, pour desirer et rechercher les moyens d'en améliorer le sort. Mais s'agit-il de communiquer aux autres cette philantropie; de verser dans les cœurs cet amour ardent de l'humanité, de les disposer à la clémence, à l'attendrissement, à la pitié, aux douces impulsions de la nature, et de faire couler de douces larmes? Ce n'est plus l'affaire de la raison, c'est l'ouvrage du sentiment. Le sentiment ne constitue pas l'éloquence; mais il n'y a point d'éloquence sans sentiment. Il se manifeste par une pensée, par un mot, par un trait échappé comme sans dessein, par une seule inflexion de voix, par un contraste, par un simple rapprochement de situation. C'est une des choses qu'il est le moins facile de contrefaire, et qui cependant, le croirait-on, a été assujettie à l'empire de la mode. Il a été un tems parmi nous où tout était sentimental, romans, voyages, comédies, dissertations, éloges, vers, prose, jargon des cercles; il n'est pas jusqu'à l'opéra-comique qui n'eût aussi la prétention d'être *sentimentisé*. En voyant nos spectacles, nos académies, nos sociétés, on eût cru que la sensibilité et la vertu étaient à l'ordre de tous les jours et de toutes les actions. Et tout cela n'était qu'une jonglerie et une misérable affectation produites par les ouvrages de quelques écrivains célebres que la multitude imitatrice avait voulu singer (1). Il n'appartient qu'aux ames vraiment sensibles d'en connaître et d'en parler le langage, et d'en avoir une assez haute idée, pour ne pas le profaner par un culte imposteur; elles seules savent distinguer le sentiment faux du sentiment vrai, comme les oreilles délicates distinguent dans un concert les tons faux et les dissonances.

Les anciens avaient placé l'*action* au rang des qualités les plus essentielles de l'orateur; c'est du moins celle

(1) Nous nous expliquons d'autant plus franchement sur ce ridicule, que la révolution qui s'est opérée dans nos idées politiques en amenera nécessairement une dans les productions de l'esprit. L'hypocrisie de sentiment ne sera pas plus en honneur que l'hypocrisie de principes. La liberté n'aime et ne souffre que ce qui est vrai.

Digitized by Google

qui fait ressortir toutes les autres. Veut-on juger du pouvoir qu'exerce la déclamation ? Il ne faut que comparer l'impression que nous a causée quelquefois un grand acteur avec celle d'un acteur médiocre. C'était le même rôle, les mêmes idées, les mêmes sentimens, la même situation ; mais ce n'était plus la même expression, la même intelligence, la même ame. Tous les deux semblaient parler une langue différente, et l'on ne reconnaissait plus la même piece. Il en est de même du discours oratoire, quoique les genres soient différens.

L'action dans l'orateur est comme toutes les autres qualités, en partie l'ouvrage de la nature, en partie celui de l'art. L'instrument vocal est donné par l'une, mais il se fortifie, se dirige et se façonne par l'exercice et les combinaisons de l'autre. On sait que Démosthenes avait reçu de la nature un organe ingrat, une prononciation difficile et un certain bégayement que rendait encore plus désagréable un haussement d'épaules qui accompagnait toutes ses périodes. Le Kain parmi nous avait, dans son début, un organe sourd, dur, peu flexible et des gestes irréguliers ; et cependant tous les deux, à force de travaux, de soins et d'exercice, étaient parvenus à vaincre toutes ces difficultés, et à porter l'art de la déclamation jusqu'aux effets les plus magiques et les plus étonnans.

Qu'on ne se laisse donc pas rebutter par les premiers obstacles que semble opposer la nature ; ils ne sont pas toujours insurmontables. C'est dans la jeunesse où les organes plus souples et plus flexibles prennent plus aisément les formes qu'on leur donne, qu'il faut s'exercer à la déclamation ; on a remarqué que les jeunes personnes qui apprenaient la musique étendaient peu à peu leur voix, et acqueraient, soit dans les cordes basses, soit dans les cordes aiguës, des tons auxquels le diapason de leur voix se refusait auparavant. Pourquoi l'exercice ne produirait-il pas les mêmes effets pour la déclamation ? Qu'on s'y livre de bonne heure ; qu'on récite souvent des passages de nos orateurs ; ensuite des morceaux de plus longue haleine ; qu'on les récite en gravissant des lieux difficiles, au bruit des flots, des vents, des orages, afin d'assouplir et de renforcer son organe, et de s'accoutumer aux mouvemens agités de la multitude. Cette gymnastique de la parole n'est pas moins utile que celle du corps.

Digitized by Google

Quand le style est périodique et nombreux, la déclamation est facile ; elle est indiquée par lui. Il n'y a que le style décousu et haché, froid et sans couleur, qui soit ingrat au débit. Il existe un si grand rapport entre l'harmonie du style et l'harmonie musicale, que les anciens avaient fait entrer la musique comme une partie essentielle dans l'éducation. Quoiqu'ils lui aient donné une plus grande extension que nous ne l'avons fait, puisqu'ils y comprenaient la grammaire, la rhétorique et même la philosophie, cette extension prouve du moins de quelle importance était la musique à leurs yeux, et combien elle influait sur tout ce qui tient aux affections de l'ame et à l'art de la parole.

Si la musique admet dans le chant tant de modulations différentes, tant de variété dans ses phrases et dans ses mouvemens ; si elle évite avec soin la monotonie et l'uniformité, la répétition des désinances, à moins qu'elle n'ajoute à l'expression, pourquoi n'en serait-il pas de même dans la déclamation? Tous les beaux arts ne sont-ils pas freres? On ne peut pas, il est vrai, l'écrire et la noter, comme on le fait du chant musical, parce qu'elle procede par nuances de tons imperceptibles ; mais elle a pour juge l'oreille, et pour guide l'expression. Ces deux régulateurs sont infaillibles.

Démosthenes reçut des leçons du comédien Satyrus, et Cicéron de Roscius. La déclamation théâtrale peut contribuer beaucoup à former la déclamation oratoire ; mais il serait dangereux de les trop assimiler. Sans parler de la différence qui existe entre le rythme des vers et le nombre de la prose, entre l'accent cadensé des uns, qui est pour ainsi dire une sorte de chant, et le récit plus naturel qui convient à l'autre, différence que nous avons déja fait remarquer quant au style ; ces deux genres ne se ressemblent ni par leur nature, ni par leur but, ni par leurs moyens. La scene est un pays d'illusion et d'enchantement, où tout est aggrandi par l'imagination. Là, les hommes y parlent un autre langage. Les passions y prennent un caractere plus prononcé. Les yeux sont frappés par l'appareil des décorations et des images. Le spectateur préparé d'avance à de grandes émotions, devient plus exigeant. Il s'attend au développement des grandes impressions que font naître la terreur ou la pitié. L'acteur est en représentation de toute sa personne, de son geste, de son regard et même de son silence. Sa déclamation doit donc être assortie aux accessoires,

Digitized by Google

comme au fonds du sujet. L'Orateur s'exerce dans un champ plus vaste, mais moins élevé. Il a plus à prouver et à convaincre qu'à émouvoir, et quand l'emploi des grands mouvemens entre dans ses moyens, il s'en sert avec plus de retenue. Il ne récite pas les productions d'autrui, mais les siennes ; le peuple qui le sait dirige plus son attention sur les choses que sur la maniere. Ici, la déclamation n'est que l'accessoire ; elle est tout dans le comédien. C'est précisément parce que l'orateur a sur lui cet avantage, que son action doit être plus circonspecte, quand même la différence ne résulterait pas de tous les caracteres distinctifs que nous avons indiqués.

Le genre de la comédie présenterait plus de rapprochement, pour la déclamation, avec celui de l'orateur, si la forme du dialogue plus ou moins pressé, n'établissait pas une différence essentielle avec celle du discours oratoire qui est un monologue prolongé, extrêmement varié dans ses parties. Mais ce en quoi la déclamation théâtrale peut être utile à celle de l'orateur, c'est qu'elle rend sa prononciation plus distincte et plus sonore; elle lui communique de l'élévation et de la grandeur ; par le langage cadencé des vers, elle lui apprend à mettre de l'harmonie et de la variété dans l'accent périodique de ses phrases ; et quoique le goût et le tact doivent être l'unique juge de la mesure de cet emprunt, son influence n'en est pas moins réelle et son résultat avantageux.

Tout ce que nous avons dit sur les différentes qualités qui composent l'orateur, s'acheve et se perfectionne par l'habitude. Elle lui donne une investigation plus prompte de tous ses moyens, une facilité plus grande à choisir et ordonner ses idées, plus de souplesse dans le style, plus de fermeté dans la contenance et la déclamation. Elle lui apprend à mieux juger les effets et à connaître la tactique des grandes assemblées. Elle étend et assure sa mémoire, cet instrument si utile à l'orateur, non cette mémoire servile qui ne rappelle que des souvenirs plagiaires, mais la mémoire des choses et cette érudition bien entendue dont l'emploi nourrit le discours d'applications et de rapprochemens heureux. C'est par l'habitude seule que l'on acquiert le talent d'improviser, sans lequel il faut renoncer au titre d'orateur.

Quoique les anciens nous aient laissé des discours écrits qui supposent un long travail du cabinet, il ne

Digitized by Google

faut pas croire, ni qu'ils les récitassent à la tribune, le cahier à la main, méthode qui ôte à l'action toute sa chaleur, et prive l'orateur de l'avantage de maîtriser son discours d'après les impressions qu'il produit; ni qu'ils eussent toujours le tems de les préparer à loisir. Lorsque Cicéron découvrit la conjuration de Catilina, et que, poursuivant sans relâche cet audacieux conspirateur, il prononça successivement en trois jours, trois discours au sénat et devant le peuple, aurait-il pu déjouer si précipitamment cet odieux complot, s'il n'eût eu le talent de parler sans préparation? Il a pu travailler ensuite ses catilinaires pour la perfection de son art, et le soin de sa renommée, mais assurément il les avait d'abord improvisées.

Ce talent est le fruit de l'étude, de l'analyse et des connaissances dont nous avons si fort recommandé l'acquisition. On s'accoutume d'abord à parler sur des tables analytiques un peu développées; insensiblement on les resserre, on les réduit aux seules divisions et sous-divisions; enfin, on n'écrit plus que dans sa mémoire, et après avoir saisi par une méditation prompte tous les rapports de son sujet, on s'abandonne à l'essor entier de la parole. Quand on s'est assuré des idées, les mots arrivent aisément; le style périodique a cela de favorable que la phrase que l'on tient appelle la phrase qui la suit. Ainsi la méthode prêtant à l'orateur son fil secourable, lui fait parcourir toutes les branches de son sujet, et le conduit au but, sans avoir négligé aucune partie. Si l'improvisation jette quelquefois plus de désordre dans le discours, elle lui donne aussi plus de mouvement et de vie; l'inspiration du moment augmente la puissance de l'orateur; ses expressions en deviennent plus animées, et ses tours de phrases plus hardis. C'est alors, qu'armé véritablement des foudres de la parole, il se livre à l'impétuosité de son génie, presse ses raisonnemens, les enfonce pour ainsi dire dans l'esprit des auditeurs ébranlés, et va remuer au fond des cœurs les passions, après avoir porté la conviction dans les ames.

Que les jeunes gens s'exercent donc de bonne heure à l'art oratoire, non par des amplifications de collége et ces compositions vagues qui leur sont prescrites par le maître. Les sophistes chez les Grecs, les déclamateurs chez les Romains étaient prêts à parler sur toute sorte de sujets. Ce n'étaient jamais que des déclamateurs et

Digitized by Google

des sophistes. L'orateur ne veut point de sujets de commande. Il faut à son talent un véhicule plus actif et un intérêt plus réel. Tous ces simulacres de discours lui déplaisent; c'est dans la mêlée qu'il aspire à se montrer, et qu'il peut cueillir des lauriers qui le flattent.

Heureusemnet la révolution qui s'est opérée dans notre gouvernement ouvre aux jeunes gens une carriere vaste, où ils peuvent essayer leurs talens. Ils auront les tribunaux où il est si glorieux et si doux de remplir les fonctions augustes de défenseur officieux; les corps administratifs où s'agitent des questions intéressantes d'ordre public; et par-tout la présence du peuple qui encourage et qui juge. Que d'alimens à la noble ardeur de la jeunesse républicaine! que de ressources leur sont offertes pour mériter de discuter un jour, au sein de la représentation nationale, les grands intérêts de la liberté, de la législation et de la politique!

On a souvent demandé si l'éloquence n'était pas plus dangereuse qu'utile, et si la vérité a besoin de tous ces vains ornemens qui la défigurent. On a raison si par ornement l'on entend un amas de lieux communs et de sophismes déclamatoires. Ce n'est pas là de l'éloquence, c'est une trompeuse verbosité. L'éloquence n'est autre que la vérité bien conçue et bien exprimée; elle est dans la nature, parce que la raison et toutes les affections de l'ame viennent d'elle. Il n'est pas plus raisonnable d'exiger qu'un homme renonce à l'usage de ses facultés intellectuelles, qu'à celui de ses pieds et de ses mains. On peut abuser de l'éloquence! Oui, comme on abuse d'une plante salutaire pour la tourner en poison, comme le fer qui protege se change en instrument homicide dans les mains d'un assassin. Mais à côté de l'abus il existe, dans le gouvernement d'un peuple libre, trois garanties bien puissantes; la moralité de l'orateur, l'indépendance des opinions qui fait lever un défenseur pour la vérité, quand l'erreur trouve le sien; l'instruction et la conscience du peuple qu'il est difficile de tromper sur ses véritables intérêts.

Nous ne donnons point ces réflexions comme une poëtique complette de l'orateur; ce serait la matiere d'un long ouvrage qu'il ne faudrait point traiter à la maniere des rhéteurs. Mais si elles renferment quelques idées saines et utiles sur un art qui doit devenir de jour en jour plus cher aux Français, et dont le génie de la

Digitized by Google

liberté a déja créé plus d'un modele, ce n'est point en vain que nous aurons écrit ce peu de pages. . . . .

(*Cet article est du cit.* LENOIR DELAROCHE.)

ANNONCES.

Bibliotheque physico-économique, instructive et amusante, année 1795 (vieux style) ou 14e. année; contenant des mémoires, observations pratiques sur l'économie rurale; — les nouvelles découvertes les plus intéressantes dans les arts utiles et agréables; — la description et la figure des nouvelles machines, des instrumens qu'on peut y employer d'après les expériences des auteurs qui les ont imaginées; — des recettes, pratiques, procédés, médicamens nouveaux, externes ou internes, qui peuvent servir aux hommes et aux animaux; — le moyen d'arrêter ou de prévenir les accidens, d'y remédier, de se garantir des fraudes; — de nouvelles vues sur plusieurs points d'économie domestique, et en général sur tous les objets d'utilité et d'agrément dans la vie civile et privée, etc.

Recueillie et publiée par les citoyens PARMENTIER et DEYEUX; deux volumes *in* 12 de 1000 pages. Prix, 15 liv. broché; et 18 liv., franc de port par la poste, pour les départemens et les pays conquis. A Paris, chez F. BUISSON, libraire, rue Hautefeuille, n°. 20.

La collection complette forme vingt-deux volumes avec cinquante six planches ou quatorze années qu'on peut détacher; les vingt premiers volumes qui forment treize années, se vendent chacun 6 liv. broché; et 7 liv. 10 sous, franc de port. La quatorzieme année, qui comprend deux volumes, se vend 15 liv., et 18 liv. franc de port.

Profession de foi du vicaire Savoyard, par J. J. ROUSSEAU, petit format. Prix, 6 liv. broché. A Paris, chez SALLIOR, libraire, successeur de DIDOT jeune, quai des Augustins, n°. 22.

Cet ouvrage est le premier d'une collection qui, par le choix des matieres et par les gravures dont chaque volume doit être orné, ne peut manquer de fixer l'attention publique.

Appel à l'impartiale postérité, par la citoyenne Roland, femme du ministre de l'intérieur, *troisieme et quatrieme partie*. A Paris, chez LOUVET, libraire, maison Egalité, n°. 24.

Célestine, ou *la victime des préjugés*, par CHARLOTTE SMITH, auteur d'*Anna* et de l'*Orpheline du château*; traduit de l'anglais sur la troisieme édition, par la cit. R.... Quatre volumes *in*-12, imprimés sur caracteres de Cicéro-Didot et sur papier carré fin. Prix, 24 liv. broché; et 28 liv. 10 sous, franc de port par la poste, pour les départemens et pour les pays conquis. A Paris, chez F. BUISSON, libraire, rue Hautefeuille, n°. 20. — On affranchit le montant et la lettre d'avis.

Digitized by Google

RECUEIL

DE RECHERCHES ET D'OBSERVATIONS

Sur les différentes méthodes de traiter les Maladies Vénériennes, et particulièrement sur les effets du remède connu sous le nom de Rob anti-syphilitique, *par* LAFFECTEUR, *co-propriétaire de ce remède; in-8°. de* 150 *pages d'impression, caractère Didot, présenté à la Convention nationale: se trouve chez l'auteur, à Paris, rue des Petits-Augustins, n°.* 1276; *prix,* 30 *s. pour Paris, et* 40 *s. franc de port, pour les départemens.*

Extrait de la DÉCADE PHILOSOPHIQUE, LITTÉRAIRE, ET POLITIQUE, du 20 Brumaire de l'an neuvième. (1)

L'OUVRAGE que nous annonçons intéresse si vivement une partie de l'humanité souffrante, que nous croyons devoir nous empresser d'en rendre compte. L'auteur paraît avoir fait une étude approfondie de la matière dont il s'occupe; et la confiance qu'il ne sollicite point, mais qu'il inspire, naît des développemens qu'il présente avec le ton de la vérité, ton qu'il est facile de ne pas confondre avec celui d'une présomption suspecte, ou d'une mauvaise foi criminelle. Il écrit en s'appuyant, comme il le dit lui-même, *sur l'autorité des faits et de l'observation.*

Guidé par les praticiens les plus estimés, il passe en revue les différentes méthodes de traiter les maladies vénériennes; il parle sommairement des unes, et de quelques autres avec les détails qu'exigent l'intérêt des malades et l'importance de l'objet.

Il répète, d'après des écrivains connus, qu'on a trouvé des remèdes contre ce fléau, dans le règne animal, dans le règne végétal et dans le règne minéral.

Comme le règne animal a fourni peu de ressources, ou des ressources peu certaines, pour la guérison des maladies vénériennes; que les praticiens n'ont pas été plus heureux dans les combinaisons qu'ils ont faites de certaines substances, présumées spécifiques dans les trois règnes; et qu'enfin le mercure et ses différentes préparations ont longtems obtenu une préférence presque exclusive, le citoyen Laffecteur s'occupe d'abord particulièrement de ce minéral.

Il puise dans les sources respectées par tous les savans en médecine,

(1) Ce journal est cité ici, parce qu'il jouit de l'estime des gens instruits, comme de l'approbation des gens de goût. Il ne se borne pas aux objets scientifiques. Il est en même tems consacré à la Littérature, aux Arts, à la Morale, à l'Agriculture et à la Politique; et ces différentes parties y sont traitées de manière à laisser apercevoir qu'il est écrit par des plumes exercées dans ces divers genres. La Morale s'y montre toujours sous la forme amusante d'un conte, d'un dialogue, ou d'une allégorie. Des pièces fugitives en prose et en vers, l'analyse des nouveautés théâtrales, etc. contribuent encore à l'agrément de cet ouvrage, qui paraît tous les décadis. C'est au Directeur de ce journal, rue Thérèse, près la rue Helvétius, à Paris, qu'on s'adresse pour s'y abonner. Le prix est de 28 liv. pour six mois, et de 55 l. pour l'année, franc de port, dans tous les départemens.

Digitized by Google

les preuves alarmantes et décisives *des cures incomplètes qu'on opère par le mercure ; des accidens qui résultent de son administration, des inconvéniens de son usage, et des maux incalculables qui en sont la suite.*

Il parle, d'après les praticiens les plus célèbres, du mercure et de ses préparations ; des vertus spécifiques de ce minéral, de l'incertitude de son action, et de ses inconvéniens, soit qu'on le donne en frictions, soit qu'on l'administre intérieurement.

Nous ne nous arrêterons pas à faire l'analyse de cette partie de l'ouvrage du citoyen Laffecteur, qui n'est elle-même qu'une analyse de ce que les meilleurs auteurs ont écrit sur cet objet ; mais nous invitons à lire attentivement cet article dans son recueil : il est d'un intérêt général, et l'humanité l'exige.

Si la première partie du recueil du citoyen Laffecteur afflige ceux qui croient que le mercure est le seul spécifique contre les maladies vénériennes, combien est rassurante la certitude qu'il donne, toujours d'après des autorités irréprochables, que la classe immense des végétaux *est féconde en ressources contre cette cruelle maladie !*

Il affirme et prouve « que cette méthode est douce et sans inconvéniens ; que les végétaux guérissent aussi promptement et aussi sûrement que le mercure ; qu'ils n'altèrent pas, comme lui, la constitution des malades ; qu'ils ne dégradent pas les parties constitutives des organes ; qu'ils ne portent pas, comme les mercuriaux, le trouble dans l'ordre des fonctions animales ; que leur action est paisible ; qu'elle peut être combinée, modifiée suivant les circonstances ; et qu'enfin il faut les préférer pour le traitement des maladies vénériennes. »

C'est encore dans l'ouvrage du citoyen Laffecteur qu'il faut lire le développement de ces vérités : il nous a paru sans réplique.

Une objection naturelle se présente ici nécessairement. Pourquoi les végétaux n'ont-ils pas obtenu la préférence qu'ils méritent sur le mercure et ses préparations ?

« C'est que, dit l'auteur, le traitement par les végétaux exige une étude des tempéramens, des climats, de la vertu des plantes qui, transportées ou transplantées, ne donnent pas constamment les mêmes résultats ; qu'une simple routine, par conséquent, est souvent en défaut ; que le découragement suit des épreuves incomplètes, que l'homme de l'art, pressé de jouir, rentre dans la route battue des traitemens mercuriels ;

» C'est qu'on n'a pas toujours fait le choix heureux des végétaux analogues à la constitution des malades ; qu'on n'a pas assez calculé les doses auxquelles il fallait les prescrire ; qu'on ne les a pas combinés, variés à propos ; qu'on n'a pas saisi les circonstances favorables ou opposées à leurs effets ; en un mot, qu'on a méconnu ou contrarié la marche de la nature et la tendance des humeurs vers une évacuation plutôt que vers une autre, en tentant de la porter ailleurs par des efforts inutiles et dangereux.

» De ces inattentions et de ces erreurs devaient nécessairement résulter une solution peu satisfesante, et le découragement des gens de l'art : aussi ont-ils dirigé toutes leurs études, tous leurs efforts vers une méthode dont ils n'ont jamais pu se dissimuler les dangers ; que beaucoup ont adoptée à regret, et que les vœux réunis

Digitized by Google

» des médecins et des malades doivent enfin faire proscrire entière-
» ment. »

Le citoyen Laffecteur termine cet article par la réflexion suivante :
« Existe-t-il un médecin qui n'ait pas gémi plus d'une fois sur l'im-
» puissance de son art, sur les ressources infidelles qu'il lui présente ;
» et qui, dans le désespoir que lui a souvent donné l'état critique de
» plusieurs de ses malades, n'ait pas désiré la découverte d'un remède
» dont les effets fussent assurés et constatés par des épreuves sans ré-
» plique. »

On trouve ensuite dans le même recueil, l'historique circonstancié de cette découverte en médecine, *qui remplace, avec des avantages infinis, le mercure et ses préparations.*

On y voit avec quelles précautions, quelle sévérité, quelle authenticité, ont été faites les épreuves qui devaient constater les vertus de ce remède, connu sous le nom de *Rob anti-syphilitique.*

On y lit les actes les moins suspects, les témoignages les plus décisifs en sa faveur, et qui démontrent en outre qu'il ne contient pas de mercure ; qu'il est uniquement végétal, et qu'il est le spécifique désiré par les médecins, contre les maladies vénériennes.

C'est un grand nombre de médecins et de chirurgiens connus, qui affirment ces vérités ; on ne peut pas les révoquer en doute, sur-tout après que la société de médecine de Paris en a garanti l'authenticité par son suffrage.

Le citoyen Laffecteur ne s'érige point en juge dans sa propre cause ; il n'exige point qu'on le croie sur sa parole : il laisse naître la conviction du simple énoncé des faits qu'il expose et des preuves qu'il produit. Mais sachant qu'il a dans ses mains le moyen de sauver les incurables vénériens, de guérir les malades de cette espèce, à qui on n'ose pas administrer le mercure, ou à qui on ne l'administre pas sans danger, comme ceux chez qui le vice vénérien est compliqué de scorbut, d'affections de poitrine, d'affections nerveuses, de grossesse récente ou avancée, de dyssenterie, de crachement de sang, d'une disposition prochaine à la cachexie, au marasme, à l'appauvrissement du sang, etc., il a le courage que lui donne le sentiment de ses forces et de sa position, et il demande que le *Rob anti-syphilitique* soit administré, dans les hospices nationaux, aux malades vénériens qu'on ne traite point sans danger par le mercure ; offrant, pour cet usage seulement, de le fournir avec le sacrifice de son bénéfice ordinaire.

Suivent vingt-quatre observations de guérisons opérées par le *Rob anti-syphilitique*, qui prouvent, d'une part, à quel degré d'énergie peuvent parvenir les ravages de cette maladie lorsqu'on la néglige, ou lorsqu'on n'emploie, pour la combattre, que les remèdes mercuriaux ; et qui prouvent aussi l'efficacité de ce remède sur les malades réputés incurables.

Ici, comme dans le cours de son ouvrage, le citoyen Laffecteur ne se prévaut ni de ses connaissances, ni de ses observations personnelles ; celles qu'il transcrit sont extraites des procès-verbaux dressés par les commissaires de la société de médecine de Paris, ou signés par des médecins et chirurgiens d'une réputation sans reproches.

Mais il est un genre de maladies vénériennes, dont beaucoup de personnes sont affectées, sans le savoir : elles sont connues des mé-

Digitized by Google

decins, sous le nom de *maladies vénériennes chroniques, sans signes évidens, c'est-à-dire, masquées, dégénérées ou compliquées.* Le citoyen Laffecteur, toujours en puisant dans les sources les moins suspectes, a inséré dans son recueil l'extrait analytique d'un traité sur ces maladies, qu'on doit consulter avec attention, les femmes sur-tout.

Cette partie du recueil a pour objet de faire connaître « une maladie » qu'on porte souvent, sans s'en douter; qui, assoupie pendant plu» sieurs années, se développe tout-à-coup avec activité; qui, dégé» nérée de sa nature primitive, prend un caractère qui paraît lui être » étranger; qui se montre souvent sous l'aspect trompeur de maladies » tout-à-fait différentes; qui fait des ravages d'autant plus certains, » qu'on en méconnaît le principe; qui, déguisée sous toutes sortes » de formes, échappe à la sagacité des maîtres de l'art; et élude l'ac» tion des médicamens. »

Le citoyen Laffecteur présente les preuves de l'existence de ces maladies, leur description, leur marche, leurs causes, leurs siéges, leurs effets, leurs signes, et des vues générales sur la méthode curative qu'il convient de leur opposer.

Il est impossible, d'après le développement des principes consignés dans le traité que nous lisons, qu'on administre le mercure contre les maladies chroniques; il est même démontré que les végétaux seuls peuvent sauver ceux qui en sont affligés: plusieurs observations incontestables ont prouvé qu'elles ne résistaient pas au *Rob anti-syphilitique*; on en verra dix exemples remarquables et très-consolans dans leurs résultats, à la suite de ce traité, auxquels nous renvoyons.

Enfin le citoyen Laffecteur complète et termine son recueil par quelques observations sur les maladies vénériennes des noirs, sur le pian, sur la lèpre. Elles sont extraites de l'ouvrage d'un médecin qui a suivi pendant plusieurs années les maladies des colonies, et principalement celles des noirs; et ce médecin déclare qu'il n'a jamais employé le *Rob anti-syphilitique* sans succès, dans les cas décisifs pour la guérison des maladies désespérées qu'il a rencontrées aux îles, dans sa longue pratique.

Si nous nous sommes étendus sur le compte que nous venons de rendre du recueil du citoyen Laffecteur, nous avons eu en vue le bien de l'humanité, auquel nous croyons coopérer en inspirant le désir de connaître un ouvrage que nous jugeons, sous tous les rapports, digne d'être lu par les gens de l'art et les malades; il est écrit avec sagesse, avec pureté, et, nous le répétons, avec le ton d'une vérité persuasive, auquel il est difficile de résister.

Décret de la Convention Nationale,

Prononcé dans la séance du 21 Brumaire de l'an troisième.

Le Citoyen Laffecteur offre à la Convention un Ouvrage intitulé: *Recherches et Observations sur les effets du remède connu sous le nom de* Rob anti-syphilitique. Il demande à être employé pour le traitement des incurables vénériens.

La Convention décrète la mention honorable de l'offrande, et renvoie la demande au comité des Secours publics, pour y statuer et faire un rapport, s'il y a lieu.

Digitized by Google

NOUVELLES ÉTRANGERES.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 28 mai 1795.

Les lettres de Constantinople du 15 avril annoncent la consolante nouvelle de l'arrivée des bâtimens chargés de grains attendus d'Alexandrie. Ces secours viennent bien à propos, car la famine commençait à se faire sentir vivement dans la capitale.

Actuellement qu'on est délivré de la crainte de ce fléau terrible, et qu'on a la liberté d'esprit que procure, sinon l'abondance, du moins la certitude de ne pas mourir de faim. On en profite pour s'occuper sérieusement d'une partie des améliorations dont la chose publique a besoin. Par exemple, dans le nombre des établissemens à l'européanne, que le divan se propose de former, on remarque celui d'un nouveau corps de genie et d'une école italienne et française. La tactique va aussi être infiniment rapprochée de celle du reste de l'Europe.

Le vaste empire de Perse, après avoir été long-tems en proie à toutes les horreurs de la guerre civile, vient de tomber en entier sous la domination de l'eunuque Aga Mahmed Kan. Le vainqueur s'est rendu maître de son ennemi Fotfahkan, lui a fait crever les yeux, l'a confiné à Lehuan, et a transporté le siége de l'empire d'Ispahan à Chiraz.

Il est vraisemblable, d'après cet état des choses dans la Perse, que la Porte Ottomane n'a rien à redouter de ce côté; ce qui lui ménage plus de forces pour résister à la Russie, ou même pour revendiquer sur elle par les armes ce qu'elle a perdu. D'ailleurs, elle ne sera pas seule dans cette entreprise. Les cours du Nord et celle de Berlin, feront, selon toute apparence, en sa faveur une diversion qu'elle peut leur rendre en attaquant la Russie sur plusieurs points, et notamment du côté de la Crimée. La Prusse a l'intérêt le plus marqué à ce que la Russie ne s'aggrandisse pas trop aux dépens de la Pologne, comme le démontrent les réflexions suivantes, dont la justesse sera facilement sentie.

Les provinces méridionales de la Pologne, connues sous le nom d'Ukraine, fournissaient à la Silésie des bœufs, des

Digitized by Google

cochons, des moutons, etc. Elles nourrissaient les fabricans et entretenaient les fabriques prussiennes de matieres crues, qui travaillées dans ces fabriques, se revendaient en grande partie en Pologne ou en Allemagne. Ces provinces au pouvoir de la Russie, une partie du commerce de la Prusse, celui de la Silesie sur-tout tombe nécessairement ; car ou la Russie établira des fabriques dans les pays envahis, et enverra ses marchandises à Cherson, ou elle enverra par la mer Noire les matieres premieres et non ouvrées. Sa domination sur cette mer lui facilite les moyens de vendre les bœufs de Pologne en viande salée : les peaux, elle les fera travailler chez elle, ou elle les vendra aux Anglais. Cette nouvelle pente du commerce de bétail doit avoir une grande influence dans la grande Pologne, non-seulement sur les fabriques de drap et de cuir, mais encore sur l'agriculture.

Mais les effets de cette domination de la Russie en Pologne ne se borneront pas à la Silésie et à la grande Pologne ; ils s'étendront à la Prusse orientale, et sur tout au commerce de Konisberg. La Lithuanie avait trois débouchés sur la Baltique, savoir, Riga, Libau et Konisberg. Les palatinats de Polock, Minsk, une partie de celui de Vilna, et la Semigalle, envoyaient leurs productions à Riga en Livonie ; la Courlande et la Samogitie à Libau ; et les palatinats de Wilna, Troki et Nowogorod, qui sont les plus considérables, envoyaient les leur à Konisberg. Le commerce se fait à Riga par la Dwina, à Libau par terre, et à Konisberg par le Hiemen. C'est à ces trois ports que la Lithuanie fournit du bled, du lin, du chanvre, du bois de mâture et de construction, de la potasse, du goudron, etc. Il est clair que si la Russie reste en possession de ces provinces, le commerce de Konisberg sera entravé, soit par des défenses d'exportation, soit par des droits exorbitans ; il peut même être absolument anéanti, si la Russie fait creuser depuis le Hiemen jusqu'à la Dwina un canal qui, au moyen des rivieres et des lacs de la Samogitie, attirerait dans les ports de Riga et Libau tout le commerce de Lithuanie.

Il est donc évident que la Russie par la possession de la Pologne, non-seulement rend nulle la part dévolue au roi de Prusse, mais détruit même les avantages qu'il retire de la Silésie et de la Prusse orientale.

Il faut remarquer encore qu'une grande partie de la cavalerie prussienne est montée sur des chevaux polonais, que dans aucun endroit de la Pologne on ne trouve si bons qu'en Ukraine ; enfin, la part de la Russie dans cette nouvelle invasion de la Pologne, la rend maîtresse d'un pays presqu'aussi étendu, presqu'aussi peuplé que toutes les possessions prussiennes prises ensemble.

Digitized by Google

Les dernieres lettres de Stockholm du 23 mai disent que le ministre de France n'a pas encore eu son audience publique ; elle est remise au retour du roi, que le régent son oncle fait voyager dans les différentes parties du royaume dont il va lui remettre les rênes ; l'un et l'autre sont incessamment attendus dans la capitale. La plus grande union regne toujours entre la Suede et le Danemarck ; elle semble même se resserrer, s'il est possible, en raison des bruits d'une alliance entre l'Autriche, la Russie et la Grande-Bretagne.

De Francfort-sur-le-Mein, le 5 juin.

Suivant des lettres de Berlin du 30 mai, le gouvernement prussien s'occupe, avec une grande attention, à consolider son pouvoir dans la partie de la Pologne qui lui est échue, et qui porte aujourd'hui le nom de Prusse méridionale. Il semble chercher, autant qu'il est en lui, à amener cette contrée au régime suivi dans les autres états, pour la fondre, pour ainsi dire, avec le reste de ses possessions, et lui inspirer le même esprit. Les mêmes lettres rendent aussi compte de la mort d'un homme célebre et digne de l'être.

Le 27 de ce mois, vers les 11 heures du soir, mourut ici à la suite d'une maladie de nerfs, dans la soixante-dixieme année de son âge, un des plus grands ministres d'état de toute l'Europe ; savoir, le célebre comte de Herzberg ; il a servi sa patrie pendant près d'un demi-siecle, et jusqu'à la mort du grand Frédéric II il en avait été le confident intime. Les lettres perdent en lui un savant du premier ordre, et, à ce que l'on assure, les savans un protecteur utile.

Il était curateur de l'académie des sciences de Berlin, ainsi que membre de plusieurs autres sociétés littéraires.

On ne sait trop si l'on doit regarder comme un acheminement à la paix les dispositions contenues dans le bulletin suivant de Wesel, en date du 24 mai.

Nous avons reçu ici un traité daté de Bruxelles le 26 mars, et de Heidelberg le 7 avril, fait entre la commission de rançon impériale royale et celle de la France, concernant les individus non combattans des deux parts. Ce traité consiste en cinq articles dont voici le contenu :

1°. Les individus non combattans ne seront pas considérés comme prisonniers de guerre, et seront rendus sans échange.

2°. D'après ce principe, les armées respectives devront réciproquement livrer, aux premiers avant-postes, tous les individus non combattans faits prisonniers avant les hostilités.

3°. Ce principe sera à l'avenir observé scrupuleusement, de sorte que les individus non combattans seront livrés, aussi-tôt que possible, aux avant-postes, dès que par leur uniforme ou

Digitized by Google

d'autres témoignages il sera reconnu qu'ils n'ont pas été du nombre des combattans.

4°. Une copie du présent accord sera envoyée aux chefs des armées respectives, pour qu'ils donnent ordre de le faire exécuter sans délai de point en point.

5°. Cet accord sera publié sur-le-champ dans les endroits où sont les prisonniers, afin que ceux qui ne sont pas des individus combattans puissent s'annoncer.

A ces cinq articles est joint un détail exact de tous les individus qu'ils concernent, et tout est signé du côté I. R., par le lieutenant-colonel de Wackenbourg, et du côté des Français par Alex. Latour, adjudant-général et chef d'une brigade.

Tout semble entraîner l'empereur vers la paix. Plusieurs membres du corps germanique l'abandonnent, les uns volontairement, les autres entraînés par les circonstances. Par exemple, les Wurtembourgeois, dumoins s'il faut en croire des lettres de Stutgard, ont tellement tourmenté leur nouveau duc pour l'engager à accepter la médiation de la Prusse, qu'ils sont parvenus à lui faire engager sa parole qu'il l'accepterait sans délai. Les Français doivent avoir profité de ces dispositions pour obliger le duc à se déclarer neutre dans un terme très-court. D'ailleurs, on écrit positivement de Vienne : Personne ne doute plus à présent que le comte de Lehibach ne soit allé à Basle pour le grand ouvrage de la paix, et l'on présume que la diète de Ratisbonne joindra aussi à M. Barteinstein, envoyé pour le même objet, une députation particulière et choisie.

Voici ce qu'on ajoute à l'appui de ces conjectures : On sait très-précisément que M. Hardemberg, ministre prussien, est allé à Berlin, et son premier secrétaire parti pour Paris, à l'issue d'une conférence tenue à Huningue, entre des agens de la France, M. de Wayz, de Hesse-Cassel, un envoyé palatin-bavière stipulant pour les Allemands. Le départ de ces ambassadeurs est attribué à des négociations très-avancées avec l'Autriche, qu'il s'agit, à ce qu'on prétend, de déterminer à consentir la cession du territoire voisin d'une place forte de France. Le correspondant de Newied, sur la foi duquel on donne ces nouvelles douteuses, en date du 23 mai, ajoute que l'ambassadeur français eut ces jours derniers une conférence à une demi-lieue de Basle avec un officier autrichien.

HOLLANDE.

La Haye, le 31 mai. Avant-hier, une députation du comité pour les affaires de l'union, vint offrir aux états-généraux le plan pour l'assemblée générale du peuple de ces provinces, et la formation d'une garde nationale.

Digitized by Google

Ce plan, qui sera bientôt rendu public par la voix de l'impression, comprend huit chapitres, divisés chacun en plusieurs articles ; le total de ceux-ci est de cent dix-huit.

Le premier chapitre traite de la subdivision du peuple et du but de cette subdivision ; le second, des citoyens votans et de leurs opérations ; les troisième et quatrième, des représentans et de leur assemblée ; le cinquième, des opérations de la Convention nationale ; le sixième, de la manière de consulter ; le septième, de la responsabilité des membres et de la forme de procéder à leur égard ; et le huitième chapitre traite de la séparation de la Convention nationale.

En présentant ce plan, le citoyen Van Leyden prononça le discours suivant :

« H. et P. P. S., nous nous sommes réjouis avec tous les bons patriotes, du traité d'alliance entre notre pays et la puissante République Française. Il nous est agréable d'être délivré de l'incertitude sur le sort de cette République, et de voir la liberté et son indépendance fondées sur des bases solides. Actuellement, H. et P. P. S. nous avons la satisfaction de vous offrir le projet d'après lequel nous pensons que les citoyens de ces provinces pourront faire usage du plus beau droit d'un peuple libre, celui de déterminer la forme de son gouvernement.

» V. H. P. ont déja senti, peu de tems après le recouvrement de notre liberté, que le gouvernement de ces provinces devait être rétabli, et que pour cet effet le peuple devait être convoqué en assemblées primaires, et nous avons considéré comme une marque honorable de confiance que la formation d'un plan à cet égard eût été remise entre nos mains.

» Persuadés que le bonheur permanent de nos concitoyens dépendait en grande partie de la maniere dont cette premiere assemblée générale sera formée, nous avons jugé devoir prendre le tems nécessaire, afin de pouvoir délibérer mûrement sur cet objet.

» Si nous n'étions pas assurés du vœu de cette assemblée, et de celui de tout le pays, sur la nécessité de la convocation d'une assemblée générale, nous croirions de notre devoir de faire remarquer à V. H. P. que dans les circonstances actuelles c'est le seul moyen de sauver la patrie. Long-tems nous avons gémi sous un gouvernement qui méritait à peine le nom de *constitution*. Plusieurs sources de prospérité publique étaient fermées ; plusieurs droits imprescriptibles étaient anéantis ; l'intérêt particulier faisait taire l'intérêt général que nous espérons voir rétabli. Une assemblée nommée par le peuple achevera le bel édifice dont V. H. P. ont jetté les fondemens. L'agriculture et le commerce, ainsi que les manufactures, fleuriront : tous les moyens de subsister seront au pouvoir de chacun ; chaque citoyen sera maintenu dans la paisible jouis-

Digitized by Google

tance de ses droits, et par là l'intérêt de chaque habitant sera lié à l'intérêt public.

» Ce sera donc, pour tous les habitans de ce pays, un souvenir agréable de se rappeller les noms des membres de cette assemblée qui, devançant le vœu du peuple, ont dès le commencement de leur direction cherché à effectuer les moyens de se faire remplacer par une assemblée qui, n'étant point sujette à la défectuosité de notre soi-disante constitution, peut opérer avec plus de force, et fonder sur des bases inébranlables le bonheur du peuple.

Les représentans de Hollande viennent de publier l'établissement d'une banque d'emprunt national, au moyen duquel les particuliers peuvent engager leurs biens et effets avec sûreté contre de l'argent comptant, pour les mettre à portée de satisfaire à la levée extraordinaire qui aura lieu incessamment.

Le réglement consiste en 24 articles, dont voici la substance :

Le comptoir de la banque sera à Amsterdam ; l'emprunt sera ouvert le 1er. juillet de cette année, et durera jusqu'au 1er. juillet 1798. Il sera dirigé par six commissaires jurés, qui auront sous leurs ordres les écrivains et les teneurs de livres nécessaires. Ces commissaires auront chacun 700 florins de salaire. On admettra dans l'emprunt les obligations, contrats de rente, lettres-de-change, acceptées à charge des sept provinces et des pays de la généralité. On admettra aussi des obligations et lettres-de-change à charge de la compagnie des Indes orientales et des colléges de l'amirauté. On y admettra pareillement des obligations sur des puissances étrangeres, et des actions dans les fonds publics des autres nations, même des biens immeubles et des marchandises qui ont une valeur courante ; mais on n'y recevra pas les grains et les comestibles, de quelque nature qu'ils soient.

La banque ne donne pour chaque gage que 80 pour cent de sa valeur contrainte. Celui qui engage peut faire diviser les reconnaissances qu'on lui donne en petites parties, mais non moindres de 100 florins. L'intérêt du prêt est de 4 pour cent, payable par celui qui engage : mais les prêteurs en argent ont un intérêt annuel de trois pour cent de la somme prêtée.

ANGLETERRE. *De Londres, le 22 mai.*

Lord Carthampton succede au général Crosbie dans le commandement de l'armée d'Irlande ; il a plein pouvoir d'agir comme il le jugera à propos en cas de trouble.

Nous savons, par un vaisseau américain du Bengale, que la

Digitized by Google

nouvelle de l'invasion de la Hollande est arrivée au Cap assez tôt pour que les partisans du stadhouder pussent se garantir de toute surprise; mais il n'étaient point en forces pour résister à une attaque sérieuse.

Le parlement d'Irlande, après avoir rejetté le bill sur les catholiques romains, a adopté un autre bill qui a été présenté par le chancelier de l'échiquier, et qui défend de proposer au parlement aucune mesure relative au commerce, à la religion et à la constitution, avant que ses principes n'aient été approuvés par un comité.

Le 17, l'escadre de l'amiral Harvey, consistant en quatre vaisseaux de ligne et deux frégates, revint à Portsmouth de la croisière qu'elle a faite dans la mer du Nord.

Outre une division des gardes à pied, quatre régimens irlandais, et quatre de la garnison de Gibraltar, doivent s'embarquer incessamment pour les Indes occidentales.

Le calme est rétabli en Irlande. Un bruit se répandit dernièrement à Dublin, que l'on y travaillait secrettement à la fabrication de piques. L'on fit, en conséquence, des visites domiciliaires, particulièrement chez les maréchaux: mais on n'y trouva rien qui ressemblât à des piques. On assure que dans la révolte arrivée dernièrement à Roscomon, il a péri plus de 40 séditieux.

Les catholiques d'Irlande veulent faire à M. Grattan un présent de 50,000 livres sterling.

On va établir le long des côtes de ce royaume, des campemens de troupes. L'un de ces camps sera formé de 800 hommes.

Le club, dit de Bengale, a donné vendredi dernier une fête à l'occasion que M. Warren Hastings a été déclaré non coupable *(not guilty.)* Tout ce que le luxe asiatique peut avoir de plus brillant y a eu lieu; plus de 600 personnes ont dîné avec le *libéré*. Il a été offert 60 guinées pour billet d'entrée comme convive; mais on ne pouvait plus en obtenir.

La compagnie des Indes va, à ce qu'on assure, faire à M. Hastings une pension de 5000 livres sterling pour les services qu'il a rendus dans les Indes.

Jamais on n'a essuyé dans ce pays une variation du chaud au froid aussi grande que celle qu'on a ressentie ces jours derniers: jusqu'au 23, la chaleur était telle, qu'on recherchait l'ombre; le 24, et sur-tout le 25, le froid était si grand, qu'on ne pouvait se passer de feu dans les appartemens.

Digitized by Google

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CONVENTION NATIONALE.

Présidence de Lanjuinais.

Séance du duodi, 22 *Prairial*.

La commune de Sedan dénonce le représentant Massieu, comme ayant tenu dans ses murs une conduite aussi immorale que cruelle.

La section des Marchés vient à son tour dénoncer l'ex-général Santerre, qu'elle accuse d'avoir toujours servi le parti dominant. Il était dévoué au parti d'Orléans, lorsqu'il dominait. Il a ensuite servi celui de la commune de Paris dans les journées des 2 et 3 septembre, et s'il n'a pas trempé ses mains dans le sang, celui qu'il a laissé répandre ne le rend pas moins coupable.

Ces dénonciations sont renvoyées au comité de sûreté générale.

Lehardi, par motion d'ordre, appelle l'attention de l'Assemblée sur la cherté excessive des denrées de première nécessité et la progression de leur prix qui devient de plus en plus effrayante. Il en assigne la cause dans la cupidité de ceux qui en sont les dépositaires, et ce nombre prodigieux d'agioteurs qui spéculant sur les besoins de l'homme, s'interposent entre le propriétaire des subsistances et le consommateur. Il propose un projet de décret tendant à ce que la Convention s'assure de la prochaine récolte, fixe le prix des grains, et inflige des peines sévères contre ceux qui vendraient au-dessus du prix fixe.

Villers prétend que la cherté actuelle est le fruit des lois coercitives rendues sous le régime des tyrans, que les déclamations qu'on se permet journellement contre les cultivateurs, ne font qu'encourager la malveillance. Les hommes intéressans, dit-il, qui cultivent la terre semblent être destinés à supporter toutes les peines de la nature sans en avoir les plaisirs. Nous devrions honorer leur fatigues, bien loin de les couvrir d'opprobres. L'agriculture pour prospérer a besoin d'être libre, elle doit l'être jusques dans ses écarts. Lehardi, selon lui, reproduit le *maximum* et les requisitions. Il croit cependant qu'il faut prendre des mesures pour s'assurer de la récolte prochaine, et il demande la question préalable sur la motion de Lehardi. Celui-ci insiste sur son projet et annonce

Digitized by Google

nonce à la Convention qu'après avoir fait souffrir long-tems le peuple, elle sera forcée d'adopter sa mesure.

Mathieu dit que l'expérience a déja jugé cette mesure d'une maniere terrible, que la question relative à la modération du prix des denrées se rattache à celle de l'amélioration des finances et au mode de retirer les assignats de la circulation; qu'il est impossible de forcer le cultivateur à vendre sa denrée à un prix accessible, lorsqu'on éleve les domaines nationaux à un prix exorbitant. Lehardi n'abandonne pas son projet, il rappelle que sous l'ancien régime, les prix de tous les objets de premiere nécessité étaient réglés, que le commerce n'en était pas rallenti, et que ce n'était qu'à l'extrémité qu'on permettait une augmentation légere sur la livre de pain. Il demande pourquoi on la voit monter avec indifference à un taux exorbitant. Il ajoute que les petits propriétaires et les rentiers ne peuvent plus vivre.

Un membre, que la Convention avait envoyé dans les départemens qui avoisinent Paris, pour en assurer les subsistances, dit qu'il a trouvé dans le district de Montdidier des cultivateurs honnêtes et patriotes, qui ne lui ont pas vendu le sac de bled au dessus de trois cents dix livres. Il observe que c'est la cupidité des marchands qui fait hausser le prix des denrées.

La motion de Lehardi est écartée par la question préalable.

Plusieurs sections de Paris viennent demander que la compagnie de canonniers, attachée à chacune d'elles, soit licenciée, et que désormais il n'y ait plus de canons dans les sections. Mention honorable et renvoi aux comités de sûreté générale et militaire.

Séance de tridi, 23 *Prairial*.

Monnot, au nom du comité des finances, fait adopter un projet de décret sur les déchéances des créanciers de l'état. Il porte que ceux des créanciers de la République qui n'ont fait aucune réclamation sont définitivement déchus de leurs droits; ceux qui ont produit des mémoires ou copies collationnées et qui ont encouru la déchéance, faute d'avoir produit les originaux de leurs titres, sont autorisés à les produire et à en compléter la remise d'ici au 1er. vendémiaire prochain. Le même délai est accordé aux personnes qui ont réclamé auprès du corps législatif ou des administrations. Ceux dont les titres auraient été lacérés en exécution de la loi de frimaire dernier, seront admis à en produire le double, dans le même délai, en justifiant par un certificat authentique de la remise de leurs pieces.

La Convention voulant venir au secours des citoyens peu fortunés qui ont pu ne pas entendre l'esprit de la loi et les

Digitized by Google

distinguer de ceux que leurs moyens et leurs lumieres ont mis à même de la connaître parfaitement, accorde à tous les propriétaires de créances exigibles ou constituées, qui n'ont formé aucune réclamation jusqu'à ce jour, et dont la liquidation n'excede pas en capital la somme de mille liv. ou cinq cent liv. d'inscription, la faculté de produire les titres, pieces et renseignemens constatant leur répétition envers le trésor public, d'ici au 1er. vendémiaire, sous peine d'être déchus.

Sevestre, au nom du comité de sûreté générale, propose la rédaction définitive des faits qui ont motivé le décret d'accusation et celle de ce décret du 8 prairial contre les députés Duroi, Bourbotte, Duquesnoi, Prieur (de la Marne), Peyssard, Romme, Goujon, Albite aîné, Soubrany et Forestier. La Convention décrete que le tout sera joint à la séance du 8, et qu'expédition du procès-verbal de ce jour sera délivrée au comité de sûreté générale pour être transmise à la commission militaire chargée de juger les prévenus dont il s'agit.

Génissieux, au nom du comité de législation, fait rendre le décret suivant :

« Art. 1er. Les individus, qui par suite ou à l'occasion des événemens des 31 mai, 1 et 2 juin, auront été obligés de fuir ou de se cacher pour se soustraire à l'oppression sous laquelle ils gémissaient, et aux dangers dont étaient menacés ceux qu'on inculpait de prétendu fédéralisme, d'improbation desdits événemens, de convocation d'assemblées ou réunion d'autorités constituées et de sections, de participation ou de présence auxdites assemblées, d'adhésion à leurs délibérations, de concours à leur exécution, de levée de force départementale, ou autres prétendus actes fédératifs, jouiront du bénéfice de la loi du 12 germinal dernier, relative à ceux qui, par suite ou à l'occasion des mêmes événemens, avaient été mis hors de la loi.

» II. Si les individus dont il est parlé dans l'article précédent, n'ont été compris dans les listes d'émigrés, que postérieurement au 31 mai 1793 (vieux style), ils en seront rayés sans être tenus de prouver leur résidence postérieure à cette époque dans les formes prescrites par les lois générales sur l'émigration, mais en satisfaisant aux articles III, IV, V, VI et VII suivans.

» III. La demande en radiation, main-levée du séquestre et de scellés, sera adressée au directoire du département, qui statuera sur l'avis de celui du district du domicile. Les arrêtés et les pieces à l'appui seront renvoyés au comité de législation qui prononcera définitivement, en conformité de la loi du 25 brumaire de l'an III.

» IV. Le réclamant ne pourra obtenir cette radiation qu'en

Digitized by Google

prouvant les persécutions et les justes motifs de crainte dont il est parlé en l'article Ier.

» V. Pour faire la preuve, il suffira de rapporter en original ou par copie légalement certifiée, soit une dénonciation, soit un mandat d'arrêt, soit tout autre acte de poursuite, ayant pour motif ou prétexte une des inculpations énoncées en l'article Ier., et ayant une date certaine postérieure au 31 mai.

» VI. Les individus dont il est parlé en l'article Ier., seront tenus de se conformer aux articles III, IV et V, et de faire déposer leur réclamation avec les pièces à l'appui dans cinq décades, à compter de la publication de la présente loi, au secrétariat du département ou du district; passé ce délai, ils seront inadmissibles à faire aucune preuve ni réclamation.

» VII. Le décret du même jour 22 germinal dernier, relatif à ceux qui avaient, par une disposition vague de celui du 27 mars 1793, été mis hors de la loi comme ennemis de la révolution, à ceux qui, par autre décret du 23 ventôse de l'an II, étaient déclarés leurs complices, pour les avoir recélés ou n'avoir pas découvert le lieu de leur retraite, sera exécuté selon sa forme et teneur, avec cette modification que ceux qui n'avaient pas été nommément et collectivement, comme membres d'un corps, mis hors de la loi, s'ils ont été compris dans une liste d'émigrés postérieurement au 27 mars 1793, ne pourront en obtenir la radiation, la main-levée du séquestre et des scellés, qu'en se conformant aux articles III, IV, V, VI et VII ci-dessus.

» VIII. Les radiations qui pourraient avoir été faites, les main-levées qui pourraient avoir été données en vertu de la loi du 22 germinal dont il est parlé en l'article précédent, sont déclarées nulles et comme non-avenues si les individus qui les ont obtenues ne satisfont auxdits articles III, IV, V et VI ci-dessus, et ne forment leur demande dans le délai de cinq décades, à compter de la publication de la présente loi: passé ce délai, ils seront rétablis sur la liste des émigrés, réputés tels, et leurs biens séquestrés et vendus conformément aux lois.

» IX. Dans deux décades, à compter de l'expiration du premier délai, accordé par les articles VI, VII et VIII ci-dessus, ceux qui, pour n'avoir pas satisfait aux dispositions de la présente loi, seront réputés émigrés, sortiront du territoire de la République, et celui occupé par les armées; et si passé ce délai ils y sont trouvés, ils seront punis comme émigrés.

» X. Conformément à la disposition de l'article Ier. d'une desdites lois du 22 germinal, il n'est point dérogé, à l'égard des individus dont il est parlé dans lesdites lois et dans la présente, aux dispositions, tant du code pénal, que des autres

Digitized by Google

fois existantes, relativement à ceux qui seraient, d'après les formes prescrites, duement convaincus de crimes contre la révolution et la liberté. »

Un membre, au nom du comité des finances, expose que le sanguinaire et le dévastateur Couthon a fait raser à Lyon la maison du citoyen Servant, et il propose de l'indemniser de cette perte. La Convention décrète qu'il y a lieu d'indemniser le citoyen Servant de la valeur de sa maison de Lyon, dont la démolition a été ordonnée par Couthon au mépris des dispositions de l'art. 3 du décret du 21 du premier mois de l'an 2. En conséquence, autorise la trésorerie nationale à lui payer, sur le vu du présent décret, la somme de cent vingt-cinq mille cent dix liv., montant de son estimation, ensemble les intérêts de ladite somme, à compter du jour de sa dépossession.

La Convention étend ensuite aux départemens du Nord et du Pas-de-Calais les pouvoirs qu'elle a confiés au représentant du peuple Merlin (de Douai) délégué près la première division militaire.

Séance de quartidi, 24 *Prairial*.

Faure, par motion d'ordre, découvre un nouvel abus de l'agiotage qui attaque même les assignats républicains. La trésorerie a émis des assignats de dix mille livres. Si le porteur d'un de ces assignats a un paiement à faire d'une somme inférieure, celui à qui il doit refuse de l'échanger et de lui rendre son reste, il faut donc qu'il ait recours à un agioteur qui le lui échange moyennant un bénéfice de trois ou quatre cents liv., ce qui est une usure énorme. Faure s'élève indirectement contre l'émission d'assignats d'une si forte somme. Il dit qu'il n'approfondira point les raisons qu'a eues le comité des finances de les émettre, qu'il ne présume pas que ce soit par économie de papier ou de main-d'œuvre, ou pour éviter une circulation trop considérable, connaissant toute la sagacité de ce comité; mais il désire qu'on n'ajoute pas à la calamité des assignats, celle d'ouvrir la voie au monopole, parce que le commerçant calculant sans cesse ses risques, ses assurances, ses frais de quelque nature qu'ils soient, et voulant s'assurer un bénéfice, c'est toujours le consommateur qui devient la dupe des spéculations de l'agiotage et de la faiblesse du gouvernement. Faure demande qu'il soit décrété qu'un porteur d'effets sera tenu de recevoir en paiement les assignats de dix mille livres, et d'en remettre l'appoint à son débiteur, jusqu'à concurrence de cinq cents liv. et au-dessous.

Cette motion est renvoyée à l'examen de la commission des finances, qui, comme l'on sait, est composée de deux membres des trois comités de gouvernement et de deux du comité des finances.

Digitized by Google

Les administrateurs du district de Versailles écrivent qu'un bien national qui en 1790 ne rapportait que mille liv., et qui avait été estimé cinquante mille, vient d'être vendu trois cents trente mille liv. D'après les bases du décret du 10 prairial, il ne l'aurait été que soixante-quinze mille liv.; ce qui démontre la perte énorme qu'allait faire la nation sur ses biens.

Quelques membres ne voient dans cette adjudication que le discrédit toujours croissant des assignats; mais il n'en résulte pas moins que cette somme est rentrée de la circulation, et que, lorsque nous serons délivrés des six milliards dont nous sommes surchargés, le prix des denrées reprendra son cours ordinaire, et par conséquent qu'on atteindra le but qu'on se propose, en vendant à des conditions plus avantageuses pour l'état.

Creuzé-Latouche, au nom des comités d'agriculture et des finances, présente un rapport plein d'érudition et de connaissances économiques sur le dessèchement des étangs. Il expose les maux qu'a faits à l'agriculture et au commerce cette mesure adoptée inconsidérément, que l'ignorance et la fureur de tout changer, sous prétexte d'améliorer, ont aussi exercée dans cette partie leurs ravages.

Son projet contient les dispositions suivantes, 1°. les étangs marécageux, plus nuisibles à la santé qu'utiles, seront desséchés; les administrations de district feront constater le nombre d'étangs de cette sorte qui se trouveront dans leurs ressorts. 2°. Aucun étang ne pourra être desséché que d'après l'avis du directoire du département, motivé sur celui du district. 3°. Les étangs non marécageux, qui auront été desséchés ou ensemencés, pourront être remis en eau après la récolte.

Ce projet sera imprimé et distribué, et la discussion s'ouvrira trois jours après.

Sevestre, au nom du comité de sûreté générale, propose d'exclure de la langue le mot *révolutionnaire*, qui rappelle tant de souvenirs odieux, et que les comités de ce nom s'appellent désormais comités de surveillance. Adopté.

Roussaut dit que trop long-tems un crêpe funèbre a couvert la France, et qu'il faut effacer des édifices le mot *la mort*, et qu'on le remplace par celui d'*humanité*.

Dussault l'appuie; mais Guyomard craint que dans ce moment où l'on entreprend de royaliser l'opinion, ces changemens n'étayent des soupçons, quoique mal fondés.

Blad: N'oublions pas les inscriptions mises sur la porte des temples, et par lesquelles Robespierre fit l'honneur à l'Etre Suprême de le reconnaître; ni les placards affichés sur les portes des maisons, ajoute un membre. Toutes ces propositions sont renvoyées au comité d'instruction publique.

Boudin, au nom du comité militaire, fait le rapport sur la garde nationale: il rappelle les nombreux services qu'elle a

Digitized by Google

rendus dans les premiers tems de la révolution, le besoin qu'a eu la tyrannie de détruire cette institution pour pouvoir s'élever et se soutenir, et propose de la recréer aujourd'hui, que la Convention est revenue aux vrais principes. Il lit un projet de décret, dont voici l'analyse : La garde nationale sera réorganisée, sans délai, dans toutes les communes de la République, et sera composée des citoyens depuis 16 ans jusqu'à 60. Le second article contient les exceptions en faveur de certains fonctionnaires publics, des indigens et de ceux qui n'ont pas de domicile. Et le troisieme, le mode d'élection des officiers.

Ce projet sera discuté après l'impression et la distribution.

Séance de quintidi, 25 *Prairial*.

Le représentant du peuple en mission près les armées des Alpes et d'Italie, écrit de Toulon que le calme s'y rétablit de plus en plus, que les armées avaient été travaillées en tous sens par les partisans du terrorisme, mais que nos braves défenseurs ont su résister à toutes ces insinuations perfides.

Notre escadre est sortie de la rade, et elle va au-devant de celle des Anglais pour la combattre.

Lozeau, en mission dans le Calvados, confirme les perfidies des chefs des chouans qui signaient une pacification à Rennes, et organisaient en même tems, dans ce département, une insurrection. Ce nouveau complot a échoué ; l'esprit de Caen est bon. La presque totalité des citoyens veut la République, mais ils réclament un gouvernement et de bonnes lois. Il faut donc que la Convention se hâte de décréter les lois organiques de la constitution de 1793, et qu'elle en fasse disparaître les taches jacobites qui ne manqueraient pas de la paralyser.

Becker rend compte de sa mission à Landau dont l'objet était de distribuer des secours aux citoyens qui ont souffert de l'explosion de l'arsenal de cette place, et des mesures qu'il a prises contre les agens de la commission temporaire chargée de l'évacuation du Palatinat. Ils ont perçu des sommes considérables sans donner aucune quittance. Ils ont répandu par-tout la terreur et l'effroi ; ils ont vexé, torturé des citoyens pour leur arracher de l'argent ; ils en ont dévalisés et incarcérés d'autres, pillé les églises, et enlevé des effets précieux sans dresser ni procès-verbal, ni inventaire ; Becker a déja fait arrêter environ quarante de ces agens. La Convention renvoie au comité de sûreté générale pour prendre contre les autres les mesures qu'il croira convenables.

Sevestre, au nom du comité des travaux publics, fait décréter que les débris des piedestaux, et en général tous les signes et monumens qui rappellent la derniere tyrannie, disparaîtront des rues, places et édifices nationaux.

Digitized by Google

Pierret, au nom du comité de sûreté générale, donne connaissance de plusieurs pieces qui ont été envoyées par le représentant du peuple Grenot, en mission près l'armée de l'Ouest. La premiere de ces pieces est une lettre du nommé Antoine *Brutus* Magné, ci-devant président de la commission militaire établie à Rennes par les représentans Bourbotte, Turreau et Prieur (de la Marne). Ce Magné avait été traduit au tribunal révolutionnaire de Paris, où il fut acquitté par jugement du 6 ventôse dernier, et renvoyé cependant comme prévenu de dilapidations, devant le tribunal criminel du département d'Isle et Villaine. La lettre de Magné est adressée au comité de sûreté générale avec cette souscription : *à l'infâme comité de dévastation générale ;* elle est datée de la *maison Marat* (prison) le 14 prairial, an 3e. de la République *ci-devant* une et indivisible, *actuellement problématique.* — Voici quelques traits de cette production :

« Monstres ! votre triomphe est complet ! c'en est fait de ma patrie, je vous livre une nouvelle victime : frappez, bourreaux ! il n'est pas de Français qui, mieux que moi, ait mérité votre haine. Votre tribunal contre-révolutionnaire a eu l'impéritie de m'acquitter le 6 ventôse ; il m'a laissé survivre à la République. J'ai appris avec douleur l'inutilité des efforts faits par les patriotes pour anéantir le despotisme thermidorien. Ils ont eu la mal-adresse de ne pas faire main-basse sur les deux comités de gouvernement, sur les mis hors la loi, les 73, Tallien, Fréron, Barras, Legendre, Boursault, Anguis, Rovere, Clausel, sans oublier les deux Merlin et tous les assassins de Robespierre. Il est de votre intérêt de me réunir à ceux que juge votre infâme commission militaire ; car je le déclare je saurai vous atteindre, fût-ce dans trente ans, et vous percer le sein avec le poignard de Brutus. C'est moi qui ai soulevé les républicains contre la bande des coquins et contre-révolutionnaires qui osent se nommer Convention ; c'est moi qui suis l'auteur du plan d'insurrection. Le général Dubois a eu la lâcheté d'accepter le commandement de la cavalerie dirigée contre le peuple ; il a trahi son pays ; hâtez-vous de me perdre : je suis son neveu ; il n'aurait pas d'autre bourreau que moi, *etc.* »

Les autorités constituées de Rennes, ayant eu connaissance de cette lettre, interrogerent Magné, le 14 prairial, sur les motifs qui la lui avaient dictée. Magné reconnut son écriture ; déclara qu'il avait exprimé ses propres sentimens, qu'il avait envoyé la lettre à la poste par un volontaire qu'il refusa de désigner : il ajouta qu'on immolait les meilleurs patriotes ; que par cette expression *patriotes*, il entendait les hommes qu'on appelle *terroristes*, *hommes de sang*, *les braves représentans montagnards*, et notamment *Carrier* : que, durant sa détention à Paris, il composa 25 numéros d'un journal intitulé : *Opinio*

Digitized by Google

d'un démocrate, journal qui n'a pas été imprimé, mais qu'il trouvait le moyen de faire passer au *comité d'instruction*; et que les membres de ce comité, dont il ne révélera pas les noms, dût-on le mettre à la torture, adopterent en entier son plan d'insurrection.

Pierret, après avoir observé que ce plan est parfaitement semblable à celui que les factieux lurent à la tribune le 1er. prairial, propose un projet qui est adopté en ces termes:

Antoine-Louis-Bernard Magné sera amené devant la commission militaire pour y être jugé conformément à la loi.

Bourdault dit que les lenteurs sont toujours funestes en révolution, et il demande qu'on se hâte de juger les chefs de la révolte du 1er. prairial. Clausel annonce que les quatre comités se sont occupés d'un rapport à ce sujet qu'ils présenteront incessamment.

Devau demande qu'on rétablisse dans le procès-verbal du 8 du courant, un fait à la charge de Peyssard; c'est que, lorsque les défenseurs de la Convention furent momentanément repoussés de la salle, Peyssard fut le premier qui cria *victoire!* Ce fait sera ajouté.

Séance de sextidi, 26 *Prairial*.

Les représentans du peuple en mission à Brest dénoncent la société populaire de cette commune, qui s'arroge l'initiative sur tous les objets d'administration. Son influence est telle que l'autorité des corps constitués est presque nulle, et sans le contre-poids de la Convention nationale qu'on n'ose pas encore attaquer de front, elle seule feroit mouvoir la machine politique à son gré dans cette commune. La sûreté de la ville, sa garde intérieure et extérieure, sa police, ses approvisionnemens, les subsistances de la marine, tout est de son ressort. On prend des arrêtés sur ces objets, on nomme des commissaires, on fait rendre compte aux fonctionnaires publics. Si cela continue, les représentans seront forcés de dissoudre cette société. Renvoi au comité de salut public.

La commission militaire écrit que les députés qui sont en jugement devant elle, demandent à faire entendre en témoignage beaucoup de leurs collegues; elle desire savoir ce qu'elle doit faire.

Genissieux propose de rendre un décret portant autorisation d'appeller tous les représentans dont le témoignage est invoqué par les accusés. Cette proposition est adoptée.

Bois-y demande le rapport de ce décret; il dit que c'est éterniser ce procès, que ce sont des scélérats pris les armes à la main, que les faits ont été déclarés constans par la Convention, et il réclame l'ordre du jour.

Un membre l'appuie; mais il veut qu'on motive l'ordre du

Digitized by Google

jour sur ce que la commission a le droit de faire tout ce qui peut l'éclairer dans la procédure.

Boursault opine pour l'ordre du jour pur et simple, parce qu'il semble que la commission veut s'environner de la Convention pour mettre à l'abri sa responsabilité. L'ordre du jour est décrété.

Meaule, en mission dans les départemens de la Côte-d'or et de l'Yonne, envoie une dénonciation des six sections de la commune de Dijon, contre Léonard Bourdon, Pirchelet et Bernard (de Saintes), qu'il reconnaît avec douleur être fondée. Renvoi au comité de législation.

Sur le rapport du comité de législation, la Convention décrete que ceux qui seront nommés à des places judiciaires ou administratives, et qui auront des motifs légitimes de réclamation, ne seront point admis à les proposer sans y joindre un certificat des autorités constituées, portant qu'ils sont à leur poste, et celui de deux officiers de santé qui attesteront qu'ils ne peuvent les remplir.

PARIS. *Nonidi 29 Prairial, l'an 3e. de la République.*

La partie législatrice des finances est toujours celle qui occupe la Convention avec le plus d'activité et le moins de succès; c'est qu'il est deux choses qui sont indépendantes du pouvoir des hommes, la crainte et la confiance; plus le système législatif change de forme, moins la première se dissipe, et la seconde renaît. L'expérience aurait dû prouver qu'une succession de décrets contradictoires en finances influe sur l'opinion d'une maniere plus funeste que si on laissait aller les choses leur cours ordinaire. On a décidé d'abord que la monnaie métallique était de la monnaie; ce n'était pas la peine d'un décret, le besoin et l'opinion universelle des peuples l'avaient décrété depuis long-tems. Mais parce qu'une multitude d'autres causes ont fait que l'opinion a attaché plus de valeur à la monnaie métallique qu'au papier, on s'est hâté de démonétiser la monnaie; c'était par conséquent la réduire à l'état de marchandise comme métal, et il est de la nature de toute marchandise qu'on la vende et qu'on l'achete. On s'est encore étonné d'un effet aussi simple, et on a fini par défendre le commerce de la monnaie. Cela n'a pas empêché que depuis le louis ne se soit vendu plus de 900 liv., et il fallait s'y attendre; toutes les lois du monde

Digitized by Google

ne peuvent ôter à une chose sa valeur réelle, ni sa valeur comparative. Cependant depuis deux jours l'argent a baissé de près d'un tiers. Cette hausse et cette baisse précipitées n'est souvent qu'un signe trompeur et un jeu de spéculation.

L'effet de cette versatilité s'est fait sentir également relativement au décret qui autorisait la vente sans enchères des biens nationaux sur le pied du soixante-quinzieme du produit des baux en 1790. Les soumissions ont été si multipliées qu'il était aisé de voir combien cette base d'évaluation était avantageuse pour les acheteurs et nuisible pour la nation. Il a fallu suspendre l'exécution de ce décret; il eût mieux valu ne pas l'adopter avec autant de facilité sur la proposition d'un membre qui n'avait pas communiqué son plan aux comités. Quoi qu'il en soit, les comités réunis ont proposé, après un mur examen, un plan d'amendement à ce décret trop inconsidérément généreux; voici les principales dispositions modificatives qui ont été adoptées dans la séance d'avant-hier :

1°. Les directoires de district enverront à ceux de département, dans les dix jours au plus tard, l'état sommaire des soumissions faites, avec le résultat du montant de leur valeur. 2°. Les directoires de département enverront ces états à la commission des revenus nationaux. 3°. Les adjudications faites en vertu de la loi des 10, 12 et 15 prairial, ne vaudront provisoirement que comme soumissions. 4°. Les soumissions continueront à être reçues. Tout soumissionnaire pourra poursuivre l'adjudication à la chaleur des enchères, en prenant pour première enchère le montant de sa soumission. 5°. L'adjudication sera faite au plus offrant, quinze jours après l'affiche. 6°. Lorsque la soumission comprendra plusieurs corps de fermes, chaque corps de ferme sera vendu séparément, ce qui pourra se faire le même jour. 7°. Le prix de la soumission sera soldé un tiers dans le premier mois, le second tiers dans le deuxieme, et l'autre tiers dans le troisieme mois. Le surplus, qui devra parfaire le prix de l'adjudication, sera soldé en trois paiemens égaux dans les trois mois qui suivront.

On attend incessamment le grand plan du comité des finances.

Celui de la nouvelle constitution est aussi impatiemment desiré. On croit toujours que le rapport sera fait au plus tard le 8 du mois prochain. Déja plusieurs écrits commencent à paraître sur une matiere si digne d'occuper l'attention publique, et il paraît qu'ils seront

Digitized by Google

suivis de beaucoup d'autres. Sous peu de jours un des rédacteurs de ce journal en publiera un assez étendu sous le titre : *De l'Esprit de la Constitution qui convient à la France, et Examen de celle de* 1793. Jamais nos écrivains politiques n'auront eu un sujet plus intéressant et plus difficile à traiter. Ce concours d'efforts et de lumieres nous promet enfin un résultat qui nous garantira probablement de l'écueil des erreurs passées. Rien n'instruit plus les peuples comme l'école de l'expérience.

Le calme regne toujours dans cette ville. Les approvisionnemens des subsistances se font avec plus de succès, et l'on espere que sous peu la distribution du pain sera portée à une demi-livre, et qu'elle restera à ce taux jusqu'à la récolte.

Le camp de 12 mille hommes, qui était à la plaine des Sablons, a été transféré au trou d'Enfer près Marly.

Les députés décrétés d'accusation sont depuis plusieurs jours devant la commission militaire. Tous ont été interrogés.

Bourbotte a prétendu que dans la soirée du 1^er^. prairial, accablé de fatigues, de chaleur et de faim, il avait bu trois verres de vin subitement, ce qui avait échauffé son imagination, et n'avait pas contribué à rendre ses idées lumineuses.

La précision exigée des prévenus dans leurs réponses, est telle, que le juge les conduit à répondre, oui ou non.

Dans l'interrogatoire de Duroy, on lui a demandé si, en arrivant à la Convention, le 1^er^. prairial, il s'était placé sur les bas siéges, il a balbutié d'abord, et a fini par répondre oui.

Interrogé si, à l'arrivée du peuple, il avait changé de place, il a répondu qu'il s'était fait alors un mouvement dans la salle, mais enfin, il a été obligé d'avouer qu'il était allé se placer sur les hauts gradins.

Interrogé s'il avait connaissance du plan de conspiration; il a dit qu'il en avait entendu parler confusement; mais lui a-t-on objecté, si on a trouvé dans vos papiers des preuves écrites de votre connivence....

On doit, a-t-il dit, avoir trouvé écrit de ma main un mémoire rédigé il y a plus de trois mois où je demandais la mise en liberté des patriotes incarcérés le 9 thermidor.

Le président : Rappellez-vous exactement la date de cet écrit? Elle est précise; il y a plus de trois mois....

Une preuve que la date est postérieure, c'est que vous y demandez le rappel à la Convention de Billaud, Collot et Barrere, qui n'étaient pas déportés à l'époque supposée de votre mémoire... Là, le prévenu est demeuré confus, et n'a plus rien dit.

Digitized by Google

Prieur (de la Marne), l'un des députés décrétés d'accusation étant parvenu à s'évader; après avoir erré quelque tems, il était entré au jardin des Plantes, et s'était caché dans un bosquet où il s'est tiré un coup de pistolet. On est accouru au bruit; on l'a trouvé étendu par terre, mais sans aucune blessure; il avait tous les caractères d'un esprit aliéné; on l'a arrêté et conduit au comité.

Bourdon de l'Oise est parti pour Brest où il doit s'embarquer pour S. Domingue avec le général de Muy.

On assure qu'aussi-tôt que Pichegru a appris la reddition de la place de Luxembourg, il avait fait passer le Rhin à son armée sur quatre colonnes, et qu'il se disposait à cerner Mayence.

Depuis long-tems le fils du dernier roi, enfermé dans la tour du Temple, était attaqué d'un vice scrophuleux et d'une humeur rachitique qui ne lui permettaient plus de quitter ou son lit ou sa chaise; cette maladie l'a conduit par degré dans un état de marasme auquel il a succombé le 20 de ce mois. La mort de ce jeune prisonnier a donné lieu aux bruits les plus absurdes, et il fallait s'y attendre; quand une sorte d'importance est attachée à un personnage politique, la cause naturelle de sa mort est toujours celle qui obtient le moins croyance. Il importait de faire taire les soupçons et de constater, de la maniere la plus authentique, les détails et les caracteres non équivoques du genre de maladie qui a conduit cet enfant au tombeau. Voici le procès-verbal d'ouverture de son corps, fait par les plus habiles chirurgiens et médecins attachés aux établissemens publics.

Procès-verbal de l'ouverture du corps du défunt Louis Capet, imprimé par ordre du comité de sûreté générale; à la tour du Temple, ce 21 prairial de l'an 3 de la République Française, à 11 heures et demie du matin.

« Nous soussignés, Jean-Baptiste-Eugénie Dumangin, médecin en chef de l'hospice de l'Unité, et Philippe-Jean Pelletan, chirurgien en chef du grand hospice de l'Humanité, accompagnés des citoyens Nicolas Jeanroy, ancien professeur aux écoles de médecine de Paris, et Pierre Lassus, professeur de médecine légale à l'école de santé de Paris, que nous nous sommes adjoints en vertu d'un arrêté du comité de sûreté générale de la Convention nationale, daté d'hier, et signé Bergoing, président, Courtois, Gautier, Pierre Guyomard,

Digitized by Google

à l'effet de procéder ensemble à l'ouverture du corps du fils de défunt Louis Capet, et en constater l'état, avons agi ainsi qu'il suit :

Arrivé tous les quatre à onze heures du matin à la porte extérieure du Temple, nous y avons été reçus par les commissaires, qui nous ont introduits dans la tour. Parvenus au deuxieme étage, nous sommes entrés dans un appartement, dans la seconde piece duquel nous avons trouvé dans un lit le corps mort d'un enfant qui nous a paru âgé d'environ dix ans, que les commissaires nous ont dit être celui du fils de défunt Louis Capet, et que d'eux d'entre nous ont reconnu pour être l'enfant auquel ils donnaient des soins depuis quelques jours. Les susdits commissaires nous ont déclaré que cet enfant était décédé la veille vers trois heures de relevée ; sur quoi nous avons cherché à vérifier les signes de la mort, que nous avons trouvé caractérisée par la pâleur universelle, le froid de toute l'habitude du corps, la roideur des membres, les yeux ternes, les taches violettes ordinaires à la peau du cadavre, et sur-tout par une putréfaction commencée au ventre, au scrotum et au-dedans des cuisses. Nous avons remarqué, avant de procéder à l'ouverture du corps, une maigreur générale qui est celle du marasme. Le ventre était extrêmement tendu et météorisé. Au côté interne du genou droit, nous avons remarqué une tumeur sans changement de couleur à la peau, et une autre tumeur moins volumineuse sur l'os radius près le poignet du côté gauche ; la tumeur du genou contenait environ deux onces d'une matiere grisâtre, puriforme et lymphatique, située entre le périoste et les muscles ; celle du poignet renfermait une matiere de même nature, mais plus épaisse.

A l'ouverture du ventre, il s'est écoulé plus d'une pinte de sérosité purulente, jaunâtre et très-fétide ; les intestins étaient météorisés, pâles, adhérens les uns aux autres, ainsi qu'aux parois de cette cavité ; ils étaient parsemés d'une grande quantité de tubercules de diverses grosseurs, et qui ont présenté à leur ouverture la même matiere que celle contenue dans les dépôts extérieurs du genou et du poignet. Les intestins, ouverts dans toute leur longueur, étaient très-sains intérieurement, et ne contenaient qu'une petite quantité de matiere bilieuse. L'estomac nous a présenté le même état ; il était adérent à toutes les parties environnantes, pâle au-dehors, parsemé de petits tubercules lymphatiques semblables à ceux de la surface des intestins ; sa membrane interne était saine, ainsi que le pylore et l'œsophage ; le foie était adhérent par sa convexité au diaphragme, et par sa concavité aux visceres qu'il recouvre ; sa substance était saine, son volume ordinaire ; la vésicule du fiel médiocrement remplie d'une bile de couleur vert foncé. La rate, le pancréas, les reins et la vessie

Digitized by Google

étaient sains. L'épiploon et la mésentere, dépourvus de graisse, étaient remplis de tubercules lymphatiques semblables à ceux dont il a été parlé. De pareilles tumeurs étaient disséminées dans l'épaisseur du péritoine, recouvrant la face intérieure du diaphragme; ce muscle était sain.

Les poumons adhéraient par toute leur surface à la plevre, au diaphragme et au péricarde; leur substance était saine et sans tubercules; il y en avait seulement quelques uns aux environs de la trachée-artere et de l'œsophage : le péricarde contenait la quantité ordinaire de sérosité; le cœur était pâle, mais dans l'état naturel.

Le cerveau et ses dépendances étaient dans la plus parfaite intégrité.

Tous les désordres dont nous venons de donner le détail sont évidemment l'effet d'un vice scrophuleux, existant depuis long-tems, et auquel on doit attribuer la mort de l'enfant.

Le présent procès-verbal a été fait et clos à Paris, au lieu susdit, par les soussignés, à quatre heures et demie de relevée, les jours et an que dessus. »

Signés, J. B. E. Dumangin, Ph. J. Pelletan, P. Lassus, N. Jeanroy.

Le 22, à huit heures et demie du soir, deux commissaires civils et le commissaire de police de la section du Temple se transporterent à la tour du Temple, pour, en vertu d'un arrêté du comité de sûreté générale, enlever le corps du fils de Louis Capet. Ils le trouverent découvert; et, en leur présence, il fut mis dans un cercueil de bois, et transporté de suite au cimetiere de Sainte-Marguerite, rue fauxbourg Antoine, où il fut inhumé. Des mesures de sûreté générale ont fait escorter ce convoi, de loin en loin, par des détachemens d'infanterie.

On assure que la sœur du jeune Capet, également enfermée au Temple, est dans un état qui fait craindre qu'elle ne suive bientôt son frere au tombeau, si on ne lui fait pas respirer un air plus salubre. On croit que des ordres vont être donnés pour la transférer dans quelque maison de campagne, et qu'on ne tardera pas de la conduire sur la frontiere, et de la remettre à sa famille. Il n'y a aucune raison d'état pour prolonger sa captivité, et il y en a une d'humanité et de générosité pour rompre ses fers et la renvoyer à ses parens.

On n'est pas sans inquiétude sur les mouvemens des chouans. L'arrivée des couriers de la malle de Brest à Paris a éprouvé plusieurs retards. La derniere fois, il n'est arrivé qu'un courier expédié de Rennes, par Pontorson et la ci-devant Normandie. Il a appris que Rennes était dans un état de défense respectable, et que le peuple était armé pour s'opposer et combattre les chouans. A son départ, on répan-

Digitized by Google

dit que Laval était au pouvoir des royalistes ; mais le fait n'est pas vrai, Laval est sur la défensive ; seulement toute communication directe est interrompue entre cette ville et Rennes, les royalistes étant en force dans la forêt du Perthe et sur la grande route qui la traverse. A l'arrivée de ce courier, les députations des ci-devant provinces de Bretagne et de Normandie ont été convoquées extraordinairement.

On mande d'Auray, département du Morbihan, en date du 19 prairial, que 1200 chouans s'étaient retranchés dans le camp de Grand-Champ, avec 200 tonneaux de grains et des armes.

Des troupes républicaines, sorties de Vannes, Pontivy et autres lieux voisins, commandées par Roman, chef de brigade, les ont attaqués.

La plupart des chefs des chouans ont été pris ; le camp a été forcé ; les provisions ont été enlevées ; et après trois quarts d'heure de fusillade, un grand nombre de ces chouans a été tué. Leur projet était de se porter sur Vannes.

Il y a encore eu d'autres actions semblables du côté de Sainte Anne, de Plumergat, de Plairou.

Extrait d'une lettre de Port-Malo, du 20 prairial.

« Depuis la dernière action qui s'est passée dans le Morbihan, où (ainsi que le dit le général Hoche dans son adresse à ses frères aux habitans des campagnes) le nommé Desile, un de leurs principaux chefs, et trois cents dix de ses complices viennent d'expier sous la bayonnette républicaine leur manque de foi, les chouans ont été complétement battus dans les deux premieres divisions de l'armée des côtes de Brest sous les ordres du général divisionnaire Rey.

» Depuis que ce général a reçu les ordres des représentans du peuple de faire faire des fouilles dans les deux divisions, il s'est rendu au camp des grenadiers qui se trouve entre Lamballe et le Port-Brieux. Il s'est mis en marche à la tête de ces braves républicains, s'est porté sur le château de la Perché, où on lui avait assuré que les brigands étaient en force.

» Arrivé en cet endroit, les tirailleurs furent les premiers apperçus de l'ennemi, qui fit sur eux une décharge, à laquelle nos courageux républicains répondirent et fondirent sur eux la bayonnette au bout du fusil, en tuerent une cinquantaine, dont un des chefs ; les autres n'ont dû leur salut qu'à la faveur des bois et fosses dont le pays est couvert.

» Après l'action, les grenadiers sont retournés au château, ont trouvé la marmite au feu, une barique de cidre en perce, une grande quantité de provisions et de la viande salée.

» Depuis cette affaire il y a tous les jours de nouveaux assauts. On peut apprécier au juste le nombre de ces bri-

Digitized by Google

grands de chouans qui périssent sous le fer vengeur des républicains.

» Dans la deuxième division, aux ordres du général de brigade Valteteaux, toutes les munitions et provisions qu'ils avaient soigneusement cachées dans une forêt, ont été enlevées; une trentaine ont été tués.

» Dans ces différentes affaires, pas un républicain n'a été blessé même le plus légerement. Il faut espérer que tout le département des côtes du Nord, confié aux soins du général Rey, sera bientôt purgé de tous ces brigands, qui depuis la pacification voulaient s'y établir.

» On s'occupe sérieusement dans ce district au recensement des grains. Déja on a trouvé dans la partie appellée le Cap, une grande quantité de grains enfouis et cachés. »

Extrait d'une lettre curieuse d'un chef des chouans, datée du 19 mai, et adressée à un représentant.

« Vous allez donner une constitution, et je doute qu'elle parle du chef que la presque totalité des provinces de Poitou et de Bretagne, que la majeure partie de celles de Normandie, d'Anjou, du Maine esperent et attendent même; car je ne sais par quelle fatalité il passe par-tout pour constant qu'un article secret de notre traité promet le rétablissement du fils de l'infortuné Louis XVI, sinon sur le trône de ses ayeux, du moins à la tête de la nation: si leur attente trompée était remplacée par des subsistances abondantes, par l'anéantissement par échange d'un numéraire fictif, avili, contre un numéraire réel, ou contre des effets solides; si leur culte leur était rendu jusques dans les plus petites cérémonies auxquelles les peuples ne sont point indifférens; oh! sans doute, ils seraient peu sensibles au rétablissement de celui de qui seul ils attendent tant de biens; mais comme je crois difficile que la constitution ne précede une paix générale; comme je crois impossible que les assignats soient retirés de la circulation tant que la guerre durera; comme je crois que l'Angleterre nuira encore longtems aux approvisionnemens, si la guerre avec elle continue, je vous avoue que je suis effrayé de l'opinion des peuples des provinces que je connais.

» Vous n'ignorez point que les paysans ne voulaient pas la paix; vous vous rappellez leur amour pour le panache blanc, et qu'on n'a pu leur faire adopter dans les campagnes les couleurs de la nation, et ces réflexions vous persuaderont que ce ne sera pas sans danger que votre constitution sera proposée à la Bretagne. »

(La suite au numéro prochain.)

Digitized by Google

Jer. 135.

(N°. 55.)

MERCURE FRANÇAIS

QUINTIDI 5 MESSIDOR, *l'an troisieme de la République.*
(*Mardi 23 Juin 1795*, vieux style.)

LITTÉRATURE ANCIENNE. HISTOIRE.

CONJURATION DE CATILINA contre la république romaine, par SALLUSTE, nouvellement traduite sur les meilleures éditions de cet auteur; avec un discours préliminaire et des notes littéraires et politiques, par J. B. L. J. BILLECOCQ, citoyen français. Volume in-16. *A Paris, chez MARADAN, libraire, rue du Cimetiere-St.-André-des-Arcs*, n°. 9. *Prix*, 6 *liv.*, *et* 7 *liv. franc de port par la poste.*

L'ÉLOQUENCE de Cicéron et la plume de Salluste ont rendu fameuse la conjuration de Catilina; c'est aux grands talens et à l'infatigable activité du premier que la république dut son salut dans ce péril imminent. Le second en a tracé les détails avec cette énergie de style et cette élévation de pensée qui l'ont mis au rang des plus grands historiens de l'antiquité.

Il est aisé de découvrir le motif qui a engagé le citoyen Billecocq à faire passer dans notre langue l'histoire de cette conjuration. Ce n'est pas seulement le désir de rendre, dans une traduction nouvelle, la force, la précision et le génie de l'original, desir que le succès a pleinement justifié; il a été frappé des nombreux rapprochemens que fournit cette époque de l'histoire romaine, avec les caracteres de notre révolution, et il a cru qu'il n'était pas inutile de joindre la leçon de l'histoire à celle de notre propre expérience.

En effet, Salluste fait un tableau si hideux des mœurs de Rome, après les proscriptions de Sylla, qu'il était facile de prévoir la chûte prochaine de la République; mais il serait dangereux de se livrer à des analogies qui ne sont et ne peuvent jamais être exactes entre des peuples qui ont existé à une si grande distance des siecles, et qui ont eu des institutions, des habitudes et une position si différentes.

Digitized by Google

Ce fut après les proscriptions de Sylla que Catilina conçut son projet de conjuration. « Dans une ville si grande et si corrompue, dit Salluste, Catilina, on le croira sans peine, avait rassemblé autour de lui une troupe de libertins et de scélérats dont il se formait comme un cortége. L'homme sans pudeur, l'adultère, le libertin qui avait dissipé son patrimoine dans les plaisirs du jeu, de la table ou de la débauche; le prodigue qui avait contracté d'énormes dettes pour se soustraire à la peine du viol ou de quelqu'autre forfait; en un mot, tout parricide, tout sacrilége, tout citoyen condamné ou craignant de l'être pour ses crimes; ceux encore auxquels le parjure et l'assassinat faisaient trouver un moyen d'existence dans l'effusion du sang de leurs concitoyens; enfin, tous ceux que tourmentaient le besoin, le remords ou le sentiment de leur propre infamie; tous ces hommes, dis-je, étaient les compagnons, les amis intimes de Catilina. »

Changez, dit le traducteur dans une note, *le tems*, *le lieu*, *les personnages*, *et vous avez vu tout cela.* Il est bien vrai que tout ce qu'il y a eu d'hommes perdus d'intrigues, de vices et de crimes se sont enrôlés tour à tour sous les drapeaux des chefs de parti. Mais si l'on voulait établir entre Robespierre et Catilina quelque ressemblance, nous montrerions qu'il n'y en a eu aucune, ni sous le rapport des mœurs, ni sous celui de l'audace, du courage, du crédit que donnait la naissance, ni des autres moyens qui étaient à la disposition de Catilina. Robespierre qui marchait à son but par la seule route de la démagogie, s'est servi de tous les instrumens qui pouvaient l'aider dans ses projets, sans s'informer ni de leur moralité, ni de leur conduite, ni de leurs actions antérieures. Il avait accordé une amnistie générale à tous ceux qui voulaient prendre sa livrée; il ne voyait pas les personnes, il n'appercevait que les opinions, et tous lui étaient bons, pourvu qu'ils agissent dans son sens; il s'était fait de son système une règle politique; mais jamais il ne s'est déterminé par des analogies morales, ni par des goûts et des rapports personnels, au lieu que Catilina n'était pas seulement un chef de conjurés, il était aussi un chef de débauche, de vol, de concussion et de perversité.

Salluste nous apprend que de concert avec Pison il avait déja tramé une conspiration contre la République, avant celle qui éclata sous le consulat de Cicéron, et

Digitized by Google

que leur projet était d'égorger les consuls, Cotta et Torquatus, dans le capitole, et après s'être emparé eux-mêmes des faisceaux, d'envoyer Pison à la tête d'une armée pour s'assurer des deux Espagnes; que le complot ayant été découvert ils en avaient journé l'exécution, et que ce projet échoua encore par la précipitation de Catilina et par l'absence d'un grand nombre de conjurés. Il paraît bien étrange que le sénat se fût contenté, suivant Salluste, d'éloigner Pison en lui accordant un gouvernement, et qu'il ne prit aucune mesure à l'égard de Catilina. Cela prouve combien étaient redoutables ces personnages puissans qui étaient à la tête de la république, et que le gouvernement n'osait punir. Ce furent ces ménagemens et cette faiblesse envers les grands conspirateurs qui préparèrent dans la suite la perte de Rome et de la liberté. Cette leçon, par exemple, est très-bonne à saisir. Quand le gouvernement tremble devant quelques citoyens ambitieux et puissans, il est bientôt renversé par eux.

La seconde conjuration de Catilina fut plus profondément ourdie que la première. Plusieurs membres du sénat, des patriciens, des chevaliers, des *femmes*, même d'une naissance illustre, y étaient entrés, et ils avaient des complices nombreux dans Rome, hors de Rome et jusques dans les armées. Catilina, dit Salluste, promit aux conjurés l'abolition des dettes, la proscription des riches, les magistratures, le sacerdoce, le pillage et tout ce qu'entraîne en soi la guerre et l'emportement du vainqueur. On voit dans la harangue qu'il leur adresse, qu'il n'oublie pas de leur présenter la *liberté* comme le prix de leurs efforts. La liberté! ce nom auguste fut dans tous les tems le prétexte des conspirateurs, et devint toujours pour eux le plus sûr moyen de succès. « En suivant leur démagogue, dit Gordon sur Salluste, les partis se jettent avec joie dans l'esclavage. Ils répètent après lui le cri de *liberté*, jusqu'à ce qu'il les ait conduits, peut être pour toujours, *hors de la portée de la liberté*, se servant de ce *nom* pour détruire entièrement la *chose*. »

Les conjurés devaient égorger les consuls, une partie du sénat, allumer l'incendie dans les principaux quartiers de Rome, et à la faveur des flammes, du tumulte et des meurtres, s'emparer de l'autorité. Ce fut une femme liée avec un des conjurés de qui elle en reçut la confidence, et qui alla le révéler à Cicéron qui venait

Digitized by Google

d'être nommé consul. Cicéron prend toutes ses mesures, se procure des preuves écrites de la conjuration, convoque le sénat, et y dévoile tout le plan des conjurés, en face même de Catilina, convoque le peuple et le harangue, retourne au sénat y rendre compte de tout ce qu'il a fait, de tout ce qu'il a dit, et répand un nouveau jour sur la conjuration. Catilina déconcerté sort la même nuit de Rome. Les principaux complices sont arrêtés. On délibere dans le sénat sur le parti qu'on doit prendre à leur égard. Il faut voir dans Salluste avec quelle astucieuse adresse César, sans oser prendre ouvertement la défense des coupables, cherche à faire incliner le sénat au parti de l'indulgence; mais l'austere et courageuse énergie de Caton, rendit inutiles les efforts de César; les coupables furent condamnés à la mort et exécutés sur-le-champ: Catilina s'était mis à la tête d'une armée; mais Antonius et Petreius marcherent contre lui, l'attaquerent, le vainquirent et le laisserent dans le nombre des morts sur le champ de bataille.

Ainsi fut dissipée et punie la conjuration de Catilina qui aurait ensanglanté Rome et livré la république aux plus grands dangers, sans le courage et l'activité de Cicéron. Il a tracé par sa conduite le modele de celle que doit suivre tout gouvernement qui se trouve dans de telles circonstances. C'est par de grands et prompts exemples que l'on arrête l'audace des conspirateurs. Un jour, une heure de faiblesse et de temporisation coûtent souvent cher à la liberté et à la tranquillité publique.

Quoique nous ayons plusieurs traductions estimées de Salluste, celle du citoyen Billecocq, fidele, élégante et énergique, a l'avantage d'avoir été composée au milieu des orages d'une grande révolution et sous l'œil de l'expérience. Il est des circonstances où, placé, comme le dit le traducteur, entre son siecle et les siecles qui l'ont précédé, l'observateur compare les événemens dont il est le témoin avec ceux que l'histoire lui a transmis; souvent ce qu'il avait rejetté jusqu'alors comme incroyable, prend à ses yeux le caractere de la vraisemblance; le présent lui explique le passé, et le fruit qu'il recueille de cet utile examen est une opinion plus saine des hommes et des faits.

Le traducteur se propose de donner successivement ceux des principaux ouvrages de Salluste qui sont parvenus jusqu'à nous, tels que l'histoire de la guerre de

Digitized by Google

Numidie entre Jugurtha et le peuple romain, et deux lettres du même historien à César sur les moyens d'administrer la république, lettres trop peu lues, trop peu méditées peut-être, et dans lesquelles Salluste déploie une profonde connaissance des besoins d'un état et des talens nécessaires à ceux qui le gouvernent. Le mérite de sa traduction du Catilina lui assure d'avance de nouveaux succès et de nouveaux droits à l'estime et à la reconnaissance.

BIOGRAPHIE.

Éloge de BARTHELEMY *par* JÉRÔME LALANDE.

JEAN-JACQUES BARTHELEMY, garde des médailles de la bibliotheque nationale, l'un des 40 de la ci-devant académie française, de celle des inscriptions et belles-lettres, de celles de Londres, de Madrid, de Cortone, de Pezard, de Hesse-Cassel, de Marseille, etc., naquit le 20 janvier 1716 à Cassis, petit port des Bouches-du-Rhône. Sa famille était établie depuis long-tems à Aubagne, petite ville située entre Marseille et Toulon. Sa mere accoucha de lui dans un voyage qu'elle fit à Cassis, et le ramena à Aubagne, où il passa le tems de l'enfance et de sa premiere jeunesse.

Il fit ses études au collége de l'Oratoire à Marseille. Le P. Raynaud, qui depuis se rendit célebre à Paris par ses sermons, prit un soin particulier de lui, et seconda l'ardeur extraordinaire qu'il avait pour l'étude. Elle se portait déja sur tous les genres de littérature. Du collége il passa au séminaire, mais l'évêque était entouré de jésuites; il fallut pour lui plaire étudier chez les jésuites. Les jansénites et les molinistes voulaient en faire un prosélyte; il ne prit point parti; il négligea la théologie, il continua au séminaire de se livrer à son goût pour la littérature, et se livra particulierement à celle des langues orientales pour laquelle Marseille fournit d'abondans secours.

Il prit des leçons d'un juif pour l'hébreu, d'un maronite pour le Syriaque, et d'un marchand d'Alexandrie pour l'arabe.

En 1744, à l'âge de 29 ans il vint à Paris, il avait des lettres pour le savant Deboze, de l'académie fran-

Digitized by Google

çaise, secrétaire de celle des inscriptions, et garde du cabinet des médailles. Ce savant l'accueillit, l'examina, et quelques mois après, vers la fin de 1744, il le fit attacher au cabinet des médailles.

Un de ses amis de Provence venait d'être nommé à l'évêché de Beziers, il lui proposa de l'attacher à son siège, et lui offrit une place de grand-vicaire et d'official. Barthelemy hésita quelque tems; la carriere ecclésiastique lui eût ouvert de bonne heure la route de la fortune, elle l'eût fixé auprès d'un ami, mais son goût pour les lettres l'emporta, et ce qui contribua à le décider ce fut une place qui venait de vaquer à l'académie des inscriptions, et pour laquelle Deboze lui conseillait de se présenter; il y fut en effet nommé en 1745. Il se lia de très-bonne heure avec Mariette, Malesherbes, Caylus; il a fourni à ce dernier un très-grand nombre d'articles pour son recueil d'antiquités, de même qu'à Choiseul Gouffier pour son ouvrage sur la Grece.

En 1755 il fit un voyage en Italie; c'est là qu'il connut la ci-devant duchesse Choiseul, ambassadrice de France à Rome. C'est de cette époque que datent et sa fortune et le bonheur de sa vie. Il n'a plus quitté cette vertueuse et respectable amie, qui pleurera long-tems la mort de Barthelemy. Il se lia aussi avec les gens de lettres et les artistes les plus distingués, le cardinal Passionnei, le p. Pacciandi Winckelman, Olivieri Bayer Piranezi, et beaucoup d'autres. Il entretint avec eux une correspondance toujours active, toujours instructive.

A son retour en 1757 il rendit compte à l'académie de son voyage et des acquisitions qu'il y avait faites pour le cabinet des médailles; ses réflexions sur les anciens monumens de Rome sont dans le 28e. volume.

Ce recueil, à partir du 21e. volume jusqu'au 41e., contient un grand nombre de dissertations de Barthelemy sur différens points d'antiquités; ses mémoires sont tous écrits avec la grace et la clarté qui distinguent ses ouvrages, et la plupart sont remarquables par des découvertes importantes, telles que l'alphabet de Palmyre qu'il donna en 1754, et celui des inscriptions phéniciennes, ou par des explications ingénieuses et savantes, comme celle de la mozaïque de Palestrine sur laquelle on avait tant disputé, comme je l'ai raconté dans mon voyage d'Italie (Tome VI, page 319); sa paléographie numismatique qu'il donna en 1750 dans le 24e. volume de l'académie, supposait une seconde partie à laquelle

Digitized by Google

il travaillait lorsque la mort l'a enlevé à ses utiles travaux.

Outre ses mémoires académiques il a publié, soit séparément, soit dans le journal des Savans, plusieurs dissertations sur des monumens intéressans, entre autres sur une inscription en marbre que notre ambassadeur à Constantinople, Choiseul-Gouffier, lui avait envoyée, et qui contient un compte des dépenses publiques d'Athenes. On a publié dans le magasin encyclopédique un catalogue de ses livres et de ses mémoires; ainsi je ne parlerai ici que du dernier et du plus important de ses ouvrages.

Ce fut pendant son séjour à Florence qu'il conçut l'idée d'un voyage en Italie dans le 15e. siecle, époque célebre par la régénération des lettres et des arts. Mais craignant que ce projet ne le détournât de ses devoirs et de ses études, il en transporta l'idée au siecle de Philippe de Macédoine, et de là le Voyage du jeune Anacharsis qu'il entreprit dès 1757, et qu'il travailla avec une persévérance surprenante. J'ai toujours été étonné qu'au milieu des distractions de la brillante société dans laquelle il vivait, il n'ait jamais perdu de vue un travail qui exigeait tant de recherches, et où il y a plus de 20 mille citations.

Ce grand et fameux ouvrage parut en 1788, et le livre fut reçu avec enthousiasme; voici la maniere dont un académicien célebre en parla dans le journal des Savans (février 1789).

C'est ici, disait M. Gaillard, (*Journal des Savans*, février 1789,) un de ces grands monumens littéraires, faits pour honorer le siecle qui les produit, et pour illustrer à jamais leur auteur. M. de Montesquieu, en publiant l'Esprit des Lois, demandait une grace qu'il craignait, disait-il, qu'on ne lui accordât pas: cette grâce était une justice, qu'on a eu d'abord en effet quelque peine à lui accorder; c'était de ne pas juger par la lecture d'un moment d'un travail de vingt années; c'est un travail de plus de trente ans que M. l'abbé Barthelemy nous présente aujourd'hui. La plupart des écrivains, pressés d'acquérir de la gloire et sur-tout d'en jouir, multiplient leurs titres, ont soin d'occuper souvent d'eux le public, et de ne pas se laisser oublier. M. l'abbé Barthelemy a eu le courage, pour ainsi dire, de disparaître pendant plus de trente ans, de se priver des hommages du public pour les mériter, d'élever lente-

Digitized by Google

ment en silence un monument unique, mais éternel. Ce n'est pas que le rang honorable et paisible qu'il occupait dans les lettres, n'eût de quoi flatter un cœur amoureux de la gloire, et de quoi exciter l'envie : les respects des savans de l'Europe, une grande considération due également à ses connaissances, à ses talens, à son caractere, à ses mœurs, n'étaient pas un avantage médiocre, ni le partage le moins désirable. On admirait depuis long-tems le génie inventeur qu'il portait dans l'érudition, cette sagacité qui saisissait les rapports des différentes langues, qui retrouvait l'alphabet palmyrénien, qui expliquait la mosaïque de Palestrine, cette parfaite connaissance des médailles, ce talent pour les inscriptions, cette réunion du savoir et de l'esprit et de l'art d'écrire; mais enfin les gens du monde, et ceux qui croient seuls faire les réputations, pouvaient dire : quel est donc cet homme que nous voyons si souvent cité comme un oracle, et dont les ouvrages ne nous sont pas familiers ? Ce n'est donc qu'un savant illustre. Ils sauront désormais que c'est un écrivain également agréable et profond, plein de connaissances, mais de lumieres, de philosophie, de sensibilité, de graces, qui applique ce rare talent d'écrire à des objets pleins d'intérêt et d'utilité, qui instruit en amusant et en attachant, qui enrichit son siecle d'un vaste dépôt de connaissances, et qui lui offre en même-tems un beau et grand modele de style.

Le jeune Anacharsis, descendu de ce philosophe scythe si fameux, qui vint en Grece du tems de Solon, et que la Grece a mis au rang de ses sages, quoiqu'étranger et réputé barbare, voyage à son tour dans cette même contrée, vers le milieu du quatrieme siecle avant l'ère vulgaire. Il converse avec Epaminondas, Phocion, Xénophon, Platon, Aristote, Démosthene. Cette époque lie le siecle de Périclès à celui d'Alexandre; il fréquente des Athéniens qui avaient vécu avec Sophocle, Euripide, Aristophane, Thucydide, Socrate, Zeuxis et Parrhasius; il voit paraître les chefs-d'œuvre de Praxiteles, d'Euphranor et de Pamphile, ainsi que les premiers essais d'Apelle et de Protogene. Il voit naître Epicure et Menandre; il avait voyagé précédemment en Perse, et il y avait connu les amis auxquels il adresse la relation de son voyage en Grece. Quand on se rappelle où M. l'abbé Barthelemy a connu, loin de sa patrie, le ministre brillant et aimable qui la gou-

Digitized by Google

verna depuis avec tant d'éclat (Choiseul), et sa vertueuse compagne ; quand on songe aux douceurs que leurs bienfaits et leur amitié ont répandues sur la vie de l'auteur, quel intérêt anime cette ingénieuse et transparente allégorie, où il signale sa tendresse et sa reconnaissance d'une maniere si touchante ; combien même ce voile, ce doux mystere de l'allégorie répand de décence et de délicatesse sur cet éloge. Vous que j'eus l'avantage de connaître dans mon voyage de Perse, Arsame et Phedime, illustres époux, combien de fois vos noms ont été sur le point de se mêler à mes récits ! De quel éclat ils brillaient à ma vue, lorsque j'avais à peindre quelque grande qualité du cœur et de l'esprit, lorsque j'avais à parler de bienfaits et de reconnaissance ! Vous avez des droits sur cet ouvrage ; je le composai en partie dans ce beau séjour, dont vous faisiez le plus bel ornement ; je l'ai achevé loin de la Perse, et toujours sous vos yeux ; car le souvenir des momens passés auprès de vous ne s'efface jamais. Il fera le bonheur du reste de mes jours ; et tout ce que je desire après ma mort, c'est que, sur la pierre qui couvrira ma cendre, on grave profondément ces mots : *Il obtint les bontés d'Arsame et de Phedime.*

Cette douceur de sentimens sans exagération, ces expressions tendres et aimables, cette inscription, tout cela est dans le goût de l'antique.

Le voyage de la Grece est précédé d'une introduction, où Anacharsis présente le tableau de tous les tems qui précedent celui de son voyage. Au moyen de cette introduction et de son voyage, on sait tout ce qu'il est possible et utile de savoir sur la Grece, sur ses guerres, sur sa politique, tant intérieure qu'extérieure ; sur ses lois, sur ses mœurs, sur ses arts, etc., depuis les premiers tems jusqu'à l'époque où elle est asservie à Philippe, roi de Macédoine, pere d'Alexandre-le-Grand. C'est l'ouvrage le plus complet qu'il y ait sur cette matiere ; c'est par tout la substance la plus pure de ce que les meilleurs auteurs de tout genre, tant anciens que modernes, ont écrit sur les divers objets relatifs à la Grece. Mais il est remarquable encore par cette rondeur de style, ces belles périodes, ces riches développemens, ces graces variées qui soutiennent et renouvellent sans cesse l'attention du lecteur ; nous le répétons, continue Gaillard, ce livre est un monument de gloire pour notre siecle, et l'auteur lui-même est un

Digitized by Google

monument vivant de ce tems heureux, où les Lamotte, les Fontenelle, les Mairan, les Foucemagne, mettaient et dans le commerce des lettres, et dans la société, tant de décence, de douceur, de raison, de grace et d'aménité.

Cet ouvrage fit une sensation générale, lorsqu'il parut; toute la France était occupée des idées politiques et des assemblées qui ont amené la révolution. Cependant toute la France s'occupa d'une lecture qui attachait dans tous les genres, et l'on se disait : sans l'abbé Barthelemy, la politique eût fait oublier les belles-lettres; il était le seul qui pût faire diversion à de si grands intérêts.

La science des médailles est une des parties de la littérature dans lesquelles il était le plus versé; et personne en Europe ne l'a possédée au même degré. A la mort de Deboze, en 1753, il avait été nommé garde des médailles. Ce dépôt venait d'être transféré de Versailles dans une salle qui tient à la bibliotheque. Il fut chargé de le déballer, de le mettre en ordre, d'en faire le catalogue. Ce long et pénible travail l'occupa pendant plusieurs années; il eut encore le mérite de l'augmenter de plus de vingt mille médailles, qu'il obtint par son crédit et ses correspondances, et qui ont porté la collection française au plus haut degré de perfection. Son neveu, le citoyen Barthelemy de Courçay, qui le remplace actuellement dans la place de conservateur des médailles, a encore augmenté le prix de cette précieuse collection.

Il ne pouvait pas se flatter d'échapper à la proscription de Robespierre. Le 21 septembre 1793, il fut envoyé aux Madelonnettes. On pouvait craindre un anniversaire des massacres de l'année précédente. Barthelemy ne fut point ému; il supporta sa disgrace avec la sérénité d'un sage. Sa détention ne dura que 16 heures; mais il s'est souvent rappellé avec attendrissement les attentions dont ses compagnons d'infortune l'avaient comblé dans sa prison; et il n'avait point oublié les preuves d'humanité que les concierges eux-mêmes lui avaient données.

Barthelemy avait 25,000 liv. de rente en bénéfices ou en pensions; il les partageait avec des parens, avec les indigens, avec de jeunes gens dont il encourageait le goût pour l'étude. Parmi les parens dont il a développé les talens, on connaît assez l'ambassadeur en Suisse, à

Digitized by Google

qui la France doit les commençemens d'une paix que l'Europe desire avec tant d'impatience. Dans ses vieux jours la fortune l'abandonna ; il n'en fut ni abattu ni humilié ; il refusa même la place de bibliothécaire en 1793, après la mort de Carra et la démission de Champfort ; mais ce qui lui fit une impression profonde, ce fut la mort de tant de gens de bien, de tant d'hommes de mérite qui furent égorgés sous le regne de la bête féroce, de Malesherbes sur-tout, dont le souvenir lui arrachait toujours des larmes.

Depuis deux ans, sa santé s'altérait sensiblement ; les forces lui manquaient, ses jambes se refusaient à son activité ; il allait cependant encore assez souvent, l'hiver dernier, chez la célebre citoyenne Duboccage, dont la société l'intéressait depuis 50 ans, et où jusqu'alors il trouvait une réunion précieuse de gens de lettres. Lorsqu'il lui fut impossible de sortir, ses amis l'ont visité constamment tous les jours jusqu'à ses derniers momens, et avaient auprès de lui et pour lui une conversation à laquelle il se livrait avec le plus grand intérêt, lorsqu'elle roulait sur des objets de littérature. Le cit. Desperrieres sur-tout a eu pour lui, comme médecin et comme ami, des soins qui excitaient toute sa sensibilité.

Le 11 floréal (30 mai), à trois heures après-midi, Barthelemy s'est éteint dans les bras de son neveu, sans se plaindre, sans souffrir, avec toute sa connaissance, et venant de faire une lecture d'Horace. Il était âgé de 79 ans, trois mois et dix jours.

Barthelemy était d'une grande et belle stature ; il avait, par ses avantages exterieurs autant que par sa réputation, ce qui inspire de la fierté, et il y avait peu d'hommes aussi modestes ; il poussait jusqu'à l'exagération la simplicité, la politesse et le respect, même pour les gens qui en méritaient le moins ; enfin, depuis 40 ans que je le connaissais, j'ai vu beaucoup de personnes se louer de lui, je n'en ai vu aucune qui s'en plaignît ; je ne puis mieux terminer son éloge.

ANNONCE.

Théorie de la terre, par Jean Claude de la Metherie. Trois volumes *in*-8°. avec des planches. Prix, 45 liv., et 50 liv. franc de port par la poste. A Paris, chez Maradan, libraire, rue du Cimetiere-Saint-André-des Arcs, n°. 9, l'an 3 de la République, 1795 (vieux style).

Digitized by Google

NOUVELLES ÉTRANGERES.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 25 mai 1795.

TOUTES les lettres du Nord nous annoncent que les affaires de Pologne occupent plus que jamais les cabinets de cette partie de l'Europe. On parle beaucoup de la prochaine tenue d'un congrès à Varsovie, entre MM. d'Asch, Bucholtz et Caché, ministres, l'un de Russie, l'autre de Prusse, et le dernier d'Autriche, et l'on croit que les arrangemens qu'on y prendra se raccorderont avec ceux du congrès pacificateur entre l'Allemagne et la France. Ce qu'il y a de sûr, c'est que les Polonais ne désesperent pas de remonter au rang des puissances de l'Europe, et leurs raisons pour s'en flatter sont l'intérêt réel de plusieurs cabinets. Ces raisons sont d'un plus grand poids encore pour la Prusse que pour toute autre, même lorsqu'on mettrait de côté ses justes sujets d'alarmes de voir l'Ukraine et la Lithuanie dans la possession de la Russie.

Un nouveau traité de partage sera vraisemblablement, ou pour mieux dire sûrement, l'appât que cette dernière présentera à Frédéric-Guillaume; mais il doit s'en garder: en effet, ses véritables intérêts lui défendent d'y accéder. Cette puissance co-partageante, déja maîtresse d'une immense étendue de territoire, cherche moins à en gagner encore en s'étendant qu'à quitter celui où la nature l'a rélégué. Disons le mot, la Russie se propose de descendre des hauteurs du pole glacé dans des contrées moins stériles: elle échangerait volontiers des milliers de lieues de glace, de sables arides ou de forêts de sapins contre quelques centaines de lieues, dans les plaines nourricieres de la Pologne. Mais la Russie et la Prusse, devenues limitrophes, deviendraient nécessairement ennemies. Et quels avantages n'aurait pas la première dans cette lutte trop inégale! La conformité de religion qui existe entre les Russes et les Polonais fournirait aux Russes des prétextes et des moyens pour rendre odieux dans ces provinces le gouvernement prussien, qui perdrait d'ailleurs de son action par une distance de trois cents lieues entre Berlin, la capitale, et les nouvelles frontieres de la Pologne-prussienne, trop prête à devenir Russe. Il vaut donc mieux pour Frédéric Guillaume que la Pologne, libre et indépendante entre les deux états, leur serve de barriere.

Digitized by Google

Suivant toutes les apparences, l'empire turc ne demeurera pas étranger au plan concerté entre les cabinets du Nord, pour réprimer les invasions de la Russie; c'est du moins ce que font pressentir des lettres de Constantinople du 25 avril, qui confirment les heureux changemens qu'un ministère sage a commencés et continue d'opérer dans l'opinion publique.

« La Porte s'est enfin décidée à entretenir des ministres résidens auprès des divers cabinets de l'Europe. Convaincue de l'utilité qui résulte de cette institution de la politique moderne, pour la facilité et la rapidité des communications et la surveillance des intérêts réciproques, elle a renoncé à cette fausse grandeur qu'elle a fait consister jusqu'ici à recevoir des ambassadeurs de toutes les puissances sans leur en envoyer. Il n'est pas douteux que cette résolution n'influe puissamment sur le progrès des lumieres en Turquie. Les Ottomans se familiariseront avec les mœurs, les usages et les connaissances des Européens, auxquels ils étaient demeurés étrangers jusqu'à ce jour, et chercheront sans doute à transporter les sciences et les arts dans leur pays. C'est demain que la Porte doit nommer les ministres qu'elle enverra aux cabinets de Berlin et de Vienne. La premiere de ces missions est vraisemblablement destinée à Ali-Effendi, gendre d'Osman-Effendi, qui a été nommé hier au ministere de la marine. Dans peu la Porte s'occupera également du choix d'un ministre pour Pétersbourg.

Le citoyen Verninac, nouveau ministre de la République Française, est arrivé ici le 14 de ce mois. Il est accompagné du citoyen Ruffin, ancien dragoman de France. »

De Francfort-sur-le-Mein, le 10 juin.

Il regne toujours dans les bruits publics, qui dictent souvent aux gazettes leurs articles, comme aussi souvent les bruits publics se forment et se répandent d'après les gazettes, une incertitude, une fluctuation vraiment fatigantes. Les *dire* du jour contredisent ceux de la veille, et seront en opposition avec ceux du lendemain. Au reste, ce balancement de l'opinion est quelquefois très-voisin du moment où elle va se fixer.

Des lettres de Ratisbonne du 5 juin disent positivement que les délibérations sur la paix se sont ouvertes le premier de ce mois : il faut pourtant avouer que ces lettres manifestent l'étonnement où l'on est de ce que plusieurs suffrages sont restés en suspens faute d'instructions de la part des co-états dont ils émanent. Quinze votans ont réclamé formellement les bons offices du roi de Prusse, qui s'empressera de les interposer.

Digitized by Google

Ces dispositions à la paix sont confirmées par des lettres de Vienne qui, annonçant le depart du vice-président du conseil aulique avec son fils, n'hésitent point à assurer que de Ratisbonne le baron de Bartenstein ira travailler au rétablissement de la paix entre l'Empire et la France.

Ce qui contrebalancerait un peu ces apparences d'une pacification prochaine, c'est que l'empereur est sûr du contingent très-considérable de l'électeur de Saxe, qui a déclaré qu'il ne le fournissait que comme prince de l'Empire, mais qu'en cette qualité, il le donnait d'une maniere plus exacte et plus complette que tout autre état : en outre, l'empereur est parfaitement d'accord avec la Russie sur la partie de la Pologne qui doit lui échoir dans le partage, et il regne entre ses troupes et celles de son alliée la meilleure intelligence ; de plus, l'emprunt fait chez les Anglais est accepté, mais seulement jusqu'à concurrence de 4 millions 600 mille liv. sterl., au lieu de 6 millions. Il faut avouer que cette diminution semblerait indiquer, de la part de la cour de Vienne, l'insuffisance de ses moyens pour tenir sur pied pendant la campagne deux cents mille hommes effectifs.

La gazette de Mayence avait annoncé qu'après l'arrivée de Basle d'un courier chez le général Clerfayt on avait suspendu un grand projet d'attaque contre les Français qui sont autour de cette ville ; depuis, une autre feuille a été requise de démentir ce bruit.

Il en circule aujourd'hui un autre également démenti par les ministres autrichiens, et qui ne paraît pas mériter plus de créance, mais dont il faut rendre compte, parce qu'il est assez général, c'est que la rive gauche du Rhin serait abandonnée aux Français contre les Pays-Bas, à condition que la France faciliterait l'échange de ces derniers contre la Bavière : on ajoute qu'il y a même une négociation entamée.

ANGLETERRE. *De Londres, le 29 mai 1795.*

Voici la convention qui a été conclue à Vienne le 4 mai 1795, entre sa majesté le roi de la Grande-Bretagne et sa majesté impériale.

« Comme l'empereur et le roi de la Grande-Bretagne sont également convaincus l'un et l'autre de la nécessité d'agir avec vigueur et énergie contre l'ennemi commun, afin de procurer à leurs états respectifs une paix solide et honorable, et de préserver l'Europe du danger dont elle est menacée ; sa majesté impériale et sa majesté britannique ont jugé convenable de s'entendre sur les mesures à prendre pour la cam-

Digitized by Google

pagne prochaine, et de convenir des stipulations les plus propres à conduire au but salutaire de leurs vues mentionnées.

» A ce propos, leurs majestés ont respectivement nommé des plénipotentiaires, savoir; sa majesté impériale son conseiller intime actuel et ministre des affaires étrangeres, le baron de Thugut, commandeur de l'ordre de St. Etienne, et sa majesté britannique le chevalier Morton Eden, conseiller intime de sa majesté, chevalier de l'ordre du Bain, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de sadite majesté près la cour de Vienne; lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivans:

» Art. 1er. Afin de seconder les efforts que sa majesté impériale desire de faire, et afin de lui faciliter les moyens de faire valoir les ressources que ces états offrent à la cause commune, sa majesté britannique s'engage à proposer à son parlement de garantir le paiement régulier à faire de six mois en six mois des dividendes de la somme de 4,600,000 liv. sterlings, laquelle somme est ou sera levée pour le compte de sa majesté impériale, aux conditions et de la maniere qui sont exprimées dans les deux octrois, dont le contenu est joint à la présente convention. Sur quoi sa majesté impériale s'engage solemnellement envers sa majesté britannique à soigner les paiemens réguliers qui devront avoir lieu en conséquence dudit emprunt, tellement que jamais ils ne retombent à la charge des finances de la Grande-Bretagne.

» II. En revanche de ce qui a été stipulé dans l'article précédent, et au moyen de l'emprunt de 4,600,000 livres sterlings assuré par la garantie de la Grande-Bretagne, sa majesté impériale pour la campagne prochaine, mettra sur pied à ses différentes armées un nombre de troupes qui, non-seulement montera à 200,000 hommes effectifs, mais que sa majesté impériale cherchera autant que possible à porter encore au-delà; et ces troupes agiront contre l'ennemi commun conformément aux dispositions dont on est convenu dans un article secret qui fait partie de la présente convention.

» III. L'empereur verra avec plaisir, que, de la part de sa majesté britannique, il y ait auprès de ses armées des officiers de l'état-major ou d'autres personnes de confiance, à qui l'on donnera volontiers tous les renseignemens et toutes les notions nécessaires sur l'état et la force des troupes; et si, pour la facilité et l'accélération de la correspondance et des communications entre les armées des deux cours, sa majesté impériale juge à propos d'envoyer de son côté des officiers ou d'autres personnes aux armées anglaises; ils jouiront, de la part des généraux de sa majesté britannique de

Digitized by Google

toute la confiance qui est analogue à l'étroite harmonie qui existe si heureusement entre les deux cours.

» IV. Il est expressément déterminé que la sûreté de l'emprunt ci-dessus sera établi sur tous les revenus des différens etats héréditaires de sa majesté impériale. Il sera pris dans chacun desdits états respectifs, de la part de sa majesté impériale, toutes les mesures nécessaires, à l'effet de donner force et valeur pleine et légale audit emprunt, et à l'obligation du paiement régulier des dividendes qui, en conséquence de l'emprunt, devront s'acquitter de six mois en six mois; de maniere que si jamais, par quelque cause que ce soit, il arrivait que l'un ou l'autre des paiemens se trouvât arriéré après le terme de son échéance, les porteurs des obligations qui ont déja été ou seront encore contractées de la part de S. M. I. pour ledit emprunt, pourront poursuivre juridiquement, dans chacun desdits états, les receveurs et les tresoriers des revenus de S. M. I., comme il plaira aux porteurs des obligations, et pourront se procurer d'eux et de chacun d'entr'eux, par voie de justice, tout le montant d'un paiement ainsi échu, comme il est permis dans ces états à tous les particuliers de poursuivre juridiquement d'autres particuliers, et de faire valoir contr'eux leurs justes prétentions. »

(*La suite au numéro prochain.*)

IRLANDE.

De Dublin, le 26 mai.

Il est, comme on sait, une secte d'hommes appelés *défenders*, et dont l'institut est de défendre leurs droits politiques. Dernierement ils se sont assemblés, au nombre de 3000, dans le comté de Siego, et ont attaqué un corps de troupes. Ils ont été repoussés vigoureusement, et ils ont laissé une trentaine des leurs sur la place. Il en a été ainsi à Tyrone, où la milice en a attaqué une espece de détachement qui a été dissipé. Dans une rencontre près de Ballendslot, vingt-cinq défenders ont perdu la vie. Parmi les différens griefs dont ils demandent le redressement, on remarque le bas prix des journées de travail, dont ils se plaignent, et qui en effet ne sont pas en proportion du prix des denrées.

Un incendie vient de consumer l'un de nos plus beaux monumens. C'est le Cliefdenhaus, dépôt de plusieurs chefs-d'œuvres dans tous les genres. On regrette beaucoup les superbes tapisseries dont plusieurs des appartemens étaient enrichis. Quelques-unes d'entre elles représentaient les batailles du fameux Marlborough.

RÉPUBLIQUE

Digitized by Google

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CONVENTION NATIONALE.

PRÉSIDENCE DE LANJUINAIS.

Séance de septidi, 27 Prairial.

La commission militaire, devant laquelle se trouvent en jugement les députés prévenus d'être les auteurs de la révolte des premiers jours de prairial, écrit à la Convention qu'elle n'a point prétendu s'en faire une égide, ni rejetter sur elle une responsabilité qu'elle ne redoute pas, parce qu'elle connaît son devoir, mais seulement la prévenir de la demande des accusés. Insertion au bulletin.

Rewbel, au nom des quatre comités de salut public, sûreté générale, législation et finances, prend la parole, et dit que la Convention, après avoir suspendu l'exécution de la loi des 10, 12 et 15 de ce mois relative à la vente des biens nationaux à prix fixe, et sur les soumissions qui seront faites, a chargé les quatre comités de lui faire un rapport sur les avantages et les inconvénients de cette loi, de maniere à ne point entraver le prompt retirement des assignats qui en était le but principal, et vers lequel doivent se diriger sans cesse les vues des comités. Ils ont reconnu que l'empressement avec lequel les soumissions ont été faites prouve la confiance que l'on met dans la révolution, et qu'on ne cherche pas à distinguer les biens provenans d'émigrés des autres domaines nationaux; mais ils ont vu aussi qu'à côté des hommes honnêtes qui voulaient acheter pour se livrer aux travaux de la culture, se plaçaient des gens sans moyens et qui spéculaient sur les profits énormes qu'ils comptaient faire. C'est leur avidité qu'il faut déjouer. Cette loi aura toujours procuré l'avantage de connaître, au moyen des soumissions faites, l'étendue de notre gage et de nos ressources, et il en résultera plus de facilité d'activer les ventes, de ramener l'assignat à sa véritable destination, et d'en opérer un retirement considérable.

Rewbell présente un projet de décret qu'il annonce n'être que le préliminaire d'un autre qu'il soumettra incessamment à la discussion.

Balan s'élève contre ce projet, et entreprend de prouver que la loi des 10, 12 et 15 prairial aurait produit les meilleurs effets. Elle aurait attaché à la République un grand

Digitized by Google

nombre de citoyens, enleve tout espoir aux émigrés, rendu les terres plus productives, en les vendant à l'industrie particulieres. Elle eût déchargé la nation de frais immenses de régie, épargné des dilapidations, grossi les contributions directes et indirectes; enfin opéré un grand retirement d'assignats. Il ajoute que les ennemis de la Convention veillent, que leurs espérances renaissent, et que, dût-on faire des sacrifices, il faut se hâter de vendre et de profiter de l'ardeur des soumissionnaires. Il conclut à ce que les amendemens qu'il a présentés le 19 soient adoptés, puisqu'ils admettaient la chaleur des encheres.

Johannot : L'opinant est parti de cette idée que la loi du 12 prairial était rapportée; c'est une erreur, elle n'est que suspendue. De nombreuses réclamations parvenues aux comités ont prouvé que cette suspension était nécessaire, que l'opération dilapidait les biens nationaux, que les baux de 1790 ne représentaient que la moitié de la valeur des biens. Les comités éclairés sur de si graves inconvéniens, ne se sont occupés que du soin de les écarter, en apportant des modifications à la loi rendue. On s'est plû à répandre que l'émission des assignats était beaucoup plus considérable qu'elle ne l'est effectivement, et que vos domaines étaient moindres de valeur que vous ne l'annoncez. Les états des soumissions repandront la plus grande lumiere, et dissiperont tous les bruits semés par la malveillance et accueillis par la crédulité. Johannot demande la priorité pour le projet des comités.

Cambacérès dit qu'il est tems de renoncer à cette malheureuse manie d'abuser du zele de la Convention pour le bien de la République, en l'entraînant hors du but et lui faisant rendre des décrets qu'il faut ensuite modifier ou rapporter; que la nation est chargée d'une immense quantité d'assignats qu'il s'agit de retirer de la circulation, mais que la conduite qu'on voulait lui faire tenir ressemble à celle d'une famille riche et endettée qui veut se libérer, et qui, pour y parvenir, vend ses biens au-dessous de leur valeur. Les gens sensés diront qu'elle fait mal ses affaires. C'est l'image de la nation, si elle exécutait la loi des 10 et 12 prairial.

L'orateur ne croit pas que la Convention nationale avec tous les pouvoirs dont elle est investie puisse aliéner les biens nationaux, sans la chaleur des encheres et sans en connaître la valeur.

L'Assemblée ferme la discussion. La priorité est accordée au projet des comités, et les articles en sont successivement décrétés. Nous les donnerons lorsque la rédaction en aura été définitivement adoptée.

Séance d'octidi, 28 *Prairial*.

L'adjudant-général Charpentier paraît à la barre avec beau-

Digitized by Google

coup de drapeaux ; ils viennent de Luxembourg, et entrent au milieu des plus vifs applaudissemens. Charpentier et l'officier qui l'accompagne, reçoivent l'accolade fraternelle du président. Ils ont servi l'un et l'autre d'une maniere distinguée dans le blocus de cette place. Le comité de salut public est chargé de veiller à leur avancement.

Gillet, au nom de ce comité, donne lecture des lettres des représentans du peuple près les armées du Nord et de Sambre et Meuse, et du général de division Hatry, commandant les troupes devant cette place, que ces officiers ont apportées. Elles portent que la derniere colonne des ennemis vient de l'évacuer; que la garnison était composée de 11,396 hommes qui ont mis bas les armes; que les prises en munitions de guerre et de bouche sont immenses. On a trouvé dans la place 819 bouches à feu et 16,244 fusils. (*Voyez* les Nouvelles officielles.)

Monnot, au nom du comité des finances, annonce que diverses réclamations ont été faites à ce comité par les porteurs d'assignats de dix mille livres, relativement aux pertes qu'ils sont forcés de supporter pour les échanger. Le service de la trésorerie ne permettant pas que cet échange s'y effectue, le comité a donné des ordres pour faire fabriquer des coupures d'une moindre valeur ; dès qu'elles seront prêtes on établira un bureau à la trésorerie, auquel s'adresseront ceux qui en voudront.

Doucet fait un rapport sur la Vendée. Il rend compte de la trahison de la plupart des chefs qui ont violé la foi des traités et n'ont feint d'adhérer à la pacification que pour ourdir plus sûrement leurs trames. Ils ont continué d'entretenir des relations avec l'Angleterre pour opérer la disette et livrer le territoire français. Tel était leur but. Ils n'étaient pas même étrangers aux mouvemens des premiers jours de prairial. Le plus grand nombre des chefs est arrêté.

Doucet propose de réduire à trois les représentans du peuple dans les départemens, afin qu'il y ait plus d'unité et de concert dans les mesures, et il présente, au nom du comité, Mathieu, Guesno et Bodin. Ils sont adoptés.

Bodin, au nom du comité militaire, soumet à la discussion le projet ajourné, il y a quelques jours, sur la réorganisation de la garde nationale des départemens. Une révolution, dit il, quelque heureuse qu'elle paraisse d'abord, n'aura jamais de résultat salutaire, si l'énergie du peuple ne la soutient, et cette énergie s'égarerait ou tomberait bientôt, si la prudence du législateur ne savait l'entretenir et la diriger. Elle eût en vain renversé la Bastille, si les départemens réveillés par le bruit de sa chûte, n'eussent simultanément répondu, et si, pour protéger la liberté naissante, des bras novices encore n'eussent saisi la bayonnette. De même la victoire du 4 prairial

Digitized by Google

ne garantirait pas la France des faveurs de l'anarchie sans cesse renaissante, si la majorité pure de ses habitans en se serrant de nouveau, n'organisait pas ses efforts. Ce que l'établissement de la garde nationale fit en 1789, sa réorganisation doit le faire encore aujourd'hui. Si la première mesure paralysa les manœuvres combinées et perfides du despotisme d'un seul; contre la seconde se briseront bientôt les efforts anarchiques de cette multitude insensée qui voudrait encore envahir exclusivement la souveraineté du peuple entier. Il n'y a pas long-tems que la vertu du peuple était égarée ou opprimée, mais aujourd'hui les amis de l'ordre et des lois se pressent autour de la Convention, et le véritable patriotisme réparaît dans tout son éclat. Organisez donc ses forces pour qu'elles ne servent désormais qu'à faire respecter les lois.

Le projet présenté par Bodin est adopté.

Séance de nonidi, 29 *Prairial.*

Le représentant du peuple près les armées des Alpes et d'Italie écrit de Toulon, que cette commune continue de jouir de la paix et de la tranquillité. Il a passé en revue la garnison, et il a reconnu qu'elle était animée du meilleur esprit. Les témoignages de son attachement à la République et à la Convention qu'il a recueillis l'ont touché vivement, et il lui a promis de lui en faire part.

Merlin (de Douai) et Delamarre, en mission dans le département du Nord, qui, dans leurs dernières dépêches, annonçaient que les entreprises continuelles de la société populaire de Lille sur le gouvernement, les mettraient peut-être dans la nécessité d'en interrompre les séances, écrivent aujourd'hui que les terroristes qui la dominaient et qui comptaient sur un 25 prairial ont hâté cette mesure. Les représentans ont fait procéder le 22 à la clôture de cette société, et chargé l'accusateur public de poursuivre les provocateurs de révolte.

Une loi rendue le 19 prairial 1793 assurait aux auteurs et artistes la propriété de leurs ouvrages, par des lois répressives contre les contrefacteurs; mais les officiers de paix chargés de leur exécution n'existent plus. La Convention a décrété que les juges de paix et les commissaires de police rempliraient en cette partie les fonctions qui leur étaient attribuées.

Rewbell, au nom des quatre comités réunis, présente un nouveau plan général des finances. Il dit que les comités ont tiré un grand parti d'un mémoire du citoyen Morisse, et qu'ils ont cherché le moyen d'opérer un prompt et grand retirement d'assignats, sans secousse trop violente. En 1789, il y avait 2 milliards 700 millions tant en numéraire qu'en papier; il existe aujourd'hui 11 milliards d'assignats, et un peu plus d'un milliard en numéraire, ce qui porte la circula-

Digitized by Google

tion à 12 milliards. Il faut conclure de là que si le discrédit n'avait suivi que la quantité du signe, ce qui se payait 20 sous en 1789 ne devrait se payer aujourd'hui que 6 l.; car il n'y a que six fois plus de signes qu'en 1789. Il faut encore conclure que le discrédit qui résulte d'autres causes que celles de l'accroissement du signe, est tout entier l'œuvre de l'agiotage et de la malveillance.

Le rapporteur lit son projet de décret; en voici quelques dispositions :

1°. Il y aura une échelle proportionnelle pour les paiemens et les recettes, calculée sur le progrès de l'émission ou de la rentrée des assignats. Le premier terme de l'échelle sera à partir de l'époque où il n'y avait que deux milliards en circulation.

2°. Les paiemens augmenteront d'un quart en sus, à proportion d'une émission de 500 millions; ils diminueront pareillement d'un quart lorsque la masse de la circulation diminuera par la rentrée de 500 millions, ainsi de suite. Les sommes intermédiaires, émises ou rentrées, ne produiront ni augmentation ni diminution dans l'échelle proportionnelle.

3°. Les contributions indirectes et foncieres se paieront dans la même proportion.

4°. Les débiteurs de l'état seront admis à se libérer en assignats au pair dans le délai d'un mois, passé lequel, ils paieront dans la proportion de l'échelle : les débiteurs pour les biens nationaux auront quarante jours pour se libérer en assignats au pair. — Plusieurs autres dispositions de ce plan concernent les créanciers de la République et les contribuables. — On demande l'impression du projet de Rewbel.

Thibaut, au nom du comité des finances, expose que le nombre des employés dans les commissions, agences et administrations est si considérable que la France salarie plus de commis que l'Europe entiere. Dans la seule commission des approvisionnemens, il y a cinquante-deux divisions de bureaux qui contiennent 13073 commis; il est bien tems de mettre une reforme dans cette partie, et de rendre à l'agriculture, au commerce et aux arts une multitude de bras qui sont perdus pour eux, et presqu'inutiles dans les bureaux dont ils sont entassés, parce qu'ils ne sont pas exercés dans cette partie. Sur son rapport, la Convention décrete que les secrétaires-commis dans les commissions et agences seront réduits d'un tiers à compter du 1er. thermidor, et dans les adminstrations de départemens et de district, remis sur le pied où ils étaient au 1er. octobre 1791. Il n'y a d'exception que pour ceux que la vente des biens nationaux rendra nécessaires. Une partie des dispositions de ce décret établit des regles pour faire le triage de ces commis, et fixer leurs indemnités qui consistent

Digitized by Google

dans la totalité de leur traitement, le premier mois de leur retraite, et la moitié pour le second.

Doucet, au nom du comité de salut public, donne des nouvelles de la nouvelle guerre que nous sommes obligés de faire aux chouans. Déja l'on avait dissipé des attroupemens considérables dans les départemens de la Mayenne et du Morbihan; mais ces succès n'étaient que le prélude de la victoire complette que nous venons de remporter sur eux près de Vannes. Quinze cents chouans ont péri avec plusieurs de leurs chefs. Notre perte est presque nulle. (*Voyez* les Nouvelles officielles.)

Sur le rapport de ses comités réunis, l'Assemblée décrete que désormais les missions des représentans du peuple dans les départemens auront un objet limité, et qu'ils se conformeront aux instructions qu'ils recevront des comités de gouvernement. L'on entend les pétitionnaires.

Séance de décadi, 30 Prairial.

Moleraut, organe des comités de législation, salut public et sûreté générale, occupe l'Assemblée de la nécessité urgente de réprimer les assassinats qui se commettent dans plusieurs départemens. Les vengeances particulieres ont saisi le glaive qui n'aurait dû jamais sortir des mains de la justice. Partisans ou apologistes de ces assassinats, vous dites qu'il y a de grands crimes à punir dans les hommes de sang; qui, sans doute; mais en imitant leur conduite et pratiquant leur doctrine, vous en devenez les défenseurs. Vous ne voulez pas souffrir que le regne de la terreur se rétablisse, mais vous le continuez ce régime abominable, dès que vous ôtez aux tribunaux la fonction de punir. Laissez donc l'usage des poignards et de l'assassinat aux chevaliers de ce nom, aux Ronsin, Hébert, Chaumette, Chabot, Robespierre, Carrier, Dumas, Fouquier et leurs héritiers sanguinaires.

Le rapporteur présente le projet de décret suivant qui est adopté :

1°. L'homicide volontaire, qualifié de meurtre dans le code pénal, sera puni de mort.

2°. En cas de meurtre ou assassinat, les prévenus seront traduits, par les juges de paix ou officiers de police, et, à leur défaut, par les agens nationaux des communes, devant le tribunal criminel le plus voisin du lieu où le délit aura été commis.

3°. L'accusateur public poursuivra sans délai les prévenus.

4°. S'il pense qu'il n'y a pas lieu à accusation contre un prévenu, il ne pourra, de son chef, le renvoyer; mais il en référera au tribunal qui examinera et décidera s'il y a lieu à accusation.

5°. Les jurés prononceront à la pluralité des suffrages.

Digitized by Google

6°. Les jugemens portant condamnation seront exécutés sans recours au tribunal de cassation.

7°. Il est enjoint aux autorités constituées, à la force armée et à tous les bons citoyens de prêter main forte à l'exécution de ce décret.

8°. Les autorités civiles ou militaires, convaincues de négligence, seront destituées et déclarées incapables d'aucune fonction publique.

Personne, au nom des mêmes comités, dit que ce que la Convention vient de décréter est pour l'avenir, mais qu'il faut faire un retour sur le passé et punir les assassinats commis, parce que c'est l'impunité des délits qui en amene de nouveaux. Il propose de rechercher tous ceux qui sont accusés de vols, dilapidations, concussions, oppressions, prévarications, abus d'autorité, actes arbitraires et assassinats judiciaires, en remontant au 1er. septembre 1792. Les prévenus seraient traduits au tribunal criminel de chaque département qui jugerait sans recours à celui de cassation, et appliquerait les peines portées par le code pénal.

Cambacerès et Rewbell combattent ce projet, et reviennent sur celui de Moleraut qui est décrété. Ils trouvent qu'ils violent l'un et l'autre des formes conservatrices de l'innocence. Tallien se joint à eux et demande l'ajournement. Il craint qu'on ne poursuive ceux qui ont renversé la royauté sous prétexte d'abus d'autorité ou d'assassinats. La Convention rapporte son premier décret et renvoie les deux projets à un plus mûr examen des comités.

Fermond, au nom des mêmes comités, fait décréter des secours en faveur des habitans qui ne prendront aucune part à la nouvelle révolte des chouans, et des peines contre les chefs et leurs complices; les premiers seront punis de mort.

Séance de primedi, 1er. Messidor.

Plusieurs sections de Paris viennent offrir leurs canons, et demandent la suppression de leur compagnie de canonniers. Elles annoncent qu'elles vont les déposer dans le lieu indiqué par le comité militaire. Mention honorable, insertion au bulletin.

Lanjuinais, au nom du comité de législation, propose un projet de décret tendant à prolonger de deux mois le délai accordé aux peres et meres d'emigrés, par la loi du 9 floréal dernier, pour faire la déclaration de leurs biens, meubles et immeubles, à l'effet de procéder à la liquidation et au partage, pour que la nation retire la portion qui lui revient du chef des émigrés. Il demande aussi que les directoires de districts soient autorisés à leur donner provisoirement main-levée des séquestres et saisies, à la charge par eux de donner bonne et

Digitized by Google

suffisante caution pour tout ce qui peut sur les biens revenir à la République.

L'impression de ce projet est ordonnée, de même que la discussion après sa distribution.

Lanjuinais annonce qu'il fera le lendemain le rapport sur la loi du 17 nivôse, concernant les donations et successions.

Le même membre dit que l'administration du département de Paris s'est occupée, en exécution du décret de la Convention, du choix des églises dont l'usage doit être laissé aux citoyens, dans cette cité, pour l'exercice de leur culte, et qu'elle a reconnu la nécessité d'augmenter de trois le nombre de ces édifices fixé par le décret, pour les habitans des fauxbourgs. Il propose et la Convention décrete que les églises de Saint Thomas d'Aquin, St. Sulpice, St. Jacques-du-haut-pas, St. Etienne-du-mont, Notre-Dame, St. Médard, St. Roch, St. Eustache, St. Germain l'Auxerrois, St. Merry, St. Nicolas-des-champs, St. Gervais, St. Philippe-du-roule, St. Laurent et Ste. Marguerite seront destinées à l'exercice des cultes.

Chenier rappelle la perte que vient de faire l'humanité dans le célebre Dussaut, premier chirurgien de l'Hôtel-Dieu. Il fait l'éloge de ses talens et de ses vertus. Il termine en disant que Dussaut a consacré ses veilles et ses travaux aux indigens, a laissé sa gloire à sa famille, mais peu ou point de fortune. Il demande une pension de deux mille liv. pour sa veuve.

Un membre pense que cette famille est au-dessus du besoin, et que ce n'est pas le cas d'accorder une pension. Mathieu a répondu qu'il s'agit moins de l'indemniser de sa perte, que d'honorer la mémoire de Dussaut, que d'acquitter la France et l'humanité à qui il a rendu de grands services. La pension est accordée.

Quinau, organe de la commission des vingt-un, se présente à la tribune. Le président déclare que Lebon n'est pas à Paris, et que suivant la loi, il doit assister au rapport. Un membre observe que sa présence est nécessaire pour la discussion, et superflue pour entendre un rapport. Il demande la parole pour Quinau. Le rapporteur présente une longue série de crimes imputés à Joseph Lebon; une foule de témoignages et de pieces concourent à prouver chacune des imputations. C'est Arras, c'est Cambray qui furent le théâtre des sanglantes orgies de ce proconsul aussi cruel, mais plus lâche, plus libidineux que Carrier. Il avait établi dans ces deux communes des tribunaux révolutionnaires, dont il faisait incarcérer les membres quand ils ne servaient pas ses fureurs avec la plus stricte abnégation. Les jours d'exécution étaient pour lui des jours de fête: il parcourait les rues, la chemise décoletée, le sabre traînant, et criait: l'affaire est expédiée, vous les verrez passer par ici, ils vont

Digitized by Google

à l'échafaud. Après l'exécution, il allait dîner avec les juges, les jurés et l'exécuteur. Un jour il faisait subir interrogatoire à un jeune homme qu'on accusait de fanatisme : la mere de ce jeune homme, qui était présente, fondait en larmes : Lebon la somme de répondre à une question sur laquelle son fils n'avait pas donné assez d'éclaircissemens : cette malheureuse mere ne peut rien répondre. Lebon lui pose le pistolet sur la poitrine : Elle leve les yeux au ciel. *Voyez ces fanatiques*, s'écrie Lebon, *comme ils sont stupides; ils s'adressent toujours là, comme s'ils pouvaient en obtenir quelque chose.* Le jeune homme, la mere et ses deux filles expirerent sur l'échafaud.

Il publia un arrêté portant défense aux filles et femmes, sous peine d'incarcération, de se parer le dimanche : il arrêta en même-tems que l'on raserait les maisons des officiers municipaux qui ne tiendraient pas la main à l'exécution de sa volonté.

Une mere et sa fille sont amenées devant lui; on les accusait de correspondance avec des parens proscrits : il demande leurs porte-feuilles; elles hésitent : il se porte sur elles à coups de poing, à coups de bâton; il prend les porte-feuilles; il n'y trouve rien qui justifie ses soupçons : ce monstre fait déshabiller en sa présence la jeune fille : lui-même il la traîne en prison. Il la fit mettre en liberté le lendemain.

Se promenant un matin dans les rues d'Arras, il rencontre une jeune fille, et lui demande où elle va, — Qu'est-ce que ça vous fait? — La jeune fille ne savait pas qu'elle parlait à Joseph Lebon : sa réponse indisposa le proconsul : la jeune fille, son pere, sa mere, ses freres furent incarcérés le lendemain; tous furent condamnés à mort et exécutés.

Le rapporteur est souvent interrompu par des murmures d'indignation. On lui crie : c'est assez. Cependant il continue sa pénible tâche, et il conclut en déclarant que l'opinion de tous les membres de la commission des vingt-un est qu'il y a lieu à accusation contre Joseph Lebon.

La Convention ordonne que le rapport sera imprimé, distribué, et la discussion ouverte trois jours après.

Rewbell, au nom du comité de salut public : Les journaux ont annoncé, et les criers d'après eux, que le général Pichegru est mort au champ d'honneur devant Mayence, et que cette nouvelle, qui n'est malheureusement que trop certaine, est parvenue au comité de salut public. Je suis chargé de vous dire de sa part qu'il n'a point reçu une pareille nouvelle.

Digitized by Google

PARIS. *Quartidi, 4 Messidor, 3e. année de la République.*

Quelques papiers avaient répandu avant hier le bruit de la mort du général Pichegru devant Mayence, on citait même le témoignage des comités; cette nouvelle donnée sans aucun détail circonstancié, paraissait d'autant plus extraordinaire que les papiers les plus accrédités publiaient dans le même tems une suspension d'armes sur le Rhin entre les troupes ennemies et celles de la République. Les comités, dont on avait invoqué le témoignage, ont désavoué cette nouvelle qui a été imaginée sans doute par cet esprit de malveillance qui se plaît à semer de loin en loin des nouvelles affligeantes pour la République. Si l'on a voulu par-là faire l'essai du degré d'intérêt qu'inspire ce général aux amis de la liberté, certes il a dû convaincre les mal-intentionnés de l'estime qu'on lui porte par la douleur qu'ont ressentie les patriotes.

Le scélérat Denelle, l'empoisonneur et l'assassin de sa femme et de ses enfans, dont nous avons rapporté les crimes dans notre feuille, a été arrêté à l'Hôtel Dieu, où il était entré comme malade.

Une femme, dont il était connu, allait vers midi dans cet hospice pour y voir son mari malade. Elle voit un homme couché dans un lit voisin, qui prend des précautions pour n'être pas vu; la curiosité fait insister cette femme pour le reconnaître; il s'apperçoit bientôt que son secret est découvert; il supplie de ne pas le perdre, sa priere avait été entendue par un infirmier qui questionne la femme; elle déclare quel est le scélérat. On l'arrête, on le conduit dans la salle des fous, où il est mis aux fers, en attendant que la justice en ait disposé autrement.

Ce qu'il y a d'étonnant, c'est que ce malheureux n'a pas même changé de nom en se présentant à l'hospice.

Il a dit cette nuit, à ceux qui l'environnaient, qu'après avoir commis son crime, il avait fait différentes tentatives pour se détruire, qu'il avait mangé une omelette empoisonnée, qu'il avait pris de l'opium et quinze grains d'émétique.

Le tableau des horreurs commises par les ennemis de tout ordre, se charge et se rembrunit chaque jour, depuis les événemens de la glaciere d'Avignon, jusqu'aux journées des 1er. et 2 prairial. On vient de publier la liste sanglante des victimes immolées dans les massacres de septembre. En voici

Digitized by Google

l'état, tel qu'il fut dressé par le comité de surveillance de la commune du 10 août.

A l'Abbaye, sur 284 prisonniers, 156 d'égorgés ; 36 péris dans le fond des cachots.

A Bicêtre, sur 450, 160 égorgés.

Au Châtelet, sur 269, 217 égorgés.

A la Conciergerie, sur 508, 73 égorgés, et 233 oubliés et péris dans les cachots et bas-fonds.

A la Force, sur 518, 169 égorgés.

A la Salpêtrière, sur 270 femmes, 35 d'égorgées ; les filles furent emmenées.

Au séminaire Saint-Firmin, sur 91 prêtres, 76 égorgés.

Aux Carmes, sur 150 prêtres, 120 égorgés.

Aux Galériens, sur 76, 73 égorgés.

Total des victimes, 1143.

On mande du Havre que le capitaine Soren-Nielfe-Ber-Hergaard, commandant le sloop danois, l'*Ebenezer*, venant d'Altona, arrivé le 22 en cette ville, rapporte que, le 7 mai, il a rencontré, proche Douvres, une frégate anglaise, qui a visité ses papiers, et après examen, il a été conduit aux Dunes, où l'amiral a donné ordre de le conduire à Douvres, où il est arrivé le 9 dudit mois ; on lui fit décharger sa cargaison, consistant en 160 barils de riz et 20 fûts amidon ; après quoi on lui a délivré un passe-port pour se rendre où il le jugerait à propos.

Il ne lui a été rien payé pour ses marchandises, frêt et retard. Il a fait toutes les protestations nécessaires.

Il est reparti de Douvres le 5 juin ; il a vu emmener à Douvres cinq navires danois et trois américains, chargés de comestibles.

Le capitaine du navire américain la *Polly*, venant de Savanah, a rapporté avoir rencontré, le 19 mai, une frégate anglaise vingt lieues dans l'ouest d'Ouessant. Après avoir examiné ses papiers, elle l'a laissé continuer son voyage. Il a su que cette frégate avait arrêté et conduit en Angleterre un navire anglo-américain, chargé de provisions pour Bordeaux. Il a aussi rencontré, le 1er. juin, sept vaisseaux de ligne anglais suivant route à l'ouest.

On écrit de Calais qu'un navire américain, chargé de blé pour la France, a été pris par un lougre anglais, qui l'a conduit à Douvres, où l'on a fait décharger son blé, qui lui a été payé. Il a été ensuite renvoyé avec quelques sacs d'avoine qui étaient à fond de cale, et dont on n'a pas jugé à propos de s'emparer.

Le capitaine Stephen Spargne, du navire américain le *Francklin*, rapporte avoir été visité le 4 juin, à la vue d'Oues-

Digitized by Google

saut, par une frégate anglaise, qui avait repris un navire portugais, pris quelques jours auparavant par les Français.

On assure que le comité de salut public vient d'ouvrir des négociations avec l'Espagne pour l'échange de la fille de Louis XVI. Un agent de la cour de Madrid, le marquis d'Yranda, est maintenant à Saint-Sébastien. L'objet apparent de son voyage a été de réclamer les biens qu'il possede dans la Guipuscoa et dans le département des Basses-Pyrénées. Le représentant du peuple Millaud, auquel il s'est adressé, a satisfait d'abord à la justice de sa demande. On ajoute que dans la suite de leurs conférences, il a beaucoup été question de paix.

COMMISSION MILITAIRE.

Séance du 29 prairial.

A midi et demi, la commission a condamné à la peine de mort Romme, Duquesnoy, Duroy, Bourbotte, Soubrany et Goujon, attendu qu'ils sont convaincus de s'être montrés les auteurs, fauteurs et complices des affreux événemens qui ont eu lieu le 1er. prairial, d'avoir conspiré contre la république, provoqué la dissolution de la représentation nationale, l'assassinat de ses membres, *etc.*

A l'égard de Peyssard, attendu qu'il n'a pas employé le même caractere de rébellion, mais qu'il est convaincu, même de son propre aveu, d'avoir proposé le renouvellement des autorités constituées, réorganisées depuis le 9 thermidor, *etc.*; la commission l'a condamné à la déportation.

Quant à Forestier, comme rien ne prouve qu'il ait pris une part active aux événemens du 1er. prairial et jours suivans, qu'il est cependant prévenu de faits antérieurs au 12 germinal et au 1er. prairial.

La commission a ordonné qu'il sera conduit dans la maison d'arrêt, et y demeurera sous la surveillance du comité de sûreté générale, pour prendre à son égard le parti qu'il croira convenable.

Après le prononcé du jugement, Goujon a dit : Voici mon portrait que je vous prie de faire remettre à ma femme.

Duquesnoy : Je vous charge de cette lettre; elle contient mes adieux à mes amis et à ma femme. Je desire que mon sang soit le dernier sang innocent qui coule; puisse-t-il consolider la République ! vive la République !

Bourbotte : Les ennemis de la liberté ont seuls demandé mon sang. Mon dernier vœu, mon dernier soupir seront pour ma patrie.

Digitized by Google

Les condamnés ont remis sur le bureau leurs porte-feuilles, une lettre, une carte de député, *etc.*, *etc.*

Aussi-tôt que les condamnés à mort ont été conduits dans la prison, un officier de gendarmerie a apporté un couteau avec lequel on a dit que Bourbotte s'était suicidé.

On a ensuite annoncé qu'il y en avait cinq qui s'étaient enfoncés des couteaux dans le sein; on a encore apporté un couteau et une paire de ciseaux.

Le président a donné lecture de l'ordre que la commission avait donné par écrit au commandant, de fouiller hier soir et ce matin les accusés, de leur ôter leurs couteaux, ciseaux et autres instrumens tranchans, de fouiller même dans leurs lits. On croit que les couteaux et ciseaux étaient dans la doublure de leurs habits.

Le commandant du poste a été à l'instant arrêté. Le comité de sûreté générale a été instruit de cet événement.

Duroy, Bourbotte et Soubrany ont été mis sur la charette à une heure.

Duroy disait dans la cour: Voilà les assassins qui jouissent de leur ouvrage. Que je suis malheureux de m'être manqué! Ces mains-là étaient-elles faites pour être liées par un bourreau!.....

Jouissez, messieurs les aristocrates.... Il s'est répandu en injures envers plusieurs personnes qui étaient dans la cour.

Soubrany disait: Laissez-moi mourir.

Ces trois derniers ont subi leur jugement sur la place de la Révolution.

Détails sur la guerre des Chouans.

On mande de Rennes, le 22 prairial, que le général de brigade Josnet informe que les chouans se renforçaient, contre la foi des traités, aux châteaux de Grand-Champ et de Penhoël, et que leurs rassemblemens au centre de Morbihan avaient pour objet de continuer leurs hostilités et de surprendre les troupes républicaines, s'est avancé contr'eux sur trois colonnes.

Celle de gauche était commandée par le citoyen Guerin, chef d'escadron de gendarmerie; celle de droite par le citoyen Bardin, adjoint aux adjudans-généraux; la colonne du centre par le citoyen Bonte, chef du premier bataillon de la douzième demi brigade.

Cette petite armée étant arrivée, le 8 à trois heures du matin, à Grand-Champ, a trouvé deux mille chouans disposés à se défendre.

L'affaire s'est engagée et a duré deux heures et demie;

Digitized by Google

l'avantage est resté aux troupes républicaines, qui n'ont perdu que deux hommes dans cette rencontre, quoiqu'ils aient fait mordre la poussière à plus de trois cents brigands.

Le comte Desils, général royaliste de tout le Morbihan et Jean Grand, chef du même parti pour le district du Faouet, ont été reconnus parmi les morts.

Dans le même moment, le citoyen Mersey, adjoint, commandait l'attaque de Penhoël. Vainqueur aussi de son côté, il a mis en déroute les chouans qui s'étaient attroupés dans ce repaire, et a eu la satisfaction de délivrer quarante-cinq prisonniers, habitans patriotes ou soldats dont on avait juré la mort.

Le 11, un autre rassemblement armé et très-nombreux, s'étant formé à Plaudren, avait résolu l'établissement d'un camp à Saint-Billy.

Instruit de ce projet, le général Josnet marche contr'eux, à la tête de trois cents grenadiers et de cent carabiniers belges.

Les brigands étaient embusqués dans les bois; on les attaque avec impétuosité; trois fois ils sont battus, trois fois, ils se rallient; enfin la bayonnette républicaine agit et décide la victoire. Deux cents royalistes ont péri dans cette seconde affaire, et nous n'avons pas eu un seul homme tué ni blessé.

Le général, en rendant compte de ces deux événemens, annonce qu'il se prépare à de nouveaux. Il fait le plus grand éloge des officiers et soldats dont la valeur a déterminé la gloire de ces deux journées, et qui ont eu pour témoins de leur conduite vraiment républicaine, les commissaires civils qui les accompagnoient dans cette expédition.

Le 20 du mois dernier, cinq frégates anglaises, auxquelles se sont joints quatre ou cinq bâtimens de moindre force, venant de Jersey, ont attaqué un de nos convois chargé de charbon de terre et de cuivre, qui sortait de Cherbourg, et qui n'était protégé que par deux chaloupes canonnières. Une d'elles, commandée par le capitaine Bosler, a eu la hardiesse de tenter l'abordage; mais elle n'a pu y réussir.

Pendant plus de 4 heures, la petite batterie de Surtainville, armée de deux pièces de 24, et de deux chaloupes canonnières, n'ayant chacune qu'un canon de même calibre, ont répondu au feu de près de 300 pièces de canon, dont une partie était de 36 livres de balle.

Vers Sablé, un détachement de cent hommes, composé de volontaires des Ardennes et du 44e. régiment, ayant été insidieusement attaqué par des chouans, s'est battu avec le plus grand courage, et est parvenu à repousser les assaillans.

Le capitaine Granger, des Ardennes, quoique blessé de deux coups de feu, et le lieutenant Cajole, aussi grièvement atteint, ont constamment gardé leur poste.

Digitized by Google

Tous les jours on acquiert de nouvelles preuves sur les projets perfides de nos féroces ennemis.

Des lettres trouvées dans les papiers de Comartin, offrent, d'après l'ensemble des indications, le plan bien combiné d'une trahison qui devait rendre les républicains victimes de leur bonne foi et de la loyauté de leurs sentimens.

Il paraît que l'Angleterre, d'accord avec les chefs rebelles, s'occupait des moyens de venir les seconder, en faisant, sur plusieurs points de nos côtes maritimes, des tentatives qui auraient réussi à l'aide des secours que ceux-ci devaient lui ménager au premier moment où la flotte se serait montrée dans nos parages. Heureusement que le ciel vengeur des parjures, a découvert la trame criminelle qu'ils méditaient dans l'ombre du mystere, la ruine de la liberté.

On s'attendait que l'arrestation des chefs coupables produirait, dans les départemens insorgés, l'explosion de la vengeance : c'est ce qui a eu lieu le 7 floréal.

Toutes les routes interceptées ont empêché le départ des couriers et des voitures publiques, jusqu'à ce que les communications fussent assurées.

Déja des mesures sont prises contre des rassemblemens armés; elles seront vigoureuses et fermes, si ces bandes de brigands se refusent à l'exécution des articles du traité de paix conclu à la Mabilais.

Suite de l'extrait d'une lettre curieuse d'un chef des chouans, datée du 19 mai, et adressée à un représentant.

» On ne vous a exprimé dans les plaintes de désertion, que notre désir de recueillir les déserteurs; mais je ne fais aucun doute qu'un tiers de votre armée ne s'unit à nous. Indépendamment de l'abondance qui regne parmi nous, de l'espèce de guerre que nous faisons, le soldat aime le merveilleux; pour lui comme pour l'Europe, c'est un prodige que d'avoir vu une poignée d'hommes arrêter, triompher des vainqueurs de l'Europe entiere; ne soyez donc pas sans inquiétude sur la guerre, si elle recommence, et craignez que votre nouvelle constitution n'irrite le peuple jusqu'à méconnaître ses chefs, s'ils résistaient à son opinion. Je vous propose des difficultés, e je ne me déguise pas, moi, que dans Paris, vous pouvez aussi courir quelques risques en parlant d'un chef, sous quelque dénomination que ce soit.

» J'oserai donc vous proposer un moyen dont je crois le résultat immanquable, s'il n'y a pas de danger que mon ignorance sur la situation actuelle de la France ne me permet pas de découvrir. Il importe qu'à l'anarchie, à la versatilité des lois et du gouvernement, on substitue une constitution active et marchante. Paraissez craindre de décider vous-mêmes de

Digitized by Google

l'espèce de gouvernement qui convient le mieux au peuple ; paraissez lui soumettre à-la-fois les quatre régimes dont il en a déjà éprouvé trois. Vous serez bien maîtres de fixer son opinion, quand il croira ne suivre que la sienne.

» Qu'il choisisse dans ses assemblées primaires entre le régime ancien, qu'à-coup-sûr il rejettera, entre la constitution de 1791, le régime exécrable de 1793, et celui que vous lui proposerez : quoiqu'au fond de mon cœur je désire un roi, pour qui j'ai versé mon sang, si ce titre est devenu odieux aux Français, en gémissant de ce changement, je me garderai bien de heurter l'opinion publique. Le plus grand bien à faire aux hommes est de détruire toute semence de division, d'éloigner toute cause de verser le sang entre citoyens.

» Eh bien ! s'il le faut, abolissez la royauté, mais concentrez le pouvoir exécutif dans les mains d'un seul inamovible, héréditaire, inviolable, à qui il soit aussi impossible que la nation nuise, qu'il le serait que lui seul nuisît à la nation ; que les agens soient bien responsables, non sur des mots vagues et toujours éludés, mais dans des cas prévus et spécifiés. Donnez à ce pouvoir exécutif tel nom que vous voudrez, pourvu que ce n'en soit pas déjà de connus. Les anti-royalistes ne verront que l'abolition de la royauté dans la création nouvelle, tandis que les autres se livreront à l'espérance que des tems plus favorables ressusciteront le titre qu'ils préfèrent. La génération passera, et si la constitution est bonne, le gouvernement restera tel que vous l'aurez créé, sans que rien y soit changé, car on sera heureux.

» Voilà une partie de mes rêves, monsieur, ce sont aussi ceux d'un homme de bien qui forme un souhait profond pour le bonheur de sa patrie. Puisse-t-elle être heureuse et que j'expire ce soir, *etc.* »

ANNONCE.

De l'Esprit de la Constitution qui convient à la France, et examen de celle de 93, avec cette épigraphe : « La liberté publique et individuelle ne peut exister sans une garantie suffisante et réciproque des droits des gouvernés et des fonctions des gouvernans, et sans l'accord le plus intime de l'esprit de la constitution et de celui de la législation. » *Par J. J. Lenoir de la Roche.* 1 vol. *in*-8°. Prix, 8 liv., et 9 liv. franc de port par la poste. A Paris, chez *Agasse*, rue des Poitevins, n°. 18.

Digitized by Google

(N°. 56.)

MERCURE FRANÇAIS.

DÉCADI 10 MESSIDOR, *l'an troisieme de la République.*
(*Dimanche 28 Juin* 1795, vieux style.)

POÉSIE.

LE TÉLÉGRAPHE DE L'HYMEN.

LE MARI.

La gloire m'enchaîne à des lieux
Trop éloignés de tes beaux yeux,
C'est ce qui me désole.
Mais quand mon bras répand l'effroi,
Mon cœur revole auprès de toi,
C'est ce qui me console.

L'ÉPOUSE.

Je t'embrasse dans mon sommeil;
Mon bonheur fuit à mon réveil,
C'est ce qui me désole.
Mon pinceau charme mes ennuis;
Sous ma main je te reproduis,
C'est ce qui me console.

LE MARI.

Des lauriers communs d'Actéon
Peut-être charges-tu mon front,
C'est ce qui me désole.
Mais, sur la foi de tes sermens,
Je crois que tu vis sans amans,
C'est ce qui me console.

Digitized by Google

L'ÉPOUSE.

Orgueilleuse de dominer,
L'Espagnole veut t'enchaîner,
C'est ce qui me désole.
Mais tu chéris la liberté,
Et tu hais l'infidélité,
C'est ce qui me console.

LE MARI.

L'ennemi vient, courons à lui;
Je ne t'écris plus d'aujourd'hui,
C'est ce qui me désole.
Mars, souvent vaincu par l'Amour,
Doit aussi le vaincre à son tour,
C'est ce qui me console.

L'ÉPOUSE.

Reviens un instant dans mes bras....
Il fuit, et ne m'écoute pas!
C'est ce qui me désole.
Mais la patrie est en danger;
C'est d'un héros de la venger,
C'est ce qui me console.

LE MARI.

Du combat j'arrive vainqueur,
Et je suis blessé par malheur,
C'est ce qui me désole.
Je boite un peu, mais ce n'est rien;
La République marche bien,
C'est ce qui me console.

L'ÉPOUSE.

Qu'entends-je? le sort des combats
A flétri tes mâles appas,
C'est ce qui me désole.
Si ton corps est cicatrisé,
Ton nom est immortalisé,
C'est ce qui me console.

Par le citoyen FERRAND, *de la section du Luxembourg.*

Digitized by Google

LÉGISLATION POLITIQUE.

De l'Esprit de la Constitution qui convient à la France, et examen de celle de 93; avec cette épigraphe. « La liberté publique et individuelle ne peut exister sans une garantie suffisante et réciproque des droits des gouvernés et des fonctions des gouvernans, et sans l'accord le plus intime de l'esprit de la constitution et de celui de la législation. » Par *J. J. Lenoir-Laroche. Un volume* in-8°. *Prix* 8 *liv.*, *et* 9 *liv. franc de port par la poste. A Paris, chez Agasse, rue des Poitevins*, n°. 18.

La premiere partie de cet ouvrage est consacrée à l'examen de la constitution de 93. On sait comment, par qui, et dans quelles circonstances elle fut si brusquement improvisée. Quoiqu'elle soit depuis long-tems jugée par ceux qui ont calculé les longues erreurs de la révolution, il est encore pour un grand nombre d'esprits, tant de préjugés à détruire, l'exagération des principes a produit un si grand déplacement dans les idées politiques, que l'auteur a cru qu'il n'était pas inutile de soumettre cette constitution à une analyse sévere. Il sera difficile, après avoir lu ce qu'il en dit, d'oser parler encore de cette œuvre de faction, d'erreur et de crime, où l'insurrection est érigée en principe, où l'on ne trouve qu'un mélange de gouvernement démocratique et de gouvernement représentatif tel qu'il n'y a véritablement ni démocratie, ni représentation, et qui ne présente aucune espece de garantie ni pour la liberté publique, ni pour le corps législatif, ni pour le gouvernement.

C'est dans la seconde partie que l'auteur traite de l'esprit de la constitution qui convient à la France. Il jette d'abord un coup-d'œil sur les causes qui ont empêché l'établissement d'une bonne constitution; il les réduit à trois : le royalisme qui veut tout ramener à l'autorité d'un seul, ou absolue, ou constitutionnelle; l'esprit d'abstraction qui veut tout régler par les principes d'une théorie rigoureuse; l'esprit de démagogie qui veut tout confier à la puissance aveugle et précipitée de la multitude. Il pense que parmi ceux qu'on appelle royalistes il en est beaucoup qui, trompés par le sentiment

Digitized by Google

qu'ils ont éprouvé à la vue des folies et des désordres qui ont souillé la révolution, prennent pour des idées de royauté, ce qui n'est au fond que le desir et le besoin d'un gouvernement juste et bien ordonné. « Donnez-leur, dit-il, une constitution qui leur assure le repos, la sûreté, la propriété; faites-les jouir d'un gouvernement où l'arbitraire disparaisse devant la loi; et croyez que le jour où tous les Français connaîtront sous quelles regles ils doivent vivre, et pourront en apprécier la bonté, sera celui qui verra s'amoindrir le nombre des royalistes. » La profession de foi de l'auteur n'est pas équivoque sur la royauté; il regarde avec raison son rétablissement comme une des plus grandes calamités de son pays, et comme le signal d'une guerre civile dont il serait impossible de calculer les suites effrayantes; mais il est rassuré par l'impossibilité dans laquelle la France s'est mise de revenir sur ses pas.

« Tout est changé, dit-il, l'esprit national n'est plus le même; l'éclat du trône, l'illusion du pouvoir monarchique, ce prestige imposant qui l'environne et le soutient, et qui agit plus sur les idées morales que la réalité même du pouvoir, tout cela a disparu. La haine que l'on porte aux ordres, aux castes privilégiées, le souvenir récent des maux qu'ils ont faits, la crainte de les voir renaître plus terribles encore, le sentiment de l'indépendance et de la liberté qui ne peut s'effacer si promptement, lors même qu'il n'est encore qu'une opinion confuse; le triomphe de nos armées qui n'ont vaincu que pour la République, un grand nombre de fortunes particulieres liées à l'état actuel des choses, un mouvement imprimé aux esprits par six ans de révolution, et qui a acquis plus de force en raison de sa pente et de sa vîtesse : voilà autant de barrieres qui s'élevent entre le passé et le présent, et qui doivent fixer la France à l'état républicain; car un grand peuple qui change son gouvernement peut prendre dans la suite d'autres idées, mais il ne revient pas inopinément à celles qu'il a détruites. »

L'auteur recherche ensuite quel est le but et les fondemens de toute constitution, et cette recherche le conduit à l'examen des droits individuels et des droits du corps social. Les droits des individus se réduisent à ces trois mots; liberté, sûreté, propriété; car l'égalité même n'est qu'une conséquence de la liberté. Mais pour prévenir l'abus que l'on a fait si souvent des mots

Digitized by Google

liberté et *égalité*, l'auteur s'attache à les bien définir. Il considere la liberté *naturelle*, la liberté *civile*, la liberté *politique*. Il fait voir que la source de toutes les erreurs est venue de ce que l'on a confondu l'égalité *naturelle* avec l'égalité *civile* et *politique*, et l'égalité de *droits* avec l'égalité de *moyens*. Il place dans la *souveraineté* le principe de tous les droits du corps social; delà la formation de la puissance *législative*, de la puissance *exécutrice* et de l'action du gouvernement, des fonctions *judiciaires*, et de tous les ressorts de l'organisation civile et politique; il en conclut que l'objet de toute constitution est d'assurer aux individus, comme au corps social, la jouissance de leurs droits respectifs.

Passant ensuite à la nature du gouvernement qui convient à la France, il prouve par sa situation civile, morale et politique, que ce ne peut être un gouvernement democratique. « On a voulu, dit-il, faire une monarchie mixte lors de la revision de 91, et il n'y avait déja plus ni monarchie, ni monarque; on a voulu faire une démocratie en 93, et il n'y avait pas même encore une république. La monarchie pouvait convenir à l'ouverture des états-généraux; elle ne convenait déja plus à la fin de l'assemblée constituante; elle conviendrait bien moins aujourd'hui. » L'auteur prouve que la République *représentative* est le seul gouvernement dont la France soit susceptible. Or, il est de l'essence de ce gouvernement, 1°. que le peuple ne puisse rien retenir de l'exercice des pouvoirs qu'il est obligé de déléguer; la délégation du pouvoir législatif doit donc être pure, simple et sans restriction; 2°. que les délégués ne soient ni des *porteurs de votes*, ni des *mandataires* tenus de rendre compte de leurs mandats; la délégation doit donc être entiere, absolue, sans condition et irrévocable; 3°. que le corps législatif soit indépendant et inviolable. S'il est de la nature du gouvernement représentatif que le peuple distribue à des délégués les différentes branches de l'exercice de la souveraineté, ce serait un dépôt dangereux pour la liberté particuliere et pour la liberté publique, si cette distribution de pouvoirs et de fonctions n'était combinée et organisée de maniere à assurer le jeu de la machine politique, sans affaiblir aucun de ses ressorts, et sans nuire aux droits et aux rapports réciproques entre les gouvernés et les gouvernans.

La premiere base de l'organisation des pouvoirs ou

Digitized by Google

fonctions politiques, est dans le droit de suffrage ou dans les élections. L'auteur le considere sous le rapport de ceux qui élisent, sous le rapport de ceux qui peuvent être élus, et sous celui des formes de l'élection. Il pense que tous les citoyens indistinctement, à l'exception des mendians et vagabons, doivent voter dans les assemblées primaires, pourvu qu'ils soient domiciliés et majeurs; mais la société pour l'intérêt de tous peut et doit imposer des conditions d'éligibilité. Il ne croit pas que l'on puisse se passer de corps électoraux. « La fonction de choisir de bons législateurs et de bons magistrats, dit-il, exige, 1°. la connaissance des qualités intellectuelles et morales que chacun d'eux doit apporter dans l'ordre de sa gestion; 2°. le talent de discerner ces qualités dans les hommes, talent qui suppose assez de rapports habituels avec eux pour bien observer, et assez de sagacité pour bien juger; 3°. Une droiture et un désintéressement tels, que les choix soient à l'abri de l'intrigue et de la corruption. » Or, le peuple ne trouvera pas constamment en lui-même ces trois instrumens. Les choix faits par des électeurs lui paraissent donc plus sages, plus réfléchis, moins susceptibles de cabales et de précipitation, que s'ils émanaient directement des assemblées primaires, nécessairement plus tumultueuses, plus près des intrigues, plus disposées à l'enthousiasme, et moins à portée de bien juger de la moralité et des lumières des candidats.

Il établit une échelle de conditions, suivant les différens genres d'éligibilité. La principale est celle de la propriété. Mais ne doit-on regarder comme telle que la propriété territoriale? L'auteur ne le pense pas. D'abord chaque homme apporte dans la société sa personne et toutes les facultés attachées à sa nature d'homme. Voilà la premiere mise; elle est commune à tous. L'emploi des facultés individuelles s'appliquant, ou à la culture des terres, ou aux différentes espèces d'industrie qui naissent de la reproduction et des besoins de la société, il en résulte deux sortes de propriété, l'une *fonciere* ou *immobiliaire*, l'autre *industrielle* ou *mobiliaire*. La premiere occupe sans doute le premier rang; mais la seconde ne doit point être considérée comme nulle dans l'admission à l'exercice des droits politiques, soit parce que ce serait écarter une classe trop nombreuse, soit parce que la garantie qui résulte de l'intérêt à la chose publique se trouve à un bien plus haut degré, par exemple, dans une valeur commerciale ou industrielle de cent

Digitized by Google

mille écus, que dans la possession d'un champ de 500 l. Les constitutions américaines ont été moins rigoureuses, quoique faites par un peuple colon; elles n'ont point exclu les propriétés *mobiliaires* et *imposables*; seulement elles ont exigé pour celles-ci une plus forte quotité. L'auteur pense donc que c'est dans un heureux mélange des deux classes de propriétaires que se combinent et se balancent les différens genres d'intérêt à la conservation et à l'administration de la République.

Ainsi, pour être éligible au corps électoral il exige une certaine contribution immobiliaire ou mobiliaire, une autre pour être éligible aux fonctions administratives, judiciaires, et une autre pour être membre de corps législatif ou dépositaire des fonctions exécutives, dans une progression plus forte, et qu'il serait aisé de déterminer.

Quant à l'organisation du *corps législatif*, l'auteur combat également, et le projet de le diviser en deux sections qui se réuniraient en cas d'opposition pour former un résultat commun, et le système d'une chambre qui proposerait les lois, et d'une autre qui les adopterait ou les rejetterait. Il y trouve cet inconvénient que la première ne serait qu'un comité de travail, et que la véritable puissance législative résiderait dans la seconde. Or, celle-ci serait *une* pour les résolutions, et c'est précisément cette *unité* qui lui paraît dangereuse. Il craint que l'opinion ne mette à la longue une différence entre ces deux chambres; de là les jalousies et leurs suites déplorables. La chambre de préparation qui verrait souvent ses projets rejettés, pourrait chercher à se faire un parti contre la chambre de résolution; et si dans des circonstances qui mettent en jeu tous les intérêts et toutes les passions, la nation venait à se partager, il en résulterait des secousses qui ébranleraient le corps politique et ramèneraient ces époques affreuses de révolutions dont il importe de prévenir le retour.

L'auteur trouve plus analogue à l'égalité politique et à la nature d'une république représentative, de diviser le corps législatif en deux branches composées d'élémens égaux, soumises aux mêmes conditions d'éligibilité, dans chacune desquelles les projets de loi pourraient prendre naissance, et qui auraient l'une à l'égard de l'autre un droit négatif réciproque; par là les rivalités et les jalousies disparaîtraient; si l'une des deux branches refuse son adhésion, il n'y a point de résultat, ou le

Digitized by Google

projet est ajourné. Si elle consent, le vœu de la législature est exprimé ; il y a un résultat certain.

Ici, il examine s'il ne serait pas de l'intérêt social d'ajouter une troisieme garantie à la formation de la loi, en accordant au pouvoir exécutif une part à la législation, c'est-à-dire le droit de faire des observations sur les projets de loi passés dans les deux chambres. Il balance les inconvéniens et les avantages de cette troisieme garantie, et penche pour son adoption. Il lui semble que s'il arrivait que les deux chambres fussent entraînées par un même esprit dans une erreur commune, il serait bon de trouver encore un surveillant qui pût servir de modérateur au corps législatif, sans établir avec lui d'autre lutte que celle de la sagesse et de la raison ; car si après l'examen des motifs du pouvoir exécutif, les deux chambres persistaient dans leurs résolutions à une majorité des deux tiers ou des trois quarts de voix, le pouvoir exécutif serait obligé d'y acquiescer. Alors il y aurait une forte présomption que la loi serait jugée bonne ; c'est cette présomption dont la société a besoin de s'assurer par tous les moyens que la prudence peut suggérer. L'auteur a encore pour appui les constitutions d'Amérique qui n'ont pas balancé à attribuer au magistrat chargé des fonctions exécutives la faculté de consentir ou de suspendre pour un tems les projets de loi. Il semble en effet que le dépositaire du pouvoir exécutif, dont les connaissances se sont fortifiées par l'expérience et la pratique que donne l'administration d'un vaste état, peut découvrir dans un projet de loi des causes d'inexécution qui auraient échappé à l'esprit de théorie qui l'aurait produit.

Pour être admis dans l'une ou l'autre chambre du corps législatif, il faudrait, selon l'auteur, 1°. avoir les qualités qui constituent le citoyen français ; 2°. un domicile de cinq ans, sauf les cas de mission pour affaires de la République, ou pour cause de commerce ; 3°. l'âge de 30 ans accomplis ; 4°. une propriété fonciere ou mobiliaire imposable à une quotité plus forte que celle exigée pour être électeur, juge, ou autre fonctionnaire ; 5°. n'être employé dans aucune armée active occupée à combattre les ennemis de l'état ; 6°. il établit une exception en faveur de ceux qui auront rempli quelque fonction publique ; ils seront dispensés de la condition d'une aussi forte quotité de propriété.

Le corps législatif sera renouvellé en entier tous

Digitized by Google

les deux ans ; mais les membres pourront être réélus.

En parlant de l'indépendance et de la garantie du corps législatif, il veut qu'on interdise toute espece d'approbations ou improbations de la part du public, et que chaque chambre fasse évacuer les tribunes quand elle se formera en comité secret. Il fait sentir l'inutilité ou les dangers d'une force départementale, et ne pense pas que le corps législatif doive exercer l'autorité municipale et la haute police dans la ville où il réside.

Dans une république vaste, déchirée pendant longtems par des dissentions civiles, il faut que la puissance exécutrice joigne à une grande force une extrême célérité. Pour cela elle doit être confiée à un seul magistrat. Tout corps qui délibere ne vaut rien pour agir. Un conseil n'est qu'un être collectif et moral que l'on n'apperçoit que dans son ensemble, et que l'on ne retrouve plus que dans les parties séparées. Les hommes sont plus frappés par les objets sensibles que par les abstractions, et l'on ne croira pas avoir de puissance exécutrice quand elle ne sera pas personnifiée.

Les fonctions du pouvoir exécutif doivent être positivement déterminées ; mais elles doivent être indépendantes. Il n'y aura jamais de gouvernement si celui qui en est dépositaire n'est pas à l'abri de la crainte, de la faiblesse, et de toute espece de condescendance et d'assujettissement dans l'ordre de ses fonctions. A Athenes, les Archontes jouissaient de l'indépendance la plus entiere tant qu'ils étaient en exercice ; mais en sortant de place leur conduite était soumise à un examen sévere, et ils devenaient alors responsables. On connaît la puissance dont les consuls étaient revêtus à Rome.

Le magistrat exécutif doit être environné d'un grand éclat et d'une puissance d'opinion qui augmente son autorité en le dispensant d'y recourir. Il représente, dans l'action habituelle et visible du gouvernement, toute la majorité des lois ; et il doit soutenir dans les relations extérieures la dignité d'un peuple destiné à occuper le premier rang parmi les peuples de l'Europe.

Il peut arriver que le corps législatif s'ajourne, et que des événemens imprévus exigent des mesures subites qui tiennent à la législation. Il conviendrait donc que le pouvoir exécutif eût la faculté de faire des réglemens provisoires qui n'auraient de durée que jusqu'au moment de la réunion du corps législatif.

D'après cette théorie dont on n'indique ici que l'ap-

Digitized by Google

perçu, voici à peu près comment l'auteur de cet ouvrage organise le pouvoir exécutif.

L'action du gouvernement est confiée à un *gouverneur*. — Il y aura un sous-gouverneur pour le suppléer dans les cas indiqués. — Ni l'un ni l'autre ne seront nommés par le corps législatif, mais élus par une assemblée formée de deux membres tirés de chaque assemblée électorale des départemens qui se réuniraient à un centre commun. — La fonction de gouverneur ne dure que quatre ans, il ne peut être réélu qu'après quatre autres. Le sous-gouverneur est susceptible d'être élu gouverneur. — Le gouverneur peut faire des observations sur les projets de loi, et les suspendre momentanément en les renvoyant à un plus ample examen, mais si le corps législatif insiste après une revision, le gouverneur exécute. — Il ne pourra en aucun tems être responsable du refus suspensif donné à une loi, ni être accusé par une chambre et jugé par l'autre; mais en sortant de place il rendra compte de sa conduite et de son administration à un grand jury national. — Dans le cas de haute trahison, prévarication majeure, complot contre la sûreté de l'état, ou violation de la constitution, il serait destitué par le corps électoral qui l'aurait nommé, et mis en jugement devant le grand jury. — Il ne pourrait jamais commander en personne, ni les armées de terre, ni les armées navales, et n'aurait aucune administration des deniers publics. — Il nommerait tous les ministres, agens généraux et particuliers, soit dans l'intérieur, soit à l'extérieur, etc.

L'auteur trace quelques traits du caractere et des qualités que devrait réunir celui qui serait chargé des fonctions exécutives. Il faudrait qu'à une grande fermeté de caractère, à une sagesse acquise par l'expérience des affaires et des hommes, il joignît cet esprit conciliateur qui tempere les passions, assoupit les haines, et sait rallier tous les intérêts à l'intérêt commun de la liberté, de la justice et de l'ordre; que son nom n'eût été attaché à aucun de ces partis qui ont déchiré la République et laissé dans les cœurs des ressentimens ou des doutes; qu'il eût traversé la révolution sans s'être souillé de ses erreurs, ni fait soupçonner d'ambition et d'intrigues particulieres; qu'il eût rendu des services assez essentiels à la République pour mériter une grande estime, sans avoir appellé sur lui des regards inquiets et jaloux; que dans l'ordre de ses connaissances il ne fût étranger

Digitized by Google

ni aux relations extérieures, dont la science concourt à maintenir la paix de l'état au dehors, ni aux vues d'administration intérieure qui assurent la tranquillité au-dedans; en un mot, qu'à des principes de droiture à toute épreuve, il ajoutât des principes de liberté bons et sains, et un patriotisme pur et éclairé.

Voilà celui qui, dans les circonstances actuelles, lui paraîtrait propre à soutenir le fardeau honorable du gouvernement. Il ne croit pas qu'il fût politique de le choisir au sein de la Convention, ni d'aller le prendre au milieu des armées.

Telle est l'analyse des idées fondamentales de l'ouvrage que nous annonçons. L'auteur l'a publié peu de jours avant le rapport de la commission des onze; il ne paraît pas même qu'il ait eu connaissance de son plan. Les principes qui l'ont éclairé dans sa marche sont à peu de chose près ceux que vient de développer Boissy-d'Anglas; mais les résultats ne sont pas en tout conformes. Ils diffèrent principalement en ce que, 1°. l'auteur n'exclut pas des conditions d'éligibilité la propriété *industrielle* et *mobilière*; 2°. il compose ses deux chambres d'élémens égaux, et leur donne le droit négatif réciproque; 3°. il accorde au pouvoir exécutif une part à la législation, et lui donne une action plus ferme et plus indépendante. C'est dans l'ouvrage même du cit. *Lenoir-Laroche* que l'on peut trouver les motifs et le développement de ses opinions. Il est peu de questions relatives aux grands objets qui nous occupent, qui n'y soient discutées avec méthode, clarté et un intérêt de style que ne comportent pas toujours les matières de politique et de gouvernement. S'il avait marché constamment sur la même ligne que la commission, son ouvrage serait bon et utile, parce qu'il a creusé plus profondément les principes constitutionnels. Mais par cela même qu'il diffère du projet de constitution, son ouvrage est plus digne de fixer l'attention publique. C'est sur un sujet devenu, comme il le dit, *une propriété nationale*, qu'il importe de rassembler le plus de lumières, et de multiplier les moyens d'instruction par la diversité de vues et de plan, sur-tout quand on n'est dirigé que par le seul désir d'être utile.

Digitized by Google

NOUVELLES ÉTRANGERES.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 18 juin 1795.

Suivant des lettres de Constantinople du 6 mai, le ministre de Prusse, résidant dans cette ville, avait reçu la surveille la nouvelle de la paix conclue entre son pays et la France : il en était résulté un entretien avec le réis-effendi. Les autres membres du corps diplomatique, entr'autres le ministre de France, ayant reçu copie du traité, ce dernier était allé visiter dès le lendemain celui de Prusse, et tous deux s'étaient rendus chez le reis-effendi pour une nouvelle conférence. L'agent de la République dans cette circonstance était encore le citoyen Descorches ; mais le bruit court que la Porte va reconnaître, comme envoyé extraordinaire, le citoyen Verninac de Saint-Maur.

Le grand-seigneur fait mettre tant d'activité dans les armemens de terre et de mer que sous trois semaines il aura 80 mille hommes prêts à marcher, et 20 caravelles en état d'agir ; ce qui semblerait annoncer une guerre prochaine contre la Russie qui aurait pour motif ou pour prétexte les affaires de la Pologne, et où la Porte pourrait compter sur les secours réunis des puissances du Nord, et de la Prusse en particulier. Cependant on ne peut encore prononcer là-dessus, et plusieurs personnes bien instruites refusent de croire à cette guerre, qu'elles ne croient pas la Porte en état de faire avec succès. Point de doute, au reste, que si la Pologne doit être sacrifiée, la Turquie ne voit avec plaisir le lot le plus considérable échoir dans le partage à la Prusse, dont elle n'a rien à craindre.

Les bruits de guerre et de paix se succedent sans interruption : on ne sait auxquels s'arrêter, et l'on ne peut reconnaître ceux qui sont le plus fondés. On donne toujours comme certain que depuis le traité entre la Prusse et la République Française, les cabinets de Vienne, de Pétersbourg et de Londres, ont fait une alliance offensive et défensive. Ce qui est encore présenté comme une chose dont on ne doit pas douter, c'est qu'il y a un projet, qu'on suit avec une grande activité, d'opposer à cette alliance celle de la Prusse, de la

Digitized by Google

Hollande et des puissances du Nord. Les ennemis de la France mettent tout en œuvre pour porter ces dernières puissances à conserver la neutralité. Il paraît encore qu'il y a une grande division parmi les membres de l'Empire, au sujet des circonstances actuelles. Les états situés le long du Rhin, et, parmi eux, l'électeur de Mayence, désirent beaucoup la paix : il en est de même de presque toutes les villes impériales. Il est de toute probabilité que la diète se réunira pour une neutralité, telle qu'elle a été stipulée par le traité de paix entre la France et la Prusse.

P. S. M. de Gross, envoyé extraordinaire de Russie à Hambourg, a notifié au sénat le traité d'alliance nouvellement conclu entre la Russie et l'Angleterre.

L'événement terrible dont nous allons rendre compte, pourrait bien empêcher le Danemarck de réaliser tout ce qu'on en attendait pour le maintien de la balance politique dans le nord de l'Europe. Nous ajouterons qu'il est des gens qui n'y veulent pas voir un simple accident, mais un crime conçu et exécuté par une et peut-être par deux puissances qui y ont un égal intérêt, et qui n'ont que trop donné de prise aux soupçons par leur immoralité politique.

On reçoit dans l'instant les détails suivans d'un horrible incendie qui a éclaté à Copenhague le 5 juin.

Le feu se manifesta en trois endroits différens de la ville, à un quart d'heure de distance l'un de l'autre, ce qui semble prouver que des incendiaires avaient été employés à cet affreux concert. Le feu commença le 5 vers quatre heures de l'après-midi; et le 6 au soir on n'avait pu encore s'en rendre maître, tant sa violence était grande. Ce fut au milieu d'un monceau de bois, sur l'ancien Holm, que le feu parut d'abord. Il se communiqua rapidement à un grand magasin rempli de cordages de voiles et de goudron, et en fit un brâsier immense. Bientôt les flamèches furent poussées par le vent au-delà du canal, sur les maisons et les magasins. En peu de tems, toutes celles qui se trouvent entre le canal et l'hôtel-de-ville furent embrâsées, ainsi que l'église Saint-Nicolas, dont la tour s'écroula avec un fracas épouvantable. L'hôtel-de-ville, un des plus beaux monumens de Copenhague, a été extrêmement endommagé. Heureusement dans la matinée de cette journée désastreuse, six vaisseaux de ligne étaient allés en grande rade, et ils échapperent ainsi au feu.

Les dernieres lettres de Pétersbourg disent que l'impératrice a fait présent au courrier, porteur de la ratification du traité conclu entre elle et la Grande-Bretagne, d'une tabatiere émaillée, richement garnie de diamans, et en outre d'une somme de dix mille roubles : ces lettres après avoir parlé du prochain envoi d'une escadre Russe dans les ports d'Angleterre, ajoutent que l'on complette actuellement l'armée de

Digitized by Google

terre, qui s'élèvera, suivant les calculs du bureau de la guerre, à 241,731 hommes de troupes régulières, et à 46,491 de troupes irrégulières. Malgré la précision affectée de ce compte il est permis de douter de sa justesse. En effet, il n'est guère croyable que la stérile Russie puisse mettre sur pied, et sur-tout entretenir tant de soldats, à moins d'y joindre les Polonais du dernier partage qui n'est pas encore terminé.

De Francfort-sur-le-Mein, le 17 juin.

Quelques politiques avaient publié que le roi de Prusse devait se déclarer l'ennemi de la nouvelle république de Hollande, depuis qu'elle s'était décidée à ne reconnaître plus de stathouder : mais ces conjectures semblent dénuées de fondement; au moins jusqu'à présent Frédéric Guillaume n'a-t-il donné aucun signe d'inimitié aux Bataves. Les papiers de Hollande disent, au contraire, que les représentans français ont fourni l'assurance à plusieurs membres des états que dans le traité entre la France et la Prusse, il n'y avait aucun article secret qui tendît à contrarier la forme actuelle du gouvernement des Provinces-Unies. Une lettre de Dantzick, du 29 mai, apprend encore que le gouvernement prussien a donné la liberté pour sept mille lasts de froment du port de cette ville, de trois cents cinquante lasts de celui d'Elbing, et de deux mille de celui de Kœnisberg, destinés pour la ville d'Amsterdam. Le même jour, ainsi qu'on a pu le voir dans quelques feuilles, l'amirauté déclara au comité des négocians avoir reçu des ordres de Berlin, d'après lesquels les vaisseaux des Provinces-Unies seront traités en amis, et recevront l'assistance usitée : les vaisseaux prussiens doivent jouir des mêmes avantages dans les ports bataves. Cette lettre ajoute qu'il y avait déjà un vaisseau chargé de 120 lasts pour Amsterdam.

Des lettres de Ratisbonne, du 4 juin, ne laissent plus de doute sur les dispositions de l'Autriche à faire la paix avec la République Française. Il semble même que l'empereur soit très-fâché d'avoir été prévenu par le roi de Prusse, et que l'espece d'initiative prise par ce prince, autour duquel les états du corps germanique, sincerement animés du desir de cesser une guerre ruineuse, se rallient aujourd'hui, inspire une sorte de jalousie au chef de l'Empire : on la voit percer dans le petit manifeste suivant, présenté à la diete par son ministre.

« A mon avènement au trône, je me suis trouvé entraîné, pour mes états héréditaires, dans une guerre désastreuse, à laquelle feu mon pere Léopold II, de glorieuse mémoire, a été engagé par les avis et les résolutions du saint empire romain. Abandonné de mes alliés, je vois mes états affaiblis, mes finances épuisées, tandis qu'ils ne se sont occupés que de leurs propres intérêts. J'ai envoyé mon ministre, le comte

Digitized by Google

de Lerbach, à Brittersen, à l'effet d'y conclure une paix utile à mes états héréditaires : je n'ai reçu aucune réponse à mes ouvertures pacifiques ; mais songeant aux obligations qui me lient à l'Empire, passant sur l'ingratitude de laquelle mes alliés ont payé mes sacrifices, j'ai envoyé encore mon conseiller de l'Empire, vice-président, baron de Bartenstein, à Brittersin, pour travailler à une paix définitive et avantageuse au corps germanique. Je recommande à ceux des états qui veulent s'unir avec moi, de faire passer à cet envoyé leurs résolutions et des pleins pouvoirs, en les assurant que ceux qui mettent leur pleine confiance dans l'antique foi autrichienne, se trouveront beaucoup mieux traités que ceux qui, par une confiance aveugle, se sont jettés dans les bras d'une puissance parjure. »

Il est en effet bien tems pour l'empereur, et sur tout pour ses co-états, d'entrer en accommodement avec la France victorieuse. On en jugera par la notice suivante des contributions et requisitions imposées par les Français en Allemagne.

Cercle de Bourgogne	88,000,000 florins.
Liége, tant en espèces que sucre et café	5,148,500
Aix-la-Chapelle, en espèces	2,600,000
En munitions	400,000
En livres et gravures	100,000
Logement des troupes	276,000
Sarbruck	1,102,000
Trèves et Coblentz	3,090,000
Cleves et Meurs	830,000
Palatinat du Rhin	5,281,000
Deux-Ponts	470,000
Worms	600,000
Spire	1,600,000
Total	103,545,000

D'autres objets non compris sur cette liste font monter le total à plus de deux cents millions de florins.

ANGLETERRE. *De Londres, le 29 mai.*

Fin de la convention du 4 mai 1795, entre sa majesté britannique et sa majesté impériale.

« Art. V. Si, contre toute attente, il arrivait jamais qu'une partie quelconque de dividendes échus fussent pour une cause d'émission de paiemens qui ont été stipulés de la part de sa majesté impériale, remboursés par le gouvernement britannique on est convenu que ces paiemens se feront à la banque d'Angleterre, et seulement dans le cas où y seront remis les coupons ou certificats des dividendes ainsi acquittés.

» Chaque coupon ou chaque certificat qui sera ainsi délivré

doit servir de sûreté valable et légale, et donner au porteur le droit de poursuivre en justice tel des receveurs ou trésoriers des revenus de sa majesté impériale, et dans tel des pays héréditaires de sadite majesté où il le jugera à propos, et de se procurer de tous et chacun d'eux le montant entier des sommes exprimées dans lesdits coupons ou certificats, avec leurs intérêts à 5 pour 100 par an, à compter du jour du paiement fait par le gouvernement britannique; et comme, dans les conditions qui ont été fixées pour la levée de l'emprunt mentionné, l'on est convenu que pour sûreté subsidiaire de l'emprunt il serait déposé à la banque d'Angleterre une somme hypothécaire d'actions de la banque de Vienne dans la proportion de quatre à trois de l'emprunt à lever; l'on a de plus arrêté que, dans le cas d'un paiement ainsi fait par le gouvernement britannique, le gouverneur et la compagnie de la banque d'Angleterre seront autorisés à retirer dudit dépôt une quantité suffisante desdites actions, pour porter au moins à quatre la proportion de chaque trois qui, de cette manière, auront été payés par le gouvernement britannique.

» Ledit gouvernement pourra faire usage de ces actions, soit comme sûreté, soit comme droit de prétention à la banque de Vienne, jusqu'au remboursement desdites sommes et de leurs intérêts, ou aussi les négocier alors jusqu'au montant qui sera nécessaire pour opérer ce remboursement, comme ledit gouvernement le jugera plus convenable. Le nombre des actions ainsi retirées sera échangé contre ou diminué de la quantité d'actions qui, d'après les dispositions de l'emprunt seront par la suite retirées du dépôt, à proportion de l'extinction des obligations et du paiement des annuités, comme cela a été déterminé dans les conditions de l'emprunt mentionné.

» VI. Comme de la part du gouvernement britannique, il a été fait différentes avances à sa majesté impériale à compte et sous la forme d'un emprunt, il est convenu que ces avances seront remboursées à Londres dans le courant de la présente année, contre rétradition des récépissés donnés par les généraux commandans en chef de l'armée impériale. Ces avances seront remboursées en deux parties égales, au plus tard dans les mois de novembre et de décembre, de manière que tout le montant en soit acquitté avant la fin de l'année.

» VII. La présente convention sera incessamment ratifiée des deux parts, et l'échange des ratifications exapédiées en forme due, se fera au plus tard dans le terme des deux mois.

» En foi de quoi, nous soussignés plénipotentiaires de leurs majestés impériale et britannique, avons signé en leur nom le présent acte, et l'avons muni de nos cachets. »

Ainsi fait à Vienne, le 4 mai 1795.

Signés, le baron de Thugut, Morton Eden.

RÉPUBLIQUE

Digitized by Google

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CONVENTION NATIONALE.

Présidence de Louvet.

Séance de duodi, 2 Messidor.

Il y a eu hier soir une séance extraordinaire pour le renouvellement du bureau. Louvet a été nommé président. Les nouveaux secrétaires sont : Masade, Mariette et Delecloy.

Pierret, au nom du comité de sûreté générale, est venu répondre aux plaintes qu'avait faites, dans la séance précédente, la section du Théâtre Français, relativement à la mise en liberté de plusieurs agens du terrorisme de sa section, qu'avait ordonnée ce comité. Des quatre dénoncés, l'un n'est que provisoirement en liberté, un autre en fuite, le troisième détenu, et le quatrième n'a été relâché que sur la réclamation de quatre représentans du peuple, et parce qu'il n'existe aucun fait matériel contre lui.

Le rapporteur termine en assurant que les plaintes de la section n'ont aucun fondement, et qu'il faut se défier de la légèreté avec laquelle on fait souvent des dénonciations excitées par la passion et la malveillance.

On demande l'insertion du rapport au bulletin.

Legendre s'y oppose, il craint qu'on n'ait l'air de rendre compte aux sections de la conduite des comités, et dit que la passion de la vengeance s'est emparée du mot de *terroriste* pour l'appliquer aux patriotes, aux hommes chauds et énergiques qui ont fait la révolution, afin de les persécuter et de les perdre ; que l'on doit mettre en liberté les citoyens qui sont peres de famille, auxquels on ne reproche rien de grave, et que leurs femmes et leurs enfans ne doivent pas être privés plus long-tems d'eux dans des tems aussi difficiles.

Doucet professe les mêmes principes que Legendre, mais il pense qu'il faut que le public, qui a été instruit de la dénonciation contre le comité, sache qu'il a fait son devoir, qu'il est également nécessaire de venir promptement au secours des patriotes que l'on persécute. De nombreuses associations, connues sous le nom de compagnies de Jésus, assassinent dans quelques pays, d'autres tuent moralement et livrent leurs victimes aux royalistes et aux terroristes. Il est tems d'empêcher que les patriotes et les hommes purs soient poursuivis

Digitized by Google

et incarcérés sous le nom de terroristes, par ceux qui n'osaient pas porter la cocarde nationale il y a deux ans, et qui se disent aujourd'hui les patriotes par excellence.

Doucet demande l'impression du rapport. Réal, que les comités en fassent un sur ces meneurs de sections qui n'ont jamais rien fait pour la révolution. Ces deux propositions sont décrétées.

Un secrétaire lit une lettre de Chiappe, représentant du peuple, écrite de Toulon, qui annonce que Charbonnier député, a été arrêté sur le bord de la mer, où il attendait une barque pour se sauver. On l'a conduit au fort de la Malgue, et il sera traduit devant la commission militaire. Les terroristes ne pourront se plaindre d'aucune rigueur qui tienne de la passion, puisqu'il n'a pas été encore répandu une goutte de sang et qu'on ne versera que celui que la loi exigera impérieusement.

Lanjuinais, au nom du comité de législation, a fait un rapport sur la loi du 17 nivôse, sur les donations et successions, relativement à celles de ses dispositions qui lui donnent un effet rétroactif. Il a exposé combien d'injustices entraînaient les effets rétroactifs donnés aux lois qui étant ainsi à double face, frappaient en même-tems sur le passé et sur l'avenir, et en a proposé la révocation en soumettant à l'Assemblée un projet de décret conçu en vingt-six articles. La discussion en est ajournée après l'impression et la distribution.

Rewbel lui succede à la tribune pour ouvrir la discussion sur le projet de loi concernant la restauration des finances; mais Cambacérès observe qu'il est trop tard pour l'entamer, et il fait décréter que le lend main à une heure, toute affaire cessante, le rapporteur aura la parole, et qu'on s'en occupera sans interruption.

Séance de tridi, 3 Messidor.

La municipalité de Lyon sollicite un établissement en faveur des sourds et muets semblable à ceux de Paris et de Bordeaux. Renvoi au comité d'instruction publique.

Rewbel, au nom des quatre comités réunis de salut public, sûreté générale, législation et finances, ouvre la discussion sur le plan des finances qu'il a présenté il y a quelques jours. Il dit que la seule objection qu'on ait faite contre lui, c'est qu'il établit une maniere de traiter différente entre la République et les particuliers, de celle que les particuliers suivent entr'eux; mais ceux-ci calculent leurs marchés à volonté sur les assignats ou sans eux; au lieu que la nation paie trente-cinq pour un et ne reçoit qu'un pour trente-cinq.

Rousseau prend le premier la parole, et dit que la proposition d'établir une échelle de proportion pour les recettes et dépenses calculées sur les progrès de l'émission ou de la

Digitized by Google

rentrée des assignats, ressemble au système qui tendait à régler la valeur de l'assignat sur celle du marc d'argent; qu'elle n'en diffère qu'en ce que le marc d'argent est une mesure fixe, au lieu que l'échelle de proportion dont il s'agit, n'offrira qu'une balance dont l'instabilité perpétuelle tournera toujours au détriment de l'assignat; que la Convention ayant rejetté le système désastreux du marc d'argent, doit par le même motif repousser celui-ci, puisqu'il tend également à faire descendre l'assignat au dessous de sa valeur, et que ce n'est qu'une démonétisation déguisée, que l'on ne doit ni ne peut permettre sans violer toutes les règles de la justice.

La discussion est interrompue. Sieyes obtient la parole au nom du comité de salut public. Il annonce que les ambassadeurs extraordinaires de la République des Provinces-Unies étant près de se retirer, les états-généraux ont nommé deux ministres plénipotentiaires pour les remplacer, et qu'ils se sont présentés hier au comité de salut public. Sieyes lit les lettres de créance de ces ministres, *(voyez les* Nouvelles officielles*)*, et l'Assemblée décrete, sur sa proposition, qu'ils seront reçus demain à deux heures dans son sein pour être reconnus en leur qualité.

On reprend la discussion entamée. Plusieurs membres parlent encore contre le projet, et reproduisent l'idée de l'impôt en nature qui serait perçu directement des contribuables eux-mêmes, sans passer par les mains des fermiers. On leur répond que ce n'est point la question.

Villers : Jusqu'ici on n'a parlé que contre le projet, et je demande que l'on entende ceux qui veulent parler en faveur. Le plan d'aujourd'hui ne ressemble en rien à ceux qu'on vous a proposés jusqu'ici. De quoi s'agit-il ? de faire rentrer des assignats en grand nombre par un moyen légal et prompt. De faire payer ce qui est dû à la nation, et voilà ce qu'opérera le décret que vous allez rendre. On conviendra qu'il y a eu jusqu'ici une disproportion immense entre la recette et la dépense. Il faut donc en rétablir la balance; la mesure qu'on vous propose n'est pas nouvelle. Elle a été adoptée par le congrès des Etats-Unis, et ils en ont obtenu le plus grand succès. Si vous aviez adopté ce moyen à l'instant de la dépréciation des assignats, vous n'auriez pas été obligé d'en tant émettre, et de faire des dépenses si considérables pour vous approvisionner chez l'étranger.

Cambacérès : Si le projet ne présente pas un système général de régénération pour les finances, du moins il va directement au but que l'on se propose. De quoi est-il question ? de mettre un terme aux pertes énormes que souffre la nation par le discrédit des assignats. Il faut donc en retirer un grand nombre, et les réduire à une quantité qui représente la somme de signe représentatif qui était en circulation lors de la pré-

Digitized by Google

mière émission ; et pour y parvenir, l'on vous propose de donner pour base à la valeur des assignats les émissions successives qui ont été faites. Il me semble qu'il n'y a pas de mesures plus simples, que c'est la base la moins fragile, et que vous obtiendrez du retirement qui va s'en suivre la réduction si à désirer dans le prix des denrées qui sont d'une cherté excessive.

Cambacérès ajoute que l'on devrait aussi s'occuper de la question de savoir s'il ne serait pas utile d'adopter un projet de tontine, où les indigens placeraient pour leur vieillesse, les modiques épargnes, fruits de leurs travaux, et se ménageraient ainsi une ressource pour l'âge où ils ne pourront plus travailler.

Le projet des comités est mis aux voix article par article, et il est adopté ainsi qu'il est rapporté à la fin des séances.

Séance de quartidi, 4 Messidor,

Courtois, au nom du comité de sûreté générale, fait un rapport sur les crimes commis dans la commune de Beaucaire, par les partisans et les satellites de la dernière tyrannie. Sur sa proposition, la Convention décrète le rapport des lois rendues contre cette commune, la municipalité, le district, et un grand nombre de citoyens, au mois de juillet et août 1792.

Monnot, au nom du comité des finances, dément le bruit qui s'était répandu que la Convention songeait à démonétiser les assignats de 100 liv.; il déclare qu'il a constamment rejeté toute espèce de démonétisation des assignats républicains de quelque coupure qu'ils soient, et il invite les citoyens à ne point ajouter foi à des bruits que répand la malveillance.

Les ministres plénipotentiaires des Provinces-Unies entrent dans la salle au milieu des plus vifs applaudissemens. L'un d'eux prononce un discours, auquel répond le président; (*voyez* à l'article des nouvelles). La Convention décrète qu'ils sont reconnus en cette qualité, que leur discours, la réponse du président et leurs lettres de créance seront imprimées et insérées au bulletin.

Tallien, organe des comités de salut public et de sûreté générale, fait décréter le rappel de tous les députés en mission, sauf ceux près des armées ou des départemens où il y a quelques mouvemens.

Personne, au nom du comité de législation, présente un projet de décret tendant à faire poursuivre par les tribunaux criminels des départemens, les prévenus de meurtres et assassinats commis depuis le 1er. septembre 1792. Les déclarations des jurés seraient faites à la pluralité absolue, et les jugemens sans recours au tribunal de cassation. Boissy d'Anglas et Rewbel s'élèvent contre ces deux articles. Ils invoquent

Digitized by Google

le respect dû à la vie des hommes. Le projet est néanmoins adopté.

Demain, à midi, Boissy-d'Anglas commencera son rapport sur les lois organiques de la constitution.

Séance de quintidi, 5 Messidor.

Gossuin, au nom des comités de salut public et militaire, fait décréter que le citoyen Raffet, commandant de la garde nationale parisienne, sera en même tems commandant temporaire de Paris.

Boissy-d'Anglas, rapporteur de la commission des onze, paraît à la tribune au milieu des plus vifs applaudissemens.

Le peuple français, dit-il, n'aspire qu'à jouir dans le calme des passions du fruit de ses sacrifices et de ses triomphes. C'est à la Convention à réaliser ses espérances. Réunissez donc toutes les facultés de vos ames, et imposez silence à toutes les passions particulieres. Les destinées de 25.000000 d'hommes sont dans vos mains. Vous êtes chargés de faire succéder la lumiere aux ténebres, les lois à l'anarchie, la liberté à la licence. Vous avez vaincu les despotes; la derniere arme à leur opposer est une bonne constitution. Les tyrans qui nous ont opprimés nous ont donné en quinze jours un ouvrage informe qu'ils ont décoré d'un nom sacré, et de la sanction d'un peuple qui n'était pas libre; votre commission des onze l'a dépouillée de ces dehors perfides. Elle en a conservé ce qu'elle renfermait d'utile, modifié ou changé ce qui était contre la sûreté, la liberté des Français et l'harmonie sociale.

Un peuple constamment délibérant doit périr de misere, car il est arraché au commerce et à l'agriculture. Ainsi, les lois ne doivent pas être soumises à sa sanction. Un pouvoir exécutif de vingt quatre membres sans force et sans dignité ne gouverne pas. L'égalité absolue est une chimere. Ce n'est que par la propriété que l'on s'attache à son pays. Ainsi, tous les éligibles doivent posséder une propriété fonciere quelconque.

Pour modérer l'impétuosité des délibérations, nous vous proposerons un corps législatif divisé en deux conseils. Le conseil des cinq cents et celui des anciens. Ces deux conseils seront l'ame de la République; l'un sera l'imagination et l'autre la raison. Le corps exécutif nommé directoire sera composé de cinq membres, dont le renouvellement aura lieu tous les ans par cinquieme; ils auront un costume, seront logés au palais national, et jouiront d'un traitement convenable à leur dignité.

Il n'y aura qu'une municipalité par canton; les grandes cités seront divisées en plusieurs communes; Paris en renfermera douze. Les districts sont supprimés. Un seul tribunal est établi dans chaque département; il est divisé en deux sections qui,

Digitized by Google

ont l'appel l'une sur l'autre. Plus de corps électoraux. Les assemblées primaires nommeront seules, et à scrutin fermé; le scrutin à voix haute détruit la liberté du suffrage. Les premiers opinans prennent une initiative qui entraîne les suffrages de ceux qui suivent. La déclaration des droits est conservée, mais en y faisant quelques changemens; enfin, s'il y a des changemens à faire dans l'acte constitutionnel, pour qu'ils s'opèrent sans secousse, le conseil des anciens appellera une assemblée de réviseurs, qui ne jouira d'aucun droit politique, et soumettra son travail au corps législatif et à la sanction du peuple.

Après le discours de Boissy d'Anglas, le plan de constitution est lu par Daunou et par Lesage (d'Eure et Loire). L'impression, la distribution et l'ajournement au 16 de ce mois sont décrétés.

Séance de sextidi, 6 Messidor.

Vernier, au nom du comité de salut public, présente une loi de police sur le commerce des bestiaux propres à la consommation. L'achat de ces bestiaux sera interdit à tous autres qu'aux approvisionneurs des armées et aux bouchers, et l'on exigera de ces derniers des acquits à caution.

Impression et ajournement.

Le comité de salut public pour mettre un frein aux spéculations désastreuses sur les subsistances, fait décréter que toutes les lois qui permettent de vendre les bleds sur pied sont rapportées. Les marchés de cette espece conclus jusqu'à ce moment sont annullés.

Lanjuinais, au nom de la commission des onze, a présenté les lois organiques du projet de constitution lu hier. Cette sorte de réglement constitutionel traite de la composition des assemblées primaires, de la formation du tableau des citoyens ayant droit de voter, des élections, des agens généraux, des fonctions, des deux rédacteurs chargés d'écrire les procès-verbaux des corps législatifs, et qui seront pris parmi les hommes les plus exercés dans les lettres et les lois, des écoles centrales, de l'institut national. Ce projet sera imprimé à la suite de celui de constitution.

Chenier, organe des comités réunis de salut public et de sûreté générale, a fait un rapport et présenté un projet de décret contre les assassinats qui se commettent à Lyon. C'est un jour de deuil pour la République, dit-il, que celui où la statue de la loi est couverte d'un voile de sang, où l'homme qui est dans la prison comme dans un asyle sacré, ne doit plus attendre un jugement. Faut-il que Lyon, cette commune déjà si malheureuse, soit encore livrée une fois aux assassins. Les comités sont forcés d'affliger vos cœurs en vous faisant le tableau de la situation de cette déplorable cité. Une société

Digitized by Google

de scélérats s'y est organisée sous le nom de compagnie de Jésus. Elle y répand une terreur plus grande que celle de Chalier, elle appelle les émigrés, protege leur rentrée, leur assure une retraite, force les prisons, et proclame les proscriptions. Le 25 prairial, des meurtres y ont été commis en grand nombre. Les uns sont égorgés dans la nuit, les autres poignardés en plein jour dans les rues ou dans les prisons, d'autres enfin, jettés tout vivans dans le Rhône et la Saône. Ces massacres ont été imités à Nismes, Aix et Tarascon. Les corps administratifs n'ont montré que de la foiblesse; Couchon, envoyé à Lyon sa patrie, pour y calmer les esprits, a failli être assassiné. Chenier propose un projet de décret conçu en ces termes :

1°. Tous les pouvoirs des corps administratifs de Lyon sont suspendus.

2°. Le maire, le substitut de l'agent national et l'accusateur public du département du Rhône, sont mandés à la barre pour rendre compte de leur conduite.

3°. La police de Lyon est confiée à l'état-major de la place.

4°. L'état-major de la garde nationale est cassé.

5°. Les dix mille fusils destinés à l'armée d'Italie, et distribués dans Lyon par ordre des représentans du peuple, seront rendus sur-le champ pour aller à leur premiere destination.

6°. Les auteurs des massacres, les émigrés qui se trouvent à Lyon, et les assassins, formant la compagnie de Jésus, devront être livrés sous 24 heures pour être jugés par le tribunal de l'Isere.

7°. Les individus qui ne sont pas compris dans l'article précédent, mais qui ne résident pas à Lyon depuis six mois, sont tenus de se retirer sous 24 heures.

8°. Les comités de salut public et de sûreté générale prendront les mesures convenables pour l'exécution du présent décret.

Ce projet de décret est adopté.

Décret qui établit une échelle de proportion pour les paiemens des domaines nationaux et des contributions publiques.

PARAGRAPHE Ier.

« Art. Ier. Il y aura, dans les cas prévus par le présent décret, une échelle de proportion pour les paiemens et recettes, calculée sur le progrès de l'émission ou de la rentrée des assignats.

» II. Le premier terme de proportion sera fixé à l'époque

Digitized by Google

où il y a eu deux milliards d'assignats en circulation, et les paiemens seront élevés d'un quart au-dessus de la valeur nominale des assignats, à partir de l'époque de chaque augmentation de cinq cents millions d'assignats dans la circulation.

» III. Les paiemens décroîtront dans la même proportion du quart, à chaque époque où la masse des assignats en circulation aura diminué de cinq cents millions.

» IV. Les sommes intermédiaires ou moindres de cinq cents millions, ne produiront ni augmentation ni diminution dans l'échelle de proportion.

» V. Ce tableau d'échelle proportionnelle sera annexé au décret.

Il sera continué de deux mois en deux mois.

PARAGRAPHE II.

Application aux impositions directes et indirectes.

» VI. A partir du jour de la publication de la loi, les contributions indirectes en sommes fixes, établies avant qu'il y eût au-delà de deux milliards en circulation, seront perçues, conformement aux articles précédens, sur le pied de la proportion de deux milliards à celle de la circulation au moment du paiement; celles qui se paient en proportion des prix où valeurs continueront à être perçues suivant le tarif, au pair.

» VII. La contribution fonciere sera, pour l'an IIIe., payée dans la même proportion que les impositions indirectes en sommes fixes, c'est-à-dire dans la proportion des deux milliards à celle de la circulation au moment du paiement.

» VIII. Il sera fait distraction de la quote totale de chaque contribuable, du montant de ce qu'il y est porté pour maison d'habitation, tant de ville que de campagne, et pour usines autres que les moulins à bled. Les contribuables ne paieront la contribution de ces objets qu'avec assignats au pair.

» IX. Le paiement de cette contribution, pour l'an IIIe., sera fait dans deux termes; le premier jusqu'à la fin du dernier des jours complémentaires de cette année, et le second à la fin de frimaire suivant.

PARAGRAPHE III.

Application à l'arriéré, et mesures pour faire rentrer des assignats.

» X. Les debiteurs de la République, pour contributions dites arriérées, seront admis à se libérer avec assignats au pair dans le mois, à compter de la publication de la loi; passé lequel délai, ils ne pourront plus le faire que selon l'échelle de proportion, à partir de l'époque de l'échéance.

» XI. L'article précédent aura lieu quand même il y aurait

Digitized by Google

demande en dégrevement, sauf à tenir compte dans la suite si la reclamation se trouve fondée. Il aura pareillement lieu quand les rôles pour les années arriérées ne seraient pas achevés : les paiemens seront faits en ce cas, sur le pied du dernier rôle existant.

» XII. Il en sera de même des débiteurs de la République pour des rentes ou prix des baux arriérés non dus en denrées ; à la différence que si les débiteurs ne se libèrent dans le mois, l'échelle de proportion partira de l'époque du contrat, ou du premier terme de l'échelle si le contrat est antérieur.

» XIII. Les prêts ou avances faits par la République, dont les termes de remboursement sont échus, pourront encore être acquittés en assignats au pair dans le mois, à dater de la publication de la loi ; passé lequel délai, le paiement devra être fait selon l'échelle de proportion, à partir du jour du prêt ou de l'avance, ou du premier terme de l'échelle si le prêt ou l'avance est antérieur.

» XIV. Il en sera de même des avances remboursables à termes fixes non encore échus, qui ne seraient pas acquittés dans le mois de l'échéance.

» XV. Si la créance de la République n'était pas liquidée, les débiteurs, pour profiter du bénéfice de la loi, pourront payer par à-compte dans le mois ; si par liquidation il résulte qu'ils ont payé les trois quarts de leur dette, ils pourront se libérer pour le restant avec les assignats au pair dans un autre délai d'un mois, après la liquidation ; si l'à-compte n'était pas des trois quarts, ils ne pourront se libérer du restant qu'avec assignats selon l'échelle de proportion, à partir de la date du prêt, ou du premier terme de l'échelle, si le prêt est antérieur.

» XVI. Les débiteurs de prix de domaines nationaux envers la République, qui sont en retard de paiement, pourront acquitter les termes échus dans quinzaine en assignats au pair ; passé lequel délai, ils paieront suivant l'échelle de proportion du jour de l'adjudication à celui du paiement.

» XVII Les débiteurs de prix de domaines nationaux envers la République, dont les termes du paiement ne sont pas échus, pourront se libérer en assignats au pair dans le courant de quarante jours, à dater de la publication de la loi ; passé lequel délai, ils paieront suivant l'échelle de proportion du jour de l'adjudication à celui du paiement, à dater de la publication de la présente loi : celles qui accordaient une prime aux acquéreurs sont rapportées.

PARAGRAPHE IV.

Application aux rentiers, fonctionnaires publics et pensionnaires.

» XVIII. Les créances de la République, pour rentes

constituées et viageres, seront payées, pour le dernier semestre de l'an 4, dans la proportion de deux millards en circulation comparée avec la quantité qui sera en circulation à l'époque de l'expiration du dit second semestre de l'an 4; le premier semestre de l'an 4 et le dernier semestre de l'an 3 seront payés en assignats au pair

» XIX. Lorsque le gouvernement aura réduit le nombre des fonctionnaires publics et des employés, le comité des finances présentera ses vues pour améliorer leur sort. Il en présentera pareillement au plutôt pour améliorer celui des pensionnaires les plus infortunés.

PARAGRAPHE V.

Renvoi pour imposer les propriétés non sujettes à la contribution fonciere.

» XX. Le comité des finances est chargé de présenter ses vues sur un mode d'imposer les propriétés que la contribution fonciere ne peut atteindre.

PARAGRAPHE VI.

Application aux baux.

» XXI. Les fermiers ou locataires de maison d'habitation de ville et de campagne, et d'usines, autres que moulins à bled appartenans aux citoyens, continueront de payer leur fermage ou loyer avec assignats au pair.

» XXII. Les fermiers des autres fonds patrimoniaux, ou ci-devant nationaux, appartenans aux citoyens dont les prix ne sont stipulés en denrées, y compris les moulins à bled, paieront leur fermage pour l'an 3, en assignats, dans la proportion de la circulation au moment du bail, à celle du paiement ou du premier terme de l'échelle si le bail est antérieur.

» XXIII. La Convention nationale charge les comités de législation et d'agriculture réunis, de présenter incessamment leurs vues sur la question de savoir s'il convient d'accorder, pour les années suivantes, aux propriétaires et fermiers de biens ruraux, la faculté réciproque de résilier les baux dont le prix est payable autrement qu'en denrées, et pour quelle époque cette résiliation pourrait avoir lieu. »

PARIS. *Nonidi 9 Messidor, l'an 3e. de la République.*

Il a paru il y a quelques jours un mémoire touchant au nom de la fille du dernier roi, prisonniere au Temple.

Digitized by Google

Le comité de salut public a donné des ordres pour adoucir le sort de cette infortunée. Il a nommé deux femmes respectables par leur douceur et leur moralité, pour être auprès d'elle ; et elle ira bientôt respirer l'air de la campagne, en attendant l'issue des négociations ouvertes avec l'Espagne.

Nous touchons donc à l'époque si impatiemment désirée où les Français peuvent se promettre d'avoir une constitution et un gouvernement. Cette époque ne saurait être indifférente aux hommes de tous les partis, s'il en existe encore ; car tous sont et doivent être fatigués de la longue absence de toute organisation sociale. Le rapport de la commission et la lecture de l'acte constitutionnel se sont faits au milieu du plus grand calme. Aucun de ces attroupemens si fréquens jadis autour de la Convention, pas le plus léger mouvement n'a précédé, accompagné, ni suivi cette journée digne d'inspirer un si vif intérêt, tant il est vrai que lorsque le peuple n'est point excité par des instigations secretes, il reste dans son état de repos habituel.

On ne saurait appeller trop tôt la méditation publique sur le travail de la commission dont va dépendre le sort de la République. Nous allons imprimer textuellement les titres les plus essentiels du projet de constitution, pour que nos lecteurs jugent par eux-mêmes les objections qui pourront ensuite être faites.

Assemblées primaires.

1°. Les assemblées primaires se composent des citoyens résidans depuis un an dans le même canton.

2°. Nul ne peut se faire remplacer dans les assemblées primaires, ni voter pour le même objet dans plus d'une de ces assemblées.

3°. Le nombre des citoyens ayant le droit de voter dans chaque assemblée primaire, est de 450 au moins, et de 900 au plus.

4°. Cependant, il y a une assemblée primaire, au moins par canton.

5°. Les assemblées primaires se constituent provisoirement sous la présidence du plus ancien d'âge ; le plus jeune remplit les fonctions de secrétaire provisoire.

6°. Elles sont définitivement constituées par la nomination au scrutin d'un président, d'un secrétaire et de trois scrutateurs.

7°. S'il s'élève des difficultés sur les qualités requises pour

Digitized by Google

mier, l'Assemblée statue provisoirement, sauf le recours aux tribunaux ordinaires.

8°. En tout autre cas, le corps législatif prononce seul sur la validité des opérations des assemblées primaires.

9°. Nul ne peut paraître en armes dans les assemblées primaires.

10°. Leur police leur appartient.

11°. Ce qui se fait dans une assemblée primaire au-delà de l'objet de sa convocation, et contre les formes déterminées par la constitution, est nul.

12°. Les assemblées primaires se réunissent pour accepter ou rejeter la constitution, ou les changemens proposés par les assemblées de révision; pour faire les élections qui leur appartiennent suivant la constitution.

13°. Elles s'assemblent de plein droit le premier germinal de chaque année pour procéder dans l'ordre indiqué par l'article suivant aux élections qui se trouvent à faire.

14°. Elles élisent. 1°. Les membres du corps législatif, savoir: les membres du conseil des anciens; ensuite les membres du conseil des cinq cents; 2°. Les membres du tribunal de cassation; 3°. Les membres du jury national; 4°. Les présidens, accusateur public et greffier du tribunal criminel de département; 5°. Les présidens et juges des tribunaux civils; 6°. Les administrateurs de département; 7°. Le président des administrations municipales de canton; 8°. Les juges de paix et leurs assesseurs.

15°. Les assemblées ne font aucune autre élection que celles qui leur sont attribuées par l'article précédent.

16°. Toutes les élections se font au scrutin secret.

17°. Tout citoyen qui est également convaincu d'avoir vendu ou acheté un suffrage, est exclu des assemblées primaires pendant vingt-ans; en cas de récidive, il l'est pour toujours.

18°. Lorsqu'il s'agit de l'élection des fonctionnaires propres à chaque canton, le relevé des scrutins se fait au chef-lieu du canton, par la réunion de deux commissaires de chaque assemblée primaire.

19°. Pour toutes les autres élections, le relevé des scrutins se fait au chef-lieu du département par les administrateurs réunis en séance publique.

20°. Immédiatement après les élections prescrites par l'article XIV, il se tiendra des assemblées communales, qui éliront les agens de chaque commune, et dans les communes au-dessus de 5,000 habitans, les officiers municipaux.

21°. Les fonctions publiques sont distinguées en plusieurs degrés.

22°. Les fonctionnaires publics du premier degré, sont les administrateurs municipaux de canton; communes ou aron-

Digitized by Google

dissemens de communes, les juges de paix, les assesseurs et les membres des bureaux de conciliation. Toutes ces fonctions sont exercées gratuitement.

23°. Les fonctionnaires publics du second degré sont les administrateurs de département, les membres des tribunaux civils, les présidens, accusateurs publics et greffiers des tribunaux criminels. Toutes ces fonctions sont salariées.

24°. Les fonctions du second degré, exprimées en l'article XXIII, ne peuvent être deférées qu'aux citoyens qui ont, pendant deux ans, rempli l'une de celles enoncées en l'article XXII.

25°. Les citoyens qui, pendant deux ans, ont exercé l'une des fonctions publiques du second degré, sont seuls éligibles au corps législatif, lorsqu'ils réunissent d'ailleurs toutes les conditions exigées par la présente constitution.

26°. Les agens généraux d'exécution, les ambassadeurs, les commissaires près les administrations de département ou tribunaux, les secrétaires en chef des mêmes administrations ou tribunaux, les commissaires de la trésorerie nationale, les régisseurs et les percepteurs des contributions directes ou indirectes, sont également éligibles au corps législatif, après six années d'exercice de leurs commissions.

27°. Les conditions prescrites par les trois articles précédens, ne sont exigées qu'à partir de l'an 9 de la République.

Tout citoyen qui a ou qui aura rempli jusqu'à cette époque, en vertu d'élection faite dans une assemblée électorale ou primaire, quelque fonction publique des degrés supérieurs, y sera éligible, sans être astreint à passer par les degrés inférieurs.

Pouvoir législatif.

1°. Au corps législatif seul appartient l'exercice de la puissance législative.

2°. Le corps législatif ne peut, en aucun cas, déléguer à un ou plusieurs de ses membres, ni à qui que ce soit, aucune des fonctions qui lui sont attribuées par la présente constitution.

3°. Il ne peut exercer par lui-même, ni par des délégués, le pouvoir exécutif ni l'autorité judiciaire.

4°. Le corps législatif n'assiste à aucune cérémonie publique, et n'y envoie point de députation.

5°. Il y a incompatibilité entre la qualité de membre du corps législatif et l'exercice d'une autre fonction publique. Les juges des tribunaux et les percepteurs des contributions directes ou indirectes, qui sont élus membres du corps législatif, sont remplacés dans leurs premières fonctions pour le temps seulement où ils exercent les fonctions législatives : ils reprennent ensuite celles qu'ils exerçaient auparavant. A l'égard

Digitized by Google

des autres fonctionnaires qui viennent à être élus membres du corps législatif ; la loi détermine le mode de leur remplacement définitif ou temporaire dans leurs premières fonctions.

6°. Le corps législatif est composé d'un conseil des anciens et d'un conseil des cinq cents.

7°. Les deux conseils résident toujours dans la même commune.

8°. Les membres du corps législatif reçoivent une indemnité ; elle est la même dans l'un et l'autre conseil.

9°. Le directoire exécutif ne peut pas faire passer ou séjourner aucun corps de troupes dans la distance de six myriamètres de la commune où le corps législatif tient ses séances, si ce n'est sur sa réquisition ou avec son autorisation.

10°. Il y a près du corps législatif une garde de citoyens pris dans la garde nationale de tous les départemens, et choisis par leurs frères d'armes. Cette garde ne peut être au-dessous de douze-cents hommes en activité de service. Le corps législatif détermine le mode de ce service et sa durée.

(*La suite au numéro prochain.*)

Extrait d'une lettre de Ulm, en Allemagne, du 8 juin.

Il est hors de doute que les derniers grands mouvemens arrivés à Paris ont été l'ouvrage de l'Angleterre, de l'Autriche et des émigrés. C'était un vaste plan préparé depuis bien des mois, et mieux combiné que tous les précédens complots de la coalition. Ils étaient tellement sûrs de leurs succès qu'ils triomphaient d'avance, disant : Voilà le moment de notre gloire arrivé ; dans quinze jours nous sommes les maîtres de Paris et de toute la France. Toute l'armée autrichienne était prête, tous les grands préparatifs avaient été faits, depuis Lœrach jusqu'à Coblentz, ainsi qu'à Mayence même. On devait passer le Rhin pour attaquer les Français de toutes parts. On attendait le signal de la grande opération. C'était un courier qui devait arriver de Bâle (1), et apporter la nouvelle que le grand coup avait réussi à Paris ; car personne ne mettait en doute qu'il réussirait.

Le courier arrive dans le quartier-général de Clairfait, il arrive dans la nuit du 29 au 30 mai, mais il apporte la triste nouvelle que le coup a manqué totalement. Voilà des couriers qui partent comme l'éclair, pour porter aux différens corps d'armée des ordres qui changent toutes les dispositions. La conjuration de Toulon, et la nouvelle révolte des chouans ne servirent qu'à montrer de quelle énorme étendue avait été le complot.

---

(1) Par qui ces couriers ont-ils été envoyés ? Quels sont les agens de ces intelligences ? Les ira-t-on chercher parmi les ouvriers du fauxbourg-Antoine, ou bien est il permis d'attribuer tout bonnement ces intelligences et ces moyens aux royalistes *séants* à Paris ?

Digitized by Google

Le comité d'émigrés qui a dirigé tout cela a su tirer parti de l'échec même que ses manœuvres ont éprouvé, et son ascendant sur les cabinets dans lesquels il avait de l'influence, s'est prodigieusement accru. On voit par le fait que ces gens-là ont un grand nombre de partisans, qui savent mouvoir habilement tous les ressorts, et on regrette hautement de n'avoir pas plus souvent écouté et suivi leurs conseils.

On s'attendait qu'il se nouerait bientôt une nouvelle trame; on ne croyait pas la voir se former si tôt; mais à peine l'ancien plan a-t-il échoué, que les émigrés en ont déjà imaginé et combiné un autre plus vigoureux que le premier; *j'ai lu le mémoire où ce plan se trouve développé dans ses plus grands détails; il est bien fait, bien frappé, je ne doute pas qu'ils ne soit accepté.*

En voici la substance.

D'abord on propose à l'empereur d'Allemagne, ou de faire une paix très-déshonorante, très-nuisible à ses intérêts, ou en adoptant le plan, d'avoir la perspective des plus grands avantages en cas de réussite; et de conserver, en cas qu'il échoue, la certitude de ne pas faire pour cela une paix plus défavorable que celle qu'il ferait à présent.

Les émigrés demandent à l'empereur onze millions de florins, des munitions, des canons autant qu'il en faut. Les émigrés de tous les partis vont être appelés au nom de l'empereur, et sous menace de ne trouver d'asyle nulle part en cas de refus de se rendre à l'armée de Condé dans un tems fixé. Le *comte d'Artois*, *Monsieur*, etc. doivent s'y rendre également. Si dans un tems prescrit ces deux *princes* ne se trouvent pas à l'armée de Condé, ils vont être déclarés déchus de leurs droits, et *Condé sera proclamé régent* (1) *et chef de l'entreprise*. Ni les *princes*, ni les courtisans des *princes*, et nommément *Broglie*, *Calonne*, *Breteuil* et autres, (le seul *Condé* est excepté), ne peuvent concerter, ni diriger les mesures. Il sera formé un *conseil d'émigrés*, composé des gens les plus capables, lequel au nom et sous l'autorité de l'empereur, dirigera tous les mouvemens.

L'armée des émigrés forcera le territoire de la Suisse près de Basle; elle s'avancera jusqu'à Bedfort, s'en emparera, et s'établira dans le cœur de la Franche-Comté. L'armée impériale se tiendra tranquille le long du Rhin, et ne fera que les mouvemens nécessaires pour occuper les armées de la République, afin de les empêcher de se porter vers la Suisse et la Franche-Comté.

Aussi-tôt que l'armée des émigrés aura forcé le territoire Suisse, qui est sans défense de ce côté là, l'armée autrichienne attaquera de toutes parts, et passera le Rhin. *Le régent de France* publiera proclamations sur proclamations, dans lesquelles il attestera *qu'il ne vient que pour établir la*

(1) On voit qu'ils ignorent la mort du fils de Capet.

Digitized by Google

constitution de 91. On protestera contre les horreurs de l'ancien régime ; on entrera dans des idées conformes à la liberté ; on déclamera beaucoup pour capter les esprits français ; on s'engagera de ne pas troubler ni inquiéter les acquéreurs de biens nationaux, dans domaines de la couronne, que biens du clergé, biens des émigrés ; on promettera tout ce que l'ordre et la tranquillité futurs peuvent exiger : on aura des émissaires dans toute la France ; les ecclésiastiques travailleront par-tout l'esprit du peuple pour lui faire goûter la constitution de 91, et lui faire regarder comme l'unique planche de salut.

De cette maniere, on se flatte d'établir en très-peu de tems le foyer d'une armée considérable en Franche-Comté, qu'on finira par diriger sur Paris.

En même tems que les émigrés forceront la Suisse, l'Angleterre effectuera une descente d'émigrés sur les côtes de la Bretagne ou de la Normandie. Cette armée, purement française, *ou composée dans l'esprit national, se joindra aux vendéens ou aux chouans* pour marcher sur Paris, par le côté de l'Ouest. Un troisieme point, celui du Rhin, sera attaqué par les Impériaux. Il y aura en même tems des mouvemens à Paris et dans plusieurs autres parties de la République.

On espere réussir, d'autant plus que jusqu'à l'époque du plan, les égorgemens dans le Midi de la France restent *organisés*, et qu'ainsi un grand nombre de *vrais patriotes* aura été enveloppé dans la proscription des terroristes, aura été exterminé, empoisonné, sera déja en fuite ou paralyse par la crainte.

Dans le cas où cette vaste entreprise ne serait pas couronnée d'un entier succès, les émigrés *esperent obtenir une capitulation semblable à celle de Charette et consors.* L'empereur fait sa paix, qui ne serait pas plus désavantageuse qu'elle ne le serait actuellement.

Le plan me paraît bien conçu, je ne doute pas qu'il ne soit approuvé et accepté par le cabinet de Vienne et par l'Angleterre. Je serais tenté de croire qu'il l'est déja, car l'armée de Condé est à *deux lieues de Bâle.* Condé est autorisé à se recruter par tous les moyens, et de porter son armée à un nombre aussi considérable qu'il sera possible. De toutes les parties de l'Autriche antérieure on charie sur le Danube des munitions et des canons du plus gros calibre, des provisions, et le tout est transporté à *Gantzbourg* en Suabe, situé sur le Danube, à quelques lieues d'ici (*de Ulm*). On conduit même des pieces de siége et des mortiers qui ont été transportés du fond de la Bohême. Il paraît que *Gantzbourg* deviendra le *chef-lieu* des opérations de *l'armée des émigrés.*

P. S. L'armée des Pyrenées-Orientales vient de remporter une victoire contre les Espagnols ; 12 mille Français ont battu 20 mille Espagnols, et pris 300 chariots de grains.

Digitized by Google

(N°. 57)

MERCURE FRANÇAIS

QUINTIDI 15 MESSIDOR, *l'an troisieme de la République.*
(*Vendredi 3 Juillet* 1795, vieux style.)

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

VOYAGE de la Chine à la côte Nord-Ouest d'Amérique, faits dans les années 1788 *et* 1789; *précédés de la relation d'un autre voyage exécuté en* 1786 *sur le vaisseau le* Nootka, *parti du Bengale; d'un recueil d'observations sur la probabilité d'un passage Nord-Ouest; et d'un traité abrégé du commerce entre la côte Nord-Ouest et la Chine, etc., etc.; par le capitaine J.* MEARES, *commandant le vaisseau le* Felice. *Traduit de l'anglais par J. B. L. J.* BILLECOCQ, *citoyen français. Trois volumes* in-8°., *avec un volume format grand* in-4°. *contenant* 28 *vues, marines, cartes géographiques, plans, costumes et portraits, gravés en taille douce par* NÉE, *graveur des* Vues de la Suisse. *Prix,* 70 *liv. brochés; et* 78 *liv., franc de port par la poste, pour les départemens. A Paris, chez F.* BUISSON, *libraire, rue Hautefeuille,* n°. 20.

LES voyages entrepris successivement depuis 1764 jusqu'en 1779, par les capitaines Byron, Wallis, Carteret, et enfin par l'immortel Cook, ceux de Bougainville, ceux de notre infortuné la Pérouse ont étonné l'univers, et laissé dans tous les cœurs un sentiment profond de respect et d'intérêt pour ces intrépides marins. Le nom du capitaine Meares, dont nous publions aujourd'hui les voyages, est digne de trouver place à côté de ces noms fameux. La même audace, le même sang-froid, le même esprit d'observation l'ont accompagné chez des peuples anthropophages, et au sein des plus affreux dangers.

Au mois de janvier 1786 il part de Calcutta sur le vaisseau le *Nootka*, pour se rendre à la côte Nord-Ouest d'Amérique. Bientôt il entre dans les mers de Chine, arrive à l'Entrée du Prince-Guillaume, séjourne plus

Digitized by Google

de huit mois parmi les naturels de cette Entrée où il éprouve toutes les horreurs de la situation la plus déplorable, visite les isles Sandwich, et le 20 octobre 1787 vient mouiller dans le Typa, port voisin de Macao, après un voyage de vingt-un mois.

Trois mois après, c'est-à-dire en janvier 1788, il quitte la Chine, ayant sous ses ordres la *Felice* et l'*Iphigénie*. Il confie le commandement de ce dernier vaisseau au capitaine Douglas, traverse des mers fécondes en écueils terribles, et relâche à Samboingan, ville de la domination espagnole. Il y passe quelques semaines, se sépare du capitaine Douglas, à qui il trace une route conforme aux instructions qu'il avait reçues lui-même des propriétaires communs des deux navires, reste en mer pendant trois mois, au bout desquels il vient mouiller heureusement dans l'Anse-des-Amis, Entrée-de-Nootka. Environ un mois après il remet à la voile, visite de nouveaux parages, et revient jetter l'ancre dans le Port-Cox. Il repart, s'abandonne encore une fois à tous les périls d'une navigation difficile, et après plusieurs tournées dans les districts voisins de Nootka, il quitte cette Entrée, fait route vers les isles Sandwich, vient toucher à ces isles en octobre 1788, et rentre enfin dans la rade de Macao, dès les premiers jours de décembre. Ici, il laisse au capitaine Douglas le soin de terminer la relation de ses voyages. L'expédition de cet officier en forme le complément. Elle est d'autant plus intéressante, que l'*Iphigénie* a reconnu des routes de la côte d'Amérique qui avaient échappé à l'œil observateur du capitaine Cook, et aux recherches de ses illustres devanciers.

De retour dans sa patrie, le capitaine Meares a lui-même écrit ses voyages. Ici, ce n'est plus seulement le marin qui transmet ses observations sur le gisement des côtes, et sur les dangers qui menacent les navigateurs; c'est l'historien judicieux, c'est le philosophe éclairé, c'est le politique instruit qui rassemble les plus curieux détails sur les hommes que la nature a relégués dans ces climats sauvages, sur leurs mœurs, les productions des contrées, l'histoire naturelle, et particulierement sur le commerce qu'on peut faire entre la côte Nord-Ouest d'Amérique et la Chine. Sous ces différens rapports, les voyages du capitaine Meares sont un ouvrage précieux, qu'il est indispensable de joindre à la collection des voyages dans la mer du Sud, et qu'on doit regarder

Digitized by Google

comme une véritable continuation de ceux du capitaine Cook.

VARIÉTÉ.

LETTRE AU RÉDACTEUR.

Sur l'inconstance du Peuple et le danger de le faire participer aux affaires publiques ; et sur la manie de comparer les tems anciens au tems moderne.

En observant les différens caracteres qu'a pris successivement notre révolution sous l'influence des chefs de parti et des instigateurs du peuple, je me suis reporté plus d'une fois au tems des anciennes républiques pour y découvrir des traits de ressemblance qu'offre leur histoire. Et moi aussi j'ai lu Salluste ; et la conjuration de Catilina dont vous venez de rendre compte en parlant de la nouvelle traduction de Billecocq, m'a souvent fourni plus d'un sujet de méditation. Ce qui m'a le plus frappé, c'est cette turbulence, cette inconstante mobilité du peuple et cette propension à devenir le jouet de tous ceux qui voudront mettre à profit son ignorance et ses passions. Il me semble que vous auriez pu saisir quelques rapprochemens qui n'auraient pas été perdus pour notre instruction, et qui auraient servi à prouver que le peuple se ressemble par-tout, au milieu des grandes agitations politiques, et que les *sans-culottes* de Rome différaient peu des *sans-culottes* de Paris. Voici ce que dit Salluste du peuple, relativement à la conjuration de Catilina.

« Le peuple entier, toujours avide de nouveauté, approuvait les projets de Catilina, et en cela il suivait son usage ordinaire. En effet, dans un état, ceux *qui n'ont rien* portent envie aux gens de bien, élevent les méchans, détestent les anciennes institutions, en desirent de nouvelles, s'efforcent d'opérer un changement total en haine de leur situation personnelle, se nourrissent de troubles et de séditions, et toujours sans inquiétude, parce que l'indigence n'a rien à perdre. Ici, cependant, d'autres causes entraînaient le peuple de Rome vers sa ruine. D'abord, tous les hommes pervers qui s'étaient le plus distingués par leur effronterie et par leur méchanceté, ceux qui avaient dissipé honteusement leur

Digitized by Google

patrimoine, ceux enfin que leurs débauches ou quelque crime avaient fait bannir de leurs familles, tous ces hommes, dis-je, affluaient à Rome comme dans une sentine impure. Plusieurs encore étaient tourmentés par le souvenir des victoires de Sylla auxquelles de simples soldats avaient dû, les uns, l'honneur de siéger dans le sénat; d'autres, une opulence qui leur fournissait les moyens de se nourrir et de se vêtir avec toute la magnificence des rois; et chacun d'eux, en prenant les armes, espérait pour lui-même un sort aussi heureux du succès de la conjuration. Enfin, la jeunesse accoutumée jusqu'alors à ne supporter sa misere dans les campagnes qu'à force de sueurs et de fatigues, avait été corrompue à Rome par les largesses publiques et particulieres, et préférait le lâche repos de la ville à un travail ingrat et pénible : comme toutes les autres classes, elle vivait des malheurs publics. D'où je conclus qu'il faut moins s'étonner si des hommes sans fortune, sans mœurs, et avec d'aussi belles espérances, confondaient ainsi leurs propres intérêts avec ceux de la république. J'ajoute que tous ceux dont Sylla vainqueur avait proscrit les familles, confisqué les biens, restreint les droits et attaqué la liberté, attendaient l'événement de cette guerre dans les mêmes dispositions. Ceux aussi qui se trouvaient dans un parti opposé au sénat, aimaient mieux voir la république bouleversée que leur puissance affaiblie. Ainsi, le même fléau menaçait de nouveau Rome après un intervalle de plusieurs années. »

Eh bien ! ce même peuple, dit ensuite Salluste, que son goût ordinaire pour la nouveauté n'avait que trop porté à desirer la guerre, *change d'opinion* aussi-tôt que la conjuration est découverte, déteste les projets de Catilina, éleve jusqu'au ciel le nom de Cicéron, et comme échappé à l'esclavage se livre à tous les transports de sa joie.

Que d'exemples on pourrait citer de cette versatilité du peuple durant le cours de notre révolution ! le peuple du 31 mai et du 2 juin était-il le peuple du 10 thermidor, du 12 germinal et du 4 prairial ? Que d'idoles il a caressées et brisées tour à tour ! Le résultat moral et politique que l'on pourrait tirer de l'histoire du peuple, c'est qu'on ne peut l'employer comme instrument politique qu'avec la plus extrême sobriété, que l'on ne doit compter ni sur son caractere, ni sur son esprit de suite, parce qu'il a plus de passions que de principes, que

Digitized by Google

tout gouvernement qui veut exister sans secousses, doit écarter des affaires la classe malheureusement trop nombreuse de ceux qui n'ont rien, qu'il faut travailler sans cesse à l'éclairer, mais qu'il faut le rendre heureux en dépit de lui-même, et le faire jouir des bienfaits de l'ordre social, en lui ôtant tous les moyens de le troubler.

Je pense, comme vous, qu'il ne faut point trop se livrer à la manie des analogies entre la situation et les mœurs d'un peuple et celles d'un autre, sur-tout quand il s'agit des tems anciens et des tems modernes, d'une vieille constitution et d'une constitution nouvelle. Ce que dit Salluste des mœurs des Romains à l'époque de la conjuration de Catilina, n'est susceptible d'aucun rapprochement avec nos mœurs actuelles. Beaucoup de gens désesperent de l'établissement de la république en France, parce qu'ils prétendent que la liberté ne peut naître et vivre au milieu d'une nation corrompue, et je les ai entendu souvent citer en preuve la corruption de Rome qui entraîna la chûte du gouvernement. Mais ce qui perdit la liberté à Rome, ce fut bien moins la corruption des mœurs, que la corruption politique. Les causes de la décadence des empires et de leur constitution sont si multipliées, si liées les unes aux autres, qu'il serait dangereux de les isoler et de regarder comme cause principale ce qui n'est quelquefois que l'effet et le résultat d'autres causes plus éloignées.

Sans doute que les mœurs agissent sur les gouvernemens, mais les mœurs sont elles-mêmes altérées, influencées par une multitude d'accidens étrangers à la nature et à la forme de ces mêmes gouvernemens. Ce fut l'extrême puissance et l'extrême richesse des grands à Rome, qui prépara et consomma son asservissement. Du moment qu'un proconsul put s'enrichir des dépouilles de vingt provinces, et revenir jouir tranquillement à Rome du fruit de ses immenses déprédations, il fut aisé de prévoir ce que deviendrait la liberté et la république entre des mains qui pouvaient tout corrompre et tout acheter. On brigua les emplois publics pour avoir un gouvernement, et on ne desirait un gouvernement que pour en épuiser les trésors. Dès-lors toutes les places furent mises à l'encan. Il fallut payer les suffrages et s'endetter par des prodigalités et des largesses, qui n'étaient qu'un prêt de la cupidité au plus haut intérêt. Les dettes nécessiterent de plus grandes

Digitized by Google

concussions. Quand toutes les richesses du monde furent transportées à Rome, quand les premiers de l'état joignirent à leurs propres trésors la facilité de puiser dans ceux de la république, quand ils purent solder à leurs frais des armées entieres, avoir des rois, des provinces et des milliers de Romains pour cliens, que leur restat-il à faire, que se disputer entr'eux à qui usurperait la souveraine puissance? Entre les différentes causes qui ont contribué à renverser la république romaine, celle-là occupe le premier rang.

On parle de la corruption de nos mœurs, et on veut la comparer à celle des Romains; de tout tems il a été aisé de faire des déclamations, et le tems présent a toujours servi à faire les honneurs du tems passé. Horace l'avait dit en fort beaux vers avant nous, et on le redira encore après quand on voudra gourmander la postérité. Mais il y a pour nous une différence qu'il faut bien saisir, c'est que cette corruption de mœurs est bien plus dans nos habitudes individuelles que dans les principes du gouvernement; car depuis que nous sommes en révolution, nous n'en avons eu aucun. La corruption des Romains marqua l'époque de la décrépitude de leur république. La nôtre a sonné la derniere heure de la monarchie. Les Romains ne substituèrent à leur gouvernement que la servitude, et par conséquent un nouveau moyen de corruption morale, civile et politique. Nous, au contraire, en remplaçant le despotisme par la liberté, nous nous sommes ménagé les moyens de régénérer les mœurs par la régénération de notre gouvernement.

Cette transmutation, il est vrai, ne s'est point faite sans un bouleversement dans toutes les parties du corps social; il fallait bien s'y attendre. Chacun s'est jetté dans l'arêne avec les instrumens dont il était armé; le méchant avec ses vices, l'ignorant avec ses erreurs, le fou avec ses chimeres; et comme le mal est toujours actif et destructeur de sa nature, et que la raison et la vertu restent sur la défensive, et n'ont même besoin que de se défendre pour triompher, il en est résulté que le mal seul s'est fait remarquer, et que le bien s'est enveloppé de sa modestie. Mais je dirais à ces éternels déclamateurs, que malgré cette longue et sanglante lutte de l'immoralité, des passions et des erreurs, elles ont pourtant fini par succomber. La justice et la vérité ont repris insensiblement leur empire; les Français ont

Digitized by Google

rougi de leur longue patience à supporter les crimes d'une poignée de scélérats qui ont déshonoré la nation la plus connue par la douceur et la politesse de ses mœurs ; et si la morale individuelle a été souillée de l'esprit de brigandage et de férocité, la morale publique désavoue cette horrible dépravation. C'est sur la morale publique qu'il faut apprécier l'esprit d'un peuple, et fonder l'espoir de son gouvernement ; toutes les infamies qu'ont produites l'agiotage et la cupidité sont une suite du déplacement des choses, et tiennent à des circonstances extraordinaires et momentanées. Si l'on calculait bien l'influence qu'ont exercée sur les mœurs l'état de nos finances, l'abondance du papier-monnaie, le discrédit dans lequel il est tombé successivement, les besoins immenses de la guerre, on verrait que toutes ces causes ne sont que des causes révolutionnaires dont les effets s'évanouiront avec elles. Il restera un gouvernement neuf, et l'on a constamment remarqué que l'époque d'une constitution nouvelle chez un peuple, était toujours marquée par un changement favorable dans ses mœurs. On ne peut dire encore jusqu'à quel point celles des Français seront améliorées, et ce qu'elles ont à espérer des institutions qui naîtront de la nouvelle forme de leur gouvernement. Mais si ces institutions sont bien dirigées, si leur gouvernement est bon, c'est-à-dire s'il leur convient, à coup sûr ce n'est pas le moment d'aller choisir quelqu'époque de l'histoire ancienne pour en tirer des inductions dont l'application est toujours défectueuse, parce qu'elle manque de cette convenance de rapports sans laquelle l'esprit erre dans le vague des hypotheses, et s'expose à des erreurs fréquentes.

Voilà quelques réflexions que m'ont suggérées la lecture de la conjuration de Catilina, et cette fureur de nos détracteurs modernes de vouloir rapprocher des tems et des mœurs qui n'ont entr'eux aucune ressemblance. Laissons les faiseurs d'homélies morales, et sachons profiter des avantages de notre révolution.

ANNONCE.

Catéchisme français, ou principe de morale républicaine ; à l'usage des écoles primaire. De l'imprimerie de Didot jeune ; à Paris, l'an 3e., *in*-8o. ; prix 1 liv. 10 s. pour toute la République. Chez Fuchs, libraire, quai des Augustins, no. 28.

Digitized by Google

NOUVELLES ÉTRANGERES.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 17 juin 1795.

Des lettres de Copenhague, en date du 9 juin, annoncent que six jours auparavant deux Suédois distingués, les comtes Steenbock et Moerner s'étaient rendus dans cette ville pour y faire part au gouvernement de l'arrivée prochaine du jeune roi de Suede et du duc de Sudermanie, attirés par l'envie de voir le camp de Scanie. Le roi de Danemarck et le prince héréditaire se proposaient d'aller au-devant des voyageurs quand l'incendie arrivé dans la capitale leur a fait un devoir d'y rester, et en a aussi écarté le régent et son pupille. Voici les nouveaux détails qu'on a reçus sur ce fâcheux événement.

« Le terrible incendie dont nous avons rendu compte, a duré plus de quarante-quatre heures : c'était avant-hier l'après-midi qu'on est parvenu à l'éteindre. Depuis le canal jusqu'à la tour de l'Ouest (Westerthore) tout a été réduit en cendre ; le nombre des maisons brûlées est de 1416, non compris la maison de ville, l'arsenal, l'église Saint-Nicolas, et la maison de l'amirauté. Parmi les maisons se trouvent deux apothicaireries de la ville, vingt-neuf brasseries, dix-neuf boulangeries, et deux cents maisons de distillateurs d'eau-de-vie. Plus de trois mille familles et au-delà de vingt mille personnes sont restées sans demeure.

Les rues de Friedrichsberg et de Westerstrasse, toutes les maisons qui bordoient le canal, tout le quartier nommé l'Altestrand, le marché aux poissons, la grande et la petite rue de l'église, la moitié de Wimelschast, etc. enfin tous les quartiers les plus voisins du vieux chantier où le feu se manifesta d'abord, ont été la proie des flammes. Le prince royal accourut à l'instant même où le feu commença d'éclater, et ne cessa d'animer les travailleurs par son exemple. Il a secouru des malheureux, sans penser au danger qui le menaçait, et les a sauvés des flammes prêtes à les engloutir, ou des décombres de leurs maisons. Il fit aussi, dès la nuit même, dresser des tentes sur les remparts de la ville. Hier on en a disposé un bon nombre dans une place située à l'une des extrémités de la ville.

Digitized by Google

Le magistrat s'assemble à la maison des postes, et le tribunal de police tient ses séances au château de Charlottenbourg. Pour aider aux malheureux, et accélérer la cuisson du pain, le prince a fait remettre aux boulangers 3,000 tonneaux de seigle à bas prix. Il a été aussi pris des arrangemens pour leur fournir une certaine quantité de farine de seigle. Il a été en outre ordonné aux brasseurs de faire en toute diligence une quantité suffisante de bierre ordinaire.

La perte occasionnée par ce désastre est immense, et Copenhague aura besoin de bien du tems pour reprendre le lustre que deux incendies si terribles, arrivés à peu de distance l'un de l'autre, viennent de lui ravir.

L'on ne sait pas encore jusqu'où cet événement reculera les armemens que le gouvernement continue pour le maintien de sa neutralité. Il avait résolu d'armer encore six vaisseaux de ligne en réserve, outre ceux qui ont été déjà équipés. Ces six vaisseaux sont le *Neptune*, de 84; le *Shield*, le *Justicia*, l'*Odin*, de 74; le *Mars*, de 64, et le sixième, aussi de ce dernier rang. Avant-hier les vaisseaux de ligne la *Princesse-Marie* et le *Holstein*, et les frégates la *Thétis* et *Titon* ont mis en rade. »

L'accession du roi de Suede, en sa qualité de duc de Poméranie, au traité de paix conclu entre la Prusse et la France, va être incessamment déclarée à la diete de Ratisbonne, et l'est peut-être déjà ainsi que les effets de cette guerre dévastatrice et ruineuse vont cesser de peser sur cette belle province, qui n'aura plus ni mois romains, ni autres prestations de ce genre à sa charge.

Suivant des avis des frontieres de Pologne du 8, les affaires de ce pays continuent de prendre une tournure sérieuse. Les Russes se portent en assez grand nombre sur la Vistule et sur les frontieres de la Prusse. On prétend même qu'ils ont déjà rompu toute communication entre cette contrée et la Lithuanie. Les Prussiens ont soin de leur côté de se renforcer dans les districts situés sur la rive gauche de la Vistule. On écrit de la capitale qu'il n'y a plus que 1500 hommes de garnison russe, mais le camp aux environs de Varsovie doit être porté à 50,000. — Le roi vit très-solitaire à Grodno, où une de ses sœurs lui tient compagnie dans un château dont il ne sort guères. Son neveu Stanislas Poniatowski, de retour d'Italie, va l'y rejoindre. Quelques changemens qui puissent arriver dans les affaires, on ne croit pas que le prince détrôné soit tenté d'y prendre aucune part. Il pourrait cependant en arriver, car le sentiment qui regne le plus constamment en Pologne, c'est la haine des Russes; il est porté jusqu'au fanatisme. On a vu des prêtres polonais refuser de prêter leur ministere aux obseques de quatre magnats pendant lors de la dernière révolution, et que

Digitized by Google

les Russes avaient fait exhumer pour leur faire de magnifiques funerailles. Plusieurs de ces prêtres ont été jettés dans des cachots pour les punir de cette désobéissance.

De Francfort-sur-le-Mein, le 20 juin.

Le roi de Prusse s'occupe sérieusement de réparer les maux que la guerre a faits à ses différentes possessions. Conformément à la proposition de son ministre Heiniz, il a donné des ordres pour que les chevaux à l'usage des régimens Westphaliens et des charrois de vivres fussent répartis gratis entre les habitans du duché de Cleves qui ont le plus souffert.

Nous avions négligé de rendre compte du fait suivant contenu dans une lettre de Berlin en date du 30 mai; nous nous empressons de réparer cette omission, en ajoutant que trois des principaux chefs de l'émeute ont été pendus et 18 des séditieux fusillés.

« Cette ville vient d'être le théâtre d'une scène qui pouvait amener de grands événemens. Une partie du peuple soulevée; la garde repoussée, mise en fuite; des soldats blessés; toute la garnison sous les armes; les portes fermées; l'arsenal et les autres édifices militaires menacés de destruction et de pillage; la ville entière d'être brûlée: tel est le tableau de la situation où Berlin s'est trouvé depuis le mardi 26 mai jusqu'au vendredi suivant. La cause de ce grand mouvement a été une simple rixe entre un rémouleur et un compagnon menuisier.

Le premier demeurait dans un quartier de Berlin rempli de cabarets ou guinguettes, d'assez mauvais renom. Le troisième jour de la Pentecôte, elles se trouvaient, suivant l'usage, remplies de monde, et principalement de compagnons-ouvriers et journaliers, comme étant le rendez-vous ordinaire de la plupart des corps de métiers ou sociétés. Un compagnon menuisier, à moitié ivre, alla narguer et insulter l'affileur, qui était à son travail. Celui-ci, peu endurant, ne peut souffrir ce procédé; on en vient aux voies de fait, et d'autres compagnons accourent prendre part à la querelle. L'affileur a recours à la garde militaire qui, ne consistant qu'en trois hommes, est bientôt désarmée et terrassée. Un détachement plus fort survient ensuite, et arrête quelques-uns des plus mutins; mais aussi-tôt tous les cabarets prennent fait et cause pour les prisonniers, et tous les compagnons s'arment de pierres et de bâtons, etc.

Le président de la police, accouru sur les lieux, croit devoir employer la douceur. Il se rend auprès de la garde, fait relâcher les détenus et leur promet même satisfaction. On le remercie par des *vivat!* mais la nuit on ne s'en porte pas moins sur la maison de l'affileur, qu'on démolit en grande partie. De gros détachemens militaires en sont témoins, et n'ayant point d'ordre de repousser la force par la force, après

Digitized by Google

avoir été accueillis de quelques volées de pierres, ils se retirent ; le président de la police lui-même est maltraité. Une division de 28 à 30 gendarmes n'ayant point d'ordre d'agir de force, n'en impose pas davantage, et, pour n'être point lapidée, fait retraite.

Le commandant par *intérim*, Langlet, se présente avec quelqu'infanterie pour appaiser le tumulte, mais n'ayant point d'ordre de repousser les séditieux, et attaqué lui-même, il est dans la nécessité de faire une espece de capitulation, en vertu de la quelle il se retire, sous condition qu'on cessera de démolir la maison. Déja tout y était ravagé et ruiné ; une maison voisine avait même commencé d'éprouver le même sort.

Il était alors 4 heures du matin ; les portes de la ville resterent fermées. Les compagnons enhardis menacent, si on ne les laisse faire, de mettre le feu en différens quartiers. Le roi était, suivant sa coûtume, à Charlottenbourg, où l'on va lui faire part de l'état de la capitale. Il donne ordre : « de repousser la force par la force, d'arrêter les principaux mutins, et de faire les recherches les plus rigoureuses pour découvrir ceux qui ont excité cette émeute. »

Alors des détachemens se rassemblent de toutes parts. Lappstrasse (rue où la scène se passait) est cernée ; les gendarmes et les hussards sabrent par-tout où ils trouvent résistance. A dix heures du soir, le tambour bat l'allarme de tous les côtés ; on crie que le feu est à la ville ; les régimens se rendent à leurs postes ; le château est étroitement gardé, on n'en laisse sortir personne : il en est de même de l'arsenal ; on fait les mêmes dispositions devant le magazin de pontons, toutes les avenues qui y conduisent sont garnies de troupes, de forts détachemens sont placés aux édifices publics et aux magasins, tous les pompiers sont à leurs postes avec leurs pompes.

La premiere partie de la nuit se passe dans la consternation et l'incertitude. Il se livre au *Marché Neuf* une espece de combat entre les compagnons qui voulaient délivrer leurs camarades et un détachement de hussards, qui parvint enfin à les disperser. Les militaires ayant reçu l'ordre de repousser la force par la force, les mutins ont été mis en fuite, non sans qu'il y ait eu du sang répandu et beaucoup de blessés. On en a d'abord arrêté soixante ; il a été fait ensuite des visites domiciliaires dans la Lappstrasse. Le chef de l'émeute, compagnon tailleur, nommé Schmidt, y a été découvert et saisi.

Jeudi, les patrouilles et les différentes mesures de police ont été continuées avec vigueur ; il n'a été permis à personne de sortir de la ville sans passe-port. Cependant la tranquillité a commencé à renaître, et les séditieux, frappés d'épouvante, se cachent par-tout. Vendredi, 29, les arrestations se sont multipliées, et l'on a saisi les chefs de la révolte. Les prisons

Digitized by Google

ordinaires sont si remplies, qu'il a fallu conduire plusieurs des détenus à la caserne de Braun. Aujourd'hui le calme paraît se raffermir. — On dit le général Schwerin mort. »

Les états du cercle de Franconie ont écrit au roi de Prusse une lettre de remercîment pour l'intérêt qu'il a pris au bien être du cercle, à l'occasion de la paix conclue avec la République Française. En général, les co-états de l'Allemagne se tournent aujourd'hui vers ce prince comme vers le sauveur du corps germanique, et sans en être le chef il en a toute l'influence, au grand dépit de la maison d'Autriche, encore incertaine si elle doit continuer la guerre avec l'aide de la Grande-Bretagne, ou accéder aussi à la paix que l'on finirait peut-être par faire sans son intervention, à en juger par les dernieres lettres de Ratisbonne, du 11, qui s'expriment ainsi :

Trêves, Saxe, Brandebourg, Hanovre, Mayence et Cologne ont déja vôté dans le collége électoral ; 30 voix dans celui des princes, et 16 dans le collége des villes d'Empire, relativement aux négociations de paix. Toutes ces voix sont pour la paix, et la majorité pour la médiation de la Prusse. On croit que lundi prochain on clora le protocole.

Du 12. Le suffrage de Spire porte que la France doit se contenter des droits et possessions qui lui ont été assurés par les traités précédens, entr'elle et l'Empire. Il pense qu'il ne doit pas être nommé de députation de l'Empire ; mais que l'on doit remettre à l'empereur les pleins pouvoirs pour entamer les négociations, avec la réserve que ce dernier instruira de tems en tems la diete de leurs progrès.

Hesse d'Armstadt a, dans une addition, fait des représentations contre l'acceptation éventuelle du *statu quo* avant la guerre.

Hier, seize suffrages ont été insérés au protocole. Le comte Lherbach est ici depuis quelques jours.

Du 13. On espere que le *conclusum* de la diete concernant les négociations de paix, pourra être rédigé incessamment. Dans le collége électoral, Mayence, Cologne, Saxe et Brandebourg ont vôté pour la médiation du roi de Prusse ; dans celui des princes, sur cinquante suffrages, quarante ont vôté de même, et trois autres se sont déclarés pour la majorité : en sorte qu'il n'y a, jusqu'à présent, que douze voix pour que les négociations soient abandonnées à l'empereur.

Une lettre de Wallendar du 13 juin, rend compte de la maniere suivante des dispositions adoptées pour la retraite de la garnison de Luxembourg qui rentre bien en Allemagne, mais, qui ne doit pas servir avant qu'il ait été fait un échange, ou de prisonniers français effectifs, ou de garnisons rentrées sur le territoire de la République, aux mêmes conditions.

La garnison de Luxembourg passera le Rhin à Coblentz,

Digitized by Google

sur trois colonnes, les 17, 18, 19 de ce mois. La première colonne conduite par le feld maréchal Bender et le général-major Sebottendorf, est attendue le 17 au Thal. Elle est composée des trois bataillons de Bender, formant 67 officiers et 2,305 hommes; un bataillon de Klebeck, 17 officiers, 550 hommes; des hussards d'archiduc Ferdinand, 10 officiers et 300 hommes; croates, 212 hommes; corps du génie, 12 officiers et 28 hommes; mineurs, 4 officiers, 49 hommes. Le général Mocl conduit la seconde colonne: elle comprend 2 bataillons de Hnff, 48 officiers et 1782 hommes; un bataillon de Clairfayt, 10 officiers et 322 hommes, 3 officiers de la caisse militaire, 2 du commissariat. La troisième colonne, sous la conduite du feld maréchal lieutenant Schroder, est composée de 2 bataillons de Mitrowski, 43 officiers et 1628 hommes; un bataillon de Wurtemberg, 13 officiers et 345 hommes; un bataillon de Murra, 11 officiers et 359 hommes; artillerie, 26 officiers et 525 hommes; les dragons de l'archiduc Joseph, 11 officiers et 293 hommes.

Suivant des lettres de Vienne du 9 juin, il paraît que c'est du côté de l'Italie que l'empereur a dessein de faire de grandes opérations pendant cette campagne; il est décidé que la guerre sera offensive, et qu'on fera tout au monde pour chasser les Français des états du roi de Sardaigne. Déja plusieurs bataillons de jeunes bourgeois de la capitale, exercés aux évolutions militaires, vont se mettre en marche pour joindre l'armée. Quant à celle du Rhin, sa cavalerie légère sera renforcée de 1200 chevaux de remonte qu'on attend de la Hongrie. On assure aussi que de grands préparatifs ont lieu en Bohême, et l'on en augure l'arrivée ou le passage d'un corps très-considérable, ce qui prête quelque vraisemblance au bruit qui court que Catherine II fait marcher un corps d'armée vers l'Allemagne. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il va et vient beaucoup de courriers entre Vienne, Berlin et Pétersbourg, mais sur-tout entre Vienne et Pétersbourg; d'où l'on conclut que ces deux dernieres cours sont occupées en ce moment de projets d'une importance majeure.

En attendant, les Français, encouragés par la reddition de Luxembourg, prennent une posture plus menaçante vis-à-vis de Mayence. Leur armée a été renforcée dernierement, par de nouvelles troupes, et en particulier par des hussards. Elle avait été affaiblie par la désertion. Le 10 au soir, ils ont lancé près de Hochsheim un aérostat, ce qui fait conjecturer quelque dessein.

C'est le lieutenant général comte de Kalkreuthe qui commande le cordon prussien posté depuis l'Embs jusqu'à notre ville. Il aura ici son quartier-général, et il est déja arrivé depuis le 11.

Digitized by Google

ITALIE.

Des lettres du Milan, du 8 juin, disent qu'il vient d'être publié une invitation de porter à la monnoie toutes les matieres d'or et d'argent qui ne sont pas indispensables. On a de plus ordonné sous des peines très-séveres de ne pas laisser manquer de chevaux pour les transports militaires. Il a été aussi distribué à l'armée impériale un mois de paye extraordinaire, suivant l'usage, au commencement d'une campagne, ce qui ne laisse guère douter que celle-ci ne s'ouvre bientôt.

On écrit de Gênes, en date du 4 juin, que les armées respectives s'approchent insensiblement. Les Français ont porté des forces considérables à Ormée; et le quartier général Autrichien est attendu à Dego, mouvement qui fait croire qu'au premier jour on aura la nouvelle de quelque attaque sérieuse. Au reste, il continue d'arriver dans ce port, ainsi que dans celui de Livourne, une grande quantité de bâtimens chargés de grains, et l'on apprend par des lettres de cette derniere ville, en date du 5 juin, que l'escadre napolitaine, composée des vaisseaux de ligne, le *Guiscard*, le *Tancrede*, le *Samnite* et le *Parthenope*, y est attendue avec un convoi considérable de vaisseaux marchands.

Rome, 3 juin.

Des députés du nouveau parlement corse, et un commissaire de la cour de Londres, ont débarqué à Civita-Vecchia : ils viennent traiter avec le pape au sujet du nouveau réglement des affaires ecclésiastiques, établi par le parlement corse. Il est probable que plusieurs articles, bien qu'opposés aux pratiques et aux systêmes généraux, seront approuvés à Rome en faveur des circonstances particulieres où se trouve la Corse : on croit au moins qu'ils ne recevront ni approbation ni improbation expresse. La réduction des évêchés à trois, proposée par le parlement, n'éprouvera pas de difficulté à ce qu'on présume. Mais l'on croit que le pape s'opposera de toutes ses forces au projet du parlement qui consiste à assigner aux évêques une pension et à leur retirer leurs biens. Sans doute que la cour de Rome fera tout ce qui lui sera possible pour que le clergé corse reste propriétaire. Elle a sous les yeux le spectacle de la différence du crédit et de la consistance qu'obtiennent chez les divers peuples les prêtres qui ont continué depuis la réforme à demeurer possesseurs de propriétés terriennes, de dîmes, etc. et ceux qui sont réduits à la condition de salariés. On croit que le cabinet de Saint-James pourra bien, à cet égard, seconder les vues de Rome. On sait quel parti, en Angleterre, la couronne a su, dans tous les temps, tirer

Digitized by Google

de la haute-église. Les prérogatives qu'a le roi de nommer à une foule de places et d'emplois ecclésiastiques auxquels sont attachés un grand revenu et tous les avantages de la propriété, est une des plus sûres ressources de son influence dans la Grande-Bretagne. Ce sera, sans doute, un spectacle assez singulier de voir, peut-être dans peu, Georges III, dont la croyance est condamnée par l'église de Rome, se réunir à celui qui se dit le successeur de St. Pierre, le vicaire de Jésus-Christ, pour défendre le clergé catholique, de ses voir avancer peut être tous deux dans des bulles fulminantes, ou de gracieux messages, que la réforme qu'on médite est un attentat contre la foi, une véritable hérésie.

ESPAGNE ET PORTUGAL.

Suivant des lettres de Lisbonne, des premiers jours de mai, l'escadre portugaise venait de désarmer; on avait donné des congés à tous les officiers de marine anglaise qui y étaient employés, en leur conservant leurs brevets et la demi-paie. Le commerce de ce pays commençait aussi à reprendre quelqu'activité. Plusieurs convois de bâtimens marchands richement chargés étaient entrés dans le port de cette capitale, et il en était parti au commencement d'avril, sous l'escorte de trois frégates, un convoi de 48 bâtimens pour les ports d'Amérique et d'Asie.

La lettre suivante de Madrid, sous la date du 15 mai, semble annoncer que cette puissance n'est pas éloignée de se retirer de la coalition.

La nouvelle de la paix conclue entre la France et la Prusse a excité ici une joie universelle. Notre premier ministre, le duc d'Alcudia, en a montré sa satisfaction à plusieurs ministres étrangers résidans ici. Avant-hier, le ministre extraordinaire des états-généraux a remis au duc d'Alcudia la note suivante.

Monsieur le duc.

« C'est d'après les ordres exprès de L. H. P. les états-généraux des Provinces-Unies que j'ai l'honneur de m'adresser à votre excellence et de lui annoncer :

» Que L. H. P. ont aboli la charge du stadthouder, de capitaine-amiral général, dans toutes ses fonctions et dans tous ses rapports, et que tous ceux qui ont été dans le cas de faire le serment de fidelité audit stadthouder, capitaine et amiral général, en sont relevés.

» Il m'est en outre ordonné, monsieur le duc, d'y ajouter, et je m'en charge avec plaisir bien sensible, que L. H. P., ainsi que la nation entière, desirent de vivre en paix et bonne har-

Digitized by Google

monie avec toutes les puissances et spécialement avec sa majesté catholique. »

J'ai l'honneur d'être, etc.

Signé, van der Goes.

Aranjuez, le 13 mai 1795.

Le ministre a fait hier la réponse suivante à cette note.

Monsieur.

« J'ai informé le roi de votre note d'hier, par laquelle vous m'avez bien voulu communiquer au nom des états-généraux des Provinces Unies, qu'ils ont aboli la charge de stadthouder, capitaine et amiral-général, dans toutes ses fonctions et dans tous ses rapports, et que les états ainsi que la nation entière, desirent de vivre en paix avec toutes les puissances, et spécialement avec S. M.

» Le roi a appris avec la plus vive satisfaction, cette nouvelle marque de la continuation de l'amitié des états-généraux et de la nation hollandaise, et il est de même résolu d'y répondre de sa part avec fidélité et constance, dans tout ce qui dépendra de lui, et vous monsieur, il continuera d'accorder sa protection; en conséquence il se flatte que la bonne harmonie ne sera pas rompue, quelques grandes que puissent être les adversités de l'un et de l'autre pays.

» Je vous répete à cette occasion les assurances du parfait attachement que je vous ai voué, et que je ne desire rien de plus que de vous en donner en toutes occassions de nouvelles preuves; sur ce, *je prie Dieu*, etc. »

Signé, duc d'Alcudia.

Aranjuez, le 24 mai 1795.

On attend sous peu de jours, dans cette capitale, un ambassadeur britannique, mais selon toutes les apparences il n'y sera pas accueilli comme son prédécesseur; aussi doute-t-on si l'Angleterre sera bien dans le cas de tirer un grand avantage de notre marine, puisque l'amiral de Langara est retourné avec son escadre à Mahon (dans l'isle de Minorque), et que les vaisseaux qui la composent s'en retourneront probablement partie dans le port de Carthagène, partie dans celui de Cadix.

RÉPUBLIQUE

Digitized by Google

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CONVENTION NATIONALE.

Présidence de Louvet.

Séance du septidi, 7 Messidor.

Les représentans du peuple en mission près les armées du Nord et de Sambre et Meuse, du Rhin et de la Moselle, écrivent à la Convention nationale, du 28 prairial, qu'ils ont planté la veille, sur la place d'armes de Luxembourg, l'arbre de la liberté couronné du drapeau tricolor. Cette cérémonie s'est exécutée avec la plus grande solemnité dans cette importante conquête; toute la garnison, après avoir traversé les rues, s'est rangée sur trois rangs autour de la place. Les canonniers, précédés d'une musique guerrière, portaient l'arbre. Une foule immense était accourue. L'arbre s'éleva au bruit de l'artillerie, et dans le même instant se précipitait l'aigle impérial. La fête a été terminée par une proclamation lue par un des représentans, et par les cris de *vive la République! vivent les Français!* La lettre finit en disant que nous comptons déjà des partisans nombreux à Luxembourg, parce que l'on voit que le soldat infatigable dans les combats est paisible et discipliné après la victoire, et force ainsi le vaincu à l'estimer et à lui donner la confiance.

Mention honorable, insertion au bulletin.

Un des secrétaires fait lecture d'une lettre des administrateurs du district de Chartres, qui annoncent que des hommes cupides, qui se proposent de spéculer sur les besoins du peuple, et de lui faire payer encore bien cher le pain qui le doit nourrir, veulent acheter la récolte sur pied, et en offrent un prix exorbitant. Les habitans qui voient qu'au milieu de l'abondante récolte qui se prépare l'agiotage les forcera de périr de misère, mettent leur confiance dans la Convention, et attendent qu'elle prendra des mesures sévères et capables de réprimer de pareils abus.

Renvoyé au comité de salut public.

Guyomard dénonce les manœuvres de quelques émigrés qui, rentrés furtivement en France, se rendent à Paris où ils obtiennent des certificats de résidence à neuf témoins. Ce sont leurs anciens domestiques ou des fournisseurs qui certifient pour eux. Guyomard propose différens moyens de parer à cet inconvénient.

Digitized by Google

Leur examen est renvoyé aux comités de législation et de sûreté générale.

Vernier, au nom du comité des finances, fait un rapport sur le théâtre de la citoyenne Montansier, occupé depuis quelque tems par l'Opéra. Il observe qu'il en coûterait beaucoup de rétablir celui-ci dans son ancien local à la porte St. Martin, toutes les décorations et les machines, ayant été transportées dans celui de la rue de la Loi, et il en conclut qu'il est plus avantageux pour la nation de faire l'acquisition du théâtre de la citoyenne Montansier.

Cette proposition est décrétée.

Une manufacture d'horlogerie s'est élevée à Besançon. Ses progrès subits annoncent qu'elle ne tardera pas de rivaliser avec celles de Geneve et de Suisse; mais elle a besoin d'encouragement. La Convention a déja rendu plusieurs fois des décrets en sa faveur, mais les circonstances n'ont pas permis sans doute qu'ils obtinssent une entiere exécution.

Boissy d'Anglas, au nom des comités d'instruction publique et des arts et de celui des finances, fait décréter que les indemnités qui avaient été accordées aux entrepreneurs leur seront payées, et que la nation entretiendra, à ses frais, deux cents éleves tirés des familles des défenseurs de la patrie.

Le même décret porte établissement à Versailles d'une horlogerie automatique. Cent éleves y seront aussi formés aux frais de la nation, les chefs jouiront gratuitement, pendant quinze ans d'une maison nationale, et on leur fera les avances convenables en matieres d'or et d'argent.

Bailleul appelle l'attention de l'Assemblée sur les individus incarcérés par suite des dernieres mesures. Il pense qu'il faut faire un triage, et mettre en liberté ceux qui n'ont été qu'égarés ou qui sont innocens.

Mailhe dit que c'est dans les registres des ci-devant comités revolutionnaires qu'il faut chercher les coupables. Il convient que dans plusieurs départemens du Midi, le royalisme leve une tête audacieuse; mais il croit qu'il y a de l'exagération dans les tableaux qu'on en fait. Il demande le renvoi de la motion de Bailleul aux comités. Décrété.

Séance d'octidi, 8 *Messidor*.

Le problême des longitudes a occupé jusqu'à ce jour un grand nombre de savans qui ont trouvé pour le résoudre des méthodes plus ou moins approximatives, mais qui n'ont pas encore le degré de perfection auquel il est possible de parvenir. Un horloger de Paris, Ferdinand Berthoud, a avancé les progrès de l'art. Ses montres ont été fort utiles aux savans qui ont entrepris des voyages autour du globe. Grégoire, au nom des comités d'instruction publique, de marine et des finances, fait sentir la nécessité, pour la prospérité du com-

Digitized by Google

merce, d'avoir un établissement modelé sur celui d'Angleterre où l'on s'occupe de ce travail, et il fait décréter qu'il y aura à Paris un bureau de longitude composé de savans et artistes, chargés de la rédaction de l'ouvrage intitulé Connaissance des tems, et ayant sous sa direction l'Observatoire de Paris et les autres de la République.

Gillet, au nom du comité de salut public, annonce que le 26 du mois dernier vingt mille Espagnols ont attaqué douze mille de nos soldats de l'armée des Pyrénées orientales qui protégeaient un fourage général. L'affaire, qui a duré dix heures, a été des plus vives. L'ennemi a été complétement battu. Il a perdu environ douze cents hommes. Notre perte est de quatre-vingt-cinq tués et deux cents et quelques blessés. (*Voyez* Nouvelles officielles.)

Applaudissemens et insertion au bulletin.

Le reste de la séance a été entièrement employé à la discussion des lois relatives au régime hypothécaire. Tout a été décrété aujourd'hui, sauf quelques articles amendés ou renvoyés à un nouvel examen.

Nous avons omis un décret important rendu sur le rapport du comité de salut public, qui porte prohibition de toutes les ventes de grains en vert et pendant par racines, sous peine de confiscation et annullation de celles qui pourraient avoir été faites.

Séance de nonidi, 9 *Messidor.*

Aubry, au nom du comité militaire, soumet à la discussion un projet de décret sur la formation d'une légion composée d'infanterie et de cavalerie, dans laquelle entreraient les gendarmes des divisions supprimées qui, au moyen de l'épuration qui s'opererait parmi eux, seraient jugés dignes de servir de nouveau la République. Cette légion se nommera légion de police, et aura pour destination de faire le service des tribunaux, des prisons, des ports et des barrieres de Paris. Elle allégera ainsi le fardeau de la garde nationale, qui est devenu bien pénible pour elle, quoiqu'elle n'ait suivi jusqu'à present que son zele, sans même consulter ses forces. Ce nouveau corps est formé de deux demi-brigades d'infanterie formant trente bataillons, et d'une brigade de cavalerie de quatre escadrons. Ce projet est décrété.

La caisse des invalides de la marine avait été réunie à la trésorerie nationale, en vertu d'un décret présenté par Cambon. Le service en a beaucoup souffert; les intéressés ont éprouvé des pertes, et sur-tout des retards. Ils réclament contre cette reunion, et leurs plaintes méritent d'autant plus d'être écoutées que les fonds de cette caisse ne sont pas pris sur le trésor national, mais le fruit d'une bonne administration qui remonte à plus de cent ans. Ces observations présen-

Digitized by Google

tées par le comité des finances ne pouvaient manquer d'être accueillies par l'Assemblée qui a décrété le rapport de son décret.

Des cultivateurs annoncent à la Convention qu'une moisson abondante approche de sa maturité. Le sarrasin qu'on ne cueille qu'à la fin d'août est déjà en germe. Le seigle est prêt de tomber sous la faucille du moissonneur ; le froment est en lait ; l'orge commence à jaunir et l'avoine est en grains.

Forestier, condamné à la réclusion par jugement de la commission militaire, écrit à la Convention pour lui demander sa liberté. Il se fonde sur ce qu'on n'a rien produit de concluant et de positif au tribunal contre lui. Renvoyé au comité de législation.

Vernier a soumis la rédaction de plusieurs articles du réglement concernant le régime hypothécaire, qui avaient été renvoyés à un nouvel examen du comité.

Elle est adoptée.

Séance de décadi, 10 *Messidor*.

Personne, au nom du comité de législation, présente la rédaction du décret tendant à accorder un nouveau délai de deux mois aux peres et meres d'émigrés, pour faire la déclaration de leurs biens, meubles et immeubles en exécution de la loi du 9 floréal.

Elle offre quelques difficultés dont l'examen est renvoyé au lendemain.

Guyomard, par motion d'ordre, observe que les adresses de félicitation remplissent tous les jours en partie le bulletin, et qu'elles ne peuvent plus être du même intérêt à cause de leur nombre, et parce qu'elles offrent communément le même fonds de pensées. Il croit qu'il importe bien plus aux progrès de l'esprit public de répandre par cette voie des lumieres dans le peuple qui en a un si grand besoin, et sur sa proposition la Convention décrete qu'au lieu d'insérer dans le bulletin les adresses de félicitation, on y insérera un choix de pensées et de maximes puisées dans les meilleurs ouvrages des amis de l'humanité et des défenseurs de la souveraineté nationale, tels que ceux de Rousseau et de Mably, sous le titre d'*Esprit des grands hommes propres à diriger l'esprit public*. Le comité d'instruction publique est chargé de l'exécution de ce décret.

Merlin (de Douai) et Delamarre, en mission dans les départemens du Nord et du Pas-de-Calais, rendent compte d'un fait qui vient de se passer à Arras, et qui, sous la main d'un malveillant ou d'un écrivain à gages, pourrait se revêtir de couleurs fausses, quoiqu'il ne soit rien en lui même. La commune a porté le prix du pain du peuple de dix sous à vingt. Des femmes se sont attroupées autour de la maison des représentans en criant : *Du pain à dix sous !* Elles ont

Digitized by Google

demandé à être entendues ; mais Merlin et Lamarre ont répondu qu'ils ne recevraient aucune pétition avant que l'attroupement fût séparé. Bientôt après est survenu un peloton de cavalerie qui a tout dissipé comme un éclair, et la tranquillité s'est rétablie.

Sur le rapport du comité d'instruction publique, la Convention décrete que les travaux commencés dans les bâtimens destinés aux écoles centrales, et ordonnés p r les représentans chargés de l'organisation de ces écoles, seront suspendus dans toute la République, à la réception du decret.

Séance de primedi, 11 *Messidor*.

Thibaut, au nom du comité des finances et de celui de salut public, s'éleve avec force contre les agioteurs qui ont converti en licence, la liberté du commerce, qui vendent aujourd'hui dix pour cent de plus, les mêmes marchandises sorties des mêmes magasins, sans qu'il y ait aucun prétexte de renchérissement. Il annonce que l'état estimatif des domaines nationaux sur lesquels sont hypothéqués les assignats, sera bientôt connu de tout le monde, que le comité publiera le bilan de la nation pour mettre à découvert les dilapidateurs de la fortune publique. Thibaut présente ensuite deux projets de décrets. L'un est un emprunt d'un milliard à trois pour cent d'intérêt, et l'autre une tontine dont les actions seraient de mille livres, divisées en coupons de 500 et 200 liv. Il y aurait seize classes chacune de cinq ans. Chaque classe renfermerait quatre mille actions et un tirage de 800 primes de mille livres chacune. Ce projet est ajourné.

Personne, au nom du comité de législation, fait adopter la rédaction du décret relatif à la déclaration à faire par les peres et meres d'émigrés.

Lanjuinais demande la parole, et dit, que ce ne sont pas des modifications qu'il faut mettre à un décret immoral et injuste, mais avoir le courage de le rapporter; qu'il dépouille ces peres et meres parce que leurs enfans ont émigré, comme s'ils étaient responsables des actions de leurs enfans majeurs ou de leurs filles mariées; qu'il est tems que la fortune publique ne se compose pas d'usurpations, et que la loi du 9 floréal, qui ouvre les successions de ceux qui sont encore en vie, qui arrache à leur vieillesse les secours dont ils ont besoin, et cela sans aucun indice de complicité, est atroce dans son principe et dans ses conséquences.

Lanjuinais demande le rapport de cette loi. Guyomard s'y oppose, et soutient que sur 100 peres d'émigrés, il y en a 99 complices de l'émigration de leurs enfans et qu'ils leurs feront passer ce qu'on leur laissera.

Boissy-d'Anglas appuie Lanjuinais. Il trouve sa motion sage et conforme aux principes de l'équité. Il pense que la justice

Digitized by Google

peut seule donner de la stabilité aux opérations de la Convention. Il propose le renvoi au comité de législation. Il est décrété.

PARIS. *Quartidi*, 14 *Messidor*, 3^e^. *année de la République.*

On présume que la discussion sur le projet de constitution ne s'ouvrira pas sextidi prochain, comme la Convention l'avait fixée. Le peu de tems qui s'est écoulé depuis l'impression de ce projet, l'importance de la matiere, le grand nombre d'ouvrages ou d'observations qui se publient soit par la voie des journaux, soit directement, tout annonce que l'opinion publique s'exerce avec activité sur un sujet aussi intéressant, et que la Convention a besoin de recueillir et de méditer les différentes vues qui sont proposées. Malgré la soif que nous avons tous d'un gouvernement, il ne faut rien faire par lassitude, ni par dégoût. Une constitution n'est pas destinée à n'avoir que l'existence d'un jour, d'une année, et l'exemple de celles qui ont été faites jusqu'à ce jour doit convaincre de la nécessité de ne rien précipiter à cet égard. Quoique le projet qu'adoptera la Convention doive être soumis à la délibération des assemblées primaires, il vaut mieux préparer le travail avec toute la maturité qu'il exige que de le livrer à des débats et à des oppositions qui rendraient les résultats plus difficiles et plus lents. Laissez à faire le moins possible aux assemblées primaires, et pour cela procédez avec réflexion, pesez les inconvéniens, et faites que votre ouvrage atteigne la plus grande perfection avant que de le présenter à la sanction du peuple.

Il paraît que l'on est assez généralement d'accord sur les principales bâses du projet de la commission des onze, et c'est sans contredit le meilleur plan qui ait été conçu et proposé jusqu'ici par les assemblées constituantes. Mais on se demande si les lois organiques, qui reglent la forme des élections, sont bien intelligibles; si le mode d'élection, par assemblées primaires, n'offre pas plus d'inconvéniens, que celui fait par des corps électoraux; si la condition exclusive de la propriété *fonciere*, ne rendrait pas *éligibles* tous les *intrigans* et tous les *dilapidateurs* qui se sont engraissés de la fortune publique, et ont fait des acqui-

Digitized by Google

sitions territoriales, et si tous les hommes estimables qui ont préféré une vertueuse médiocrité à ces moyens honteux de s'enrichir, ne seraient pas injustement privés de l'exercice d'aucun droit politique ; si cette condition de propriété foncière ne ferait pas hausser considérablement le prix des terres, et avec lui celui des denrées, et avec les denrées celui de la main-d'œuvre, d'où naîtrait par conséquent l'impossibilité de soutenir la concurrence avec les fabriques étrangeres ; si en augmentant le nombre des propriétaires fonciers, on ne multiplie pas la division des terres, et si par là on n'affaiblit pas les moyens de culture et le produit qui se *porte au marché*, le seul qui constitue véritablement la richesse agricole et la ressource des consommateurs, enfin, si le pouvoir législatif *nommé* et *accusable* par le corps législatif jouira jamais d'assez d'indépendance et de force dans l'action du gouvernement qui lui est confié. Toutes ces questions, et d'autres encore, méritent sans doute d'être examinées et discutées avec maturité, et il serait difficile à l'homme le plus exercé dans l'art social, de se hasarder à prononcer légérement sur des objets de cette importance. On s'attend donc que la Convention prendra tout le tems nécessaire pour résoudre des problêmes dont l'examen et la solution doivent influer sur le repos et la félicité d'un grand peuple, ainsi que des générations à venir.

Madame de Tourel, ci-devant gouvernante des enfans de France, et madame Chanteraine, ci-devant femme de chambre de Marie Antoinette d'Autriche, ont été nommées par le comité de salut public pour rester auprès de la fille de Louis XVI.

La Convention nationale vient de déclarer par un décret, qu'au même instant où les représentans du peuple (Camus, Quinette, Lamarque, Bancal), le ministre (Bournonville), les ambassadeurs français (Semonville et Maret), et les personnes de la suite, livrés ou détenus au mépris du droit des gens, auront été rendus à la liberté et seront parvenus aux limites du territoire français, la fille de Louis Capet sera remise aux personnes que le gouvernement Autrichien aura désignées pour la recevoir : et les autres individus de la famille des Bourbons auront aussi la faculté de sortir du territoire de la République. Le comité de salut public est chargé de prendre les mesures nécessaires pour la notification de ce décret.

Digitized by Google

NOUVELLES OFFICIELLES.

Armée des Pyrénées orientales.

Relation de l'affaire du 26 prairial, 3e. année républicaine, faite par le général en chef Scherer.

» Je vous rends compte, citoyens représentans, du combat qui eut lieu le 26 de ce mois, à l'occasion du fourrage général fait en avant de notre camp.

» La nuit du 25 au 26, quatre colonnes d'infanterie et de cavalerie se portèrent jusques sur les bords de la Fluvia, pour y occuper les positions propres à couvrir le fourrage prémédité. Les deux colonnes de gauche, commandées par le général de division Haquin, ayant sous ses ordres les généraux de brigade Ronget et Baunel, arrivèrent à deux heures du matin dans leurs positions respectives. Quinze cents hommes aux ordres du général de brigade Ronget, avec quatre pièces d'artillerie légère et trois cents hommes de cavalerie, occupèrent les villages de Saint-Pierre-Pescador et de Torreillas. La cavalerie se plaça dans la plaine près de Villa-Colomba. Seize cents hommes que commandait le général Baunel, tinrent les bois et les hauteurs de Saint-Michel. Ce corps était soutenu par cent hommes de cavalerie et quatre pièces d'artillerie légère.

» Les deux colonnes de droite, commandées par les généraux de brigade Bevan et Bon, se portèrent également, pendant la nuit, sur les bords de la Fluvia. Celle du général Bevan, forte de dix huit cents hommes, avec quatre pièces d'artillerie légère et cent chevaux, occupa les hauteurs des Pontons; celle aux ordres du général Bon, toute composée de chasseurs, au nombre de mille, et cent chevaux, s'empara des hauteurs d'Espinavessa.

» Pendant la marche en avant des quatre colonnes, l'on fit quelques prisonniers et on enleva à l'ennemi quelques bêtes à cornes. L'ennemi ne s'opposa point à cette marche, et se tint derriere les bords de la Fluvia jusques vers les huit heures du matin, qu'il fit approcher, entre Saint Michel et le village de Torreillas, plusieurs bataillons d'infanterie, et environ mille à douze cents hommes de cavalerie. Celle-ci passa un instant après la Fluvia, sous la protection de son artillerie et le feu de son infanterie.

» La cavalerie ennemie, soutenue de quelques bataillons, fit alors deux attaques, l'une dirigée sur le général Baunel; la cinquante-troisième demi-brigade et le feu de l'artillerie re-

Digitized by Google

pousserent fortement les ennemis qui repasserent en désordre la Fluvia.

» Pendant que cette attaque s'effectuait, la cavalerie ennemie, soutenue par de l'infanterie légere, se porta dans la plaine entre Torreillas et Saint Michel; la tête de cette cavalerie fut chargée à l'instant par la nôtre, et fut repoussée. La compagnie des carabiniers du huitieme régiment d'infanterie legere, placée à Toreillas, seconda avec valeur cette charge, et vint fusiller la cavalerie espagnole jusques dans ses rangs; mais, tandis que notre cavalerie poursuivait l'ennemi, une forte colonne de cavalerie ennemie vint attaquer la nôtre en flanc, et la força à se retirer avec quelque désordre, à l'exception du chef d'escadron Pinon, du quinzieme régiment de dragons, qui, avec soixante hommes de son régiment, exécuta de sang froid et avec ordre sa retraite, et passa à travers la cavalerie ennemie.

» Le chef de brigade Bougon, qui commandait cette cavalerie, reçut alors une contusion au genou; le général divisionnaire Dugua se mit à la tête de la cavalerie, et la reforma avec promptitude. J'ordonnai dans ce moment au général de brigade Guillat de faire avancer trois bataillons des quatre qui étaient en réserve sur les hauteurs de Rimardi; et au moment où le général Dugua se disposait à marcher aux ennemis en bataille, j'ordonnai à un bataillon, placé près de Villa-Colomba, d'en haut, de se former en colonne d'attaque, de marcher au pas de charge sur le village de Torreillas pour seconder la charge de la cavalerie.

» L'ennemi, quoique très-supérieur en force, n'attendit point cette attaque, et se retira précipitamment derriere la Fluvia.

L'ennemi, se voyant repoussé aux différentes attaques qu'il avait faites sur les colonnes de gauche, dirigea alors tous ses efforts sur les deux colonnes de droite; quinze à vingt mille hommes d'infanterie, quinze cents chevaux avec plusieurs pieces d'artillerie, vinrent attaquer le village et les hauteurs des Pontons, ainsi que celles d'Espinavessa. Nos troupes ayant été obligées d'évacuer le village des Pontons, par l'immense supériorité de l'ennemi, se replierent sur les hauteurs et l'ennemi, s'étendant alors au pied des hauteurs, les fit attaquer par un corps considérable d'infanterie en même tems qu'il dirigeait deux colonnes d'infanterie et de cavalerie pour envelopper les troupes placées sur les hauteurs.

Notre artillerie légere, ainsi que l'infanterie, firent un feu soutenu de près de trois quarts-d'heure, qui cependant ne put arrêter l'impétuosité de l'ennemi, malgré le feu à mitraille qui fut exécuté sur lui à portée de pistolet. Le général de brigade Bevan, se voyant prêt à être entouré, ordonna la

Digitized by Google

retraite ; mais les pieces d'artillerie légere ayant des chemins très-difficiles à parcourir, et un caisson ayant sauté, sa retraite devint d'autant plus difficile, que des prolonges se casserent, des affûts et des roues furent mis en pieces, l'artillerie tomba dans des ravins, d'où il ne fut plus possible de la retirer : le général Bevan se replia sur les hauteurs de Bonassas.

» Pendant que l'ennemi attaquait ainsi avec des forces supérieures le général Bevan, une forte colonne d'infanterie et de cavalerie, avec quelques pieces d'artillerie légere, vint se présenter devant le corps du général Bon, attaqua vers midi ses avant-postes, commandés par l'adjudant général Rusca, qui soutint cette attaque avec la plus grande vigueur.

» Quelques compagnies du bataillon des Vengeurs et de celui de la Drôme, que le général Bon avait laissées sur son flanc gauche pour empêcher l'ennemi de le tourner, firent reculer précipitamment la cavalerie ennemie qui cherchait à les inquiéter.

» Les ennemis commencerent alors sur le front du général Bon à exécuter un feu de bataillon ; cette provocation ne resta pas impunie : le général ayant réuni et formé ses troupes en bataille dans la plaine, fit battre la charge, et marcha droit à l'ennemi : cette marche ne l'ayant pas ébranlé, il ordonna ensuite à la troupe de croiser la bayonnette à la portée du pistolet, et de charger au pas de course ; en un instant toute la ligne ennemie fut renversée ; la cavalerie française, que le général avait placée en seconde ligne, se précipita sur les fuyards, et réunis avec les braves chasseurs du général Bon, en fit un massacre épouvantable.

» Les bois et les ravins sauverent les débris de cette colonne qui ne reparut plus de la journée.

» Le général divisionnaire Augereau, qui auparavant l'attaque dirigée sur le général Bevan, s'était porté sur la brigade du général Bon, entendant le feu de sa gauche, y accourut ; et à l'aide de quelques renforts qu'il tira de son camp, commandés par l'adjudant général Defieux, il remarcha aux ennemis, et les repoussa jusques sur les hauteurs des Pontons.

» Instruit de l'accident arrivé à la brigade du général Bevan, j'avais ordonné aux généraux Paint et Bannel de marcher avec 3,500 hommes au secours de cette brigade. La distance des lieux ne permit pas à ces deux généraux d'arriver assez à tems pour empêcher la retraite du général Bevan ; mais l'apparition de ce corps servit à contenir les ennemis, et vers les quatre heures du soir, le général Augereau étant parvenu à regagner les hauteurs, et sa jonction étant à peu près faite avec les généraux Paint et Bannel, il s'en suivit un combat d'artillerie et de mousqueterie qui dura près d'une heure, parce que nos troupes, par l'inégalité du terrain, ne pouvait charger à la bayonnette.

Digitized by Google

„ L'ennemi enfin, lassé par la vigoureuse résistance de nos troupes, repassa la Fluvia après avoir essuyé une perte considérable en tués et blessés sur le dernier point où il fut attaqué.

„ Vers les huit heures du soir, l'objet du fourrage général étant rempli, après avoir fait rentrer dans le camp de Rimords prés de 300 chariots chargés de blé, j'ordonnai la retraite du cordon des troupes qui avaient servi à le protéger; ce qui s'effectua sans être aucunement inquiété par l'ennemi.

„ Le général Rouget couvrit parfaitement le fourrage qui était spécialement confié à ses soins. Le huitieme bataillon d'infanterie légere se comporta avec une bravoure digne d'éloges lors de la charge de la cavalerie espagnole.

„ Le général de division Hacquin se loue beaucoup de la valeur et de l'intrépidité des troupes aux ordres des généraux Bannel et Paint, qui repousserent constamment l'ennemi.

„ Le général de division Augereau fait l'éloge des troupes confiées au général Bon, qui ont combattu dans cette journée avec la plus brillante valeur.

„ L'intrépidité, le sang-froid et les bonnes dispositions du général Bon, secondés par l'adjudant général Rusca, et les chefs des bataillons Geoffroy et Lambert, sont au-dessus de tout éloge.

„ J'estime que l'ennemi, fort de 25,000 hommes d'infanterie et près de 3,000 de cavalerie, a perdu 1000 à 1200 hommes tant tués que blessés, parmi lesquels beaucoup d'officiers; car il y eut 24 de tués sur le champ de bataille, à la seule attaque du général Bon, outre quelques prisonniers.

„ Notre perte, dans une affaire où 12,000 hommes ont combattu contre 28,000 pendant dix heures d'un combat partiel, se monte à 85 hommes tués et 297 blessés; et sans l'accident arrivé aux quatre pieces d'artillerie légere, dont les hommes, les chevaux, avant-trains et presque tous les caissons ont été conservés, nous n'aurions rien à regretter que la perte des braves qui ont combattu dans cette journée, qui fait honneur à l'intelligence des généraux et à la bravoure des troupes.

Signé SCHERER, *général en chef de l'armée des Pyrénées-Orientales.*

Nous croyons satisfaire l'impatience de nos lecteurs, en continuant à leur donner la suite des principaux titres du projet de constitution.

Conseil des Anciens.

119. Le conseil des anciens est composé de deux cents cinquante membres.

Digitized by Google

12°. Il est renouvellé tous les deux ans par moitié : ses membres sont quatre années en fonctions. Ils peuvent être réélus de suite ; après quoi il faudra un intervalle de deux ans pour qu'ils puissent être réélus de nouveau.

13°. Chaque département concourt, à raison de sa population seulement, à la nomination des membres du conseil des anciens.

14°. Tous les dix ans, le corps législatif, d'après les états de population qui lui sont envoyés, détermine le nombre des membres du conseil des anciens que chaque département doit fournir. Aucun changement ne peut être fait dans ce nombre, durant cet intervalle.

15°. Les membres du conseil des anciens sont nommés par les citoyens de chaque département, réunis en assemblées primaires.

16° Nul ne peut être élu membre du conseil des anciens, s'il n'est âgé de 40 ans accomplis ; si de plus il n'est marié ou veuf ; s'il n'a pas habité le territoire de la République pendant les 15 années qui auront immédiatement précédé l'élection, si enfin il ne possede pas une propriété fonciere quelconque depuis un an au moins.

17°. Les membres nouvellement élus au conseil des anciens se réuniront, le premier du mois prairial, au lieu qui aura été indiqué par le corps législatif précédent, ou dans le lieu même de ses dernieres séances, s'il n'en a pas désigné un autre.

18°. Si, pendant la premiere quinzaine, la moitié des membres nouvellement élus au conseil des anciens ne s'est pas réunie, les présens ne pourront s'occuper d'aucun acte législatif ; mais ils enjoindront aux membres absens de se rendre à leurs fonctions sans délai.

19°. Les membres qui ne se sont pas rendus dans le délai d'un mois, sont punis d'une amende égale à la valeur de 3500 myriagrammes (environ 300 quintaux) de bled, s'ils ne proposent pas une excuse qui soit jugée legitime par le conseil des anciens.

20°. Aussi-tôt que les membres du conseil des anciens sont réunis au nombre de 188, ou, après l'expiration de la premiere quinzaine, quelque soit le nombre des membres réunis, ils verifient les pouvoirs des membres nouvellement élus, et tous ensemble ils se constituent conseil des anciens, et se nomment un président et des secrétaires.

21°. Les fonctions du président et des secrétaires ne peuvent excéder la durée d'un mois.

Conseil des cinq cents.

22°. Le conseil des cinq cents est invariablement fixé à ce nombre.

Digitized by Google

23°. Les dispositions contenues dans les articles XII, XIII, XIV, XV, XVII, XVIII, XIX et XXI relatifs à l'organisation du conseil des anciens, sont communes au conseil des cinq cents.

24°. Pour être élu membre du conseil des cinq cents, il faut être âgé de trente ans accomplis, avoir habité le territoire de la République pendant les dix années qui auront immédiatement précédé l'élection, et posséder, depuis un an au moins, une propriété foncière quelconque. La condition d'habitation exigée par le présent article, et celle prescrite par l'article XVI du présent titre ne concernent point les citoyens qui sont sortis avec mission du gouvernement.

25°. Aussi-tôt que 376 membres sont réunis, ou après l'expiration de la première quinzaine, quelque soit leur nombre, ils vérifient les pouvoirs des membres nouvellement élus, et tous ensemble se constituent conseil des cinq cents.

Des fonctions du corps législatif.

26°. La proposition des lois appartient exclusivement au conseil des cinq cents.

27°. Il appartient exclusivement au conseil des anciens, d'approuver ou de rejetter les propositions du conseil des cinq cents.

28°. Le conseil des cinq cents et le conseil des anciens ont respectivement le droit de police dans le lieu de leurs séances, et dans l'enceinte qu'ils ont déterminée.

29° Ils ont respectivement le droit de discipline sur leurs membres. Mais ils ne peuvent prononcer de punition plus forte que la censure, les arrêts pour huit jours, et la prison pour trois.

30°. La police et la surveillance de l'administration départementale et municipale de la commune où le corps législatif tient ses séances, appartiennent au conseil des anciens.

Il peut, en tout ou en partie, déléguer au directoire exécutif cette police et cette surveillance, ou les exercer directement, selon qu'il le juge convenable.

31°. Le conseil des anciens peut changer la résidence du corps législatif. Il indique en ce cas un nouveau lieu et l'époque à laquelle les deux conseils sont tenus de s'y rendre.

32°. Les séances du conseil des cinq cents sont publiques. Les assistans ne peuvent excéder en nombre la moitié des membres de l'Assemblée. Les procès-verbaux des séances sont imprimés.

33°. Le conseil des cinq cents, sur la demande de cent membres, peut se former et délibérer en conseil général et secret.

34°. Aucune résolution ne peut être prise en comité général

Digitized by Google

qu'à l'appel nominal. Cet appel est imprimé aussi-tôt que le conseil des cinq cents a déclaré que la nécessité du secret n'existe plus.

35°. Le conseil des cinq cents ne peut créer dans son sein aucun comité permanent ; seulement, lorsqu'une matiere lui paraît susceptible d'un examen préparatoire, il nomme parmi ses membres une commission spéciale qui se renferme uniquement dans l'objet de sa formation. Cette commission est dissoute aussi-tôt que le conseil a statué sur l'objet dont elle était chargée.

36°. Aucune proposition ne peut être délibérée ni résolue dans le conseil des cinq cents, s'il n'a été fait trois lectures de la proposition à un intervalle de dix jours, et si elle n'a été imprimée à l'avance.

37°. Le conseil des anciens doit refuser d'approuver les résolutions dont le préambule n'atteste pas l'observation des formes établies.

Si quelque résolution non revêtue de ces formes venait à être approuvée par le conseil des anciens, le directoire exécutif ne peut la sceller ni promulguer comme loi, et sa responsabilité à cet égard dure six années.

38°. Sont exemptées des formes prescrites ci-dessus, les propositions reconnues urgentes par une déclaration préalable du conseil des cinq cents. Cette déclaration énoncera les motifs de l'urgence, et il en sera fait mention dans le préambule.

39°. Les dispositions précédentes sont communes au conseil des anciens.

40°. Aucune proposition de loi ne peut prendre naissance dans le conseil des anciens.

41°. Aussi-tôt qu'une résolution du conseil des cinq cents lui sera parvenue, le président donnera sur-le-champ lecture du préambule.

42°. Si la proposition a été déclarée urgente par le conseil des cinq cents, le conseil des anciens délibérera pour approuver ou rejetter l'acte d'urgence.

43°. Si le conseil des anciens rejette l'acte d'urgence, aucune délibération ne sera prise sur le fonds de la résolution.

44°. Si la résolution n'est pas précédée d'un acte d'urgence, il sera fait trois lectures à trois intervalles, dont chacun ne pourra être moindre de cinq jours.

45°. Le décret par lequel le conseil des anciens en aura reconnu l'urgence, sera motivé et mentionné dans le préambule de la loi.

46°. La proposition de la loi faite par le conseil des cinq cents s'entend de tous les articles d'un même projet ; le conseil des anciens doit les rejetter ou les approuver tous ensemble.

Digitized by Google

47°. Quand le conseil des anciens a rejetté un projet de loi, ce même projet ne peut plus lui être présenté qu'après 2 années révolues. Cependant le conseil des cinq cents peut, dans cet intervalle, présenter un projet de loi qui contienne des articles faisant partie d'un projet de loi déja rejetté.

Pouvoir exécutif.

1°. Le pouvoir exécutif est délégué à un directoire de cinq membres nommés par le corps législatif.

2°. Le conseil des cinq cents forme une liste triple du nombre des membres du directoire qui sont à nommer, et la présente au conseil des anciens qui choisit dans cette liste.

3°. Les membres du directoire doivent être âgés de 40 ans, au moins.

4°. Ils ne peuvent être pris que parmi les citoyens qui ont été membres du corps législatif ou agens généraux d'exécution.

La disposition du présent article ne sera observée qu'à commencer de l'an IX de la République.

5°. Les membres du corps législatif ne peuvent être élus membres du directoire ni pendant la durée de leurs fonctions législatives, ni pendant la première année après l'expiration de ces mêmes fonctions.

6°. Le directoire est partiellement renouvellé par l'élection d'un nouveau membre chaque année. Le sort décidera, pendant les 4 premières années, de la sortie successive de ceux qui auront été nommés la première fois.

7°. Aucun des membres sortans ne peut être réélu qu'après un intervalle de 5 ans.

8°. En cas de mort, de destitution, ou démission d'un des membres du directoire, son successeur est élu par le corps législatif, dans dix jours pour tout délai.

9°. Chaque membre du directoire le préside à son tour durant trois mois seulement. Le président a la signature et la garde du sceau.

10°. Les lois et les actes du corps législatif sont adressés au directoire, en la personne de son président.

11°. Le directoire ne peut délibérer, s'il n'y a trois membres présens au moins.

12°. Il se choisit hors de son sein un secrétaire qui contresigne les expéditions et rédige les délibérations sur un registre où chaque membre a le droit de faire inscrire son avis motivé.

13°. Le directoire pourvoit, d'après les lois, à la sûreté extérieure et intérieure de la République.

14°. Il dispose de la force armée sans, qu'en aucun cas

Digitized by Google

le directoire collectivement ; ni aucun des membres, puisse le commander, ni pendant le tems de ses fonctions directoriales, ni pendant les deux années qui suivent immédiatement l'expiration de ces mêmes fonctions.

15°. Le directoire nomme les généraux en chef.

16°. Il ne peut les choisir parmi les parens ou alliés de ses membres, dans les degrés exprimés par les articles antérieurs.

17°. Il surveille et assure l'exécution des lois dans les administrations et tribunaux, par des commissions à sa nomination.

18°. Il nomme, hors de son sein, les agens généraux d'exécution.

19°. Les agens généraux d'exécution correspondent immédiatement avec les autorités qui leur sont subordonnées.

20°. Le corps législatif détermine le nombre et les fonctions des agens généraux d'exécution.

21°. Ces agens ne forment point un conseil.

22°. Le directoire nomme tous les receveurs des impositions directes.

23°. Il nomme les préposés en chef aux régies des contributions indirectes, et à l'administration des domaines nationaux.

24°. Les préposés en chef, tant de la régie des postes que de toutes celles des contributions indirectes, ont la nomination des employés de leurs bureaux et de ceux des départemens.

25°. Le directoire surveille la fabrication des monnaies, et nomme les officiers chargés d'exercer cette surveillance.

26°. Aucun membre du directoire ne peut sortir du territoire de la République, que deux ans après la cessation de ses fonctions.

Il est tenu, pendant cet intervalle, de justifier au corps législatif de sa résidence.

27°. Le directoire est responsable de l'inexécution des lois et des abus qu'il ne dénonce pas.

28°. Ses agens sont respectivement responsables, tant de l'inexécution des lois qui leur sont transmises, que de celle des arrêtés du directoire.

29°. Les membres du directoire sont traduits en jugement par le corps législatif, pour fait de trahison, de corruption, de dilapidation des deniers publics, et pour tout crime capital relatif à leur gestion.

30°. Ils sont justiciables pour les délits ordinaires et privés ; néanmoins ils ne peuvent être arrêtés, hors les cas de flagrant délit, ni traduits en jugement, sans l'autorisation du corps législatif.

(La suite au numéro prochain.)

Digitized by Google

Jeu. 435.

MERCURE FRANÇAIS.

DÉCADI 20 MESSIDOR, *l'an troisieme de la République.*
(*Mercredi* 8 *Juillet* 1795, vieux style.)

LITTÉRATURE ÉTRANGERE.

RENSEIGNEMENS SUR L'AMÉRIQUE, rassemblés par THOMAS COOPER, *ci-devant de Manchester, traduits de l'anglais, avec une carte. Un volume* in-8°. *Prix,* 15 *liv., et* 16 *liv.* 10 *sous franc de port par la poste. A Paris, chez* MARADAN, *libraire, rue du Cimetiere-Saint-André-des-Arcs,* n°. 9.

QUAND il se fait des émigrations fréquentes d'un peuple chez un autre, c'est un signe infaillible que le premier est mal, et que la position du second offre de plus grands avantages. Du moment que les Anglo-Américains ont eu une constitution libre, tous les yeux, tous les desirs des Européens se sont tournés vers cette terre qui promettait la liberté et le bonheur. On a vu successivement un grand nombre de familles abandonner l'Allemagne, l'Écosse, l'Irlande et l'Angleterre, et transporter sur ce nouveau continent leurs dieux domestiques. La France depuis la révolution a eu aussi ses déserteurs; mais parmi ces derniers, il en est peu qui aient émigré en Amérique; la haine et la soif des vengeances les retenait en Europe, et ils aimaient mieux conspirer contre leur patrie que de s'en faire une nouvelle. Chose étrange! ceux qui ont fui l'égalité dans leur patrie, allaient habiter des pays où cette égalité regne dans tout son empire.

C'est par des motifs bien différens que Thomas Cooper et ses compatriotes ont quitté l'Angleterre. Ils ne trouvaient ni assez de liberté, ni assez d'égalité dans leur patrie; et trop sages, trop humains pour vouloir la troubler, ils ont passé dans un autre hémisphere où ils pourront jouir en paix de ces biens qui leur sont si chers. C'est en avril 1793, que Thomas Cooper s'embarqua pour l'Amérique, et il revint en février 1794. L'objet de son voyage avait été d'examiner si l'Amérique était

Digitized by Google

un pays convenable à l'établissement d'une personne douée, comme lui, d'une petite fortune, et chargée d'une nombreuse famille. De retour en Angleterre, il fut accablé de questions sur l'état physique, moral et politique des contrées américaines qu'il venait de parcourir. C'est pour répondre à ces questions qu'il composa, avant de repartir, l'ouvrage dont nous annonçons la traduction.

L'auteur y discute avec soin toutes les raisons générales qui peuvent engager à passer en Amérique. Tous les motifs tirés du prix des terres, des denrées et des travaux, de la constitution politique, des lois, du climat, etc., qui peuvent faire pencher pour un état plutôt que pour l'autre.

Après vous avoir amenés à ne plus balancer qu'entre l'état de New-York et la Pensylvanie, il vous donne sur ces états les détails les plus satisfaisans; agriculture, transports, moyens d'industrie, il a tout examiné et rend compte de tout avec sagacité et intelligence. Il pousse l'exactitude jusqu'à donner le prix de toutes les denrées dans les différens lieux où l'on pourrait être le plus tenté de s'établir; le taux des auberges, en un mot, tous les renseignemens qui peuvent faire juger de la cherté de la vie et des ressources offertes aux colons. Il décrit de la manière la plus circonstanciée les maisons rustiques et les plantations américaines; il cite toutes les manufactures, tous les métiers, toutes les professions qui peuvent réussir dans ce pays; il donne toutes les instructions nécessaires sur la traversée d'Europe en Amérique; enfin, en faveur des commerçans, il a placé à la suite de ses lettres un prix courant de Philadelphie et un autre de Londres; diverses tables du change et du cours des monnaies dans les Etats-Unis; des droits d'importations que paient en Amérique les diverses marchandises; un état de sa population, etc. Pour compléter l'ouvrage, M. Cooper y a joint la constitution des Etats-Unis; le dernier chapitre d'un ouvrage non encore imprimé et composé à Philadelphie, et un petit écrit du célebre Franklin destiné à l'instruction de ceux qui peuvent desirer de passer en Amérique.

C'est dans la seconde lettre que se trouvent les détails les plus intéressans sur l'état de la société en Amérique, sur la population de ses grandes villes, sur les mœurs, le gouvernement, la situation des arts et des lettres et la politique américaine. Si l'on veut prendre

Digitized by Google

une idée générale de l'état actuel des Américains, voici de quelle maniere Thomas Cooper en trace le tableau.

« On ne peut trouver que peu à dire au gouvernement américain, tant pour les principes que pour la pratique ; nous avons très-peu de taxes à payer, et ces taxes, d'une nécessité absolue, sont d'ailleurs fort modérées. Nous n'avons point d'animosités de religion : c'est un sujet sur lequel on n'interroge personne. Nous en avons peu, au sujet des hommes publics et des mesures politiques ; l'irritation actuelle des esprits dans la Grande-Bretagne, et les discordes sociales produites par les idées politiques sont inconnues parmi nous. Le gouvernement est le gouvernement du peuple, et n'agit que pour le peuple. Nous n'avons ni dîmes, ni lois pour la chasse, et nos lois d'accise ne portent que sur les liqueurs spiritueuses, et ne ressemblent aux vôtres que par le nom. Il n'y a point ici d'hommes d'un rang élevé ; il n'y en a que peu d'une très-grande fortune ; les riches n'y ont pas le pouvoir d'opprimer ceux qui sont moins riches qu'eux, car la pauvreté, telle qu'elle existe en Angleterre, y est presqu'inconnue. Aussi les rues ne sont-elles pas pleines de mendians ; je n'en ai vu qu'un seul pendant le séjour que j'y ai fait, encore était-il Anglais. Vous ne voyez pas en Amérique le contraste dégoûtant et triste, si commun en Europe, du vice, de la saleté, des haillons et de la misere dans le voisinage immédiat des folies les plus extravagantes et de l'ostentation du luxe le plus inutile. La masse du peuple n'est pas non plus aussi dépravée que dans la Grande-Bretagne. Les rixes sont rares et les défis à coups de poing inconnus dans nos rues. Nous n'avons point de force armée pour tenir le peuple en respect. Les vols sont très-rares. Je n'ai pas entendu parler d'un seul vol fait la nuit avec effraction, pendant les fievres de Philadelphie, quoiqu'aucun de ceux qui pouvaient quitter la ville n'y fût resté. »

Le plus grand des avantages sur lesquels l'auteur insiste le plus, c'est la facilité de pourvoir à l'établissement d'une nombreuse famille.

« En Angleterre, dit-il, un jeune homme a recours à la débauche, parce qu'il craint les charges d'un établissement et l'extravagance très probable d'une épouse. Le célibat est un article de prudence ; on le loue ouvertement, et on le pratique autant que la voix de la nature le permet. L'homme marié, dont les passions

Digitized by Google

ont été plus fortes, dont le sentiment moral était moins étouffé, ou que son intérêt avait porté à l'union conjugale, ne sait si la naissance de chaque enfant n'est pas un nouveau malheur, et regarde sa postérité avec une affection douloureuse, qui envenime quelques-uns des instans les plus délicieux de la vie.

» En Amérique, et sur-tout hors des grandes villes, aucun homme dont les desirs sont modérés ne peut être inquiet sur le sort de sa famille. A la campagne, où habite la masse du peuple, chacun sent que l'augmentation de sa famille est une augmentation de ses richesses. Et comment un cultivateur craindrait-il de ne pouvoir établir ses enfans aussi agréablement qu'ils ont vécu, dans un pays où la terre est à si bas prix et si fertile, où la société est fondée sur les bases les plus égales, et où l'augmentation prodigieuse de la population, produite par des causes naturelles ou accidentelles et par l'amélioration de toutes les parties de l'état, fournira un débouché à tout le superflu de ses denrées, sans présenter cet attrait dangereux et continuel vers les dépenses d'un luxe inutile, et ces rivalités extravagantes, si communes et si ruineuses, dans votre pays?

» Dans la Grande-Bretagne, des efforts continuels, une industrie infatigable et sans relâche, la privation journalière des agrémens de la vie, une économie attentive, inquiete et minutieuse, sont presque des devoirs pour l'homme d'une fortune médiocre, dans l'état mitoyen de la société; encore les probabilités d'un succès définitif sont-elles contre lui, s'il est chargé d'une nombreuse famille. En Angleterre, en calculant sur les chances ordinaires, aucun homme n'a le droit d'attendre la réussite de cinq ou six enfans.

» En Amérique, c'est autre chose. Vous pouvez raisonnablement compter sur un établisement convenable, selon votre état dans la société, pour tous les membres de votre famille, quelque nombreuse qu'elle soit. Je déclare que je ne connais rien, dans votre pays, qu'on puisse comparer au bonheur de soulager d'un pareil poids le cœur d'un pere de famille. On le sent dans des occasions qui se présentent tous les jours, et j'ai vu avec plaisir la physionomie des émigrans européens s'épanouir, en Amérique, par cette réflexion délicieuse, capable seule de consoler de la perte même de nos amis et de celle de notre patrie.

» Les mêmes difficultés se présentent, presqu'au même

Digitized by Google

point, chez vous aux personnes qui menent une vie aisée et que vous placez dans la classe des riches. Chaque rang marche de si près sur les traces de celui qui le précede, qu'en général les dépenses excedent toujours les revenus, et peut-être l'embarras que cause une nombreuse famille est-il encore plus grand dans la derniere classe que j'ai citée. Les nombreuses gradations des rangs, en Angleterre, engagent sans cesse à des dépenses superflues, et la tentation est presqu'insurmontable. Chez nous un homme est apprécié plus équitablement, et dans nos campagnes américaines on le juge moins sur ce qu'il *semble* que sur ce qu'il *est*. Dans nos grandes villes on retrouve quelque chose qui se rapproche des mœurs de l'Europe, quelques uns des mauvais effets de l'inégalité des fortunes, mais rien de semblable à ce que souffre un habitant de l'ancien monde, et la masse du peuple, en Amérique, est encore à-peu-près intacte. Voilà ce qui nous délivre de la pauvreté factice, et ce qui répand universellement les commodités et les agrémens ordinaires de la vie. »

Cooper considere ensuite les Américains sous le rapport des progrès des sciences et des lettres.

« Certainement, dit-il, on trouve en Amérique autant de talens qu'en Europe; la société y est, en comparaison, peu nombreuse et encore dans l'enfance, et cependant, malgré l'ancienneté de la Grande-Bretagne et son expérience, malgré la multitude de ses établissemens favorables à l'instruction, malgré la supériorité de sa réputation et ses progrès gigantesques, dans les sciences et les connaissances de toute espece, le nouveau monde, encore adolescent, vous a enseigné la guerre par Washington, et la philosophie par Franklin; Rittenhouse occupe un rang parmi vos mathématiciens et vos astronomes; vos diplomates se sont éclipsés devant les raisonnemens de Jefferson, et les derniers, comme les plus subtils de vos philosophes politiques, sont soupçonnés de n'être que les disciples de Paine et de Barlow, dont les connaissances sont évidemment le produit de l'école américaine. Mais si les talens des Américains égalent les vôtres, leurs occasions et leurs moyens d'instruction sont bien inférieurs à ce que votre pays offre dans ce genre. Leurs bibliotheques sont mesquines; leurs collections ne possedent guere que des livres modernes, et ne renferment pas les moyens de remonter à l'histoire des différentes questions. Ce défaut

Digitized by Google

est vivement senti par les hommes de lettres, et il faudra plusieurs années pour y remédier; cependant l'état convulsif de l'Europe, et la prospérité croissante de l'Amérique contribueront rapidement à améliorer notre position à cet égard.

» Une autre circonstance encore a tendu jusqu'ici à retarder le progrès des lettres pasmi nous. La guerre avait appauvri beaucoup d individus, aussi bien que la nation; et par conséquent, la nécessité jointe à l'industrie habituelle et à l'économie des habitans les conduisit à des entreprises de commerce, et leur attention fut consacrée toute entiere à l'augmentation de leurs fortunes, plutôt qu'à la culture de leur esprit. Mais avant qu'il soit long-tems, une nouvelle génération s'élevera, et déja même elle s'éleve, qui, délivrée par les travaux de celle qui l'aura précédée, des soins journaliers des affaires, sentira le besoin de s'occuper, prendra le goût de la littérature et de la philosophie, et les beaux-arts, les sciences utiles trouveront en Amérique des sectateurs aussi nombreux et aussi heureux qu'en Europe. A présent même, les lettrés de l'ancien continent trouveraient facilement des sociétés de leur goût, dans les grandes villes de l'Amérique, particulierement à Philadelphie. »

Le tableau le plus intéressant que trace l'auteur est celui de l'état de la politique en Amérique et des sentimens du peuple de ce pays pour la Grande-Bretagne.

« Nous avons parmi nous, dit-il, une demi-douzaine de gens suspects de royalisme, sans y comprendre quelques Anglais établis dans les grandes villes, et que les Américains regardent comme des gens prévenus, sans raison, contre leur gouvernement, et infectés d'une espece de *maladie du pays*.

» Tout le reste des Américains tient pour les idées républicaines, mais ils sont partagés en deux classes; l'une penche plutôt vers l'extension que vers la limitation des pouvoirs législatif et exécutif; plutôt vers les idées anglaises que vers les françaises; elle voudrait introduire et étendre des systêmes de fonds publics, de manufactures et de commerce. Dans cette classe sont compris presque tous les officiers du pouvoir exécutif, M. Washington à leur tête; la majorité des membres des sénats et la plus grande partie des riches commerçans des grandes villes. Ce parti est nommé celui des fédéralistes, en partie parce qu'ils furent les principaux

Digitized by Google

auteurs et promoteurs du gouvernement fédéral actuel et de la constitution de 1787, et en partie à cause des lettres ingénieuses écrites par M. Hamilton en faveur de ce gouvernement, et dont le recueil était intitulé : *le Fédéraliste.*

» L'autre parti se nomme celui des anti-fédéralistes ; ce n'est pas qu'ils soient ennemis du gouvernement fédéral, ou qu'ils desirent, comme les Français, la république une et indivisible ; mais ce nom leur a été donné par opposition à celui de l'autre parti. Les anti-fédéralistes, dans le tems où la constitution actuelle de l'Amérique se discutait, étaient ennemis de l'extension des pouvoirs donnés au gouvernement, et auraient desiré de voir retourner plus souvent au peuple l'autorité qu'il délégue à ses mandataires en fonctions. Ce parti désapprouve les salaires considérables accordés aux officiers du gouvernement, l'air de représentation et de supériorité qu'ils se donnent, sans même excepter de leur nombre le président Washington, dont la façon de vivre, et les manieres froides, réservées et cérémonieuses, ont contrebalancé, dit-on, à un certain point l'effet de ses grands talens et de ses importans services. Les anti-fédéralistes penchent aussi plutôt vers la théorie politique des Français, mais non pas vers leur pratique, et ils sont ennemis de ce qu'ils appellent, dans votre nation, l'esprit monopoleur et l'arrogance insultante de la supériorité. L'animosité contre la Grande-Bretagne a été prodigieusement augmentée par le rôle que votre pays est supposé avoir joué en fomentant la guerre avec les sauvages, en excitant les hostilités des Algériens, en saisissant les vaisseaux et mettant des entraves au commerce des négocians américains, en refusant ou en négligeant de rendre les postes sur les lacs, ou de faire des réparations pour le vol des negres. La conduite de votre cour a certainement donné de la force au parti anti-fédéral, dans lequel on doit placer à présent la majorité du peuple et la majorité de la chambre des représentans. On doit sincerement desirer qu'il soit possible d'adopter promptement des termes d'arrangement à l'amiable. Peut-être la réputation qura M. Jay d'être un fédéraliste, contribuera-t-elle à hâter, plutôt qu'à retarder cet heureux événement dans la situation actuelle de nos deux pays.

» D'après ce que vous venez de lire, vous pe nse re facilement que les fédéralistes sont ceux qui occupen"

Digitized by Google

les places du gouvernement américain, à l'exclusion des anti-fédéralistes. Cela est vrai à un certain point, mais non pas généralement : nous sommes plus modérés que vous. »

Cooper examine une question qui doit nous intéresser, puisqu'elle nous est directement relative. Le rétablissement de la paix en Europe rendrait-il la France préférable aux Etats-Unis ? Sans hésiter il répond que non. « Quelque haute approbation, dit-il, que j'accorde à un grand nombre de changemens fait par les Français, tant dans la théorie que dans la pratique du gouvernement, il m'est impossible d'approuver l'injustice féroce d'une partie de leur conduite. » Ici l'auteur fait un tableau malheureusement trop vrai de toutes les horreurs commises sous la tyrannie des anarchistes. Peut-être aurait-il adouci ses traits s'il eût écrit après l'époque du 9 thermidor. Malgré l'aspect justement défavorable sous lequel les Français s'offraient alors à ses yeux, on voit qu'il ne désespérait pas de leur régénération, mais il la regardait comme éloignée. « C'est, continue-t-il, un peuple prodigieux, mais plus fait, selon moi, pour être admiré de loin que pour qu'un homme paisible aille résider dans son sein. Il est vrai, pour parler leur langage, qu'ils *sont à la hauteur de leur situation;* mais l'objet de mes recherches c'est le bonheur dans le sein de mes parens et de mes amis, dans des lieux où les liens particuliers de la société soient inviolables, où je puisse déraisonner et obtenir mon pardon, différer impunément de mon voisin, en religion et en politique, et avoir le tems de revenir de mes opinions erronées, sans l'intervention orthodoxe de la guillotine ou de la corde. Tous ces avantages pourront être un jour ceux de la France, mais je crains que ce ne soit pas avant que la génération actuelle ait disparu. »

Ce sera à la sagesse de notre gouvernement à accélérer l'époque où nous pourrons offrir aux étrangers ces avantages, en commençant nous-mêmes par en jouir. Nous avons pour motif d'encouragement l'exemple des Américains. « En Amérique même, dit Cooper, la fin de la guerre fut une époque extrêmement désagréable pour l'étranger qui aurait voulu s'y fixer. On y vit dominer pendant quelque tems de violens préjugés politiques, l'intolérance des opinions, les animosités personnelles et particulieres, des mœurs feroces, le peu de sûreté des droits, la pauvreté individuelle et nationale,

Digitized by Google

des contentions politiques sans fin, parce qu'il se formait autant de partis qu'on pouvait faire de subdivisions dans chaque question politique, l'injustice dans la taxation des émigrans et tous les maux d'un gouvernement non encore établi. A présent il n'en reste que peu ou point de traces. Mais les Américains sont un peuple beaucoup plus froid que les Français, et je crains que tous ces maux ne regnent bien plus long-tems chez les derniers. »

Tâchons de mettre à profit les leçons que nous donnent les vrais amis de la liberté. Nous n'avons écouté que les fous, et nous avons laissé faire les scélérats; il est tems de faire taire les uns, de réprimer les autres, et de nous rendre dignes de l'estime et de la prédilection des nations éclairées de l'Europe.

Indépendamment des citations que nous avons rapportées, l'ouvrage de Thomas Cooper est rempli de renseignemens très-étendus sur les différentes parties de l'économie politique dans les Etats-Unis, et sous tous les rapports il est fait pour instruire et piquer la curiosité publique.

ANNONCES.

Projet de constitution pour la République Française, présenté à la Convention nationale, le 5 messidor de l'an troisieme de la République, par Boissy-d'Anglas, rapporteur de la commission des onze; suivi du *projet de lois relatives à la constitution*. Grand *in*-8°. Prix, 3 liv. pour Paris; et 3 liv. 10 sous, franc de port, pour les départemens.

A Paris, au bureau central d'annonce et de correspondance pour la librairie, rue des Peres, fauxbourg Germain, n°. 9, où l'on trouve aussi toutes les nouveautés.

La vérité à la commission des onze; brochure *in*-8°. de 54 pag. A Paris, chez Desenne, imprimeur-libraire, maison Egalité, n°. 1er.

Lettres sur la Religion; par de Salignac Delamotte-Fénélon. Un volume *in*-8°. Prix, 5 liv. 10 sous pour Paris; et 6 l., franc de port, pour les départemens. A Paris, chez Morin, libraire et commissionnaire, rue Christine, n°. 12. — Cet ouvrage doit être recherché par tous les amis des mœurs, de la vérité et de la saine philosophie. Pour tout éloge, il suffit de dire qu'il est de l'immortel auteur de Télémaque.

Digitized by Google

NOUVELLES ÉTRANGERES.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 22 juin 1795.

Il paraît, d'après des lettres de Constantinople du 9 mai, que la capitale de ce vaste empire a été agitée par des divisions entre deux anciens corps de milices, dont le plus fameux, les Janissaires, ne veut point se prêter à la nouvelle tactique, et que cette ville est encore inquiette sur ses subsistances.

Malgré la quantité considérable de grains arrivés d'Egypte dans le cours du mois dernier, et qui avait servi dans beaucoup de lieux à rendre le peuple tranquille, aujourd'hui la disette des vivres commence à se faire sentir de nouveau. Deja il a fallu diminuer le poids du principal aliment qu'on distribue au peuple. C'est à la difficulté des transports qu'on attribue cette circonstance malheureuse. Il y a beaucoup de grains à Alexandrie et dans la Syrie, mais on rencontre de grands obstacles lorsqu'il s'agit d'en former des expéditions. Dans l'archipel, les bâtimens destinés pour cette capitale deviennent souvent la proie des corsaires maltois. Il se fait en outre un grand nombre d'achats à un prix excessif pour différens ports d'Europe : le divan s'occupe néanmoins avec beaucoup d'ardeur des moyens de maintenir ici le calme, et de procurer l'abondance. Suivant une évaluation qui paraît exacte, la consommation journaliere de Constantinople est de 12 mille kilo, ce qui équivaut à 6 mille sacs.

Les différends élevés entre le Topigis et les Janissaires sont appaisés. Le grand seigneur a promis à ces derniers de ne point reformer leur corps ; il a augmenté leur paye et a répandu beaucoup d'argent parmi les troupes. Il est résulté de ces moyens, au moins quant à présent, une apparente réconciliation.

D'après le nouveau plan que le gouvernement s'est proposé, il a fait choix de deux ministres qu'il doit envoyer l'un auprès du cabinet de Vienne, l'autre auprès du cabinet de Berlin. Ibraim-Bey, déja secrétaire du Kiain Bey, ou aga des Janissaires, qui jouit d'une grande considération dans le divan, doit remplir la premiere de ces missions : la seconde a été dévolue à Ali-Effendi, qu'on regarde comme très-versé dans les

Digitized by Google

affaires politiques, puisqu'il a toujours exercé les premiers emplois dans la chancellerie d'état. Ces deux ministres se disposent à partir pour leur destination, et déployeront le caractere d'envoyés extraordinaires.

Ces jours derniers, le citoyen Verninac, arrivé ici depuis peu, notifia à la Porte la conclusion de la paix qui a eu lieu entre la France et la Prusse. Cette nouvelle fut reçue du sultan avec de grandes démonstrations de joie. On croit que, sous peu, l'envoyé français sera reconnu ici comme ministre de la République.

Le 6 de ce mois, le sultan déposa le prince de Moldavie Suzzo, et lui donna pour successeur Callimachy, qui était déjà interprète de la Porte. Cette derniere place a été donnée à Alexandre Morusy, frere de l'hospodar actuel de Wallachie.

On ne peut se dissimuler que ces dissentions entre les nouvelles troupes et les anciennes, qui ne sont peut-être appaisées que pour le moment, et cette disette qui travaille une ville où le peuple se porte si facilement à la violence, ne puissent empêcher la Porte Ottomane de secourir efficacement la coalition qui paraît vouloir se former dans le Nord contre la Russie; car on ne saurait gueres se mêler des affaires des autres, quand on en a chez soi d'aussi sérieuses.

D'ailleurs, le Danemarck qui serait entré dans cette ligue aura bien de la peine à se remettre de l'incendie de sa capitale. Voici les derniers détails donnés par des lettres de Copenhague du 9 juin.

Au départ du dernier courier, les flammes, après trente heures de ravages, avaient bien été coupées, et avaient cessé d'être trop allarmantes, pour les parties de la ville qui étaient restées intactes; mais le feu n'était pourtant pas entiérement éteint, et il continuait encore d'embrâser plusieurs endroits à la fois. Ce n'est qu'au bout de plus de quarante-huit heures de furie, et entre quatre et cinq heures de l'après-midi du dimanche, que l'on a pu enfin songer à se reposer un peu des fatigues excessives qu'il a fallu lui consacrer, au milieu des dangers, des pleurs et des gémissemens.

La perte causée par cet embrâsement, est estimée aller à douze millions d'écus; l'on compte treize cent soixante-trois maisons ou édifices, qui ont été réduites en cendres; le nombre des rues détruites, va à quarante-cinq; plus de trois mille familles et près de vingt mille personnes, se sont trouvées n'avoir que le ciel pour couverture.

Ce n'a été qu'aux moyens d'efforts prodigieux, que l'on est parvenu à garantir de l'attaque du feu, l'église de Notre-Dame; qui, si elle eût éprouvée le sort de celle de Saint-Nicolas, aurait immanquablement produit le même effet, en portant la désolation à une grande circonférence, et peut-être même sur le reste de la capitale.

Digitized by Google

L'église allemande de Saint Pierre, a aussi été préservée, et par conséquent toute la rue, appellée Nozdetetrasse ; c'est à la rue Saint-Pierre que l'on a mis des bornes aux progrès des flammes, pendant que, d'un autre côté, elles allaient s'arrêter d'elles-mêmes au Westerwall, c'est-à-dire, au rempart de l'Ouest.

Outre plusieurs maisons de négocians, l'hôtel-de-ville et la maison des orphelins, etc. ; le relevé des principaux bâtimens incendiés, présente l'école latine, un couvent, deux pharmacies, vingt-quatre brasseries, cinq rafineries de sucre, quarante grande boutiques de marchands, dix neuf boulangeries, deux cents laboratoires pour la distillation de l'eau-de-vie, le magasin principal de la marine et l'amirauté. Une partie des habitans privés de leurs demeures, campent actuellement sur le rempart et dans les places publiques, où l'on avait aussi entasse pêle mêle tous les effets que l'on avait pu arracher à la voracité du feu : on leur a fourni des tentes tirées de l'arsenal.

On dit que la citadelle et les casernes seront évacuées par les troupes, afin de pouvoir y loger provisoirement les habitans les plus pauvres ; la garnison pendant ce tems, ira camper au Nordorfelda, où il y a deja trois mille tentes de tendues.

Il a été pris des mesures, afin que, dans la cherté actuelle des grains, le pain ne vienne pas à manquer à ceux qui ont moins de moyens de s'en donner : le gouvernement a fait remettre trois mille tonneaux de seigle aux boulangers ; il a également pourvu à ce que les brasseurs fournissent la bierre que de besoin.

Les affaires des différens départemens sont suivies comme d'ordinaire, et ont sur-tout pour objet les moyens de secourir efficacement les malheureux que la misere presse davantage.

Le voyage du prince-royal en Scanie, est contre-mandé, et les manœuvres d'été n'auront point lieu pour les troupes ; les corps nationaux ont reçu l'ordre de s'en retourner chez eux : cependant, il n'y aura rien de changé à l'armement maritime, et toute l'escadre est à la rade depuis hier.

Par une imprudence, le feu avait pris au vaisseau de ligne l'*Indigénat* ; mais il a été éteint sur le champ.

L'on ignore encore parfaitement comment l'incendie de la ville a d'abord été produit, puisqu'il était rigoureusement defendu d'approcher avec des matieres combustibles du lieu où le feu a éclaté : le roi a nommé une commission pour faire des recherches à ce sujet.

Le prince héréditaire Frédéric, a donné à quelques incendiés son palais d'Amalienbourg, pour demeure provisoire ; le duc d'Augustenbourg, dès que la nouvelle de l'incendie lui parvint, envoya ici une estafette avec l'ordre d'ouvrir son palais, pour servir d'asyle à ceux qui n'auraient point de retraite. Le prince

Digitized by Google

héréditaire Frédéric, fait travailler les officiers de sa cuisine à alimenter à ses frais les bouches affamées qui viennent y chercher des secours.

Le magistrat, conformément aux ordres du roi, tient ses séances au bureau général des postes, et le tribunal de police siége au château de Charlottenbourg. Le premier de ces corps a invité les habitans de la ville et des fauxbourg à loger à ceux qui n'ont point de logemens, tout ce qu'ils pourraient en avoir de reste dans leurs maisons, et à l'annoncer incessamment par des affiches.

Des lettres de Stockholm, de la même date, annoncent l'arrivée du jeune roi et du duc régent en Scanie, où depuis le 30 mai il y a tous les jours, au camp dans la plaine de Bonary, des exercices ou des manœuvres.

Une chose fâcheuse pour la Suede, et en quelque maniere inexplicable, c'est que malgré la baisse avantageuse du cours du change, malgré tous les arrangemens économiques et les circonstances favorables pour le commerce et la navigation, le prix des marchandises et des denrées s'accroit dans une proportion effrayante. L'administration suprême a chargé le collége de commerce d'en chercher la cause, et de lui présenter les moyens d'y remédier.

De Francfort-sur-le-Mein, le 27 juin.

On paraît redouter ici une rupture prochaine entre l'empereur et le roi de Prusse, et il est certain que l'événement arrivé depuis peu à Mulheim, dans le Palatinat, pourrait la hâter. Le général de Clerfayt avait fait l'acquisition d'une assez grande quantité de grains pour pourvoir aux besoins de son armée; au passage par Mulheim, les Prussiens ont arrêté ces transports qu'ils ont prétendu être tirés de leur pays. Le détachement autrichien a envoyé un courier au général pour savoir s'il fallait les revendiquer de vive force. On ne sait pas encore quelles suites cette affaire pourrait avoir.

On apprend de Ratisbonne que la majorité des voix est décidément pour la paix, et que c'est au roi de Prusse que les co-états s'accordent à donner l'initiative des négociations. L'électeur de Hanovre, roi d'Angleterre, est d'avis, comme on l'imagine bien, de les confier à l'empereur, et ne dit pas un mot dans son vote de l'intervention du cabinet de Berlin. Nous donnerons cette piece.

Le ministre de Suede près la diete, vient de déclarer au nom du roi, comme duc de la Pomeranie septentrionale, « qu'il se joint purement et simplement à la paix faite par

Digitized by Google

le roi de Prusse ; que par conséquent il n'était plus question de contingent, et que le paiement des nouveaux mois romains devenait inutile. » Voici cette piece importante :

Déclaration de sa majesté le roi de Suede, à la diete du Saint-Empire, du 12 juin 1795.

« Sa majesté, pénétrée de l'attachement le plus sincere pour le corps germanique, n'a pu le voir engagé sans un déplaisir extrême, dans la guerre qu'il soutient et continue depuis trois ans.

» Les malheurs dont l'Empire a été menacé, les souffrances qu'il a éprouvées, la perte d'une infinité de guerriers, victimes des combats, la dévastation qui s'en est suivie, tous ces maux inseparables du fléau de la guerre, ont affecté douloureusement sa majesté.

» C'est avec un regret amer qu'elle se retrace combien il eût été possible d'éviter tant de malheurs, si, par une juste estimation des choses, par une discussion sage sur les limitrophes respectifs, on eût réglé amicalement les differens qu'on a commis au sort des armes.

» Une partie très-modique des frais immenses que la guerre a occasionné aurait été suffisante pour dédommager ces princes de l'Empire, dont les offenses ont été déclarées la cause de la guerre, et dont l'indemnité était considérée comme son but, et cette guerre n'a eu d'autre effet que de porter la désolation dans les domaines de ces mêmes princes, et de répandre en même-tems sur l'Allemagne des calamités sans nombre.

» Sa majesté, comme prince de l'Empire, se crut obligé dès l'origine, de rappeller à la diete le prix inestimable de la paix, et lorsqu'elle eut été violée, elle recommanda à la sagesse du chef de l'Empire, l'importance des mesures qui pouvait accélerer son retour. Elle excita, sur le même sujet, l'attention de ses co-états par diverses représentations, déposées au proces-verbal et consignées aux archives de la diete.

» Dans de certains intervalles, la chance de la guerre a varié ; mais finalement, les armées allemandes succomberent. On en augmenta le nombre sans changer la défaveur du sort, et sans parvenir à recouvrer les pertes déja faites. Un état souverain, limitrophe de l'Empire, fut envahi, et l'Allemagne septentrionale a couru risque de l'être à son tour.

» Telle fut la crise qui menaçait le corps germanique, lorsque sa majesté le roi de Prusse, touché de la calamité publique, négocia et conclut sa paix avec la France, frayant par

Digitized by Google

cet exemple la route à la réconciliation de l'Allemagne entiere.

» Sa majesté le roi de Suede s'étant déterminé à reconnaître la République Française, n'hésite pas d'accéder, en qualité de duc de Poméranie, à ladite paix. Elle envisage par conséquent les prestations et les exigences de la guerre comme venant à cesser, se dispense d'y contribuer, et retire son contingent.

» En remplissant ainsi les obligations les plus précieuses à un souverain, elle avise à la fois à la conservation comme aux intérêts des habitans de la Poméranie. Elle nourrit enfin le consolant espoir de voir dans peu l'Allemagne entiere jouir des bénédictions de la paix; elle le fonde, cet espoir, sur le contenu du décret impérial, préparatoire à la pacification, adressée à la diete en date du 19 mai. Sa majesté le trouve dicté par cet esprit de paix qui doit animer le chef d'un grand empire. »

Le feld-maréchal de Bender est depuis le 19 juin au soir dans notre ville. La garnison de Luxembourg qu'il commandait a dû passer le Rhin le 17, 18 et 19 à Coblentz, où le général Pichegru était attendu le 16. On présume que son projet, ainsi que celui de son collégue Jourdan, est de passer ce fleuve aux environs de Dusseldorf, et l'on se fonde dans cette opinion sur les rassemblemens considérables de troupes françaises qui se font à Cologne et au dessous de cette ville; mais les délibérations de la diete de Ratisbonne préviendront probablement toute hostilité sur la rive droite du Rhin.

On parle même déja beaucoup d'un prochain armistice entre le corps Germanique et la France, et l'on prétend que s'il a lieu, la forteresse de Mayence sera déclarée neutre et confiée à la garde des troupes prussiennes. C'est le prince héréditaire de Hohenlohe qui vient de prendre le commandement de ces troupes. Le général Kalkreuth est appellé à Berlin où l'on croit que le roi lui conférera un gouvernement dans la Prusse méridionale.

D'un autre côté, le bruit se répand que les Autrichiens vont porter leurs principales forces dans le Brisgaw, et qu'ils établiront même incessamment un camp de 60 mille hommes près de Strasbourg; en un mot, tout porte à croire que le Brisgaw et l'Alsace deviendront le théâtre de la campagne qui va s'ouvrir.

ITALIE.

Des lettres de Livourne du 18 juin, donnent comme signe d'une pacification prochaine entre la France et l'Espagne, que

Digitized by Google

le dernier courier expédié par cette puissance a eu ordre de changer la route qu'il a tenue depuis le commencement de la guerre. Arrivé à Barcelonne il s'embarqua pour Gênes, au lieu de faire voile pour Livourne comme auparavant.

On écrit de Naples que les procédures contre les prévenus de conspiration sont continuées avec beaucoup d'activité par la junete d'état. Ce tribunal enveloppe toujours ses opérations de mystere. Il a encore fait arrêter un grand nombre de personnes, parmi lesquelles on n'est pas médiocrement étonné de voir beaucoup de membres du clergé, soit régulier, soit séculier.

Le roi et sa cour sont venus de Caserte à Naples, pour y assister aux cérémonies de la fête *del corpus Domini*; l'inséparable Acton, qui paraît toujours diriger les affaires quoiqu'il ait quitté la place de premier ministre, était de la partie.

Les derniers avis de Milan, du 15 juin, portent que le 10 toute l'armée autrichienne d'Italie devait se trouver sur les confins des états de Gênes, où l'on avait déja envoyé 40 pieces de grosse artillerie, ce qui faisait attendre des événemens majeurs. Ces troupes sont commandées par le général Devins qui avait expédié au sénat de Gênes le colonel Brentano, pour lui notifier la prochaine entrée de l'armée sur le territoire neutre de la république.

Cette nouvelle est confirmée par des lettres de Gênes, du 20 juin, qui s'expriment ainsi :

Ces jours derniers, le colonel autrichien Brentano a présenté la lettre suivante, écrite à notre gouvernement par le général de Vins, commandant de l'armée autrichienne.

« Les armées françaises, sans aucun égard pour la neutralité adoptée par la sérénissime république de Gênes, sont entrés dans son territoire par la riviere du Ponent, d'où ils menacent d'une prochaine invasion, non-seulement le Piémont, mais la Lombardie autrichienne. Sa majesté l'empereur s'est donc vu forcé d'augmenter son armée d'Italie pour mettre à couvert ses propres états. Sa majesté m'ayant confié le commandement de son armée, je me trouve dans une situation telle que, pour mettre ses états en sûreté, je suis obligé d'entrer également, à la tête de l'armée impériale, sur les terres de la sérénissime république pour en chasser l'ennemi et mettre les possessions autrichiennes hors d'état d'être insultées. La sérénissime république sentira la nécessité de la démarche que ma propre conservation m'oblige de faire. De telles mesures assureront, non-seulement la sûreté des états autrichiens, mais encore nous aurons la consolation de rendre la tranquillité à la sérénissime république. Je me flatte donc qu'elle voudra bien donner au moins aux troupes autrichiennes la même assistance qu'elle a donnée aux troupes françaises, et qu'elle leur fournira

Digitized by Google

nira, en payant, tout ce que peut fournir le pays pour l'entretien de l'armée. De mon côté, je promets à la sérénissime république, non-seulement de faire observer la plus exacte discipline militaire; mais en cas de quelques excès, la satisfaction la plus prompte, et autant qu'il sera possible, le redressement des griefs. »

Signé, *le baron* DE VINS.

Réponse du gouvernement génois.

« La sérénissime république ayant adopté dans la guerre actuelle, et publiée avec l'agrément de toutes les puissances belligérantes une parfaite neutralité, elle devait se flatter que son territoire serait préservé de l'entrée des troupes de ces puissances, qui est l'objet et le mérite d'un état neutre; mais la république se trouvant voisine d'un état actuellement en guerre, elle n'a pu se préserver de l'entrée des troupes étrangères; mais cela a toujours été regardé par le gouvernement comme une violation de cette neutralité, et il n'a pas manqué de faire les protestations nécessaires et d'opposer les réserves de ses droits de neutralité contre une force supérieure.

» Le sérénissime gouvernement ne doit donc pas considérer (le projet déjà effectué) que le signor baron de Vins a bien voulu communiquer au secrétaire d'état, d'autant plus que le projet de l'armée autrichienne étant d'entrer dans le territoire génois pour chasser les Français, cet état deviendrait inévitablement le théâtre de la guerre, motif pressant qui détermine le gouvernement à ne se rendre qu'à la force majeure.

» Tels sont les sentimens du sérénissime gouvernement que le soussigné est obligé de signifier au signor baron de Vins, en réponse à sa lettre; et en considération de ces sentimens, on espère que le signor baron perdra de vue les projets indiqués dans sa lettre, et pour cela on vient d'expédier encore un courier au ministre plénipotentiaire de la république auprès de la cour de Vienne, pour lui ordonner de faire des représentations sur ce point à la cour impériale. Cependant le gouvernement est très-reconnaissant des égards que le signor baron de Vins veut bien témoigner à la république et au peuple génois. »

Digitized by Google

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CONVENTION NATIONALE.

PRÉSIDENCE DE LOUVET.

Séance du duodi, 12 *Messidor*.

La commune de Montauban dénonce les représentans qui, en mission dans le département du Lot, ont organisé la terreur. Elle accuse Beaudot, l'un d'eux, d'être monté un jour sur l'autel de la patrie pour haranguer le peuple en ces termes : Tu as renversé la noblesse et le clergé, mais il reste encore d'autres ennemis à exterminer ; ce sont les riches. Il faut que le riche devienne pauvre, et le pauvre riche. Il faut tout renverser. Elle prétend que Beaudot a mis cette morale en pratique, en dilapidant un million pour payer ses plaisirs et remplir ses desseins, et que Jean-Bon-Saint-André a imité son exemple.

Renvoi au comité de législation.

Lahaye demande, par motion d'ordre, l'abolition des certificats de civisme nécessaires pour remplir des fonctions publiques et pour toucher ses rentes viageres ou pensions. Il les appelle des brevets d'ineptie dont Chaumette avait fait un principe d'état, et dit que les honnêtes gens n'étant pas curieux d'aller au milieu des loups hurler le brigandage et donner des preuves de coquinisme, beaucoup n'ont point de certificats de civisme, et qu'à présent que la loyauté sert de brevet et le talent remplace la maîtrise, tout citoyen doit avoir le droit d'exercer telle ou telle place sans certificat de civisme, ou de toucher sa pension sans remplir cette formalité.

L'impression de la motion est décrétée.

Dufay donne des nouvelles de St. Domingue qui confirment nos succès dans cette colonie, et il déclare qu'il est chargé de dénoncer les assemblées coloniales qui l'ont perdue. Il est interrompu par plusieurs membres qui disent que c'est au comité de salut public et non à la Convention que l'opinant doit parler de ces objets, dont la publicité est dangereuse.

Bailleul se plaint des dépenses énormes qu'occasionne l'impression des débats entre Santhonax et ses dénonciateurs ; il veut qu'on les termine.

Charlier affirme que la vérité y est noyée dans cinq volumes de bavardage. Il demande la suspension de l'impression.

Thibaut l'appuie. Cette proposition est adoptée.

Digitized by Google

Treilhard, au nom des comités de salut public et de sûreté générale :

La volonté du peuple français, ses triomphes et l'opinion du monde entier sanctionnent en France la République. Le moment est donc venu où vous pouvez fixer vos regards sur la fille du dernier roi des Français et les membres de cette famille. La sûreté de l'état vous prescrivait leur réclusion, mais vous êtes aujourd'hui trop forts pour continuer cette mesure ; et puisque le hasard a voulu attacher des considérations politiques à cette famille, vos comités vous proposent de faire servir un acte d'humanité à la reparation d'une grande injustice. La plus odieuse et la plus noire des trahisons a livré des représentans du peuple et un ministre de la République à une puissance ennemie. Cette puissance, par la violation du droit des nations, a fait arrêter sur un territoire neutre et retient encore des ambassadeurs du peuple français. Elle est l'alliée des Bourbons. Nous lui proposons l'échange des Bourbons contr'eux. Le comité a pensé que ce ne devait pas être l'objet d'une négociation, et qu'il suffisait de transmettre cette déclaration aux généraux autrichiens pour qu'ils en instruisent leur gouvernement.

Treilhard présente, d'après ces vues, un projet de décret qui est adopté à l'unanimité.

Lanjuinais, au nom du comité de législation, propose le rapport de la loi du 22 août 1793, relative aux parens des religionnaires fugitifs, et qui blesse leurs droits quant au mode de recueillir leurs successions.

Impression du projet et ouverture de la discussion aussitôt après la distribution.

Le citoyen Lecoz, membre de l'Assemblée législative, fait hommage d'une brochure *in*-8°. intitulée : *Accord de la religion catholique avec le gouvernement républicain.* Mention honorable et renvoi au comité d'instruction publique.

Le citoyen Monblanc, qui présente une pièce de vers sur la prise de Luxembourg, obtient la même mention et le renvoi au même comité.

Séance de tridi, 13 Messidor.

Un membre, au nom du comité d'instruction publique, fait un rapport sur les écoles primaires et la rédaction des livres élémentaires dont il exprime le desir et le besoin de hâter la confection. Il termine en demandant la suppression du bulletin, comme occasionnant à la République d'énormes et d'inutiles dépenses. Lanjuinais l'appuie ; Mailhe s'oppose par le motif que c'est le seul papier qui parvienne aux petites communes, et qui les éclaire par conséquent sur l'esprit public. On renvoie la question à un nouvel examen du comité.

Digitized by Google

Le président consulte l'Assemblée pour savoir à quelle heure elle entendra demain Joseph Lebon. L'Assemblée fixe l'heure de midi.

Genissieux, au nom du comité de législation, présente trois projets de décrets. Le premier relatif à la confiscation des biens des prêtres déportés; le second, au personnel de ces prêtres dont des jugemens ou arrêtés ont ordonné la déportation ou la réclusion; et le troisième, sur la police qui doit réprimer les abus qui naissent du libre exercice des cultes.

Le comité, dit-il, aura le courage de peser les véritables principes; le serment n'ajoute rien à l'expression, à la promesse ou à la déclaration de l'homme de bien. Il n'est point un frein pour le scélérat. Lorsqu'il s'agit d'exiger d'un individu la déclaration de ce qui se passe au fond de son cœur, de dire quelles sont ses opinions religieuses ou politiques, et de lui faire promettre d'y persévérer, exiger de lui un serment, c'est une tyrannie. Ma pensée, mes opinions sont à moi, je n'en suis comptable qu'à la divinité. Mes actions seules appartiennent à la société. Indifférentes, le gouvernement n'y donne aucune attention; bonnes, il les approuve ou les récompense; mauvaises, il les punit. Et d'ailleurs, dans quel embarras ne jette-t-on pas l'homme timoré à qui l'on veut faire déclarer avec serment ses opinions religieuses ou politiques? Si elles ne sont pas formées, que voulez-vous qu'il déclare? Et si elles lui ont été inspirées par les préjugés de l'éducation, par les impressions des objets sur ses sens, ou par les circonstances, qui vous dit qu'il n'en changera pas? Pourquoi donc l'exposer à se mettre en contradiction avec lui-même, ou à devenir parjure?

C'est le serment exigé des prêtres, continue Genissieux, qui a jeté les fondemens de la Vendée et de la plupart des dissensions civiles. Ce fut en persécutant les prêtres constitutionels qui s'étaient exposés à tant de dangers et de périls pour défendre la cause de la liberté, et en les forçant à la ridicule formalité de la déprêtrisation, qu'on ôta au peuple toute moralité et qu'on le priva de toute espece de consolation. Le rapporteur s'occupant ensuite de la confiscation, qui était un des objets de son discours, dit qu'elle est aussi impolitique qu'injuste, parce que la plupart des ecclésiastiques étant sortis de familles pauvres, on privait leurs parens de leurs biens en les en dépouillant eux-mêmes, et l'on en fesait des ennemis de la révolution. Quant aux délits dont ils se sont rendus coupables, ce n'est pas comme prêtres qu'ils ont du être punis; mais comme perturbateurs de l'ordre public. Ceux qui les ont connus ont du être rangés dans la classe des rebelles et des conspirateurs. Genissieux termine en demandant l'exécution sévere des dispositions pénales contenues dans la loi du 11 prai-

Digitized by Google

rial pour reprimer les abus qui se glissent déja dans l'exercice des cultes.

Le discours de Genissieux a été quelquefois interrompu par des murmures. Un membre dit qu'on veut ressusciter le fanatisme. Un autre, que certains prêtres défendent d'entrer dans les églises avec la cocarde nationale. Lanjuinais annonce qu'il s'occupe d'un réglement de police ecclésiastique. La Convention ajourne la discussion des projets de Genissieux après la discussion de la constitution.

Doulcet, au nom du comité de salut public, rend compte du combat naval qui vient d'avoir lieu entre les Anglais et nous, près de Brest. Notre flotte était sortie pour aller débloquer quelques vaisseaux retenus à Belle-Isle par la flotte Anglaise. La jonction était opérée et nos vaisseaux étaient sur le point d'entrer dans la rade, lorsqu'une tempête les a dispersés et éloignés des côtes de trente lieues ; mais dans l'intervalle la flotte Anglaise a pris les devants : il a fallu la combattre avec un grand désavantage pour parvenir à rentrer, et il en est résulté une perte de trois de nos vaisseaux, dont un a pris feu. L'impéritie et l'insubordination de quelques-uns de nos marins qui n'ont pas répondu aux signaux est en partie cause de ce malheureux événement.

Doulcet propose à la Convention de confirmer la nomination qu'a faite le comité de Tallien et de Blad qui sont partis sur le champ pour Brest, afin de prendre toutes les mesures que les circonstances exigeront ; faire lever en masse tous les citoyens en état de porter les armes, et empêcher la descente des émigrés qu'avaient les Anglais sur leurs bords, et qui paraît avoir été l'objet de cette expédition.

Séance de quartidi, 14 Messidor.

Lahaye demande la suppression de la commission militaire, établie à Paris pour juger les auteurs et complices de la conspiration des premiers jours de prairial. Il dit qu'elle ne doit pas survivre à l'événement qui l'a fait naître, et de prendre garde de devenir les exécuteurs testamentaires de Robespierre, qui disait d'un ton prophétique le 8 thermidor : que la Convention serait entraînée par le torrent du gouvernement militaire. La motion de Lahaye est renvoyée aux comités réunis.

Fermond, au nom du comité de salut public. L'administration de la marine exige une grande expérience. Le citoyen Dalbarade, commissaire dans cette partie, est un bon militaire et un bon patriote ; mais il faut à la tête de la marine un homme consommé en ce genre. Le citoyen Rhedon, administrateur général du port de Brest, qui réunit à une longue expérience beaucoup de talens et d'activité, et dont une longue captivité n'a fait que ranimer le zele, a paru être celui qui convenait

Digitized by Google

aux circonstances difficiles où nous sommes, le comité vous le propose pour commissaire de la marine et des colonies.

Cette proposition est adoptée.

Joseph Lebon paraît à la tribune, sa contenance n'annonce pas un homme convaincu de son innocence. Il prend cependant bientôt les dehors de la fermeté, et dit : Je ne viens point défendre le gouvernement que vous avez proscrit le 9 thermidor, ni justifier les mesures qu'il a commandées, et dont j'ai été un des exécuteurs. Ma cause est celle de la Convention. J'ai obéi à ses décrets et aux arrêtés des comités qu'elle avait établis. Si j'ai été entraîné par l'enthousiasme révolutionnaire, quel patriote n'en a pas été atteint? ne l'avez-vous pas partagé vous-mêmes qui me poursuivez? vous tous qui devez me juger, je ne demande point grace; ce n'est pas la mort que je crains, mais le deshonneur. Mon principal dénonciateur est Guffroy, qui a été mon ami et mon conseil, et qui pour faire oublier ce qu'il a fait lui-même, a mendié de toutes parts des dénonciations contre moi.

Après cet exorde, Lebon demande à l'Assemblée quel ordre elle veut qu'il suive dans sa défense; elle répond que ce sera celui qui lui paraîtra le plus convenable.

L'accusé entre en matiere, et répond à chacun des griefs compris dans le rapport de la commission. Il nie la création des commissions révolutionnaires; il nie les assassinats, les prostitutions, les incarcérations arbitraires; il dit qu'il agissait dans des communes environnées par l'ennemi, travaillées sourdement par l'aristocratie. Il se rejette sur le malheur des tems, sur la force des circonstances, sur des ordres reçus, sur son aveugle soumission aux décrets. Il dit qu'on l'a accusé tour-à-tour d'être partisan de la force départementale, ami de Roland, fédéraliste, modéré, hébertiste. Il s'applaudit d'être persécuté. On m'accuse d'avoir voulu détruire le commerce. Cette accusation est bien mal-adroite, car je n'entends absolument rien au commerce. Comment et pourquoi détruire ce que l'on ne connaît point.

N'est-il pas inconcevable, ajoute-t-il, qu'on m'accuse d'avoir suivi votre exemple, d'avoir imité votre conduite? Pouvais-je blâmer alors ce que vous blâmez aujourd'hui? Pouvais-je être froid quand vous étiez brûlans? On a extrait, avec affectation, des passages de mes lettres; mais il n'y a rien dans ces passages qui n'ait été dit et applaudi dans cette enceinte; ce sont des maximes que vous répandiez alors avec profusion. On disait alors : *Ceux-là veulent renverser les échafauds qui ont peur d'y monter. Ce qui constituera la République, c'est la destruction de tous ceux qui s'y opposent.*

Guffroy, mon dénonciateur, a été le plus ardent persécuteur de la représentation nationale; il a imaginé des crimes pour me les imputer. Ce n'est qu'en vous que j'ai placé mon

Digitized by Google

espoir. Après l'horrible réputation de scélératesse qu'on m'a donnée, quel est le tribunal qui pourrait m'absoudre, si vous m'accusiez ? Où aller, dans l'état où je suis ? Avec un nom qu'on a rendu si odieux, je ne puis aller dans le plus petit village sans y être chargé de malédictions. On est venu me chercher au Plessis, et l'on m'a fait escorter par dix cavaliers et trente fantassins : tout le monde sur la route demandait ce que c'était : c'est Joseph Lebon, et l'on m'accablait d'outrages. Un jour, dans la même prison, un déserteur autrichien s'approche de moi ; il ne me connaissait pas ; on lui dit c'est Joseph Lebon : il recule et se sauve en jettant un cri d'horreur. On lui avait raconté tout récemment l'histoire de la femme aux vingt-cinq liv., cette histoire qui n'a pu être sortie que de l'imagination atroce de mon dénonciateur.

Ce Guffroy publiait les plus grandes atrocités dans son journal intitulé *Rougyff*. Dès le mois de juillet 1793, avant l'institution du gouvernement révolutionnaire, etant alors membre du comité de sûreté générale, il écrivait que Charlotte Corday avait été fanatisée par Lanjuinais, armée par Pétion et Buzot. Il demandait qu'il fût établi à Paris trois censeurs dans chaque rue, afin d'arrêter les malveillans, et déjouer les intrigues *brissotines*, *buzotines*, *rolandines*, *girondines*, *louvetines*. Il ose m'accuser, moi, moi qui n'ai frappé que les *vieux*, *vieux*, *vieux*, *les vieux ennemis invétérés de la révolution*, moi qui me suis vu forcé de faire arrêter les gens sur leur mine, parce que j'étais dans des villes que les aristocrates voulaient livrer aux Autrichiens, et lui Guffroy demandait qu'ici à Paris, la guillotine fût en permanence, qu'il y eût soixante guillotines ambulantes.

On demande que Guffroy soit mis en arrestation. La Convention décrete seulement que les pieces à la charge de Guffroy soient remises au comité de législation qui doit faire dans la décade un rapport sur les représentans inculpés.

La discussion de l'affaire de Joseph Lebon est ajouruée au 17 de ce mois.

Séance de quintidi, 15 *Messidor*.

Une députation de la section Lepelletier vient faire part de l'arrêté pris par l'assemblée générale dans la derniere séance, et qui porte que la section, instruite que les buveurs de sang et les assassins relevent par-tout la tête, que grand nombre d'entre eux sont réarmés et vomis dans la société, considérant que remettre aux comités civils le soin de juger les motifs qui ont déterminé l'exécution de la loi du 1er. prairial, c'est faciliter à ces hommes les moyens d'annuller les discussions des assemblées générales ; que rendre les armes aux terroristes, c'est semer des fermens de guerre civile, et mettre sous les

Digitized by Google

poignards les citoyens courageux qui les ont démasqués au moment où la patrie était en danger, arrête que la Convention sera invitée d'ordonner que les réclamations de ce genre seront renvoyées aux assemblées générales.

Renvoi au comité de sûreté générale.

Sur le rapport du comité des finances la Convention décrète que la trésorerie nationale ouvrira un crédit de 1,500 millions à la commission des approvisionnemens, de 90 millions à celle des secours publics, de 15 millions à celle des postes et messageries, de 40 millions à celle des armées, de 100 millions à celle de la marine et des colonies, de 40 millions à celle des armes et poudres.

Le même comité fait ensuite décréter que les pensionnaires de l'état qui ne pouvaient cumuler plusieurs pensions que jusqu'à la concurrence de mille livres pourront le faire jusqu'à trois mille livres, et que si elles excedent, elles seront réduites à cette somme. Ce décret n'est que provisoire.

Gouly, au nom des comités réunis de la marine et de législation, présente plusieurs projets de décrets relatifs à la réorganisation de la marine militaire. Impression et ajournement.

On procede à l'appel nominal pour le renouvellement du comité de salut public. Les membres sortans sont; Roux, Gilet, Sieyes et Rewbel; les remplaçans, Boissy-d'Anglas, Louvet (du Loiret), Jean-de-Brie et Lesage (d'Eure et Loire).

Gilet annonce de la part du comité de salut public, deux avantages considérables remportés par l'armée d'Italie sur les Piemontais. L'ennemi a perdu 300 hommes, et a 500 blessés. Nous n'avons eu que 12 morts et quelques blessés. Le cri de ralliement de notre armée est : *Allons à Turin*. (*Voyez* Nouvelles officielles.)

Séance de sextidi, 16 *Messidor*.

Il y a eu hier soir une séance extraordinaire pour le renouvellement par quart des membres du comité de sûreté générale. Les nouveaux sont; Delaunay, d'Angers, Marcelle, Perrin (des Vosges) et Bailly.

Débats sur la constitution.

Daunou, au nom de la commission des onze, propose l'ouverture de la discussion sur le nouveau plan de constitution, et fait lecture du premier article de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

Mailhe demande la parole, et dit qu'avant de la décréter, il est important de décider si elle sera obligatoire pour les citoyens, ou si ce ne sera qu'une série d'idées philosophiques mises à la tête de la constitution; que l'expérience a appris qu'il est bien intéressant de prononcer avant tout sur cette question, et que la maniere dont elle sera résolue influera

Digitized by Google

peut-être plus qu'on ne le pense sur la destinée de la République, et la stabilité du gouvernement qu'elle va se donner.

Daunou répond que la commission n'a point touché à la déclaration des droits, sauf qu'elle l'a purgée des germes d'anarchie et de dissolution du corps social dont quelques articles étaient infectés, et qu'il est dangereux de supprimer, de changer le fond de cette déclaration, parce qu'on ne manquerait pas d'accuser la Convention d'avoir foulé aux pieds la charte de la liberté des peuples.

Chenier ajoute que l'abus qu'on peut faire de la déclaration des droits ne doit pas empêcher l'Assemblée de la décréter, parce qu'il n'est rien dont une faction ou un individu ne puisse abuser s'il a intérêt de le faire.

On passe à la discussion; le premier article est ainsi conçu: Le but de la société est le bonheur commun. Le gouvernement est institué pour garantir à l'homme la jouissance de ses droits.

Plusieurs membres exposent que cette phrase: *le but de la société est le bonheur commun*, est un principe et non un droit. Lanjuinais le combat comme étant rédigé d'une manière trop vague, et pouvant donner lieu aux interprétations les plus arbitraires. Il dit que c'est sous le prétexte du bonheur commun qu'on a consacré les plus criantes injustices; qu'il y a deux mille ans qu'on comptait déjà parmi les philosophes deux cents quatre-vingt huit opinions différentes sur le bonheur, que nous ne devons pas espérer de le mieux définir aujourd'hui, et qu'il faut supprimer l'article. Sa proposition est rejettée et l'article adopté.

Daunou lit le second article: Les droits de l'homme en société sont la liberté, l'égalité, la sûreté et la propriété.

Jean de-Brie le trouve incomplet, et il voudrait qu'on ajoutât à ces droits, celui de tout citoyen de vivre du travail de ses mains pendant qu'il est valide, et des secours de la société lorsqu'il n'est plus en état de travailler. Thibaut exprime ses craintes que les fainéans n'en profitent pour se faire nourrir, payer et ne point travailler. L'addition est renvoyée à l'examen de la commission des onze.

L'article trois, portant que la liberté consiste à faire ce qui ne nuit pas aux droits d'autrui, est ensuite adopté.

L'article quatre qui consacre la liberté de la presse et des opinions, a excité une vive discussion, par les divers moyens qu'on a proposés pour en réprimer les abus sans lui porter atteinte. Cambacérès et Boissy-d'Anglas ont voté pour la liberté indéfinie, comme étant le palladium de toutes les autres. Lanjuinais et plusieurs autres membres la combattent, parce qu'ils la regardent comme la source de la plupart des maux que nous avons éprouvés. La Convention ne se croyant pas encore assez éclairée sur cette question, en renvoie l'exa-

Digitized by Google

men à la commission. Elle continuera la discussion tous les jours impairs à midi.

Doucet, au nom du comité de salut public, annonce que notre armée d'Italie a remporté une nouvelle victoire. Trente mille Autrichiens qui l'ont attaquée ont été repoussés avec une perte de trois mille hommes; la nôtre n'est que de 70 hommes. Nous avons pris 600 fusils. (*Voyez* Nouvelles officielles.)

PARIS. *Nonidi* 19 *Messidor, l'an* 3e. *de la République.*

Il ne paraît pas que la discussion de l'acte constitutionnel produise dans le public cette sensation que l'on devrait attendre d'un objet si digne d'occuper l'attention générale. Dans tout autre tems on aurait recherché, on aurait lu avec empressement tous les écrits, tous les débats relatifs à cette matiere importante. Aujourd'hui on semble se résoudre au rôle passif de l'indifférence, et l'infâme jeu de l'agiotage attire plus de foule, absorbe plus d'intérêts que l'organisation d'un gouvernement en qui repose cependant la destinée de l'état et l'espérance de tous les individus. Serions-nous parvenus à cette époque de lassitude et de dégoût, funeste avant-coureur d'un sommeil politique. Ce symptôme deviendrait alarmant pour les amis de la chose publique, si l'on ne devait l'attribuer en grande partie à l'état de détresse où chacun est réduit par la rareté et la cherté des subsistances. Peut-être aussi que les passions si long-tems agitées, ne trouvant plus d'alimens dans les différens partis qui les excitaient, les esprits sont retombés dans un calme qu'il est aisé de prendre pour un affaissement. Quoi qu'il en soit, cette disposition ne serait pas la moins favorable aux circonstances actuelles; elle laisserait à l'esprit de discussion toute la tranquillité nécessaire pour examiner avec maturité les bâses du gouvernement qu'il est tems de donner à la France.

Depuis le départ précipité de Tallien et de Blad pour les côtes de l'Ouest, on s'entretient sourdement d'une descente que l'on dit que les Anglais ont effectuée à Quiberon près de Belle-Isle. Le silence gardé par la Convention jusqu'à ce jour a inspiré plus d'inquiétude que les malveillans n'ont pu concevoir d'espérance. Mais ce silence est probablement un effet des mesures prises

Digitized by Google

par les comités de gouvernement, et qu'ils n'ont point voulu divulguer afin d'en mieux assurer le succès. Tout ce que nous avons pu recueillir au travers des nombreuses versions, c'est qu'en effet les Anglais, à la suite du combat naval qui n'a pas été à notre avantage, ont vomi sur les côtes de Bretagne, 7 à 8 mille hommes, la plupart émigrés, sous le commandement de d'Hervilly. Ainsi se vérifient les renseignemens fournis aux rédacteurs du Moniteur par la lettre d'Ulm insérée dans l'avant-dernier numéro de ce journal.

Ce débarquement n'est pas de nature à causer une sérieuse inquiétude. Les Anglais ne sont pas assez mal-avisés que d'exposer leurs propres troupes; on sait qu'ils en ont fort peu, et qu'après les pertes nombreuses qu'ils ont essuyées sur le continent, ils doivent être peu tentés de courir de nouveaux hasards. Il paraît plus probable qu'ils ont voulu se débarrasser par cette expédition des émigrés qui leur étaient à charge à plus d'un titre, et que la politique astucieuse de Pitt a profité de cette circonstance pour en purger la Grande-Bretagne, sans autre espoir que d'exciter de nouveaux troubles dans l'intérieur de la France, et d'essayer à grossir le noyau de la Vendée et des chouans. Ce sont des enfans *perdus* qu'il a jettés en avant. Nous disons *perdus*, car les aristocrates et les royalistes que l'on peut croire quand ils ne se vantent pas, les regardent comme tels. En effet, la lettre que Tallien et Blad et celle que le général Aubert-Dubayet ont écrites d'Alençon à la Convention annoncent que dans les districts de Châteauneuf, Lafleche, Sablé, Château-Goutier, Laval, Mayenne et Domfront, par-tout les chouans sont dissipés, repoussés, exterminés; Coquereau, leur principal chef, a été tué, et des renforts considérables ont été envoyés au général Hoche. Il y a lieu d'espérer que sous peu l'on recevra la nouvelle que les émigrés ont subi le même sort, et que leurs débris se sont rembarqués plus vîte qu'ils ne sont venus.

Digitized by Google

NOUVELLES OFFICIELLES.

Armée d'Italie et des Alpes.

Au quartier-général à Final, le 7 messidor, l'an 3e. de la République Française.

Citoyens représentans,

» Nous vous avons annoncé, par nos dépêches d'hier, les négociations qui avaient eu lieu au sujet de notre communication avec Savonne, qu'il était important de conserver. La conduite des autrichiens dans cette circonstance, la position de leurs troupes, leur nombre, tout nous annonçait que l'armée d'Italie, de beaucoup inférieure à celle des ennemis, allait être attaquée sur tous les points. Nous avons déja vu à Vado l'effet de ces dispositions menaçantes; mais nous pouvons vous annoncer que ce prélude n'a pas été heureux pour nos ennemis, et c'est ici que la valeur de nos troupes, soutenue par des dispositions bien entendues, a véritablement suppléé au nombre.

» Hier à midi, dix mille autrichiens, formés sur quatre colonnes, ont attaqué, pendant sept heures de suite, les avant-postes de Vado et Tersanno, une forte colonne, dirigée sur le pont de Vado, attaqua le poste de ce pont, qui fut obligé de céder au grand nombre. Cette colonne crut pouvoir s'approcher des retranchemens; mais les canons du fort la chaufferent tellement qu'elle fut forcée de s'arrêter. Le pont fut sur-le-champ repris à la baïonnette, et l'ennemi contraint d'aller se former au-delà. Une autre colonne se dirigea sur la chapelle Dellemont occupée par les grenadiers, qui se replierent sur le camp de Tersanno, suivant l'ordre qu'ils en avaient. Les ennemis descendirent la montagne, et vinrent se former en bataille au pied de Tersanno, dans le lit du torrent de Cugliano. Ils se trouverent à portée d'une batterie de deux obusiers et d'une piece de douze, dont la disposition avait été faite la veille par le chef de brigade Montfort, commandant l'artillerie. Ces pieces chargerent si à propos, que dans un moment les ennemis furent mis en déroute. Au rapport du général divisionnaire Freytag, les autrichiens ont été fort maltraités dans leur déploiement au milieu du vallon de Cugliano, par les pieces chargées à cartouche du camp de Tersanno.

» On doit des éloges à ce général pour les bonnes dispositions qu'il avait faites d'après les ordres du général Massena, officier d'un mérite distingué, et entre les mains duquel on doit applaudir d'avoir mis l'aile droite de l'armée. On ne doit

Digitized by Google

pas moins d'éloges au général Laharpe. Sang-froid, activité, valeur, prévoyance, telles sont les qualités qui distinguent cet excellent officier. Toutes les troupes se sont conduites avec la plus grande valeur; mais le troisieme et le sixieme bataillon des grenadiers, et les carabiniers des Hautes-Alpes qui ont soutenu à plusieurs reprises le choc de toutes les forces de l'ennemi, se sont montrés comme des héros. Les détails de l'action prouvent ce qu'a su faire l'artillerie. Nous avons eu une douzaine de morts et trente-trois blessés; l'ennemi porte sa perte à 300 morts et 500 blessés; mais le général Laharpe évalue le nombre des morts de l'ennemi à 500 hommes, ce qu'il prétend constater par le nombre des pantalons dont nos grenadiers se sont emparés. A demain des détails sur les actions particulieres qui ont illustré cette journée. A demain aussi les détails sur d'autres affaires; car il y a apparence que l'ennemi nous attaquera dans d'autres positions: mais par-tout il trouvera des soldats français accoutumés à vaincre, et que le nombre ne sait point intimider. Salut et fraternité.

Signé, J. Dumas, *représentant du peuple* et Kellermann, *général*.

Nous achevons d'imprimer les principaux titres du projet de constitution, pour que nos lecteurs puissent juger plus sûrement les objections qui seront faites contre quelques-unes de ses parties.

Suite du projet d'organisation du pouvoir exécutif.

31°. Toute dénonciation, tant contre le directoire que contre un ou plusieurs de ses membres, est adressée par écrit au conseil des cinq cents.

32°. Si après avoir délibéré en forme prescrite, le conseil des cinq cents admet la déclaration, il le déclare en ces termes: „ La dénonciation contre....., pour le fait de....., „ signée de...., est admise. „

33°. L'inculpé est alors appellé, et s'il comparaît, entendu dans l'intérieur du lieu des séances du conseil des cinq cents.

34°. Le conseil des cinq cents déclare s'il y a lieu ou non à l'examen de la conduite de l'inculpé.

35°. Le prévenu est ensuite entendu par le conseil des anciens, à la barre; et s'il est jugé coupable, après qu'il y a été délibéré dans les formes prescrites par les articles 55, 56 et 57, le conseil des anciens prononce l'accusation qui entraîne suspension; et il envoie l'accusé devant la haute-cour de justice, laquelle est tenue d'instruire le procès sans aucun délai.

Digitized by Google

36°. Si l'accusé est acquitté par le jugement de la haute-cour de justice, il reprend ses fonctions.

37°. Le corps législatif ne peut mander le directoire, ni aucun de ses membres, excepté dans les cas des articles précédens.

38°. Les comptes et les éclaircissemens demandés par le corps législatif au directoire, sont fournis par écrit.

39°. Le directoire est tenu, à l'ouverture de la session du corps législatif de lui présenter par écrit l'apperçu des dépenses, la situation des finances, l'état des pensions existantes, ainsi que le projet de celles qu'il croit convenable de créer.

Il doit aussi indiquer les abus qui sont à sa connaissance.

40°. Le directoire peut en tout tems inviter par écrit le corps législatif à prendre un objet en considération, mais non lui proposer des dispositions législatives, si ce n'est relativement à la paix et à la guerre.

41°. Aucun membre du directoire ne peut s'absenter plus de cinq jours, ni s'éloigner au delà de dix lieues de la résidence du directoire, sans l'autorisation du corps législatif.

42°. Les membres du directoire ne peuvent paraître en public ni au-dehors ni dans l'intérieur de leurs maisons, que revêtus du costume qui leur est propre.

43°. Le directoire a sa garde habituelle et soldée, composée de cent vingt hommes à pied et de cent vingt hommes à cheval.

44°. Le directoire est accompagné de sa garde dans les cérémonies et marches publiques, où il a toujours le premier rang.

45°. Chaque membre du directoire se fait accompagner au-dehors de deux gardes.

46°. Tout poste de force armée doit au directoire et à chacun de ses membres les honneurs militaires supérieurs.

47°. Le directoire réside dans la même commune que le corps législatif.

48°. Les membres du directoire sont logés aux frais de la République et dans un même édifice.

49°. Le traitement de chacun d'eux est fixé à la valeur de dix mille quintaux de froment.

Revision de la Constitution.

1°. Lorsque l'expérience fait sentir les inconvéniens de quelques articles de la constitution, le conseil des anciens en propose la revision.

2°. La proposition du conseil des anciens est, en ce cas, soumise à la ratification du conseil des cinq cents.

3°. Lorsque, dans un espace de six années consécutives,

Digitized by Google

la proposition du conseil des anciens, ratifiée par le conseil des cinq cents, a été faite à trois époques éloignées l'une de l'autre de deux années au moins, une assemblée de revision est convoquée.

4°. Cette assemblée est formée de deux membres par département, tous élus de la même maniere que les membres du corps législatif, et réunissant les mêmes conditions que celles exigées pour le conseil des anciens.

5°. Le conseil des anciens désigne, pour la réunion de l'assemblée de revision, un lieu distant de vingt myriametres au moins de celui où siege le corps législatif.

6°. L'assemblée de revision a le droit de changer le lieu de sa résidence, en observant la distance prescrite par l'article précédent.

7°. L'assemblée de revision n'exerce aucune fonction législative ni de gouvernement; elle se borne à la revision des lois constitutionnelles.

8°. Toutes les autorités continuent l'exercice de leurs fonctions, jusqu'à ce que les changemens proposés par l'assemblée de revision aient été acceptés par le peuple, et jusqu'à ce que les nouvelles autorités aient été mises en activité.

9°. Les membres de l'assemblée de revision délibérent en commun.

10°. Les citoyens qui sont membres du corps législatif au moment où une assemblée de revision est convoquée, ne peuvent être élus membres de cette assemblée.

11°. L'assemblée de revision adresse immédiatement aux assemblées le projet de réforme qu'elle a arrêté; elle est dissoute dès que ce projet leur a été adressé.

12°. Les membres de l'assemblée de revision ne peuvent être recherchés, accusés, ni jugés, en aucun tems, pour ce qu'ils ont dit ou écrit dans l'exercice de leurs fonctions. Pendant la durée de ces fonctions, ils ne peuvent, en aucun cas, être mis en jugement, si ce n'est par une décision des membres même de l'assemblée de revision.

Dispositions générales.

1°. Il n'existe entre les citoyens d'autre supériorité que celle des fonctionnaires publics, et relativement à l'exercice de leurs fonctions.

2°. La loi ne reconnaît ni vœux religieux, ni aucun autre engagement contraire aux droits naturels de l'homme.

3°. Nul ne peut être empêché de dire, écrire, imprimer et publier sa pensée, sauf à en répondre devant la loi.

4°. Nul ne peut être empêché d'exercer le culte qu'il a choisi, ni forcé de contribuer aux dépenses de celui qu'il n'adopte pas.

Digitized by Google

5°. Il n'y a ni privilege, ni maîtrise, ni jurande, ni limitation à la liberté du commerce et à l'exercice de l'industrie et des arts de toute espece.

Toute loi prohibitive en ce genre, quand les circonstances la rendent nécessaire, est essentiellement provisoire, et n'a d'effet que pendant un an au plus, à moins qu'elle ne soit formellement renouvellée.

6°. Les citoyens ont la liberté de s'assembler paisiblement et sans armes; ils sont alors sous la surveillance de la police, et ils ne peuvent former de corporations ni d'associations contraires à l'ordre public.

7°. Aucune assemblée de citoyens ne peut se qualifier société populaire.

Aucune société particuliere s'occupant des questions politiques, ne peut correspondre avec aucune autre, ni s'affilier à elle, ni tenir des séances publiques composées de secrétaires et d'assistans distingués les uns des autres, ni imposer des conditions d'admission et d'éligibilité, ni s'arroger des droits d'exclusion, ni faire porter à ses membres aucun signe extérieur de leur association.

8°. Les citoyens ne peuvent exercer leurs droits politiques que dans les assemblées primaires ou communales.

9°. Tous les citoyens sont libres d'adresser aux autorités publiques des pétitions, mais elles doivent être individuelles; nulle association ne peut en présenter de collectives, si ce n'est les autorités constituées, et seulement pour des objets propres à leur attribution.

10°. La constitution garantit l'inviolabilité des propriétés, ou la juste indemnité de celles dont la nécessité publique, légalement constatée, exigerait le sacrifice.

11°. Nul ne peut porter des marques extérieures qui le distinguent des autres citoyens, et qui rappellent des fonctions antérieurement exercées ou des services rendus.

12°. Les membres du corps législatif et tous les fonctionnaires publics portent, dans l'exercice de leurs fonctions, le signe de l'autorité dont ils sont revêtus; la loi en détermine la forme.

13°. Nul citoyen ne peut renoncer, ni en tout ni en partie, à l'indemnité ou au traitement qui lui est attribué par la loi, en raison de fonctions publiques.

14°. Aucun des pouvoirs institués par la constitution n'a le droit de la changer dans son ensemble ni dans ses parties, sauf les réformes qui pourront y être faites par la voie de la révision, conformément aux dispositions du titre XII.

15°. Le peuple français se rappellera sans cesse que c'est de la sagesse des choix, que dépendent principalement la durée, la conservation et la prospérité de la République.

Digitized by Google

MERCURE FRANÇAIS

QUINTIDI 25 MESSIDOR, *l'an troisieme de la République.*
(*Lundi* 13 *Juillet* 1795, vieux style.)

POÉSIE.

Vers à la citoyenne Desgarcins qui avait joué le rôle de Salema dans la tragédie d'Abufar.

AH ! Saléma que tes douleurs
Nous causent de vives alarmes !
Qui ne gémit sur tes malheurs !
Des accens de ta voix qui peut braver les charmes !
Dans tes yeux où l'amour, la douceur, l'amitié,
L'espérance, l'effroi, l'horreur et la pitié
Nous peignent tour-à-tour le trait qui te déchire,
Quel jeune amant ne voudrait lire
Cette secrette ardeur, ce doux épanchement
Qui de l'infortuné Farhan
Font le tourment et le délire !
D'Apollon que n'ai-je la lyre
Pour bien te rendre les attraits
De tes rares talens que l'univers admire !
Contre toi la critique en vain lance ses traits ;
Tes graces et ton art ont désarmé l'envie.
Dans le temple du goût tu tiens le premier rang,
Et les larmes du sentiment
Assurent ton triomphe et prouvent ton génie.

Par le cit. LHOMANDIE.

CHARADE.

MON premier dans les airs leve sa noble tige ;
Mon second va s'y perdre, et mon tout y voltige.

Digitized by Google

LITTÉRATURE.

MORALE. ROMANS.

Célestine, ou *la Victime des Préjugés; par* Charlotte Smith. *Traduit de l'anglais sur la seconde édition par la citoyenne R..... Quatre volumes* in-12. *Prix*, 24 *liv. broché, et* 28 *liv.* 10 *sous franc de port par la poste. A Paris, chez* Buisson, *imprimeur-libraire, rue Hautefeuille*, n°. 20. *L'an troisieme de la République.*

Il y a long-tems que l'Angleterre est en possession de nous approvisionner en romans. La balance de cette branche de commerce littéraire est toute entiere en sa faveur. On a dit que les mœurs d'un peuple se peignent dans ses romans; si cela est, que penser des mœurs d'un peuple où ce genre de productions est presqu'entierement épuisé. Il serait injuste d'appliquer ces réflexions à la nation française depuis la révolution. Certes, elle a été occupée de soins bien autrement importans; et si quelque chose a dû étonner les autres nations, c'est la constante opiniâtreté avec laquelle ce peuple si connu jusqu'alors par sa légéreté, a poursuivi l'ouvrage de son indépendance. Les Français ont montré véritablement un caractere que l'on n'aurait pas dû attendre de leurs anciennes mœurs et de la frivolité de leur esprit. Quoique cette teinte si profondément imprimée ne soit pas encore entierement effacée, il est une remarque honorable pour eux, c'est qu'on ne sache pas qu'il ait paru une seule production de pur agrément durant le cours de leurs agitations politiques.

On a fait en France beaucoup de romans depuis le siecle de Louis XIV, et si le philosophe voulait y chercher l'histoire des mœurs nationales, il ne serait embarrassé que de la prodigieuse diversité des tableaux et des couleurs. Mais il est vrai de dire que long-tems avant l'époque de la révolution, les romans français n'avaient presque plus ni physionomie, ni caractere. On était tombé dans une si grande pénurie en ce genre, que l'on ne vivait plus que d'emprunt et de traductions. De bons romans supposent de grandes passions et de grandes vertus. Comment s'en serait-il trouvé au milieu

Digitized by Google

de la corruption ou de l'insignifiance de nos mœurs ? L'amour n'était plus même une affaire d'intrigue. Quel que soit le caractere que prendront nos mœurs sous l'influence du nouveau gouvernement, il est probable qu'il s'écoulera un long intervalle avant qu'elles puissent offrir à la palette de nos peintres-romanciers des couleurs tranchantes et distinctives. Il faut donc se résoudre, en attendant, à aller chercher chez nos voisins un supplément à notre indigence.

Les Anglais ont donné à leurs romans un caractere particulier, parce que leurs mœurs en ont encore un très-remarquable. Ils ont bien aussi de ces personnages honteusement célebres par leur extravagance et leur immoralité, qui se font un jeu d'afficher, d'avilir et de tromper les femmes. Mais ils ont encore assez de respect pour les mœurs pour ne pas leur faire jouer, dans leurs romans, le rôle d'honneur et de triomphe. Ils s'en servent comme d'un contraste et d'une opposition destinés à faire valoir les acteurs en qui ils concentrent tout l'intérêt qu'inspirent le sentiment, la délicatesse et les vertus. Richardson, ce peintre sublime du cœur humain, en traçant le caractere de son *Lovelace*, s'est bien gardé de n'en faire qu'un vil scélérat, il connaissait trop les mœurs de son pays pour ne pas savoir que ce personnage n'aurait pas été supporté s il ne lui eût donné que des vices ; ce sont ces qualités brillantes et souvent estimables dont il a eu soin d'orner *Lovelace*, qui font que l'on accorde un intérêt si vif et si touchant à la vertueuse et infortunée *Clarisse*, victime des piéges d'un séducteur qu'elle ne peut s'empêcher d'aimer, en détestant ses exécrables principes. C'est un grand trait de génie de Richardson, d'avoir su embellir jusqu'à la séduction même, sans rien lui ôter de ses traits hideux, ni rien faire perdre à la moralité de son roman. Il est encore un autre caractere qui distingue les romans anglais, et sert à peindre les mœurs de cette nation ; c'est qu on y respecte assez le lien conjugal pour ne pas en faire l'objet d'intrigues amoureuses. Les héroïnes de roman sont des *miss*, rarement des *lady*. Le mariage y est sous la sauve-garde du silence et des mœurs.

Parmi les auteurs modernes qui marchent sur les pas de Richardson, Charlotte Smith s'est fait connaître par des productions qui lui ont acquis beaucoup de célébrité. Elle avait déja publié l'*Orpheline du château*, *Anna* ou l'*Héritiere galloise*, et l'on sait le succès qu'ont ob-

Digitized by Google

tenu ces deux romans. *Célestine*, dont nous annonçons la traduction, est d'une conception et d'un intérêt encore supérieurs aux deux autres. Il suffit de dire que trois éditions ont été épuisées en cinq mois.

Lady Mortimer, devenue veuve à 30 ans, n'était occupée que de l'éducation de ses deux enfans, George et Mathilde. Elle était passée en France pour rétablir la santé de son fils qui touchait à sa troisieme année, et tandis qu'elle l'avait placé à Geneve au college de Saint-Pierre pour y continuer ses études, elle était venue fixer son séjour dans la charmante ville d'Hieres sur les côtes de Provence. Pour distraire la jeune Mathilde du départ de son frere, lady Mortimer la mit dans une abbaye de Bernardines, où elle se lia d'une étroite intimité avec une jolie petite fille d'environ six ans, nommée *Célestine*. Elle était entrée dans ce couvent au sortir du berceau, et l'on ne connaissait point ses parens. Ses qualités aimables, ses graces naïves et sa jolie figure la rendirent chere à lady Mortimer qui la prit auprès d'elle, et l'emmena en Angleterre. Elevée avec la jeune Mathilde, qui était à peu près du même âge, Célestine eut les mêmes maîtres, la même éducation, mais les progrès furent bien différens. Mathilde n'était occupée que d'elle-même; elle était belle, ne l'ignorait pas, et prenait le plus de soin qu'il lui était possible pour que les autres s'en apperçussent. Célestine au contraire avait cultivé son cœur autant que son esprit; elle était douce, sensible, et sur-tout pleine de reconnaissance pour sa bienfaitrice. George, à la figure la plus noble, la plus imposante, joignait un esprit vif et cultivé; ses mœurs étaient douces, et sa sensibilité plus profonde qu'elle n'a coutume de l'être dans les hommes de son âge. On présume aisément que ces deux cœurs rapprochés par les habitudes de l'enfance, par les mêmes goûts, les mêmes sentimens, ne tarderent pas à prendre l'un pour l'autre, sans s'en appercevoir, une inclination qui devait rendre leur malheur ou leur bonheur communs pour le reste de la vie.

Cependant lady Mortimer, dont la santé chancelante s'affaiblissait de jour en jour, et qui avait pénétré ce penchant mutuel, employa tous ses soins pour le rompre. Sa fortune, et par conséquent celle de son fils, déja considérablement diminuée, venait de recevoir un nouvel échec par la faillite d'un banquier. Elle avait

Digitized by Google

pour frere le comte Ossory d'une famille illustre, qui n'avait qu'une fille destinée à hériter d'un fortune immense. Lady Mortimer témoigna à son fils que son vœu le plus cher, ainsi que celui de sa famille, était qu'il épousât sa cousine; c'était l'unique moyen de faire passer dans sa famille les biens et les honneurs de celle Ossory. On juge bien que cette invitation, faite d'un ton qui annonçait que c'était une affaire convenue, plongea George dans la plus affreuse tristesse. Il ne vivait que pour sa Célestine. L'état de lady Mortimer ne fit qu'empirer; elle mourut, et ses dernieres paroles furent des ordres pressans à son fils de conclure incessamment son mariage avec la fille du comte Ossory; elle lui avait même comme arraché le serment qu'il ne serait jamais à Célestine.

Ce lord Ossory était un être cacochyme qui ne pouvait vivre que dans le climat de l'Italie, où il résidait presque habituellement. Il avait épousé la fille de son médecin, femme adroite, intrigante, altiere, qui maîtrisait son mari. Lady Anne leur fille était une grande brune, à grands yeux noirs, mais durs, à taille épaisse et renforcée; c'est à elle qu'on destinait Mortimer, et Mortimer ne pouvait la souffrir.

Peu de tems après la mort de lady Mortimer, Mathilde épousa M. Molineux, fils d'un lord irlandais fort riche. Elle ne songea plus qu'à satisfaire sa vanité et son goût excessif pour les plaisirs, et trouva dans son mari un caractere et des goûts assez conformes aux siens. Pour Célestine, délaissée par lady Molyneux qui s'était lancée dans le tourbillon du grand monde, elle se retira dans une petite maison solitaire près d'Alstoise, superbe terre appartenante à Mortimer; c'est-là qu'entierement livrée au souvenir de sa bienfaitrice et à son penchant pour Mortimer, elle menait dans ces lieux sauvages une vie conforme à sa situation.

Cependant Mortimer, combattu entre son amour pour Célestine et le respect qu'il avait pour les dernieres intentions de sa mere, n'était ni moins malheureux, ni moins à plaindre qu'elle. Son amour l'emporta, il vola auprès de Célestine, accompagné d'un de ses amis nommé Vavasour. Cet ami, avec quelques qualités estimables, était loin d'avoir ni la sensibilité, ni la douceur de Mortimer. C'était un épicurien turbulent, impétueux, aimant le jeu, la table et les grandes aventures. Il fut frappé de la beauté de Célestine moins

Digitized by Google

encore que de son ame angélique. Il détermina Mortimer à ne point sacrifier son bonheur à de vaines considérations. Le jour fut fixé pour son mariage avec Célestine; elle s'était rendue au château d'Alstone; un vertueux recteur des environs devait bénir leur union; tout était prêt, lorsque Mortimer reçoit une lettre qu'un exprès venait d'apporter d'Excester. Mortimer sort précipitamment, monte à cheval et disparaît... Le jour s'écoule, une partie de la nuit, attente vaine; un petit billet de Mortimer instruit William, son homme d'affaire, qu'il ne peut retourner à Alstone. Il ignore même.... Dans tous les cas, il fait rassurer Célestine sur sa santé, et attend William à Excester.

Qu'on juge de la surprise et de l'inquiétude de Célestine. On questionne Hugues, domestique de Mortimer, et qui avait apporté le billet; Hugues n'avait vu personne; seulement il avait entendu dire que deux femmes descendues dans une auberge, au milieu de la nuit précédente, s'y étaient arrêtées; qu'à la pointe du jour elles avaient envoyé un exprès à Alstone, et s'étaient tenues constamment enfermées jusqu'à l'arrivée de son maître qui avait été introduit chez elles. William se rend à Excester; à son retour, son air triste, embarrassé, fait craindre quelque funeste événement. M. Mortimer est bien, très-bien, dit-il à Célestine, mais à voix basse et altérée. Il m'a chargé, miss, de vous en assurer. Il m'a autorisé à vous dire tout ce qui peut dans cette circonstance vous être agréable. Ce discours vague jette Célestine dans des transes plus cruelles encore; elle insiste, elle presse William de s'expliquer. Ou vous me ferez part, lui dit-elle, du secret fatal que je vois errer sur vos levres, ou j'expire à cette place. Enfin, William lui apprend que Mortimer est parti sans prévoir le tems de son retour. Ce fut un coup de foudre pour la pauvre Célestine.

Elle quitte Alstone, accepte un asyle chez le bon recteur Thorold qui la reçoit comme un pere dans sa famille. Montagne, le plus jeune des fils de Thorold, prend au sort de l'infortunée Célestine un intérêt qui devient bientôt une passion violente. Vavasour vient aussi la poursuivre dans sa retraite; sous prétexte de l'entretenir de Mortimer, il cherche à s'emparer de sa confiance, à lui faire oublier son amant, et l'on voit par sa conduite et ses discours qu'il a conçu le projet et l'espérance de le remplacer. Célestine reçoit de tems

Digitized by Google

en tems quelques lettres de Mortimer ; dans toutes il l'assure de sa tendresse, mais il est question d'*obstacles*, de *barriere*, de *séparation*. Vavasour lui donne à entendre que les d'Ossory jouent un grand rôle dans cette affaire, et ne lui dissimule pas que Mortimer est sur le point d'épouser lady Anne, le bruit en est général, et Célestine lit dans les papiers publics un paragraphe qui annonce le départ des Ossory pour l'Italie et le mariage prochain de Mortimer avec leur fille.

Dans l'état d'angoisse où elle se trouve, Célestine résolue de se dérober à la passion du jeune Montagne qu'elle ne pouvait que plaindre, et aux recherches de Vavasour qui lui étaient devenues suspectes et importunes, elle quitte la maison du recteur, part avec une madame Elphinstone, belle-sœur de William, et qui allait rejoindre son mari à l'isle de Skie, l'une des Hébrides. La petite vérole dont les enfans de madame Elphinstone sont atteints sur la route les oblige de s'arrêter dans un village d'Ecosse. Là, Célestine fait connaissance de lady Howard qui la prend en affection, lui trouve une ressemblance frappante avec son frere mort depuis nombre d'années, s'intéresse à ses malheurs, et lui offre un asyle auprès d'elle. Célestine refuse, poursuit sa route et arrive à l'isle de Skie.

Enfin Célestine respire. Dans ces climats âpres et sauvages elle peut se livrer sans contrainte à sa douleur, à ses souvenirs, verser des larmes sur l'infidélité de Mortimer dont elle veut douter encore, mais qui ne lui paraît que trop réelle. Elle erre le jour, la nuit sur les bords d'une mer Battere continuellement battue par les tempêtes. Dans un de ces orages si terribles et si fréquens dans les Hébrides, surprise par la nuit elle s'égare, elle est prête à succomber de fatigue et d'effroi... Un homme dont elle avait apperçu l'ombre dans l'obscurité se précipite, la soutient... C'était le jeune et infortuné Montagne qui l'avait suivie, et errait depuis long-tems autour de sa demeure, sans oser se montrer. Bientôt Célestine est obligée de quitter les Hébrides. M. Elphinstone périt dans un naufrage, et cet événement ramene sa veuve désolée en Angleterre. Sur la route Célestine fait rencontre de Vavasour qui lui remet une nouvelle lettre de Mortimer.

Ici commence à se lever le voile qui avait dérobé la cause du départ si précipité de Mortimer à l'instant de son mariage. Il mande à Célestine que lady Ossory,

Digitized by Google

irrités des dédains de Mortimer pour sa fille, lui avait envoyé un exprès d'Excester; qu'arrivé dans ce lieu, elle lui dit qu'elle venait le sauver de l'horreur de contracter une alliance à laquelle la nature avait mis un obstacle invincible. Cette Célestine, lui ajouta-t-elle, objet de vos constantes adorations, c'est votre sœur. Elle doit le jour à votre mere, et Ewrad qui vous a servi de gouverneur est son pere. Mortimer entre alors dans le détail des témoignages, dont lady Ossory avait appuyé son récit, des recherches et des voyages sans nombre qu'il avait fait, soit en Angleterre, soit en France, pour découvrir la vérité qui ne lui offrait, il est vrai, que des doutes, mais des doutes si inquiétans qu'il est résolu de la fuir. Il termine sa lettre par lui annoncer qu'il résigne à Vavasour le droit de la protéger; il la remet sous la garde de cet ami, et la prie de recevoir... son adieu.

Célestine désolée se réfugie chez lady Howard, où Vavasour continue ses assiduités et devient de jour en jour plus pressant; le jeune Montagne toujours plus passionné, parvient à s'introduire auprès de cette lady, et même à être appuyé par elle dans ses desseins. Tandis que Célestine résiste aux instances de l'un et de l'autre, Mortimer erre en France, en Italie, revient en Angleterre, poursuit infatigablement ses recherches. Plusieurs fois vaincu par les Ossory, il est sur le point d'épouser lady Anne, mais son cœur et ses espérances le ramenent sans cesse à sa chere Célestine. Il apprend ses liaisons avec Montagne; il croit qu'elle le préfere, repart de nouveau pour la France, parcourt les montagnes des Pyrénées, c'est-là qu'enfin la fortune lasse de le persécuter, lui procure les renseignemens qu'il a si long tems et si vainement esperés. Ses courses le conduisent à un château antique, appartenant à un M. de Rochemorte de la famille des Bellegarde. Ce vieillard long-tems enfermé à la Bastille, lui raconte ses malheurs et le résultat de cette histoire extrêmement touchante, lui apprend que Célestine est née du mariage secret de la sœur de M. de Rochemorte, avec lord Ormond, jeune anglais, ami de Rochemorte. Muni de toutes les pieces authentiques, Mortimer revole en Angleterre, instruit Célestine de sa naissance. Pour lors il devient évident que la révélation de lady Ossory n'était qu'une horrible calomnie imaginée par elle pour rompre le mariage de son neveu; il se trouve que lord

Digitized by Google

Ormond était le frere de lady Howard ; elle est ravie de retrouver sa niece dans Célestine qui est enfin rendue et unie au premier et unique objet de sa tendresse.

Tel est le canevas de ce Roman, dont les détails, les incidens, les épisodes excitent le plus vif intérêt. L'intrigue n'en est point compliquée ; les événemens enchaînés les uns aux autres d'une maniere habile, se développent avec facilité. Les vraisemblances y sont bien ménagées, les caracteres bien dessinés et toujours soutenus. Des sentimens toujours vrais, exprimés avec grace et une délicatesse exquise ; des descriptions brillantes, des images douces, des peintures vives des passions et de toutes les affections de l'ame ; tels sont les principaux caracteres de cette nouvelle production de Charlotte Smith. La traduction mérite les plus grands éloges, et honore la plume de la citoyenne à laquelle nous en sommes redevables. Elle suppose une grande connaissance de la langue anglaise et de la sienne propre ; on la prendrait pour une composition originale ; cet hommage est d'autant plus désintéressé de notre part que le voile de l'anonyme dont elle s'est enveloppée ne peut rien lui dérober de sa sincérité.

ANNONCE.

L'Abeille française. Une bonne compilation vaut mieux qu'un ouvrage médiocre. Sous ce point de vue, le citoyen Cordier a des droits à la reconnaissance publique ; en effet, imitant l'Abeille, il recueille dans les auteurs anciens et modernes ce qu'il y trouve de plus propre à former le cœur aux vertus républicaines. Les morceaux sont aux auteurs, mais le choix, mais la maniere de les lier est à lui, comme les fleurs sont à la nature, tandis que le miel est à l'Abeille.

Nous croyons devoir recommander la lecture de ce recueil intéressant qui a paru par numéros.

Le premier sémestre formant un *in*-8°. de 300 pages, se trouve chez Gouzy Laroche, libraire, passage Honoré.

Il se vend 6 liv. pour Paris, 8 liv. pour les départemens, franc de port.

Digitized by Google

NOUVELLES ÉTRANGERES.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 27 juin 1795.

D'APRÈS les derniers renseignemens, du 12 mai, qu'on a sur Constantinople, il paraît qu'il y est enfin arrivé assez de vivres pour tranquilliser le peuple et le gouvernement. Ce qui a permis de presser avec activité l'augmentation des forces de terre et de la marine. Les Janissaires s'obstinent à garder leur costume et leur tactique, et quoique ce corps ne soit plus aussi redoutable qu'autrefois, le grand-seigneur, ne voulant pas le heurter, lui a donné la promesse positive de le laisser tel qu'il était. Quant aux Topigis, ou nouvelles milices, ils ont quitté l'habit oriental, trop incommode, pour exécuter les évolutions militaires auxquelles ils sont exercés par des officiers français. Les Musulmans vont se familiariser avec ces innovations, si l'on parvient à donner de la consistance aux divers établissemens formés dans la capitale qui consistent en écoles publiques pour tous les genres de sciences, sur-tout pour la physique expérimentale.

Monsieur Verninac a notifié à la Porte le traité de paix entre la Prusse et la République Française, que le grand-seigneur ne tardera probablement pas à reconnaître d'une manière solemnelle, d'après la satisfaction qu'il a témoignée de ce traité; monsieur Verninac a signalé son entrée au palais de France en faisant abattre sur-le champ la statue de Louis XV que ses prédécesseurs avaient laissé intacte dans la salle dite du Trône.

Des lettres de Copenhague, du 20 juin, annoncent que le jeune roi de Suede, accompagné du régent, et d'une suite nombreuse, est arrivé la veille à midi de Landscrone en Scanie, à bord du vaisseau amiral de l'escadre suédoise. Une heure après le prince royal passa sur le même vaisseau où se rendirent également le vice-amiral Kaas, commandant de l'escadre danoise, et tous les capitaines des deux flottes. Il y eut un dîner où l'on porta un toast au bien-être des deux royaumes. A six heures du soir, le prince royal et le jeune roi se séparerent.

Digitized by Google

Les personnes qui travaillent au déblaiement des rues incendiées reçoivent chaque jour trois escalins. Déja les principales rues peuvent être traversées. On abbat les murailles qui sont restées sur pied, pour prévenir les accidens.

On avait porté très-haut le nombre des maisons brûlées : elle se montent, d'après le dénombrement exact, à neuf cents quarante-trois ; mais les pertes de l'état et des particuliers, causées par ce terrible accident, sont néanmoins extrêmes. On porte à plus de dix millions d'écus celle en maisons et effets appartenans à des particuliers. Le roi a établi une commission chargée de prendre des instructions sur les causes et le résultat de ce désastreux événement. Quinze mille habitans au moins se trouvent sans habitations, et la plupart sans moyen de réparer leurs pertes.

Plus on réfléchit sur le dernier incendie, moins on se persuade qu'il ait pu être l'effet du hasard ou de la négligence. Sans doute, la commission nommée pour en rechercher les causes, parviendra à saisir la trame d'un horrible complot. En attendant, le gouvernement s'occupe sans relâche des moyens d'améliorer le sort des victimes de cet affreux désastre. Il leur fait distribuer *gratis* du pain, de la viande, de l'eau-de-vie et de la bierre. Des maisons qui ont été consumées, neuf cents quarante-trois étaient assurées pour 604,400 écus ; mais les fonds d'assurance de la compagnie ne se montent pas à cette somme, et l'on craint qu'elle ne soit réduite à faire banqueroute.

Suivant le rapport de deux patrons de navires, arrivés de Cronstadt à Elseneur, il y avait huit vaisseaux russes et quatre frégates prêts à appareiller, auxquels devaient se joindre quatre vaisseaux sortis du port de Revel. Ces forces réunies devaient se rendre incessamment dans le Sund. Mais on en attendait également l'année derniere, et il n'en fut rien.

De Francfort-sur-le-Mein, le 30 juin.

Voici le vote de l'électeur de Hanovre à la diete de Ratisbonne, que nous avions annoncé comme remarquable, en ce que, quoiqu'il y soit question de la paix, il n'y est pas dit un mot de l'intervention de la Prusse, vers laquelle se tournent pourtant aujourd'hui tous les co-états de l'Empire, dont la plupart ne semblent plus rien attendre de la médiation de leur chef naturel.

« S. M. Britannique, en qualité d'électeur de Brunswick-Lunebourg, n'a pas été dans l'idée, ainsi qu'il est connu dès le commencement des différends avec la France, que ces différends seraient le motif d'une guerre d'Empire ; au contraire, elle a tâché de les écarter, au moyen des mesures qu'elle a

Digitized by Google

proposées. Après que la guerre d'Empire eût été résolue, elle n'a manqué en rien de remplir les devoirs auxquels elle était tenue, comme co-état de l'Empire : bien plus, par les secours les plus efficaces et les sacrifices les plus dispendieux, elle a assisté la patrie. Si le vœu de S. M. a été que la guerre et la défense de l'Empire fussent soutenue avec énergie, elle reconnoît de même à présent que les circonstances ont pris une tournure différente, la justice du désir général du corps germanique, de se voir de nouveau en possession du bien précieux de la paix. Par son précédent suffrage, du 12 décembre de l'année dernière, S. M. a déja soumis à la sagesse et à la sollicitude de l'empereur, comme chef du corps germanique, la maniere d'y parvenir, et les propositions à faire à ce sujet aux états assemblés; et aujourd'hui que le décret aulique de l'empereur sur cette matiere a été remis à la diete, S. M. Britannique juge qu'il est de son devoir de co-état de contribuer de son côté en tout ce qui peut servir à avancer les délibérations de l'assemblée, ainsi que ses résolutions, et à remplir la fin salutaire qu'on desire.

» S. M. britannique reconnaît avec gratitude la proposition faite à la diete, par le susdit décret aulique, comme étant complettement, et à tous égards, conforme à la constitution; et s'accordant pleinement avec son contenu; elle ne doute nullement que tous ses états respectifs ne s'y réunissent simplement, et ne prennent le parti d'une paix générale de l'Empire. Cependant, comme il est impossible que tous les objets particuliers qui se rapportent à cette pacification soient épuisés dans la présente délibération comitiale, et qu'avant tout il sera nécessaire de faire connaître préalablement à S. M. l'empereur les sentimens de tout le corps germanique, l'on est, de la part de S. M. britannique, en qualité d'électeur de Brunswick-Lunebourg, d'avis : « qu'il convient d'abord de prier incessamment S. M. Impériale de prendre les dispositions les plus propres à ouvrir les négociations sur une paix générale de l'Empire avec la France; mais de laisser à S. M. Impériale le tems, la maniere et l'endroit, en la priant d'en informer l'Empire le plutôt que faire se pourra. »

Par-tout où les corps d'émigrés passent ou séjournent, les habitans font les plaintes les plus ameres de leurs violences et de leurs excès. On se rappelle que plusieurs états de l'Empire ont demandé à la diete de ne les point recevoir sur leur territoire. Dans quelques lieux, les habitans ont fermé les portes des villes où ils devaient entrer. Aujourd'hui les habitans de Hanovre font les plus vives réclamations pour être débarrassés de pareils hôtes. La lettre suivante, adressée par la régence de Hanovre, au général Walmoden, présente le récit officiel de leur conduite.

Digitized by Google

La misere et l'oppression auxquelles les possessions de sa majesté sont exposées de la part des régimens d'émigrés et autres corps français dans ce pays s'accroissent tellement et sont parvenues à un tel degré, que nous nous trouvons nous-mêmes dans la nécessité de faire les plus sérieuses représentations à V. E. Les habitans de Lunebourg ont encore envoyé une plainte juste et amere; nous en recevons de pareilles de tous les quartiers.

Il n'est plus possible de rien particulariser; il n'est plus possible de désigner le remede à des excès sans nombre; car les officiers même ne connaissent ni ordre ni discipline, ou du moins n'en observent point, et les habitans ne peuvent reconnaître des hommes répandus dans ce pays; ils n'osent même porter des plaintes, car ces vagabonds les menacent de mettre le feu aux villages, et de massacrer ceux qui s'aviseront de faire de telles dénonciations.

Les mauvais traitemens et l'oppression des sujets de sa majesté continuent toujours, ils ne sont pas payés pour ce qu'ils fournissent; tous les autres maux qui résultent pour eux des marches et contre-marches fréquentes, sont trop difficiles à détailler et à décrire. Non seulement les particuliers sont exposés à toutes les insultes, mais le public même ne jouit plus d'aucune sûreté. Les voitures publiques *sont volées sur les grandes routes*; les postes royales attaquées avec des armes à feu, et les postillons maltraités.

A Zelle même, où est l'état-major, les habitans ne sont pas en sûreté dans les rues. Dans les environs des lieux où les émigrés sont en quartier, le paysan est dépouillé de ses provisions, de ses fourages, de ses bestiaux, de ses semences; il ne peut plus cultiver ses champs, et on dit qu'ils seront fouragés, de sorte que nous n'avons d'autre perspective que la disette et la misere.

Dans un tel état de choses, nous ne pouvons plus répondre à sa majesté d'aucun événement, tant que nous aurons ces corps dans notre pays.

Nous devons donc insister d'une maniere positive sur ce que les émigrés français et corps étrangers, à la solde de l'Angleterre, reçoivent l'ordre d'évacuer sur-le-champ les états de sa majesté, sans exception quelconque, et de retourner à l'armée.

D'après la lettre de V. E., en date du 8 mars, leur séjour ne devait être que très-court, et déja il dure depuis plus de deux mois pour notre malheur. Il ne tient qu'à V. E. à donner ses ordres précis pour leur marche, et nous avons déja concerté des mesures avec le feld-maréchal Freytag, pour les forcer à se retirer, en cas que la force soit nécessaire.

Nous espérons recevoir cet ordre de S. E. sous peu de

Digitized by Google

jours, et nous ne manquerons pas de mettre ces circonstances sous les yeux de V. M., à qui nous restons très-sincerement attachés.

Nous, le conseil privé pour les états électoraux de Brunswick-Lunebourg de sa majesté britannique.

Signé, DE KILMANSEGG.

Des lettres de Vienne, du 15 juin, rendent compte de la ratification et de l'échange des traités conclus entre l'Autriche, la Russie et l'Angleterre. Le premier, particulier à la Russie et à la Grande-Bretagne, a été signé le 18 février et ratifié le 30 avril. Le second entre l'Autriche et la Russie, l'a été à Pétersbourg le 30 mai. Cette triple alliance est offensive et défensive : elle a pour objet, à ce que l'on assure, non seulement de prévenir les événemens qui peuvent résulter des circonstances actuelles, mais aussi d'établir une balance politique au moyen de laquelle l'Europe jouisse d'une paix stable.

Cette paix générale ne sera pas facile à établir, si comme on l'a dit à Vienne, l'empereur n'y consent qu'autant qu'elle sera fondée sur le *statu quo*. Il n'est guère croyable, en effet, que la France renonce à tous les fruits de ses victoires : d'ailleurs les mouvemens militaires qui ont lieu vers les frontieres de la Pologne ne permettent pas à l'Autriche de se tenir toujours en mesure sur le Rhin où les Français rassemblent journellement de nouvelle forces, et l'on ne voit pas que la Russie et l'Angleterre puissent beaucoup aider l'empereur à extorquer des Français victorieux la restitution des Pays-Bas qu'on donne comme une condition *sine quâ non* pour arriver à la paix.

Voici ce qu'on mande de Wetzlaer et de Brisach, à la date du 22 juin, et certes on ne voit pas dans ces dispositions respectives d'acheminement à la paix.

Les nombreux transports de vivres qui se rendent à Mayence, et les préparatifs que l'on fait autour de cette place, annoncent des événemens très-prochains. Le commandant de la forteresse a demandé 16,000 palissades. Dans toutes les isles du Rhin on dresse des batteries. Les Français disent qu'ils n'attendent que le 7 juillet, époque à laquelle expire le délai exprimé dans la convention avec le roi de prusse, pour chauffer les Mayençais.

Tel est le compte que rend, de ce qu'il a vu, quelqu'un qui vient de parcourir toute la ligne, sur la rive droite du Rhin, depuis Dusseldorf jusqu'à Brisach.

« L'armée autrichienne est superbe; mais elle paraît peu nombreuse, je n'estime pas qu'il y ait cent mille hommes depuis Dusseldorf jusqu'ici. Le corps d'armée de Condé, qui a

Digitized by Google

son quartier-général à Milkem, près de Fribourg, peut être fort de 4 à 5 mille hommes. Je ne doute pas que les Français ne tentent, sous peu de jours, le passage du Rhin sur plusieurs points. J'ai même des raisons pour n'en pas douter : ils veulent absolument avoir Mayence. Une armée considérable qu'on évalue à 400 mille hommes, arrive entre Huningue et Colmar. Les Autrichiens s'attendent à être attaqués. Depuis une semaine ils sont la nuit sous les armes.

» Le feld-maréchal Clairfait vient de donner des ordres pour faire réparer sur-le-champ toutes les routes de la Souabe. A mon passage à Francfort, les Prussiens refuserent de laisser entrer dans cette ville un régiment Autrichien. En passant à Muhlheim, vis-à vis Cologne, on voit les ouvrages des Français. Ils ont établi des têtes de pont à une distance, en arriere de 200 toises, garnies chacune au moins par 12 ou 15 pieces de canon. Les Autrichiens ont l'avantage du terrein, leur bord dominant le fleuve. »

La possibilité, l'apparence même d'une nouvelle campagne, est confirmée par ce qu'on mande de Guntzbourg, en date du 16 juin.

Tout le monde nous parle de paix : cependant nous ne voyons par ici que des apprêts militaires, et des apparences de guerre. Nous avons chez nous le général d'artillerie, Unterberger, avec un colonel, un major, trois capitaines, plusieurs lieutenans, et un bon nombre d'artificiers, outre 300 artilleurs, qui sont en quartier, tant dans la ville qu'au dehors.

A l'Ouest, entre le Danube et Guntz, il y a un parc d'artillerie, où l'on compte 30 canons du calibre de 24; 30 autres du calibre de 18 et de 12; 12 obus; 36 mortiers; 6 grands pierriers de fer, et un attirail immense qui accompagne tout cela.

De l'autre côté est un camp pour 200 chevaux d'artillerie et les valets.

Un peu plus bas, sur le bord du Danube, sont entassés des mille tonneaux de farine, que l'on conduit successivement aux magasins; et dans l'intérieur de la ville, dès qu'il est possible d'y faire de la place, on remplit tout de farine, d'avoine, de seigle, etc.

A une bonne distance d'ici, on a élevé trois grandes hûtes, dont deux servent de magasins à poudre, et la troisieme de laboratoire : tous les jours on voit des arrivages de poudre.

Dernièrement, il est venu quatre cents hommes pour la garde des magasins. Ces quatre cents hommes sont tirés des régimens de Furstemberg et de Wolfegg, et appartiennent à

Digitized by Google

42 états différens : le capitaine Braun en a le commandement.

L'on travaille nuit et jour à la monnoie, où cent journaliers sont employés dans ce moment-ci, pour aider aux ouvriers ordinaires.

Il faut avouer qu'un spectacle de ce genre n'est pas infiniment propre à nous faire croire à la paix.

Les Français prennent de leur côté les mesures les plus actives pour poursuivre leur avantage. Ils font descendre de leur camp d'Andernach un grand nombre de troupes vers le pays de Cleves, pour établir un nouveau camp entre Nuits et Crewelt ; ces troupes sont remplacées par l'armée qui a fait le blocus de Luxembourg ; Cologne en est rempli. — Ils ont jetté l'épouvante sur la rive droite du Rhin, depuis qu'ils ont recommencé à lancer des aérostats. Les habitans s'enfuyent avec leurs meilleurs effets, et l'armée impériale, a, dit-on, déja renvoyé ses bagages et sa grosse artillerie. On a reçu à Cologne, par une voie officielle, la note des munitions trouvées par les Français dans l'imprenable forteresse de Luxembourg qui est pourtant aujourd'hui entre leurs mains. Voici à quoi se montent les munitions de guerre au premier apperçu : 803 bouches à feu ; 1,033,000 livres de poudre ; 336000 boulets ; 47000 bombes ; 14560 fusils non compris ceux de la garnison, et le reste en proportion sauf les vivres, dont le manque n'a pas peu contribué à la reddition de la place, s'il n'en a été la principale cause.

On apprend que les régimens de Rohan, Hompesch et Choiseul, qui étaient cantonnés aux environs de Zelle, se rendent à Hoya, et doivent camper aux environs ; les régimens de Salm, Périgord, Damas et Beon vont s'embarquer pour l'Angleterre. On continue d'assurer que les régimens de cavalerie émigrés, se joindront au corps de Condé.

Les Français continuent avec activité leurs travaux au fort du Rhin près de Manheim ; ils ont pratiqué des casemates pour se mettre à couvert de la bombe.

Le cordon impérial des environs de la vallée d'Ehrenbreitstein doit être porté à 28000 hommes, et l'on attend les régimens de Klebeck et de Callemberg, ainsi que les hussards de Blanksenstein.

Les Impériaux ont de nouveau préparé leurs pontons, et sur la rive gauche les Français ont recommencé depuis le 19 à mettre la main à de nouveaux ouvrages vis-à-vis de Stamheim.

RÉPUBLIQUE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CONVENTION NATIONALE.

PRÉSIDENCE DE DOULCET.

Séance de septidi, 17 Messidor.

Il y a eu hier soir une séance extraordinaire pour le renouvellement du bureau. Doulcet a été nommé président. Les secrétaires sont Villars, Villiers et Saliengros.

Blad et Tallien, envoyés extraordinairement dans les départemens de l'Ouest, et dont on attendait des dépêches, écrivent d'Alençon, qu'ils ont invité le général Dubayet de s'y rendre pour conférer avec lui sur l'état de l'armée et les départemens environnans. Ce général leur a rendu le compte le plus satisfaisant. La République vient de remporter une nouvelle victoire sur les chouans, dans le district de Châteauneuf; le nommé Coquereau, celui de leurs chefs qui était le plus redouté, a été tué, ainsi que son aide-de-camp, par un volontaire nommé François, hussard au 11e. régiment. La terreur est parmi eux, et tout fait espérer qu'avec de l'ensemble dans les mesures, ces départemens ne tarderont pas d'être purgés de cette horde de brigands, et que si les émigrés et les Anglais se présentent sur nos côtes, ils y trouveront la mort.

Le général Dubayet écrit en même-tems, et fait part des avantages que nous avons remporté sur les chouans, dans les districts de Château-Gontier, Laval et Mayenne.

Rovere, au nom du comité de sûreté générale, annonce qu'il y a quelque effervescence dans les départemens du Midi, et que l'ordre public y est troublé. Le comité a pensé que la Convention en décrétant le rappel des représentans en mission, n'a pas voulu s'interdire la faculté d'en envoyer lorsque les circonstances le demanderaient. Il propose en son nom, l'envoi de Boursaut dans le département de Vaucluse; Durand Maillane, dans celui du Var, et Guerin, dans celui des Bouches-du-Rhône. Leur mission consiste à rétablir l'ordre, épurer les autorités constituées et organiser la garde nationale. Décrété.

Suite de la discussion de l'acte constitutionnel.

Daunou, rapporteur : La commission des onze s'est occupée de l'article relatif à la liberté de la presse que vous aviez renvoyée à son examen. Pour concilier toutes les opinions,

Digitized by Google

elle s'est décidée à emprunter de la déclaration des droits de l'Assemblée constituante, cet article qu'elle vous presente ainsi conçu :

Tout homme est libre de manifester sa pensée et ses opinions par la voie de la presse ou autrement, sauf à répondre des abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi.

Tout homme est libre dans l'exercice de son culte.

Cette rédaction est adoptée, et elle formera deux articles.

L'article V l'est également en ces termes :

L'égalité consiste en ce que la loi doit être la même pour tous, soit qu'elle protege, soit qu'elle punisse.

L'article VI du projet portait : La loi est l'expression de la volonté générale. Ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché ; nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas.

Mailhe propose une autre rédaction que voici : La loi est la volonté générale exprimée par la majorité des citoyens qu'elle doit régir ou par leurs représentans constitutionnellement élus.

Merlin (de Douay) trouve qu'elle n'est pas assez générale, et il observe que ce n'est pas la déclaration des droits des Français seulement, mais de tous les peuples qui aspirent à la liberté que la Convention veut faire. Il vote pour la rédaction de la commission.

Lanjuinais dit que celle de Mailhe convient à tous les peuples qui auront un gouvernement représentatif ; mais qu'il faut substituer au mot constitutionnellement, celui de légitimement. Elle est adoptée avec cet amendement. La seconde partie reste intacte.

Les articles VII, VIII et IX sont décrétés comme il suit :

7°. La sûreté consiste dans l'action de tous pour garantir à chacun la jouissance et la conservation de ses droits.

8°. Nul ne peut être appellé en justice, accusé, arrêté, ni détenu, que dans les cas déterminés par la loi et selon les formes qu'elle a prescrites ; tout citoyen appellé ou saisi par l'autorité de la loi, doit obéir à l'instant.

9°. Ceux qui sollicitent, expédient, signent, exécutent ou font exécuter des actes arbitraires, sont coupables et doivent être punis.

L'article X a éprouvé une légere discussion. Il est ainsi conçu :

Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été légalement déclaré coupable, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de la personne d'un prévenu doit être séverement réprimée par la loi.

Jean-de-Brie dit qu'il est incomplet, qu'il ne suffit pas d'interdire toute rigueur inutile envers un homme qui n'est pas

Digitized by Google

condamné; que celui qui l'est appartient encore à l'humanité et doit être respecté.

Lanjuinais approuve la pensée de Jean-de-Brie. Il en propose la rédaction de cette maniere :

Toute rigueur non nécessaire, soit envers un prévenu, soit envers un coupable, doit être séverement réprimée.

Elle est adoptee.

Les articles suivans l'ont été également en ces termes :

X. Nul ne doit être jugé ni puni qu'après avoir été entendu ou légalement appellé.

XI. Aucune loi criminelle ni civile ne peut avoir d'effet rétroactif.

XII. La loi ne doit décerner que des peines strictement nécessaires. Les peines doivent être proportionnées aux délits.

XIII. Le droit de propriété est celui de jouir et de disposer de ses biens, de ses revenus, du fruit de son travail et de son industrie.

XIV. Tout homme peut engager son tems et ses services, mais il ne peut se vendre ni être vendu; sa personne n'est pas une propriété aliénable.

XV. Nul ne peut être privé de sa propriété sans son consentement, si ce n'est lorsque la nécessité publique légalement constatée l'exige, et sous la préalable condition d'une juste indemnité.

XVI. La souveraineté réside essentiellement dans l'universalité des citoyens; elle est une, indivisible, imprescriptible, inaliénable.

XVII. Nul individu et nulle réunion partielle de citoyen ne peuvent s'attribuer la souveraineté. Nul ne peut, sans une délégation légale, exercer aucune autorité, ni remplir aucune fonction publique.

XVIII. Chaque citoyen a un droit égal de concourir, immédiatement ou médiatement, à la formation de la loi, à la nomination des représentans du peuple et des fonctionnaires publics.

XIX. La garantie sociale ne peut exister, si la division des pouvoirs n'est pas établie, si leurs limites ne sont pas fixées, et si la responsabilité des fonctionnaires publics n'est pas assurée.

XX. Les fonctionnaires publics ne peuvent devenir la propriété de ceux qui les exercent.

XXI. Les citoyens ont le droit d'adresser des pétitions aux dépositaires de l'autorité publique.

Fermond s'étonne de ne pas voir dans la déclaration des droits cet article si important qu'on lisait dans les deux précédentes :

Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits.

Il invite le rapporteur à instruire la Convention des motifs

Digitized by Google

qui ont pu déterminer la commission à supprimer cet article.

Daunou a répondu qu'il avait paru à la commission que cette maxime était suffisamment exprimée dans l'article II, et qu'il pourrait d'ailleurs prêter à une discussion longue et délicate.

Lanjuinais appuie Daunou. Il rappelle que ce furent Pétion et lui qui firent adopter cet article, afin d'attaquer jusques dans ses fondemens le préjugé de la noblesse, et que son extinction le rend à présent inutile.

Garan Coulon réplique qu'il faut les établir précisément par le motif donné par Lanjuinais, et que la noblesse n'est pas si loin de nous qu'on ne doive pas lui ôter tout espoir, et qu'il faut d'ailleurs empêcher que l'esclavage ne reprenne dans les colonies, et bien pénétrer les hommes de cette vérité, qu'ils sont tous égaux, quelle que soit la couleur de leur peau.

L'article proposé par Fermont est adopté à l'unanimité.

Le 1er. article de la constitution a été ensuite adopté en ces termes :

La République Française est une et indivisible. L'universalité des citoyens français est le souverain.

Daunou a lu, au nom de la commission, un projet de déclaration des devoirs de l'homme et du citoyen; dont la discussion est ajournée à nonidi.

Séance d'octidi, 18 *Messidor*.

Molvan instruit l'Assemblée que les frais d'impression des débats dans l'affaire des colonies, entre les accusateurs et les accusés, loin de s'élever à deux millions, comme on l'a dit, ne montent pas à plus de 51 mille livres. Comme ces débats doivent jeter le plus grand jour sur cette affaire, et qu'ils sont sur le point d'être terminés, il fait décréter qu'ils continueront d'être imprimés.

Joseph Lebon paraît à la tribune, et répond au chef d'accusation relatif à l'influence qu'il exerçait sur les jurés du tribunal d'Arras. Le rapport dit qu'il exerçait cette influence,

1°. En logeant avec lui sous le même toit, en nourrissant à sa table, et aux frais de la République, les juges, les jurés et l'exécuteur du tribunal révolutionnaire de Cambrai;

2°. En annonçant d'avance aux citoyens qui étaient rassemblés dans les sociétés populaires, la mort de ceux qu'il envoyait aux tribunaux d'Arras et de Cambrai;

3°. En assistant aux séances du tribunal révolutionnaire d'Arras, où il se plaçait sur des banquettes en face des jurés;

4°. En censurant amèrement, en présence du peuple, les jurés et les juges qui acquittaient les prévenus dont il avait annoncé la mort;

5°. En prononçant la destitution, l'incarcération et même

Digitized by Google

la traduction au comité de sûreté générale, des jurés et des juges qui avaient acquitté quelques prévenus ;

6°. En faisant arrêter les défenseurs officieux qui embrassaient avec chaleur la défense de leurs cliens, quoiqu'il les reconnût d'ailleurs pour bons citoyens ;

7°. En se faisant apporter chaque jour les actes d'accusation qui étaient rédigés par le tribunal d'Arras ;

8°. En faisant lire aux jurés de ce tribunal, immédiatement après l'acte d'accusation, un arrêté dans lequel il semblait leur indiquer les accusés qu'ils pouvaient absoudre, et ceux qu'ils devaient condamner.

Le prévenu est entré dans de longs développemens sur les jugemens de ce tribunal, dans l'objet d'établir que tous ceux qui y avaient été traduits avaient été jugés, acquittés ou condamnés légalement. Sa défense a continué de porter sur sa soumission aux ordres qu'il recevait, et son zele pour l'exécution des lois qui existaient alors. Il est même surpris de n'en avoir pas fait davantage. Il a été ce que les décrets de la Convention lui commandaient d'être. Ces décrets étaient terribles, et il a pâli plusieurs fois devant eux.

Qu'on ne m'avilisse pas, a-t-il dit : des journalistes m'ont fait parler comme si je craignais la mort ; non, je ne crains que l'opprobre. J'admirais les royalistes, quand ils montaient à l'échafaud avec courage. Quand ils criaient *vive le roi !* près de recevoir la mort ; je les plaignais seulement d'avoir embrassé une si coupable cause. Et Lebon ne crierait pas jusqu'au dernier instant : Vive la République ! vive la liberté ! vive la Convention !

C'est la terreur, a dit ensuite Lebon, qui a perdu les patriotes : jusque là nous avions été fermes envers les aristocrates qui nous méprisaient ; mais menacés par des lois effrayantes, ils commencerent à caresser les patriotes ; les uns céderent par faiblesse, d'autres par humanité ; on répugnait à exécuter de pareilles lois, et sur-tout si long-temps.

Au reste, je suis, je resterai toujours le même ; j'ai mis ma tête en jeu en 1789 ; le danger était inconnu à la brêche. J'ai été ce qu'ont voulu les lois, et ces lois étaient terribles.

J'ai voulu être conséquent ; je l'ai été, je m'en applaudis.

Socrate ne s'enrôla-t-il pas pour marcher au siége de Pantidé ? il blâmait cette expédition ; mais une fois enrôlé, il fit son devoir.

Approuvai-je toutes les mesures qu'on prenait ? non ; mais une fois décretées, je les aurais fait exécuter, quand j'eusse été menacé de vingt morts.

Et ce Régulus, le regarderai-je comme un imécille, quand il va se faire moudre à Carthage ; il repousse sa femme, il re-

Digitized by Google

pousse ses enfans ? Quel homme atroce devant la nature ! mais quel citoyen sublime !

J'ai soutenu les lois avant le 9 thermidor, non parce qu'elles étaient révolutionnaires, terribles, sanglantes, mais parce que c'étaient des lois.

Si les émigrés siégeaient à votre place, je ne prendrais pas la peine de me défendre, je leur dirais : envoyez-moi à l'échafaud, j'y ai envoyé vos pareils, chacun son tour ; mais je suis au milieu d'hommes justes. J'ai pardonné aux hommes conséquens et probes, j'espère que vous me pardonnerez aussi ; car j'ai été conséquent, mais enflammé par l'effervescence générale des opinions comme tant d'autres.

Il termine en invoquant le témoignage d'Oudot qui l'a connu à Beaune pendant plusieurs années. Oudot répond que Lebon passait pour un des plus chauds patriotes de la société populaire de cette ville, qu'il était oratorien, qu'on ne lui faisait aucun reproche sur ses mœurs et sa probité ; mais qu'il a un caractère violent, qu'il montra tout entier dans une querelle qu'il eut avec les membres de la congrégation de l'oratoire qui gouvernaient le collége de Beaune.

Séance de nonidi, 19 *Messidor*.

Suite de la discussion sur l'acte constitutionnel.

Daunou, au nom de la commission des onze, fait lecture du projet de déclaration des devoirs de l'homme et du citoyen. Ils consistent à ne pas faire aux autres ce qu'on ne voudrait pas qu'on nous fît ; à faire à ses semblables tout le bien qu'on désirerait qu'il fût fait à soi-même ; à obéir aux lois et aux autorités constituées ; sacrifier ses intérêts personnels à l'intérêt public ; se dévouer avec zèle à la défense de la patrie, et travailler à sa prospérité. La discussion en est ajournée.

Lauthenas demande qu'on entende la lecture de quelques observations de Thomas Payne sur le plan de constitution.

Lanjuinais et quelques autres membres s'y opposent. Ils ne veulent pas qu'on dérange l'ordre de la discussion, et disent que la priorité ayant été accordée au plan de la commission, il ne doit être permis de la critiquer que article par article.

Après quelques débats, la parole est accordée à Thomas Payne, qui ne sachant pas parler français, fait lire son opinion par un des secrétaires.

« Les persécutions que j'ai éprouvées, dit-il, n'ont rien changé à mes principes. Je vous ai fait distribuer un écrit intitulé, *Dissertation sur les premiers principes du gouvernement*, où j'ai développé mes idées sur l'apparence rétrograde des vrais principes de liberté que présente le plan de la commission des onze.

Digitized by Google

» J'observe en outre qu'il ne réunit pas tout le peuple de France à la révolution. Une constitution doit avoir deux parties, les principes et l'organisation.

» Il faut que l'organisation réponde aux principes, et qu'il n'y ait aucune contradiction entre ces deux points. Cependant l'article de la constitution, portant que tout homme né et residant en France, qui a demeuré pendant une année sur le territoire de la République, et qui paie une contribution directe quelconque, fonciere ou personnelle, est citoyen français; cet article est une violation des trois premiers articles de la déclaration des droits, portant que tous les hommes restent égaux en droits.

» Cet article rétablit l'inégalité; il laisse le droit de cité flottant; il éteint l'enthousiasme pour ne mettre à la place que l'intérêt personnel.

» Je demande le renvoi du plan à une nouvelle commission, pour le rapprocher de la déclaration des droits avec laquelle il est en contradiction. »

On demande d'une part l'impression du discours de Payne, et l'on s'y oppose de l'autre.

Charlier observe que la Convention ne veut ni la royauté, ni une république aristocratique, et qu'il ne voit pas pourquoi on rejetterait l'impression de ce discours.

Daunou : Il semblerait à entendre Charlier que votre commission vous a présenté une constitution aristocratique; mais où va-t-on chercher de l'aristocratie là où il n'y a aucune distinction attachée ni à la naissance, ni aux places, ni aux richesses. Daunou est applaudi, et la Convention passe à l'ordre du jour motivé sur ce que chaque membre a droit de faire imprimer ses opinions.

La division du territoire de la République devient le sujet de la discussion.

Merlin (de Douay) trouve qu'il y aurait de la précipitation à vouloir fixer le nombre des départemens, parce qu'on ignore si les pays conquis resteront ou non à la France. Lareveillere Lépaux pense au contraire que la division proposée ne préjuge rien à cet égard. La nomenclature telle qu'elle était dans la constitution précédente est adoptée.

L'article relatif aux limites des départemens est ensuite décrété sans discussion.

L'art. III portant que chaque département est divisé en cantons et chaque canton en communes, éprouve plusieurs contradictions. Il me semble bien étrange, a dit Boissy-d'Anglas, qu'on prétende que dix mille municipalités de canton seront plus dispendieuses que cinq ou six cents districts et quarante-huit mille municipalités qui existent aujourd'hui, et qui entravent sans cesse la marche du gouvernement. Fermont appuie la suppression des di-

Digitized by Google

tricts comme très-utile, et entraînant celle des tribunaux de districts, ce qui fera une grande économie dans la situation actuelle des finances.

Parmi les membres, les uns demandent à aller aux voix, les autres l'ajournement ou la question préalable. L'Assemblée est consultée, et les épreuves sont douteuses. La Convention se détermine à renvoyer à primedi pour prononcer sur cette question.

Séance de décadi, 20 Messidor.

Delaunay (d'Angers), au nom du comité de sûreté générale, fait décréter que le nommé Maché, Irlandais de nation, sera traduit devant la commission militaire pour y être jugé. Cet individu qui a été élevé à Paris au collége de Sainte-Barbe, qui s'est ensuite fait prêtre et a vicarié à Bordeaux, est sorti de France au commencement de la révolution, il vient d'y rentrer sous un nom emprunté et avec de faux passe-ports, dans l'objet de servir d'espion à l'Angleterre. Le motif apparent de son voyage était de vendre des draps à la République, il n'est pas le seul que l'Angleterre ait vomi sur nos côtes; mais les comités surveillent tous ces étrangers, payés pour blâmer toutes les opérations de la Convention, s'efforcent de les faire échouer et activer l'agiotage auquel ils président.

Portiez (de l'Oise) au nom du comité d'instruction publique, fait un rapport sur la célébration de la fête qui aura lieu le 9 thermidor prochain, pour l'anniversaire de la chûte des tyrans. Il demande la suppression du procès-verbal des journées du 31 mai, 1 et 2 juin, comme contenant des faits faux et calomnieux, et que le président dans un discours au peuple rappelle aux citoyens tous les maux que la tyrannie leur a fait souffrir. Le plan de la fête qu'il propose ne diffère pas, au surplus, de ceux que la Convention a précédemment décrétés.

Ce projet sera imprimé et la discussion en est ajournée.

Fermond, au nom du comité de salut public, rend compte de la descente effectuée par les Anglais à Quiberon le 8 de ce mois. On en compte environ dix mille, tant hommes que femmes, prêtres, enfans ou domestiques. Le commandant de l'escadre anglaise a fait sommer, au nom de Louis XVII, le commandant de Belle-Isle de se rendre. Celui-ci a répondu qu'il ne connoissait point de Louis XVII, et qu'il avait de l'artillerie et des munitions de guerre et de bouche. Les dispositions qui ont été faites pour se défendre vigoureusement sont très-rassurantes. Tous les habitans sont devenus soldats. Les femmes, elles-mêmes, travaillent aux fortifications.

Doulcet, au nom du même comité, donne lecture d'une lettre du général en chef de l'armée des côtes de Cherbourg, qui

Digitized by Google

porte que nous continuons de battre les chouans dans les départemens de Maine et Loire et de la Mayenne, et que plusieurs communes en insurrection depuis long-tems, demandent à rentrer sous l'obéissance. Applaudi.

On reprend l'affaire de Joseph Lebon.

Pierret observe que le prévenu n'a encore répondu à aucune des inculpations qui lui sont faites, qu'il a parlé beaucoup de ses services, de ses vertus, de son humanité, et n'a pas dit un mot des crimes qu'on lui reproche. Il demande que la Convention décrete qu'il se renfermera dans sa défense, et répondra à chaque article d'accusation à mesure que le rapporteur de la commission en fera lecture. Cette proposition est d'abord accueillie par un décret; mais Lebon prétend qu'il ne peut préciser sa défense, parce qu'il est privé de ses piéces justificatives. Il en accuse Gufroy. Celui ci répond qu'il a eu communication de toutes les pieces qui sont au pouvoir de la commission. L'accusé réplique, que puisqu'il reclame inutilement ses papiers, il renonce à se défendre, et s'abandonne à tout ce que voudra la Convention. Goupilleau craint qu'une pareille maniere de se défendre ne jette de l'odieux sur l'assemblée, et demande au prévenu de répondre s'il est vrai qu'il ait envoyé un citoyen acquitté, devant le même tribunal, pour être jugé sur le même fait.

Lebon : Il est bien loin de ma pensée de vouloir jeter de l'odieux sur la Convention. Je répondrai donc comme je pourrai, n'ayant pas de pieces. Lebon parle d'abord de la modicité des dépenses de son tribunal, et de ses propres dépenses; des formes que suivaient les juges avant de prononcer; et l'on me reproche, dit-il, de les avoir influencés! S'il y a eu influence, c'est sur mon sort. On dit que j'ai eu à ma table, à Arras, l'exécuteur des jugemens criminels. Le fait est vrai; mais cela n'est arrivé qu'une fois. C'était l'exécuteur attaché au tribunal criminel du département, il venait de Cambray, il voyageait avec les juges; et avait coutume de manger avec eux. Ainsi ce qui m'est arrivé par hazard et par circonstance, m'est imputé, et cependant on ne le reproche point à d'autres collegues qui l'ont fait habituellement par principe, et dans la vue, disaient-ils, de détruire un préjugé, et d'encourager un fonctionnaire utile. — La discussion est ajournée.

Séance de primedi, 21 Messidor.

Savary, au nom du comité de législation, présente un projet de décret sur les rentes perpétuelles. On demande la priorité pour le rapporteur de la commission des onze.

Un autre membre demande qu'au moins on suspende provisoirement le remboursement des rentes perpétuelles, parce qu'en payant avec des assignats discrédités, on ruine ceux qu'on rembourse; mais Charles Lacroix craint que cette me-

Digitized by Google

sure n'anéantisse le crédit public, et il demande l'ajournement. Il est décrété

Daunou, rapporteur de la commission des onze, fixe l'attention de l'Assemblée sur la question de la suppression des districts, il déclare qu'après un sérieux examen elle s'est de nouveau convaincue de la nécessité de les supprimer. Il en développe les avantages. La solidité du gouvernement s'accroît, dit-il, quand les autorités sont plus respectées, quand leur subordination est mieux garantie, quand leur action devient plus directe et moins compliquée; or, voilà le résultat qu'on obtiendra en supprimant les districts.

D'abord, les autorités seront plus respectées, quand elles seront moins nombreuses, elles seront mieux subordonnées et plus concordantes; c'est leur multiplicité qui les avilit, qui fait qu'elles se croissent, se gênent, et que les affaires ne marchent pas; rien ne se fait bien, rien ne se fait vite, rien ne se finit.

L'amendement relatif aux districts est rejetté, et l'article adopté, ainsi que tout le premier titre de la division du territoire.

Boissy, au nom du comité de salut public, lit la ratification donnée par le roi de Prusse, au dernier traité du 28 floréal; elle sera imprimée et affichée.

Le même rapporteur dénonce les menées des ennemis de la République, qui font circuler en Allemagne qu'il y a des articles secrets, conclus avec le roi de Prusse, dont il résulterait que la France est disposée à abandonner la république batave, et que le roi de Prusse pourrait en occuper les principales villes.

Il est bon, a dit Boissy, de déclarer que ces manœuvres nous sont connues, et personne n'en sera dupe. — Insertion au bulletin.

Le rapporteur lit l'article Ier. du titre II, portant: que tout homme né et résident en France, qui âgé de 21 ans accomplis s'est fait inscrire sur les registres civiques de son canton, qui a demeuré depuis pendant une année sur le territoire de la République, et qui paye une contribution directe quelconque, foncière ou personnelle est citoyen Français. Sont citoyens Français, sans aucune condition de contribution, les Français qui ont fait une ou plusieurs campagnes pour la liberté.

Lanjuinais demande la parole pour l'appuyer, et dit que c'est à juste titre qu'on a proscrit toute distinction entre les citoyens; mais qu'il ne faut pas de fausses interprétations du mot *égalité*, et en abusant, comme on l'a fait si souvent de ce principe, prétendre que ceux qui n'ont ni domicile, ni moyen d'existence doivent entrer dans les assemblées primaires et y dominer à cause de leur grand nombre. Un citoyen s'intéresse au maintien de l'ordre et à la conservation des pro-

Digitized by Google

priétés lorsqu'il en a une quelconque. Il en est autrement s'il ne possède rien, et il n'est guère touché que du besoin du désordre, pour se procurer ses moyens de subsistance. Cette théorie développée par Lanj inais paraissait trouver quelques contradicteurs. Boissy d'Anglas ne l'imagine pas ; mais Guyomard lui déclare qu'il se trompe, et se propose de combattre l'article.

La continuation de la discussion est renvoyée à tridi prochain.

PARIS. *Quartidi*, 24 *Messidor*, 3e. *année de la République.*

C'est au moment où les Anglais ont vomi sur nos côtes un mélange d'Hessois et d'émigrés, que les ennemis de la liberté et de la révolution remuent, s'agitent et recommencent à travailler le peuple qui a moins besoin que jamais d'être distrait de ses travaux habituels. C'est déjouer ces misérables complots que d'engager les bons citoyens à se mettre en garde contre ceux qui les préparent. C'est dans cette vue que le comité de sûreté générale a publié la proclamation suivante.

« Le comité de sûreté générale est instruit que les ennemis de la République veulent encore agiter cette grande commune ; les partisans de l'anarchie et du pillage renouvellent leurs discours séditieux ; ces hommes coupables cherchent à semer l'esprit de révolte. Des étrangers circulent dans plusieurs quartiers de Paris ; ils ont distribué des assignats à quelques citoyens que leur situation présente et le malheur des circonstances peuvent rendre faciles à égarer. Des femmes ont voulu persuader aux hommes de se porter aux prisons dans les intentions les plus criminelles. Le comité de sûreté générale avertit les bons citoyens de se méfier des pieges qu'on ne cesse de leur tendre ; il les invite à signaler courageusement les factieux. Il déclare en même tems que, fort de son devoir, fort du courage et des principes de la Convention nationale, il a pris des mesures vigoureuses pour maintenir la sûreté des personnes et des propriétés, pour comprimer les anarchistes de toute espece. Il déclare qu'il est tems que la loi regne seule, et que tous ceux qui veulent la violer seront sévérement punis. »

Signés, *J. B. Genevois*, président ; *M. J. Chénier*, *J. S. Rovere*, *Bailly*, *Mariette*, *Lomont*, *Pierret*, *Sévestre*, *Bergoing*, *Bailleul*, *P. Guyomard*, *P. M. Delaunay*, *Kervelegan*.

On a célébré le 16 de ce mois, chez le ministre plénipotentiaire des Etats-Unis de l'Amérique, J. Monroe, l'anniver-

Digitized by Google

saire de l'indépendance américaine. Américains, Français, Bataves, ainsi que les ministres des puissances neutres, réunis à une table d'environ 200 couverts, au milieu de laquelle flottaient les drapeaux unis de l'Amérique et de la France, ont pris part à cette fête.

Le civisme, l'ordre, la concorde et l'harmonie qui y présidaient, ont offert le tableau intéressant d'une famille unie.

Une musique harmonieuse a joué, pendant le repas et à la fin de chaque toast, des airs patriotiques et analogues à la fête.

Les toasts suivans ont été portés avec cette sensibilité et cet enthousiasme qui caractérisent les vrais amis de la liberté et de l'égalité.

1°. Le 4 juillet.

2°. Les Etats-Unis de l'Amérique.

3°. La République Française.

4°. Les puissances amies des Etats-Unis et de la République Française. Puissent l'amitié et l'harmonie qui subsistent entre elles n'être jamais interrompues !

5°. Le président des Etats Unis de l'Amérique et le congrès des Etats-Unis de l'Amérique.

6°. La Convention nationale de France. Puisse-t-elle achever sa longue, importante et périlleuse carrière, en établissant une constitution sur des principes de sagesse, de liberté et d'égalité, et assurer, jusqu'à la postérité la plus reculée, l'indépendance et le bonheur du Peuple Français!

7°. La liberté des mers.

8°. Les phalanges intrépides de la République Française. Puissent les vertueux citoyens qui les composent jouir, dans la retraite et au sein d'une patrie reconnaissante et généreuse, des fruits précieux de cette liberté que leurs illustres travaux et leurs victoires éclatantes ont justement mérités !

9°. La mémoire de ceux qui ont combattu et qui sont morts en défendant leur pays et la liberté publique. Puissent des lauriers ombrager leurs tombeaux, et leurs services vivre à jamais dans les cœurs d'une postérité reconnaissante !

10°. L'agriculture.

11°. Le commerce.

12°. La justice, l'humanité et la probité. Puissent ces grands principes caractériser à jamais les conseils des gouvernemens libres !

13°. Les sciences, les arts et les hommes distingués qui en sont les plus beaux ornemens.

14°. Le beau sexe des deux hémispheres.

15°. Ceux de nos compatriotes et de nos amis qui sont assemblés en Amérique ou ailleurs, pour célébrer cet anniversaire si important dans les annales de notre pays.

Au moment où l'on a porté le toast n°. 5, au président

Digitized by Google

des Etats-Unis, et au congrès des Etats-Unis, le ministre américain y a répondu de suite par le toast n°. 6, à la Convention nationale de France, *etc. etc. etc.*

Aussi-tôt les convives des deux nations se sont donnés, par des embrassemens mutuels, le gage des sentimens qui doivent éternellement les unir, et la fête s'est terminée par l'air, *Où peut on être mieux qu'au sein de sa famille!*

Il est affreux que les papiers publics et les lettres particulieres ne retentissent depuis deux mois que de massacres et d'égorgemens dans les départemens du Midi, et que l'on n'ait pas encore pris des mesures efficaces pour faire cesser ces horribles boucheries mille fois plus contre-révolutionnaires que des conspirations ouvertes contre le gouvernement. Si l'on avait besoin d'être excité par des renseignemens nouveaux, on les trouverait dans les lettres suivantes.

AU RÉDACTEUR.

Paris, ce 18 *messidor, an* 3.

L'horrible système des massacres est toujours existant dans le Midi, sur-tout dans les départemens formant la ci-devant Provence. Il n'est peut être pas de petites communes qui ne soit le théâtre de quelques scenes sanglantes.

A Tarascon, on avait une fois forcé les prisons, égorgé les détenus, qu'on précipitait ensuite dans le Rhône, qui baigne les murs de la prison. Cet acte barbare s'est renouvellé le 3 de ce mois; 50 ou 60 détenus ont péri.

On m'écrit qu'à Sisteron, le citoyen Breissard, âgé de 50 ans, pere de trois enfans, a été enterré vivant, et ensuite mis sur la liste des émigrés, et cet infortuné avait été jugé et acquitté par le tribunal de district.

A Digne, on a vu aussi des égorgemens exécutés sur des citoyens acquittés par des tribunaux.

Rien n'égale la fureur qui anime une secte de citoyens dans ces contrées. Je ne finirais pas, si je voulais vous dire tout ce qu'on m'a mandé en ce genre.

Arles, quoi qu'on en dise, n'a pas été le théâtre de scenes sanglantes; mais là, tout ce qui a pu aimer et servir la révolution est ou emprisonné ou en fuite; on n'a pas même épargné les patriotes fédéralistes, girondins, modérés, etc. tout est enveloppé, jusqu'à ceux qui, le 8 floréal, avaient dénoncé à Maignet les agens de Robespierre, et qui, pour cette dénonciation, furent traduits au tribunal d'Orange.

Signé *B....d, employé de la République, à Paris.*

Digitized by Google

Autre lettre du même. — Paris 19 messidor, an 3e.

Une nouvelle lettre que j'ai reçue hier de Nîmes, m'apprend que les massacres ne discontinuent pas à Tarascon, qu'il y en a eu pendant toute la premiere décade de ce mois, et qu'on évalue le nombre des hommes, femmes et enfans qui ont péri, à 5 ou 600. On ajoute même qu'au moment où on écrit, ces horreurs n'ont pas fini. Le Rhône n'a rien à reprocher à la Loire : ses rivages, jusqu'à la mer, sont couverts de cadavres qui servent de pâture aux animaux. On y a reconnu une femme attachée avec son enfant. Ma main se refuse à copier, citoyen, toutes les horreurs qu'on me raconte. J'en ai pourtant fait copie que j'ai remise hier soir au comité de sûreté générale. . . . . On me confirme que nul assassinat n'a encore eu lieu à Arles, mais que les prisons reçoivent sans relâche de nouveaux hôtes. Les patriotes les plus vrais et les plus dignes sont de ce nombre. Le citoyen Magnan, d'Arles, capitaine de navire, a été emprisonné comme terroriste et agent de Robespierre, lui qui, parti vers le milieu de 1792, fait prisonnier par les Espagnols, et échangé par notre gouvernement, n'est rentré en France, après avoir perdu son navire et sa fortune, qu'en mars 1795, vieux style.

Signé, B. . . . d.

Les couriers arriérés depuis onze jours, de Brest, de Rennes et de Vannes, sont arrivés avant-hier; mais comme les dépêches ne vont que jusqu'au 9 de ce mois, elles n'ont donné aucun détail officiel sur la fameuse descente des émigrés, joints à quelques régimens hessois. Nous allons donc prendre dans quelques lettres particulieres des détails sur lesquels nos lecteurs doivent s'arrêter avec précaution.

Il paraît que le combat naval eut lieu le 5, et que plusieurs de nos bâtimens furent jettés à la côte, soit par le gros tems, soit par le feu ennemi, et que l'escadre se replia sous le canon de l'Orient, après avoir perdu trois vaisseaux.

Le 7, le débarquement commença à la pointe de Quiberon et continua jusqu'au 11. On croit que le nombre d'hommes débarqués ne s'éleve pas à vingt mille, comme on l'avait d'abord cru, et qu'il consiste seulement en huit ou dix mille hommes, rassemblés depuis deux mois à Guernesey.

Ces troupes se sont emparées de la commune de Crach à une lieue d'Auray, et s'y sont établies sous le commandement de MM. d'Autichamp et d'Hector; ce dernier qui a commandé long-tems à Brest, a, dit-on, accueilli et incorporé aux émigrés et aux Hessois plusieurs matelots des bâti-

Digitized by Google

mens, jettés à la côte lors du combat du 5. On ajoute que l'escadre anglaise qui avait relâché dans la baie de Quiberon avec plusieurs bâtimens de transport, a regagné le large, et n'a laissé que cinq vaisseaux dans cette baie.

Au premier bruit de cet événement, toutes les routes du Morbihan se sont couvertes de républicains qui se rendent à Vannes pour couvrir ce chef-lieu du département. Le général Hoche, à la tête d'un corps de 1500 hommes, était parti de Vannes pour se rendre à Auray; mais on croit qu'à peu de distance ce corps a été attaqué par un parti de chouans qui s'était mis en embuscade; qu'il ne s'est pas avancé davantage, avant de mieux connaître les forces de l'ennemi. Le général Hoche a fait retirer de Vannes le département et les autorités constituées. Cet événement donne lieu de croire que la pacification perfide des chouans couvrait une intelligence secrète entr'eux et les émigrés qui ont débarqué.

Le commandant de l'escadre anglaise après le combat du 5, a fait sommer, le 8, le commandant du fort de Belle-Isle, comme on le lit dans la lettre suivante datée de ce fort le 9.

« L'escadre anglaise est mouillée à deux lieues de Belle Isle. Hier 8, le général qui commande cette escadre envoya ici un parlementaire, pour nous sommer de nous rendre et de reconnaître Louis XVIII pour notre roi. L'officier anglais chargé de cette mission, descendit à terre et fut conduit chez le général Boucret qui commande cette isle, et nous dit qu'on leur avait rapporté que nous n'avions que pour deux jours de vivres, et qu'il était chargé de la part du roi son maître, d'engager notre général de rendre l'isle, qu'il serait bien récompensé, et que le roi lui donnerait une place honorable. Le général Boucret répondit par écrit à cet officier, qu'il avait juré de mourir républicain, qu'il commandait des hommes qui, comme lui, avaient fait ce serment, et que tous mourraient à leur poste avant que les esclaves anglais eussent Belle-Isle en leur possession, et qu'il eût de suite à porter sa réponse au roi son maître. Nous attendons actuellement la suite de cette réponse; nous sommes tous disposés à nous défendre jusqu'à la dernière extrémité. »

Une autre lettre du 16, écrite par le commandant des armées dans les ports de Nantes et de Paimbœuf, annonce qu'un bâtiment américain chargé de farine et de riz est entré à Belle-Isle ainsi que quelques navires chargés de vivres qu'on y a fait passer, ce qui rassure sur le sort de cette place confiée à de braves gens, et où tous les habitans, les femmes mêmes, ont pris les armes pour sa défense.

Les Anglais, en tentant cette incursion sur le territoire de la République, ont été certainement abusés sur les chouans, qu'il comptaient être en mesure de se joindre à eux; mais une lettre du général Aubert du Bayet, qui commande en

Digitized by Google

chef l'armée des côtes de Cherbourg, porte que dans son arrondissement les rebelles de l'Ouest sont constamment battus ; et d'autres lettres ajoutent que les mêmes succès ont lieu dans différentes parties des départemens livrés à la fureur de ces brigands ; de sorte qu'incessamment ils vont se trouver assaillis de toutes parts, ainsi que les émigrés débarqués, et par la partie de l'armée du Nord qui arrive dans ces départemens, et par les détachemens qu'on y a envoyés du corps de réserve campé au Trou-d'Enfer, auprès de Marly, et par les gardes nationales des départemens voisins qui volent à la défense de leurs foyers.

Un trait qu'il convient de conserver, c'est celui du général Lebley, qui, après avoir vaincu une horde de chouans, a fait prendre les chevaux qu'ils avaient enlevés aux malheureux habitans du canton de Soulaire, et les a fait rendre aux propriétaires. A Laval, à Château Gontier, au château de Serchet, divers avantages ont été remportés sur les rebelles, qui demandent à rentrer sous les lois de la République ; de sorte que la coalition de leurs chefs avec les Anglais et les émigrés est déjà dissoute en partie.

Quelques frégates anglaises se sont présentées à l'entrée de la rivière de Paimbœuf, et un convoi de bâtimens qui allait en sortir est remonté de manière à se mettre à l'abri de toute attaque.

Toutes les dispositions faites pour repousser l'ennemi semblent indiquer que cette entreprise n'aura pas plus de succès que celle qu'il fit dans la guerre de 1756 sur Saint-Cast, où il perdit beaucoup de monde. Il reste à désirer que le fort de Belle-Isle tienne jusqu'à ce qu'il puisse être secouru ; ce poste est important pour faciliter les communications entre Brest et Rochefort, et on ne doute pas, que les troupes républicaines ne mettent tout en usage pour le conserver.

P. S. Dans la séance du 23 messidor, on a continué la discussion de la constitution.

On a fait une loi qui oblige les étrangers qui sont en France d'en sortir sous trois jours.

Le général Hoche a écrit en date du 16 messidor, que déjà trois fois les troupes de la République avaient battu l'ennemi débarqué sur nos côtes ; elles ont bivaqué à deux lieues de lui ; l'armée se rassemblait, et au moment où l'Assemblée a reçu cette lettre, la partie a dû être vengée.

Digitized by Google

MERCURE FRANÇAIS.

DÉCADI 30 MESSIDOR, *l'an troisième de la République.*
(*Samedi* 18 *Juillet* 1795, vieux style.)

Explication de la Charade *du* n°. 59.

Le mot de la Charade est *Pinson.*

SCIENCES. GÉOLOGIE.

THÉORIE DE LA TERRE, par Jean-Claude de la Metherie. Trois volumes in-8°. *Prix, 45 liv. broché, et 50 liv. franc de port par la poste: A Paris, chez Maradan, libraire, rue du Cimetiere-St.-André-des-Arcs,* n°. 9. *L'an III^e. de la République* (1795 vieux style).

« QUOIQUE nos connaissances, dit l'auteur, ne soient peut-être pas encore assez avancées pour donner une théorie complette de notre globe, néanmoins la masse des faits qu'ont recueillis les observateurs est si considérable, qu'il est différentes parties sur lesquelles on peut prononcer avec certitude. On a des probabilités satisfaisantes sur plusieurs autres. Quelques-unes enfin exigent de nouveaux faits, de nouvelles observations, de nouvelles expériences.

» Un philosophe, ami de la vérité, qui d'après ces données écrira l'histoire de la terre, en distinguant soigneusement les faits *avérés*, ceux qui sont *probables*, et ceux qui sont encore *douteux*, pourra avancer la science. Les observateurs confirmeront les faits avérés, vérifieront ceux qui sont probables ou douteux, et leur marche sera plus sûre. »

Tel est le but que s'est proposé le citoyen la Métherie dans cet ouvrage ; telle est la marche qu'il a suivie pour y atteindre. Nul n'était plus capable que lui d'offrir aux savans des résultats profonds et lumineux. Les mémoires nombreux dont il a enrichi le *Journal de Physique*, supposent des connaissances très-étendues et un esprit d'ob-

Digitized by Google

servation et d'analyse propre à les acquérir. Il avait déja publié en 1778, dans *ses principes de la philosophie naturelle*, des essais sur la matiere à laquelle il donne aujourd'hui un plus grand développement. Mais depuis ce tems, la masse des faits a augmenté; plusieurs savans géologues ont publié leurs observations, et ont donné leurs opinions. La chymie a porté le flambeau de l'analyse sur un plus grand nombre de substances. Toutes les parties de la minéralogie ont été perfectionnées. Enfin, les discussions savantes qui se sont élevées depuis quelques années sur cette matiere l'ont éclaircie. C'est dans toutes ces sources que l'auteur a puisé, pour donner un nouvel appui à ses premieres idées.

La principale base de sa théorie repose sur une vérité qui lui paraît démontrée, c'est que la formation de l'univers entier, et de notre globe en particulier, s'est faite par cristallisation générale. Les affinités que suivent toutes les matieres minérales dans leurs arrangemens, les formes régulieres qu'elles affectent constamment en sont des preuves incontestables. Cette cristallisation suppose la double action des eaux et du feu. Par une conséquence nécessaire, il faut que les eaux aient couvert tout le globe, et qu'elles aient surpassé les plus hautes montagnes d'une quantité considérable; car la masse des minéraux qui ont été dissous, et le volume de dissolvans que chacun d'eux exige, prouvent que les eaux ont dû s'élever à une grande hauteur.

Ce système qui fait tout sortir du sein des eaux était celui des anciens Egyptiens, qui nous a été transmis par Moyse, par Thalès et quelques autres philosophes. Les eaux, disaient les anciens sages, couvraient d'abord tout le globe : elles diminuerent ensuite et pénétrerent dans les *abymes* ou casernes; alors parurent les continens, et furent produits les végétaux et les animaux. Ils ajoutaient que ces eaux pouvaient sortir de ces abîmes en différentes occasions; qu'elles produisaient des déluges, et qu'enfin ces eaux disparaîtraient de dessus la surface de la terre, et que le globe s'embraserait. Cette doctrine avait passé des Egyptiens chez les Grecs, et des Grecs chez les Romains. On la retrouve dans Homere, dans Hésiode, dans Orphée, dans Ovide, tantôt sous l'allégorie de Vénus sortant du sein des mers, tantôt sous celle de l'Océan, pere des dieux et des hommes.

Une autre opinion était très-répandue dans l'Asie

Digitized by Google

c'était celle des Brames qui croyaient que le feu avait d'abord embrâsé la terre. Cette doctrine paraît avoir été celle de Zerd-Hust ou Zoroastre et des Mages. Elle fut ensuite soutenue par les Stoïciens et plusieurs autres philosophes de la Grece. Elle a été renouvellée dans ces derniers tems par Descartes, par Leibnitz, par Buffon, etc.

Cet ouvrage est divisé en deux parties principales. La premiere traite de chaque substance minérale en particulier, et en donne l histoire et l'analyse chymique. La seconde partie, fondée sur les notions précédentes, traite des phénomenes généraux. L'auteur cherche à y expliquer la formation particuliere et générale des différentes substances minérales, pour remonter ensuite à celle du globe lui-même. On sent que cet ouvrage n'est pas susceptible d'une analyse suivie; car il est lui-même le résultat de l'analyse de tout ce que les savans ont écrit sur cette matiere : on en peut juger par les différens systêmes sur la théorie de la terre; l'auteur en rapporte jusqu'à vingt-six depuis les Egyptiens jusqu'à nous. La méthode qu'il a suivie est celle des géomêtres; il marche de propositions en propositions, et celles qu'il a une fois établies lui servent de point d'appui pour en établir de nouvelles. Les savans et les naturalistes sauront gré au citoyen de la Metherie de n'avoir point été détourné de ses travaux, de ses veilles, par les secousses et les agitations politiques au milieu desquelles il a vécu. On regrette que la crainte de donner trop d'étendue à son ouvrage l'ait empêché d'ajouter une troisieme partie, dans laquelle il se proposait de rassembler tous les faits et toutes les observations qui devaient servir de confirmation et de pieces justificatives de ceux qu'il y a rapportés. On ne doit pas appréhender d'être long, quand on épargne aux amateurs des sciences naturelles des recherches immenses et des travaux pénibles.

Digitized by Google

PHILOSOPHIE POLITIQUE.

LETTRE A UN AMI, ou *CONSIDÉRATIONS POLITIQUES, PHILOSOPHIQUES ET RELIGIEUSES SUR LA RÉVOLUTION FRANÇAISE*, etc. *Brochure* in-8°. *de* 83 *pages. Prix*, *liv. A Paris, chez Louvet, libraire, palais Egalité; chez Cuchet, rue Serpente, et chez les marchands de nouveautés.*

ON a beaucoup écrit sur les événemens partiels de la révolution, et il est probable que l'on écrira davantage à mesure que les passions assoupies permettront à l'histoire d'en recueillir paisiblement les faits, et d'en contempler les résultats. Mais jusqu'à ce moment aucun auteur n'a considéré la révolution française, sous les rapports indiqués dans la brochure que nous annonçons. Ce ne sont ni les causes, ni les effets physiques et matériels que l'auteur entreprend d'écrire. Il s'élance dans une sphere plus élevée, et il croit voir la Providence se manifester à tous les pas que fait notre étonnante révolution.

« Je crois, dit-il en commençant, que sa main équitable a eu pour objet de détruire les abus qui avaient infecté l'ancien gouvernement de France dans toutes ses parties : abus parmi lesquels l'ambition des prêtres et leurs sacrileges malversations ont tenu le premier rang.

» Je crois qu'après avoir extirpé ces abus si majeurs, la Providence donnera au Peuple Français, et par la suite à bien d'autres peuples, des jours de lumiere et de paix dont nos pensées ne peuvent peut-être pas encore évaluer tout le prix.

» Enfin, je crois qu'elle a eu pour but de laver l'esprit de l'homme de toutes les taches dont il se souille journellement dans sa ténébreuse apathie, et dont il n'aurait pas la force de se purifier lui même, si elle le laissait à ses propres moyens et aux débiles efforts de son infirme volonté. »

Ces réflexions que l'auteur appelle à la fois politiques, philosophiques et religieuses, l'ont fréquemment occupé pendant les six années de la crise où nous sommes encore. Le moment lui paraît venu de les mettre en ordre et de les publier. L'idée d'une Providence diri-

Digitized by Google

geant les événemens humains dans les voies inconnues de sa sagesse, est en effet une idée grande et consolatrice à présenter aux hommes, au milieu des fureurs et des passions qui n'ont cessé de les détourner des vérités morales qui leur auraient épargné bien des crimes si elles eussent été mieux empreintes dans tous les cœurs. Il n'est personne qui, pénétré de la conviction intime de l'existence d'une cause premiere, n'ait été tenté, à la vue de tant d'horreurs accumulées en si peu de tems sur l'espece humaine, d'accuser cette cause d'indifférence, si l'on n'était convaincu que ses moyens ne sont jamais plus près du succès que lorsqu'il les dérobe à la faible humanité. Sous ce point de vue, l'écrit de l'auteur est un appel à l'espérance, et quand il ne produirait d'autre effet que d'adoucir les haines, et de ramener les hommes à des principes de justice, d'ordre et de vertu trop long-tems méconnus, ses intentions n'en seraient pas moins dignes d'estime.

Les idées morales et religieuses que développe l'auteur ne sont point celles que les prêtres de toutes les religions, et sur-tout de la religion romaine, ont fait circuler sur la terre; on le voit aisément à la sainte colere dont il s'arme contre eux et aux reproches véhémens qu'il leur adresse. Il paraît que ses idées tiennent à des principes plus épurés et à un système de philosophie qui exclut toutes les vanités et toutes les erreurs sacerdotales. Quel est ce système? c'est ce qu'il serait difficile d'expliquer d'une maniere claire et positive; car l'auteur en écrivant à son ami suppose que tous les lecteurs sont dans leur confidence, et il s'en faut que tous aient cet avantage. Tout ce que nous avons pu entrevoir au milieu du style beaucoup trop allégorique de l'auteur, c'est que notre étonnante révolution a pour objet de nous faire recouvrer à nous, et successivement à bien d'autres peuples, le véritable usage de nos facultés, et de dévoiler aux nations ce but sublime qui intéresse la société humaine toute entiere, et embrasse l'homme sous tous les rapports. « Aussi, ajoute l'auteur, l'œil philosophique goûte un secret plaisir de voir notre gouvernement faire tourner comme de lui-même l'institution nationale du côté des mœurs, sans lesquelles il n'y a point de société naturelle; la loi vers l'égalité et la justice universelle, sans lesquelles il n'y a point de société civile; la raison vers un être suprême dont le cœur de l'homme est reconnu publiquement

Digitized by Google

pour être le vrai temple, parce que sans cet être suprême il n'y aurait point d'association naturelle, civile ou politique qui fût solide, puisqu'il n'y aurait point de sagesse, point de justice et point de puissance. »

Ceux qui ont lu le livre *des erreurs et de la vérité*, et *le tableau naturel des rapports qui existent entre Dieu, l'homme et l'univers*, reconnaîtront aisément que ces *considérations* sont de la même main. Ce n'est sûrement pas un motif de les rendre bien recommandables aux yeux des *profanes;* mais il est probable que les *initiés* seront très-empressés de les lire, et l'on prétend que ces initiés sont plus nombreux qu'on ne pense. En voilà assez sans doute pour assurer le succès de cette brochure, sur laquelle nous ne sommes pas assez initiés nous-mêmes pour porter aucun jugement.

VARIÉTÉ.

MAXIMES détachées extraites des manuscrits de CHAMPFORT.

CHAMPFORT a peu écrit; mais ce peu est marqué au coin de l'esprit, de la grace, de la finesse et du goût. On sait qu'il avait l'habitude de jetter sur de petites feuilles volantes le premier trait de sa pensée, avant de la remanier. Les amateurs recherchent ces premiers jets comme ils recherchent les croquis d'un grand maître. C'est à ce titre que nous insérons ces maximes dans un journal qui a compté long-tems Champfort au nombre de ses co-opérateurs.

« Le monde physique paraît l'ouvrage d'un être puissant et bon, qui a été obligé d'abandonner à un être malfaisant l'exécution d'une partie de son plan; mais le monde moral paraît être le produit des caprices d'un diable devenu fou.

» Ceux qui ne donnent que leur parole pour garant d'une assertion qui reçoit sa force de ses preuves, ressemblent à cet homme qui disait : J'ai l'honneur de vous assurer que la terre tourne autour du soleil.

» Dans les grandes choses, les hommes se montrent comme il convient de se montrer; dans les petites, ils se montrent comme ils sont.

Digitized by Google

» Qu'est-ce qu'un philosophe ? c'est un homme qui oppose la nature à la loi, la raison à l'usage, sa conscience à l'opinion, et son jugement à l'erreur.

» Au lieu de vouloir corriger les hommes de certains travers insupportables à la société, il aurait fallu corriger la faiblesse de ceux qui les souffrent.

» Quelqu'un disait que la providence était le nom de baptême du hasard; quelque dévot dira que le hasard est un sobriquet de la providence.

» Il y a des hommes qui ont le besoin de primer, de s'élever au-dessus des autres, à quelque prix que ce puisse être. Tout leur est égal, pourvu qu'ils soient en évidence; sur des tréteaux de charlatan, sur un théâtre, un trône, un échafaud, ils seront toujours bien, pourvu qu'ils attirent les yeux.

» Les fléaux physiques et les calamités de la nature humaine ont rendu la société nécessaire. La société a ajouté aux malheurs de la nature. Les inconvéniens de la société ont amené la nécessité du gouvernement, et le gouvernement ajoute aux malheurs de la société. Voilà l'histoire de la nature humaine.

» La plus perdue de toutes les journées est celle où l'on n'a pas ri.

» Quand on veut devenir philosophe, il ne faut pas se rebuter des premières découvertes affligeantes qu'on fait dans la connaissance des hommes. Il faut, pour les connaître, triompher du mécontentement qu'ils donnent, comme l'anatomiste triomphe de la nature, de ses organes et de son dégoût, pour devenir habile dans son art.

» Il en est de la valeur des hommes, comme de celle des diamans, qui, à une certaine mesure de grosseur, de pureté, de perfection, ont un prix fixe et marqué, mais qui, par-delà cette mesure, restent sans prix, et ne trouvent point d'acheteurs.

» Le public ne croit point à la pureté de certaines vertus et de certains sentimens; et en général le public ne peut guere s'élever qu'à des idées basses.

» L'espérance n'est qu'un charlatan qui nous trompe sans cesse. Et pour moi, le bonheur n'a commencé que lorsque je l'ai eu perdue. Je mettrais volontiers sur la porte du paradis le vers que le Dante a mis sur celle de l'enfer:

Lasciate ogni Speranza, voi ch'entrate.

Digitized by Google

» Quand on veut éviter d'être charlatan, il faut fuir les tréteaux ; car si l'on y monte, on est bien forcé d'être charlatan, sans quoi l'assemblée vous jette des pierres.

» Je ne conçois pas de sagesse sans défiance. L'écriture a dit que le commencement de la sagesse était la crainte de Dieu ; moi je crois que c'est la crainte des hommes.

» Les méchans font quelquefois de bonnes actions. On dirait qu'ils veulent voir s'il est vrai que cela fasse autant de plaisir que le prétendent les honnêtes gens.

» Voulez-vous voir à quel point chaque état de la société corrompt les hommes ? Examinez ce qu'ils sont quand ils en ont éprouvé plus long-tems l'influence, c'est-à-dire dans la vieillesse. Voyez ce que c'est qu'un vieux courtisan, un vieux prêtre, un vieux juge, un vieux procureur, un vieux chirurgien, etc.

» Célébrité : l'avantage d'être connu de ceux qui ne vous connaissent pas.

» Ceux qui rapportent tout à l'opinion ressemblent à ces comédiens qui jouent mal pour être applaudis, quand le goût du public est mauvais. Quelques-uns auraient le moyen de bien jouer, si le goût du public était bon. L'honnête homme joue son rôle le mieux qu'il peut, sans songer à la galerie.

» Il y a une sorte de plaisir attaché au courage qui se met au-dessus de la fortune. Mépriser l'argent, c'est détrôner un roi. Il y a du ragoût.

» J'ai souvent remarqué dans mes lectures que le premier mouvement de ceux qui ont fait quelqu'action héroïque, qui se sont livrés à quelqu'impression généreuse, qui ont sauvé des infortunés, couru quelque grand risque, et procuré quelque grand avantage, soit au public, soit à des particuliers ; j'ai, dis-je, remarqué que leur premier mouvement a été de refuser la récompense qu'on leur offrait. Ce sentiment s'est trouvé dans le cœur des hommes les plus indigens et de la dernière classe du peuple. Quel est donc cet instinct moral qui apprend à l'homme sans éducation que la récompense de ces actions est dans le cœur de celui qui les a faites ? Il semble qu'en nous les payant on nous les ôte.

» Il y a plus de fous que de sages ; et dans le sage même, il y a plus de folie que de sagesse.

» Quand on soutient que les gens les moins sensibles sont, à tout prendre, les plus heureux, je me rappelle le proverbe indien : Il vaut mieux être assis que debout,

Digitized by Google

être couché qu'assis ; mais il vaut mieux être mort que tout cela.

» L'entêtement représente le *caractere*, à-peu-près comme le tempérament représente l'*amour*.

» Amour, folie aimable ; ambition, sottise sérieuse.

» Le changement de mode est l'impôt que l'industrie du pauvre met sur la vanité du riche.

» N'est-ce pas une chose plaisante de considérer que la gloire de plusieurs grands hommes soit d'avoir employé leur vie entiere à combattre des préjugés ou des sottises qui font pitié, et qui semblaient ne devoir jamais entrer dans une tête humaine ? La gloire de Bayle, par exemple, est d'avoir montré ce qu'il y a d'absurde dans les subtilités philosophiques et scholastiques qui feraient lever les épaules à un paysan du Gâtinois, doué d'un grand sens naturel. Celle de Locke, d'avoir prouvé qu'on ne doit point parler sans s'entendre, ni croire entendre ce qu'on n'entend pas. Celle de plusieurs philosophes, d'avoir composé de gros livres contre des idées superstitieuses qui feraient fuir, avec mépris, un sauvage du Canada. Celle de Montesquieu, et de quelques auteurs avant lui, d'avoir (en respectant une foule de préjugés misérables) laissé entrevoir que les gouvernans sont faits pour les gouvernés, et non les gouvernés pour les gouvernans. Si le rêve des philosophes qui croient au perfectionnement de la société, s'accomplit, que dira la postérité de voir qu'il ait fallu tant d'efforts pour arriver à des résultats si simples et si naturels ?

» Celui qui veut trop faire dépendre son bonheur de sa raison, qui le soumet à l'examen, qui chicane, pour ainsi dire, ses jouissances, et n'admet que des plaisirs délicats, finit par n'en plus avoir. C'est un homme qui, à force de faire carder son matelas, le voit diminuer, et finit par coucher sur la dure.

» Quand on a été bien tourmenté, bien fatigué par sa propre sensibilité, on s'apperçoit qu'il faut vivre au jour le jour, oublier beaucoup ; enfin, *éponger la vie* à mesure qu'elle s'écoule. »

Digitized by Google

NOUVELLES ÉTRANGERES.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 2 juillet 1795.

Les nouvelles de Pologne sont très-multipliées, mais très-contradictoires, de sorte qu'il est impossible de rien conjecturer sur le sort futur de ce pays. Il paraîtrait, d'après les derniers avis de Grodno, qu'il doit recouvrer au moins une partie de son existence politique, puisque Stanislas, suivant ces mêmes avis, ne tardera pas de retourner à Varsovie. D'un autre côté, on renouvelle le bruit que la couronne y sera rendue à son indépendance, mais mise sur la tête d'un prince de la maison impériale de Russie, arrangement auquel l'Autriche pourrait consentir, mais qui ne conviendrait sûrement ni à la Pologne, ni à la Porte Ottomane, ni même aux cabinets de Stockholm et de Copenhague qu'il faut compter pour quelque chose, et même pour beaucoup dans la tournure que prendront les affaires du nord de l'Europe.

Ce qu'il y a de certain, c'est que la princesse Louise, *fille* du prince Ferdinand de Prusse, épouse le prince Antoine Radziwill; les fiançailles ont été célébrées le 18 juin à Berlin. On voit dans cette alliance d'une aussi proche parente du roi avec un Polonais, une intention bien marquée de s'attacher, par tous les moyens possibles, les habitans de la contrée qui lui est échue en partage, et qui lui restera : il a besoin de cet attachement, à s'en rapporter à des lettres de Varsovie qui s'expriment ainsi :

Si l'on en croit tous les bruits, le plus violent orage gronde dans le Nord, et la Russie est sur le point de déclarer la guerre à la Prusse. Ce qui peut donner du crédit à ces bruits, c'est qu'une gazette allemande vient de publier une espece de manifeste de l'impératrice, où cette princesse expose des griefs dont le redressement pourrait nécessiter des combats. Au reste, il n'y a encore rien d'officiel sur cet article, et l'incertitude doit durer jusqu'à ce que cette piece ait acquis un certain degré d'authenticité.

L'union entre la Russie et l'Autriche, ou pour mieux dire l'espece de ligue de ces deux puissances contre la Prusse semble se resserer depuis quelque tems, suivant ce que portent des lettres de la même ville, du 14 juin.

Digitized by Google

L'impératrice a envoyé un ordre au collége de guerre à Saint-Pétersbourg, de mettre trois grandes armées en campagne; une dans les environs de Varsovie, une autre près de Bizesz, et une troisieme près de Chelm. L'objet de ces dispositions n'est pas encore connu. A Lublin on dispose tout pour y établir la chancellerie de guerre et de campagne; dans la Galiicie les Autrichiens grossissent considérablement, mais principalement ils renforcent leur cordon sur les frontieres de la Pologne. Leurs divers mouvemens semblent indiquer qu'ils se proposent de former un camp.

Le général comte d'Arensberg, qui était au quartier à Opotow, s'est transporté avec une brigade à Tornow, où il se trouve beaucoup de troupes. Il a laissé à Opotow le général major Heister.

La nouvelle la plus importante, parce qu'elle semble faire voir suspendus au-dessus de nos têtes de nouveaux foudres, c'est que le général commandant autrichien est parti pour le camp russe de Chelm, où devaient se tenir des conférences particulieres entre les généraux, pour combiner les opérations des deux armées, et concerter les positions nécessaires pour la correspondance et la réunion des deux armées.

Des avis de Konigsberg parlent d'un corps de troupes prussiennes dont les dispositions annoncent qu'elles vont camper sur les frontieres de la Courlande: on serait tenté d'en induire que les cabinets de Pétersbourg et de Berlin ne sont point d'accord relativement à ce duché, qui vient de passer sous la souveraineté de la Russie. On sait aussi par la voie de la Prusse méridionale, que les troupes prussiennes sont retranchées en assez grand nombre aux environs de Lowicz, et que les troupes russes, campées en plusieurs endroits en deçà de Varsovie, ont établi leurs avant-postes vis-à-vis du camp des Prussiens.

On a répandu le bruit que la forteresse turque de Belgrade avait été prise par assaut par les rebelles de la Servie. Voici les circonstances qu'on rapporte de cet évenement. Ces troupes défendaient Belgrade lorsque la conquête en fut faite par Laudon. Lors de la restitution de cette place, après le traité de Sistow, on y mit une garnison de troupes qui ne l'avaient point défendue. Les premieres demanderent à être rétablies dans leur ancienne garnison. Elles ne furent point écoutées; et pour appuyer le refus, on prit des précautions capables d'en imposer aux mécontens. Ceux-ci s'assemblerent sur les frontieres de Bosnie, résolus d'exiger par la force ce qu'ils n'avaient pu obtenir par priere. Réunis au nombre de 10,000, ils se sont portés vers Belgrade, l'ont attaquée, l'ont canonnée, l'ont prise d'assaut, et ont massacré inhumainement la plus grande partie de la garnison.

Digitized by Google

De Francfort-sur-le-Mein, le 5 juillet.

On écrit de Vienne que le départ du vice-président du conseil aulique, comte de Bartenstein, a été différé au moment même où l'on croyait qu'il allait avoir lieu, et au grand chagrin de tous les gens sensés qui, sentant le besoin que l'Autriche a de la paix, la désirent vivement. Comme ce retard coïncide avec l'arrivée d'un courier de Pétersbourg, porteur de la ratification de la triple alliance entre l'Autriche, la Russie et la Grande-Bretagne, on ne doute plus aujourd'hui que ce ne soient ces deux puissances, et particulièrement l'Angleterre, qui aient éloigné l'Autriche de la paix.

Au reste, l'ambitieuse et fière maison d'Autriche paraît devoir finir par porter, presque à elle seule, le poids de cette guerre, où ses manœuvres ont jeté les états du corps germanique pour en faire les instrumens de sa haine et de ses vues d'aggrandissement. Tous les efforts de sa politique échouent aujourd'hui et tournent contre elle-même.

Pendant que l'Empire est encore en guerre contre la France, plusieurs de ses principaux membres ont déjà déclaré qu'ils ne fourniraient plus de contingent, et ne concourraient plus à la prestation des mois romains, consentie par eux antérieurement; mais sur-tout Frédéric-Guillaume acquiert en Allemagne une prépondérance fatale à l'empereur. La majorité des états a réclamé l'intervention du roi de Prusse pour négocier la paix avec la République. Il n'est pas sans doute indifférent de remarquer que l'oncle de l'empereur, l'électeur de Cologne, a été un des premiers à se ranger à cet avis. Depuis encore, dans les suffrages qu'il a émis, comme évêque de Munster, on trouve des reproches, très clairement articulés, contre la conduite de la cour de Vienne, et au contraire un long éloge de la cour de Berlin. Il y est dit entr'autres : « Que S. A. E. de Cologne, en qualité de prince-évêque de Munster, a rempli durant la guerre, avec la plus exacte fidélité, ses devoirs de co-états; que même, pour éviter d'entrer dans tout autre engagement, elle a renoncé aux traités de subside les plus avantageux, et rappellé ses troupes, mais que les pays de Munster ont été abandonnés de la maniere la plus opinée par le corps de troupes impériales qui avait été posté, durant tout l'hiver, sur le Bas-Rhin, et qui les avait ci-devant défendu avec tant de gloire; que ce n'est qu'à la prompte approche de l'armée prussienne que Munster est redevable de son salut. — Ce n'est, est-il ajouté, que la présence des troupes prussiennes, accoutumées à vaincre, le bon ordre et la discipline qu'elles ont observés dans le pays, et la ligne de démarcation qu'elles ont tirée, de concert avec les Français, pour la formation de

Digitized by Google

leur cordon ; ce ne sont que ces démarches et cette conduite des troupes prussiennes qui ont procuré au pays de Munster, sans qu'il y ait contribué lui-même, un repos que S. A. E. voudrait non-seulement lui assurer pour l'avenir, mais aussi voir s'étendre à tous ses co-états, par des voies légales. »

Le cabinet de Vienne semble au reste avoir conçu une extrême jalousie contre celui de Berlin. Dans les premiers jours de ce mois, le co-commissaire impérial à la diete de Ratisbonne, de concert avec le ministre archiducal d'Autriche, fit la déclaration suivante :

« Sa majesté l'empereur s'attend que dans l'avis de l'Empire, actuellement en délibération, l'influence de sa majesté prussienne ne sera pas aggrandie, et qu'il n'y sera fait aucune mention de satisfaction sur les vues qu'elle a ouvertes pour parvenir à la paix, ni de remerciemens à faire à ce sujet : expressions qui mettraient sa majesté impériale dans le cas d'approuver et de louer, si elle ratifiait cet avis, une paix faite individuellement par un membre de l'Empire, sans la participation du corps entier, par conséquent contre la constitution germanique. »

L'oncle de l'empereur n'est point la dupe de ce prétendu zele de son neveu pour le maintien de la constitution germanique. Il n'y voit que ce qu'il y a en effet, la crainte de perdre son influence, influence que l'Autriche travaille depuis plus d'un siecle à augmenter d'une maniere effrayante, les différens princes de cette maison se léguant successivement le projet que presque tous ont essayé de réaliser, et qu'on croit, que François II lui-même a dernierement remis en avant, de réunir la Baviere aux autres possessions qui lui donnent déja une si grande prépondérance.

On a remarqué dans le suffrage de l'électeur de Cologne, comme grand-maître de l'ordre Teutonique, les expresisons suivantes : « Que S. A. E, voyait avec peine par la marche » des délibérations, que *l'on n'a point de tous les côtés l'in-* » *tention sérieuse d'accélérer l'ouvrage de la paix ; qu'il paraissait,* » *au contraire, que cet objet devait éprouver des obstacles et traîner* » *en longueur;* que dans une affaire d'une aussi haute importance, » il fallait un accord parfait de toutes les volontés, et qu'en » agissant d'une maniere inconséquente au but de la chose, il » n'en résultait que des longueurs, des complications et des » divisions. »

Du 28. On mande de Hanovre, en date du 20, que la régence de cet électorat est en négociation de paix avec la France ; que l'on va vendre les chevaux d'artillerie nouvellement achetés, et que le ministre de Hanovre à la diete de Ratisbonne, a reçu l'ordre de donner son suffrage en faveur de la médiation du roi de Prusse, qui a déja été formelle-

Digitized by Google

ment demandée par les ministres de Brandebourg, de Cologne, de Mayence et de Saxe. Dèslors, il y aura majorité au collége électoral en faveur de cette médiation, qui a déja la majorité au collége des princes. On assure encore que Hesse-Cassel a conclu sa paix avec la France.

Des lettres de Vienne, du 27 juin, après avoir annoncé que la reconnaissance solemnelle de la République Française à Constantinople et à Stockholm, et que la prise de la forteresse de Luxembourg, ont fait baisser considérablement les papiers d'état, ajoutent : L'empereur vient de conférer au maréchal baron de Bender le commandement général de la Bohême; sa garnison de Luxembourg, que l'on habille actuellement à neuf à Wenthcim-sur-le-Mein, le suivra dans ce nouveau poste. Il paraît qu'il n'y restera pas sans rien faire; car tout, dans ce royaume, prend un aspect guerrier. On y fait, ainsi qu'en Moravie et en Silésie, les préparatifs les plus formidables. Les compagnies d'invalides ont eu ordre de se rendre dans les forteresses; on établit par-tout des magasins immenses d'armes et de munitions.

ITALIE. *De Gênes, le 25 juin.*

Nous avons fait connaître la réponse du gouvernement génois à la notification du général de Vins de l'entrée prochaine de son armée sur les terres de la République.

Malgré ces observations, le général de Vins n'en a pas moins effectué son entrée sur le territoire génois; il l'avait même déja fait au moment que le gouvernement reçut les dépêches : c'est par Callisano, Mollere, à droite, sur les hauteurs de Lavagnola et de St.-Bernard; à gauche, sur la montagne Noire, dans des Auges, que les Autrichiens sont entrés.

Instruit de cette marche, le gouvernement génois a envoyé deux cent cinquante hommes de renforts à la citadelle de Savone, et il se dispose à y en envoyer encore d'autres.

Le quartier général de l'armée française est actuellement auprès de Finale. C'est là que le général Kellermann compte s'établir provisoirement.

Des lettres de Gênes du 23, rendent ainsi compte des suites de cette affaire :

Notre territoire commence à devenir le théâtre de la guerre; dans la matinée du 22, les Autrichiens étant descendus des montagnes, sur trois colonnes, le général Laharpe envoya un bataillon d'environ 500 hommes, commandés par le général de brigade, sous la forteresse de Savone. Ceux-ci demanderent au commandant de la place la permission d'y introduire son

Digitized by Google

bataillon, en s'offrant de contribuer à la défendre contre les Autrichiens qui voulaient s'en rendre maîtres. Le commandant ayant rejetté cette demande, le bataillon se plaça à la portée du mousquet de la forteresse ; mais le feu du canon l'empêcha d'avancer davantage. Dans cet intervalle, le colonel Spinole fut envoyé auprès du général Laharpe, pour lui faire des remontrances, et pour l'engager à ne pas forcer le commandant de la place à en venir à des extrémités qui pourraient rompre l'harmonie qui doit régner entre les deux républiques. Le général répondit que, quelque pourrait être la violence dont usât le commandant de la forteresse, les Français se laisseraient plutôt hacher en pieces que de tourner leurs armes contre la forteresse. Sur le soir, le général Dupuy se porta à la découverte de l'ennemi à la tête d'une demi brigade ; mais ayant été obligé de rétrograder, 150 des siens regagnerent le camp, et 150 autres se retirerent sous le feu de la place de Savone. Alors, les Autrichiens se mettent à la poursuite de ces derniers ; mais ils sont arrêtés par l'artillerie du fort qui en tue dix-sept.

Cependant, le commandant autrichien demandait qu'on lui rendît prisonniers les Français retirés dans les retranchemens du fort ; mais, au lieu de se rendre, ceux-ci font feu sur l'ennemi, et en tuent huit. Enfin, après d'assez longs pourparlers, il est convenu que les deux armées belligérantes ne s'approcheront pas plus d'un mille et demi de notre forteresse.

Hier, les Autrichiens, au nombre de douze mille hommes, ont attaqués les Français sur tous les points, dans leur camp dit Vado ; et, après un combat très-opiniâtre, ils ont été obligés de se retirer, après avoir perdu 600 hommes : de leur côté, les Français sont demeurés immobiles comme des termes ; et ils n'ont pas perdu un seul pouce de terrein. Ce matin, dès la pointe du jour, le feu de la mousquetterie a recommencé avec la même chaleur qu'hier.

Enfin, le 24, le citoyen Villars, ministre de la République Française à Gênes, a reçu la lettre suivante du général Laharpe, datée de Vado du même jour.

« Je vous informe qu'aujourd'hui à midi, l'ennemi, au nombre de 10,000 hommes, m'a attaqué sur cinq colonnes ; par-tout il a été repoussé et mis en pleine déroute ; les combats ont duré sept heures, et les Autrichiens ont laissé sur le champ de bataille 300 morts et 500 blessés ; dans le nombre des derniers se trouve le général Buckann, et les deux lieutenans-colonels des régimens de Nadastin et d'Alvinzi.

Notre perte est de 33 blessés et 15 tués. J'espere de recommencer demain. »

Digitized by Google

ESPAGNE. *De Madrid, le 7 juin.*

Les dispositions qu'on voit prendre ici semblent permettre au public de se flatter de l'espoir d'une paix prochaine. Voici ce dont il s'agit :

Dans la semaine derniere, le courier pour l'Italie eut ordre de s'embarquer à Barcelonne, et de diriger son voyage par Geneve, comme il faisait autrefois. Le 3, on vit le marquis d'Iranda quitter cette capitale pour se rendre à Saint-Sebastien. Il était à Aranguez, dans sa maison de campagne, quand il reçut l'ordre du roi de se transporter sur-le-champ à la cour, où il eut une longue conférence avec le roi, la reine et le premier ministre Ce dernier lui donna une lettre en français pour le général Moncey qui commande l'armée de la République dans le pays conquis de la Navarre et de la Biscaye. Immédiatement après cette entrevue, Iranda partit pour sa destination. Le peuple espere beaucoup de cette mission, et il applaudit au choix qu'on a fait pour la remplir. Le marquis d'Iranda est déja, il est vrai, fort âgé, mais il est regardé comme un homme d'un véritable talent, d'une grande prudence, et passe pour être très-versé dans les matieres politiques et commerciales, étant un des plus riches banquiers d'Espagne. Le bruit court que M. Bourgoing, qui a été précédemment chargé des affaires de France auprès du cabinet de Madrid, doit se trouver à Saint Sébastien, et qu'on doit ouvrir en ce lieu les conférences pour la paix. On pense qu'il ne sera pas difficile de l'établir, et deja l'on parle d'envoyer à Paris le marquis d'Iranda pour arrêter définitivement le traité ; déja on fait circuler ici une copie des préliminaires qu'on suppose devoir avoir lieu ; mais pour les publier, il est plus prudent d'attendre l'issue des négociations et les résolutions des cabinets.

Le nouvel ambassadeur d'Angleterre, qui est arrivé à Cadix depuis le 25 du mois dernier, était attendu ici sous peu. On apprend qu'il a suspendu son voyage. La fregate qui l'a conduit ici a déja mis à la voile pour retourner en Angleterre. Elle doit transporter à Portsmouth une grande somme d'argent appartenant au commerce et à la contrebande.

On a parlé, dans le tems, d'une lettre qu'on disait avoir été envoyée par la cour à toutes les communautés, et ne devait être ouverte que le troisieme jour de Pâques ; aujourd'hui il n'est plus du tout question de cette missive : on croit même qu'on avait fait courir ce bruit pour répandre l'alarme parmi le peuple, et il est ajouté que le gouvernement est à la poursuite de ses auteurs.

RÉPUBLIQUE

Digitized by Google

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CONVENTION NATIONALE.

PRÉSIDENCE DE DOULCET.

Séance de duodi, 22 Messidor.

La loi du 8 floréal accorde jusqu'au 1^er^. thermidor la faculté aux propriétaires des rentes viageres, d'opter pour la conservation en viager de leur rentes ou leur conversion en perpétuel, et de faire leurs déclarations en conséquence. Sur le rapport du comité des finances la Convention prolonge ce délai jusqu'au 1^er^. vendémiaire prochain.

L'affaire de Morel, ex-commissaire des guerres, accusé d'avoir à l'aide d'un faux mandat, surpris six cent mille livres à la trésorerie, a occupé presque toute la séance. Une saisie d'effets de numéraires et d'assignats de cette valeur a été faite chez lui, et il a été renvoyé au tribunal criminel du département de Paris, qui l'a condamné, mais le tribunal de cassation sur son recours, a cassé ce jugement, et renvoyé le prévenu au tribunal criminel du département de Seine et Oise, qui l'a acquitté à l'unanimité des suffrages. C'est en cet état que le 9 nivôse de l'an II, Merlin (de Douay), rapporteur du comité de législation, démontra les vices du jugement du tribunal de cassation, et fit décréter que celui de Versailles qui en était la suite, n'aurait point d'exécution. Morel ne s'est point découragé. Il a obtenu du comité de législation la revision de son affaire, et Molevaut est venu au nom de ce comité proposer à la Convention de faire rendre en nature à Morel le numéraire et les effets saisis chez lui, ce qui a été adopté; mais le lendemain, Monnot, au nom du comité des finances, s'est élevé contre ce décret comme surpris à la Convention, et sur sa motion, la suspension en a été ordonnée. Merlin (de Douay) en mission, a écrit à Monnot, que Morel était un fripon, et qu'il lui avait proposé cinquante mille écus, pour en obtenir un rapport favorable. Cependant le comité de législation ayant examiné de nouveau l'affaire a persisté dans son premier avis, et par l'organe de Molevaut, il a proposé à la Convention de lever la suspension de son décret du 20 prairial.

Merlin (de Douay) de retour de sa mission s'y est opposé. Il a soutenu que les formes ont été violées par le tribunal de cassation qui n'a pas pu casser le premier jugement de

Digitized by Google

condamnation rendu contre Morel, par le tribunal criminel de Paris, parce que le défaut de forme n'emportait pas nullité aux formes de l'instruction du mois de septembre 1791.

Bailleul trouve qu'on met de l'acharnement dans cette affaire, il parle de préventions, d'intrignes, même pour tromper l'Assemblée. Il dit que ce n'est pas Morel qui a touché les 600 mille livres, qu'il a été excité à cette démarche et que la somme a été seulement trouvée sur lui.

Les débats se prolongent, une discussion incidente s'éleve, il s'agit de savoir si l'instruction de septembre 1791 fait loi ou non. Merlin est pour l'affirmative Lanjuinais prétend qu'elle fut adoptée de confiance la veille même de la séparation de l'Assemblée constituante. Enfin, après plus de deux heures de débats, la Convention rejette, par la question préalable, le projet de décret de Molevaut, et elle rapporte celui du 20 prairial qui confirmait le jugement du tribunal criminel du département de Seine et Oise, qui acquittait Morel du vol qu'on lui imputait.

Le président fait part d'une lettre écrite par un citoyen qui offre à la Convention nationale un pain fabriqué avec du grain nouveau. Elle est ainsi conçue : Voici du pain de grain nouveau, cuit à Châlons, département de la Marne, le 17 messidor. On coupe les seigles; les fromens avancent. Les orges et avoines sont magnifiques. La récolte sera immense : *Vive la République !*

Lebon paraît et entre dans le long développement sur son affaire. Roux observe que pour terminer promptement cette affaire et ne pas laisser perdre en discussions oiseuses un tems précieux qui doit être consacré à la constitution, il convient que l'Assemblée se déclare en permanence. Sa proposition est adoptée.

Séance extraordinaire du 22 au soir.

Lebon obtient la parole, et prononce un discours. Il dit: Le cri du bien public s'est fait entendre; la Convention veut prononcer sans désemparer. Je dois donner ici une preuve non équivoque de mon amour pour la patrie. Il est inutile que j'entre dans de plus longs détails pour ma défense. Vous devez être assez instruits par les réponses que j'ai fait imprimer et qui vous ont été distribuées : prononcez sur mon sort..... Mais songez à onze mois de persécution. Songez aux pieces qu'on a soustraites. Songez qu'un décret d'accusation équivaut à un arrêt de mort, sur-tout si, comme on le demande, je suis jugé par un tribunal voisin des lieux où j'ai été obligé de prendre des mesures séveres.

Mais que dis-je ? il ne s'agit plus de moi; il s'agit de la patrie..... Je sens renaître mon courage; je me crois encore appellé aux frontieres pour y combattre les ennemis

Digitized by Google

de la liberté..... Sauvez la République, et que de misérables considérations ne vous arrêtent pas. Exilez moi, déportez-moi, ordonnez moi de marcher à l'échafaud, tout m'est égal pourvu que la liberté triomphe. Je laisse quelques écrits sur les faits qu'on m'impute; ils serviront à me faire connaître à la postérité. Je dements les dépositions d'Arras, toutes les autres dépositions portent le même caractere de fausseté. On examinera dans les tems plus tranquilles ce que l'intrigue, la peur et le ressentiment ont dicté : mais aujourd'hui l'intérêt public ne vous permet pas cet examen. La seule question que je vous invite à débattre, est celle de savoir s'il est de votre dignité de me traduire devant un tribunal subalterne, sans papiers justificatifs. Vouloir me faire traiter judiciairement, lorsque je ne suis plus moi tout entier, lorsqu'on m'a enlevé tous moyens de défense, serait indigne de vous. Quel tribunal oserait prononcer sur le sort d'un accusé ainsi désarmé !

Au reste, quel que soit le sort que vous me réserviez, je m'y soumettrai avec joie. Oubliez les récriminations dont j'ai usé; ces argumens répugnaient à mon cœur; je ne les ai employés qu'à la derniere extrémité. Je pardonne à mes dénonciateurs. Puisse leur vengeance ne pas s'étendre à toute ma famille ! Je vous recommande ma femme et mes enfans. Vous leur aviez promis la liberté. J'ai été bon pere, bon fils, bon époux, bon citoyen; mes mœurs sont pures, ma probité irréprochable; jusques dans les fers j'ai servi mon pays; vos comités en ont la preuve.

Mon dernier vœu sera pour la gloire et la prospérité de la République. — Puis je me retirer ?

Un membre : Il ne faut pas qu'on puisse dire que Lebon n'a pu se défendre. Je demande que la lecture des griefs soit continuée, et qu'il réponde comme il le jugera convenable.

Lebon répond à chaque grief. Les débats terminés, il se retire. L'on procede à l'appel nominal sur la question de savoir s'il y a lieu à accusation. A l'unanimité des suffrages, Joseph Lebon est décrété d'accusation.

Séance de tridi, 23 Messidor.

La section de l'Observatoire se plaint de la mise en liberté de plusieurs individus de son arrondissement qu'elle avait jugés terroristes. Renvoi au comité de sûreté générale.

Mariette, au nom des comités de salut public et de sûreté générale : Les puissances liguées contre nous, désespérant de nous vaincre par la force des armes, continuent de semer parmi nous les défiances, les divisions et les haines. Une agitation sourde qui se fait sentir, et la fausse direction que quelques hommes cherchent à donner à l'esprit public, tout annonce qu'un génie malfaisant nous travaille. Un grand nombre

Digitized by Google

d'étrangers sont en France. Sans doute, il en est parmi eux qui aiment la liberté et qui font des vœux sinceres pour la République, mais il en est aussi qui cherchent à la renverser, et ce sont ceux-là que les comités vous proposent d'atteindre.

Le rapporteur lit le projet de décret qui est légerement discuté article par article, et adopté comme il suit :

» Art. 1er. Tous les étrangers nés dans les pays avec lesquels la République Française est en guerre, venus en France depuis le 1er. janvier 1792, sont tenus d'en sortir.

» II. Ils sortiront des communes où ils se trouvent dans les trois jours, à compter de la publication de la présente loi. Il leur sera en outre accordé un jour à raison de sept lieues, du point de leur départ jusqu'à la frontiere.

» III. Ils déclareront devant les municipalités, et à Paris, devant les comités civils des sections, quelle route ils entendent tenir. Cette route sera tracée sur les passe-ports qui leur seront délivrés.

» IV. Tout étranger compris dans la présente loi qui, passé les délais portés aux articles II et III, sera trouvé sur le territoire de la République, ou s'écartera du chemin qui lui aura été tracé, sera mis en état d'arrestation.

» V. Les dispositions des articles précédens seront appliquées aux étrangers qui se prétendent nés dans des pays alliés ou neutres, ne seront pas reconnus ou avoués par leurs ambassadeurs ou agens respectifs.

» VI. Pourront rester en France, 1°. les étrangers nés dans les pays avec lesquels la République est en guerre, venus en France avant le 1er. janvier 1792, pourvu qu'ils aient un domicile connu, ou qu'ils soient garantis par quatre citoyens domiciliés, et connus par leur patriotisme et leur probité. 2°. Les étrangers nés dans les pays amis et alliés de la France, qui seront avoués par les ambassadeurs ou agens des puissances avec lesquelles la République Française est en paix.

» VII. Il sera délivré à chaque étranger une carte portant son signalement, et en tête : *hospitalité, sûreté.* On ajoutera pour les étrangers nés dans les pays avec lesquels la République est en paix le mot *fraternité.*

» VIII. Tout étranger trouvé dans un rassemblement séditieux sera, par le seul fait, réputé espion, et puni comme tel.

» IX. Tout étranger arrivé dans un port de mer, ou dans une commune frontiere de la République, se présentera à la municipalité; il déposera son passe-port qui sera envoyé de suite au comité de sûreté générale pour y être visé. Il demeurera en attendant sous la surveillance de la municipalité, qui lui donnera une carte de sûreté provisoire, énonciative de la surveillance.

» X. Les conseils généraux des communes pourront néan-

Digitized by Google

moins donner des autorisations provisoires aux négocians qui entreront en France : ils en aviseront le comité de sûreté générale auquel ils enverront une copie collationnée du passe-port ; et une indication de la route que se propose de tenir l'étranger.

» XI. Ne sont point compris dans les mesures prescrites par l'article IX, les courriers extraordinaires et les chargés de missions auprès de la Convention ou des comités de gouvernement.

» XII. Le comité de sûreté générale est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente loi. L'insertion au bulletin tiendra lieu de publication. »

Le citoyen Jussien fait hommage à la Convention d'un ouvrage intitulé : *Conversation du vieillard de Vichi*. Cet ouvrage, qui contient de très-bonnes idées, a pour objet de former l'éducation des gens de la campagne par les moyens les plus simples et les plus faciles.

La mention honorable et le renvoi au comité d'instruction publique sont décrétés.

Sur le rapport des comités de sûreté générale et de salut public, la Convention décrete que le premier tiendra la main à l'exécution des lois de police antérieures, relatives aux gens sans aveu, malveillans et tous individus qui, prévenus de mandats d'amener ou d'arrêt, de justice ou de police, s'y seraient soustraits en se réfugiant à Paris.

Monnot, au nom du comité des finances, fait décréter que les assignats portant des empreintes extérieures de royauté pourront, pendant un mois, à dater de la publication de la présente loi, être employés dans toute espece de paiement à faire à la nation ; que ceux qui n'auront pas pu les employer les porteront au receveur de leur district qui leur en donnera un récépissé, et que dans deux mois, ils leur seront remboursés.

Sur le rapport du même, la Convention décrete que dans la prohibition portée par la loi du 6 messidor sur les ventes des grains en vert et pendant par racines, ne sont pas comprises celles qui ont lieu par suite de tutele, curatele, changement de fermier, saisie de fruits, baux judiciaires et autres de cette nature. L'insertion au bulletin tiendra lieu de promulgation.

On reprend la discussion de l'acte constitutionnel. Daunou présente la nouvelle rédaction des quatre premiers articles du titre X sur les contributions publiques. Elle est adoptée après quelque discussion.

« Art. 1er. Les contributions publiques sont délibérées et fixées chaque année par le corps législatif. Elles ne peuvent subsister au-delà de ce terme, si elles ne sont expressément renouvellées.

Digitized by Google

» II. Le corps législatif peut créer tel genre de contribution qu'il croira nécessaire ; mais il doit établir chaque année une imposition foncière et une imposition personnelle.

» III. Tout individu qui n'étant pas dans le cas des articles V et VI du titre II de la constitution, n'a pas été compris au rôle des contributions directes, a le droit de se présenter à l'administration municipale de sa commune, et de s'y inscrire pour une contribution personnelle égale à la valeur locale de trois journées de travail agricole.

» IV. L'inscription mentionnée dans l'article précédent ne peut se faire que durant le mois messidor de chaque année. »

TITRE IIe.

État politique des citoyens.

Les deux articles suivans sont également décrétés, et n'éprouvent de discussion que relativement à l'âge déterminé pour jouir des droits civils.

« ART. Ier. Tout homme né et résidant en France qui, âgé de 21 ans accomplis, s'est fait inscrire sur le registre civique de son canton, qui a demeuré depuis pendant une année sur le territoire de la République, et qui paie une contribution directe, foncière ou personnelle, est citoyen français.

» II. Sont citoyens sans aucune condition de contribution les Français qui auront fait une ou plusieurs campagnes pour la cause de la liberté. »

Séance de quartidi, 24 Messidor.

Mouuot, au nom du comité des finances, fait part des réclamations de quelques pensionnaires du sexe qui, par défaut de prestation de serment ordonné par les lois, sont privés de leur pension, et qui offrent de se faire décerner acte par leurs municipalités respectives de leur soumission aux lois de la République. Il propose et la Convention décrète que les personnes du sexe qui ont obtenu des secours, pensions ou retraites, comme étant attachées aux ci-devant communautés, congrégations, ou hôpitaux, et qui n'ont pas prêté le serment prescrit par la loi du 9 nivôse an II, seront payés desdits secours, pensions, ou traitemens pour les tems à venir seulement, à dater du trimestre qui écherra ou sera échu depuis la soumission qu'elles feront ou auront faite par devant leur municipalité de se conformer aux lois de la République.

Un membre demande que celles qui seront pauvres soient exemptées de contributions. La Convention passe à l'ordre de

Digitized by Google

jour motivé sur ce que les corps administratifs sont autorisés à prononcer sur les dégrèvemens lorsqu'il y a lieu.

Le même rapporteur du comité des finances fait encore décréter que les fonctionnaires publics et employés de la République, pourront provisoirement cumuler des pensions et traitemens jusqu'à concurrence de trois mille livres par an, et que s'ils excèdent cette somme, la pension demeurera suspendue jusqu'à concurrence de cette somme.

Gouly, au nom du comité de marine et des colonies, expose combien il serait intéressant pour la République que les travaux du port de Cherbourg fussent achevés et qu'il devînt un port militaire. Sur son rapport, la Convention décrete que Cherbourg est un des grands ports militaires de la République, que le comité de salut public emploiera les mesures les plus actives pour accélérer l'exhaussement de la jettée et la porter dans le plus bref délai à son entiere perfection.

Lanjuinais, chargé du rapport concernant l'effet rétroactif donné à la loi du 17 nivôse sur les donations et successions, demande que la discussion s'ouvre à ce sujet octidi prochain. Sa proposition est adoptée.

Aubry, organe du comité de salut public, fait décréter que les départemens de la Somme, de la Seine inférieure et de l'Eure, font partie de la 17e. division militaire, que les troupes de cette division auront à l'avenir la dénomination d'armée de l'intérieur, et que l'objet de cette armée sera de protéger l'arrivage des subsistances pour Paris, de maintenir la tranquillité des départemens qui lui sont assignés, et de faire une troisieme ligne prête à porter des forces aux deux premieres. Le général Menou en est nommé général en chef.

Delaunay (d'Angers), au nom du comité de sûreté générale, dit que les mesures pour la commune de Lyon seraient incompletes, si la loi n'atteignait pas les émigres qui s'y trouvent, et que leur existence n'y est plus un problême. Il cite un ci-devant marquis de Lacoste, émigré, qui a obtenu un certificat de résidence à neuf témoins, et il propose de décréter qu'il sera traduit devant le tribunal criminel du département de Paris, pour y être jugé. Cette proposition est adoptée.

Suite des débats sur l'acte constitutionnel.

Daunou fait lecture de l'article III et suivans du titre II, relatifs à l'état politique des citoyens. Ils sont adoptés presque sans discussion. Ils sont ainsi conçus :

» III. L'étranger devient citoyen français, lorsqu'après avoir atteint l'âge de 21 ans, et avoir déclaré l'intention de se fixer en France, il y a résidé pendant sept années consécutives pourvu qu'il y paie une contribution directe, et,

Digitized by Google

qu'en outre, il possede une propriété fonciere ou un établissement d'agriculture ou de commerce, ou qu'il ait épousé une Française.

Sur cet article, Maille observe qu'il ne faut pas prodiguer le titre de citoyen, ce titre dont s'honoraient tant les Romains d'autrefois. Il ajoute que d'ici à long-tems, les Anglais seront nos ennemis jurés; qu'il ne faut d'ailleurs se fier aux étrangers qu'avec beaucoup de circonspection; c'est pourquoi il demande que la résidence de sept années, exigée pour l'admission des étrangers, ne date que de la fin de la guerre. — Lakanal propose d'étendre cette résidence à dix années. — Un autre membre propose cinquante ans. (On rit.) — L'article est adopté comme nous l'avons rapporté.

» IV. Les citoyens français peuvent seuls voter dans les assemblées primaires, et être appellés aux fonctions établies par la constitution.

» V. L'exercice du droit de citoyen se perd, 1°. par la naturalisation en pays étrangers; 2°. par l'affiliation à toute corporation étrangere qui supposerait des distinctions de naissance, ou qui exigerait des vœux de religion; 3°. par l'acceptation de fonctions ou de pensions offertes par un gouvernement étranger; 4°. par la condamnation à des peines afflictives ou infamantes jusqu'à réhabilitation. »

Hermann voudrait qu'un savant, un homme de lettres pût recevoir une pension d'un gouvernement étranger, sans perdre ses droits de citoyen. Il cite le citoyen Bitaubé, traducteur d'Homere, à qui le roi de Prusse fait une pension. — Un autre membre demande que ceux là restent citoyens qui auront une autorisation du corps législatif pour recevoir des pensions étrangeres. — Ces amendemens sont ecartés par la question préalable. — L'article est adopté comme nous l'avons rapporté plus haut.

Séance de quintidi, 25 *Messidor*.

Sur le rapport du comité des finances, la Convention décrete que, par la loi du 23 messidor qui admet les assignats portant l'empreinte de la royauté en paiement de tout ce qui peut être dû à la nation, elle n'a pas entendu déroger à la loi du 22 floréal dernier, concernant l'enregistrement des assignats à face au-dessus de 100 liv.

Masade, au nom du comité d'instruction publique, expose que le nouveau plan d'organisation de l'instruction publique pouvant éprouver des retards, il convient d'ouvrir le college de France, connu ci-devant sous le nom de college Royal, et il fait décréter que ce college est provisoirement conservé jusqu'à l'organisation définitive de l'instruction publique, et qu'à partir du 1er. vendémiaire de la présente année, le traitement des professeurs dudit college, sera le même que celui des pro-

Digitized by Google

fesseurs du Muséum d'histoire naturelle, des écoles de santé et des travaux publics.

Un membre, au nom du comité de législation, établit la nécessité d'empêcher des remboursemens qui, à cause du discrédit actuel des assignats, ruinent ceux qui les reçoivent, et sur sa proposition, la Convention décrete qu'aucun créancier ne peut être contraint de recevoir le remboursement de ce qui lui est dû avant le terme porté au titre de la créance, que les remboursemens de toutes les rentes créées avant le 1er. janvier 1792, quelle que soit leur nature et la cause dont elles procedent, sont provisoirement suspendus; que dans cette suspension sont compris les remboursemens des capitaux qui, en cas de dissolution de mariage, doivent être restitués par le mari ou ses héritiers, à la femme ou aux héritiers de la femme; mais que cette suspension n'aura lieu que dans le cas de dissolution de mariage par la mort d'un des époux, ou par l'effet du divorce prononcé sur la demande du mari sans cause déterminée.

Le comité d'instruction publique, par l'organe de Grégoire, fait adopter le décret suivant : La Convention voulant célébrer les époques mémorables de la liberté, sans discontinuer les travaux qui doivent en assurer les bienfaits, décrete : le 26 messidor, anniversaire du 14 juillet, les représentans du peuple se rendront en costume dans le lieu ordinaire de leurs séances. L'institut national de musique exécutera une symphonie, suivie d'un chant républicain, et de suite la Convention continuera de discuter la constitution.

Suite de la discussion sur la constitution.

Daunou lit les articles VI et VII, qui sont adoptés comme il suit :

« Art. VI. L'exercice des droits de citoyen est suspendu : 1°. par l'interdiction judiciaire pour cause de fureur, de démence ou d'imbécillité; 2°. par l'état de faillite; 3°. par l'état de domestique à gages, attaché au service de la personne ou du ménage; 4°. par l'état d'accusation; 5°. par un jugement de contumace, tant que le jugement n'est pas anéanti.

» Le fils d'un failli est également exclu de l'exercice des droits de citoyen, tant qu'il n'a pas acquitté les dettes de son pere, jusqu'à concurrence de ce qu'il a recueilli dans la succession.

» VII. Tout citoyen qui a résidé 7 années hors du territoire de la République, sans mission ou autorisation donnée au nom de sa nation, est réputé étranger; il ne redevient citoyen français qu'après avoir satisfait aux conditions prescrites par l'art. III. »

Digitized by Google

L'article VIII est présenté en ces termes :

« Les jeunes gens ne peuvent être inscrits sur le registre civique, s'ils ne prouvent qu'ils savent lire et écrire, et qu'ils ont appris une profession mécanique. Cet article n'aura d'exécution qu'à dater de l'an IX de la République Française. »

Viltar : Cet article est moral, sans doute ; mais il serait absolument inexécutable. On peut bien en faire un conseil adressé aux pareus ; mais ce serait trop choquer les mœurs et les convenances actuelles que d'en faire une des bases de la constitution.

Creuzé-Latouche : Cet article est très-bon : il faut que chacun apprenne une profession mécanique ; je vais en développer les avantages.

Trop long-tems la nation fut divisée en deux castes, l'une oisive et orgueilleuse ; l'autre industrieuse et méprisée. C'est servir l'humanité, c'est réaliser l'égalité que d'astreindre tous les citoyens à la connaissance d'une profession. L'homme qui a un métier est indépendant ; il est à l'abri des coups de la fortune, tandis que trop souvent nos yeux sont révoltés du spectacle scandaleux d'un homme robuste, plongé dans la misère, parce qu'il ne sait pas travailler. Le champ de l'industrie est comme la terre ; plus on y travaille, plus il rapporte. De la condition proposée, il résultera un surcroît de productions industrielles qui s'échangerait avec les nations étrangères contre d'autres productions. Comment, dira-t-on, concilier l'étude des lettres, des sciences, avec l'apprentissage d'un art mécanique ? Mais qui ne sait que Francklin fut imprimeur, J. J. Rousseau, horloger, et que les solitaires de Port Royal faisaient à la fois des bas et de bons livres ? Je demande l'adoption de l'article.

Charles Lacroix : Je rends hommage aux principes qui viennent d'être développés par mon collègue ; mais il faudrait au moins définir ce que c'est qu'un art mécanique, déterminer jusqu'à quel point il faudra avoir la connaissance de celui qu'on dira professer.

Si l'article est adopté, il faudra au moins ranger dans la classe des arts mécaniques, ce qu'on appelait les arts libéraux, comme la peinture, la gravure, la sculpture, etc.

Quant à la condition exigée de savoir lire et écrire pour exercer les droits de citoyen, je pense qu'elle exclura des assemblées primaires, contre votre intention, une grande partie des habitans de la campagne à qui leur éloignement des lieux où se trouvent les sources d'instructions, ne permettrait pas d'apprendre à lire et à écrire. Ce serait établir l'aristocratie des villes sur les campagnes.

Cet article seul, s'il n'est bien réfléchi, peut soulever contre votre constitution ceux qui sont encore incertains...

Digitized by Google

Cambacérès : Il me semble qu'on met trop de précipitation dans la discussion ; il faut tout mûrir. Je demande l'ajournement de l'article.

Laréveillere-Lepaux : Il faut songer à élever l'édifice avant de le polir. Le plan de vos ennemis est de ne vous laisser avoir ni monarchie, ni république. Ils voudraient vous entretenir dans une continuelle anarchie pour vous subjuguer et partager ensuite la France. Si nous ne lui donnons pas au plutôt la république, elle ne l'aura jamais. Je demande que l'article soit renvoyé à un nouvel examen. Décreté.

Le président annonce l'arrivée du maire de Lyon, du procureur de la commune et du substitut de l'accusateur public, mandés à la barre. Ils sont entendus avec intérêt et applaudis. Ils prouvent qu'ils ont rempli leur devoir, et que les malheurs qui sont arrivés dans cette commune, et qui ont été fort exagérés, sont le fruit de l'intrigue des étrangers qui y abondent, et que la masse des Lyonnais est restée pure.

Doulcet, au nom du comité de salut public, donne lecture de deux dépêches, venues l'une de Nantes, et l'autre de Vannes, qui s'accordent à dire que les émigrés et les chouans sont renfermés dans Quiberon ; qu'ils ont voulu faire une sortie, mais qu'ils ont été reçus de manière à ne pas y revenir ; qu'il est impossible qu'ils se fassent jour, et que la mer est leur seule ressource.

Séance de sextidi, 26 Messidor.

Thibaut, au nom du comité des finances, dément le bruit qui s'est répandu que la planche aux assignats de 10,000 liv. a été volée, de même que celle des assignats de 500 liv. Le comité a fait faire à l'administration inventaire des planches, outils, caractères, et de tous les objets servans à la fabrication, et l'on s'est assuré qu'on n'a pas volé une épingle.

Le même membre, au nom du même comité, fait rendre deux décrets, le premier portant création d'une tontine nationale dont les actions seront de 1000 liv. chacune, et les coupons de 500 et 200 liv. ; cette tontine sera divisée en seize classes de cinq ans chacune, à compter de la naissance jusqu'à l'âge de 80 ans. L'intérêt primitif dans les quatre premières classes sera de 20 liv. par action, celui des quatre suivantes de 25 et ainsi de suite. Il y aura par chaque division, composée de quatre mille actions, un tirage de huit cents primes de 800,000 liv. A la mort de chaque actionnaire, la moitié de la rente primitive de ses actions, se trouvera éteinte au profit de la nation, et l'autre moitié, avec ses accroissemens, tournera au profit des autres actionnaires de sa division. La rente de chaque action ne pourra excéder 12,000 liv.

Le second décret est l'ouverture d'un emprunt d'un milliard

Digitized by Google

à trois pour cent d'intérêt annuel et perpétuel. Chaque prêteur sera crédité sur le grand livre de la dette publique en un seul article et sous le même numéro.

Cambacérès, au nom du comité de salut public, donne lecture d'une dépêche de Moncey, général en chef de l'armée des Pyrénées occidentales. Elle annonce que nos troupes ont remporté de grands avantages sur l'ennemi qui s'est vu forcé de se renfermer dans Pampelune. (*Voyez* Nouvelles officielles.)

La fête du 14 juillet commence. L'institut national de musique exécute l'hymne *Allons, enfans de la Patrie*, et ensuite les airs *Ça ira*, le *Réveil du Peuple* et le *Chant du départ*. Ils excitent les plus vifs applaudissemens, et l'enthousiasme s'empare de tous les cœurs. L'on s'occupe ensuite de la constitution.

Suite de la discussion sur l'acte constitutionnel.

Daunou fait décréter XI articles du titre III concernant les assemblées primaires. Nous les donnerons dès que la rédaction en aura été définitivement adoptée.

Nous n'avons point donné la suite des articles décrétés dans la séance d'hier, relatifs aux droits politiques des citoyens; les voici :

» VI. L'exercice des droits de citoyen est suspendu, 1°. par l'interdiction judiciaire pour cause de fureur, de démence ou d'imbécillité; 2°. par l'état de faillite; 3°. par l'état de domestique à gage, attaché au service de la personne ou du ménage; 4°. par l'état d'accusation; 5°. par un jugement de contumace, tant que le jugement n'est pas anéanti.

Garan (de Coulon) voudrait que l'état d'accusation n'enlevât pas à un citoyen la faculté d'être élu, parce que s'il est jugé innocent il rentre dans la plénitude de ses droits, et jouit des effets de la confiance de ses concitoyens. — Le rapporteur donne à cet égard des explications pour montrer que l'article ne fait que suspendre l'exercice des droits.

L'article VI est adopté avec une addition relative à l'état de faillite. Cette addition est ainsi conçue :

« Le fils d'un failli est également exclu de l'exercice des droits de citoyen, tant qu'il n'a pas acquitté les dettes de son père, jusqu'à concurrence de ce qu'il a recueilli dans la succession. »

» VII. Tout citoyen qui a résidé sept années hors du territoire de la République, sans mission ou autorisation donnée au nom de la nation, est réputé étranger; il ne redevient citoyen français qu'après avoir satisfait aux conditions prescrites par l'article III. »

Digitized by Google

PARIS. *Nonidi 29 Messidor, l'an 3e. de la République.*

Il vaut peu la peine de se disputer pour des chansons; c'est pourtant ce qui est arrivé ces jours derniers; en voici l occasion.

Le 26 était l'anniversaire du 14 juillet, époque assez remarquable et assez glorieuse pour que le souvenir dût en être cher à tous les amis de la liberté. La Convention avait cru devoir la consacrer par une fête moins dispendieuse que patriotique, car elle s'est bornée à l'exécution, dans le lieu des séances, de plusieurs morceaux de musique que le public était en habitude d'entendre et d'accueillir avec satisfaction, tels entr'autres l'*Hymne des Marseillais*, qui a été si souvent pour nos troupes le prélude des chants de la victoire.

Au moment où les Anglais et les émigrés viennent d'opérer une descente sur nos côtes, et où les royalistes redoublent d'efforts pour affaiblir et corrompre l'esprit public, il était naturel que ces airs réveillassent dans le cœur des patriotes l'amour de la liberté et la haine contre toute espece de tyrannie. Partageant elle-même ce beau mouvement, la Convention avait ordonné que les chants civiques qui ont contribué au succès de la révolution seraient exécutés chaque jour par le corps de musique, à la garde montante du Palais-national.

Le soir du même jour, les artistes de l'Opéra ont voulu, après la représentation d'Iphigénie en Aulide, exécuter l'*Offrande à la Liberté*, lorsqu'on en est venu à l'hymne *Allons, enfans de la Patrie*, l'acteur a été interrompu, et l'on a demandé à grands cris le *Réveil du Peuple*. Cet air achevé, on a tenté de reprendre l'*Hymne des Marseillais*, mais au second couplet on a imposé silence au chanteur, et l'on a exécuté le ballet de *Télémaque*. Au milieu de ce ballet, des cris se sont encore fait entendre, on a redemandé, avec un enthousiasme qui tenait presque du délire, le *Réveil du Peuple*; mais au couplet qui commence par ces mots, *Représentans d'un Peuple juste*, etc. des murmures et des clameurs ont couvert la voix de l'acteur qui n'a pu achever ce couplet.

Le lendemain à la garde montante auprès de la Convention, la musique militaire a voulu jouer l'air des Marseillais réprouvé la veille à l'Opéra, la même oppo-

Digitized by Google

sition a éclaté de la part d'une foule de jeunes gens ; pendant long-tems ils ont empêché la garde de défiler au son de cet hymne, il a fallu rejouer le *Réveil du Peuple*, et le tumulte n'a cessé que vers les trois heures.

Quel est donc le motif de cette disgrace de l'*Hymne des Marseillais*, et de cette préférence si chaudement marquée pour le *Réveil du Peuple* ? Assurément, ni les vers, ni la musique n'entrent pour rien dans cette querelle; et sous ce rapport, s'il y avait quelque distinction à faire entre ces deux morceaux, elle serait toute entière en faveur du premier. Mais ceux qui témoignent une si grande aversion pour cet hymne, prétendent qu'il n'a été si long-tems chanté par les jacobins que, parce qu'il était devenu le signal de la terreur, et que l'on cherche à la faire renaître. C'est donner à ce beau chant de guerre une bien fausse interprétation que d'en faire un chant de cannibales. Jamais nos armées qui l'ont fait retentir si souvent sur le champ de bataille, ne l'ont envisagé sous cet odieux aspect, et ceux qui se plaisent aujourd'hui à l'entendre n'y voient que l'expression de la valeur et du courage contre les *cohortes étrangères* qui n'ont cessé d'attaquer notre indépendance. Mais ceux qui marquent une si grande prédilection pour le *Réveil du peuple*, parce qu'il est dirigé contre ceux qu'on appelle *terroristes*, n'auraient-ils pas un autre motif secret qu'ils n'osent encore avouer hautement. Ne serait-ce pas que les uns aiment l'*Hymne des Marseillais* parce qu'ils aiment et veulent le triomphe de la République, et que les autres ne le proscrivent que parce qu'ils n'aiment ni ne veulent la république?

Quoi qu'il en soit, pour ôter tout prétexte à de plus funestes dissentions, les comités de gouvernement ont pris un arrêté portant que dans les spectacles il sera désormais défendu d'exiger telle ou telle chanson, et qu'on se contentera de la musique ordinaire et des pieces portées sur l'affiche.

NOUVELLES OFFICIELLES.

Armée des Pyrénées occidentales.

Au quartier-général de Saint Sebastien, le 18 messidor, l'an 3e. de la République, une et indivisible.

« Citoyens représentans, l'exécution du plan de l'ouverture de cette campagne, que déjà je vous ai communiqué,

Digitized by Google

a eu un succès complet. L'ennemi, sans doute étonné de nos démarches hardies et rapides, a fui avec précipitation, cherchant à se rallier à notre droite dans les positions qui couvrent Montdragon et les Salins du Guipuscoa, et à notre gauche sur celles qui couvrent la place de Pampelune.

» Le 10, la première division, aux ordres du général de brigade Villot, a commencé le mouvement par le passage de la Deva, l'attaque des retranchemens qui défendaient cette rivière, et celle du camp qui les protégeait. La demi-brigade commandée par le chef de brigade Monroux, s'est engagée dans un gué en colonne serrée; et malgré le feu de plusieurs batteries croisant sur elle, elle a gagné le milieu de la rivière. Ne pouvant passer plus loin, ayant de l'eau jusqu'au cou, (parce que le gué, formé de sable mouvant, avait disparu,) elle a rebroussé chemin, mais toujours en ordre, toujours en masse, sans que personne quittât son rang; elle est venue se précipiter dans un autre gué qu'elle a passé avec la plus fière audace.

» La rivière passée par nos troupes, les retranchemens ont été enlevés de vive force; neuf pièces de canon, dont ils étaient armés, sont tombées entre nos mains. Le champ de bataille a été couvert de morts; environ 200 prisonniers et un drapeau pris par un lieutenant du troisième bataillon de Lot et Garonne, sont restés en notre pouvoir. Nous n'avons perdu que 7 à 8 hommes; le nombre des blessés est peu considérable.

» Telle a été, citoyens représentans, la journée brillante du 10. La gauche de l'ennemi forcée, nos troupes triomphantes ont continué leur marche pour venir cerner l'ennemi à son quartier-général à Begera, tandis que des colonnes de front et de flanc se portaient les premières sur le camp de la fameuse position d'Elonna, les secondes sur Villaréal et Escasga, flanc retranché de cette division ennemie. Cette fois l'ennemi, intimidé par l'audace de la veille, n'a présenté aucune résistance aux premières colonnes: effrayé de l'intrépidité de cette partie de Tolosa, il n'a pu tenir longtems dans les positions de Villaréal qu'il voulait défendre; il a exécuté sa retraite sur les hauteurs de Montdragon; il s'est ainsi soustrait aux coups que nous devions lui porter le 11, qui devait être sur ce point le jour fatal pour lui.

» La matinée du 12 a été consacrée au repos, bien nécessaire pour délasser la troupe d'une marche pénible de près de trois jours entiers.

» L'après-midi elle se remit en marche; le 13 au matin, partie de ces colonnes se diviserent par la cime des montagnes pour attaquer l'ennemi le 15, à Lecombery, position des plus avantageuses et des plus aisées à défendre; m'attendant à une résistance vigoureuse, j'avais pris mes dispo-

Digitized by Google

sitions en conséquence. Des colonnes parties de Tolosa et d'Andouen devaient attaquer le centre et la droite, tandis qu'une forte colonne, partie du Col d'Arquin, devait, par des marches forcées à travers le pays ennemi, tourner entièrement l'armée espagnole et lui couper toute retraite.

» L'ennemi, effrayé de nos mouvemens, n'a pas osé nous attendre; il a fait, dans la nuit du 14 au 15, une retraite précipitée; il a craint de s'arrêter à des camps retranchés qu'il avait en seconde ligne, et les a abandonnés sans brûler une amorce : il a agi prudemment; car jamais peut-être dans les montagnes un mouvement ne s'est exécuté avec autant de précision. Le 15, à trois heures du matin, toutes les colonnes étaient à leurs positions; et en s'appercevant au premier rayon du jour, elles n'ont eu que le regret de ne pas trouver l'ennemi à combattre. Pendant cette heureuse expédition, 500 hommes de la cinquième division, commandés par le chef de brigade Lefranc, ont favorisé notre mouvement en se portant sur les hauteurs qui dominent les cantonnemens ennemis dans cette partie; ils ont attaqué l'ennemi, l'ont repoussé, et contenu ainsi toute la journée.

» Je laisse au général Villot le commandement des troupes qui composent la division de Lecombery, et je lui donne l'ordre d'attaquer l'ennemi qui s'est retiré sur les hauteurs d'Iratonn, position importante, vigoureusement fortifiée, et qui remplit le double objet de couvrir la place de Pampelune et de conserver une communication directe avec Madrid. J'ose vous assurer, représentans, que les dispositions que nous avons prises nous assurent le succès; j'espere que bientôt j'aurai à vous annoncer de nouvelles victoires.

» Rien ne peut égaler le courage, la bonne volonté des troupes; il faut avoir été le témoin de leur constance dans des marches pénibles et continuelles pendant six jours, pour se les représenter. Vos collegues Meillan et Bô, qui ont marché à la tête de nos colonnes, vous rendront sans doute un compte favorable.

» Si l'Espagnol ne s'était décidé à la retraite avant d'avoir été atteint par nous dans les points où il s'était aglomeré, sans doute nous aurions plus de trophées à vous offrir que 200 prisonniers, neuf pieces de canon et un drapeau. »

Salut et fraternité.

Signé, MONCEY, *général en chef de l'armée des Pyrénées occidentales.*

Digitized by Google

NOUVEL AVIS AUX SOUSCRIPTEURS.

La partie littéraire, subordonnée jusqu'à présent aux événemens de la révolution et aux grands intérêts politiques, essentiellement liés à son succès, va reprendre l'étendue et le dégré d'importance qu'elle a toujours eu dans ce Journal, qui s'est fait estimer par sa variété et par l'esprit de critique saine et impartiale de ses coopérateurs. Elle vient d'être confiée aux soins d'une société de gens de lettres qui, sous l'heureuse influence de la liberté de la presse, ne négligeront rien de ce qui peut intéresser la république des lettres, soit sous les rapports du goût et de la littérature proprement dite, soit sous ceux de l'économie politique, des sciences, des beaux arts, de la morale et de l'instruction publique. Le regne de la barbarie et du vandalisme n'a jamais été que celui de la tyrannie. Les encouragemens que la Convention vient d'accorder aux savans, aux gens de lettres et aux artistes, sont une nouvelle preuve de la nécessité de l'alliance inséparable des lumieres avec la liberté.

Les changemens et les améliorations que nous nous proposons ne se bornent pas seulement à l'intérêt de la rédaction. Le caractere petit-romain que nous avons employé jusqu'à ce jour, avait l'inconvénient de fatiguer extrêmement à la lecture, nous lui avons substitué un caractere plus agréable à l'œil ; convaincus que nous sommes que les formes typographiques influent plus qu'on ne pense sur le succès d'un ouvrage. Nous continuerons de faire usage du petit caractere pour les nouvelles politiques, les pieces officielles et tous les objets qui sont purement de détail ; mais en même-tems, par les supplémens que nous donnerons, ce Journal acquerra une plus grande étendue de matiere.

Rien ne sera changé dans les autres parties qui composent

Digitized by Google

ce Journal : les nouvelles politiques les débats et les décrets majeurs de la Convention, les nouvelles de Paris et de l'intérieur le tribunal révolutionnaire, et les opérations importantes de nos armées, continueront d'y occuper une place essentielle.

Il paraîtra toujours deux fois par décade, ce qui le met au niveau des feuilles du jour dans la plus grande partie des départemens, où le service des postes n'est pas journalier.

Ainsi le Mercure, le plus ancien des journaux, celui dont la collection est la plus recherchée, aura toujours sur les autres du même genre, l'avantage de paraître plus régulièrement, et de réunir avec le même intérêt et la même variété plus de matieres.

La cherté excessive du papier qui a plus que triplé, celle de la main-d'œuvre qui s'est accrue dans la même proportion, et l'augmentation de moitié dans les frais de port, qui vient d'être décrétée par la Convention, nous obligent de porter le prix de l'abonnement à compter du 1^er^. pluviôse à 36 liv. pour l'année, 18 liv. pour six mois, francs de port pour Paris et les départemens. Aussi-tôt que ces objets auront subi quelque diminution, nous nous empresserons d'en faire jouir nos souscripteurs.

Les auteurs, les artistes et les libraires qui voudront faire annoncer leurs productions, voudront bien les adresser au citoyen Guth directeur du Mercure, rue des Poitevins, n° 18 qui reçoit également les souscriptions.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google




Digitized by Google

Digitized by Google


Digitized by Google

